Rapport annuel 2001 de la Banque Royale du Canada

/ Une croissance ciblée

/ Profil

/ La Banque Royale du Canada (TSE, NYSE : RY) et ses filiales, exploitées sous la bannière RBC Groupe Financier, constituent l'une des principales entreprises de services financiers diversifiées en Amérique du Nord et occupent une position dominante sur la plupart de leurs marchés canadiens. Au total, nous servons une clientèle de plus de 12 millions de particuliers, d'entreprises et d'organismes du secteur public partout dans le monde.

Au Canada, nous détenons de solides parts de marché dans l'ensemble du secteur des services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Nous venons au premier rang des banques canadiennes (et au deuxième rang des fournisseurs de fonds) en ce qui a trait aux activités de gestion privée, de courtage traditionnel (en fonction de l'actif) et de gestion de fonds communs de placement et possédons le deuxième service de courtage autogéré en importance, Actions en direct. En ce qui a trait aux services bancaires à la grande entreprise et aux marchés des capitaux, nous demeurons le plus important preneur ferme et l'un des conseillers les plus sollicités en matière de fusions et d'acquisitions. Nos activités d'assurance sont les plus importantes parmi celles qui sont détenues par une banque canadienne, et leur croissance est une des plus rapides au pays. Nous dominons le marché de l'assurance-voyage et de l'assurance-crédit et occupons de loin la première place pour ce qui est des services de garde de valeurs. Au pays, notre réseau de prestation de services comprend plus de 1 300 succursales et autres unités ainsi que plus de 4 200 guichets automatiques bancaires. À l'heure actuelle, 1,9 million de clients utilisent nos services en ligne et 2,3 millions de clients, nos services par téléphone.

À l'étranger, par l'intermédiaire de RBC Centura, de RBC Prism Mortgage, de RBC Liberty Insurance, de RBC Dain Rauscher et de RBC Marchés des Capitaux, nous offrons des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de montage de prêts hypothécaires, d'assurance, de courtage traditionnel, de même que des services bancaires à la grande entreprise et aux marchés des capitaux à plus de deux millions de clients américains. Nous possédons également un réseau de détail aux Antilles. À l'extérieur de l'Amérique du Nord, nous offrons des services bancaires à la grande entreprise et aux marchés des capitaux, des services de financement des opérations commerciales, de correspondance bancaire, de trésorerie et de garde de titres aux entreprises, de même que des services de gestion privée aux particuliers. De plus, nous avons une présence considérable sur le marché international de la réassurance. Notre réseau international compte 724 bureaux répartis dans plus de 30 pays.

/ Table des matières

1 Sommaire des résultats
2 Message du président du Conseil
3 Message du président et chef de la direction
6 Nos objectifs et notre rendement
7 Pourquoi investir dans la Banque Royale du Canada (RY) ?
8 Expansion à l'échelle internationale
11 Croissance de nos activités
14 Foire aux questions
16 Au service de nos partenaires

Revue financière (PCGR des États-Unis)
18 Analyse par la direction
57 États financiers consolidés
85 Information supplémentaire

Revue financière (PCGR du Canada)
18A Analyse par la direction
57A États financiers consolidés
86A Information supplémentaire

91 Glossaire
93 Administrateurs et haute direction
94 Régie interne
96 Principales filiales
CAI Renseignements aux actionnaires

/ RBC en bref

/ Aperçu du secteur

/ Contribution au bénéfice net de RBC en 2001, selon la comptabilité de caisse (1)

Services aux particuliers et aux entreprises

RBC Banque Royale
RBC Centura
RBC Prism Mortgage
RBC Builder Finance
RBC Banque Royale du Canada

Le secteur Services aux particuliers et aux entreprises sert plus de 11 millions de particuliers, de PME et de clients commerciaux au Canada, aux États-Unis, aux Antilles et aux Bahamas. Ces services sont offerts grâce à un réseau de succursales, de centres d'affaires et d'autres unités, par l'intermédiaire de représentants hors succursale, au moyen de guichets automatiques bancaires, par téléphone et par Internet. Au nombre des services financiers offerts, notons les comptes de dépôt, les investissements et fonds communs de placement, les cartes de crédit et de débit, les prêts aux particuliers et aux entreprises, de même que les prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux. Des conseils financiers sont également offerts relativement à chacun de ces services.

Assurance

RBC Assurances
RBC Liberty Insurance

Le secteur Assurance offre à plus de cinq millions de clients nord-américains une vaste gamme de produits et de services d'assurance-crédit, d'assurance-vie, d'assurance maladie, d'assurance-voyage, d'assurance-habitation et d'assurance automobile de même que des services de réassurance, partout dans le monde. Ces produits et services sont offerts au moyen d'un large réseau de canaux de distribution qui comprend le téléphone, les courtiers indépendants, les agents de voyage, une équipe de vente exclusive et Internet.

Gestion de patrimoine

RBC Investissements
RBC Dain Rauscher
RBC Gestion privée globale
RBC Gestion Mondiale des Investissements

Le secteur Gestion de patrimoine offre à des particuliers canadiens, américains et étrangers des services de courtage traditionnel et à escompte, des services de planification financière, des conseils en matière de placement, des services de gestion de fiducie, de gestion privée, de fonds communs de placement et de gestion de placement. Les produits et services sont offerts par l'intermédiaire du réseau de succursales canadien de la Banque, des bureaux de RBC Investissements, des bureaux de la gestion privée et d'autres bureaux partout dans le monde. Les services sont également offerts par téléphone et par Internet. Grâce aux récentes acquisitions, les clients américains reçoivent surtout des services de courtage traditionnel dans 41 États.

Grande entreprise et marchés des capitaux

RBC Marchés des Capitaux

En Amérique du Nord, le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux sert une clientèle composée d'entreprises, d'institutions et de gouvernements et, à l'étranger, offre des services dans certains segments de marché et secteurs d'activité. À partir de son bureau central de Toronto, de ses centres d'expertise de Minneapolis, de New York et de Londres et de bureaux situés dans 29 autres villes, ce secteur propose son savoir-faire nord-américain aux clients des domaines des services publics, des communications, des soins de santé et de la technologie, ainsi qu'un savoir-faire international dans le domaine des ressources naturelles. Il est également compétitif dans les domaines des valeurs mobilières canadiennes, des produits dérivés sur actions, des produits dérivés de crédit, des fusions et acquisitions, du financement structuré, des opérations de change et des euro-obligations.

Traitement des opérations

RBC Services Internationaux

Le secteur Traitement des opérations offre des services spécialisés à des clients commerciaux, à des entreprises et à des institutions au Canada et dans certains marchés internationaux. Les principales activités sont les services de garde de valeurs, de correspondance bancaire, de gestion de trésorerie, de paiements et de financement des échanges commerciaux.

(1) Exclusion faite des éléments exceptionnels décrits au tableau 4, à la page 20.
Sauf indication contraire, les données financières sont tirées des états financiers consolidés préparés selon les PCGR des États-Unis.

/ Sommaire de la stratégie / Faits saillants de l'exploitation / Faits saillants financiers de base (1)

- Accélérer la croissance aux États-Unis grâce au développement continu des ressources et à l'expansion ciblée dans les marchés des particuliers et des entreprises.
- Continuer de mettre l'accent sur la gestion des coûts de manière à compenser l'augmentation des volumes et les nouvelles initiatives.

- Acquisition de Centura Banks, Inc., située en Caroline du Nord.
- De concert avec la Banque de Montréal, lancement de Solutions Moneris, initiative permettant de simplifier le traitement des opérations pour les marchands nord-américains.
- Signature d'une entente visant à fournir un logiciel de demande de prêt hypothécaire aux spécialistes hors succursale.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenus bruts	13 %	**7 090 $**	6 271 $
Frais autres que d'intérêt	12	**4 125**	3 684
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	24	**1 395**	1 124
Profit économique	27	**456**	360
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse)	(60)p.b.	**20,0 %**	20,6 %
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	10 %	**34 849**	31 610

- Développer les canaux de distribution, lancer de nouveaux produits et améliorer la gamme de produits offerts au Canada.
- Poursuivre l'expansion aux États-Unis.
- Maximiser l'efficience en intégrant les systèmes, les services et la structure en Amérique du Nord pour l'ensemble des secteurs d'activité.

- Acquisition de Liberty Life Insurance et de Liberty Insurance Services.
- Regroupement de la plupart des activités liées à l'assurance au Canada au nouveau Meadowvale Complex de Mississauga.
- Amélioration du site destiné aux assurances, *assurancesrbc.com* et lancement d'une fonction en ligne permettant d'obtenir des soumissions relatives à l'assurance automobile et habitation.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenus bruts	119 %	**542 $**	247 $
Frais autres que d'intérêt	117	**375**	173
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	83	**188**	103
Profit économique	7	**72**	67
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse)	(1 750)p.b.	**21,9 %**	39,4 %
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	96 %	**2 583**	1 318

- Continuer de définir et de segmenter notre base de clientèle afin d'adapter les canaux de distribution et de développer des solutions de placement appropriées.
- Accroître le leadership dans le marché de la planification financière.
- Protéger nos activités au Canada et en assurer la croissance tout en amplifiant la distribution aux États-Unis et au Royaume-Uni.

- Acquisition de Dain Rauscher, située à Minneapolis, et de la société de courtage de détail Tucker Anthony Sutro, située à Boston; la nouvelle entité regroupée sera connue sous l'appellation RBC Dain Rauscher.
- Désinvestissement touchant des activités non liées aux épargnants : Gestion Placements TR et activités liées aux régimes collectifs de retraite.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenus bruts	23 %	**3 075 $**	2 497 $
Frais autres que d'intérêt	46	**2 691**	1 846
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	(19)	**352**	437
Profit économique	(69)	**97**	309
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse)	(3 240)p.b.	**18,4 %**	50,8 %
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	39 %	**10 512**	7 553

- Consolider notre position sur le marché relativement à certains secteurs d'activité ciblés aux États-Unis.
- Assurer une plus grande pénétration du marché de la titrisation d'actifs et accroître notre part des marchés américains des titres d'emprunt à haut rendement et des actifs non traditionnels.
- Constituer des créneaux internationaux en matière de négociation, de distribution et de financement structuré.

- Création d'un important fournisseur de services de gestion des actifs non traditionnels à l'échelle mondiale.
- Croissance considérable de la clientèle et du volume d'opérations liés au programme de change en ligne exclusif, FX Direct®.
- Annonce d'une restructuration destinée à mieux positionner le secteur pour une croissance en Amérique du Nord.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenus bruts	19 %	**2 781 $**	2 330 $
Frais autres que d'intérêt	24	**1 804**	1 456
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	(21)	**417**	527
Profit économique	(123)	**(44)**	194
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse)	(1 020)p.b.	**11,8 %**	22,0 %
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	16 %	**2 954**	2 541

- Maximiser les relations avec la clientèle et notre leadership au Canada de manière à développer de nouveaux marchés ciblés au pays et à l'étranger.
- Assurer la croissance du secteur au moyen d'alliances, d'acquisitions et de partenariats stratégiques.
- Aligner la gamme de produits et de services et lancer de nouveaux produits et services, par exemple l'impartition des services d'administration de fonds communs de placement.

- Acquisition de Perpetual Fund Services, située en Australie.
- Attribution du prestigieux prix ITX par le magazine *CIO Canada* pour la plateforme électronique de garde de valeurs ViewFinder®.
- Obtention d'excellents résultats dans plusieurs importants sondages internationaux relatifs à la satisfaction de la clientèle.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2001	2000
Revenus bruts	6 %	**713 $**	674 $
Frais autres que d'intérêt	4	**476**	459
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	7	**152**	142
Profit économique	5	**85**	81
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse)	(270)p.b.	**31,1 %**	33,8 %
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	24 %	**2 553**	2 061

/ sommaire des résultats (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	% de variation 2001/2000	2001	2000	1999	1998	1997
Résultats						
Revenu net d'intérêt (2)	23 %	**6 529 $**	5 307 $	5 152 $	5 101 $	5 032 $
Revenus autres que d'intérêt	22	**8 155**	6 680	5 491	4 997	4 288
Revenus bruts (2)	22	**14 684**	11 987	10 643	10 098	9 320
Provision pour pertes sur créances	62	**1 119**	691	760	575	380
Frais autres que d'intérêt	26	**9 641**	7 628	7 141	6 510	6 071
Bénéfice net	10	**2 435**	2 208	1 725	1 772	1 654
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) (3)	19	**2 721**	2 296	1 792	1 838	1 717
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base (3)	10	**2 517**	2 296	1 880	1 855	1 710
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(270)p.b.	**16,6 %**	19,3 %	15,3 %	17,6 %	18,3 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) (3)	(160)p.b.	**18,6**	20,2	15,9	18,3	19,1
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base (3)	(310)p.b.	**17,1**	20,2	16,9	18,5	19,0
Profit économique (4)	(18)%	**583 $**	714 $	337 $	461 $	375 $
Données au bilan et hors bilan						
Prêts	8 %	**181 100 $**	167 812 $	154 050 $	157 392 $	149 955 $
Actif	23	**362 483**	294 054	273 298	281 074	247 079
Dépôts	14	**235 687**	206 237	187 897	180 005	173 229
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	44	**16 215**	11 296	10 435	9 748	8 878
Biens administrés	14	**1 337 700**	1 175 200	967 800	829 200	783 300
Biens sous gestion	14	**104 800**	92 300	81 600	73 400	67 700
Ratios de capital (en vertu des règles canadiennes) (5)						
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	210 p.b.	**9,4 %**	7,3 %	7,1 %	6,2 %	5,8 %
Ratio du capital de première catégorie	10	**8,7**	8,6	8,1	7,4	6,8
Ratio du capital total	(20)	**11,8**	12,0	11,2	10,5	10,0
Ratios de capital (en vertu des règles américaines) (6)						
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	230	**9,5**	7,2	7,0	6,1	5,8
Ratio du capital de première catégorie	30	**8,1**	7,8	7,6	6,8	6,4
Ratio du capital total	(10)	**11,2**	11,3	10,7	10,1	9,8
Information sur les actions ordinaires						
Actions en circulation (en milliers)						
À la fin	12 %	**674 021**	602 398	617 768	617 581	616 671
Moyenne (de base)	6	**641 516**	606 389	626 158	617 324	617 812
Moyenne (dilué)	6	**647 216**	609 865	632 305	633 626	632 052
Bénéfice par action						
De base	5	**3,58 $**	3,42 $	2,50 $	2,64 $	2,46 $
Dilué	4	**3,55**	3,40	2,48	2,58	2,42
Dilué (selon la comptabilité de caisse) (3)	13	**4,00**	3,55	2,60	2,69	2,52
Dilué (selon la comptabilité de caisse) de base (3)	4	**3,68**	3,55	2,74	2,71	2,50
Cours de l'action						
Haut (7)	9	**53,25**	48,88	42,13	46,10	38,23
Bas (7)	53	**41,60**	27,25	29,65	28,75	22,00
À la clôture	(3)	**46,80**	48,30	31,73	35,55	37,68
Dividendes par action	21	**1,38**	1,14	0,94	0,88	0,76
Valeur comptable par action – à la fin	28	**24,06**	18,75	16,89	15,78	14,40
Capitalisation boursière (en milliards de dollars)	8	**31,5**	29,1	19,6	22,0	23,2
Renseignements divers						
Employés (équivalent de travail à plein temps) (8)	17 %	**57 568**	49 232	51 891	51 776	48 816
Guichets automatiques bancaires (9)	1	**4 548**	4 517	4 585	4 317	4 248
Unités de service						
Au Canada	(1)	**1 317**	1 333	1 410	1 422	1 453
À l'étranger (10)	137	**724**	306	99	106	105

(1) Les données financières sont tirées des états financiers consolidés préparés selon les PCGR des États-Unis, à moins de mention contraire.
(2) Selon l'équivalent imposable.
(3) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) et le bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) sont calculés en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. Si l'on déduit des montants ainsi obtenus l'incidence des éléments exceptionnels, décrits au tableau 4, à la page 20, on obtient le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base, les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base et le bénéfice net dilué par action (selon la comptabilité de caisse) de base.
(4) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse, (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.
(5) Selon les lignes directrices établies par le surintendant des institutions financières Canada et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.
(6) Selon les lignes directrices établies par le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis.
(7) Cours intrajournaliers – haut et bas.
(8) Le nombre d'employés comprend 1 042 employés de RBC Liberty Insurance, 3 803 employés de RBC Dain Rauscher, 3 234 employés de RBC Centura et 286 employés de Perpetual Fund Services. Les employés de Tucker Anthony Sutro Corporation (2 311 employés au 31 octobre 2001) seront inclus dans le total à compter de 2002.
(9) Les chiffres présentés ne tiennent pas compte des comptoirs de mise à jour. Les guichets automatiques bancaires comprennent 256 guichets de RBC Centura en 2001.
(10) Les unités de service à l'étranger comprennent les succursales, les centres d'affaires spécialisés, les bureaux de représentation et les agences. Le nombre d'unités de service à l'étranger comprend 103 établissements pour RBC Dain Rauscher, 240 établissements pour RBC Centura et 264 pour RBC Prism Mortgage.

BÉNÉFICE DILUÉ PAR ACTION (SELON LA COMPTABILITÉ DE CAISSE) DE BASE ($ CA)

DIVIDENDES PAR ACTION ($ CA)

CAPITALISATION BOURSIÈRE (EN MILLIARDS DE DOLLARS CA)

RATIO DU CAPITAL DE PREMIÈRE CATÉGORIE (RÈGLES CANADIENNES)

/ Message du président du Conseil

/ Guy Saint-Pierre, O.C.
Président du Conseil

C'est un honneur pour moi de vous écrire aujourd'hui à titre de nouveau président du Conseil d'administration de la Banque Royale du Canada.

Au mois de février dernier, la Banque Royale du Canada a annoncé qu'elle entendait séparer les responsabilités de président du Conseil et de chef de la direction. Cette séparation témoigne du désir de souplesse du Conseil et de son souci d'évoluer pour répondre aux besoins et aux attentes des actionnaires et des autres partenaires.

Ma nomination au poste de président du Conseil a coïncidé avec le départ à la retraite, le 1er août 2001, de John E. Cleghorn, auparavant président du Conseil et chef de la direction. Au nombre des réalisations que John Cleghorn laisse en héritage à l'organisation, il importe de mentionner le rendement financier sans précédent, la mise en œuvre d'une efficace stratégie d'expansion aux États-Unis et la formation d'une équipe de haute direction remarquable. Ainsi, au nom du Conseil d'administration et de nos actionnaires, je tiens à remercier John Cleghorn de sa contribution exceptionnelle. C'est avec plaisir que nous travaillerons avec Gordon M. Nixon, le nouveau président et chef de la direction, et son équipe de haute direction.

Au nom du Conseil d'administration, je désire également souligner les réalisations de tous nos employés à l'échelle internationale. L'exercice qui vient de se terminer a posé des défis de taille. Nous sommes reconnaissants des efforts exceptionnels que les employés ont déployés tout au long de l'année pour atteindre le succès.

Les pratiques et les principes de la Banque Royale du Canada en matière de régie interne sont détaillés aux pages 94 et 95 du présent rapport annuel, et seront aussi présentés dans la circulaire de la direction publiée à l'occasion de l'assemblée annuelle de 2002.

À titre de président du Conseil, je demeure déterminé à faire en sorte que le Conseil d'administration soit bien informé de nos activités et de l'environnement concurrentiel, économique et réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités. Il importe également que le Conseil bénéficie d'un équilibre adéquat en matière d'expérience et de compétences, qu'il demeure indépendant tout en jouissant d'excellents rapports avec la haute direction, qu'il mette l'accent sur l'amélioration continue et qu'il soit capable de s'adapter au changement. Le Conseil est résolu à encadrer l'équipe de direction et à travailler de concert avec elle afin de comprendre, de suivre de près et de superviser les objectifs, les activités de gestion du risque et l'orientation stratégique de l'organisation. Malgré les défis présentés par la conjoncture actuelle, nos employés, la direction et le Conseil restent déterminés à fournir un rendement supérieur à nos actionnaires.

Le président du Conseil,

/ Guy Saint-Pierre, O.C.
Le 11 décembre 2001

/ Message du président et chef de la direction

/ Gordon M. Nixon
Président et chef de la direction

/ Une croissance ciblée

Je suis heureux de vous annoncer que nos actionnaires ont bénéficié d'un solide rendement financier et ce, malgré les défis importants que nous avons dû relever au cours de l'année. La dernière décennie a été caractérisée par une croissance économique sans précédent, mais 2001 a été marquée par un sérieux affaiblissement de l'économie que les attentats terroristes survenus le 11 septembre n'ont fait qu'aggraver. Nous avons par conséquent composé avec des marchés financiers très affaiblis, effectué une restructuration majeure dans plusieurs secteurs d'activité et enregistré des pertes sur prêts plus élevées que prévu. En dépit de ces facteurs et des coûts initiaux importants liés à nos acquisitions récentes, nous avons généré un bénéfice record et un rendement des capitaux propres, selon la comptabilité de caisse, de 18,6 % pour nos actionnaires au cours de l'exercice.

L'un des principaux défis que la direction doit relever est l'obtention d'un équilibre entre le désir de générer des rendements à court terme et la nécessité d'assurer une croissance à long terme. Au cours de l'exercice, nous avons mis en œuvre une stratégie de croissance dans le marché nord-américain et dans des marchés mondiaux choisis, sans toutefois compromettre nos objectifs de base à court terme. Nous jouissons d'une très forte présence au pays et nous tirons profit de notre expertise pour établir une solide société de services financiers en Amérique du Nord et exercer des activités ciblées dans les marchés internationaux. Nous avons créé une marque globale cette année et ajouté le préfixe RBC à la dénomination de toutes nos divisions d'exploitation et de nos filiales actives. Cela assure la cohésion de nos activités, tout en préservant la valeur de l'image de marque de nos diverses entreprises.

J'attribue notre solide rendement en 2001 à nos employés, à nos relations avec les clients et à la diversification de nos activités. Nos employés ont fait un travail remarquable et nous les félicitons de leur dévouement et de leur engagement continu envers la création de relations avec les clients et la création de valeur pour nos clients, nos actionnaires et nos collectivités. L'importance que nous accordons à l'établissement de relations solides et durables encourage nos clients à accroître leurs relations d'affaires avec nous, car ils savent que nous ferons de notre mieux pour les aider à atteindre leurs objectifs financiers. Nous croyons également que la diversification de nos activités nous permet de stabiliser nos rendements. Ainsi, la faiblesse des marchés financiers et la hausse des provisions pour pertes sur créances enregistrées cette année ont, respectivement, entraîné une baisse du bénéfice du secteur Gestion de patrimoine et du secteur Grande entreprise et marchés des capitaux – deux secteurs qui avaient connu de solides rendements au cours des quelques dernières années. Toutefois, les trois autres secteurs d'exploitation ont connu une forte croissance du bénéfice en 2001.

Au cours de l'année, nous avons continué de mettre l'accent sur nos trois principales priorités – bases solides, expansion internationale et croissance des secteurs générant des rendements ou des ratios cours/bénéfice élevés.

/ Peter W. Currie
Membre du Directoire et
chef des finances

/ Suzanne B. Labarge
Membre du Directoire et
chef de la gestion des risques

/ Martin J. Lippert
Membre du Directoire et
chef de l'information

/ W. Reay Mackay
Membre du Directoire
Gestion de patrimoine

/ Bases solides

Nous avons connu un très bon exercice et enregistré un bénéfice net record de plus de 2,4 milliards de dollars, en hausse de 10 % par rapport à 2000. En excluant les éléments exceptionnels et l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels, le bénéfice net de base, selon la comptabilité de caisse, s'est établi à 2,5 milliards de dollars en hausse de 10 % également, et le bénéfice par action, selon la comptabilité de caisse, de base s'est chiffré à 3,68 $, en hausse de 4 %.

Lorsque nous comparons nos résultats avec nos objectifs ambitieux pour 2001, qui sont présentés à la page 6, il est clair que nous avons obtenu de très bons résultats cette année en matière de croissance des revenus et de gestion du capital. Quatre de nos cinq secteurs d'exploitation ont enregistré une croissance des revenus supérieure à 10 %. Par ailleurs, en excluant les acquisitions, les charges d'exploitation n'ont pas augmenté par rapport à l'exercice 2000, et les revenus d'exploitation ont progressé de 3 %. Nous avons atteint les objectifs visés en matière de croissance du bénéfice par action (selon la comptabilité de caisse) et de rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) mais, en excluant les éléments exceptionnels, nous n'avons pas atteint nos cibles principalement en raison de la faiblesse des marchés financiers, de la hausse des provisions pour pertes sur prêts, des coûts liés à nos acquisitions récentes et de nos efforts de rationalisation.

Nous avons, à l'approche de 2002, établi des objectifs qui traduisent la prolongation du ralentissement économique à laquelle nous nous attendons au premier semestre de l'année civile.

Nous prévoyons modifier nos activités de manière à assurer notre rendement à court terme sur des marchés difficiles, tout en continuant à prendre les mesures nécessaires pour maintenir notre rendement et notre croissance à long terme.

/ Expansion internationale

Au cours de l'exercice, nous avons pris d'importantes mesures afin d'accroître nos services bancaires de détail et nos activités de courtage traditionnel et d'assurance aux États-Unis, tout en continuant d'élargir la présence des secteurs Grande entreprise et marchés des capitaux et Traitement des opérations sur des marchés internationaux choisis. Des renseignements détaillés sur nos efforts d'expansion internationale sont fournis aux pages 8 à 10.

Notre plus importante priorité à court terme aux États-Unis est de maximiser les rendements en améliorant l'efficience de l'exploitation et en tirant parti de chaque secteur afin d'accroître les revenus. Notre expansion continuera d'être rigoureuse et méthodique, et elle sera axée sur les marchés et les activités susceptibles de générer une forte croissance et des rendements élevés.

NOTRE VISION

consiste à être l'une des principales sociétés de services financiers en Amérique du Nord et la plus importante au Canada, ainsi qu'à avoir une présence internationale dans des créneaux où nous disposons d'un avantage concurrentiel.

NOUS METTONS L'ACCENT

sur l'amélioration des résultats de chacun de nos secteurs afin d'offrir à nos actionnaires un rendement soutenu et supérieur.

NOS PRIORITÉS CLÉS

sont un rendement financier solide, l'expansion internationale et la croissance des secteurs générant des rendements ou des ratios cours/bénéfice élevés.

/ James T. Rager
Membre du Directoire
Services aux particuliers
et aux entreprises

/ Irving Weiser
Président du Conseil et
chef de la direction
RBC Dain Rauscher

/ W. James Westlake
Président du Conseil et
chef de la direction
RBC Assurances

/ Charles M. Winograd
Membre du Directoire
Grande entreprise et
marchés des capitaux

/ Croissance des secteurs générant des rendements ou des ratios cours/bénéfice élevés

Un de nos objectifs clés consiste à assurer la croissance des secteurs qui génèrent des rendements et des ratios élevés tout en étant moins capitalistiques. Nous entendons ainsi mettre l'accent sur les secteurs de consommation comme les Services aux particuliers et aux entreprises et la Gestion de patrimoine, à l'égard desquels nous croyons que les perspectives de croissance à long terme demeurent solides; en outre, chacun de nos secteurs a déterminé des domaines de croissance prioritaires.

Au cours de l'exercice 2002, nous continuerons de mettre l'accent sur l'optimisation de notre plateforme. Nous estimons qu'il existe une tendance croissante vers l'intégration des services financiers et qu'un des éléments qui nous permettront de nous démarquer sera notre capacité à offrir à notre clientèle une gamme de produits intégrée qui favoriseront l'amélioration du service et l'accroissement de la valeur pour les clients. Nous réussissons de mieux en mieux à tirer profit des occasions découlant de notre base de clientèle et continuerons de faire de l'optimisation de notre plateforme l'une de nos principales priorités. Par exemple, les secteurs des Services aux particuliers et aux entreprises et de la Gestion de patrimoine travaillent de concert afin de tirer parti des occasions de croissance exceptionnelles que présente le marché de la planification financière.

Nos cinq secteurs d'exploitation cherchent tous à bonifier les relations avec les clients, la gamme de produits et les canaux de distribution, tout en améliorant la compétitivité des coûts et le rendement global, comme cela est expliqué plus en détail dans le présent rapport.

/ Rendement pour les actionnaires

Comme il est indiqué à la page 7, nos actionnaires ont, au cours des cinq derniers exercices, bénéficié d'un rendement total annualisé de 19,4 %, soit un résultat supérieur aux rendements des principaux indices en Amérique du Nord. En raison des difficultés que les marchés ont connues en 2001, le rendement total obtenu par les actionnaires est demeuré inchangé, ce qui constitue un résultat légèrement supérieur au rendement négatif de 1 % de l'indice de la Bourse de Toronto pour les banques et les sociétés de fiducie et de loin supérieur au rendement négatif de 29 % du TSE 300.

Nos actionnaires bénéficient d'un versement continu de dividendes depuis longtemps et, en 2001, nous avons augmenté les dividendes sur actions ordinaires à deux reprises, pour une hausse totale de 21 %.

Le cours de nos actions à la fin de 2001 par rapport à la valeur comptable et au bénéfice prévu par les analystes pour 2002 était le plus élevé parmi les six plus importantes banques canadiennes. Nous comptons tirer parti de cette position et obtenir un rendement financier dans le quartile supérieur, tout en poursuivant sans relâche nos priorités stratégiques.

Pour terminer, je tiens à souligner les efforts de M. John Cleghorn, mon prédécesseur qui a pris sa retraite le 1er août dernier. M. Cleghorn a jeté les bases de notre expansion internationale, procuré d'excellents taux de rendement à nos actionnaires et constitué une équipe de direction exceptionnelle avec laquelle j'ai eu le plaisir de travailler cette année. Nous poursuivrons nos efforts au cours des quelques prochaines années afin de générer des rendements attrayants pour nos actionnaires.

Le président et chef de la direction,

/ Gordon M. Nixon
Le 11 décembre 2001

/ Nos objectifs et notre rendement

	/ Objectifs de 2001	/ Rendement de 2001	/ Objectifs de 2002 (1)
1 Évaluation Maintenir des niveaux d'évaluation se situant dans le quartile supérieur :			
• cours des actions/valeur comptable :	Quartile supérieur de l'indice de la Bourse de Toronto pour les banques et les sociétés de fiducie	Quartile supérieur	Quartile supérieur de l'indice de la Bourse de Toronto pour les banques et les sociétés de fiducie
• cours des actions/bénéfice (2) :	Quartile supérieur de l'indice de la Bourse de Toronto pour les banques et les sociétés de fiducie	Quartile supérieur	Quartile supérieur de l'indice de la Bourse de Toronto pour les banques et les sociétés de fiducie
Croissance du cours des actions :	Supérieure à l'indice de la Bourse de Toronto pour les banques et les sociétés de fiducie	Supérieure à l'indice	Supérieure à l'indice de la Bourse de Toronto pour les banques et les sociétés de fiducie
2 Croissance du bénéfice selon la comptabilité de caisse Augmenter le bénéfice dilué par action, selon la comptabilité de caisse, de :	10 % à 15 %	13 % 4 %, exception faite des éléments exceptionnels	5 % à 10 %
3 Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, selon la comptabilité de caisse Obtenir un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, selon la comptabilité de caisse, de :	18 % à 20 %	18,6 % 17,1 %, exception faite des éléments exceptionnels	17 % à 19 %
4 Croissance des revenus Obtenir une croissance des revenus :	Supérieure à 10 %	22 % 19 %, exception faite des éléments exceptionnels	7 % à 10 %
5 Croissance des charges Charges d'exploitation par rapport aux revenus d'exploitation (3) :	Croissance des charges d'exploitation inférieure à celle des revenus d'exploitation	Augmentation des charges d'exploitation de 23 %, contre une augmentation de 19 % des revenus d'exploitation, reflétant les récentes acquisitions	Croissance des charges d'exploitation inférieure à celle des revenus d'exploitation
6 Qualité du portefeuille Obtenir un ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts (y compris les conventions de revente) et des acceptations de banque de :	0,30 % à 0,40 %	0,53 %	0,45 % à 0,55 %
7 Gestion du capital Ratios de capital :	Maintenir des ratios de capital élevés	Ratio du capital de première catégorie de 8,7 % et ratio du capital total de 11,8 % par rapport aux objectifs à moyen terme de 8 % et de 11 % à 12 %, respectivement	Maintenir des ratios de capital élevés

(1) Exception faite des éléments exceptionnels.
(2) Basé sur la moyenne des estimations des analystes concernant le bénéfice dilué par action, selon la comptabilité de caisse.
(3) Les charges d'exploitation excluent les éléments exceptionnels, les charges relatives aux droits à la plus-value des actions et certaines charges liées aux acquisitions, comme le régime de stabilité du personnel. Les revenus d'exploitation excluent les éléments exceptionnels.

Objectifs à moyen terme (3 à 5 ans)

	Objectifs à moyen terme (1)
Rentabilité	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse)	20 % et plus
Croissance du bénéfice par action (selon la comptabilité de caisse)	15 % et plus
Croissance des revenus	8 % à 10 %
Provisions spécifiques pour pertes sur créances (2)	0,30 % à 0,40 %
Ratio de distribution (3)	30 % à 40 %
Suffisance du capital (selon les PCGR du Canada)	
Capital de première catégorie	8 %
Capital total	11 % à 12 %

(1) Selon les PCGR des États-Unis, à l'exclusion des ratios de capital et du ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances, lesquels sont établis selon les PCGR du Canada.
(2) Exprimé en pourcentage de la moyenne des prêts (y compris les conventions de revente) et des acceptations de banque.
(3) Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net, déduction faite des dividendes sur actions privilégiées.

/ Pourquoi investir dans la Banque Royale du Canada (RY) ?

Les actions de la Banque Royale du Canada sont inscrites à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole RY. Certaines des principales raisons pour investir dans la Banque Royale du Canada sont présentées ci-après.

CRÉATION DE VALEUR POUR LES ACTIONNAIRES

Nous mettons l'accent sur trois priorités, soit la solidité de nos bases commerciales (quartile supérieur du rendement financier pour les banques nord-américaines), l'expansion à l'étranger et la croissance de nos activités dégageant un rendement élevé ou un fort ratio cours/bénéfice et ce, afin de maximiser le rendement à long terme des investissements de nos actionnaires.

Au cours des cinq dernières années, le rendement total annualisé obtenu par les actionnaires, illustré dans le graphique ci-dessous, s'est établi à 19 %, ce qui est nettement supérieur au taux de 6 % enregistré par l'indice TSE 300 et au taux de 14 % enregistré par l'indice S&P 500 pour la même période. Au cours du plus récent exercice, le rendement total obtenu par les actionnaires s'est établi à 0,3 %, comparativement à -27 % pour le TSE 300 et à -22 % pour le S&P 500. Nous avons augmenté les dividendes sur actions ordinaires à quatre reprises depuis la fin de 1999. De plus, le dividende trimestriel de 0,36 $ versé sur les actions ordinaires au quatrième trimestre de 2001 était 50 % plus élevé que celui du quatrième trimestre de 1999. Nous avons habitué nos actionnaires à un versement des dividendes ininterrompu, et notre ratio de distribution (dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net, déduction faite des dividendes sur actions privilégiées) visé se situe entre 30 % et 40 %.

Rendement total annualisé sur cinq ans (1)

31 octobre 1996 au 31 octobre 2001
Création de valeur à long terme pour les actionnaires

(1) En dollars canadiens, en présumant que les dividendes sont réinvestis.

DIVERSIFICATION DE NOS ACTIVITÉS

Nous disposons d'une gamme diversifiée d'activités, ce qui nous permet de stabiliser notre rendement et de réduire la volatilité du bénéfice. Comme il est illustré dans le diagramme circulaire à droite, environ la moitié de notre bénéfice (selon la comptabilité de caisse) de base est attribuable aux activités du secteur Services aux particuliers et aux entreprises, tandis que le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux représente approximativement un cinquième de notre bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base. La contribution du secteur Gestion de patrimoine a chuté à 14 %, étant donné les faibles volumes des opérations de courtage au détail enregistrés par toute l'industrie, mais a quand même atteint 21 % au deuxième trimestre de 2000. Notre but est d'augmenter éventuellement la contribution du secteur Gestion de patrimoine jusqu'à environ 25 %, puisque nous croyons que les perspectives de croissance à long terme de ce secteur sont très bonnes et que son rendement est attrayant.

Nos importantes activités liées à l'assurance et notre part considérable du marché canadien des services de garde de titres nous placent dans une position exceptionnelle par rapport aux autres banques canadiennes. Les services de garde de titres représentent plus de la moitié du bénéfice dégagé par le secteur Traitement des opérations. Globalement, c'est environ 27 % de notre bénéfice (selon la comptabilité de caisse) qui est tiré des activités des secteurs Assurance, Traitement des opérations et Gestion de patrimoine, secteurs qui présentent un risque de crédit négligeable et ne sont pas capitalistiques.

Diversification importante de la clientèle

27 % du bénéfice, selon la comptabilité de caisse, est attribuable à des secteurs qui dépendent relativement peu de la qualité des éléments d'actif

CONTRIBUTIONS AU BÉNÉFICE NET EN 2001, SELON LA COMPTABILITÉ DE CAISSE, DE BASE (1)

(1) Exception faite des éléments exceptionnels décrits au tableau 4, à la page 20.

LEADERSHIP DANS LA PLUPART DES SECTEURS CANADIENS

Nous occupons une position dominante, au Canada, parmi les banques, dans les secteurs du traitement des opérations et de l'assurance. Dans le secteur de la gestion de patrimoine, nous venons au premier rang des banques canadiennes en ce qui a trait à la plupart des produits (fonds communs de placement, gestion privée globale et courtage traditionnel). Pour ce qui est des services bancaires à la grande entreprise et aux marchés des capitaux, nous sommes le plus important preneur ferme au Canada depuis 12 ans et nous nous classons parmi les conseillers les plus sollicités au pays en matière de fusions et d'acquisitions. Dans le secteur des services aux particuliers et aux entreprises, nos positions sur le marché et nos bénéfices demeurent parmi les plus importants des banques canadiennes.

CULTURE D'ENTREPRISE BIEN ÉTABLIE EN MATIÈRE DE VENTES ET DE VENTES CROISÉES

Nous réussissons depuis fort longtemps à créer de la valeur pour nos clients au Canada en offrant des produits adaptés à leurs besoins, et avons généré, en moyenne, plus de 2,20 $ en nouveaux revenus pour chaque dollar tiré d'une vente croisée au sein du groupe entre 1998 et 2001. Ces réalisations nous seront fort utiles aux États-Unis, où nos nouvelles activités pourront tirer parti de notre expérience.

STRATÉGIE DE CROISSANCE RIGOUREUSE

Aux États-Unis, nous avons créé une base solide qui comprend des activités de courtage au détail traditionnel, des services aux particuliers et aux entreprises, des activités d'assurance et des activités liées aux marchés financiers. Pour en savoir davantage, se reporter aux pages 8 à 10.

Notre croissance future demeurera très ciblée et rigoureuse, et mettra l'accent sur les marchés et les secteurs promis à une forte croissance et à d'excellents rendements.

/ Expansion à l'échelle internationale

/ Une expansion internationale, principalement aux États-Unis, est prévue pour chacun des secteurs RBC. Notre approche consiste à soutenir chaque secteur d'exploitation dans sa croissance internationale dans la mesure où cette expansion reste conforme à nos paramètres financiers et adéquatement alignée du point de vue stratégique. Dans chacun des secteurs canadiens, nous occupons de solides positions sur le marché et disposons d'atouts exportables. Par conséquent, il importe que tous les secteurs visent une croissance à l'extérieur du Canada. Qui plus est, bon nombre de nos clients ont entrepris leur propre expansion aux États-Unis et recherchent donc des services sur ce marché.

Étant donné la présence de concurrents internationaux au Canada et les frontières économiques qui s'estompent, nous devons disposer des capacités et de la présence requises à l'échelle nord-américaine si nous voulons demeurer concurrentiels à long terme et bâtir des relations durables avec nos clients. Nous croyons que la diversification du bénéfice, en réduisant l'exposition au risque lié à un secteur donné, peut contribuer à générer une valeur pour les actionnaires sur une base continue.

Ainsi, au cours des dernières années, nous avons analysé attentivement le marché américain et avons assuré notre croissance au moyen d'acquisitions d'activités que nous connaissons bien et qui nous confèrent un avantage concurrentiel (principalement dans les secteurs du courtage traditionnel, des services aux particuliers et aux entreprises et de l'assurance). Nous avons donc acquis des sociétés qui, du point de vue stratégique, s'intègrent bien à nos activités, dont la taille permet une certaine souplesse de gestion, qui génèrent de bons rendements et qui ont une solide équipe de direction dont les membres partagent notre culture, notre philosophie d'exploitation et nos objectifs de croissance rentable.

/ Acquisitions essentiellement américaines

Depuis le printemps de 2000, nous avons effectué plusieurs acquisitions aux États-Unis dans quatre secteurs d'exploitation.

Au mois d'avril 2000, nous avons acquis Prism Financial Corporation, une société de montage de prêts hypothécaires établie à Chicago qui a connu un excellent exercice 2001 en raison de la diminution des taux d'intérêt. Plus tard en 2000, Prism Financial a acquis une société de financement aux constructeurs d'habitations qui a continué de croître et a ouvert quatre nouveaux bureaux en 2001, dont un dans la région métropolitaine de Washington. RBC Prism Mortgage a 235 bureaux répartis dans 30 États, tandis que RBC Builder Finance dispose de 12 bureaux répartis dans 10 États. L'acquisition de Centura Banks, Inc., située à Rocky Mount en Caroline du Nord, au mois de juin 2001, constituait une pénétration beaucoup plus importante du marché américain des services bancaires aux particuliers et aux entreprises. RBC Centura a 239 succursales dans 3 États et compte un actif total de 14 milliards de dollars US.

En novembre 2000, nous avons fait l'acquisition de Liberty Life Insurance Company et de Liberty Insurance Services Corporation, toutes deux situées à Greenville en Caroline du Sud, qui ont elles-mêmes subséquemment acquis certains logiciels liés à l'assurance et des ententes d'impartition auprès de Genelco Incorporated, située à St. Louis au Missouri. RBC Liberty Insurance nous apporte un bénéfice de base stable et une contribution aux revenus répartie entre le réseau des agences, les ventes directes, les services administratifs et les logiciels. Le réseau des agences de RBC Liberty Insurance compte 38 bureaux répartis dans 6 États.

Création d'une plateforme américaine

Acquisitions récentes aux États-Unis

Nous avons acquis Dain Rauscher Corporation, de Minneapolis, en janvier 2001, et avons ainsi gagné 1 100 courtiers répartis entre 85 bureaux principalement situés dans le Midwest américain, de même qu'une plus grande capacité relativement aux marchés des capitaux propres grâce à Dain Rauscher Wessels (DRW). Par suite de l'acquisition, en octobre dernier, de Tucker Anthony Sutro Corporation, établie à Boston, nous sommes devenus la neuvième maison de courtage au détail en importance aux États-Unis avec plus de 2 000 courtiers et plus de 160 bureaux. Au total, la division RBC Investissements compte plus de 3 500 courtiers en Amérique du Nord. Tucker Anthony Sutro, présente essentiellement sur les côtes est et ouest des États-Unis, vient compléter la présence de RBC Dain Rauscher dans le Midwest. En outre, la proximité de RBC Centura facilite l'expansion des activités de courtage au détail dans le sud-est des États-Unis.

Ces acquisitions aux États-Unis nous ont permis d'obtenir plus de 2 millions de nouveaux clients en seulement 18 mois : 700 000 grâce à RBC Centura, plus de 700 000 grâce à RBC Liberty Insurance et, respectivement, 500 000 et 300 000 avec RBC Dain Rauscher et Tucker Anthony Sutro. Ces données s'ajoutent à la base de plus de 10 millions de clients que nous avons bâtie au Canada en un siècle, et révèlent l'envergure et le potentiel considérables du marché américain. Nous entendons faire en sorte d'obtenir les résultats d'exploitation prévus de ces acquisitions.

/ Début de la deuxième phase de l'expansion aux États-Unis

Nous avons entrepris la deuxième phase de notre expansion aux États-Unis avec l'acquisition de Tucker Anthony Sutro et de certains actifs de Genelco. La première phase consistait à créer une base pour chacun des secteurs d'exploitation que nous voulions étendre aux États-Unis. La deuxième phase consiste à construire sur cette base, de sorte à accroître notre envergure et à créer une synergie des coûts.

Security First Network Bank et certaines unités foncitonnelles de RBC Prism Mortgage ont été intégrées au sein de RBC Centura. Cette intégration devrait se traduire par des économies de coûts. Nous prévoyons également réaliser des économies de coûts considérables à la suite de la fusion de Tucker Anthony Sutro et de RBC Dain Rauscher. Le montant prévu de ces économies et le moment où elles seront réalisées font l'objet d'une analyse aux pages 37 et 38.

/ Objectif à court terme : le rendement

Nous continuerons notre recherche rigoureuse de nouvelles acquisitions potentielles qui sont adéquatement alignées d'un point de vue stratégique et offrent une bonne valeur (principalement dans le secteur des services aux particuliers et aux entreprises dans le sud-est des États-Unis), mais notre principal objectif à court terme est l'optimisation du rendement aux États-Unis grâce à une plus grande efficience de l'exploitation et à la croissance des revenus de chacun des secteurs. Pour ce faire, nous examinons les occasions sous deux angles différents. D'abord, chaque secteur procède à l'analyse de ses activités nord-américaines en fonction d'un axe nord-sud, afin de déterminer comment maximiser son potentiel en matière de rendement et de revenus. Ensuite, nous analysons, en fonction d'un axe est-ouest, les occasions d'élimination des chevauchements et de stimulation de la croissance des revenus aux États-Unis, en exportant notre expérience canadienne en matière de ventes croisées. À court terme, nous mettrons l'accent sur la consolidation de nos récentes acquisitions et ferons en sorte d'atteindre nos objectifs d'exploitation. Le rendement devrait croître à mesure que les coûts associés aux régimes de stabilité du personnel et les autres coûts initiaux d'acquisition dans le secteur de la gestion de patrimoine commenceront à diminuer. Trois de nos acquisitions clés, soit RBC Prism Mortgage, RBC Liberty Insurance et RBC Centura contribuaient déjà au bénéfice (selon la comptabilité de caisse) au troisième trimestre de 2001.

/ Mise en œuvre de la stratégie d'expansion aux États-Unis

On nous demande souvent pourquoi nous n'avons pas concentré nos investissements dans un seul secteur d'exploitation ou un seul secteur géographique aux États-Unis. Les réponses à cette question sont multiples. D'abord, nous estimons qu'une de nos forces est le leadership qui caractérise chacun de nos secteurs d'exploitation au Canada et que, pour protéger et stimuler la croissance de ces secteurs, nous devons leur permettre de tirer profit de leurs forces et de continuer leur expansion. Quiconque n'est pas prêt à faire fructifier son entreprise devrait probablement s'en départir. Nous sommes une entreprise de services financiers diversifiée et nous estimons qu'il est profitable pour nous de maintenir cette diversité à mesure que notre expansion se poursuit à l'étranger.

Par ailleurs, nous croyons que le marché nord-américain continuera à se diriger vers l'intégration des services financiers. Il importe que nous disposions d'une base solide, surtout dans nos principaux secteurs d'activité, afin de pouvoir tirer profit de

/ Nouvelle marque

Au mois d'août dernier, la Banque Royale du Canada dévoilait sa nouvelle marque, RBC Groupe Financier (qui vient remplacer Groupe Financier Banque Royale), de même qu'une nouvelle image modernisée du lion. De plus, le préfixe « RBC » figure dorénavant dans chacune des désignations de plateformes utilisées aux États-Unis, de manière à créer un lien entre ces dernières qui aidera les clients à reconnaître nos entreprises américaines comme des membres de RBC Groupe Financier. En revanche, en conservant le nom original de l'entreprise, nous tirons profit de la notoriété de la marque et de la valeur de l'image de marque acquise au fil du temps par chaque entreprise dans ses marchés respectifs.

RBC Groupe Financier

cette tendance. Nous avons établi des paramètres rigoureux relatifs aux investissements pour chaque secteur et, à ce jour, n'avons éprouvé aucune contrainte liée aux ressources financières ou humaines.

Nous croyons que le marché américain est suffisamment vaste pour assurer le succès de nombreux joueurs, et nous sommes déterminés à poursuivre notre stratégie ciblée. À long terme, nous devrons peut-être choisir de privilégier certains secteurs; à l'heure actuelle, l'équilibre entre les différents secteurs nous donne la souplesse nécessaire pour tirer parti des occasions et des changements économiques.

/ Expansion à l'extérieur de l'Amérique du Nord

Notre croissance à l'extérieur de l'Amérique du Nord est très ciblée et sélective. Au mois de juillet 2001, nous avons conclu l'acquisition de Perpetual Fund Services, la division de garde de valeurs, d'administration de placements et d'enregistrement de parts de la société australienne cotée en bourse Perpetual Trustees Australia Limited. Cette acquisition nous permet de nous positionner favorablement pour l'expansion de nos activités liées aux valeurs mobilières en Australie et dans toute la région de l'Asie-Pacifique.

La division Dérivés internationaux de RBC Marchés des Capitaux a poursuivi son expansion à l'extérieur de l'Amérique du Nord pendant l'exercice 2001, principalement à Londres, en Angleterre. Elle offre à ses clients partout dans le monde une gamme sans cesse grandissante de produits structurés sur actions comme les obligations structurées sur actions internationales et les fonds clones très prisés. La division Dérivés internationaux s'est également taillé une place de choix sur le marché international de la gestion des actifs non traditionnels, avec un actif sous gestion total de près de 4 milliards de dollars.

À la suite de l'acquisition, en 2000, d'Ernst & Young Trust Company (Jersey) Limited, établie aux îles Anglo-Normandes, la division Gestion privée globale a terminé l'intégration de cette unité avec très peu d'incidence sur les clients et les employés. La division Gestion privée globale entend poursuivre son expansion en Europe.

/ Priorités liées à l'expansion selon les secteurs

SERVICES AUX PARTICULIERS ET AUX ENTREPRISES

Les objectifs établis pour ce secteur aux États-Unis consistent à optimiser l'efficience et à accélérer la croissance des revenus et du bénéfice. En ce qui a trait aux services bancaires aux particuliers, ces objectifs seront atteints au moyen d'une meilleure gestion des relations avec la clientèle, du lancement de nouveaux produits et d'une plus grande efficacité des ventes et des ventes croisées. Sur les marchés commerciaux, nous prévoyons améliorer la gamme de produits offerts aux petites et moyennes entreprises et accroître la segmentation dans les régions stratégiques. Nous continuons d'étudier les possibilités d'acquisition, particulièrement sur le marché à croissance rapide qu'est le sud-est des États-Unis.

ASSURANCE

Aux États-Unis, RBC Liberty Insurance établit des liens avec RBC Centura. Nous croyons pouvoir développer ces activités de manière à ce qu'elles viennent compléter nos autres activités américaines.

GESTION DE PATRIMOINE

Les forces combinées de RBC Dain Rauscher et de Tucker Anthony Sutro nous donnent à la fois l'envergure et la portée nécessaires pour atteindre les objectifs à court terme du secteur Gestion de patrimoine aux États-Unis. Notre principal objectif à ce chapitre consiste à intégrer les activités de Tucker Anthony Sutro et à réorienter l'unité combinée en fonction de la conjoncture actuelle afin d'en améliorer le rendement. Nous chercherons également à augmenter la part de marché de Tucker Anthony Sutro, particulièrement à Boston, à New York, à San Francisco et à Los Angeles où nous croyons qu'il existe un potentiel extraordinaire à cet égard. Nous prévoyons également accroître notre présence dans les marchés actuels de RBC Centura. À l'extérieur de l'Amérique du Nord, nous poursuivrons l'expansion de notre filiale de gestion privée globale.

GRANDE ENTREPRISE ET MARCHÉS DES CAPITAUX

Tandis que nous continuons d'offrir un service et une valeur inégalés à nos clients canadiens, nous demeurons à l'écoute du marché américain où l'acquisition de Dain Rauscher Wessels (DRW) nous a permis d'obtenir de précieuses relations avec les clients ainsi que de nouvelles capacités en matière de recherche, de vente et de négociation d'actions. Ainsi, grâce à DRW et à nos activités existantes sur les marchés financiers américains, nous disposons d'une solide organisation en Amérique du Nord qui nous permet d'améliorer les services offerts aux clients existants tout en assurant une croissance ciblée aux États-Unis. Nos divisions canadienne et américaine de services liés aux marchés financiers sont maintenant connues sous la bannière RBC Marchés des Capitaux et exerceront leurs activités à l'échelle internationale tout en conservant une solide clientèle de base nord-américaine. Elles chercheront aussi à tirer profit du marché milieu de gamme américain, lequel est sous-exploité. À l'extérieur de l'Amérique du Nord, nous continuerons de mettre l'accent sur les créneaux dans lesquels nous disposons de filiales internationales concurrentielles de manière à accroître nos activités liées aux instruments à revenu fixe, aux dérivés de crédit, aux opérations de change, aux dérivés sur actions et au financement structuré.

TRAITEMENT DES OPÉRATIONS

L'objectif du secteur Traitement des opérations consiste à maximiser les relations avec la clientèle et notre leadership au Canada de manière à développer de nouveaux marchés au pays et à l'étranger. Nous entendons également chercher à conclure des alliances, des acquisitions et des partenariats, tout en misant sur notre acquisition de Perpetual Fund Services en Australie, afin de lancer de nouveaux produits et d'améliorer les opérations et les systèmes en vue d'augmenter l'efficience et de réaliser des économies d'échelle. Dans ce secteur basé sur les services, nous avons fait la démonstration de notre capacité à faire concurrence au Canada et à l'étranger.

/ Croissance de nos activités

/ Chacun de nos cinq secteurs d'exploitation a mis en œuvre une série d'initiatives en 2001 visant à améliorer les produits et services offerts aux clients et à accroître les revenus et le bénéfice. Ces initiatives s'ajoutent aux efforts d'expansion internationale décrits aux pages 8 à 10.

/ Services aux particuliers et aux entreprises

- Formation, au mois de décembre 2000, d'une coentreprise à participations égales (Solutions Moneris) avec la Banque de Montréal afin de fournir aux marchands nord-américains des services de traitement simplifié des opérations effectuées par cartes (Visa, MasterCard). En moins d'un an, avec plus de 300 000 clients, Solutions Moneris est devenue la plus importante société de traitement de paiements au Canada et l'une des plus importantes aux États-Unis.

- En juin dernier, signature d'une entente avec le concepteur de logiciels canadien Basis 100 visant à fournir un logiciel de demande de prêt hypothécaire à l'équipe de conseillers en prêts hypothécaires hors succursale de RBC Banque Royale. Ce logiciel permet d'obtenir une approbation immédiate de la demande de prêt hypothécaire, ce qui accélère le processus et en améliore l'efficience.

- Au 31 octobre, le nombre de particuliers et d'entreprises qui utilisaient nos services bancaires et le système de négociation en ligne se chiffrait à 1,9 million, en hausse de 50 % par rapport au 31 octobre 2000 et de 250 % par rapport au 31 octobre 1999. Nos capacités Web ont été reconnues, en 2001, par bon nombre d'observateurs externes, dont Forrester Research Inc., un cabinet de recherche établi à Cambridge au Massachusetts qui, en mai, nous a décerné la meilleure cote parmi les banques nord-américaines pour nos activités de marketing en ligne.

Croissance continue du nombre de clients canadiens qui utilisent nos services en ligne

- *1 876 000 clients au 31 octobre 2001 (1 535 000 pour les services bancaires et 341 000 pour les services de négociation)*
- *Taux de pénétration du marché canadien : 18,8 %*

CLIENTS CANADIENS QUI UTILISENT LES SERVICES EN LIGNE (en milliers)

/ Assurance

- Regroupement, en novembre 2000, de la plupart des activités canadiennes liées à l'assurance en un seul emplacement : le nouveau Meadowvale Complex, à Mississauga, en Ontario. Ce regroupement a créé des économies de coûts et des avantages pour les employés, les clients et les actionnaires.

- Amélioration du site destiné aux activités d'assurance au mois de février dernier avec l'ajout de renseignements liés aux réclamations, d'une section carrière, d'un sondage, de jeux-questionnaires sur l'assurance-vie et l'assurance-voyage et d'un calculateur d'assurance-vie. L'adresse du site a également changé pour devenir : *assurancesrbc.com*

- Lancement, au mois de juin, d'une nouvelle application qui permet aux clients canadiens de se procurer en ligne de l'assurance individuelle contre les accidents. Une couverture complémentaire de 1 000 $ ou de 2 000 $ (soit 1 000 $ pour le client et 1 000 $ pour son conjoint) est offerte. Des montants de couverture additionnels peuvent également être souscrits en ligne.

- Au mois d'octobre, inauguration du service en ligne de soumission d'assurance habitation ou d'assurance automobile à prix concurrentiel. À compter du mois de janvier, il était également possible d'obtenir des soumissions d'assurance automobile sur le site *kanetix.com*, un service de comparaison de soumissions d'assurance.

- Création, en juillet, d'alliances pluriannuelles avec l'Association canadienne des agents de voyage, l'association professionnelle représentant les agences de voyages au Canada, et avec l'Institut canadien des conseillers en voyages, organisme sans but lucratif qui fournit des programmes de formation aux agents de voyage. Aux termes de ces accords, l'Association canadienne des agents de voyage reconnaît RBC Assurances comme le prestataire d'assurance voyage de choix, et l'Institut canadien des conseillers en voyages nous reconnaît comme son partenaire exclusif en matière d'assurance voyage.

- Lancement, en juillet, d'un nouveau produit d'assurance en cas de maladie grave. Ce produit, qui est offert au Canada, prévoit le versement d'un montant forfaitaire en cas de diverses maladies graves déterminées et s'ajoute à notre gamme existante de produits d'assurance.

/ Gestion de patrimoine

- Au cours de 2001, désinvestissement touchant les activités non liées aux épargnants. Au mois de janvier, les activités liées aux régimes collectifs de retraite ont été vendues à Clarica, compagnie d'assurance sur la vie, de Waterloo en Ontario, pour un gain avant impôts de 43 millions de dollars. De plus, au mois d'août, la division Gestion Placements TR Inc., qui offrait des services de gestion des investissements institutionnels, a été vendue à UBS Asset Management pour un gain avant impôts de 313 millions de dollars.

- Annonce, au mois de décembre 2000, qu'Actions en direct cesserait de vérifier la pertinence des ordres provenant de ses clients après avoir satisfait aux exigences des organismes de réglementation. Ce changement survient à la suite de l'augmentation du nombre d'opérations financières autogérées exécutées par les investisseurs canadiens; selon Gomez, Inc., société spécialisée dans l'évaluation des entreprises offrant des services sur Internet, cette mesure a permis à Actions en direct de traiter les ordres plus rapidement que la plupart de ses compétiteurs.

- En mai, Dain Correspondent Services, l'agence de compensation de RBC Dain Rauscher, a fourni à ses courtiers les outils et les technologies nécessaires pour améliorer le service offert aux clients américains et la gestion de leurs activités. Les postes de travail des courtiers disposent dorénavant d'un accès Internet aux fonctions administratives et de fonctions de recherche branchées sur trois des plus importantes sources, et permettent aux clients d'accéder aux renseignements relatifs à leurs comptes.

- Également au mois de mai, lancement d'un site Web destiné aux clients affectés à l'étranger. Qu'ils en soient à leur première affectation à l'étranger ou qu'ils y aient passé la majeure partie de leur vie professionnelle, les clients ont maintenant un outil en ligne, *rbcprivatebanking.com*, leur permettant de gérer leurs finances personnelles lorsqu'ils sont à l'étranger.

- Lancement, en octobre, de 16 fonds communs de placement avec frais d'acquisition, sous l'appellation Fonds RBC Conseillers, qui viennent compléter la gamme existante de fonds communs de placement sans frais d'acquisition. Les Fonds RBC Conseillers offrent un mode de rémunération plus attrayant pour les conseillers en placement et une structure plus avantageuse du point de vue fiscal.

/ Grande entreprise et marchés des capitaux

- Création, en 2001, d'un important fournisseur de services de gestion des actifs non traditionnels à l'échelle mondiale qui représente un actif total de près de 4 milliards de dollars.

- Croissance considérable, par rapport à 2000, de la clientèle et du volume d'opérations liés à notre système exclusif de courtage de devises en ligne, FX Direct. Le groupe chargé des opérations de change agit désormais à titre de fournisseur de liquidités pour une demi-douzaine de services de distribution interbancaire. À la suite d'une alliance conclue avec le portail de change FXall, en 2000, nous avons conclu une deuxième entente du genre avec Atriax en 2001, ce qui nous permettra de tirer profit de la migration d'un nombre sans cesse grandissant de clients vers les services électroniques. Toujours en 2001, le magazine spécialisé *FX Week* a confirmé notre classement parmi les dix plus importantes banques mondiales offrant des services d'opérations de change, selon les revenus déclarés.

- Avec prise d'effet le 1er novembre 2001, restructuration du secteur destinée à mieux le positionner pour une croissance nord-américaine. Ainsi, les capacités de DRW en matière de services financiers aux entreprises, de fusions et acquisitions, de recherche de capitaux et de négociation d'actions, de même que la division Banque internationale et la division des actions internationales ont été fusionnées en une seule unité, Services des marchés des capitaux, capable de répondre à la fois aux besoins des clients émetteurs de titres et à ceux des clients investisseurs. La division Produits financiers mondiaux regroupe les activités liées aux marchés du crédit et des opérations sur titres et ce qui correspond aux passifs de négociation à moyen terme. Cette division comprend la négociation et la syndication d'instruments à revenu fixe, la structuration financière, de même que les produits dérivés et la négociation de titres de participation et de titres d'emprunt. La division Services de trésorerie mondiaux, quant à elle, se spécialise dans le marché du change et les marchés monétaires, les secteurs de négociation et de distribution les plus liquides, tandis que la division Crédits mondiaux vient offrir une expertise du marché au service des prêts aux entreprises en mettant l'accent sur la gestion des portefeuilles et des opérations et sur la valeur relative des instruments de crédit. Les activités de RBC Dominion valeurs mobilières et de DRW seront regroupées en une seule division pour le marché nord-américain, soit RBC Marchés des Capitaux.

NOUVELLE ADRESSE URL

L'adresse URL correspondant à notre nouvelle marque descriptive est dorénavant *rbc.com*. L'adresse *banqueroyale.com* demeure celle du secteur Services aux particuliers et aux entreprises.

ENGAGEMENT SOCIAL

Pour la sixième année consécutive, nous figurons en tête de liste du classement du *Globe & Mail* des sociétés les plus respectées au Canada dans la catégorie « engagement social ».

PRÉSENCE EN AMÉRIQUE DU NORD

Au 31 octobre 2001, nous étions la septième banque en importance en Amérique du Nord pour ce qui est de l'actif, et la onzième pour ce qui est de la capitalisation boursière.

/ À la Banque Royale du Canada, nous partageons de solides valeurs qui servent de base à notre croissance dans de nouveaux marchés et secteurs d'activité. Ces valeurs fondamentales sont l'excellence du service aux clients et aux partenaires, le travail d'équipe comme clé du succès, la responsabilité personnelle quant à l'atteinte d'un rendement élevé, la diversification au service de la croissance et de l'innovation, et la confiance découlant de l'intégrité qui caractérise toutes nos activités.

/ Traitement des opérations

- Conclusion, au mois d'avril, d'un accord d'impartition exclusif aux termes duquel le secteur fournira des services de garde et de comptabilité par fonds à l'égard du portefeuille de fonds d'une valeur de 23 milliards de dollars de CI Mutual Funds, et obtention d'un mandat de prestation de services de correspondance bancaire pour Citibank Canada.

- Poursuite de l'expansion européenne en 2001, où notre service de garde de titres a obtenu de nouveaux mandats d'une valeur de 75 milliards de dollars, ce qui inclut un mandat de garde global de 50 milliards de dollars pour Sigma Finance Corporation. Au mois de juin, nous sommes devenus le principal fournisseur canadien de services de compensation pour les activités internationales de Nordea Group, le plus important groupe de services financiers de la Scandinavie.

- Notre plateforme électronique de garde de titres, ViewFinder, a reçu le prestigieux prix ITX du magazine *CIO Canada*, au mois d'avril, pour la façon innovatrice dont elle utilise Internet en vue de créer une valeur commerciale à l'intention de ses clients.

- Obtention d'excellents résultats lors de plusieurs importants sondages internationaux relatifs à la satisfaction de la clientèle en 2001. En effet, nous avons été reconnus comme le meilleur sous-dépositaire canadien dans le cadre du sondage de 2001 sur les mandataires de la revue *Global Custodian*. De plus, nous nous sommes classés au troisième rang mondial selon R&M Consultants et la revue *Global Investor* pour ce qui est des services de garde de titres internationaux. Finalement, le magazine *ICFA* a souligné avec force la qualité de notre gestion des relations avec la clientèle des services de garde de titres internationaux.

- Obtention en avril, pour la troisième année consécutive, du premier rang parmi les banques canadiennes offrant des services de gestion de trésorerie selon le *2001 Survey of Bank Fees* de Stewart Associates. Selon les résultats du sondage international semestriel de Brendan Wood sur les services bancaires électroniques aux entreprises, réalisé aux mois de novembre et de décembre 2000, nous détenons la plus grosse part de marché, à savoir 27 % et 23 % respectivement, auprès des grandes entreprises et des entreprises de taille moyenne.

- Lancement prévu en 2002 du nouveau système Continuous Linked Settlement pour le règlement en devises. Nous sommes devenus le leader du marché canadien des comptes nostro, obtenant 20 des 38 mandats octroyés au pays en 2001.

/ RBC

- Au mois d'avril, la Banque Royale est devenue la première institution financière canadienne à investir dans un cybermarché vertical interentreprises, de concert avec Technologies Interactives Mediagrif Inc., une société établie à Montréal. Destinée à l'industrie automobile, le cybermarché NET3F constitue un outil de recherche simple et efficace pour les fournisseurs et acheteurs de pièces automobiles.

- Annonce, au mois d'octobre, du regroupement des activités de planification financière et de la création d'une seule équipe de vente hautement spécialisée. Mille cinq cents spécialistes des ventes de la Gestion de patrimoine et des Services aux particuliers et aux entreprises ont participé au lancement qui a eu lieu le 1er novembre dernier. Il s'agit d'une première étape dans l'exploitation du marché croissant et très prometteur de la planification financière.

- Au mois d'octobre, la Banque Royale s'est classée au premier rang des institutions financières les plus respectées et au deuxième rang des sociétés les plus respectées au Canada. Ces listes sont publiées annuellement dans la revue *Report on Business* du *Globe and Mail*. La Banque s'est classée au premier rang de toutes les sociétés dans la catégorie « rendement financier » et au deuxième rang dans les catégories « meilleure valeur de placement à long terme » et « gestion des ressources humaines ».

- Au mois d'octobre, attribution du prix de la meilleure banque canadienne dans le cadre des prix annuels internationaux décernés aux banques par le magazine *Global Finance*.

- Au mois d'octobre, remise du prestigieux prix CIO Choice pour l'excellence en matière de technologie par Gartner Inc., le plus important cabinet de consultation en technologie du monde. En novembre 2000, Gartner a classé la Banque Royale du Canada parmi les meilleures organisations en Amérique du Nord sur le plan de l'efficience de la gestion et de l'exploitation de l'infrastructure commerciale.

- Le Conseil d'administration de la Banque Royale du Canada a été nommé le meilleur au Canada par la revue *Canadian Business* dans son premier classement annuel, en octobre. Notre société a été la seule à obtenir une note de 100 % au chapitre de la responsabilité, et a également reçu une note élevée pour ce qui est de l'indépendance.

/ Lancement de la nouvelle marque au Royal Bank Plaza de Toronto

/ Foire aux questions

/ Au cours de l'exercice 2001, nos actionnaires et les analystes nous ont posé des questions, dont certaines revenaient souvent. Voici ce que nous leur avons répondu.

/ Stratégie d'acquisition

Quelle sera votre stratégie d'acquisition à court terme étant donné la conjoncture incertaine et le nombre d'acquisitions importantes que vous avez effectuées au cours de l'exercice qui vient de se terminer ?

Nous ne prévoyons pas effectuer d'acquisitions importantes à court terme, mais entendons plutôt mettre l'accent sur l'intégration de nos récentes acquisitions, la réalisation de synergies en matière de coûts qui en découlent et l'atteinte de nos objectifs d'exploitation. Toutefois, nous continuons de rechercher des acquisitions complémentaires judicieuses et stratégiques, principalement dans le secteur Services aux particuliers et aux entreprises dans le sud-est des États-Unis afin de faire prendre de l'expansion à RBC Centura. (Pour en savoir davantage, se reporter à la section Expansion à l'échelle internationale aux pages 8 à 10.)

/ Consolidation au Canada

À la suite de l'adoption de la *Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada*, en juin dernier, comptez-vous effectuer de nouveau une fusion avec une autre banque canadienne ?

Nous avons toujours déclaré que nous aimerions participer à une consolidation éventuelle au Canada et que nous restions à l'affût d'une telle possibilité. Nous estimons qu'il importe que nous soyons un joueur profitable et de premier plan ici au pays et que nous assurions la croissance de nos activités. Par conséquent, nous entendons tirer parti de toute occasion susceptible d'appuyer nos stratégies de croissance. Cependant, nous ne prévoyons pas procéder à un regroupement dans un avenir rapproché ni avant que le secteur des services financiers et le gouvernement n'en soient venus à un accord relativement à l'avenir de cette industrie au Canada.

Toutes les banques canadiennes ont une présence internationale, bien qu'elles aient adopté des stratégies différentes à cet égard. La consolidation parmi les banques canadiennes permettra non seulement d'améliorer l'efficience de leurs activités canadiennes, mais aussi d'accroître immédiatement leur présence à l'étranger.

/ Changements aux pratiques en matière de crédit depuis la dernière récession

Avez-vous apporté des changements à vos pratiques en matière de crédit depuis la dernière récession du début des années 90 ?

Au cours des dernières années, nous avons apporté une série de changements à nos pratiques, ce qui nous a permis d'améliorer et de diversifier davantage notre portefeuille de prêts. Nous avons diminué notre risque combiné lié au marché de l'Amérique latine et au marché asiatique naissant (c'est-à-dire l'Asie à l'exception du Japon), qui se chiffre maintenant à 0,8 % du total de l'actif, alors qu'il s'établissait à 4 % en 1990. Nous avons également réduit notre risque, exprimé en pourcentage des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, relatif à une seule société ou à une seule industrie, ce qui s'est traduit par une diversification accrue de notre portefeuille. Par ailleurs, nous avons amélioré la qualité de notre portefeuille de prêts aux entreprises, qui accorde désormais une plus grande importance au crédit de grande qualité, puisque la majorité des prêts consentis aux entreprises ont une cote équivalente à BBB ou supérieure. Autre changement d'importance : la composition de notre portefeuille de prêts. En effet, comme le montrent les graphiques ci-après, les prêts aux entreprises et aux gouvernements sont passés de 57 % du total des prêts en 1991 à 43 %.

Nous avons également profité de changements dans l'environnement commercial pour assurer une meilleure gestion de notre portefeuille. Par exemple, nous mettons davantage l'accent sur la syndication de prêts, la négociation de prêts et l'utilisation de dérivés de crédit afin de réduire les risques. (Pour en savoir davantage sur notre processus de réduction des risques, se reporter aux pages 50 à 55.)

Composition du portefeuille de prêts au 31 octobre 1991

La composition du portefeuille de prêts a changé : les prêts aux entreprises et aux gouvernements sont passés de 57 %...

Composition du portefeuille de prêts au 31 octobre 2001

... à 43 % du total des prêts à la fin de l'exercice 2001.

/ Événements du 11 septembre 2001

Quelle incidence les événements du 11 septembre ont-ils eue sur vos activités ?

Nous comptons environ 10 000 employés aux États-Unis; 500 d'entre eux, presque tous affectés au secteur Grande entreprise et marchés des capitaux, travaillaient au One Liberty Plaza, au cœur de Manhattan, au moment de la tragédie. Fort heureusement, tous nos employés ont réussi à quitter leur immeuble avant l'effondrement des tours du World Trade Center et tous étaient sains et saufs. En quelques heures à peine, grâce à notre plan antisinistre, nous avions repris nos activités dans un emplacement situé à l'extérieur de Manhattan. Nous avons par la suite mis au point d'autres plans de secours à court et à long terme de manière à assurer le maintien des éléments essentiels à nos activités. Les efforts déployés depuis la fin des années 90 pour planifier le passage à l'an 2000 ont été d'un secours inestimable lors de cette situation de crise. Enfin, la solidarité au sein de l'industrie des services financiers et la coordination entre les banques centrales et les organismes de réglementation pendant cette période très difficile se sont avérées essentielles à la reprise de nos activités.

Bien que l'incidence directe de ces événements sur nos résultats pour la semaine du 11 septembre soit négligeable, les répercussions subséquentes ont entraîné la nécessité, pour plusieurs de nos secteurs d'activité, de s'adapter à un nouveau contexte économique plus tôt que prévu. Le secteur des marchés des capitaux accusait déjà un certain ralentissement. Bon nombre de sociétés et d'industries qui éprouvaient certaines difficultés ont vu leur situation se dégrader et n'ont eu d'autre choix que de procéder à une restructuration. De plus, l'insécurité financière est venue miner encore davantage la confiance des consommateurs.

Étant donné la conjoncture délicate et incertaine, notre stratégie a été de modifier nos activités de manière à assurer notre rendement sur des marchés difficiles.

/ Perspectives économiques

Quelles sont vos perspectives économiques nord-américaines pour 2002 ?

Même dans des conditions idéales (et les conditions actuelles sont loin de l'être), l'établissement de prévisions économiques constitue un défi de taille. En raison de la nature catalytique des actes terroristes du 11 septembre, les prévisions liées à la croissance du produit intérieur brut (PIB) ont été revues à la baisse partout dans le monde. Cela est particulièrement vrai des économies américaine et canadienne, où sévissent des conditions qui s'apparentent à une récession. En revanche, s'il est impossible de se prononcer avec certitude, certains éléments peuvent laisser croire que l'exercice 2002 sera autrement meilleur que le précédent.

- Les banques centrales ont réduit les taux d'intérêt de manière spectaculaire, et d'autres réductions sont encore à prévoir. Au moment de rédiger ce rapport, c'est-à-dire au début du mois de décembre 2001, la Federal Reserve avait déjà réduit les taux de 450 points de base et songeait à appliquer d'autres réductions. La Banque du Canada, quant à elle, avait déjà réduit ses taux de 350 points de base et de nouvelles réductions totalisant 50 points de base semblaient probables. Par conséquent, les coûts liés à l'emprunt ont diminué considérablement pour les consommateurs et les entreprises. Les taux d'intérêt (nominaux et après rajustement en fonction de l'inflation) ont atteint un creux sans précédent depuis des décennies, ce qui promet de soutenir l'économie pour la période à venir.

- Les gouvernements sont en mesure d'appuyer la croissance, ce qui n'était pas le cas lors des périodes de ralentissement précédentes où ils n'avaient pas de marge de manœuvre en raison des gros déficits croissants avec lesquels ils devaient composer. L'élan le plus marqué en matière fiscale semble provenir des États-Unis, où plusieurs initiatives suggèrent que l'économie pourrait se redresser d'environ 1,4 % en 2002. S'il est vrai que certains autres pays, dont le Canada, disposent de moins de latitude en matière de fiscalité, il n'en demeure pas moins qu'ils sont en mesure d'appuyer une croissance éventuelle et pourraient enregistrer soit un surplus moindre, soit un déficit modéré.

- Les coûts de l'énergie ont reculé. Cette baisse aura le même effet qu'une réduction des impôts : les consommateurs auront davantage d'argent dans leurs poches, et les entreprises, dans leurs comptes.

Les événements récents, de par leur caractère exceptionnel, ont entraîné une grande incertitude et d'importants risques de pertes. La prudence est donc de mise. Bien que nous continuions de favoriser l'accélération de la croissance tout au long du prochain exercice, notre plus important risque découle du niveau de confiance des consommateurs, des entreprises et des investisseurs. À prime abord, il semble que la confiance accuse déjà un certain fléchissement. La durée et l'ampleur de cette baisse de confiance détermineront l'exactitude de nos prévisions relatives à une reprise en 2002. Malgré les risques dont nous sommes conscients, nous prévoyons une croissance de l'économie canadienne de l'ordre de 1,6 % au cours de l'année civile 2002 (c'est-à-dire une croissance faible pour le premier semestre, puis une croissance plus soutenue pour le second semestre). Conformément à nos prévisions, la croissance moyenne pour l'exercice 2001 s'est établie à 1,4 %. Aux États-Unis, la croissance pourrait atteindre 1,4 %, en hausse comparativement au taux prévu de 1,1 % en 2001.

Reprise prévue de la croissance économique au Canada

Variation en pourcentage du PIB réel canadien (moyenne annuelle)

P : prévision établie au début de décembre 2001

Effet des initiatives américaines prévues en 2002

Variation en pourcentage du PIB réel américain (moyenne annuelle)

P : prévision établie au début de décembre 2001

/ Au service de nos partenaires

/ Léo le lion – collecte de fonds

/ Le mardi des tuques

/ Promouvoir la diversité

/ Établir des relations

Sur chacun des marchés que nous servons, RBC cherche à être perçue comme une organisation qui établit des relations durables avec ses clients, ses actionnaires, ses employés et ses collectivités et à leur offrir une valeur inégalée. Chacun de ces groupes joue un rôle important dans notre avenir. Nous assumons avec beaucoup de sérieux notre responsabilité relative à la qualité des produits et des services offerts à nos clients, à l'atteinte d'un rendement supérieur de l'investissement à long terme de nos actionnaires, à la création d'occasions professionnelles stimulantes pour nos employés et au partage de nos ressources en vue d'améliorer la qualité de vie des collectivités locales.

/ Nos clients

Notre objectif est de nouer des relations durables avec nos clients afin de les aider à atteindre leurs objectifs financiers. Ce faisant, nous leur offrons un service efficace, attentionné et convivial, de même que des produits et des services d'excellente valeur, quel que soit le canal de distribution. Nous tirons parti de la gestion de l'information, de sondages et de groupes de discussion pour approfondir nos relations avec nos clients, tout en assurant la protection des renseignements personnels les concernant. Nous sommes la première banque et la deuxième société au Canada à avoir nommé un Responsable de la protection des renseignements personnels chargé de superviser l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et pratiques de protection des renseignements personnels des clients dans tous les secteurs d'activité des entreprises RBC.

Le traitement rapide et efficace des plaintes fait partie intégrante de notre engagement à toujours mieux servir notre clientèle. Toute question non résolue à l'aide du processus de gestion des plaintes habituel de la Banque peut être portée à l'attention de l'ombudsman, lequel assure une résolution de conflits impartiale. On peut obtenir des renseignements sur le bureau de l'ombudsman dans les succursales, en ligne sur le site *rbc.com/ombudsman*, ou en communiquant avec le bureau de l'ombudsman : P.O. Box 1, Royal Bank Plaza, Toronto (Ontario) Canada M5J 2J5; tél. : 1 800 ROYAL-42 ou, dans la région torontoise, (416) 974-4591; téléc. : (416) 974-6922; courriel : *ombudsman@rbc.com*

/ Nos actionnaires

Nous sommes résolus à maximiser la valeur de l'investissement à long terme de nos actionnaires grâce à un solide rendement financier, à notre expansion ciblée et profitable à l'étranger et à la croissance de nos activités dégageant un rendement élevé ou un fort ratio cours/bénéfice. Nous avons aussi recours au profit économique comme mesure de notre rendement. Au cours des cinq dernières années, nos actionnaires ont bénéficié d'un rendement annuel total composé sur leurs actions de 19 % comparativement à 6 % pour l'indice TSE 300. Au cours de l'exercice qui vient de se terminer, en dépit d'une conjoncture défavorable, le cours de nos actions par rapport à la valeur comptable et au bénéfice de 2002 prévu par les analystes a été le plus élevé de toutes les banques canadiennes. Nous avons à cœur de conserver cette avance.

/ Nos employés

Notre réussite future dépend de la qualité des relations que nous établissons avec nos employés. Nous accordons une grande valeur au service, au travail d'équipe, à la responsabilisation de chacun, à la diversité et à l'intégration, qui ont une influence capitale sur la façon dont nous exerçons nos activités. Chacun des employés joue un rôle dans la construction de notre image et est tenu de connaître à fond notre Code de déontologie. Nous sommes déterminés à instaurer les pratiques les plus récentes en matière de lieu de travail, à permettre à nos employés d'accéder à l'apprentissage continu et à leur offrir des carrières stimulantes et satisfaisantes. Nous offrons par ailleurs des programmes de rémunération exhaustifs permettant de récompenser les employés de leur contribution. Nous cherchons à créer un sentiment d'appartenance, et environ 82 % des employés détiennent des actions de la Banque grâce au Régime d'épargne et d'actionnariat des employés.

/ Nos collectivités

Pour la sixième année consécutive, la publication *Report on Business* du *Globe and Mail* a placé la Banque Royale au premier rang des sociétés canadiennes pour son engagement social. Nous appuyons des initiatives sociales partout dans le monde en finançant des programmes éducatifs après la classe, des programmes de développement économique et des initiatives liées aux soins de santé. Nos dons de bienfaisance ont totalisé plus de 34 millions de dollars cette année. De plus, nous avons investi 18 millions de dollars dans le sport amateur, les arts et les événements communautaires au Canada. En 2001, Année Internationale des Volontaires, nous avons souligné l'apport de nos employés partout dans le monde qui partagent leurs compétences, leurs connaissances et leur compassion afin de participer au mieux-être de leur collectivité. Pour obtenir plus de renseignements à ce sujet, visitez notre site Web *banqueroyale.com/communautaire*

18
Analyse par la direction

57
États financiers consolidés

85
Information supplémentaire

/ Revue financière selon les

PCGR des États-Unis

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, la Banque Royale du Canada fait des déclarations prospectives, verbalement ou par écrit, comprises dans le rapport annuel et dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives sont faites conformément aux dispositions prévoyant des « mesures refuges » de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives aux objectifs de la Banque Royale pour 2002 et à moyen et à long terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs, de même que des déclarations relatives aux opinions, aux projets, aux attentes, aux prévisions, aux estimations et aux intentions de la Banque Royale. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « perspectives », « croire », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer », « projeter » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. La Banque Royale déconseille aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un grand nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la vigueur de l'économie canadienne en général et la vigueur des économies locales des régions du Canada où la Banque Royale exerce ses activités; la vigueur de l'économie américaine et des économies des autres pays où la Banque Royale effectue des opérations importantes; l'incidence des modifications de la politique monétaire et fiscale, notamment les modifications des politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les modifications de la politique en matière de commerce; les effets de la concurrence sur les marchés où la Banque Royale exerce ses activités; l'inflation; les fluctuations des marchés financiers et des marchés des devises; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services par la Banque Royale sur des marchés réceptifs; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements qui réglementent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières); les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; la capacité de la Banque Royale de mener à bien des acquisitions stratégiques et d'intégrer les sociétés ainsi acquises; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs et la mesure dans laquelle la Banque Royale prévoit les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussit à les gérer.

La Banque Royale informe ses lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque Royale doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. La Banque Royale ne s'engage pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, qu'elle peut faire ou qui peut être faite pour son compte à l'occasion.

La direction évalue le rendement de la Banque selon les résultats déclarés conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (les « PCGR des États-Unis »). Elle évalue également le rendement de la Banque en fonction des résultats de base, en fonction des résultats selon la comptabilité de caisse, et en fonction des résultats (selon la comptabilité de caisse) de base.

Les éléments présentés en fonction des résultats de base ne tiennent pas compte des éléments exceptionnels qui, selon la direction, ne proviennent pas des opérations effectuées dans le cours normal des activités ou constituent, en raison de leur nature, des opérations exceptionnelles; cette distinction est faite afin de ne pas fausser l'analyse des tendances. Les éléments exceptionnels de l'exercice 2001, qui totalisent 204 millions de dollars, sont présentés au tableau 4, à la page 20. Ils comprennent des gains sur certaines cessions, une charge au titre de la restructuration des services de détail aux États-Unis, des impôts relatifs à ces éléments ainsi qu'une charge d'impôts résultant de l'entrée en vigueur d'une réduction des taux d'imposition. Aucun élément exceptionnel n'a été constaté en 2000.

Les éléments présentés selon la comptabilité de caisse sont calculés en rajoutant au bénéfice net déclaré le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. L'amortissement de l'écart d'acquisition a réduit le bénéfice dilué par action déclaré de 0,39 $ en 2001 (0,13 $ en 2000), et l'amortissement des actifs incorporels a réduit le bénéfice dilué par action déclaré de 0,06 $ (0,02 $ en 2000). Le 1er novembre 2001, la Banque a adopté les nouvelles normes comptables à l'égard des regroupements d'entreprises en vertu desquelles les écarts d'acquisition ne sont plus amortis, mais les autres actifs incorporels continuent de l'être.

Les éléments présentés en fonction des résultats (selon la comptabilité de caisse) de base excluent les éléments exceptionnels et sont calculés en rajoutant au bénéfice net déclaré le montant après impôts de l'amortissement des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels.

La date de clôture de l'exercice est le 31 octobre pour la Banque. Sauf mention contraire, tous les montants figurant dans l'analyse par la direction sont exprimées en dollars canadiens.

Vue générale

Bénéfice net

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Bénéfice net déclaré (1)	10 %	**2 435 $**	2 208 $
Incidence des éléments exceptionnels (2)		**(204)**	–
Bénéfice net de base	1 %	**2 231 $**	2 208 $
Bénéfice net déclaré (1)	10 %	**2 435 $**	2 208 $
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels (après impôts)	225 %	**286**	88
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	19 %	**2 721**	2 296
Incidence des éléments exceptionnels (2)		**(204)**	–
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base	10 %	**2 517 $**	2 296 $

(1) Selon les chiffres déclarés dans l'état consolidé des résultats.
(2) Les éléments exceptionnels sont présentés au tableau 4, à la page 20.

Bénéfice dilué par action

(en dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Bénéfice dilué par action déclaré (1)	4 %	**3,55 $**	3,40 $
Incidence des éléments exceptionnels (2)		**(0,32)**	–
Bénéfice dilué par action de base	(5)%	**3,24 $**	3,40 $
Bénéfice dilué par action déclaré (1)	4 %	**3,55 $**	3,40 $
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels (après impôts)	200 %	**0,45**	0,15
Bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse)	13 %	**4,00**	3,55
Incidence des éléments exceptionnels (2)		**(0,32)**	–
Bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) de base	4 %	**3,68 $**	3,55 $

(1) Selon les chiffres déclarés dans l'état consolidé des résultats.
(2) Les éléments exceptionnels sont présentés au tableau 4, à la page 20.

Comme l'indiquent les tableaux ci-dessus, le bénéfice net déclaré de l'exercice 2001 a augmenté de 10 % par rapport à l'exercice 2000 (hausse de 4 % du bénéfice par action). En excluant les éléments exceptionnels, le bénéfice net de base a progressé de 1 % (baisse de 5 % par action). En 2001, la Banque a émis 83 millions d'actions ordinaires (72 millions, déduction faite des rachats d'actions ordinaires), dont la plus grande partie est liée à l'acquisition de Centura Banks, Inc., en juin 2001, ce qui explique les taux de croissance plus faibles, voire négatifs, du bénéfice par action comparativement au bénéfice net.

L'analyse qui suit, aux pages 19 à 55, contient des comparaisons par rapport à l'exercice 2000 qui sont généralement établies à partir des chiffres de base de 2001 (c'est-à-dire sans tenir compte des éléments exceptionnels) ou, lorsqu'il en est fait mention, sur le bénéfice (selon la comptabilité de caisse) de base. Les résultats figurant dans les états financiers consolidés, aux pages 57 à 84, sont présentés conformément aux PCGR des États-Unis.

Comme le montre le tableau 1 ci-dessous, les revenus à l'étranger se sont chiffrés à 4,2 milliards de dollars, soit 28 % du total des revenus, en hausse par rapport à 1,9 milliard ou 16 % en 2000. Les acquisitions aux États-Unis se sont traduites par une hausse des revenus aux États-Unis, qui se sont établis à 2,9 milliards de dollars, ou 20 % du total des revenus, contre 0,8 milliard ou 7 % en 2000.

TABLEAU 1 Bénéfice par secteur géographique

	2001			2000		
(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	**Au Canada**	**À l'étranger** (1)	**Total**	Au Canada	À l'étranger (1)	Total
Revenu net d'intérêt	**5 324 $**	**1 205 $**	**6 529 $**	4 796 $	511 $	5 307 $
Revenus autres que d'intérêt	**5 210**	**2 945**	**8 155**	5 277	1 403	6 680
Revenus bruts	**10 534**	**4 150**	**14 684**	10 073	1 914	11 987
Provision pour pertes sur créances	**757**	**362**	**1 119**	703	(12)	691
Frais autres que d'intérêt	**6 355**	**3 286**	**9 641**	6 470	1 158	7 628
Charge d'impôts (2)	**1 450**	**39**	**1 489**	1 354	106	1 460
Bénéfice net	**1 972 $**	**463 $**	**2 435 $**	1 546 $	662 $	2 208 $
Bénéfice net de base (3)	**1 711 $**	**520 $**	**2 231 $**	1 546 $	662 $	2 208 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) (4)	**2 087 $**	**634 $**	**2 721 $**	1 620 $	676 $	2 296 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base (5)	**1 826 $**	**691 $**	**2 517 $**	1 620 $	676 $	2 296 $

(1) Comprend des revenus bruts tirés des activités aux États-Unis de 2 882 millions de dollars (832 millions en 2000).
(2) Comprend la part des actionnaires sans contrôle et la majoration au montant imposable équivalent.
(3) Excluant les éléments exceptionnels de 2001, lesquels sont présentés au tableau 4, à la page 20. Il n'y a pas eu d'éléments exceptionnels en 2000.
(4) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) est calculé en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels.
(5) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base, représente le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) déduction faite des éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 4, à la page 20. Il n'y a pas eu d'éléments exceptionnels en 2000.

Perspectives

La conjoncture laissant prévoir que le ralentissement économique se poursuivra au premier semestre de l'année civile 2002, la Banque vise une croissance du bénéfice dilué par action selon la comptabilité de caisse et de base de 5 % à 10 %, et un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base de 17 % à 19 % à l'exercice 2002.

Priorités financières

Croissance et diversification des revenus

En 2001, les revenus (d'exploitation) de base ont augmenté de 19 %, soit un résultat considérablement plus élevé que l'objectif de plus de 10 % visé par la Banque. Ce résultat reflète principalement les acquisitions effectuées. En excluant les acquisitions, les revenus d'exploitation ont progressé de 3 %. Une analyse détaillée est présentée aux pages 32 à 35.

Contrôle des coûts

Les frais autres que d'intérêt de base ont connu une hausse de 25 %, qui reflète les acquisitions effectuées, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et certaines charges importantes. En excluant ces facteurs, les frais autres que d'intérêt de base ont fléchi de 2 %. Une description complète est fournie aux pages 36 à 38.

Gestion du bilan et du capital

Nous avons effectué un nombre important d'activités d'investissement au cours de l'exercice, dont certaines sont liées aux acquisitions. Au 31 octobre 2001, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 8,7 %, en hausse par rapport à 8,6 % l'an dernier, et le ratio du capital total s'établissait à 11,8 %, en baisse par rapport à 12 % (selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada). Dans les deux cas, la Banque a atteint son objectif à moyen terme (de trois à cinq ans), soit 8 % pour le capital de première catégorie et de 11 % à 12 % pour le capital total. De plus amples détails sont présentés aux pages 39 à 42.

Excellence de la qualité du crédit

La détérioration du secteur des télécommunications aux États-Unis a contribué à la hausse des provisions pour pertes sur créances et des prêts à intérêts non comptabilisés au cours de l'exercice. Le ratio des provisions pour pertes sur créances spécifiques attribuées s'est établi à 0,52 % en 2001, comparativement à 0,31 % en 2000, et le ratio des prêts à intérêts non comptabilisés s'est chiffré à 1,36 %, par rapport à 1,00 % à l'exercice 2000. Au cours de l'exercice, les radiations nettes se sont chiffrées à 0,55 % de la moyenne des prêts, par rapport à 0,42 % à l'exercice 2000. Une analyse détaillée et des tableaux sont présentés aux pages 43 à 49.

Profit économique

La Banque mesure le profit économique de ses secteurs d'exploitation et a recours à plusieurs autres mesures traditionnelles, telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et la croissance du bénéfice. Le profit économique mesure le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) de chaque secteur, après déduction d'une charge au titre des ressources en capital utilisées par le secteur.

Le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse, représente le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, en excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. La charge au titre des ressources en capital utilisées est calculée en imputant le coût estimatif des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, qui représente le rendement approximatif après impôts que la direction doit fournir aux actionnaires en contrepartie de l'utilisation de leur capital, à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est calculé selon le modèle d'évaluation des actifs financiers (MEDAF); c'est pourquoi ce coût fluctue en même temps que les facteurs qui définissent ce modèle varient eux-mêmes : le taux hors risque, le coefficient bêta de la Banque et la prime de risque du marché. De plus, le coût estimatif des capitaux propres est revu chaque année. En raison du recul du rendement des obligations à long terme depuis la dernière revue, le coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été établi de nouveau à la fin du premier semestre à 12,5 %. La moyenne du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en 2001 correspondait à 12,9 %.

Afin de créer de la valeur pour les actionnaires, le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse), qui est généré doit être supérieur à la charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisés. Un profit économique positif ajoute à la valeur pour les actionnaires, tandis qu'un profit économique négatif amoindrit cette valeur.

Le profit économique mesure les fluctuations de la valeur pour les actionnaires au fil du temps; il constitue un outil de planification efficace pour privilégier les occasions de croissance de la valeur pour les actionnaires. Les objectifs visés sont les suivants :

- augmenter le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) sans immobiliser de capital supplémentaire;
- investir dans des projets qui procurent un rendement économique positif;
- améliorer l'efficience globale du capital investi en réaffectant les fonds utilisés à des fins moins efficientes;
- améliorer le rapport risque-rendement des secteurs d'exploitation.

Le profit économique renforce la gestion des risques, car les capitaux sont affectés aux secteurs d'exploitation en fonction des risques de crédit, des risques de marché, des risques opérationnels et des autres risques de chaque secteur. Cette discipline en matière de gestion des risques a permis d'obtenir une croissance contrôlée et de mettre l'accent sur des rendements proportionnés aux risques. De plus, le profit économique favorise la redistribution des ressources aux secteurs plus performants grâce à la réaffectation de ressources attribuées aux secteurs moins performants.

Comme l'indique le tableau 2 ci-après, la Banque a enregistré un profit économique de 583 millions de dollars en 2001. Le coût des capitaux a augmenté à un taux plus rapide que le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) en partie à cause de l'émission d'actions ordinaires, principalement dans le cadre de l'échange d'actions relatif à l'acquisition de Centura Banks, Inc. Le profit économique des secteurs d'exploitation pour les exercices 2001 et 2000 est présenté aux tableaux des pages 22, 24, 26, 28 et 30.

TABLEAU 2 **Profit économique** (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	1999	1998	1997
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**2 300 $**	2 074 $	1 568 $	1 627 $	1 523 $
Ajustement au titre des éléments exceptionnels (après impôts)	**(204)**	–	88	17	(7)
Ajustement au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels (après impôts)	**286**	88	67	66	63
Bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse)	**2 382**	2 162	1 723	1 710	1 579
Ressources en capital utilisées	**(1 799)**	(1 448)	(1 386)	(1 249)	(1 204)
Profit économique (1)	**583 $**	714 $	337 $	461 $	375 $
Croissance du profit économique	**(18)%**	112 %	(27)%	23 %	188 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**13 899 $**	10 725 $	10 268 $	9 255 $	8 303 $
Coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**12,9 %**	13,5 %	13,5 %	13,5 %	14,5 %

(1) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Résultats par secteur d'exploitation

Vue générale

Le tableau 3 illustre les résultats de la Banque par secteur d'exploitation en 2001. Ces résultats incluent plusieurs éléments exceptionnels présentés au tableau 4 et décrits ci-après. Le tableau 5, à la page 21, illustre les résultats de base de la Banque (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 4) par secteur d'exploitation en 2001.

TABLEAU 3 Résultats déclarés par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les montants par action et les pourcentages)	2001 Services aux particuliers et aux entreprises	Assurance	Gestion de patrimoine	Grande entreprise et marchés des capitaux	Traitement des opérations	Total (1)	2000 Total
Revenu net d'intérêt	**5 347 $**	**206 $**	**384 $**	**429 $**	**150 $**	**6 529 $**	5 307 $
Revenus autres que d'intérêt	**1 839**	**336**	**3 040**	**2 352**	**563**	**8 155**	6 680
Revenus bruts	**7 186**	**542**	**3 424**	**2 781**	**713**	**14 684**	11 987
Provision pour pertes sur créances	**732**	**–**	**2**	**407**	**(2)**	**1 119**	691
Frais autres que d'intérêt	**4 216**	**375**	**2 691**	**1 804**	**476**	**9 641**	7 628
Charge d'impôts	**926**	**(6)**	**223**	**200**	**95**	**1 350**	1 412
Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent	**16**	**–**	**–**	**21**	**–**	**139**	48
Bénéfice net	**1 296 $**	**173 $**	**508 $**	**349 $**	**144 $**	**2 435 $**	2 208 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) (2)	**1 376 $**	**188 $**	**626 $**	**390 $**	**152 $**	**2 721 $**	2 296 $
En pourcentage du total	**51 %**	**7 %**	**23 %**	**14 %**	**6 %**	**100 %**	100 %
Croissance par rapport à l'exercice précédent	**22 %**	**83 %**	**43 %**	**(26)%**	**7 %**	**19 %**	28 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**18,5 %**	**20,0 %**	**27,0 %**	**9,6 %**	**29,4 %**	**16,6 %**	19,3 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) (2)	**19,7 %**	**21,9 %**	**33,5 %**	**11,0 %**	**31,1 %**	**18,6 %**	20,2 %
Profit économique (3)	**456 $**	**72 $**	**97 $**	**(44)$**	**85 $**	**583 $**	714 $
Bénéfice dilué par action						**3,55 $**	3,40 $
Bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) (2)						**4,00 $**	3,55 $

(1) La différence entre le total des résultats et la somme des résultats des secteurs d'exploitation présentés ci-dessus se rapporte à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.
(2) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) et le bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) sont calculés en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels.
(3) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Les éléments exceptionnels constatés en 2001 sont présentés au tableau 4 ci-après. Les éléments exceptionnels ont majoré le bénéfice dilué par action de 0,32 $ en 2001. Trois éléments ont généré une hausse des revenus autres que d'intérêt : un gain de 89 millions de dollars découlant de la formation, en collaboration avec la Banque de Montréal, de la coentreprise Solutions Moneris, qui offre aux marchands des services de traitement des opérations effectuées par cartes de crédit; un gain de 43 millions découlant de la vente des activités liées à l'administration des régimes de retraite collectifs et un gain de 313 millions découlant de la vente de Gestion Placements TR Inc., une société offrant des services de gestion des investissements institutionnels.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté en raison d'une charge au titre de la restructuration de 91 millions de dollars liée aux activités d'intégration et aux mesures de réduction des coûts dans le secteur des services de détail aux États-Unis. La charge d'impôts a été majorée de 101 millions de dollars, ce qui reflète la réduction de valeur d'actifs d'impôts reportés faisant suite à une réduction des taux d'imposition.

L'analyse des différents secteurs d'exploitation qui figure aux pages 21 à 31 porte sur les résultats de base de 2001, c'est-à-dire exclusion faite des éléments exceptionnels présentés au tableau 4.

TABLEAU 4 Éléments exceptionnels ayant une incidence sur les résultats par secteur d'exploitation en 2001 (1)

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les montants par action)	Services aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Grande entreprise et marchés des capitaux	Total
Revenus autres que d'intérêt				
Gain à la formation de la coentreprise Solutions Moneris	**89 $**	**– $**	**– $**	**89 $**
Gain à la vente des activités liées aux régimes collectifs de retraite	**7**	**36**	**–**	**43**
Gain à la vente de Gestion Placements TR	**–**	**313**	**–**	**313**
	96	**349**	**–**	**445**
Frais autres que d'intérêt				
Frais de restructuration des activités bancaires aux États-Unis	**91**	**–**	**–**	**91**
Incidence totale (avant impôts)	**5**	**349**	**–**	**354**
Charge d'impôts				
Charge (économie) liée aux éléments ci-dessus	**(21)**	**70**	**–**	**49**
Modification des taux d'imposition (2)	**45**	**5**	**27**	**101**
Incidence totale (après impôts)	**(19)$**	**274 $**	**(27)$**	**204 $**
Incidence sur le bénéfice dilué par action				**0,32 $**

(1) Il n'y a eu aucun élément exceptionnel dans les secteurs Assurance et Traitement des opérations en 2001, et aucun élément exceptionnel en 2000.
(2) Le total de 101 millions de dollars inclut un montant de 24 millions se rapportant à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

Résultats de base par secteur d'exploitation

Vue générale

Le tableau 5 ci-après présente les résultats de base par secteur d'exploitation pour 2001.

Les Services aux particuliers et aux entreprises ont produit un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base de 20,0 % et généré 55 % du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de la Banque en 2001. Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base a progressé de 24 % par rapport 2000, comme il est expliqué à la page 22. RBC Centura (acquise le 5 juin 2001) a inscrit un bénéfice net de base de 11 millions de dollars et un bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de 69 millions en 2001. RBC Prism Mortgage (acquise en avril 2000) a dégagé un bénéfice net de base de 43 millions de dollars, en hausse par rapport à une perte nette de 3 millions en 2000, et un bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de 53 millions, comparativement à un bénéfice (selon la comptabilité de caisse) nul en 2000.

Le secteur Assurance a produit un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de 21,9 % et généré 7 % du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de la Banque en 2001. Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) a augmenté de 83 % par rapport à 2000, comme il est expliqué à la page 24. L'apport de RBC Liberty Insurance (acquise le 1er novembre 2000) a compté pour 29 millions de dollars du bénéfice net de base et 39 millions du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base en 2001.

La Gestion de patrimoine a produit un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base de 18,4 % et généré 14 % du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de la Banque en 2001. Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base a chuté de 19 % et la page 26 présente plus de détails à ce sujet. Les activités du groupe Services aux particuliers et des services à revenu fixe de RBC Dain Rauscher (acquises le 10 janvier 2001) ont enregistré une perte nette de base de 72 millions de dollars en 2001, ce qui reflète la faiblesse des volumes de négociation des clients dans le secteur du courtage traditionnel cette année, ainsi que des coûts de rémunération au titre de la rétention de 88 millions et une dotation à l'amortissement de l'écart d'acquisition de 40 millions. La perte nette (selon la comptabilité de caisse) de base s'est chiffrée à 33 millions de dollars.

Le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux a produit un rendement des capitaux propres, attribuables aux actionnaires de base (selon la comptabilité de caisse) de 11,8 % et généré 17 % du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de la Banque en 2001. Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base a reculé de 21 %, comme il est expliqué à la page 28. Dain Rauscher Wessels (acquise le 10 janvier 2001) a subi une perte nette de 88 millions de dollars en raison de la faiblesse des marchés financiers en 2001, de coûts de rémunération au titre de la rétention de 88 millions et d'une dotation à l'amortissement de l'écart d'acquisition de 27 millions. La perte nette (selon la comptabilité de caisse) de base s'est établie à 61 millions de dollars.

Le secteur Traitement des opérations a produit un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de 31,1 % et généré 6 % du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de la Banque à l'exercice 2001. Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) a progressé de 7 %, comme il est expliqué à la page 30.

La Banque affecte des capitaux à ses secteurs d'exploitation en se basant sur leurs risques de crédit, risques de marché, risques opérationnels et autres risques. Les capitaux affectés à chaque secteur d'exploitation ont augmenté par rapport à l'an dernier en raison de la hausse des activités de chaque secteur et de plusieurs acquisitions effectuées en 2001. Les hausses des capitaux attribuées aux écarts d'acquisition inscrits relativement aux acquisitions effectuées durant l'exercice ont eu une incidence négative sur le rendement des capitaux propres et le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de tous les secteurs d'exploitation. Les capitaux affectés aux Services aux particuliers et aux entreprises ont augmenté de 1,6 milliard de dollars, ceux affectés au secteur Assurance ont progressé de 0,5 milliard, ceux affectés à la Gestion de patrimoine et au secteur Grande entreprise et marchés des capitaux ont augmenté de 1,0 milliard, respectivement, et ceux affectés au Traitement des opérations ont progressé de 0,1 milliard en 2001.

TABLEAU 5 Résultats de base par secteur d'exploitation (1)

	2001						2000
(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les montants par action et les pourcentages)	Services aux particuliers et aux entreprises	Assurance	Gestion de patrimoine	Grande entreprise et marchés des capitaux	Traitement des opérations	Total (2)	Total
Revenu net d'intérêt	5 347 $	206 $	384 $	429 $	150 $	6 529 $	5 307 $
Revenus autres que d'intérêt	1 743	336	2 691	2 352	563	7 710	6 680
Revenus bruts	7 090	542	3 075	2 781	713	14 239	11 987
Provision pour pertes sur créances	732	–	2	407	(2)	1 119	691
Frais autres que d'intérêt	4 125	375	2 691	1 804	476	9 550	7 628
Charge (économie) d'impôts	902	(6)	148	173	95	1 200	1 412
Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent	16	–	–	21	–	139	48
Bénéfice net	1 315 $	173 $	234 $	376 $	144 $	2 231 $	2 208 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) (3)	1 395 $	188 $	352 $	417 $	152 $	2 517 $	2 296 $
En pourcentage du total	55 %	7 %	14 %	17 %	6 %	100 %	100 %
Croissance par rapport à l'exercice précédent	24 %	83 %	(19)%	(21)%	7 %	10 %	22 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18,8 %	20,0 %	11,9 %	10,5 %	29,4 %	15,1 %	19,3 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) (3)	20,0 %	21,9 %	18,4 %	11,8 %	31,1 %	17,1 %	20,2 %
Profit économique (4)	456 $	72 $	97 $	(44)$	85 $	583 $	714 $
Bénéfice dilué par action						3,24 $	3,40 $
Bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) (3)						3,68 $	3,55 $

(1) Les résultats de base de 2001 excluent les éléments exceptionnels présentés au tableau 4, à la page 20. Il n'y avait aucun élément exceptionnel en 2000.

(2) La différence entre le total des résultats et la somme des résultats des secteurs d'exploitation présentés ci-dessus se rapporte à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

(3) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) et le bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) sont calculés en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels.

(4) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Services aux particuliers et aux entreprises

Profil

Les Services aux particuliers et aux entreprises comptent une clientèle de plus de 11 millions de particuliers, de PME et de clients du secteur privé au Canada, aux États-Unis, aux Antilles et aux Bahamas. Nos capacités de distribution comprennent un réseau de succursales, de centres de services aux entreprises et d'autres unités de vente, des représentants hors succursales, des guichets automatiques et des services bancaires par téléphone et par Internet. Nous offrons une vaste gamme de services financiers, notamment des comptes de dépôt, des fonds de placement et des fonds communs de placement, des cartes de crédit et de débit, des prêts aux entreprises et aux particuliers et des prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que des conseils financiers relatifs à tous nos services.

Stratégie

L'objectif des Services aux particuliers et aux entreprises est de nouer des relations d'affaires rentables avec chaque client, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une entreprise :

- en offrant des services personnalisés;
- en réduisant les coûts;
- en gérant efficacement le risque et le capital.

Nous comptons atteindre nos objectifs au moyen des stratégies suivantes :

- Accroître les revenus en intensifiant les rapports avec la clientèle et en augmentant l'exclusivité de nos services, en maximisant le maintien de notre clientèle et en tirant parti d'une segmentation basée sur les événements marquants de la vie des clients.
- Accélérer la croissance des revenus et du bénéfice aux États-Unis grâce à l'élargissement continu de nos services aux États-Unis et à l'expansion de nos activités sur des marchés ciblés de services aux particuliers et aux entreprises.
- Maintenir nos mesures de gestion des coûts afin que les augmentations de volume et les nouveaux projets soient contrebalancés par les réductions de coûts.
- Consolider le processus d'atténuation des risques, de manière à accroître le bénéfice et à réduire la volatilité du revenu au moyen des meilleurs processus de gestion du risque d'exploitation et du risque de crédit qui soient.

Rendement financier de base (1)

Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base des Services aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 24 %, et le bénéfice net de base, de 18 %, par rapport à 2000. Cette augmentation est attribuable en partie aux acquisitions de RBC Centura et de RBC Prism Mortgage. En excluant ces dernières, le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base et le bénéfice net de base auraient progressé de 13 %.

Les revenus de base ont enregistré une hausse de 13 % et les frais autres que d'intérêt de base ont progressé de 12 % par rapport à l'an dernier. En excluant RBC Centura, les revenus de base auraient augmenté de 7 %, croissance qui excède considérablement une croissance de 3 % des frais de base. Le ratio d'efficience de base s'est amélioré de 50 points de base, pour s'établir à 58,2 %, et le ratio d'efficience de l'exploitation s'est amélioré de 30 points de base, pour se chiffrer à 58,1 %.

Croissance substantielle des revenus aux États-Unis

Grâce à l'acquisition de RBC Centura et de RBC Prism Mortgage, les revenus des Services aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis ont augmenté sensiblement, passant de 1 % en 2000 à 10 % du total des revenus en 2001.

REVENUS DE BASE PAR SECTEUR GÉOGRAPHIQUE
(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)

Le profit économique s'est élevé à 456 millions de dollars; le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de base et le rendement des capitaux propres de base se sont établis à 20,0 % et à 18,8 %, respectivement. Le profit économique, le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de base et le rendement des capitaux propres de base reflètent le montant de 1,6 milliard de dollars supplémentaires en capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires qui a été affecté au secteur en 2001, dont une tranche de 900 millions était liée à l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de RBC Centura.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenu net d'intérêt	14 %	**5 347 $**	4 705 $
Revenus autres que d'intérêt	11	**1 743**	1 566
Revenus bruts	13	**7 090**	6 271
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	23	**662**	539
Provision générale attribuée et provision non attribuée	(36)	**70**	110
Total	13	**732**	649
Frais autres que d'intérêt	12	**4 125**	3 684
Bénéfice net avant impôts	15	**2 233**	1 938
Charge d'impôts	11	**902**	812
Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent	45	**16**	11
Bénéfice net	18 %	**1 315 $**	1 115 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	24 %	**1 395 $**	1 124 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) en pourcentage du bénéfice net total (selon la comptabilité de caisse) de la Banque	600 p.b.	**55 %**	49 %
Rendement des capitaux propres	(170)p.b.	**18,8 %**	20,5 %
Rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse)	(60)p.b.	**20,0 %**	20,6 %
Profit économique	27 %	**456 $**	360 $
Ratio d'efficience	(50)p.b.	**58,2 %**	58,7 %
Ratio d'efficience de l'exploitation (2)	(30)p.b.	**58,1 %**	58,4 %
Actif moyen	10 %	**143 000 $**	129 700 $
Moyenne des prêts	8	**135 400**	125 700
Moyenne des dépôts	13	**111 400**	98 900
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	31	**6 700**	5 100
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	10	**34 849**	31 610

(1) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 décrits au tableau 4, à la page 20.
(2) Le ratio d'efficience de l'exploitation est défini à la page 92.

Perspectives pour 2002

Le ralentissement de l'économie aura probablement des répercussions sur les volumes de prêts aux particuliers et aux entreprises et de dépôts en 2002. Toutefois, grâce à l'inclusion des résultats de RBC Centura pour un exercice complet et aux initiatives décrites dans notre stratégie, qui visent à augmenter la croissance des revenus, nous prévoyons obtenir un solide accroissement des revenus en 2002. Nous nous engageons également à poursuivre les mesures de réduction des coûts, qui visent notamment à éliminer le chevauchement des processus et les pratiques inefficientes, à renforcer nos capacités en matière de prestation de services par voie électronique et par d'autres moyens à faible coût, et à optimiser notre réseau de succursales afin de réduire davantage le ratio d'efficience. Notre objectif global est de réaliser une croissance du bénéfice net, selon la comptabilité de caisse, en 2002. Nous avons également mis de l'avant plusieurs initiatives afin de limiter le risque. Ces initiatives comprennent l'amélioration du système d'évaluation par score du crédit et du comportement, le resserrement des processus de recouvrement et l'optimisation des politiques et des processus de crédit, et nous prévoyons qu'elles limiteront la détérioration de la qualité de l'actif au prochain exercice.

Stratégie par division

Canada

Exploités au Canada sous la bannière RBC Banque Royale, les Services aux particuliers et aux entreprises offrent des services aux particuliers, aux PME et aux clients du secteur privé dans toutes les provinces et tous les territoires. Nous offrons une vaste gamme de services et de conseils financiers, comme il est détaillé à la rubrique Profil de la page 22, ainsi que des produits et des conseils d'expert dans des domaines spécialisés tels que les opérations de change, le financement en capital de risque et la planification financière.

Nous offrons également aux particuliers et aux entreprises un éventail complet de cartes de crédit Visa, de cartes de débit et de cartes à puce diverses. Par l'intermédiaire de Solutions Moneris, une coentreprise partagée de moitié avec la Banque de Montréal, nous offrons aux marchands des services de traitement des opérations effectuées par cartes de crédit ou de débit, qui comprennent notamment la location de terminaux point-de-vente et des services d'opérations électroniques sécurisées en ligne.

Notre objectif est de développer des relations d'affaires rentables avec chaque particulier et avec chaque entreprise, grâce à notre expertise en matière de gestion des relations-clients, d'entreposage de données et de modélisation des prévisions. Cette façon de faire nous permet d'offrir à nos clients des produits et des conseils financiers sur mesure et d'accroître les revenus grâce à la vente, à l'interdistribution ainsi qu'à la vente de produits d'une gamme supérieure.

Nous continuerons d'éliminer les chevauchements et autres pratiques inefficientes sur le plan des coûts, et nous chercherons des occasions de renforcer nos capacités en matière de prestation de services par voie électronique et par d'autres moyens à faible coût. Nous continuons par ailleurs de mettre l'accent sur la gestion du risque de crédit et du risque d'exploitation.

Rendement financier de base par division

Les activités au pays ont généré une croissance des revenus de base de 3 % par rapport à l'an dernier. La hausse des volumes de dépôts et des écarts relatifs aux prêts et aux cartes de crédit a été en partie contrebalancée par la baisse des écarts relatifs aux dépôts et des volumes de prêts. La moyenne des soldes de prêts hypothécaires résidentiels a progressé de 3 % en 2001, car les réductions des taux d'intérêt enregistrées au cours de l'exercice ont favorisé l'accession à la propriété.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	3 %	**6 179 $**	5 990 $
Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels	3	**64 800**	62 900
Moyenne des prêts aux particuliers	4	**24 500**	23 600
Moyenne des dépôts des particuliers	1	**72 900**	72 500
Moyenne des prêts aux entreprises	(2)	**36 000**	36 800
Moyenne des dépôts des entreprises	26	**28 100**	22 300
Moyenne des soldes de cartes	13	**6 000**	5 300
Volumes des achats sur cartes	4	**26 300**	25 300
Nombre :			
d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	–	**29 558**	29 430
de guichets automatiques	(5)	**4 236**	4 465
de succursales	(1)	**1 125**	1 141
de clients en ligne	48	**1 876 358**	1 264 400

(1) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 décrits au tableau 4, à la page 20.

États-Unis

Acquise en juin 2001, RBC Centura est le principal moteur de nos services aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis. La société, dont le siège se trouve à Rocky Mount, en Caroline du Nord, fournit des services aux particuliers et aux entreprises du sud-est des États-Unis. Les autres sociétés de services aux particuliers et aux entreprises qui sont situées aux États-Unis et ont des liens avec RBC Centura comprennent RBC Prism Mortgage, une société de montage de prêts hypothécaires située à Chicago, et RBC Builder Finance, une société de financement de Houston qui offre des services aux constructeurs d'habitations et aux promoteurs immobiliers.

Nous désirons accentuer notre présence aux États-Unis, tant par la croissance interne que par des acquisitions dans certains créneaux bien ciblés.

Nos priorités à moyen et à long terme sont les suivantes :

- le lancement accéléré de programmes de vente et de marketing;
- le recours à la segmentation pour accroître notre marché des services aux particuliers et aux entreprises;
- l'expansion de secteurs d'activité nationaux choisis, tels que le financement aux constructeurs d'habitations et les prêts hypothécaires résidentiels;
- l'exploitation des synergies, découlant de l'intégration fonctionnelle et des occasions d'interdistribution au sein de RBC Groupe Financier;
- la conclusion d'acquisitions choisies dans des marchés de produits et des marchés géographiques ciblés.

Le rendement de la division des États-Unis reflète les résultats de RBC Prism Mortgage pour un exercice complet (par rapport aux résultats pour à peine un peu plus d'un semestre en 2000) et l'apport de RBC Centura sur cinq mois. En excluant les résultats de RBC Centura, la croissance des revenus de RBC Prism Mortgage se serait chiffrée à 354 % en 2001, ce qui aurait reflété non seulement l'inclusion des revenus pour un exercice entier, mais aussi la croissance considérable des montages de prêts hypothécaires. La croissance du volume des montages de prêts hypothécaires en 2001 provient d'ailleurs presque entièrement de RBC Prism Mortgage. La croissance des soldes moyens est en grande partie attribuable à l'ajout des résultats de RBC Centura.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	976 %	**678 $**	63 $
Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels	433	**1 600**	300
Moyenne des prêts aux particuliers	n.s.	**1 300**	–
Moyenne des dépôts des particuliers	n.s.	**3 900**	200
Moyenne des prêts aux entreprises	n.s.	**3 900**	200
Moyenne des dépôts des entreprises	460	**2 800**	500
Moyenne des soldes de cartes	n.s.	**100**	–
Volumes des achats sur cartes	100	**200**	100
Montages de prêts hypothécaires (en milliards de dollars)	359	**22,5**	4,9
Nombre :			
d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	296	**4 126**	1 041
de guichets automatiques	n.s.	**258**	2
de succursales (1)	n.s.	**242**	2
de clients en ligne	181	**112 481**	40 000

(1) Exclut le nombre de bureaux de vente de RBC Prism Mortgage, qui s'établissait à 264 en 2001 et à 156 en 2000.
n.s. non significatif

Antilles et Bahamas

La division des Antilles et des Bahamas, qui exploite ses activités sous la bannière RBC Banque Royale du Canada, fournit une vaste gamme de produits et de services bancaires aux particuliers et aux entreprises des Bahamas, de la Barbade, des îles Caïmans et des îles de l'est des Antilles par l'intermédiaire d'un réseau de succursales et de guichets automatiques.

Cette division a inscrit une croissance des revenus s'établissant à 7 % par rapport à 2000, résultat qui est en grande partie attribuable à l'élargissement des écarts.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	7 %	**233 $**	218 $
Nombre :			
d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	2	**1 165**	1 139
de guichets automatiques	8	**54**	50
de succursales	–	**39**	39

Assurance

Profil

Exploité sous la bannière RBC Assurances, le secteur Assurance offre une vaste gamme de produits et de services d'assurance des créanciers et d'assurances vie, maladie, voyage, habitation et automobile à plus de cinq millions de clients en Amérique du Nord; le secteur offre également des services de réassurance à des entreprises situées partout dans le monde. Ces produits et services sont offerts par l'intermédiaire de divers réseaux de distribution, notamment des services par téléphone, des courtiers indépendants, des agents de voyage, une équipe de vente interne et des services sur Internet.

Stratégie

Notre objectif est de devenir un assureur canadien de premier rang qui exerce des activités sur des marchés choisis aux États-Unis et à l'échelle internationale et offre un vaste éventail de produits et de services efficacement distribués au moyen de multiples réseaux.

Pour ce faire, nous visons :

- à continuer d'accroître notre part de marché au Canada en élargissant nos réseaux de distribution, en proposant de nouveaux produits, en améliorant les produits existants et en offrant les produits par l'intermédiaire des réseaux de distribution existants;
- à créer des débouchés dans des secteurs sélectionnés de la réassurance et à élargir l'infrastructure des entités situées à l'étranger et des activités au Canada, de manière à servir le marché des particuliers jouissant d'un avoir net élevé;
- à continuer d'accroître nos activités aux États-Unis;
- à maximiser l'efficience en intégrant les systèmes, les services et les structures de tous nos secteurs d'activité en Amérique du Nord.

Rendement financier de base (1)

Le bénéfice net, selon la comptabilité de caisse, a grimpé de 83 % et le bénéfice net a progressé de 68 % par rapport à l'an dernier. N'eût été l'incidence des attaques terroristes du 11 septembre aux États-Unis sur nos activités de réassurance et d'assurance-voyage, le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) et le bénéfice net auraient été plus élevés d'environ 30 millions de dollars à l'exercice 2001. L'importante croissance enregistrée en 2001 est principalement attribuable à l'acquisition de RBC Liberty Insurance, en novembre 2000. Même en excluant cette acquisition, le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) et le bénéfice net auraient progressé respectivement de 45 % et de 40 %, résultats qui reflètent les solides rendements enregistrés au Canada dans les secteurs de l'assurance-vie, de l'assurance des créanciers et de l'assurance-voyage.

Des activités bien diversifiées

La répartition de nos produits et de nos services en trois divisions (assurance-vie, assurances autres que l'assurance-vie et services tarifés) nous procure une vaste présence dans l'industrie de l'assurance et aussi une bonne diversification sur le plan géographique.

PRIMES ET DÉPÔTS PAR DIVISION (en millions de dollars canadiens)

Les primes et les dépôts ont affiché une hausse de 50 % par rapport à l'exercice 2000, et une hausse de 15 % en excluant les primes et dépôts de 421 millions de dollars attribuables à RBC Liberty Insurance. Les revenus ont augmenté de 119 %, ou 27 % si l'on exclut l'ajout de RBC Liberty Insurance.

Le profit économique s'est établi à 72 millions de dollars; le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) s'est établi à 21,9 %, et le rendement des capitaux propres, à 20,0 %. Le profit économique, le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) et le rendement des capitaux propres reflètent le montant de 500 millions de dollars supplémentaires en capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires qui a été affecté au secteur en 2001. De ce montant, une tranche de 70 millions de dollars est liée à l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de RBC Liberty Insurance.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Primes et dépôts	50 %	**1 812 $**	1 208 $
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises	54	**1 419**	923
Commissions/Autres	983	**130**	12
Moins : Prestations versées aux titulaires de police	57	**985**	626
Moins : Coûts d'acquisition des polices	56	**228**	146
	106	**336**	163
Revenu net d'intérêt	145	**206**	84
Revenus bruts	119	**542**	247
Frais autres que d'intérêt	117	**375**	173
Bénéfice net avant impôts	126	**167**	74
Charge d'impôts	79	**(6)**	(29)
Bénéfice net	68 %	**173 $**	103 $
Bénéfice net, selon la comptabilité de caisse	83 %	**188 $**	103 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) en pourcentage du bénéfice net total (selon la comptabilité de caisse) de la Banque	300 p.b.	**7 %**	4 %
Rendement des capitaux propres	(1 860)p.b.	**20,0 %**	38,6 %
Rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse)	(1 750)p.b.	**21,9 %**	39,4 %
Profit économique	7 %	**72 $**	67 $
Actif moyen	186	**6 300**	2 200
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	167	**800**	300
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	96	**2 583**	1 318

(1) Il n'y avait aucun élément exceptionnel en 2000 ni en 2001 pour le secteur Assurance; par conséquent, les résultats de base sont identiques aux résultats déclarés.

Perspectives pour 2002

Nous prévoyons que la croissance du secteur Assurance se poursuivra à un bon rythme en 2002, car les cycles économiques ont moins de répercussions sur l'industrie de l'assurance que sur les autres industries, et parce que nos gammes de produits et nos réseaux de distribution sont bien diversifiés. Bien que les événements du 11 septembre soient susceptibles d'affaiblir encore les activités de réassurance, une hausse éventuelle des primes pourrait compenser en partie cet affaiblissement.

Stratégie par division

Rendement financier de base par division

Assurance-vie

Notre division Assurance-vie offre aux particuliers et aux entreprises une vaste gamme de produits individuels et collectifs d'assurance-vie, d'assurance maladie et d'assurance des créanciers au Canada et aux États-Unis, ainsi que des services de rétrocession de contrats d'assurance-vie à l'intention des entreprises situées partout dans le monde.

Au Canada, nos produits d'assurances vie et maladie sont distribués au moyen d'un réseau regroupant plus de 5 000 courtiers indépendants, près de 400 agents exclusifs et une unité de vente directe. Aux États-Unis, la société Liberty Life Insurance Company, dont le siège est à Greenville, en Caroline du Sud, offre des produits d'assurance vie et maladie par l'entremise d'une équipe de vente exclusive qui compte 650 agents; la société offre aussi des produits simplifiés par l'intermédiaire de réseaux de vente directe.

Notre objectif est de poursuivre le développement de nos activités d'assurance-vie grâce à l'élargissement de notre clientèle et à l'expansion de notre gamme de produits et de services. Pour ce faire, nous comptons améliorer nos réseaux de distribution, créer de nouveaux produits offrant une protection complète et examiner les possibilités de pénétration de nouveaux marchés.

La croissance de 53 % des primes et des dépôts et celle de 110 % des revenus sont largement attribuables à l'acquisition de RBC Liberty Insurance. Sans les résultats de cette dernière, les primes et les dépôts auraient été en hausse de 7 % et les revenus, de 38 %, reflétant la solide croissance continue des activités canadiennes d'assurance-vie, d'assurance des créanciers et d'assurance-invalidité.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Primes et dépôts	53 %	**1 393 $**	912 $
Revenus bruts	110	**450**	214
Actif moyen	194	**5 300**	1 800
Clients			
Nombre de polices d'assurances vie et maladie en vigueur au Canada (en milliers)	7	**2 645**	2 475
Nombre de polices d'assurance-vie aux États-Unis (en milliers)	n.s.	**2 600**	–
Biens sous gestion aux États-Unis	n.s.	**375**	–
Nombre d'agents aux États-Unis	n.s.	**718**	–

n.s. non significatif

Assurances autres que l'assurance-vie

Les assurances autres que l'assurance-vie comprennent les assurances habitation, automobile et voyage, ainsi que les produits de réassurance IARD; elles sont offertes aux particuliers et aux entreprises au Canada, ainsi que sur certains marchés à l'étranger.

Nous offrons aux Canadiens une vaste gamme de produits d'assurance automobile et habitation aux particuliers, aux employés et à certains groupes, par l'intermédiaire de réseaux de vente directe. Les produits d'assurance-voyage, qui sont vendus par l'intermédiaire d'agents de voyage et de banques, comprennent l'assurance-annulation, l'assistance médicale à l'étranger et l'assurance-bagages.

Nous participons au secteur de la réassurance IARD en assumant une part du risque lié aux polices d'assurance de biens et de catastrophes établies par d'autres sociétés d'assurances. La plupart de nos activités dans ce secteur nous proviennent de sociétés d'assurances situées aux États-Unis et en Europe.

Notre objectif est d'accroître les activités de cette division en continuant d'intensifier nos activités d'assurances habitation et automobile au pays et en procédant à une expansion sélective de notre portefeuille de réassurance IARD.

Les primes et les dépôts ont crû de 27 %, tandis que les revenus ont décliné de 17 %, ce qui reflète l'incidence des événements du 11 septembre sur les activités de réassurance IARD et d'assurance-voyage.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Primes et dépôts	27 %	**363 $**	286 $
Revenus bruts	(17)	**25**	30
Actif moyen	133	**700**	300
Clients			
Assurances habitation et automobile – polices d'assurance des particuliers en vigueur (en milliers)	70	**68**	40
Assurance-voyage – nombre de couvertures (en milliers)	2	**2 510**	2 471

Activités liées aux services tarifés

Nous participons à un certain nombre d'autres activités d'assurance clés et d'activités connexes qui génèrent des revenus provenant des services tarifés. Ces activités comprennent les services d'assistance aux voyageurs, les services de réassurance structurés et un réseau de distribution exclusif.

Nos services d'assistance aux voyageurs et d'aide en cas d'urgence sont fournis par Assistance aux Assurés Inc., qui coordonne la prestation de soins médicaux et de services d'évacuation et de transport aux clients aux prises avec une urgence durant un voyage.

Aux États-Unis, nos activités liées aux services tarifés comprennent notamment des services d'impartition et des systèmes logiciels et administratifs offerts par l'entremise de Liberty Insurance Services Corporation (LIS). L'unité d'impartition des processus d'affaires de LIS fait la prestation de services comme la prise ferme, la facturation et le recouvrement ainsi que le traitement des demandes de règlement pour près de quatre millions de polices administrées. L'unité des solutions logicielles met au point des applications sur le Web servant à l'administration des assurances vie et maladie, des rentes et de la réassurance. Ensemble, ces deux unités possèdent plus de 200 sites clients et sont au service de sociétés d'assurances nationales, étrangères et multinationales partout dans le monde.

Notre but est de continuer à tirer profit de notre infrastructure et de notre technologie déjà en place et d'améliorer les programmes existants afin de faire progresser les activités de cette division.

Les primes et les dépôts ont enregistré une hausse de 409 % en raison de la croissance des activités de réassurance structurées. Les revenus ont augmenté considérablement, mais exclusion faite des résultats de RBC Liberty Insurance, les revenus auraient plutôt reculé de 9 millions de dollars par rapport à 2000, reflétant les répercussions des événements du 11 septembre sur les activités de réassurance structurées.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Primes et dépôts	409 %	**56 $**	11 $
Revenus bruts	n.s.	**67**	2
Actif moyen	200	**300**	100
Clients			
Réseau des agences – Nombre d'agents	14	**455**	400
Assistance aux Assurés – Nombre d'appels (en milliers)	41	**699**	495
Nombre de polices administrées aux États-Unis (en milliers)	n.s.	**4 342**	–

n.s. non significatif

Gestion de patrimoine

Profil

Le secteur Gestion de patrimoine offre aux particuliers au Canada, aux États-Unis et à l'étranger les services suivants : courtage à escompte et traditionnel, planification financière, services-conseils en matière de placement, services fiduciaires, services bancaires de gestion privée, fonds communs de placement et services de gestion des placements. Les produits et les services sont offerts au moyen du réseau de succursales de la Banque au Canada, des bureaux de RBC Investissements, des bureaux de gestion privée et d'autres emplacements situés partout au monde. Ils sont également offerts par Internet et par téléphone. Grâce aux acquisitions effectuées récemment, les clients aux États-Unis bénéficient principalement de services de courtage traditionnel dans 41 États. Nos services sont axés sur la clientèle et nous accordons une grande importance à la gestion de nos relations, de manière à fournir aux clients partout au monde un choix exhaustif de solutions financières exclusives ou offertes par l'entremise de tiers.

En octobre 2001, nous avons restructuré nos réseaux de distribution de manière à mieux servir nos clients en leur offrant des solutions complètes et intégrées, tout en augmentant le rendement pour les actionnaires. La Gestion de patrimoine, qui exerce les activités de planification financière conjointement avec les Services aux particuliers et aux entreprises, regroupera désormais également les services de courtage au Canada et à l'étranger (qui comprennent les services de courtage à escompte et traditionnel), la Gestion privée globale (qui regroupe la Gestion privée globale, RBC Conseils privés, la Gestion privée nationale et les activités fiduciaires destinées aux particuliers au Canada), la Gestion mondiale d'actifs et la Gestion de patrimoine aux États-Unis (y compris RBC Dain Rauscher et Tucker Anthony Sutro, une société acquise récemment).

Stratégie

Nous demeurerons le partenaire de confiance des particuliers qui font affaire avec nous en leur offrant des services financiers personnalisés et exhaustifs. Par ailleurs,

- nous continuerons de définir et de segmenter notre clientèle de manière à personnaliser nos réseaux de distribution et à créer des solutions de placement appropriées;
- nous deviendrons le leader du marché de la planification financière;
- nous protégerons et augmenterons nos activités au pays tout en procédant à l'expansion de nos réseaux de distribution aux États-Unis et au Royaume-Uni.
- nous étendrons nos possibilités de distribution et de placement en tirant parti des pratiques commerciales au sein du secteur et en utilisant la technologie de façon stratégique, de manière à offrir aux clients des services améliorés;
- nous attirerons et garderons à notre emploi les meilleures personnes et leur donnerons la possibilité de s'épanouir professionnellement en créant un environnement stimulant et en leur offrant des avantages concurrentiels;
- nous gérerons l'exposition au risque de façon proactive et encouragerons tous les employés à faire preuve d'un engagement et d'une vigilance accrus.

Accent sur les activités internationales

Grâce à RBC Dain Rauscher, qui nous permet d'intensifier notre présence aux États-Unis, les revenus du secteur Gestion de patrimoine sont encore plus diversifiés.

REVENUS DE BASE PAR DIVISION
(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)

Rendement financier de base (1)

Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base et le bénéfice net de base de la Gestion de patrimoine ont chuté respectivement de 19 % et de 43 % par rapport à 2000. Ces réductions sont imputables principalement à la faiblesse des marchés financiers et aux charges liées à l'acquisition de RBC Dain Rauscher. En excluant les résultats de RBC Dain Rauscher, acquise en janvier 2001, le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base et le bénéfice net de base auraient reculé respectivement de 12 % et de 26 %.

Les revenus de base ont augmenté de 23 %, et les charges, de 46 % par rapport à l'an dernier. L'acquisition de RBC Dain Rauscher a largement contribué à cette croissance. En excluant l'acquisition de RBC Dain Rauscher, les revenus de base et les charges auraient chuté de 10 % et de 4 %, respectivement.

Le profit économique s'est établi à 97 millions de dollars, le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de base s'est chiffré à 18,4 % et le rendement des capitaux propres de base s'est établi à 11,9 %. Les baisses du profit économique, du rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de base et du rendement des capitaux propres de base reflètent les facteurs dont il est fait mention ci-dessus ainsi que le montant de 1,0 milliard de dollars supplémentaires en capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires qui a été affecté au secteur en 2001. De ce montant, une tranche de 540 millions de dollars est liée à l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de RBC Dain Rauscher.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	**2001** (2)	2000
Revenu net d'intérêt	7 %	**384 $**	359 $
Revenus autres que d'intérêt	26	**2 691**	2 138
Revenus bruts	23	**3 075**	2 497
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	300	**2**	(1)
Total	300	**2**	(1)
Frais autres que d'intérêt	46	**2 691**	1 846
Bénéfice net avant impôts	(41)	**382**	652
Charge d'impôts	(38)	**148**	239
Bénéfice net	(43)%	**234 $**	413 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	(19)%	**352 $**	437 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) en pourcentage du bénéfice net total (selon la comptabilité de caisse) de la Banque	(500)p.b.	**14 %**	19 %
Rendement des capitaux propres	(3 590)p.b.	**11,9 %**	47,8 %
Rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse)	(3 240)p.b.	**18,4 %**	50,8 %
Profit économique	(69)%	**97 $**	309 $
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	125	**1 800**	800
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	39	**10 512**	7 553

(1) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 décrits au tableau 4, à la page 20.
(2) Les résultats de 2001 incluent les résultats de RBC Dain Rauscher, une société acquise le 10 janvier 2001, pour une période de moins de 10 mois, mais ils excluent les résultats de Tucker Anthony Sutro, acquise le 31 octobre 2001.

Perspectives pour 2002

L'inclusion des résultats de RBC Dain Rauscher et de Tucker Anthony Sutro, une société acquise récemment, pour un exercice complet alimentera la croissance des revenus en 2002. La vente de Gestion Placements TR Inc. ne devrait avoir qu'une incidence négligeable sur la croissance des revenus. Toutefois, comme la croissance économique ne reprendra probablement pas avant le deuxième semestre de 2002, la Gestion de patrimoine aura de la difficulté à augmenter son bénéfice net (selon la comptabilité de caisse). Afin de réduire la volatilité du bénéfice découlant de la nature imprévisible des marchés financiers, nous continuerons de nous concentrer sur les services tarifés en fonction de la valeur des actifs plutôt que des volumes d'opérations. Nous allons également mettre en œuvre un certain nombre de programmes de compression des coûts en 2002, qui devraient nous faire réaliser des économies, tout comme les synergies qui découleront de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro et de RBC Dain Rauscher.

Stratégie par division

Groupe canadien des services aux particuliers

Ce groupe comprend Actions en direct (services de courtage à escompte), la division Services aux particuliers (services de courtage traditionnel), la planification financière, RBC Conseils privés et les services fiduciaires aux particuliers. Il constitue le réseau de distribution canadien à l'intention des particuliers qui accumulent et conservent des fortunes, des investisseurs ayant besoin de solutions financières exhaustives fournies par des conseillers, et des investisseurs autonomes. Les services sont offerts par plus de 180 représentants en placement, plus de 1 460 conseillers en placement, 370 planificateurs financiers accrédités, 60 conseillers financiers et 80 administrateurs fiduciaires. Ils sont également fournis par téléphone et par Internet. Nous devons assurer la croissance continue de nos activités au Canada pour tirer parti de nos marchés aux États-Unis, en Amérique latine et en Europe. Notre objectif est de continuer d'améliorer nos relations-clients tout en restructurant nos services de courtage à escompte en fonction du marché actuel. Grâce à nos nouvelles activités de planification financière exercées conjointement avec les Services aux particuliers et aux entreprises, nous serons en mesure de répondre aux besoins de tous les Canadiens en matière de placement, quelle que soit leur situation (nouvellement fortunés, fortunés, avoir net élevé ou avoir net très élevé).

RBC Dain Rauscher

RBC Dain Rauscher, une société de Minneapolis acquise en janvier 2001, aide les particuliers aux États-Unis à déterminer et à atteindre leurs objectifs financiers. Notre but consiste à devenir un partenaire de confiance de particuliers fortunés dans des marchés choisis en leur offrant des services financiers exhaustifs et personnalisés. Le 31 octobre 2001, nous avons finalisé l'acquisition de Tucker Anthony Sutro, une société de Boston, que nous entendons fusionner avec RBC Dain Rauscher, créant ainsi la neuvième maison de courtage traditionnel en importance aux États-Unis, qui offrira des services aux particuliers dans tout le pays par l'entremise de près de 2 100 conseillers en placement. Les charges liées à l'acquisition et au regroupement de RBC Dain Rauscher se sont élevées à 125 millions de dollars en 2001 et devraient s'établir à 60 millions en 2002. Nos objectifs pour 2002 sont d'intégrer les activités de Tucker Anthony Sutro, d'accroître notre part de marché dans des régions géographiques choisies et d'assurer notre croissance interne sur les marchés où la Banque offre déjà des services.

Gestion privée globale

Cette unité à vocation internationale offre des services de gestion privée, des services fiduciaires et des services-conseils en matière de placement à des clients qui disposent d'un avoir net élevé dans plus de 100 pays. Notre objectif de 2002 est d'accroître les revenus en tirant parti des possibilités de distribution de la Banque en Amérique du Nord et en explorant des acquisitions possibles en Europe. Nous annoncions récemment l'intégration des services fiduciaires au Canada, de RBC Conseils privés, des activités de gestion privée au pays et de la Gestion privée globale (l'unité internationale). Cette intégration favorisera la mise en marché de solutions et de produits tant exclusifs que de tierce partie. Elle encouragera aussi la création de services pleinement intégrés à l'échelle internationale et donnera lieu à une synergie sur le plan des coûts en 2002.

Gestion mondiale d'actifs

Cette unité, qui regroupe la Gestion de portefeuilles et Fonds d'investissement Royal, gère plus de 34 milliards de dollars en fonds communs de placement exclusifs et fournit des produits et des services de gestion de placements aux particuliers et aux clients institutionnels situés au Canada et à l'étranger, par l'intermédiaire de RBC Banque Royale et des activités de distribution de RBC Investissements ainsi que par l'entremise de distributeurs externes. Notre gamme de fonds communs de placement et d'autres produits de mise en commun comprend un vaste choix de solutions de placement, notamment des fonds du marché monétaire, des fonds à revenu fixe, des fonds équilibrés et des fonds d'actions, ainsi que d'autres produits de placement. Nos fonds d'actions canadiennes, américaines et internationales offrent des possibilités de placement dans tous les principaux secteurs d'activité au monde. Gestion Placements TR Inc., notre branche de gestion des caisses de retraite institutionnelles, dont les biens sous gestion se chiffraient à 30 milliards de dollars au 31 juillet 2001, a été vendue le 15 août 2001, ce qui nous permet de concentrer nos efforts sur les activités de gestion des biens qui offrent un meilleur potentiel de croissance. Notre objectif de 2002 est d'élargir les réseaux de distribution des services de gestion de placements et des produits de fonds communs de placement.

Rendement financier de base par division

Les revenus de base ont progressé de 23 % par rapport à l'an dernier, en raison de l'acquisition de RBC Dain Rauscher. En excluant les résultats de RBC Dain Rauscher, les revenus de base auraient chuté de 10 % en raison de la baisse des revenus provenant des opérations et des services tarifés, baisse reflétant la faiblesse des marchés financiers en 2001.

Revenus de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Groupe canadien des services aux particuliers (1)	(15)%	**1 298 $**	1 527 $
RBC Dain Rauscher (2)	n.s.	**829**	–
Gestion privée globale (3)	–	**392**	391
Gestion mondiale d'actifs (1), (3)	(2)	**550**	563
Autres (4)	(63)	**6**	16
	23 %	**3 075 $**	2 497 $

(1) Les revenus de 2000 ont été retraités pour refléter le reclassement des revenus découlant des services fiduciaires aux particuliers, qui sont maintenant présentés dans le secteur Groupe canadien des services aux particuliers plutôt que dans la Gestion mondiale d'actifs.
(2) L'acquisition de RBC Dain Rauscher a eu lieu le 10 janvier 2001, et celle de Tucker Anthony Sutro, le 31 octobre 2001. Les résultats présentés dans le tableau ci-dessus excluent les revenus attribuables à Tucker Anthony Sutro.
(3) Les résultats de 2000 ont été retraités pour refléter le reclassement des unités opérationnelles effectué en 2001. Les revenus provenant de Gestion Placements TR Inc. ont été inclus dans les résultats jusqu'au 15 août 2001.
(4) Les revenus de 2000 incluent les revenus découlant des activités liées aux régimes collectifs de retraite (vendues en janvier 2001) et des activités de Bull & Bear Securities Inc. (société vendue en juin 2001), ainsi que d'autres revenus divers.
n.s. non significatif

Les biens administrés ont augmenté de 59 % par rapport à l'exercice 2000. L'ajout des biens administrés de RBC Dain Rauscher et de Tucker Anthony Sutro a largement compensé la baisse des biens administrés du Groupe canadien des services aux particuliers et de la Gestion privée globale, baisse imputable à la chute des valeurs du marché. Les biens administrés des institutions ont progressé de 12 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat reflète les nouvelles activités à l'île de Jersey et l'appréciation de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

Biens administrés

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	**2001**	2000 (2)
Particuliers			
Groupe canadien des services aux particuliers	(9)%	**137 300 $**	151 200 $
RBC Dain Rauscher (1)	n.s.	**157 000**	–
Gestion privée globale	(5)	**52 300**	54 900
Total – particuliers	68	**346 600**	206 100
Institutions	12	**47 100**	42 200
	59 %	**393 700 $**	248 300 $

(1) L'acquisition de RBC Dain Rauscher a eu lieu le 10 janvier 2001. Ces résultats incluent Tucker Anthony Sutro, une société acquise le 31 octobre 2001, dont les biens administrés se chiffrent à 70,8 milliards de dollars.
(2) Les résultats de 2000 ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice en cours.
n.s. non significatif

Les biens sous gestion ont connu une croissance de 11 % par rapport à l'an dernier. Cette hausse est attribuable à une augmentation importante des biens sous gestion des particuliers liés à l'acquisition de RBC Dain Rauscher et de Tucker Anthony Sutro. Le recul des biens sous gestion des institutions reflète la vente, en août 2001, de Gestion Placements TR Inc., une société dont les biens sous gestion se chiffraient à 30 milliards de dollars. Les biens sous gestion des fonds communs de placement sont demeurés stables malgré la chute de valeur des biens découlant de la faiblesse des marchés, car l'intérêt des investisseurs pour les fonds du marché monétaire s'est accru.

Biens sous gestion

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Particuliers (1)	139 %	**51 400 $**	21 500 $
Institutions (1), (2)	(54)	**16 950**	36 700
Fonds communs de placement	1	**34 550**	34 100
	11 %	**102 900 $**	92 300 $

(1) L'acquisition de RBC Dain Rauscher a eu lieu le 10 janvier 2001. Ces résultats incluent Tucker Anthony Sutro, une société acquise le 31 octobre 2001. Les biens sous gestion des particuliers attribuables à RBC Dain Rauscher et à Tucker Anthony Sutro s'établissaient à 33,1 milliards de dollars. Les biens sous gestion institutionnels attribuables à RBC Dain Rauscher se chiffraient à 10,6 milliards de dollars.
(2) Gestion Placements TR a été vendue le 15 août 2001.

Grande entreprise et marchés des capitaux

Profil

Exploité sous la bannière RBC Marchés des Capitaux, le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux offre des services aux entreprises, aux gouvernements et aux institutions situés en Amérique du Nord, ainsi que des produits choisis dans des industries ciblées à l'échelle internationale. La société, dont le siège se trouve à Toronto, possède des centres d'expertise clés à Minneapolis, à New York et à Londres, et des bureaux dans 29 autres villes. Le secteur offre des services d'expert destinés aux secteurs de l'énergie, des communications, des soins de santé et de la technologie en Amérique du Nord, ainsi que des services d'expert destinés au secteur des ressources à l'échelle mondiale. Il fournit par ailleurs des services concurrentiels sur le plan international en matière de titres canadiens, de produits dérivés sur actions et de produits dérivés de crédit, de fusions et d'acquisitions d'entreprises, de financement structuré, d'opérations de change et d'euro-obligations.

En 2001, le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux regroupait trois divisions opérationnelles – Banque internationale, Actions internationales et Marchés internationaux – ainsi que Dain Rauscher Wessels (DRW), sa division des marchés des actions aux États-Unis. Nous avons annoncé une restructuration, prenant effet le 1er novembre 2001, qui permettra d'assurer notre croissance future sur le continent (voir les points saillants présentés à la page 12).

Stratégie

Voici les stratégies clés du secteur Grande entreprise et marchés des capitaux :

- Développer de solides activités en Amérique du Nord en augmentant notre position dans des secteurs ciblés aux États-Unis, tels que l'énergie, la technologie, la biotechnologie, les soins de santé, les produits de grande consommation et les institutions financières; maintenir notre position de prestataire de services traditionnels sur tous nos marchés canadiens.
- Accroître notre pénétration du marché de titrisation des actifs au moyen d'une structure mondiale incluant des produits à terme, et élargir notre part des marchés des titres d'emprunt à rendement élevé et des actifs non traditionnels aux États-Unis.
- Établir, à l'échelle mondiale, des créneaux à l'égard des activités de négociation, de distribution et de structuration.

Rendement financier de base (1)

Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base du secteur Grande entreprise et marchés des capitaux a diminué de 21 %, et le bénéfice net de base a reculé de 25 % par rapport à l'an dernier. Ce repli reflète l'augmentation de 316 millions de dollars de la provision pour pertes sur créances, qui est imputable principalement au portefeuille des télécommunications aux États-Unis, ainsi que la faiblesse des marchés financiers et l'acquisition de DRW. En excluant l'acquisition de DRW, le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base et le bénéfice net de base auraient reculé respectivement de 9 % et de 8 %.

Vigueur attribuable à la diversification des revenus

Notre diversification par gamme d'activités et l'acquisition de Dain Rauscher Wessels nous ont permis de réaliser une forte croissance des revenus de par rapport à l'an dernier, en dépit de la faiblesse des marchés financiers.

REVENUS DE BASE PAR DIVISION
(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)

Les revenus ont progressé de 19 %, et les charges, de 24 %, par rapport à 2000. En excluant les résultats de DRW, les revenus auraient augmenté de 9 %, et les charges auraient reculé de 2 %. Le revenu net d'intérêt s'est relevé par rapport à l'exercice 2000, en raison principalement du solide rendement des activités à revenu fixe et de la baisse des coûts de financement liés aux produits dérivés sur actions; cette dernière baisse est attribuable au recul des activités de négociation et à la baisse des taux d'intérêt en 2001.

Le profit économique s'est établi à (44) millions de dollars en 2001, tandis que le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de base s'est chiffré à 11,8 % et le rendement des capitaux propres de base, à 10,5 %. Les baisses constatées dans ces éléments sont attribuables aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus ainsi qu'au montant de 1,0 milliard de dollars supplémentaires en capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires qui a été affecté au secteur en 2001. De ce montant, une tranche de 360 millions de dollars est liée à l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de DRW.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenu net d'intérêt	898 %	**429 $**	43 $
Revenus autres que d'intérêt	3	**2 352**	2 287
Revenus bruts	19	**2 781**	2 330
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	402	**407**	81
Provision générale attribuée et provision non attribuée	(100)	**–**	10
Total	347	**407**	91
Frais autres que d'intérêt	24	**1 804**	1 456
Bénéfice net avant impôts	(27)	**570**	783
Charge d'impôts	(33)	**173**	259
Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent	(5)	**21**	22
Bénéfice net	(25)%	**376 $**	502 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	(21)%	**417 $**	527 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) en pourcentage du bénéfice net total (selon la comptabilité de caisse) de la Banque	(600)p.b.	**17 %**	23 %
Rendement des capitaux propres	(1 030)p.b.	**10,5 %**	20,8 %
Rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse)	(1 020)p.b.	**11,8 %**	22,0 %
Profit économique	(123)%	**(44)$**	194 $
Actif moyen	21	**159 500**	131 900
Moyenne des prêts et des acceptations de banque	(2)	**30 700**	31 400
Moyenne des dépôts	19	**73 600**	61 900
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	43	**3 300**	2 300
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	16	**2 954**	2 541

(1) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 décrits au tableau 4, à la page 20.

Perspectives pour 2002

Étant donné les perspectives économiques, nous nous attendons à une modeste croissance des revenus en 2002. Nous comptons poursuivre nos efforts de compression des coûts ainsi que la restructuration organisationnelle qui vise à améliorer notre service à la clientèle. Nous prévoyons que notre rendement en matière de coûts compensera toute faiblesse des revenus et générera une croissance modérée du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse). Le principal risque lié à nos perspectives pour 2002 est une prolongation du ralentissement économique qui pourrait se traduire par une baisse continue des volumes de transactions et par une perte de vitesse des opérations de fusion et d'acquisition, des activités de placement de nouveaux titres et des services de consultation.

Stratégie par division

Banque internationale

La division Banque internationale offre une gamme complète de produits de crédit et de produits de financement aux entreprises, y compris des services de prise ferme de titres de participation et de créance, des services de conseils et d'exécution en matière de fusions et d'acquisitions, des services de souscriptions privées, du crédit mezzanine, des prêts consortiaux et des services de titrisation des actifs et de financement structuré.

Les objectifs de 2002 sont les suivants :

- Au sein de la nouvelle division Services des marchés des capitaux (voir les points saillants, à la page 12), continuer d'offrir aux clients des services novateurs et efficaces basés sur notre savoir-faire dans le secteur, sur notre connaissance approfondie des marchés financiers et sur le vaste choix de nos produits.
- Procéder à l'intégration de nos services de banque d'investissement aux États-Unis et au Canada.
- Accroître nos services de financement structuré et de titrisation.
- Poursuivre la gestion serrée et active du risque lié au portefeuille de prêts, qui devrait réduire davantage la taille de notre portefeuille de prêts aux entreprises tout en améliorant la qualité du bénéfice tiré de ce dernier.

Rendement financier de base par division

Malgré un ralentissement important des activités de fusion d'entreprises, la division Banque internationale a généré des revenus pratiquement inchangés par rapport à l'an dernier. La baisse des revenus tirés des regroupements d'entreprises a été compensée par une hausse de 14 % des revenus tirés des prêts aux entreprises, attribuable aux écarts plus élevés, et par une augmentation des autres commissions sur prêts. La provision pour pertes sur créances s'est établie à 407 millions de dollars, en hausse par rapport à 91 millions en 2000. Ce résultat reflète principalement la détérioration des créances dans le secteur des télécommunications aux États-Unis.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	–	**852 $**	855 $
Actif moyen	–	**28 500**	28 500

Actions internationales

La division Actions internationales offre aux investisseurs institutionnels au Canada des services complets de recherche, de vente et de négociation relativement aux actions cotées et aux produits connexes, ainsi que des services de placement de nouveaux titres, et elle offre des produits structurés en Amérique du Nord et à l'étranger. Au 1er novembre 2001, nous avons procédé à l'intégration de nos services de recherche, de vente et de négociation et des activités de la division Services des marchés des capitaux.

Notre objectif est de créer en Amérique du Nord une gamme complète de produits structurés et de produits destinés aux secteurs de la technologie, des soins de santé, de l'énergie et de l'exploitation minière, et de tirer parti de l'intégration des activités de Dain Rauscher Wessels au sein des activités des Services des marchés des capitaux.

Les objectifs de 2002 sont les suivants :

- Mettre en œuvre de nouvelles activités de négociation et internationaliser une plus grande part du volume actuel de nos ordres boursiers d'ici la fin du deuxième trimestre.
- Restructurer nos activités de vente et de négociation en Europe.
- Tirer parti des fonds spéculatifs dans le cadre des activités de vente et de négociation.

Les revenus de la division Actions internationales ont chuté de 6 % par rapport à 2000. Cette baisse est imputable aux plus faibles volumes des opérations et à la volatilité réduite du marché des actions. Les activités de vente et de négociation ont subi l'effet défavorable de la faiblesse des marchés financiers, ce qui a entraîné une baisse des commissions d'intermédiaire, du placement de nouveaux titres et des revenus tirés des activités de négociation exclusives et des produits dérivés au pays, par rapport à l'an dernier. Les revenus tirés des produits dérivés de la division Actions internationales, qui ont augmenté de 24 % à l'exercice 2001, ont en partie compensé cette baisse.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	(6)%	**684 $**	731 $
Actif moyen	13	**16 100**	14 300

Marchés internationaux

La division Marchés internationaux fournit, 24 heures sur 24, des services de gestion des fonds monétaires des opérations à revenu fixe, des opérations de change et du risque de change et exploite un vaste réseau mondial de bureaux de vente et de négociation à partir de ses plaques tournantes situées à Toronto, Londres, New York et Sydney. Les services sont également fournis au moyen de FX Direct, le service de courtage en ligne de la division. Les services à revenu fixe comprennent les activités de prise ferme, de négociation et de distribution de titres d'emprunt de sociétés et de gouvernements, de produits dérivés de taux d'intérêt et de crédit, d'euro-obligations et d'obligations à rendement élevé.

Nos objectifs de 2002 sont les suivants :

- Poursuivre l'expansion de notre gamme de produits dérivés à l'échelle mondiale.
- Continuer de fournir des solutions de commerce électronique à nos clients.
- Maintenir notre position de chef de file sur les marchés canadiens et notre position concurrentielle partout dans le monde.
- Continuer de tirer parti des possibilités de services exclusifs sur le marché.

Les revenus de la division Marchés internationaux se sont chiffrés à un montant record de près de 1 milliard de dollars à l'exercice 2001, en hausse de 34 % par rapport à l'an dernier. Les revenus de toutes les gammes de produits de la division ont connu une croissance record, en particulier les services à revenu fixe et les opérations de change. Les volumes d'activité de Change en direct, notre système exclusif d'opérations de change en ligne, ont progressé de 54 % par rapport à 2000.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	34 %	**999 $**	744 $
Actif moyen	28	**114 200**	89 100

Dain Rauscher Wessels

Les fonctions de recherche de DRW sont à la base du succès que la société a obtenu relativement à ses activités de banque d'investissement, de vente et de négociation. L'accent que DRW met sur les secteurs d'activité vient compléter les domaines d'expertise de RBC Marchés des Capitaux et constitue l'un des nombreux facteurs qui assureront l'expansion des Services des marchés des capitaux en Amérique du Nord, lorsque l'intégration des activités de DRW sera achevée en 2002.

DRW, une société acquise en janvier 2001, a généré des revenus de 246 millions de dollars. De ce montant, 64 % sont attribuables aux activités de vente et de négociation d'actions aux États-Unis et le reste, aux services de banque d'investissement. DRW a mis en œuvre un certain nombre de mesures de gestion des charges durant l'exercice, et elle prévoit poursuivre ces mesures en 2002.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	n.s.	**246 $**	–
Actif moyen	n.s.	**700**	–

n.s. non significatif

Traitement des opérations

Profil

Ce secteur, qui est exploité sous la bannière RBC Services Internationaux, offre des services spécialisés de traitement des opérations aux clients du secteur privé, aux entreprises et clients institutionnels au Canada et sur des marchés internationaux choisis. Les activités principales incluent les services de garde, de correspondance bancaire et de gestion de trésorerie, ainsi que les services de paiement et le financement des opérations commerciales.

Stratégie

Les stratégies clés du secteur Traitement des opérations sont les suivantes :

- Tirer parti des relations-clients et de notre position de chef de file au Canada pour mettre au point de nouvelles activités sur des marchés choisis au pays et à l'étranger.
- Accroître les activités au moyen d'alliances, d'acquisitions et de partenariats clés.
- Aligner et concevoir de nouveaux produits et services tels que des services d'impartition en matière d'administration des fonds communs de placement.
- Poursuivre l'amélioration de nos activités de traitement et de nos systèmes afin de fournir de nouvelles possibilités et d'améliorer l'efficience, et continuer de favoriser les économies d'échelle.

Accent mis sur la stabilité et les services tarifés

Nos activités de traitement des opérations jouissent d'un bénéfice stable et présentent un énorme potentiel de croissance. Nous continuerons à diversifier davantage nos sources de revenus grâce à la prestation de services à valeur ajoutée.

REVENUS DE BASE PAR DIVISION
(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)

Rendement financier de base (1)

Le secteur Traitement des opérations a enregistré un solide rendement, son bénéfice net, selon la comptabilité de caisse, et son bénéfice net ayant progressé de 7 % par rapport à l'an dernier. L'apport du secteur continue de représenter 6 % du bénéfice net total, selon la comptabilité de caisse, de la Banque.

La croissance des revenus de 6 % enregistrée en 2001 a excédé la croissance des charges, qui s'est établie à 4 %. La croissance des revenus est en grande partie attribuable à la division Services aux investisseurs.

Le profit économique s'est établi à 85 millions de dollars; le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) et le rendement des capitaux propres se sont chiffrés respectivement à 31,1 % et à 29,4 %; les diminutions de ces deux derniers éléments par rapport à 2000 reflètent surtout le montant de 100 millions de dollars supplémentaires en capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires qui a été affecté au secteur pour contrecarrer le risque opérationnel.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenu net d'intérêt	(6)%	**150 $**	160 $
Revenus autres que d'intérêt	10	**563**	514
Revenus bruts	6	**713**	674
Recouvrement de la provision pour pertes sur créances	(90)	**2**	21
Frais autres que d'intérêt	4	**476**	459
Bénéfice net avant impôts	1	**239**	236
Charge d'impôts	(7)	**95**	102
Bénéfice net	7 %	**144 $**	134 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	7 %	**152 $**	142 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) en pourcentage du bénéfice net total (selon la comptabilité de caisse) de la Banque	– p.b.	**6 %**	6 %
Rendement des capitaux propres	(280)p.b.	**29,4 %**	32,2 %
Rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse)	(270)p.b.	**31,1 %**	33,8 %
Profit économique	5 %	**85 $**	81 $
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	25	**500**	400
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	24	**2 553**	2 061

(1) Il n'y avait aucun élément exceptionnel en 2000 ni en 2001 pour le secteur Traitement des opérations; par conséquent, les résultats de base sont identiques aux résultats déclarés.

Perspectives pour 2002

Bien que les chutes de taux d'intérêt aient eu des répercussions sur les revenus tirés des dépôts et des soldes de caisse, la plupart de nos activités liées aux services tarifés ne sont pas vraiment touchées par les fluctuations de la conjoncture. Par conséquent, en tenant compte des résultats de Perpetual Fund Services pour un exercice complet et de nos stratégies de croissance, nous prévoyons obtenir un accroissement des revenus supérieur à 10 % en 2002. Le secteur Traitement des opérations continuera de se concentrer sur la vente de services à valeur ajoutée, tels que les prêts de titres et les services-conseils relatifs aux opérations commerciales, de manière à diversifier davantage ses sources de revenus. Nous offrirons également de nouveaux services, tels que des services d'impartition liés à l'administration des fonds communs de placement, et nous tirerons profit de l'acquisition de Perpetual Fund Services.

Stratégie par division

Rendement financier de base par division

Services aux institutions et aux investisseurs

Les Services aux institutions et aux investisseurs se classent au premier rang pour les services de garde de titres canadiens, selon le volume de biens administrés, et ils sont un prestataire reconnu de services de garde de titres et de services connexes auprès des sociétés et des investisseurs institutionnels à l'échelle mondiale. La division exploite 13 bureaux dans le monde, et son réseau de services de garde internationaux s'étend sur plus de 80 marchés.

Notre objectif consiste à protéger et à étendre nos activités de base au Canada et à fournir des services aux gestionnaires de fonds, aux institutions financières et aux banques offrant des services de gestion privée. Nous tirerons parti de l'acquisition de Perpetual Fund Services, une unité opérationnelle offrant des services traditionnels, pour accélérer notre croissance en Australie et dans la région de l'Asie-Pacifique.

Notre alliance stratégique avec CI Mutual Funds nous aidera à accroître nos relations d'affaires avec les sociétés de fonds de placement, de manière à leur offrir des solutions personnalisées qui leur permettront d'améliorer leur efficience et leur compétitivité sur le marché. Nous prévoyons explorer davantage les possibilités d'offrir des services d'impartition liés à l'administration des fonds communs de placement au cours du prochain exercice.

La croissance des revenus de 11 % enregistrée en 2001 provient de la croissance des commissions provenant des nouvelles activités et des services à valeur ajoutée. Les biens administrés ont augmenté de 2 % par rapport à l'exercice 2000. L'acquisition de Perpetual Fund Services a occasionné une augmentation de 60 milliards de dollars des biens administrés en 2001, mais l'incidence de la chute du marché des actions sur les biens administrés annule en grande partie cette augmentation.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	11 %	**398 $**	360 $
Biens administrés	2	**936 700**	920 000

Institutions financières

Cette division offre une gamme complète de services de correspondance bancaire aux banques partout au monde et aux maisons de courtage au Canada. Les services comprennent également la gestion de trésorerie, les paiements, la compensation, la négociation, les opérations de change, les prêts de produits dérivés, les prêts de titres, la garde et le règlement des titres, ainsi que le financement structuré.

Nous tirerons profit de nos relations-clients et de notre position de chef de file sur le marché des opérations de compensation effectuées en dollars canadiens, de manière à créer de nouvelles activités sur des marchés ciblés à l'échelle internationale et à offrir à nos clients des services à valeur ajoutée.

Au cours de 2002, nous poursuivrons nos efforts visant à obtenir plus de 50 % des mandats accordés au Canada relativement au système CLS (Continuous Linked Settlement).

Les revenus ont reculé de 4 % par rapport à l'exercice 2000, en raison principalement du reclassement, effectué en 2000, de certains revenus, qui sont maintenant présentés dans le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux plutôt que dans le secteur Traitement des opérations. Hormis ce reclassement, les revenus auraient augmenté de 4 %, résultat qui reflète une croissance des commissions contrebalancée en partie par la réduction des écarts relatifs aux dépôts et aux prêts.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	(4)%	**113 $**	118 $
Actif moyen	67	**2 000**	1 200
Moyenne des dépôts	–	**1 700**	1 700

Gestion de trésorerie et commerce

La division Gestion de trésorerie et commerce fournit des services de gestion de trésorerie aux PME ainsi qu'aux clients du secteur privé, aux entreprises et aux clients du secteur public; les services comptent notamment une vaste gamme de solutions de commerce électronique et de technologies basées sur le Web. Notre équipe responsable du commerce offre aux importateurs et exportateurs, tant au Canada qu'à l'étranger, divers produits, services et services-conseils liés aux opérations commerciales. Notre centre de paiements offre un nombre important de services de paiement au pays et à l'étranger pour des clients situés partout dans le monde, et il constitue le plus important centre de traitement de paiements effectués en dollars canadiens au pays.

Nous nous engageons à répondre aux besoins changeants de nos clients commerciaux en leur offrant des produits par l'intermédiaire de divers réseaux. L'un de nos projets clés en cours vise la conception d'une plateforme électronique de gestion de trésorerie sur le Web qui soit solide et extensible et qui permettra le lancement continu de produits et de services électroniques pour nos clients commerciaux.

Nos activités en matière de commerce sont biens positionnées pour que nous puissions profiter des nouvelles tendances en matière d'opérations commerciales et pour tirer parti d'alliances afin de générer de nouvelles sources de revenus en Amérique du Nord et à l'étranger.

Les revenus ont progressé de 3 % par rapport à l'exercice 2000, car la croissance de 11 % des revenus provenant des services tarifés a compensé la chute de 9 % du revenu net d'intérêt. La baisse des taux d'intérêt à court terme en 2001 a influé sur les écarts liés aux soldes de dépôts. Les volumes de paiement ont augmenté de 17 % tandis que le taux d'erreurs de paiement a poursuivi son recul.

Résultats de base

(en millions de dollars canadiens, volumes en milliers)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	3 %	**202 $**	196 $
Moyenne des dépôts	3	**6 000**	5 800
Volumes de paiement	17	**4 900**	4 200
Erreurs de paiement (par tranche de 10 000 paiements)	(1)	**0,81**	0,82

Priorité financière : croissance et diversification des revenus

Points saillants

- Croissance des revenus (d'exploitation) de base de 19 %, qui reflète les acquisitions
- Croissance des revenus d'exploitation de 3 % en excluant les acquisitions
- Revenu net d'intérêt en hausse de 23 %
- Marge nette d'intérêt de 1,97 %, en hausse de 10 points de base
- Revenus autres que d'intérêt de base en hausse de 15 %
- Revenus autres que d'intérêt de base représentant 54 % du total des revenus

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a progressé de 23 % par rapport à l'exercice 2000, pour s'établir à 6,5 milliards de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable à l'accroissement des volumes d'actifs productifs d'intérêt, en particulier les prêts de détail et les actifs découlant des acquisitions effectuées au cours de la dernière année. En excluant l'incidence des acquisitions récentes (Centura, Dain Rauscher, Liberty et Prism Financial), le revenu net d'intérêt aurait augmenté de 14 %.

Le revenu net d'intérêt a également progressé en raison de la baisse des coûts de financement liés au portefeuille de produits dérivés sur actions, baisse attribuable à la chute des taux d'intérêt. Les revenus tirés des activités de négociation liées au portefeuille de produits dérivés sur actions sont inscrits dans les revenus autres que d'intérêt.

Comme l'indique le tableau 6 ci-dessous, la marge nette d'intérêt a augmenté de 10 points de base par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 1,97 %, car les avantages d'une marge nette d'intérêt plus élevée relativement à RBC Centura et la baisse des coûts de financement liés aux produits dérivés sur actions à l'échelle internationale ont largement compensé le resserrement de l'écart moindre entre le taux préférentiel et les coûts de financement liés aux dépôts de base; cet écart découle d'une chute du taux préférentiel moyen au Canada, lequel est passé de 7,05 % à l'exercice 2000 à 6,56 %.

TABLEAU 6 Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	1999
Actif moyen	**331 600 $**	284 100 $	270 000 $
Revenu net d'intérêt (1)	**6 529**	5 307	5 152
Marge nette d'intérêt (2)	**1,97 %**	1,87 %	1,91 %

(1) Selon l'équivalent imposable.
(2) Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable, exprimé en pourcentage de la moyenne du total de l'actif.

Solide croissance des revenus de base

Notre expansion à l'échelle internationale et la diversification de nos activités ont donné lieu à une croissance des revenus de base de 19 % en 2001. Taux de croissance annualisé de 11,5 %.

(1) En excluant les éléments exceptionnels, selon l'équivalent imposable.

Revenus autres que d'intérêt de base

Comme l'indique le tableau 9 de la page 35, les revenus autres que d'intérêt de base (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 4, à la page 20) se sont chiffrés à 7,7 milliards de dollars, en hausse de 1 milliard, ou 15 %, par rapport à l'exercice 2000. Ce résultat reflète les acquisitions effectuées. Les revenus autres que d'intérêt de base ont représenté 54 % du total des revenus de base, en baisse par rapport à 56 % en 2000. Ce résultat est attribuable à l'acquisition de Centura, qui tire du revenu net d'intérêt un pourcentage plus élevé de ses revenus que la Banque.

Les revenus autres que d'intérêt de base des Services aux particuliers et aux entreprises se sont accrus de 11 %, ceux du secteur Assurance ont augmenté de 106 %, ceux de la Gestion de patrimoine ont progressé de 26 %, et ceux du secteur Grande entreprise et marchés des capitaux ont augmenté de 3 %, résultats qui reflètent en partie les acquisitions effectuées. Les revenus autres que d'intérêt du secteur Traitement des opérations ont grimpé de 10 %. En excluant l'incidence des acquisitions, les revenus autres que d'intérêt de base ont chuté de 7 %. Bien que quatre secteurs d'exploitation aient connu une croissance de leurs revenus, cette croissance a été complètement annulée par le recul enregistré par la Gestion de patrimoine, qui a connu une importante baisse du volume des transactions effectuées par les clients, tant en ce qui concerne les services de courtage traditionnel que les services de courtage à escompte.

Toutes les sources de revenus autres que d'intérêt de base ont augmenté en 2001, à l'exception des revenus sur cartes et de la vente de valeurs mobilières. Les revenus sur cartes ont diminué de 31 %, résultat qui traduit la création de Solutions Moneris, coentreprise de services de traitement des opérations à l'intention des marchands, au cours du premier trimestre et la titrisation de soldes de cartes de crédit durant l'exercice. La quote-part de 50 % des revenus nets de Solutions Moneris revenant à la Banque a été incluse dans les revenus autres que d'intérêt en 2001. La perte à la vente de valeurs mobilières a augmenté, car la Banque a aussi dévalué certains investissements. Les revenus tirés de la titrisation ont progressé en raison de la titrisation de soldes de cartes de crédit et de soldes hypothécaires effectuée durant l'exercice, et les commissions de crédit ont progressé en raison de l'augmentation des commissions tirées des acceptations de banque. Les revenus tirés des activités d'assurance, les commissions de gestion de placements et de services de garde, les revenus tirés des activités de négociation, et les frais bancaires sur les dépôts et les paiements ont tous augmenté, en raison en partie des acquisitions effectuées. Les commissions sur le marché financier et les revenus tirés des fonds communs de placement ont tous deux connu une modeste hausse de 3 %, qui reflète l'incidence du recul des marchés financiers en 2001. Bien que Fonds d'investissement Royal ait enregistré une croissance de l'actif de plus de 300 millions de dollars en 2001, les clients ont, au cours de l'exercice, délaissé les produits générant des rendements plus élevés en faveur de fonds du marché monétaire produisant des rendements moins élevés. Les revenus autres que d'intérêt ont connu une hausse importante, en grande partie grâce aux revenus tirés des acquisitions, qui ne sont pas inclus dans les autres catégories des revenus autres que d'intérêt, de même qu'aux revenus considérablement plus élevés de RBC Prism Mortgage au cours de l'exercice.

En excluant l'incidence des acquisitions, les frais bancaires sur les dépôts et les paiements, les revenus tirés des activités d'assurance, les commissions de gestion de placements et de services de garde, les commissions de crédit et les revenus tirés des fonds communs de placement ont tous progressé par rapport à l'exercice 2000, résultat qui reflète la croissance interne. Les revenus tirés de la titrisation ont également connu une hausse, qui traduit en grande partie les activités dont il est fait mention ci-dessus. Toutefois, en excluant l'incidence des acquisitions, les commissions sur le marché financier et les revenus tirés des activités de négociation ont reculé par rapport à 2000, en raison principalement du repli des marchés des capitaux.

Perspectives

La Banque vise une croissance des revenus de base de 7 % à 10 % à l'exercice 2002. La direction croit que l'ajout des revenus de RBC Centura pour 12 mois (par rapport à leur inclusion pour 5 mois à l'exercice 2001) et la reprise prévue de l'économie au deuxième semestre de 2002 lui permettront d'atteindre cet objectif.

TABLEAU 7 Revenu net d'intérêt sur l'actif et le passif moyens

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Soldes moyens (1)			Intérêt (2)			Taux moyen		
	2001	2000	1999	**2001**	2000	1999	**2001**	2000	1999
Actif									
Dépôts à d'autres banques									
Au Canada	**415 $**	528 $	289 $	**18 $**	22 $	12 $	**4,34 %**	4,17 %	4,15 %
À l'étranger	**17 101**	14 740	15 596	**813**	802	714	**4,75**	5,44	4,58
	17 516	15 268	15 885	**831**	824	726	**4,74**	5,40	4,57
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	**53 477**	40 669	32 452	**2 143**	1 519	1 197	**4,01**	3,74	3,69
Titres destinés à la vente (3)	**21 623**	19 471	17 223	**1 170**	1 107	966	**5,41**	5,69	5,61
Titres détenus jusqu'à l'échéance	**–**	1 057	1 161	**–**	71	67	**–**	6,72	5,77
	75 100	61 197	50 836	**3 313**	2 697	2 230	**4,41**	4,41	4,39
Biens acquis en vertu de conventions de revente	**29 591**	21 729	21 769	**1 163**	1 078	893	**3,93**	4,96	4,10
Prêts (4)									
Au Canada									
Prêts hypothécaires résidentiels	**62 449**	59 860	57 979	**4 087**	3 891	3 784	**6,54**	6,50	6,53
Prêts aux particuliers	**28 089**	26 949	24 347	**2 325**	2 290	1 945	**8,28**	8,50	7,99
Prêts sur cartes de crédit	**4 586**	3 559	2 297	**556**	405	226	**12,12**	11,38	9,84
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**33 890**	34 381	33 799	**1 281**	1 506	1 399	**3,78**	4,38	4,14
	129 014	124 749	118 422	**8 249**	8 092	7 354	**6,39**	6,49	6,21
À l'étranger	**33 232**	24 927	27 705	**3 783**	3 446	3 032	**11,38**	13,82	10,94
	162 246	149 676	146 127	**12 032**	11 538	10 386	**7,42**	7,71	7,11
Total de l'actif productif d'intérêt	**284 453**	247 870	234 617	**17 339**	16 137	14 235	**6,10**	6,51	6,07
Dépôts non productifs d'intérêt à d'autres banques	**267**	162	341						
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	**9 890**	10 281	9 508						
Autres actifs	**39 025**	27 724	27 531						
Provision cumulative pour pertes sur créances	**(2 035)**	(1 937)	(1 997)						
Total de l'actif	**331 600 $**	284 100 $	270 000 $	**17 339 $**	16 137 $	14 235 $	**5,23 %**	5,68 %	5,27 %
Passif et capitaux propres									
Dépôts (5)									
Au Canada	**110 228 $**	107 533 $	104 919 $	**4 712 $**	5 060 $	4 480 $	**4,27 %**	4,71 %	4,27 %
À l'étranger	**90 459**	71 024	66 498	**4 000**	3 997	3 156	**4,42**	5,63	4,75
	200 687	178 557	171 417	**8 712**	9 057	7 636	**4,34**	5,07	4,45
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	**16 358**	14 195	15 015	**654**	656	554	**4,00**	4,62	3,69
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	**19 892**	11 873	12 169	**894**	653	532	**4,49**	5,50	4,37
Débentures subordonnées	**6 890**	5 129	4 499	**405**	344	286	**5,88**	6,71	6,36
Autres passifs portant intérêt	**3 124**	3 042	5 574	**145**	120	75	**4,63**	3,94	1,35
Total du passif portant intérêt	**246 951**	212 796	208 674	**10 810**	10 830	9 083	**4,38**	5,09	4,35
Dépôts ne portant pas intérêt	**20 732**	17 509	13 379						
Acceptations	**9 890**	10 281	9 508						
Autres passifs	**38 092**	30 811	25 958						
	315 665	271 397	257 519	**10 810**	10 830	9 083	**3,42**	3,99	3,53
Capitaux propres									
Actions privilégiées	**2 036**	1 978	2 213						
Actions ordinaires	**13 899**	10 725	10 268						
Total du passif et des capitaux propres	**331 600 $**	284 100 $	270 000 $	**10 810 $**	10 830 $	9 083 $	**3,26 %**	3,81 %	3,36 %
Revenu net d'intérêt, en pourcentage du total de l'actif moyen	**331 600 $**	284 100 $	270 000 $	**6 529 $**	5 307 $	5 152 $	**1,97 %**	1,87 %	1,91 %
Revenu net d'intérêt, en pourcentage du total de l'actif productif d'intérêt moyen									
Au Canada	**186 468 $**	180 345 $	169 167 $	**5 324 $**	4 796 $	4 402 $	**2,86 %**	2,66 %	2,60 %
À l'étranger	**97 985**	67 525	65 450	**1 205**	511	750	**1,23**	0,76	1,15
Total	**284 453 $**	247 870 $	234 617 $	**6 529 $**	5 307 $	5 152 $	**2,30 %**	2,14 %	2,20 %

(1) Calculé sur une base quotidienne.

(2) Le revenu d'intérêt comprend des commissions sur prêts de 328 millions de dollars en 2001 (274 millions en 2000; 250 millions en 1999). La majoration au montant imposable équivalent est basée sur le taux d'imposition canadien prévu par la loi de 41,5 % en 2001 (42,8 % en 2000; 43,0 % en 1999) et le taux d'imposition fédéral américain de 39,5 %.

(3) Les titres exonérés d'impôts avaient des soldes moyens de 6 752 millions de dollars (2 848 millions en 2000; 2 017 millions en 1999), des intérêts gagnés de 141 millions (63 millions en 2000; 83 millions en 1999), ainsi que des taux moyens de 2,09 % (2,21 % en 2000; 4,12 % en 1999), respectivement.

(4) Les soldes moyens comprennent les prêts à intérêts non comptabilisés.

(5) Les dépôts comprennent les dépôts d'épargne, lesquels avaient des soldes moyens de 38 milliards de dollars (34 milliards en 2000; 33 milliards en 1999), des frais d'intérêt de 0,6 milliard (0,7 milliard en 2000; 0,6 milliard en 1999), ainsi que des taux moyens de 1,58 % (2,06 % en 2000; 1,82 % en 1999), respectivement. Les dépôts comprennent également les dépôts à terme, lesquels avaient des soldes moyens de 44 milliards de dollars (38 milliards en 2000; 37 milliards en 1999), des frais d'intérêt de 2,0 milliards (2,0 milliards en 2000 et en 1999), ainsi que des taux moyens de 4,55 % (5,26 % en 2000; 5,41 % en 1999), respectivement.

TABLEAU 8 Variation du revenu net d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	**2001 sur 2000 Facteurs d'augmentation (de diminution)**			2000 sur 1999 Facteurs d'augmentation (de diminution)		
	Volume moyen (1)	**Taux moyen** (1)	**Variation nette**	Volume moyen (1)	Taux moyen (1)	Variation nette
Actif						
Dépôts à d'autres banques						
Au Canada	**(5)$**	**1 $**	**(4)$**	10 $	– $	10 $
À l'étranger	**119**	**(108)**	**11**	(41)	129	88
Valeurs mobilières						
Titres du compte de négociation	**507**	**117**	**624**	307	15	322
Titres destinés à la vente	**118**	**(55)**	**63**	128	13	141
Titres détenus jusqu'à l'échéance	**(71)**	**–**	**(71)**	(6)	10	4
Biens acquis en vertu de conventions de revente	**339**	**(254)**	**85**	(2)	187	185
Prêts						
Au Canada						
Prêts hypothécaires résidentiels	**169**	**27**	**196**	122	(15)	107
Prêts aux particuliers	**95**	**(60)**	**35**	216	129	345
Prêts sur cartes de crédit	**123**	**28**	**151**	139	40	179
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**(21)**	**(204)**	**(225)**	24	83	107
À l'étranger	**1 016**	**(679)**	**337**	(326)	740	414
Total du revenu d'intérêt	**2 389 $**	**(1 187)$**	**1 202 $**	571 $	1 331 $	1 902 $
Passif						
Dépôts						
Au Canada	**124 $**	**(472)$**	**(348)$**	114 $	466 $	580 $
À l'étranger	**962**	**(959)**	**3**	226	615	841
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	**93**	**(95)**	**(2)**	(32)	134	102
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	**377**	**(136)**	**241**	(13)	134	121
Débentures subordonnées	**107**	**(46)**	**61**	42	16	58
Autres passifs portant intérêt	**4**	**21**	**25**	(47)	92	45
Total des frais d'intérêt	**1 667**	**(1 687)**	**(20)**	290	1 457	1 747
Revenu net d'intérêt	**722 $**	**500 $**	**1 222 $**	281 $	(126)$	155 $

(1) L'écart de volume ou de taux est attribué en fonction du pourcentage des variations de soldes et de taux par rapport au total de la variation nette du revenu net d'intérêt selon l'équivalent imposable.

TABLEAU 9 Revenus autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2001	2000	1999	2001 sur 2000 Augmentation (diminution)	
Commissions sur le marché financier	**1 870 $**	1 810 $	1 209 $	**60 $**	**3 %**
Revenus tirés des activités de négociation	**1 820**	1 540	1 106	**280**	**18**
Commissions de gestion de placements et de services de garde	**895**	684	547	**211**	**31**
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	**887**	756	688	**131**	**17**
Revenus tirés de fonds communs de placement	**546**	528	479	**18**	**3**
Revenus de change autres que de négociation	**300**	299	243	**1**	**–**
Revenus sur cartes	**290**	420	362	**(130)**	**(31)**
Revenus tirés des activités d'assurance	**263**	151	174	**112**	**74**
Commissions de crédit	**237**	212	189	**25**	**12**
Revenus tirés de la titrisation	**125**	104	220	**21**	**20**
Gain (perte) résultant de l'aliénation de locaux et de matériel	**22**	(16)	(5)	**38**	**238**
Gain (perte) à la vente de valeurs mobilières	**(128)**	(11)	18	**(117)**	**n.s.**
Autres	**583**	203	156	**380**	**187**
Total des revenus autres que d'intérêt de base	**7 710**	6 680	5 386	**1 030**	**15**
Éléments exceptionnels (1)	**445**	–	105	**445**	**n.s.**
Total	**8 155 $**	6 680 $	5 491 $	**1 475 $**	**22 %**

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 4, à la page 20. Les éléments exceptionnels de 105 millions de dollars en 1999 comprenaient un gain de 95 millions à la vente de propriétés immobilières et un gain de 28 millions à la vente de valeurs mobilières, contrebalancés en partie par une réduction de valeur de 18 millions de certains placements.

n.s. non significatif

TABLEAU 10 Revenus tirés des activités de négociation

(en millions de dollars canadiens)	2001	2000	1999
Revenu net d'intérêt (1)	**(68)$**	(365)$	5 $
Revenus autres que d'intérêt (2)	**1 820**	1 540	1 106
Total	**1 752 $**	1 175 $	1 111 $
Par type de produit			
Titres de participation	**684 $**	495 $	325 $
Titres à revenu fixe et instruments du marché monétaire (3)	**726**	378	492
Contrats de change (4)	**340**	301	290
Contrats sur marchandises et sur métaux précieux	**2**	1	4
Total	**1 752 $**	1 175 $	1 111 $

(1) Comprend l'intérêt gagné sur les titres de négociation et les autres instruments monétaires détenus dans les portefeuilles de titres de négociation, moins les coûts de financement associés aux produits dérivés de négociation et aux positions de négociation.

(2) Comprend principalement les gains et les pertes réalisés et non réalisés associés aux titres de négociation, aux produits dérivés et aux contrats de change.

(3) Comprend des titres du gouvernement canadien, des titres d'emprunt de sociétés, des swaps, des options sur taux d'intérêt, des contrats à terme standardisés sur taux d'intérêt, des contrats de garantie de taux d'intérêt et des instruments monétaires connexes utilisés pour couvrir les portefeuilles de produits dérivés de négociation.

(4) Comprend les opérations de change au comptant, les contrats à terme de gré à gré, les contrats à terme standardisés et les options de change.

Revenus tirés des activités de négociation

Les revenus tirés des activités de négociation comprennent les gains et les pertes sur les valeurs mobilières et les produits dérivés que la Banque négocie activement, ou qu'elle prévoit détenir pour de brèves périodes, et qui sont évalués chaque jour à la valeur du marché. Les notes 1 et 2 du tableau 10 présenté ci-dessus décrivent les revenus tirés des activités de négociation compris dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt.

À l'exercice 2001, le total des revenus tirés des activités de négociation a augmenté de 577 millions de dollars, ou 49 %, hausse qui est partiellement attribuable aux acquisitions effectuées au cours de la dernière année. La Banque continue d'éviter de détenir d'importantes positions de négociation pour son propre compte et effectue la majorité de ses activités de négociation à la demande de clients dans les principales devises et sur les principaux marchés des pays du G7. Les revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt ont augmenté de 297 millions de dollars en 2001, des montants de 118 millions et de 28 millions, respectivement, étant attribuables au portefeuille de produits dérivés sur actions et aux acquisitions effectuées au cours de l'exercice. Ces deux derniers facteurs ont compté pour (63) millions de dollars et 318 millions, respectivement, de l'augmentation de 280 millions des revenus tirés des activités de négociation incluses dans les revenus autres que d'intérêt. Comme il est mentionné à la page 32, les coûts de financement découlant du portefeuille de dérivés internationaux sont inclus dans le revenu net d'intérêt, et les revenus sont constatés dans les revenus autres que d'intérêt.

En excluant les acquisitions, les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont reculé de 38 millions de dollars par rapport à l'exercice 2000, résultat qui reflète principalement le recul des marchés financiers en 2001.

Pour ce qui est des produits offerts, comme le montre le tableau 10 ci-dessus, les revenus tirés des contrats sur titres de participation ont progressé de 38 %, en raison principalement de la chute des coûts de financement liés aux produits dérivés sur actions. Les revenus tirés des titres de créance ont augmenté de 92 % en raison de l'aplatissement de la courbe de rendement des instruments à revenu fixe, et les revenus tirés des activités de négociation provenant des contrats de change ont progressé de 13 %.

Priorité financière : contrôle des coûts

Points saillants

- Frais autres que d'intérêt de base en hausse de 25 % par rapport à l'exercice 2000
- Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation, en excluant les acquisitions, presque inchangés par rapport à l'exercice 2000

Rendement

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les frais autres que d'intérêt de base (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 4, à la page 20) ont augmenté de 1,9 milliard de dollars, ou 25 %, par rapport à l'exercice 2000.

Les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 4, à la page 20, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et certains frais d'acquisitions tels que les frais de rémunération au titre de la rétention) ont progressé de 23 % en 2001, un montant de 176 millions de dollars en frais de rémunération au titre de la rétention étant attribuable à l'acquisition de Dain Rauscher, et les coûts liés aux droits à la plus-value des actions s'étant chiffrés à 23 millions, par rapport à 52 millions en 2000. Les droits à la plus-value des actions ont initialement été octroyés en vertu du régime d'options d'achat d'actions en novembre 1999, et leurs coûts sont déterminés trimestriellement en fonction de la variation du cours des actions de la Banque et du calendrier d'acquisition, qui s'étale dans le temps.

Les frais autres que d'intérêt liés aux acquisitions récentes (en incluant les coûts d'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels) se sont établis à 1 823 millions de dollars en 2001, en hausse par rapport à 63 millions en 2000. En excluant ces coûts, les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation sont pour ainsi dire demeurés inchangés par rapport à 2000.

En 2001, certains régimes de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi ont fait l'objet de révisions. Ces révisions ont donné lieu à des modifications des hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations futures et, par conséquent, des coûts supplémentaires de 87 millions de dollars au titre des avantages sociaux ont été comptabilisés.

Les secteurs Grande entreprise et marchés des capitaux et Gestion de patrimoine ont pour leur part intensifié les efforts de rationalisation de leurs activités liées aux marchés financiers en raison de la détérioration des conditions de ceux-ci, qui s'est aggravée par suite des attentats terroristes commis le 11 septembre aux États-Unis. Ces mesures ont entraîné des charges de 57 millions de dollars, qui reflètent principalement les coûts de licenciement de personnel.

Une moins-value de 38 millions de dollars de l'écart d'acquisition relatif à Connor Clark Limited a par ailleurs été inscrite et incluse dans le total de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels, dans le cadre des activités de restructuration de la Gestion privée globale dont il est fait mention à la page 26. Connor Clark, une société qui offre des services de gestion privée aux particuliers ayant un avoir net élevé, a été acquise en 1999.

En excluant les coûts relatifs aux avantages sociaux, aux efforts de rationalisation et à la moins-value de l'écart d'acquisition, ainsi que les frais autres que d'intérêt comptabilisés au cours de l'exercice relativement aux acquisitions récentes, les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation rajustés auraient diminué de 167 millions de dollars, ou 2 %, comme il est indiqué dans le tableau ci-après. La Gestion de patrimoine aurait affiché une baisse de 139 millions de dollars ou 8 %, le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux, une baisse de 49 millions ou 3 %, et les Services aux particuliers et aux entreprises, une diminution de 16 millions ou 0,4 %, tandis que le Traitement des opérations aurait connu une hausse de 17 millions ou 4 %, et le secteur Assurance, une augmentation de 23 millions ou 14 %. Les hausses des frais des secteurs Traitement des opérations et Assurance reflètent la croissance des activités de ces secteurs. Les baisses relatives à la Gestion de patrimoine et au secteur Grande entreprise et marchés financiers reflètent principalement les mesures de contrôle des coûts et le moins grand nombre de régimes de rémunération variable offerts dans les marchés financiers affaiblis; la diminution des frais des Services aux particuliers et aux entreprises illustre le succès continu des mesures de contrôle des coûts mises en œuvre en 1999 et en 2000.

Sur la même base (c.-à-d. en excluant tous les coûts mentionnés ci-dessus), les coûts relatifs aux ressources humaines auraient chuté de 8 %, les frais d'occupation auraient progressé de 7 %, les honoraires versés à des professionnels auraient augmenté de 14 %, l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels aurait connu une hausse de 22 %, et les autres coûts auraient grimpé de 48 %. L'importante augmentation des autres coûts traduit principalement une modification de la participation dans Symcor (un fournisseur de services d'impartition), effectuée au début de 2001. Puisque Symcor est désormais comptabilisée comme une participation, un montant de 303 millions de dollars des charges liées à Symcor a été inclus en 2001 dans les frais autres que d'intérêt. En 2000, une tranche de 264 millions de dollars des charges liées à Symcor avait été inscrite dans diverses catégories de frais, principalement les postes Communications, Ressources humaines et Matériel.

Frais autres que d'intérêt rajustés

Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation rajustés, en excluant les acquisitions, en baisse de 2 % par rapport à l'exercice 2000 (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	**2001 sur 2000 Augmentation (diminution)**	
Frais autres que d'intérêt	**9 641 $**	7 628 $	**2 013 $**	**26 %**
Moins : Éléments exceptionnels (1)	**(91)**	–	**(91)**	
Frais autres que d'intérêt de base	**9 550**	7 628	**1 922**	**25**
Moins : Coûts liés aux droits à la plus-value des actions	**(23)**	(52)	**29**	
Frais de rémunération au titre de la rétention – RBC Dain Rauscher	**(176)**	–	**(176)**	
Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation	**9 351**	7 576	**1 775**	**23**
Moins : Frais autres que d'intérêt liés aux acquisitions récentes (2)	**(1 823)**	(63)	**1 760**	
Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation, en excluant les acquisitions	**7 528**	7 513	**15**	**–**
Moins : Charges importantes constatées à l'exercice 2001 (3)	**(182)**	–	**(182)**	
Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation rajustés, en excluant les acquisitions	**7 346 $**	7 513 $	**(167)$**	**(2)%**

(1) Présenté au tableau 4, à la page 20.
(2) Représente les frais autres que d'intérêt engagés par les sociétés acquises récemment (Centura, Liberty, Dain Rauscher et Prism Financial), et exclut les frais de rémunération au titre de la rétention et les charges au titre des mesures de réduction des coûts déjà déduits aux fins du calcul des frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation.
(3) Comprend 87 millions de dollars de coûts relatifs aux avantages sociaux, 57 millions de charges au titre des mesures de réduction des coûts, et une moins-value de 38 millions de l'écart d'acquisition, tous éléments qui sont décrits ci-dessus.

Perspectives

À l'exercice 2002, la Banque s'attend à ce que la croissance des charges d'exploitation soit inférieure à celle des revenus d'exploitation.

TABLEAU 11 Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2001	2000	1999	2001 sur 2000 Augmentation (diminution)	
Ressources humaines					
Salaires	**3 060 $**	2 496 $	2 594 $	**564 $**	**23 %**
Rémunération variable	**1 897**	1 662	927	**235**	**14**
Avantages sociaux	**717**	537	511	**180**	**34**
	5 674	4 695	4 032	**979**	**21**
Frais d'occupation					
Location des locaux, montant net	**553**	384	262	**169**	**44**
Réparations et entretien des locaux	**55**	68	88	**(13)**	**(19)**
Amortissement	**91**	81	92	**10**	**12**
Taxes foncières	**6**	15	41	**(9)**	**(60)**
Services publics	**11**	22	33	**(11)**	**(50)**
	716	570	516	**146**	**26**
Matériel					
Location et entretien du matériel informatique et de bureau	**375**	376	376	**(1)**	**–**
Amortissement	**296**	288	297	**8**	**3**
	671	664	673	**7**	**1**
Communications					
Télécommunications	**283**	225	225	**58**	**26**
Marketing et relations publiques	**180**	173	182	**7**	**4**
Affranchissement et messageries	**108**	170	157	**(62)**	**(36)**
Papeterie et impression	**108**	127	129	**(19)**	**(15)**
	679	695	693	**(16)**	**(2)**
Honoraires	**390**	267	274	**123**	**46**
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels	**288**	91	70	**197**	**216**
Autres					
Taxes d'affaires et taxes sur le capital	**171**	134	114	**37**	**28**
Assurance-dépôts	**30**	30	71	**–**	**–**
Déplacements et relocalisation	**121**	85	90	**36**	**42**
Formation des employés	**43**	38	48	**5**	**13**
Dons	**35**	26	29	**9**	**35**
Autres	**732**	333	361	**399**	**120**
	1 132	646	713	**486**	**75**
Total des frais autres que d'intérêt de base	**9 550**	7 628	6 971	**1 922**	**25**
Éléments exceptionnels (1)	**91**	–	170	**91**	**n.s.**
Total	**9 641 $**	7 628 $	7 141 $	**2 013 $**	**26 %**

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 4, à la page 20. Les éléments exceptionnels de 170 millions de dollars en 1999 comprennent des charges de 153 millions liées à la restructuration et d'autres charges totalisant 17 millions.

n.s. non significatif

Accent sur le contrôle des coûts

La Banque continue d'accorder la priorité au contrôle des coûts et maintiendra, en 2002 et en 2003, un certain nombre des mesures de réduction des coûts mises en œuvre dans chaque secteur d'exploitation en 2001.

Les Services aux particuliers et aux entreprises prévoient maintenir le niveau des frais autres que d'intérêt en compensant les charges liées à la hausse des volumes et aux nouvelles activités par la mise en place de mesures de réduction des coûts. Cette stratégie comporte quatre volets :

- Éliminer le chevauchement des processus et les autres pratiques inefficientes. Ainsi, en août 2001, les activités de cartes de crédit ont été intégrées aux produits et activités de vente des Services aux particuliers et aux entreprises.
- Consolider les capacités en matière de prestation de services par voie électronique et par d'autres moyens à faible coût.
- Optimiser le réseau de succursales traditionnelles. Depuis 1993, les Services aux particuliers et aux entreprises ont rationalisé leur réseau de succursales traditionnelles, et éliminé plus de 400 unités de service. Ils ont également mis en œuvre une stratégie visant l'établissement de succursales en milieu urbain, suburbain et rural, et ouvert des guichets automatiques dans certains magasins, ainsi que des succursales dans des réserves autochtones en vertu de contrats d'agence, de manière à répondre aux besoins des différents marchés.
- Poursuivre les activités d'impartition/de regroupement de ressources et de désinvestissement. Au premier trimestre de 2001, les Services aux particuliers et aux entreprises ont confié à NCR leurs activités de guichets automatiques, et ils ont également constitué Solutions Moneris, une coentreprise formée conjointement avec la Banque de Montréal, qui offre aux marchands des services de traitement d'opérations effectuées par cartes.

Par ailleurs, RBC Centura, une société acquise en 2001, prévoit poursuivre ses mesures de réduction des coûts à l'égard des services de détail aux États-Unis. RBC Centura vise, à moyen terme (de trois à cinq ans), une croissance des charges se situant entre 3 % et 4 %, soit un taux inférieur à la croissance des revenus projetée de 6 % à 8 %. La Banque prévoit réaliser des économies annuelles de 70 millions de dollars US en 2002 grâce au regroupement des activités des centres d'appel et des services de soutien de Security First Network Bank avec les activités de RBC Centura, effectué à la mi-août 2001, et grâce au pouvoir d'achat de la Banque et au regroupement dans un seul centre des unités fonctionnelles des ressources humaines, de la finance et du marketing de RBC Centura, de RBC Prism Mortgage et de RBC Builder Finance.

Le secteur Assurance concentre une bonne partie de ses efforts sur l'intégration des systèmes et des processus opérationnels au Canada et aux États-Unis. Les possibilités d'intégration touchent principalement la technologie. Le secteur utilise déjà les capacités de commerce électronique pour accroître ses revenus tout en réduisant ses coûts, en offrant en ligne de l'assurance-voyage ainsi que des services de tarification en matière d'assurances habitation et automobile et d'assurance individuelle contre les accidents à sa clientèle canadienne.

RBC Liberty Insurance, aux États-Unis, s'efforce de réduire ses charges et a mis sur pied des mesures visant à centraliser ses infrastructures en matière de technologies de l'information, à consolider ses logiciels d'application et à réduire ses coûts indirects.

Les mesures de compression des coûts de la Gestion de patrimoine, mises en œuvre en 2001 pour compenser la faiblesse du marché, se poursuivront à l'exercice 2002. En octobre 2001, le secteur a regroupé les activités de RBC Conseils privés, les services fiduciaires et services de gestion privée destinés aux particuliers au Canada et les activités de la Gestion privée globale afin d'offrir aux clients des services plus intéressants et d'assurer l'efficacité des opérations. Par ailleurs, les activités d'Actions en direct (services de courtage à escompte) ont été rajustées en fonction des conditions actuelles du marché. Le secteur vise maintenant à réduire ses coûts en matière de technologie, de marketing et d'opérations dans toutes les unités opérationnelles et il continue d'examiner d'autres moyens de réduire les frais autres que d'intérêt de façon permanente.

RBC Dain Rauscher, l'unité de gestion de patrimoine aux États-Unis, procède à l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro, dont l'acquisition a été finalisée le 31 octobre 2001. Des réductions de coûts annuelles de plus de 60 millions de dollars US sont projetées; plus de la moitié de ces réductions devraient se produire en 2002, et le reste, en 2003. Diverses initiatives ont été mises de l'avant pour que ces réductions se concrétisent, notamment l'élimination des postes qui se chevauchent et l'exploitation des économies d'échelle qui existent déjà au sein des activités de RBC Dain Rauscher.

Le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux continue d'accorder la priorité au contrôle des coûts. Ainsi, son effectif est demeuré inchangé de 1998 à 2000, même si près de 120 personnes supplémentaires ont été affectées aux nouvelles activités. L'ajout de 413 personnes à l'effectif en 2001 reflète principalement les acquisitions. Au cours des deux derniers trimestres de 2001, le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux a commencé à réduire les coûts, et il a accéléré ses efforts par suite des événements du 11 septembre. Ces mesures de réduction des coûts viseront tous les niveaux de l'organisation, mais elles permettront principalement de rationaliser les activités des Services des marchés des capitaux.

Le Traitement des opérations, dont les coûts fixes sont relativement élevés, est axé sur les économies d'échelle et il vise une amélioration continue de l'efficience de l'exploitation. Pour ce faire, il compte notamment poursuivre les investissements en matière de technologie et accroître les revenus. Des volumes plus élevés devraient découler de la croissance des revenus interne et de la conclusion d'acquisitions choisies, qui devraient également générer une réduction des coûts grâce à l'intégration.

TABLEAU 12 **Impôts et autres taxes**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	1999
Charge d'impôts			
État consolidé des résultats	**1 350 $**	1 412 $	974 $
Majoration au montant imposable équivalent	**32**	28	35
	1 382	1 440	1 009
Autres taxes			
Taxe sur les produits et services et taxes de vente	**221**	208	187
Cotisations sociales	**237**	188	176
Taxes provinciales sur le capital	**146**	108	98
Taxes foncières (1)	**6**	16	55
Taxes d'affaires	**25**	26	16
Taxes sur les primes d'assurance	**21**	11	6
	656	557	538
Total	**2 038 $**	1 997 $	1 547 $
Taux d'imposition effectif sur les bénéfices (2)	**34,7 %**	38,8 %	36,0 %
Taux d'imposition effectif total (3)	**44,5 %**	47,3 %	47,2 %

(1) Comprend les montants portés en déduction des revenus autres que d'intérêt concernant les placements en biens immobiliers.
(2) Charge d'impôts présentée dans l'état consolidé des résultats en pourcentage du bénéfice net avant impôts sur les bénéfices.
(3) Le total de la charge d'impôts et des autres taxes est exprimé en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts et les autres taxes selon l'équivalent imposable.

Charge d'impôts et autres taxes

La charge d'impôts et les autres taxes présentées au tableau 12 ci-dessus ont totalisé 2,0 milliards de dollars à l'exercice 2001, soit 1 382 millions pour la charge d'impôts (y compris une majoration au montant imposable équivalent) et 656 millions pour les autres taxes. La charge d'impôts a chuté de 58 millions de dollars par rapport à 2000, en raison surtout de la baisse des taux d'imposition. Les autres taxes ont augmenté de 99 millions de dollars en raison de la hausse de la TPS, des taxes de vente, des cotisations sociales et des taxes provinciales sur le capital.

Comme il est indiqué ci-dessus, le taux d'imposition effectif sur les bénéfices a diminué, passant de 38,8 % en 2000 à 34,7 % en 2001. Ce résultat reflète une réduction des taux d'imposition fédéral et provinciaux au Canada ainsi qu'une baisse des taux d'imposition applicables aux éléments exceptionnels dont il est fait mention au tableau 4, à la page 20.

En plus de la charge d'impôts et des autres taxes présentées dans l'état consolidé des résultats, la Banque a constaté une économie d'impôts de 451 millions de dollars à l'exercice 2001 (17 millions à l'exercice 2000) dans les capitaux propres, comme l'indique la note 10 des états financiers consolidés.

Priorité financière : gestion du bilan et du capital

Points saillants

- Forte croissance des prêts à la consommation, en hausse de 9 %
- Augmentation des dépôts de 14 %, attribuable en partie à l'acquisition de Centura Banks, Inc.
- Émission de 3,9 milliards de dollars d'actions ordinaires et rachat de 500 millions de dollars d'actions ordinaires
- Émission de 250 millions de dollars d'actions privilégiées et rachat de 300 millions de dollars d'actions privilégiées
- Émission de 1 milliard de dollars de débentures subordonnées et rachat de 350 millions de dollars US de débentures subordonnées
- Émission de 750 millions de dollars en capital innovateur de première catégorie (RBC TruCS[MC])
- Capitaux autogénérés de 1,4 milliard de dollars

Le total de l'actif se chiffrait à 362 milliards de dollars au 31 octobre 2001, en hausse de 68 milliards, ou 23 %, par rapport au 31 octobre 2000; de cette hausse, 22 milliards sont attribuables à RBC Centura (acquise en juin 2001).

Le total des prêts (avant déduction de la provision cumulative pour pertes sur prêts) a progressé de 13,3 milliards de dollars, ou 8 %, comparativement au 31 octobre 2000, et le total des prêts à la consommation (prêts hypothécaires résidentiels, prêts aux particuliers et prêts sur cartes de crédit) a augmenté de 8,6 milliards, ou 9 %; de cette augmentation, 4,3 milliards sont attribuables à RBC Centura. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 4,5 milliards de dollars, ou 7 % (déduction faite d'un montant de 800 millions en prêts hypothécaires titrisés au cours de l'exercice), et les prêts aux particuliers ont connu une hausse de 4,5 milliards, ou 16 %. De ces augmentations, 1,2 milliard de dollars et 3,0 milliards, respectivement, sont attribuables à RBC Centura. Les soldes de cartes de crédit ont reculé de 380 millions de dollars, ou 8 %, car la titrisation de 1,0 milliard de soldes de cartes de crédit a largement contrebalancé la croissance de 620 millions, y compris les soldes de cartes de 130 millions de RBC Centura. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les acceptations ont progressé de 4,7 milliards de dollars, ou 7 %, mais ils ont diminué de 3,6 milliards, ou 5 %, en excluant RBC Centura, résultat qui reflète principalement la baisse des portefeuilles de prêts aux petites entreprises au Canada et de prêts aux entreprises aux États-Unis.

Le total des dépôts s'est élevé à 236 milliards de dollars, en hausse de 29,5 milliards, ou 14 %, par rapport au 31 octobre 2000; de cette hausse, 11,6 milliards sont attribuables à RBC Centura. Les dépôts productifs d'intérêt ont progressé de 27,5 milliards de dollars, et les dépôts non productifs d'intérêt, de 2,0 milliards (17,7 milliards et 180 millions, respectivement, en excluant RBC Centura). Les dépôts des particuliers ont augmenté de 11,7 milliards de dollars, ou 13 %, et les dépôts des entreprises et des gouvernements ont connu une hausse de 13,1 milliards, ou 14 % (3,5 milliards ou 4 %, et 9,7 milliards ou 10 %, respectivement, en excluant RBC Centura). De plus amples renseignements sur les dépôts sont fournis au tableau 24, à la page 55.

Fiducie de capital RBC, une fiducie à capital limité, a émis, pour un montant de 750 millions de dollars, une deuxième série de titres de fiducie transférables (RBC TruCS) en 2001, portant à 1,4 milliard la valeur totale des titres de fiducie en circulation. Les titres de fiducie RBC TruCS sont constatés au poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales figurant au bilan consolidé, et ils sont inclus au capital de première catégorie suivant les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Le total du capital figurant au bilan, qui inclut les capitaux propres et les débentures subordonnées, se chiffrait à 24,9 milliards de dollars au 31 octobre 2001, en hausse de 5,7 milliards, ou 30 %, par rapport à l'an dernier. Cette augmentation par rapport à 2000 s'explique surtout par des apports en capitaux externes nets de 3,9 milliards de dollars et par les capitaux autogénérés de 1,4 milliard en 2001.

Gestion du capital

La gestion du capital exige l'établissement d'un équilibre entre la volonté de maintenir de solides ratios de capital, le désir de conserver des cotes de crédit élevées et la ferme détermination de fournir également des rendements concurrentiels aux actionnaires. Pour parvenir à cet équilibre, la Banque doit tenir compte des niveaux prévus de l'actif ajusté en fonction des risques et des actifs au bilan, des projets d'investissement futurs ainsi que des coûts et des modalités liés aux émissions de capitaux actuelles et éventuelles.

La Banque s'est engagée à maintenir d'excellents ratios de capital en continuant de générer des capitaux à l'interne, en émettant des instruments de capital, lorsque cela est approprié, et en assurant une croissance contrôlée de l'actif ajusté en fonction des risques. Le tableau des activités importantes de gestion du capital présenté à la page 40 expose en détail les activités de la Banque en matière de capital au cours de l'exercice. Ces activités ont été entreprises pour gérer la structure du capital de la Banque durant la mise en œuvre des stratégies.

Capital réglementaire

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux (BRI) et sur l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada.

Le capital réglementaire, qui diffère du capital figurant au bilan consolidé, est composé de deux catégories. Le capital de première catégorie comprend les éléments de capital plus permanents que ceux de deuxième catégorie. Les composantes des deux catégories sont présentées au tableau 13, à la page 41.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés en divisant le capital de première catégorie et le capital total par l'actif ajusté en fonction des risques. L'actif ajusté en fonction des risques présenté au tableau 14, à la page 42, est déterminé en appliquant des coefficients de pondération des risques aux actifs figurant au bilan et aux instruments financiers hors bilan en fonction du risque de crédit relatif de la contrepartie. L'actif ajusté en fonction des risques comprend également un montant au titre du risque de marché lié au portefeuille de négociation de la Banque.

La Banque a pour politique de demeurer bien capitalisée afin de fournir un filet de sécurité pour les divers risques auxquels elle est exposée dans le cours de ses affaires. En 1999, le BSIF a établi des objectifs officiels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. Cet objectif est d'au moins 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et d'au moins 10 % pour le ratio du capital total. Au 31 octobre 2001, les ratios du capital de première catégorie et du capital total de la Banque s'établissaient respectivement à 8,7 % et à 11,8 %. Ces ratios étaient de 8,6 % et de 12,0 % au 31 octobre 2000. Malgré les 7,0 milliards de dollars payés pour les acquisitions effectuées aux États-Unis à en 2001 (voir la note 2 des notes complémentaires, aux pages 65 et 66), la Banque a maintenu des ratios de capital conformes à ses objectifs à moyen terme (présentés à la page 6). Les ratios de capital de la Banque selon les règles américaines, calculés selon les lignes directrices transmises aux banques américaines par le Board of Governors of the Federal Reserve System et selon l'information financière établie en vertu des PCGR des États-Unis, sont présentés au tableau 13, à la page 41.

Événements à venir

En 1999, la BRI a proposé un nouveau cadre de référence pour la suffisance du capital visant à remplacer l'ancien *Accord sur les fonds propres* de 1988 aux termes duquel la Banque est réglementée actuellement. La proposition de la BRI n'en est qu'à l'étape de la discussion, par suite de la publication d'un deuxième document de consultation en janvier 2001. Il est actuellement difficile d'évaluer l'incidence des modifications proposées sur les exigences réglementaires en matière de capital qui s'appliqueront à la Banque. Il est peu probable que la mise en œuvre des propositions finales ait lieu avant 2005.

Activités importantes de gestion du capital à l'exercice 2001 (1)

(en millions de dollars canadiens)

Activités sur les marchés des capitaux	
Actions ordinaires	
Décembre 2000 – émission d'actions ordinaires	**576 $**
Juin 2001 – émission d'actions ordinaires en contrepartie de la totalité des actions en circulation de Centura Banks, Inc.	**3 317**
Juin 2001 – début du programme de rachat d'actions ordinaires (2)	**(509)**
Actions privilégiées (3)	
Juin 2001 – émission d'actions privilégiées perpétuelles de premier rang de série S à dividende non cumulatif	**250**
Août 2001 – rachat de la totalité des actions privilégiées de premier rang de série H à dividende non cumulatif	**(300)**
Débentures subordonnées (4)	
Janvier 2001 – émission de débentures subordonnées	**500**
Février 2001 – émission de débentures subordonnées	**125**
Avril 2001 – émission de débentures subordonnées	**400**
Mai 2001 – rachat d'un montant de 350 millions de dollars US de débentures à taux variable	**(538)**
Capital innovateur de première catégorie (RBC TruCS)	
Décembre 2000 – émission d'une deuxième série de titres de fiducie RBC TruCS	**750**
	4 571 $

Autres activités

Capital-actions

Au deuxième trimestre, le plafond de la contrepartie globale des actions ordinaires pouvant être émises a été supprimé, et le plafond de la contrepartie globale des actions privilégiées de premier rang pouvant êtres émises est passé de 5 milliards de dollars à 10 milliards. Le plafond de la contrepartie globale des actions privilégiées de second rang pouvant être émises est toujours de 5 milliards de dollars.

(1) Montants bruts avant les frais d'émission.
(2) En vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, la Banque peut racheter jusqu'à 18 millions de ses actions ordinaires. Au 31 octobre 2001, la Banque avait racheté 10,9 millions d'actions ordinaires. Le programme, qui est entré en vigueur le 22 juin 2001, durera un an.
(3) Le 26 novembre 2001, la Banque a racheté pour un montant de 200 millions de dollars US d'actions privilégiées de premier rang de série I à dividende non cumulatif.
(4) Le 8 novembre 2001, la Banque a émis pour un montant de 400 millions de dollars US de débentures subordonnées dans le cadre de son programme européen de billets à moyen terme.

TABLEAU 13 Ratios de capital (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	1999
Capital de première catégorie			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**16 141 $**	11 504 $	10 606 $
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	**2 024**	2 037	2 009
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales			
RBC TruCS	**1 400**	650	–
Autres	**28**	23	22
Écart d'acquisition	**(4 742)**	(647)	(611)
	14 851	13 567	12 026
Capital de deuxième catégorie			
Débentures subordonnées permanentes	**477**	457	441
Autres débentures subordonnées (2)	**5 935**	5 138	4 040
Provision cumulative générale (3)	**1 410**	1 188	1 080
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	**–**	1	2
	7 822	6 784	5 563
Participations dans des filiales d'assurance	**(2 107)**	(960)	(672)
Autres participations importantes	**(387)**	(342)	(219)
Protection de premier niveau contre les pertes	**(8)**	(5)	–
Capital total	**20 171 $**	19 044 $	16 698 $
Actif ajusté en fonction des risques	**171 047 $**	158 364 $	149 078 $
Ratios de capital (4)			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	**9,4 %**	7,3 %	7,1 %
Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques	**8,7 %**	8,6 %	8,1 %
Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques	**11,8 %**	12,0 %	11,2 %
Coefficient actif–capital (5)	**17,2**	15,3	16,5
En vertu des règles des États-Unis (4), (6)			
Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques	**8,1 %**	7,8 %	7,6 %
Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques	**11,2 %**	11,3 %	10,7 %
Ratio capitaux propres–actif (7)	**5,3 %**	4,5 %	4,6 %
Ratio de levier–capital de première catégorie (8)	**4,1 %**	4,2 %	4,1 %

(1) Établi selon les lignes directrices fournies par le surintendant des institutions financières Canada et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada, sauf en ce qui concerne les éléments visés par la note 6 ci-dessous.

(2) Les débentures subordonnées dont l'échéance survient dans moins de cinq ans doivent être amorties selon la méthode linéaire sur l'échéance résiduelle jusqu'à leur élimination et sont, par conséquent, incluses dans ce tableau à leur valeur non amortie.

(3) La provision cumulative générale pour pertes sur créances peut être incluse dans le capital de deuxième catégorie jusqu'à concurrence de 0,875 % (0,75 % en 2000 et en 1999) de l'actif ajusté en fonction des risques. Le 27 octobre 2000, la Banque a conclu une entente de cinq ans avec un réassureur coté AAA. Aux termes de cette entente, le réassureur devra, si la provision cumulative générale pour pertes sur créances baisse en deçà d'un niveau déterminé, acheter jusqu'à 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif au cours du marché du 27 octobre 2000. Si ces actions avaient été émises, elles auraient été admissibles à titre de capital de première catégorie.

(4) Le 26 novembre 2001, la Banque a racheté des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série I, pour un montant de 200 millions de dollars US; cette opération réduira du même montant le capital de première catégorie. Le 8 novembre 2001, la Banque a émis des débentures subordonnées d'un montant de 400 millions de dollars US; cette opération fait augmenter le capital total d'un montant équivalent. Si ces opérations avaient été effectuées en date du 31 octobre 2001, les ratios de capital pro forma auraient été les suivants : ratio du capital de première catégorie – 8,5 %; ratio du capital total – 12,0 %. Selon les lignes directrices du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis, les ratios de capital pro forma calculés en vertu des règles des États-Unis auraient été les suivants : ratio du capital de première catégorie – 7,9 % et ratio du capital total – 11,4 %.

(5) Total de l'actif et des instruments financiers hors bilan désignés, conformément aux lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada, divisé par le capital total.

(6) Établi selon les lignes directrices du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis.

(7) Moyenne du total des capitaux propres divisée par la moyenne du total de l'actif.

(8) Capital de première catégorie divisé par l'actif moyen ajusté, déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur créances (comprend les montants bruts se rapportant aux produits dérivés, l'écart d'acquisition et les actifs d'impôts reportés).

TABLEAU 14 Actif ajusté en fonction des risques (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Montant au bilan	Taux de pondération des principaux risques (2)	Solde ajusté en fonction des risques 2001	Solde ajusté en fonction des risques 2000
Actif au bilan				
Liquidités	17 535 $	20 %	**1 515 $**	2 763 $
Valeurs mobilières				
Émises ou garanties par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE	25 559	0 %	**–**	28
Autres	54 948	100 %	**7 341**	4 081
Prêts hypothécaires résidentiels (3)				
Assurés	32 012	0 %	**383**	375
Ordinaires	35 381	50 %	**18 511**	17 008
Autres prêts et acceptations de banque (3)				
Émis ou garantis par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE	14 134	0 %	**1 810**	1 221
Autres	133 376	100 %	**97 553**	89 523
Autres actifs	46 315	0 %	**6 114**	4 664
	359 260 $		**133 227 $**	119 663 $

	Montant contractuel	Facteur de conversion de crédit	Équivalent-crédit			
Instruments financiers hors bilan						
Instruments de crédit						
Garanties et lettres de crédit de soutien						
Financières	10 548 $	100 %	10 548 $	100 %	**8 629 $**	8 758 $
Non financières	2 843	50 %	1 422	100 %	**1 422**	1 626
Lettres de crédit documentaire	750	20 %	150	100 %	**148**	86
Prêts de titres	21 377	100 %	21 377	0 %	**393**	417
Engagements de crédit						
Échéance initiale d'un an ou moins	44 179	0 %	–	0 %	**–**	–
Échéance initiale supérieure à un an	39 960	50 %	19 980	100 %	**18 821**	18 856
Montants non engagés	53 750	0 %	–	0 %	**–**	–
Facilités d'émission d'effets/Facilités de prise ferme renouvelables	132	50 %	66	100 %	**66**	77
	173 539 $		53 543 $		**29 479 $**	29 820 $

	Capital nominal	Coût de remplacement brut positif (4)	Équivalent-crédit (5)			
Produits dérivés (6)						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux	95 678 $	108 $	543 $	20 %	**114 $**	3 $
Swaps	697 902	17 568	21 390	20 %	**5 617**	1 892
Options achetées	19 901	416	538	20 %	**123**	61
	813 481	18 092	22 471		**5 854**	1 956
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	546 436	6 839	12 977	20 %	**3 881**	4 741
Swaps	74 819	1 902	5 536	20 %	**1 261**	1 198
Options achetées	49 154	721	1 339	20 %	**441**	452
	670 409	9 462	19 852		**5 583**	6 391
Autres contrats (7)	37 071	1 227	3 264	50 %	**986**	772
Total des produits dérivés avant compensation	1 520 961 $	28 781	45 587		**12 423**	9 119
Incidence des accords généraux de compensation		(18 832)	(24 450)		**(6 339)**	(3 713)
Total des produits dérivés après compensation		9 949 $	21 137		**6 084**	5 406
Total des instruments financiers hors bilan			74 680 $		**35 563 $**	35 226 $
Risque de marché général					**2 257**	3 475
Total de l'actif ajusté en fonction des risques					**171 047 $**	158 364 $

(1) Établi selon les lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada et l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.
(2) Représente le principal taux de pondération des risques de contrepartie pour cette catégorie.
(3) Les montants sont présentés déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts.
(4) Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain.
(5) Comprend i) le total de la valeur de remplacement positive de tous les contrats en cours et ii) un montant représentant une évaluation du risque de crédit éventuel.
(6) Les contrats à terme standardisés et certaines options achetées sont négociés sur des bourses et sont assujettis à des dépôts de garantie obligatoires quotidiens. Ces instruments sont exclus du calcul de l'actif ajusté en fonction des risques, car ils sont réputés ne présenter aucun risque de crédit supplémentaire.
(7) Comprend les produits dérivés de crédit et les contrats sur titres de participation, sur marchandises et sur métaux précieux.

Priorité financière : excellence de la qualité du crédit

Points saillants

- Prêts à intérêts non comptabilisés s'établissant à 2,5 milliards de dollars, en hausse de 47 %
- Prêts à intérêts non comptabilisés correspondant à 1,36 % du total des prêts, en hausse par rapport à 1,00 % en 2000
- Provision pour pertes sur créances correspondant à 1,1 milliard de dollars, en hausse de 62 %
- Ratio des provisions spécifiques attribuées de 0,61 %, en hausse par rapport à 0,36 %
- Ratio des radiations nettes de 0,55 %, comparativement à 0,42 % à l'exercice 2000
- Provision cumulative pour pertes sur créances de 2,4 milliards de dollars, en hausse de 417 millions, ou 21 %

Prêts à intérêts non comptabilisés

Les prêts sont généralement classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés, c'est-à-dire que les intérêts sur ces prêts cessent d'être comptabilisés, lorsque les conditions précisées à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 62, sont réunies.

Comme il est indiqué au tableau 15 ci-dessous, les prêts à intérêts non comptabilisés ont augmenté de 787 millions de dollars par rapport à 2000, pour s'établir à 2 465 millions au 31 octobre 2001. Cette augmentation traduit des ajouts nets de 1 912 millions de dollars, ainsi que des radiations et des ajustements totalisant 1 125 millions.

Comme l'illustre le tableau 20 à la page 49, les prêts à intérêts non comptabilisés aux États-Unis ont augmenté de 481 millions de dollars, dont une tranche de 442 millions est attribuable aux prêts aux entreprises et aux gouvernements. De ce dernier montant, 272 millions de dollars concernent des prêts accordés à six entreprises du secteur des télécommunications aux États-Unis. Le secteur immobilier commercial et celui des technologies de l'information aux États-Unis ont eux aussi subi une hausse des prêts à intérêts non comptabilisés compensée en partie par une baisse dans le secteur des produits industriels aux États-Unis. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements à intérêts non comptabilisés attribuables à RBC Centura se sont établis à 103 millions de dollars.

Comme l'illustre le tableau 16, à la page 45, les prêts à intérêts non comptabilisés au Canada ont progressé de 254 millions de dollars, soit une hausse de 234 millions des prêts aux entreprises et aux gouvernements (principalement aux entreprises du secteur du transport et de l'environnement et aux exploitations agricoles) et une augmentation de 20 millions des prêts à la consommation. Cette dernière traduit une hausse de 63 millions de dollars dans le portefeuille des prêts aux particuliers et une chute de 43 millions dans le portefeuille des prêts hypothécaires résidentiels.

Les prêts internationaux à intérêts non comptabilisés (en excluant les prêts consentis aux États-Unis dont il est fait mention ci-dessus) se sont établis à 216 millions de dollars, en hausse de 52 millions par rapport à l'an dernier. Cette hausse est principalement attribuable au secteur du transport et de l'environnement.

Exprimés en pourcentage des prêts connexes (avant déduction de la provision cumulative pour pertes sur prêts), les prêts à intérêts non comptabilisés se sont établis à 1,36 %, en hausse par rapport à 1,00 % à l'exercice 2000.

Perspectives

Nous nous attendons à ce que l'économie nord-américaine demeure faible au premier semestre de l'année civile 2002, mais à ce qu'elle commence à se rétablir au deuxième semestre. En nous basant sur cette prévision, nous prévoyons que le niveau des prêts à intérêts non comptabilisés n'augmentera pas de façon importante en 2002.

TABLEAU 15 Variation des prêts à intérêts non comptabilisés

(en millions de dollars canadiens)	**2001**	2000	1999	1998	1997
Prêts à intérêts non comptabilisés au début	**1 678 $**	1 704 $	2 001 $	1 819 $	2 376 $
Ajouts	**2 067**	1 146	990	1 271	705
Retraits	**(155)**	(333)	(247)	(643)	(624)
	1 912	813	743	628	81
Radiations et autres ajustements	**(1 125)**	(839)	(1 040)	(446)	(638)
Prêts à intérêts non comptabilisés à la fin	**2 465 $**	1 678 $	1 704 $	2 001 $	1 819 $

Prêts à intérêts non comptabilisés

La croissance des prêts à intérêts non comptabilisés est principalement attribuable aux prêts aux entreprises et aux gouvernements.

Prêts à la consommation (en millions de dollars canadiens)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements (en millions de dollars canadiens)
Prêts à intérêts non comptabilisés, exprimés en pourcentage du total des prêts (en incluant les acceptations)

Provision cumulative pour pertes sur créances

Ratio de couverture près du ratio de 1997.

Provision cumulative pour pertes sur créances (en millions de dollars canadiens)
Provision cumulative pour pertes sur prêts, exprimée en pourcentage du total des prêts à intérêts non comptabilisés (ratio de couverture), excluant les pays en développement

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances imputée aux résultats représente le montant qui est nécessaire pour porter la provision cumulative pour pertes sur créances à un niveau jugé approprié par la direction, comme il est expliqué à la rubrique Provision cumulative pour pertes sur créances, présentée ci-dessous.

La provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 1 119 millions de dollars à l'exercice 2001, en hausse de 428 millions, ou 62 %, par rapport à l'exercice 2000, comme l'indique le tableau 17, à la page 46.

Comme l'indique le tableau 20, à la page 49, les provisions spécifiques attribuées aux États-Unis ont augmenté de 278 millions de dollars, bien plus de 90 % de cette augmentation étant attribuable au portefeuille des prêts aux entreprises et aux gouvernements et touchant six entreprises du secteur des télécommunications aux États-Unis. Le secteur immobilier commercial aux États-Unis a lui aussi connu une hausse, et les secteurs du transport et de l'environnement et des produits industriels aux États-Unis ont enregistré des baisses.

Comme l'indique le tableau 17, à la page 46, les provisions spécifiques attribuées pour pertes sur créances au Canada ont progressé de 163 millions de dollars. Une hausse de 168 millions de dollars des provisions attribuables aux prêts aux entreprises et aux gouvernements découle des hausses enregistrées dans les secteurs des petites entreprises, de l'industrie forestière, de l'énergie et des biens immobiliers commerciaux, qui ont largement compensé le repli du secteur du transport et de l'environnement. Une baisse nette de 5 millions de dollars des provisions au titre des prêts à la consommation est attribuable à une diminution des provisions au titre des prêts aux particuliers, compensée en partie par de légères hausses des provisions au titre des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit.

Les provisions spécifiques attribuées se sont chiffrées à 0,52 % de la moyenne des prêts (y compris les acceptations de banque et les conventions de revente), en hausse par rapport à 0,31 % à l'exercice 2000. En vertu des PCGR du Canada, le ratio de la provision spécifique pour pertes sur créances s'établissait à 0,53 %, en hausse par rapport à 0,32 % à l'exercice 2000, et comparativement à l'objectif visé pour 2001, soit entre 0,30 % et 0,40 %.

Perspectives

En raison de la faiblesse de l'économie prévue au premier semestre de l'année civile 2002, la Banque prévoit que le ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts (y compris les conventions de revente) et des acceptations de banque se situera entre 0,45 % et 0,55 % (selon les PCGR du Canada) à l'exercice 2002.

Provision cumulative pour pertes sur créances

La provision cumulative pour pertes sur créances est maintenue à un niveau suffisant pour absorber les pertes probables des portefeuilles de prêts et d'opérations hors bilan. Les composantes individuelles ainsi que la provision cumulative globale sont évaluées trimestriellement en fonction des évaluations continues des comptes problèmes, des pertes subies récemment et de l'évolution d'autres facteurs, dont la composition et la qualité du portefeuille, la conjoncture économique et les exigences de la réglementation. La provision cumulative est augmentée de la provision pour pertes sur créances, qui est imputée aux résultats, et réduite du montant des radiations, déduction faite des recouvrements.

Le calcul de la provision cumulative pour pertes sur créances est basé sur des estimations fondées sur une analyse historique et ajustées en fonction de l'estimation faite par la direction à l'égard des hypothèses actuelles. Par conséquent, la provision cumulative pour pertes sur créances différera nécessairement des pertes réelles subies dans l'avenir. Afin de réduire ces écarts, la direction évalue régulièrement la méthodologie et toutes les hypothèses importantes.

Comme l'indique le tableau 18, à la page 47, la provision cumulative pour pertes sur créances a augmenté de 417 millions de dollars entre 2000 et 2001.

Les radiations nettes ont augmenté de 263 millions de dollars, pour s'établir à 940 millions à l'exercice 2001. Cette hausse est attribuable aux augmentations de 88 millions de dollars et de 175 millions, respectivement, enregistrées au Canada et à l'étranger. Ces augmentations résultent principalement des radiations effectuées dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements au Canada et à l'étranger.

La provision cumulative pour pertes sur créances comporte quatre composantes – les provisions cumulatives spécifiques attribuées, les provisions cumulatives attribuées à l'égard des risques-pays, la provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative non attribuée, qui sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 63.

Provisions cumulatives spécifiques attribuées

Les provisions cumulatives spécifiques attribuées sont établies afin d'absorber les pertes les plus probables sur les prêts qui sont devenus des prêts à intérêts non comptabilisés. Les provisions spécifiques attribuées pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements sont établies par emprunteur. Les provisions spécifiques attribuées pour les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts aux particuliers et les prêts aux petites entreprises sont calculées sur une base de portefeuille d'après les pertes historiques liées aux prêts à intérêts non comptabilisés. Aucune provision spécifique attribuée n'est comptabilisée pour les cartes de crédit, puisque ces soldes sont radiés lorsqu'ils sont en souffrance depuis plus de 180 jours.

Provisions cumulatives attribuées à l'égard des risques-pays

Des provisions cumulatives attribuées à l'égard des risques-pays sont maintenues à l'égard de risques ayant trait à certains pays en développement d'après une évaluation générale du risque en cours et de la conjoncture économique dans ces pays.

Provision cumulative générale attribuée

La provision cumulative générale attribuée exprime la meilleure estimation possible des pertes probables dans la tranche du portefeuille qui n'a pas encore été désignée précisément comme celle des prêts à intérêts non comptabilisés. Le calcul de cette provision se fonde sur l'application de facteurs statistiques de pertes prévues aux facilités impayées et inutilisées. Les facteurs de pertes prévues sont calculés au moyen de l'évaluation de l'évolution statistique des pertes ajustées de façon à exprimer l'estimation faite par la direction quant aux éléments qui influent sur la qualité du portefeuille.

Provision cumulative non attribuée

La provision cumulative générale non attribuée est déterminée par l'évaluation faite par la direction des pertes probables dans le portefeuille mais qui ne sont pas prises en compte adéquatement dans le calcul des provisions cumulatives spécifiques attribuées, des provisions cumulatives attribuées à l'égard des risques-pays et de la provision cumulative générale attribuée. Cette évaluation tient compte de la conjoncture économique et commerciale courante et des exigences de la réglementation touchant les principales activités de crédit. Elle exprime également la reconnaissance par la direction des éléments imprécis et subjectifs que comporte la modélisation des risques de crédit.

Outre les provisions cumulatives dont il est fait mention ci-dessus, la Banque a conclu en octobre 2000 une entente quinquennale avec un réassureur coté AAA, aux termes de laquelle des capitaux seront fournis à la Banque si cette dernière subit des pertes exceptionnelles dans son portefeuille de prêts. Selon l'entente, le réassureur sera tenu d'acheter jusqu'à concurrence de 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif au cours en vigueur au 27 octobre 2000, si la provision cumulative générale pour pertes sur créances (provision cumulative générale attribuée et provision cumulative non attribuée) recule sous un seuil donné. D'après la direction, si ces actions avaient été émises maintenant, elles seraient considérées comme du capital de première catégorie selon les lignes directrices actuelles en matière de réglementation. La vente de titres réduirait l'incidence des pertes sur prêts sur le capital de base de la Banque en reconstituant le capital.

TABLEAU 16 Prêts à intérêts non comptabilisés

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	1999	1998	1997
Au Canada					
Provinces de l'Atlantique	**124 $**	115 $	77 $	60 $	64 $
Québec	**282**	198	259	261	378
Ontario	**621**	572	438	543	583
Provinces des Prairies	**143**	129	198	161	369
Colombie-Britannique	**453**	355	415	485	83
Total au Canada	**1 623**	1 369	1 387	1 510	1 477
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	**142**	185	173	166	166
Prêts aux particuliers	**310**	247	236	217	153
	452	432	409	383	319
Entreprises et gouvernements					
Petites et moyennes entreprises (1)	**261**	248	232	130	144
Exploitations agricoles (1)	**111**	53	62	47	46
Services publics	**27**	–	38	6	2
Services financiers	**7**	20	16	121	8
Prêts hypothécaires commerciaux	**22**	16	25	22	43
Biens de consommation	**11**	37	43	55	43
Secteur immobilier commercial	**95**	90	186	182	348
Produits industriels	**45**	28	19	25	68
Transport et environnement	**274**	185	21	13	287
Médias et câblodistribution	**43**	36	42	29	6
Industrie forestière	**195**	184	233	383	79
Industrie automobile	**18**	5	1	1	–
Télécommunications	**–**	–	2	1	–
Technologies de l'information	**11**	8	13	13	12
Autres	**51**	27	45	99	72
	1 171	937	978	1 127	1 158
Total au Canada	**1 623**	1 369	1 387	1 510	1 477
À l'étranger					
États-Unis	**626**	145	41	18	42
Europe	**79**	46	58	59	43
Antilles	**55**	48	47	62	71
Amérique latine	**14**	9	10	4	20
Asie	**37**	33	127	308	132
	811	281	283	451	308
Pays en développement	**31**	28	34	40	34
Total à l'étranger	**842**	309	317	491	342
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	**37**	14	14	15	12
Prêts aux particuliers	**15**	–	–	–	–
	52	14	14	15	12
Entreprises et gouvernements					
Services publics	**3**	14	23	31	14
Services financiers	**83**	41	89	90	46
Biens de consommation	**19**	2	18	119	115
Secteur immobilier commercial	**81**	4	5	12	31
Produits industriels	**10**	83	38	76	30
Transport et environnement	**91**	56	–	1	3
Industrie automobile	**33**	–	5	43	4
Télécommunications	**272**	–	–	–	–
Technologies de l'information	**76**	–	–	–	–
Autres	**122**	95	125	104	87
	790	295	303	476	330
Total à l'étranger	**842**	309	317	491	342
Total (2), (3)	**2 465 $**	1 678 $	1 704 $	2 001 $	1 819 $
Prêts à intérêts non comptabilisés, en pourcentage des prêts s'y rapportant (y compris les acceptations) (4)					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	**0,22 %**	0,30 %	0,30 %	0,30 %	0,31 %
Prêts aux particuliers	**1,14**	0,91	0,97	0,99	0,76
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations	**2,75**	1,97	2,24	2,52	2,72
	1,18	0,97	1,07	1,21	1,25
À l'étranger	**1,95**	1,15	1,28	1,49	1,07
Total	**1,36 %**	1,00 %	1,11 %	1,27 %	1,21 %

(1) Comprend la tranche des prêts à intérêts non comptabilisés qui est garantie par les gouvernements; cette tranche s'élève à 95 millions de dollars pour 2001 (101 millions en 2000; 79 millions en 1999) pour ce qui est des petites et moyennes entreprises et à 6 millions (6 millions en 2000; 5 millions en 1999) pour les exploitations agricoles. Au cours des exercices précédents, seule la tranche non garantie était incluse dans les prêts à intérêts non comptabilisés.

(2) Les prêts à intérêts non comptabilisés comprennent des biens saisis de 37 millions de dollars en 2001 (20 millions en 2000; 26 millions en 1999; 28 millions en 1998; 45 millions en 1997).

(3) Des prêts en souffrance de 245 millions de dollars pour 2001 ne sont pas inclus dans les prêts à intérêts non comptabilisés.

(4) Les prêts au Canada comprennent tous les prêts comptabilisés au Canada, peu importe la devise dans laquelle ils sont libellés ou le lieu de résidence de l'emprunteur.

TABLEAU 17 Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	1999	1998	1997
Au Canada					
Provinces de l'Atlantique	**63 $**	58 $	32 $	35 $	37 $
Québec	**43**	22	71	63	149
Ontario	**398**	342	52	144	13
Provinces des Prairies	**81**	64	95	53	29
Colombie-Britannique	**104**	40	192	132	37
Total au Canada	**689**	526	442	427	265
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	**8**	–	4	9	12
Prêts aux particuliers	**265**	301	172	171	114
Prêts sur cartes de crédit	**125**	102	55	28	65
	398	403	231	208	191
Entreprises et gouvernements					
Petites et moyennes entreprises	**164**	105	113	48	51
Exploitations agricoles	**20**	4	2	4	1
Services publics	**17**	(8)	12	1	(1)
Services financiers	**(9)**	–	5	113	1
Prêts hypothécaires commerciaux	**7**	2	8	6	18
Biens de consommation	**2**	7	11	23	(29)
Secteur immobilier commercial	**15**	(17)	9	(30)	(78)
Produits industriels	**14**	2	(10)	(6)	12
Transport et environnement	**13**	56	7	(27)	(9)
Médias et câblodistribution	**13**	12	8	4	4
Industrie forestière	**7**	(36)	81	76	86
Industrie automobile	**17**	–	–	–	–
Télécommunications	**–**	(1)	(32)	(29)	–
Technologies de l'information	**3**	8	8	5	1
Autres	**8**	(11)	(11)	31	17
	291	123	211	219	74
Total au Canada	**689**	526	442	427	265
À l'étranger					
États-Unis	**377**	99	45	(7)	(8)
Europe	**(1)**	(9)	21	10	(24)
Antilles	**(6)**	3	–	3	7
Amérique latine	**5**	2	2	(2)	7
Asie	**(19)**	(50)	20	124	83
Australie et Nouvelle-Zélande	**4**	–	–	–	–
Total à l'étranger	**360**	45	88	128	65
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	**–**	–	1	1	–
Prêts aux particuliers	**5**	–	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	**2**	–	–	–	–
	7	–	1	1	–
Entreprises et gouvernements					
Services publics	**(8)**	(2)	–	21	4
Services financiers	**(3)**	(21)	2	36	(2)
Biens de consommation	**–**	(7)	(10)	(5)	46
Secteur immobilier commercial	**65**	1	2	(2)	(1)
Produits industriels	**3**	34	31	9	5
Transport et environnement	**8**	42	–	(1)	1
Médias et câblodistribution	**3**	–	–	–	–
Industrie automobile	**7**	(8)	(2)	29	–
Télécommunications	**272**	–	–	–	–
Technologies de l'information	**7**	–	3	–	–
Autres	**(1)**	6	61	40	12
	353	45	87	127	65
Total à l'étranger	**360**	45	88	128	65
Provisions spécifiques attribuées	**1 049**	571	530	555	330
Provision attribuée à l'égard des risques-pays	**–**	–	–	(80)	–
Provision générale attribuée (1)	**205**	73	s.o.	s.o.	s.o.
Total de la provision attribuée (1)	**1 254**	644	s.o.	s.o.	s.o.
Provision non attribuée (1)	**(135)**	47	s.o.	s.o.	s.o.
Total	**1 119 $**	691 $	760 $	575 $	380 $
Exprimé en pourcentage de la moyenne des prêts s'y rapportant (y compris les acceptations)					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	**0,01 %**	– %	0,01 %	0,02 %	0,02 %
Prêts aux particuliers	**0,94**	1,12	0,71	0,76	0,59
Prêts sur cartes de crédit	**2,73**	2,87	2,39	1,39	1,84
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations	**0,67**	0,28	0,49	0,51	0,19
	0,50	0,39	0,35	0,35	0,24
À l'étranger	**1,08**	0,18	0,31	0,37	0,22
Total des provisions spécifiques attribuées	**0,61 %**	0,36 %	0,34 %	0,36 %	0,23 %
Total de la provision pour pertes sur créances	**0,65 %**	0,43 %	0,49 %	0,37 %	0,27 %
Exprimé en pourcentage de la moyenne des prêts (y compris les acceptations) et des conventions de revente					
Total des provisions spécifiques attribuées	**0,52 %**	0,31 %	0,30 %	0,31 %	0,21 %
Total de la provision pour pertes sur créances	**0,55 %**	0,38 %	0,43 %	0,32 %	0,24 %

(1) La provision générale attribuée et la provision non attribuée totalisaient 230 millions de dollars en 1999, 100 millions en 1998 et 50 millions en 1997. Elles n'étaient alors pas séparées en deux composantes.

TABLEAU 18 Provision cumulative pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	1999	1998	1997
Provision cumulative au début	**1 975 $**	1 900 $	2 066 $	2 118 $	2 235 $
Provision pour pertes sur créances	**1 119**	691	760	575	380
Radiations					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	**(15)**	(11)	(14)	(17)	(34)
Prêts aux particuliers	**(394)**	(372)	(236)	(163)	(138)
Prêts sur cartes de crédit	**(169)**	(150)	(65)	(52)	(98)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**(296)**	(225)	(524)	(250)	(361)
	(874)	(758)	(839)	(482)	(631)
À l'étranger, excluant les pays en développement					
Prêts hypothécaires résidentiels	**(9)**	–	–	–	–
Prêts aux particuliers	**(7)**	–	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	**(2)**	–	–	–	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**(233)**	(81)	(229)	(29)	(28)
Risques à l'égard des pays en développement	**–**	–	(4)	(325)	(10)
	(251)	(81)	(233)	(354)	(38)
	(1 125)	(839)	(1 072)	(836)	(669)
Recouvrements					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	**–**	–	2	6	9
Prêts aux particuliers	**66**	44	31	26	21
Prêts sur cartes de crédit	**44**	48	10	24	32
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**58**	48	66	80	62
	168	140	109	136	124
À l'étranger, excluant les pays en développement					
Prêts aux particuliers	**1**	–	–	–	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**16**	22	5	8	17
	17	22	5	8	17
	185	162	114	144	141
Radiations nettes	**(940)**	(677)	(958)	(692)	(528)
Acquisition de Centura Banks, Inc.	**157**				
Ajustements	**81**	61	32	65	31
Provision cumulative à la fin	**2 392 $**	1 975 $	1 900 $	2 066 $	2 118 $
Radiations nettes (excluant les pays en développement), en pourcentage de la moyenne des prêts	**0,55 %**	0,42 %	0,61 %	0,24 %	0,36 %
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts	**0,55 %**	0,42 %	0,62 %	0,45 %	0,37 %
Attribution de la provision cumulative (1)					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	**45 $**	46 $	53 $	50 $	52 $
Prêts aux particuliers	**447**	403	344	156	92
Prêts sur cartes de crédit	**147**	88	60	–	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**791**	664	748	604	562
	1 430	1 201	1 205	810	706
À l'étranger, excluant les pays en développement					
Prêts hypothécaires résidentiels	**4**	11	9	7	6
Prêts aux particuliers	**33**	–	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	**5**	–	–	–	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**581**	322	380	359	307
	623	333	389	366	313
Provision cumulative attribuée pour pertes sur prêts (2)	**2 053**	1 534	1 594	s.o.	s.o.
Provision cumulative non attribuée pour pertes sur prêts (2)	**225**	337	290	s.o.	s.o.
Total de la provision cumulative pour pertes sur prêts	**2 278**	1 871	1 884	2 026	1 769
Provision cumulative pour engagements hors bilan et autres (3)	**109**	98	–	–	–
Provision cumulative pour titres exonérés d'impôts	**5**	6	16	40	30
Provision cumulative à l'égard des risques-pays (titres)	**–**	–	–	–	319
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	**2 392 $**	1 975 $	1 900 $	2 066 $	2 118 $
Répartition de la provision cumulative					
Provisions cumulatives spécifiques attribuées	**951 $**	747 $	786 $	1 176 $	932 $
Provision cumulative attribuée à l'égard des risques-pays	**31**	28	34	40	436
Provision cumulative générale attribuée (2), (4)	**1 185**	863	790	s.o.	s.o.
Total de la provision cumulative attribuée pour pertes sur créances (2)	**2 167**	1 638	1 610	s.o.	s.o.
Provision cumulative non attribuée pour pertes sur créances (2)	**225**	337	290	s.o.	s.o.
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	**2 392 $**	1 975 $	1 900 $	2 066 $	2 118 $
Pourcentage des prêts par rapport au total des prêts					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	**35 %**	37 %	38 %	36 %	35 %
Prêts aux particuliers	**15**	16	16	14	14
Prêts sur cartes de crédit	**2**	3	2	1	2
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**24**	28	28	28	28
	76	84	84	79	79
À l'étranger	**24**	16	16	21	21
Total	**100 %**	100 %	100 %	100 %	100 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du total des prêts (y compris les acceptations de banque)	**1,3 %**	1,1 %	1,2 %	1,3 %	1,2 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du total des prêts (y compris les acceptations de banque) et des conventions de revente	**1,0 %**	1,0 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts à intérêts non comptabilisés (ratio de couverture), excluant les pays en développement	**93 %**	112 %	112 %	103 %	94 %

(1) En raison d'un changement de méthode adopté en 1999, la provision cumulative pour pertes sur prêts en 2001, en 2000 et en 1999 comprend les montants de la provision cumulative générale attribuée, qui ont été répartis entre les catégories de prêts. Ces montants totalisent 1 076 millions de dollars (765 millions en 2000; 790 millions en 1999) et ont été répartis comme suit : au Canada – prêts hypothécaires résidentiels, 21 millions de dollars (18 millions en 2000; 11 millions en 1999); prêts aux particuliers, 266 millions (207 millions en 2000; 174 millions en 1999); prêts sur cartes de crédit, 147 millions (88 millions en 2000; 60 millions en 1999); prêts aux entreprises et aux gouvernements, 385 millions (321 millions en 2000; 370 millions en 1999); à l'étranger – prêts hypothécaires résidentiels, 2 millions de dollars (néant en 2000 et en 1999); prêts aux particuliers, 26 millions (néant en 2000 et en 1999); prêts sur cartes de crédit, 5 millions (néant en 2000 et en 1999); prêts aux entreprises et aux gouvernements, 224 millions (131 millions en 2000; 175 millions en 1999). Les montants antérieurs à 1999 ne comprennent pas la provision cumulative générale attribuée.

(2) Avant le 31 octobre 1999, la provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative non attribuée totalisaient 850 millions de dollars en 1998 et 750 millions en 1997; elles n'étaient alors pas séparées en deux composantes.

(3) Depuis l'exercice 2000, la provision cumulative pour engagements hors bilan et autres est constatée au poste Autres passifs. Au cours des exercices précédents, ce montant était inclus dans la provision cumulative pour pertes sur prêts.

(4) Comprend la provision cumulative pour engagements hors bilan et autres.

TABLEAU 19 Prêts (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2001	2000	1999	1998	1997	2001	1997
Au Canada							
Provinces de l'Atlantique	**9 654 $**	9 690 $	8 840 $	8 052 $	7 714 $	**5,3 %**	5,2 %
Québec	**13 863**	16 191	14 936	14 066	14 758	**7,7**	9,8
Ontario	**70 164**	60 999	54 724	51 977	48 717	**38,8**	32,5
Provinces des Prairies	**25 192**	29 402	25 521	23 288	22 150	**13,9**	14,8
Colombie-Britannique	**22 696**	25 118	23 141	22 295	21 646	**12,5**	14,4
Total au Canada	**141 569**	141 400	127 162	119 678	114 985	**78,2**	76,7
À l'étranger							
États-Unis	**25 944**	13 415	13 060	13 717	12 725	**14,3**	8,5
Europe, Moyen-Orient et Afrique	**7 918**	6 544	6 617	13 174	11 763	**4,4**	7,8
Antilles	**1 856**	2 059	1 502	1 573	1 274	**1,0**	0,9
Amérique latine	**1 680**	1 842	2 309	3 875	3 493	**0,9**	2,3
Asie	**1 328**	1 781	2 417	4 550	5 372	**0,7**	3,6
Australie et Nouvelle-Zélande	**805**	771	983	825	343	**0,5**	0,2
Total à l'étranger	**39 531**	26 412	26 888	37 714	34 970	**21,8**	23,3
Total des prêts	**181 100**	167 812	154 050	157 392	149 955	**100,0 %**	100,0 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts	**(2 278)**	(1 871)	(1 884)	(2 026)	(1 769)		
Total	**178 822 $**	165 941 $	152 166 $	155 366 $	148 186 $		
Au Canada							
Particuliers							
Prêts hypothécaires résidentiels	**64 066 $**	61 444 $	58 524 $	55 836 $	52 835 $	**35,4 %**	35,2 %
Prêts aux particuliers	**27 202**	27 207	24 353	21 814	20 214	**15,0**	13,5
Prêts sur cartes de crédit	**4 110**	4 666	2 666	1 945	2 324	**2,3**	1,6
	95 378	93 317	85 543	79 595	75 373	**52,7**	50,3
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations							
Petites et moyennes entreprises (2)	**9 788**	11 701	10 334	8 452	7 325	**5,4**	4,9
Exploitations agricoles	**4 758**	4 931	4 217	3 851	3 479	**2,6**	2,3
Services publics	**4 293**	3 754	3 350	3 442	3 845	**2,4**	2,6
Services financiers	**3 010**	2 218	1 567	1 718	1 976	**1,7**	1,2
Prêts hypothécaires commerciaux	**2 635**	2 961	2 635	2 434	2 392	**1,4**	1,6
Biens de consommation	**2 447**	2 874	2 086	2 802	2 787	**1,3**	1,9
Secteur immobilier commercial	**2 325**	2 594	2 400	2 523	2 872	**1,3**	1,9
Produits industriels	**2 174**	2 470	2 301	2 241	2 137	**1,2**	1,4
Transport et environnement	**2 138**	1 519	1 562	1 392	1 481	**1,2**	1,0
Gouvernements	**1 597**	1 385	2 105	1 951	1 575	**0,9**	1,1
Médias et câblodistribution (3)	**1 510**	1 120	1 135	959	–	**0,8**	–
Industrie forestière	**1 275**	1 362	1 151	1 728	1 976	**0,7**	1,3
Industrie automobile	**864**	673	611	698	787	**0,5**	0,5
Télécommunications	**677**	1 008	525	361	–	**0,4**	–
Technologies de l'information	**203**	210	191	204	1 340	**0,1**	0,9
Autres	**6 497**	7 303	5 449	5 327	5 640	**3,6**	3,8
	46 191	48 083	41 619	40 083	39 612	**25,5**	26,4
Total au Canada	**141 569**	141 400	127 162	119 678	114 985	**78,2**	76,7
À l'étranger							
Particuliers							
Prêts hypothécaires résidentiels	**3 378**	1 540	718	632	534	**1,9**	0,4
Prêts aux particuliers	**5 309**	812	902	947	650	**2,9**	0,4
Prêts sur cartes de crédit	**173**	–	–	–	–	**0,1**	–
	8 860	2 352	1 620	1 579	1 184	**4,9**	0,8
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations							
Services publics	**2 994**	3 051	3 887	4 702	3 877	**1,7**	2,6
Services financiers	**9 347**	7 912	6 937	10 896	11 359	**5,2**	7,6
Biens de consommation	**1 699**	1 111	1 411	2 756	2 365	**0,9**	1,6
Secteur immobilier commercial	**4 082**	271	464	862	926	**2,2**	0,6
Produits industriels	**2 116**	1 749	1 325	1 881	2 589	**1,2**	1,7
Transport et environnement	**1 571**	1 487	1 975	2 296	1 762	**0,8**	1,2
Gouvernements	**128**	167	773	492	622	**0,1**	0,4
Médias et câblodistribution (3)	**1 380**	2 033	1 909	2 270	–	**0,8**	–
Industrie forestière	**385**	468	549	609	609	**0,2**	0,4
Industrie automobile	**527**	513	878	2 264	1 771	**0,3**	1,2
Télécommunications	**1 558**	2 244	1 206	1 756	–	**0,9**	–
Technologies de l'information	**396**	433	709	1 212	4 722	**0,2**	3,1
Autres	**4 488**	2 621	3 245	4 139	3 184	**2,4**	2,1
	30 671	24 060	25 268	36 135	33 786	**16,9**	22,5
Total à l'étranger	**39 531**	26 412	26 888	37 714	34 970	**21,8**	23,3
Total des prêts	**181 100**	167 812	154 050	157 392	149 955	**100,0 %**	100,0 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts	**(2 278)**	(1 871)	(1 884)	(2 026)	(1 769)		
Total	**178 822 $**	165 941 $	152 166 $	155 366 $	148 186 $		

(1) La répartition est fonction du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Les prêts aux petites et moyennes entreprises en 2001 se rapportent aux secteurs d'activité suivants : prêts de 1 788 millions de dollars liés au secteur immobilier commercial; prêts de 1 665 millions liés au secteur des biens de consommation; prêts de 916 millions liés au secteur des produits industriels; prêts de 605 millions liés aux secteurs du transport et de l'environnement; prêts de 434 millions liés au secteur de l'industrie automobile; prêts de 296 millions liés au secteur de l'industrie forestière; prêts de 157 millions liés au secteur des services publics; prêts de 133 millions liés au secteur des technologies de l'information; prêts de 96 millions liés au secteur des services financiers; prêts de 84 millions liés aux secteurs des médias et de la câblodistribution; prêts de 45 millions liés au secteur des télécommunications; prêts de 3 569 millions liés aux autres secteurs.

(3) Comprend des prêts liés au secteur de la câblodistribution de 330 millions de dollars au Canada en 2001 (262 millions en 2000; 169 millions en 1999; 164 millions en 1998; néant en 1997), et de 625 millions de dollars à l'étranger en 2001 (1 321 millions en 2000; 850 millions en 1999; 1 221 millions en 1998; néant en 1997).

TABLEAU 20 Prêts aux États-Unis et données relatives à la qualité de ces prêts (1)

(en millions de dollars canadiens)	Solde des prêts 2001	Solde des prêts 2000	Prêts à intérêts non comptabilisés 2001	Prêts à intérêts non comptabilisés 2000	Provision pour pertes sur créances 2001	Provision pour pertes sur créances 2000
Particuliers						
Prêts hypothécaires résidentiels	**2 666 $**	845 $	**24 $**	– $	**8 $**	– $
Prêts aux particuliers	**4 621**	78	**15**	–	**5**	–
Prêts sur cartes de crédit	**128**	–	**–**	–	**2**	–
	7 415	923	**39**	–	**15**	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations						
Services publics	**1 613**	1 582	**–**	–	**–**	–
Services financiers	**4 104**	4 521	**30**	–	**7**	–
Biens de consommation	**1 172**	435	**9**	–	**2**	–
Secteur immobilier commercial	**3 773**	44	**81**	4	**66**	2
Produits industriels	**1 513**	1 107	**8**	68	**3**	40
Transport et environnement	**788**	469	**48**	56	**(4)**	42
Gouvernements	**23**	–	**–**	–	**–**	–
Médias et câblodistribution (2)	**1 038**	1 782	**–**	–	**3**	–
Industrie forestière	**98**	181	**–**	–	**–**	–
Industrie automobile	**408**	221	**33**	–	**6**	–
Télécommunications	**835**	1 131	**272**	–	**272**	–
Technologies de l'information	**299**	374	**76**	–	**7**	–
Autres	**2 865**	645	**30**	17	**–**	15
	18 529	12 492	**587**	145	**362**	99
	25 944 $	13 415 $	**626 $**	145 $	**377 $**	99 $

(1) En fonction du lieu de résidence de l'emprunteur.
(2) Comprend des prêts de 455 millions de dollars liés au secteur de la câblodistribution (1 162 millions en 2000).

TABLEAU 21 Encours à l'étranger (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2001	2001 Pourcentage de l'actif total	2000	2000 Pourcentage de l'actif total	1999	1999 Pourcentage de l'actif total
États-Unis – Banques	**7 186 $**		5 462 $		4 208 $	
Gouvernement	**3 834**		889		486	
Autres	**49 172**		30 034		23 865	
	60 192	**16,61 %**	36 385	12,38 %	28 559	10,45 %
Europe de l'Ouest						
Royaume-Uni – Banques	**6 275**		4 347		4 960	
Gouvernement	**153**		26		79	
Autres	**5 256**		5 791		4 308	
	11 684	**3,22**	10 164	3,46	9 347	3,42
France – Banques	**2 378**		2 379		2 082	
Gouvernement	**68**		45		57	
Autres	**1 176**		1 552		784	
	3 622	**1,00**	3 976	1,35	2 923	1,07
Allemagne – Banques	**5 952**		5 471		5 608	
Gouvernement	**173**		1		291	
Autres	**559**		643		268	
	6 684	**1,84**	6 115	2,08	6 167	2,26
Pays-Bas	**2 218**	**0,61**	1 300	0,44	2 060	0,75
Suisse	**1 362**	**0,38**	1 687	0,57	2 044	0,75
Autres	**5 244**	**1,45**	4 305	1,47	4 309	1,57
	30 814	**8,50**	27 547	9,37	26 850	9,82
Europe centrale, Europe de l'Est, Moyen-Orient et Afrique	**469**	**0,13**	645	0,22	769	0,28
Amérique latine						
Argentine	**193**	**0,06**	324	0,11	437	0,16
Brésil	**71**	**0,02**	75	0,02	160	0,06
Chili	**836**	**0,23**	751	0,26	640	0,24
Mexique	**696**	**0,19**	343	0,12	665	0,24
Autres	**174**	**0,05**	212	0,07	272	0,10
	1 970	**0,55**	1 705	0,58	2 174	0,80
Antilles						
Bahamas	**1 520**	**0,42**	1 549	0,53	1 674	0,61
Autres	**1 902**	**0,52**	1 952	0,66	1 236	0,45
	3 422	**0,94**	3 501	1,19	2 910	1,06
Asie						
Japon – Banques	**53**		634		390	
Gouvernement	**1 663**		1 599		625	
Autres	**988**		1 000		1 256	
	2 704	**0,75**	3 233	1,10	2 271	0,83
Singapour	**217**	**0,06**	336	0,11	411	0,15
République de Corée	**449**	**0,12**	338	0,11	462	0,17
Autres	**145**	**0,04**	188	0,07	755	0,28
	3 515	**0,97**	4 095	1,39	3 899	1,43
Australie et Nouvelle-Zélande	**2 335**	**0,64**	1 775	0,60	2 444	0,89
Provision cumulative pour pertes sur prêts (2)	**(728)**	**(0,20)**	(441)	(0,15)	(389)	(0,14)
Total	**101 989 $**	**28,14 %**	75 212 $	25,58 %	67 216 $	24,59 %

(1) Comprend les actifs suivants, liés à des clients situés dans un pays étranger : les prêts, les intérêts courus, les acceptations, les dépôts productifs d'intérêt à d'autres banques, les valeurs mobilières, les autres placements productifs d'intérêt et les autres actifs monétaires, y compris les gains nets de réévaluation sur les contrats de change et les produits dérivés. Les encours libellés en monnaie locale, qu'ils soient ou non couverts ou financés par des emprunts libellés en monnaie locale, sont compris dans les encours du pays en question. Les encours à l'étranger sont présentés en fonction de la région de risque ultime.
(2) La provision cumulative pour pertes sur prêts comprend la provision cumulative attribuée à l'égard des risques-pays et la tranche relative à l'étranger des provisions cumulatives spécifiques attribuées, de la provision cumulative générale attribuée et de la provision cumulative non attribuée.

Gestion des risques

Vue générale

La Banque gère le risque stratégiquement afin d'accroître la valeur pour les actionnaires. La pierre angulaire d'une gestion des risques efficace à la Banque consiste en une solide culture de gestion des risques, qui est étayée par de nombreux processus d'élaboration de stratégies et de politiques, dirigés conjointement par les spécialistes de la gestion des risques et par les unités. Ce partenariat vise à garantir que la Banque demeure axée stratégiquement sur les questions touchant les activités, les risques et les ressources.

Bien que le partenariat soit important, l'indépendance de la Gestion des risques du Groupe est essentielle. Le membre du Directoire et chef de la gestion des risques, qui relève directement du président et chef de la direction, dirige une fonction globale structurée de façon à tenir compte des besoins changeants et des initiatives stratégiques de l'organisation. Le processus de gestion des risques bénéficie de la supervision des comités de direction et du Conseil. En 2001, les responsabilités du chef de la conformité à la réglementation ont été étendues, et le Comité de déontologie et de conformité à la réglementation a été ajouté à la structure des comités de gestion des risques :

Comité de vérification du Conseil d'administration
- Supervise le processus de présentation de l'information financière
- Examine les procédés de contrôle interne et de vérification

Comité des politiques en matière de risque et de révision du Conseil d'administration
- S'assure de la conformité des politiques et des procédés aux dispositions relatives aux délits d'initiés de la *Loi sur les banques* et au processus de gestion des risques
- Examine les tendances du profil de risque
- Examine les principales politiques en matière de risque et les principaux risques par contrepartie, par pays et par secteur

Comité de la politique de prêt
- Fournit des directives stratégiques
- Examine les politiques et les stratégies globales en matière de risque
- Présidé par le président et chef de la direction

Comité de déontologie et de conformité à la réglementation
- Fournit un aperçu des politiques et des systèmes de gestion afin d'assurer la conformité aux principes directeurs et au Code de conduite du Groupe
- Sert de point de référence pour établir les politiques en matière de déontologie et de conformité à la réglementation
- Présidé par le membre du Directoire et chef de la gestion des risques

Comité de gestion des risques
- Approuve des politiques, des processus et des systèmes pour la gestion des risques dans tout le Groupe
- Approuve les principales stratégies en matière de risque par pays et par secteur
- Examine l'incidence de l'évolution de la conjoncture sur les activités commerciales ou le profil de risque
- Surveille la qualité du portefeuille
- Présidé par le membre du Directoire et chef de la gestion des risques

Comité actif-passif
- Supervise le risque de marché dans les opérations autres que de négociation, le risque de liquidité et la gestion du capital
- Évalue les stratégies ayant trait au bilan afin de maximiser la valeur pour les actionnaires
- Présidé par le membre du Directoire et chef des finances

Comité du risque de taux d'intérêt
- Supervise la gestion du risque de taux d'intérêt pour les opérations autres que de négociation

La pyramide de risque est le principal outil d'évaluation des risques au sein de la Banque. Elle donne à l'organisation une langue commune qui lui permet d'évaluer les risques liés aux examens d'entreprises, aux nouvelles activités, aux nouveaux produits, aux nouvelles initiatives, aux acquisitions ou aux alliances. La pyramide sert également à fournir une optique organisationnelle des rôles et des responsabilités assumés par le Conseil et la direction afin d'assurer une gestion des risques efficace au sein de la Banque. Elle a initialement été élaborée comme un outil de communication et elle continue d'être utilisée à cette fin.

Les spécialistes de la Gestion des risques travaillent en collaboration avec les unités opérationnelles et fonctionnelles à la détection des risques, puis à leur évaluation, à leur surveillance et à leur gestion. Suivant une méthode de gestion de portefeuille appliquée à l'échelle du Groupe, ils utilisent des techniques d'analyse de portefeuille afin d'optimiser le rapport risque-rendement et de garantir une répartition efficiente du capital au sein de la Banque.

Pyramide de risque

Pyramide de risque : optique organisationnelle

Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit correspond habituellement au risque de perte causée par l'incapacité ou le refus d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. La distinction par rapport au risque de marché n'est cependant pas évidente, car le risque de crédit peut également être attribuable à la diminution de la valeur marchande causée par la détérioration de la situation financière d'une contrepartie. Un processus de gestion disciplinée du risque de crédit préserve l'indépendance et l'intégrité dans l'évaluation des risques, tout en étant intégré aux processus de gestion des activités. Des politiques et des procédés, qui sont communiqués à toute l'organisation, guident la gestion quotidienne du risque de crédit et constituent une partie essentielle de la culture de l'entreprise.

Sous réserve du principe absolu de la diversification du portefeuille, la Banque met l'accent sur :

- des relations stratégiques et profitables avec les clients, autant actuelles qu'éventuelles;
- des secteurs d'activité dans lesquels les sociétés canadiennes jouissent d'un avantage concurrentiel particulier ou dans lesquels la Banque a acquis des compétences spéciales;
- des secteurs axés sur les activités qui génèrent un rendement attrayant compte tenu du risque (petites entreprises, secteur public, exploitations agricoles).

Au Canada, la Banque offre une gamme complète de services à des clients de tous les secteurs d'activité. À l'échelle internationale, elle poursuit ses activités dans les secteurs où elle a acquis de l'expertise (exploration minière, énergie, télécommunications et médias, et services financiers). Elle met de plus en plus l'accent sur le rapport risque-rendement des opérations individuelles et sur l'incidence de ces opérations sur la diversification du portefeuille, et elle prête une attention particulière à l'équilibre approprié entre la « nouvelle économie » et « l'économie traditionnelle ». Lorsque l'économie a commencé à ralentir au début de l'été, la Banque a évalué de façon proactive le risque lié aux secteurs cycliques tels que ceux des biens de consommation, du commerce de détail et de la fabrication d'automobiles. Elle a par ailleurs continué de suivre de près le secteur des produits forestiers. En 2001, le portefeuille de prêts consentis aux entreprises de ce secteur a chuté de 170 millions de dollars, ou 9 %, pour s'établir à 1,7 milliard, en baisse par rapport à 2,6 milliards au 31 octobre 1997.

Au 31 octobre 2001, les prêts consentis aux entreprises des secteurs des télécommunications et de la câblodistribution s'élevaient à 3,2 milliards de dollars (4,8 milliards au 31 octobre 2000), et 47 % de ces prêts étaient assortis d'une cote de solvabilité élevée. Les prêts dans le secteur des télécommunications s'établissaient à 2,2 milliards de dollars, dont 41 % étaient assortis d'une cote de solvabilité élevée.

Au 31 octobre 2001, les prêts consentis aux entreprises du secteur du transport et de l'environnement s'établissaient à 3,7 milliards de dollars (3,0 milliards au 31 octobre 2000), et 62 % de ces prêts étaient assortis d'une cote de solvabilité élevée. En 2001, le secteur de l'aviation commerciale, en particulier, a été touché par un ralentissement cyclique et par l'incidence des attentats terroristes perpétrés le 11 septembre aux États-Unis. Au 31 octobre 2001, les prêts consentis aux transporteurs aériens s'élevaient à 0,9 milliard de dollars, et 67 % de ces prêts étaient assortis d'une cote de solvabilité élevée.

L'acquisition de RBC Centura a permis à la Banque d'élargir son portefeuille de prêts aux entreprises du secteur immobilier, mais la séparation géographique du portefeuille de RBC Centura et des marchés canadiens traditionnels de la Banque est considérée comme un facteur atténuant. Nonobstant cette diversification, la Banque prévoit, au cours des deux prochaines années, réduire de 1 milliard de dollars environ le total de son encours relatif aux entreprises du secteur immobilier, qui se chiffrait à 6,4 milliards à la fin de l'exercice.

La Banque a maintenu le cap de la réduction du risque lié aux marchés naissants. Elle a continué de réduire son risque de crédit lié aux marchés naissants de l'Asie, de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, du Moyen-Orient et de l'Afrique, mais le rythme de cette réduction accuse maintenant un ralentissement. Son risque dans ces marchés concerne principalement des filiales de multinationales et de banques étrangères, et des sociétés qui exercent d'importantes activités en Amérique du Nord et offrent des possibilités de services tarifés dans leur marché intérieur. C'est particulièrement le cas en Amérique latine, où le risque est principalement lié au secteur privé et concerne surtout le financement de projets donnés, le risque lié directement au gouvernement étant négligeable.

Parmi les produits qui composent le portefeuille, les prêts traditionnels occupent de moins en moins de place, surtout en ce qui concerne les activités bancaires internationales. L'accent est davantage mis sur des activités de négociation, par exemple les opérations de change, les swaps, les options, les produits dérivés sur actions et les produits à revenu fixe. Les opérations sont effectuées par des équipes spécialisées à Toronto, New York, Londres et Sydney. Des services administratifs indépendants sur place veillent à ce que les lignes directrices en matière de risque soient respectées. La Gestion des risques à Toronto doit approuver les nouveaux produits ou les nouvelles structures après avoir fait une analyse des risques et une évaluation des facteurs de stress. Il y a deux niveaux de contrôle du risque des produits de négociation. Premièrement, les marges de crédit individuelles doivent être approuvées pour chaque contrepartie. Deuxièmement, le niveau global des marges approuvées est limité par groupe de produits, par emplacement de la contrepartie ou par secteur. Ces limites sont particulièrement importantes dans le secteur financier, les banques représentant environ 35 % et les institutions financières autres que les banques représentant 15 % de toutes les autorisations de crédit commercial de la Banque.

Services aux particuliers et aux entreprises

Une gestion des risques spécialisée à l'égard de toutes les activités des Services aux particuliers et aux entreprises demeure un objectif clé pour 2002. Pour ce qui est des marchés des consommateurs et des petites entreprises, la Gestion des risques et les Services aux particuliers et aux entreprises ont uni leurs efforts afin d'améliorer notre système d'évaluation du crédit par score et nos stratégies relatives aux activités de montage, d'examen des comptes et de perception. Les avantages de ce projet devraient commencer à se matérialiser en 2002. Par ailleurs, la Gestion des risques, en collaboration avec les Marchés commerciaux, continue d'acquérir de l'expertise dans le secteur et d'accroître ses capacités de gestion de portefeuille. Dans le marché milieu de gamme, la mise en œuvre du logiciel Conseiller financier de Moody (un logiciel conçu par les Services de gestion des risques de Moody et utilisé pour effectuer une analyse financière de l'information financière des clients aux fins du processus d'ouverture de crédit pour les clients du secteur privé et les entreprises) en 2002 aidera les directeurs de comptes à effectuer une analyse du crédit et à comprendre les besoins financiers de leurs entreprises clientes.

La Gestion des risques améliore continuellement les systèmes d'information de gestion afin d'accroître les capacités de gestion de portefeuille et d'améliorer les processus liés au crédit.

Grande entreprise et marchés des capitaux

En ce qui concerne les grandes entreprises clientes, la Banque aborde la gestion des risques selon une approche stratégique. Cette approche intègre des techniques exhaustives de gestion de portefeuille et des limites stratégiques prévisionnelles pour des secteurs et sous-secteurs, des pays et des clients fondées sur l'analyse des risques, les occasions d'affaires et le degré de risque que la Banque désire assumer. Le portefeuille d'actifs est géré d'une façon continue au moyen d'examens officiels – périodiques et liés aux événements – du rapport risque-rendement de la clientèle actuelle et des occasions potentielles, ainsi que d'un processus exhaustif de modélisation de portefeuille, qui rééquilibre les risques de la Banque ayant trait aux secteurs internationaux et aux divers pays. Au cours de l'exercice, nous avons augmenté la fréquence et la profondeur de l'analyse des cotes de crédit de nos emprunteurs et de nos contreparties.

Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation correspond au risque de subir une perte directe ou indirecte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, de la technologie, de facteurs humains ou de faits externes. L'incidence peut être une perte financière, une atteinte à la réputation, la perte d'une position concurrentielle ou une réprobation d'ordre réglementaire.

Bien qu'il soit impossible d'éliminer totalement le risque d'exploitation, la Banque s'efforce de le réduire au minimum en s'assurant que l'infrastructure, les contrôles, les systèmes et le personnel formé et compétent appropriés sont en place pour tout le Groupe. Des spécialistes chevronnés sont chargés de repérer et de mettre en œuvre les meilleures pratiques, selon la Banque, de l'industrie dans le domaine de la gestion du risque d'exploitation.

La Banque élabore et met en œuvre de façon proactive de nouvelles méthodes pour la détection, l'évaluation et la gestion du risque d'exploitation. En 2001, un grand nombre d'autoévaluations approfondies du risque d'exploitation ont été effectuées dans tous les secteurs, et ces derniers ont adopté des plans d'action afin de gérer leurs risques de façon plus proactive. Du capital ayant égard au risque d'exploitation a été réparti dans toutes les principales unités opérationnelles, en fonction d'une évaluation du risque de chacune.

En 2002, la Banque mettra en place des outils et des processus d'autoévaluation du risque d'exploitation dans toute l'organisation, et elle continuera d'élaborer des méthodes de quantification du risque d'exploitation et d'adopter les meilleures pratiques en matière de gestion des risques.

Risque lié aux affaires électroniques

Les affaires électroniques regroupent différentes cultures, pratiques commerciales et chaînes de valeurs complexes, ainsi que différents processus et talents. Innovation, réinvention et regroupement sont le propre des affaires électroniques, et la Banque se tient au courant des faits nouveaux et de la rapidité avec laquelle les affaires électroniques évoluent. Nous accordons une importance primordiale à la communication des meilleures pratiques en matière de gestion des risques liés aux affaires électroniques, et désirons mettre en place des outils de gestion des risques et de diligence raisonnable dans toute l'organisation.

La sécurité, la confidentialité et la gestion de la technologie sont les risques le plus souvent mentionnés en matière d'affaires électroniques, et les tendances à cet égard au sein de la Banque font l'objet d'une surveillance et d'une gestion attentives. Parmi les risques uniques et susceptibles d'être élevés sur lesquels nous nous concentrons, on compte la planification stratégique/commerciale, la continuité des affaires, la gestion du changement, le recrutement et la rétention de ressources humaines ayant des compétences spécialisées, et la gestion du savoir. En établissant un centre d'expertise en matière de risque lié aux affaires électroniques, la Banque est devenue un chef de file et un modèle en matière de gestion du risque lié aux affaires électroniques.

Gestion du risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, des cours des actions et des cours des marchandises entraînent des pertes.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond à l'incidence défavorable potentielle des fluctuations des taux d'intérêt sur les résultats et la valeur économique de la Banque. Les principales sources du risque de taux d'intérêt auquel la Banque est exposée sont le risque de décalage dans la modification des taux, le risque d'écart de taux, le risque de base et le risque lié aux options. Le risque de décalage dans la modification des taux survient lorsqu'il y a des décalages ou des écarts dans les montants des actifs et des passifs et des instruments hors bilan dont les échéances ou les dates de modification des taux d'intérêt surviennent au cours d'une période donnée. Ces décalages découlent principalement des préférences des clients en matière d'échéance. Le risque d'écart de taux survient lorsque l'écart de taux est modifié en raison de l'évolution de la perception par le marché de la qualité et de la liquidité du crédit, qu'elles soient générales ou spécifiques. Le risque de base survient lorsque les différentiels de prix entre les divers indices en fonction desquels la Banque établit le prix de ses produits changent. Le risque lié aux options découle de l'incidence des mouvements des taux d'intérêt et du degré de volatilité sur la valeur marchande des options détenues dans les portefeuilles de la Banque.

Risque de change

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations des cours du change sur les résultats et la valeur économique de la Banque. La Banque est exposée au risque de change à la fois sur le marché des opérations de change au comptant et sur celui des contrats de change à terme ainsi que sur le marché des options. Le risque de change sur le marché au comptant survient lorsque la valeur actualisée totale de l'actif dans une devise donnée n'est pas égale à la valeur actualisée totale du passif dans cette même devise. Le risque découlant des contrats de change à terme survient lorsque, pour une devise donnée, le profil des échéances des contrats de change achetés diffère de celui des contrats de change vendus. Le risque lié aux options découle de l'incidence des mouvements des taux d'intérêt et de change ainsi que du taux de volatilité sur la valeur marchande des options faisant partie des portefeuilles de la Banque.

Risque sur actions

Le risque sur actions correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations du cours de certaines actions ou de l'évolution générale de la valeur du marché boursier sur les résultats de la Banque. La Banque est exposée au risque sur actions en raison de ses opérations d'achat et de vente d'actions à titre de contrepartiste dans ses activités de courtage. Le risque sur actions découle également des activités de négociation de la Banque, y compris la conclusion d'opérations de bourse sur mesure concernant les produits dérivés sur actions pour ses clients, les opérations d'arbitrage et la négociation pour son propre compte.

Risque sur marchandises

Le risque sur marchandises correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations des prix des marchandises sur les résultats et la valeur économique de la Banque. Le risque sur marchandises de la Banque touche principalement le portefeuille de négociation de la Banque et découle de son exposition aux variations des cours des métaux précieux. Toutefois, le risque sur marchandises auquel est exposé le portefeuille de négociation de la Banque est minime, car la Banque n'a habituellement pas de positions non couvertes pour ce portefeuille.

Le niveau du risque de marché auquel la Banque est exposée varie constamment, selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et du marché et la composition des portefeuilles de négociation et autres que de négociation de la Banque. La Banque établit, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels elle surveille et limite l'exposition au risque de marché découlant de ses activités de négociation et de gestion de l'actif et du passif.

Activités de négociation

Le risque de marché associé aux activités de négociation découle des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des devises, des taux d'intérêt, des actions et des marchandises. Le groupe des opérations sur titres de la Banque joue un rôle de premier plan dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de ses clients et le transfert des risques de marché à l'ensemble du marché des capitaux. La Banque agit également à titre de contrepartiste et adopte des positions exclusives de risque de marché en respectant les autorisations accordées par le Conseil. Ce risque est géré principalement au moyen d'une méthodologie de la valeur à risque (VAR).

La VAR est un concept de mesure du risque généralement reconnu qui utilise des modèles statistiques et des informations sur les prix du marché historiques pour calculer, selon un niveau de confiance donné, la perte maximale de valeur marchande que la Banque subirait dans ses portefeuilles de négociation par suite de mouvements défavorables des taux et des cours du marché pendant une journée. La VAR de la Banque est fondée sur un niveau de confiance de 99 % et représente une estimation de la perte maximale que pourrait subir la Banque dans ses portefeuilles de négociation 99 jours sur 100. La Banque utilise une simulation historique des scénarios des 500 jours de négociation précédents pour calculer la VAR de son portefeuille de négociation. Le graphique de la page 53 illustre le rapprochement des revenus de négociation nets quotidiens et des montants de la VAR globale de négociation pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001. Le revenu de négociation net correspond à la somme des ajustements à la valeur du marché comptabilisée pour les positions de négociation et du revenu net d'intérêt accumulé attribuable aux actifs de négociation. Au cours de l'exercice 2001, la Banque a enregistré seulement deux jours où des pertes de négociation se sont produites, et elle n'a pas enregistré un seul jour où les pertes de négociation ont dépassé l'estimation de la VAR pour cette journée.

TABLEAU 22 Évaluation des risques de marché – activités de négociation (1)

(en millions de dollars canadiens)	2001 À la fin	2001 Haut	2001 Moyenne	2001 Bas	2000 À la fin	2000 Haut	2000 Moyenne	2000 Bas
VAR globale par catégorie de risque important								
Titres de participation	**8 $**	**16 $**	**10 $**	**6 $**	14 $	22 $	13 $	6 $
Change et marchandises	**2**	**6**	**3**	**1**	4	11	5	2
Taux d'intérêt	**3**	**9**	**4**	**2**	7	9	5	3
VAR globale (2)	**8 $**	**18 $**	**11 $**	**6 $**	18 $	24 $	16 $	10 $

(1) Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VAR quotidienne à un niveau de confiance de 99 %.
(2) La VAR globale reflète la corrélation entre chacune des catégories de risque important et la diversification.

Au cours de l'exercice, la Banque a élargi sa gamme de produits sur taux d'intérêt afin d'y inclure les produits dérivés de crédit. Ces produits permettent de négocier le risque de crédit indépendamment d'un instrument sous-jacent. Par exemple, le risque de crédit d'une société peut être acquis ou désinvesti au moyen d'un produit dérivé de crédit, sans qu'il soit nécessaire de détenir un prêt ou une obligation de la société. Les produits dérivés de crédit sont l'un des produits de négociation hors cote à la croissance la plus rapide. Ces produits sont offerts aux entreprises clientes et aux clients institutionnels, et ils sont également utilisés par la Banque aux fins de la gestion de son portefeuille de prêts.

Le tableau 22 ci-dessus indique la VAR par catégorie de risque important à la fin de l'exercice (haut, moyenne et bas) pour les activités de négociation regroupées de la Banque pour les exercices terminés les 31 octobre 2001 et 2000. Le tableau indique également la VAR globale de la Banque, qui intègre l'incidence de la corrélation dans les mouvements des taux d'intérêt, des cours du change, des cours des actions et des cours des marchandises et les avantages résultant de la diversification au sein du portefeuille de négociation de la Banque. Comme l'indique le tableau, la VAR moyenne de la Banque a chuté en 2001 pour s'établir à 11 millions de dollars, par rapport à 16 millions en 2000. Ce résultat traduit une baisse du risque auquel est exposé le portefeuille de négociation d'actions.

La Banque effectue également une analyse des pertes de négociation potentielles causées par des événements engendrant un stress à titre de contrôle supplémentaire de son risque de marché. À cette fin, elle applique des scénarios historiques et élaborés à l'interne aux positions de négociation quotidiennes afin de surveiller l'incidence de mouvements extrêmes du marché sur la valeur de son portefeuille.

L'unité fonctionnelle de Gestion des risques du Groupe, qui est indépendante des activités de négociation, est responsable de la surveillance quotidienne du risque de négociation global. L'unité fonctionnelle utilise la méthodologie VAR de la Banque pour comparer les risques réels aux limites établies, évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement et signaler à la haute direction les tendances ou les positions défavorables. L'unité fonctionnelle établit également et met en œuvre des politiques de mesure du risque et des plafonds détaillés qui s'appliquent aux activités de négociation.

La direction reconnaît que la VAR ne constitue pas une mesure absolue du risque de marché et que son usage est restreint, car elle se base sur de l'information historique uniquement. La direction établit donc d'autres plafonds pour contrôler les risques de liquidité du marché, l'écart de la position nette, l'échéance et le volume pour tous les produits. Ce cadre de référence global pour la gestion du risque de marché est conçu de manière à assurer une diversification appropriée des risques grâce à l'adoption de politiques globales.

REVENUS DE NÉGOCIATION NETS QUOTIDIENS PAR RAPPORT À LA VAR GLOBALE DE NÉGOCIATION
(en millions de dollars canadiens)

VAR GLOBALE PAR CATÉGORIE DE RISQUE IMPORTANT
(en millions de dollars canadiens)

HISTOGRAMME – REVENUS DE NÉGOCIATION NETS QUOTIDIENS
(nombre de jours)

Activités de gestion de l'actif et du passif – portefeuille autre que de négociation de la Banque

Les activités bancaires de base, telles que l'acceptation de dépôts et le crédit, exposent la Banque au risque de marché, surtout sous la forme du risque de taux d'intérêt. Le risque est géré en fonction des plafonds relatifs au risque sur actions lié à la valeur économique et au risque lié au revenu net d'intérêt approuvés par le Comité des politiques en matière de risque et de révision du Conseil d'administration. Les plafonds de risque sont fondés sur un mouvement parallèle immédiat et soutenu de 200 points de base des taux pour toutes les échéances. Le risque lié à la valeur économique mesure l'incidence défavorable nette sur la valeur actualisée de l'actif et du passif et des instruments financiers hors bilan. Le plafond établi pour le risque sur actions lié à la valeur économique est de 1,5 milliard de dollars, soit environ 10 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Banque. Ce résultat, qui traduit une hausse du plafond de 400 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, est attribuable à l'émission d'un montant net de 3,4 milliards de dollars d'actions ordinaires. Le risque lié au revenu net d'intérêt mesure l'incidence défavorable sur le revenu net d'intérêt au cours des douze mois suivants. Le plafond établi pour le risque lié au revenu net d'intérêt est de 300 millions de dollars.

L'unité de Trésorerie générale surveille et gère activement les portefeuilles autres que de négociation canadien et américain. En outre, elle supervise un nombre limité d'unités autorisées qui gèrent leur risque de taux d'intérêt à un niveau décentralisé, conformément aux plafonds établis pour ce qui est du risque.

L'objectif de la gestion des portefeuilles autres que de négociation canadien et américain consiste à réaliser un équilibre entre l'accroissement du revenu net d'intérêt et la réduction de l'incidence des mouvements défavorables des taux d'intérêt. Afin d'atteindre cet objectif, on ajuste le profil de risque du portefeuille au moyen de produits dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, en tenant compte de la forme de la courbe de rendement, des variations prévues du niveau des taux d'intérêt et du niveau actuel de risque assumé. S'il y a lieu, la Banque achète également des options afin de couvrir certaines des options intégrées inhérentes à certains produits bancaires de dépôt et de prêt. Les options intégrées permettent aux clients de la Banque de modifier le profil des échéances de leurs dépôts ou de leurs prêts. Les options intégrées les plus courantes sont les clauses de rachat anticipé de certains produits de dépôt à terme et les options de remboursement anticipé de certains produits de prêt.

La principale technique analytique utilisée par la Banque pour mesurer le risque sur actions lié à la valeur économique et le risque lié au revenu net d'intérêt et pour gérer le risque de taux d'intérêt applicable au portefeuille autre que de négociation est l'analyse au moyen de scénarios et l'analyse de la position de départ. L'analyse au moyen de scénarios est prospective et permet à la Banque de prévoir le revenu net d'intérêt et d'analyser l'incidence suivant de nombreux scénarios portant sur l'économie et les taux d'intérêt. Elle englobe des hypothèses touchant les stratégies en matière d'établissement des taux, le volume et la composition des nouvelles activités, l'évolution prévue du niveau des taux d'intérêt, celle de la courbe de rendement et d'autres facteurs, tels que l'incidence des options intégrées. L'analyse de la position de départ fournit le cadre de référence pour la mesure du risque lié à la valeur économique et du risque lié au revenu net d'intérêt en fonction de plafonds à un moment dans le temps. Les résultats de l'analyse au moyen de scénarios et de l'analyse de la position de départ aident à déterminer les compromis risque-rendement des stratégies potentielles en matière de couverture et d'optimisation. Cela permet à la Banque de réaliser un équilibre entre l'accroissement du revenu net d'intérêt et l'atténuation du risque de diminution du bénéfice par suite de mouvements défavorables des taux d'intérêt.

Le tableau 23 ci-dessous présente l'incidence potentielle d'une augmentation et d'une diminution de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt touchant le portefeuille autre que de négociation sur la valeur économique et les résultats actuels de la Banque. Ces mesures sont fondées sur la position de la Banque en matière de sensibilité aux taux d'intérêt au 31 octobre 2001, y compris toutes les hypothèses relatives à la modification des taux. Ces mesures présument qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée et que les taux de tous les actifs et passifs sont modifiés selon les montants définis. La Banque définit un bilan indifférent au risque comme un bilan dans lequel le montant net des actifs résiduels qui représentent des actions est investi uniformément sur une période de cinq ans. Par conséquent, le profil de risque des taux d'intérêt de la Banque est légèrement sensible à l'actif, quoique la durée des investissements liés aux actions soit de 2,5 ans environ. Cette caractéristique est propre à une banque utilisant une « zone de sécurité » à l'égard des taux d'intérêt, en fonction de laquelle les mesures du risque lié à la valeur économique et du risque lié au revenu net d'intérêt se déplacent en sens opposés lorsqu'un mouvement parallèle de la courbe de rendement se produit. Dans la zone de sécurité, le revenu net d'intérêt diminue et la valeur économique augmente lorsqu'il y a une baisse des taux d'intérêt, et l'inverse se produit lorsque les taux d'intérêt augmentent.

La position en matière de sensibilité aux taux d'intérêt au 31 octobre 2001, compte tenu de toutes les hypothèses relatives à la modification des taux, exprime un point de vue sur les mouvements futurs des taux d'intérêt par rapport à la courbe de rendement actuelle. L'écart a été et est actuellement géré activement de façon à refléter les faibles taux d'intérêt que l'on constate depuis le milieu de septembre. La Banque est d'avis que bien qu'une nouvelle baisse des taux d'intérêt à court terme soit possible, les taux d'intérêt à moyen et à long terme se maintiendront aux niveaux actuels jusqu'à ce qu'une reprise économique soit évidente. Bien qu'une certaine volatilité à très court terme soit possible, la Banque prévoit des taux d'intérêt relativement stables jusqu'au début de l'année civile 2002.

Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt décrites dans la présente section sont fondées sur les risques de taux d'intérêt de la Banque à un moment précis. L'exposition aux risques fluctue continuellement suivant les activités commerciales courantes de la Banque et ses initiatives en matière de gestion du risque.

TABLEAU 23 Évaluation des risques de marché – activités autres que de négociation

	2001		2000	
(en millions de dollars canadiens)	**Risque lié à la valeur économique des capitaux propres** (1)	**Risque lié au revenu net d'intérêt** (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres (1)	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
Augmentation de 100 p.b.	**(390) $**	**96 $**	(306)$	71 $
Diminution de 100 p.b.	**256**	**(108)**	241	(84)
Augmentation de 200 p.b.	**(842) $**	**179 $**	(628)$	129 $
Diminution de 200 p.b.	**466**	**(294)**	473	(170)

(1) Les montants sont présentés avant impôts au 31 octobre.

Risque de liquidité

La gestion des liquidités a pour objectif de garantir que la Banque peut obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à ses obligations. La gestion des liquidités est essentielle pour protéger le capital de la Banque, maintenir la confiance du marché et garantir que la Banque peut profiter des possibilités d'expansion rentables.

Le cadre de gestion des liquidités de la Banque comprend des politiques à l'égard de plusieurs éléments clés, comme le niveau minimal d'actifs liquides devant être maintenu en tout temps. La Banque a recours à des actifs liquides et à des conventions de rachat et de revente pour gérer ses liquidités à court terme. Les actifs liquides et les actifs achetés en vertu de conventions de revente (avant la remise en gage – voir le paragraphe suivant) totalisaient 136,9 milliards de dollars ou 38 % du total de l'actif au 31 octobre 2001, comparativement à 100,7 milliards ou 34 % du total de l'actif au 31 octobre 2000. Les actifs liquides en dollars canadiens sont principalement composés de valeurs mobilières négociables, et une grande partie des actifs liquides en devises de la Banque sont confiés à des banques étrangères très bien cotées.

La Banque a également adopté des politiques visant à garantir qu'elle est en mesure de satisfaire aux exigences de remise en gage qui peuvent survenir. Au 31 octobre 2001, des actifs d'une valeur de 9,5 milliards de dollars avaient été remis en gage à titre de garantie, en plus d'engagements de 20,9 milliards et de 16,0 milliards, respectivement, afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et à des titres vendus à découvert. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la note 15 des états financiers consolidés.

Un autre élément clé du cadre de gestion des liquidités est la gestion des flux de trésorerie. Ce cadre comprend des limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités pour des périodes données, surtout pour certaines périodes à court terme importantes. Une analyse au moyen de scénarios est effectuée périodiquement, simulant le comportement présumé des flux de trésorerie en fonction de différentes conditions, afin d'évaluer les besoins de financement, et elle est mise à jour pour tenir compte de l'évolution de la conjoncture, le cas échéant.

Le cadre de référence de la Banque comporte également l'établissement d'un plan d'urgence afin d'évaluer la nature et la volatilité des sources de financement et de déterminer des solutions de rechange à ces sources en cas de problème. Ce plan d'urgence serait appliqué afin de s'assurer que la Banque est en mesure de respecter ses engagements de financement en cas de perturbation générale du marché ou de conditions économiques défavorables. Le plan est revu et actualisé au moins une fois par an.

De solides ratios du capital et un vigoureux bénéfice de base, ainsi qu'une excellente qualité du crédit, sont nécessaires au maintien de cotes de crédit élevées et, par le fait même, à un accès avantageux au financement. Ces facteurs, de même que d'autres indicateurs, font l'objet d'une surveillance continue dans le cadre du processus de gestion du risque de liquidité.

La diversification du financement est un autre élément clé de la gestion des liquidités. Elle consiste à varier de façon stratégique le type et le pays d'origine des déposants, les emplacements géographiques et les entités juridiques, les échéances, les marchés et les instruments. Les dépôts de base, qui proviennent principalement de consommateurs, et le capital sont des sources de première importance de diversification. Des informations sur la gestion du capital sont fournies aux pages 39 à 42. Les autres sources incluent les fonds du marché monétaire, le financement à terme et la titrisation d'actifs.

Comme il est indiqué au tableau 24 ci-dessous, les dépôts des consommateurs constituent toujours 43 % du total des dépôts, et ils ont connu une hausse de 11,7 milliards de dollars, ou 13 %, par rapport au 31 octobre 2000, qui inclut un montant de 8,2 milliards attribuable à RBC Centura. Les dépôts des entreprises et des gouvernements exprimés en pourcentage du total des dépôts sont demeurés inchangés à 46 %. Les dépôts des entreprises et des gouvernements ont augmenté de 13,1 milliards de dollars, ou 14 %, sur douze mois, dont un montant de 3,4 milliards attribuable à RBC Centura. Les dépôts des consommateurs représentent la principale source de dépôts en dollars canadiens, tandis que les dépôts en devises sont principalement effectués par de grandes sociétés et des banques étrangères, y compris des banques centrales.

En 2001, la Banque a continué d'accroître sa capacité de financement à terme, en émettant, dans diverses devises et sur divers marchés, des billets de dépôts de premier rang totalisant 2,1 milliards de dollars. Elle a également émis des débentures subordonnées totalisant 1,0 milliard de dollars, du capital innovateur de première catégorie totalisant 750 millions de dollars et des actions privilégiées totalisant 250 millions de dollars, comme il est expliqué à la page 40. La titrisation de créances sur cartes de crédit financées par des billets à moyen terme a généré un financement de 1,0 milliard de dollars durant l'exercice.

En octobre, la Banque a procédé au placement de billets subordonnés totalisant 400 millions de dollars US. Le placement s'est terminé le 8 novembre 2001. L'émission a été libellée en dollars US et effectuée sur le marché européen afin que la Banque puisse mieux aligner la composition en devises de son capital sur celle de ses actifs, et diversifier davantage sa clientèle d'investisseurs pour ce type de titres.

La Banque a également diversifié son financement en participant au nouveau programme d'obligations hypothécaires du Canada de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Au cours de l'exercice, la Banque a titrisé 800 millions de dollars de prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement et elle a initialement vendu 723 millions de dollars de ces titres.

Ces activités diverses ont renforcé la présence de la Banque au Canada et à l'étranger. Leur utilisation future et l'utilisation de nouvelles sources de financement continueront d'être évaluées à la lumière de leur incidence sur les sources de financement traditionnelles et avantages connexes.

TABLEAU 24 Dépôts

				2001	2000	1999
(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue	Dépôts à préavis	Dépôts à terme fixe	**Total**	Total	Total
Particuliers	10 835 $	28 945 $	61 601 $	**101 381 $**	89 632 $	87 359 $
Entreprises et gouvernements	28 754	12 122	66 609	**107 485**	94 379	86 223
Banques	3 966	411	22 444	**26 821**	22 226	14 315
	43 555 $	41 478 $	150 654 $	**235 687 $**	206 237 $	187 897 $
Dépôts non productifs d'intérêt						
Canada				**22 397 $**	22 011 $	16 876 $
États-Unis				**1 918**	151	–
Autres pays				**543**	712	666
Dépôts productifs d'intérêt						
Canada				**118 161**	116 113	112 430
États-Unis				**25 169**	11 608	9 451
Autres pays				**67 499**	55 642	48 474
				235 687 $	206 237 $	187 897 $

Comparaison des exercices 2000 et 1999

Le texte qui suit constitue une comparaison des résultats d'exploitation de la Banque pour les exercices terminés les 31 octobre 2000 et 1999. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes complémentaires des pages 57 à 84. Cette partie de l'Analyse par la direction porte sur les résultats déclarés dans les états financiers consolidés et elle n'exclut pas les éléments exceptionnels.

Résultats par secteur d'exploitation

Le bénéfice net des Services aux particuliers et aux entreprises a progressé de 35 %, pour s'établir à 1 115 millions de dollars en 2000, par rapport à 827 millions en 1999. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a augmenté de 270 points de base, pour s'établir à 20,5 %. Le ratio d'efficience a progressé de 640 points de base pour correspondre à 58,7 % en 2000, en raison d'un programme très efficace de réduction des coûts.

Le bénéfice net du secteur Assurance a reculé de 5 %, pour s'établir à 103 millions de dollars en 2000. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a chuté, passant de 56,0 % à 38,6 %.

Le bénéfice net de la Gestion de patrimoine a grimpé de 52 % par rapport à 1999, pour s'établir à 413 millions de dollars. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a diminué de 990 points de base, s'établissant à 47,8 %, en raison de la hausse des capitaux affectés pour couvrir les risques opérationnels et autres risques.

Le bénéfice net du secteur Grande entreprise et marchés des capitaux a progressé de 67 %, pour s'établir à 502 millions de dollars. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est fixé à 20,8 %, soit une amélioration de 550 points de base.

Le bénéfice net du Traitement des opérations a augmenté de 25 %, pour s'établir à 134 millions de dollars. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a progressé de 450 points de base, pour se fixer à 32,2 %.

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 3 % pour s'établir à 5,3 milliards de dollars en 2000, par rapport à 5,1 milliards en 1999. Cette augmentation est partiellement attribuable aux volumes plus élevés d'actifs productifs d'intérêt, en particulier les prêts aux entreprises du secteur de détail.

Revenus autres que d'intérêt

Les revenus autres que d'intérêt ont progressé de 22 % en 2000, pour s'établir à 6,7 milliards de dollars, et ils ont représenté 56 % du total des revenus.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 7 % pour se chiffrer à 7,6 milliards de dollars.

Charge d'impôts

La charge d'impôts de la Banque pour 2000 s'est élevée à 1,4 milliard de dollars, soit un taux d'imposition effectif de 38,8 %. La charge d'impôts pour 1999 s'était élevée à 1,0 milliard de dollars tandis que le taux d'imposition effectif s'était établi à 36,0 %.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances a fléchi de 9 % et est passée de 760 millions de dollars en 1999 à 691 millions en 2000. Le total de la provision cumulative pour pertes sur prêts s'est établi à 1,9 milliard de dollars ou 1,1 % du total des prêts (y compris les acceptations), contre 1,2 % en 1999.

Information financière trimestrielle

Un sommaire des résultats des huit plus récents trimestres complets est présenté à la page 90.

Responsabilité de la direction dans la préparation des états financiers

Les présents états financiers consolidés de la Banque Royale du Canada ont été préparés par la direction, qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information présentée, y compris plusieurs montants qui doivent nécessairement être fondés sur le jugement et des estimations. Ces états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis. L'information financière contenue dans ce rapport annuel est en accord avec ces états financiers consolidés. La direction a également préparé les états financiers consolidés de la Banque Royale du Canada selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables prescrites par le surintendant des institutions financières Canada, et ces états financiers consolidés ont aussi été fournis aux actionnaires.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers consolidés et des systèmes comptables qui les produisent, la direction maintient les systèmes de contrôles internes requis et conçus pour s'assurer que toutes les opérations sont dûment autorisées, que l'actif de la Banque est bien sauvegardé et que des registres adéquats sont tenus. Les contrôles en place comprennent les normes de qualité à l'égard de l'embauche et de la formation du personnel, les politiques et les manuels de procédures, le code de déontologie de la Banque et la responsabilisation des employés quant à leur rendement selon des sphères de responsabilité appropriées et bien définies.

Les systèmes de contrôles internes sont de plus renforcés par une fonction de conformité à la réglementation qui assure que la Banque et ses employés se conforment à la législation sur les valeurs mobilières et aux règles portant sur les conflits d'intérêts, et par une équipe de vérificateurs internes qui effectue une revue périodique de tous les secteurs d'activité de la Banque.

Le Conseil d'administration voit à ce que la direction assume sa responsabilité en matière d'information financière par l'entremise d'un Comité de vérification composé uniquement d'administrateurs n'appartenant ni à la direction ni au personnel de la Banque. Ce comité revoit les états financiers consolidés de la Banque et recommande au Conseil de les approuver. Le Comité de vérification assume d'autres responsabilités importantes, étant notamment chargé de revoir les procédés de contrôles internes actuels de la Banque ainsi que les révisions prévues de ces procédés, et de conseiller les administrateurs en matière de vérification et de présentation de l'information financière. Le responsable de la conformité à la réglementation et le vérificateur interne en chef de la Banque peuvent consulter librement et en tout temps le Comité de vérification.

Au moins une fois l'an, le surintendant des institutions financières Canada effectue les examens et enquêtes concernant les opérations de la Banque qu'il juge nécessaires pour s'assurer, d'une part, que la Banque respecte fidèlement les dispositions de la *Loi sur les banques* concernant la protection des déposants et des actionnaires et, d'autre part, que la situation financière de la Banque est saine.

Les vérificateurs indépendants Deloitte & Touche, s.r.l. et PricewaterhouseCoopers s.r.l., nommés par les actionnaires sur recommandation du Comité de vérification, ont effectué une vérification indépendante des états financiers consolidés de la Banque et ont présenté le rapport qui suit. Les vérificateurs peuvent en tout temps s'entretenir avec le Comité de vérification de tous les aspects de leur mandat de vérification et de tous les points soulevés dans le cadre de leur travail.

Gordon M. Nixon
Président et chef de la direction

Peter W. Currie
Membre du Directoire et chef des finances

Toronto, le 20 novembre 2001

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de la Banque Royale du Canada

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Banque Royale du Canada aux 31 octobre 2001 et 2000 et les états consolidés des résultats, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2001. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque aux 31 octobre 2001 et 2000 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2001 selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis.

Également, le 20 novembre 2001, nous avons présenté aux actionnaires de la Banque un rapport des vérificateurs sans restriction par suite de notre vérification, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, des états financiers consolidés des 31 octobre 2001 et 2000 dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables prescrites par le surintendant des institutions financières Canada.

Deloitte & Touche, s.r.l.
PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Toronto, le 20 novembre 2001

Bilan consolidé

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	**2001**	2000
Actif		
Liquidités		
Encaisse et montants à recevoir de banques	**1 792 $**	947 $
Dépôts productifs d'intérêt à d'autres banques	**15 724**	15 461
	17 516	16 408
Valeurs mobilières		
Titres du compte de négociation (incluant un montant de 3 649 $ nanti en 2001)	**58 413**	48 827
Titres destinés à la vente (incluant un montant de 2 559 $ nanti en 2001)	**22 687**	13 936
Titres détenus jusqu'à l'échéance	**–**	698
	81 100	63 461
Biens achetés en vertu de conventions de revente	**35 870**	18 303
Prêts		
Prêts hypothécaires résidentiels	**67 444**	62 984
Prêts aux particuliers	**32 511**	28 019
Prêts sur cartes de crédit	**4 283**	4 666
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations	**76 862**	72 143
	181 100	167 812
Provision cumulative pour pertes sur prêts	**(2 278)**	(1 871)
	178 822	165 941
Autres		
Montants se rapportant aux produits dérivés	**28 642**	19 334
Locaux et matériel	**1 598**	1 216
Écart d'acquisition	**4 952**	693
Autres actifs incorporels	**619**	208
Autres actifs	**13 364**	8 490
	49 175	29 941
	362 483 $	294 054 $
Passif et capitaux propres		
Dépôts		
Au Canada		
Ne portant pas intérêt	**22 397 $**	22 011 $
Portant intérêt	**118 161**	116 113
À l'étranger		
Ne portant pas intérêt	**2 461**	863
Portant intérêt	**92 668**	67 250
	235 687	206 237
Autres		
Acceptations	**9 923**	11 628
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	**16 037**	12 873
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	**20 864**	9 005
Montants se rapportant aux produits dérivés	**29 448**	18 574
Autres passifs	**24 178**	15 912
	100 450	67 992
Débentures subordonnées	**6 662**	5 825
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	**1 479**	703
Capitaux propres		
Capital-actions		
Actions privilégiées	**1 990**	2 001
Actions ordinaires (émises et en circulation – 674 020 927 et 602 397 936)	**6 959**	3 074
Bénéfices non répartis	**9 311**	8 314
Autres éléments du résultat global cumulés	**(55)**	(92)
	18 205	13 297
	362 483 $	294 054 $

Gordon M. Nixon
Président et chef de la direction

Robert B. Peterson
Administateur

État consolidé des résultats

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	**2001**	2000	1999
Revenu d'intérêt			
Prêts	**12 032 $**	11 538 $	10 386 $
Titres du compte de négociation	**2 143**	1 519	1 197
Titres destinés à la vente et titres détenus jusqu'à l'échéance	**1 138**	1 150	998
Biens achetés en vertu de conventions de revente	**1 163**	1 078	893
Dépôts à d'autres banques	**831**	824	726
	17 307	16 109	14 200
Frais d'intérêt			
Dépôts	**8 712**	9 057	7 636
Autres passifs	**1 693**	1 429	1 161
Débentures subordonnées	**405**	344	286
	10 810	10 830	9 083
Revenu net d'intérêt	**6 497**	5 279	5 117
Provision pour pertes sur créances	**1 119**	691	760
Revenu net d'intérêt après provision pour pertes sur créances	**5 378**	4 588	4 357
Revenus autres que d'intérêt			
Commissions sur le marché financier	**1 870**	1 810	1 209
Revenus tirés des activités de négociation	**1 820**	1 540	1 106
Commissions de gestion de placements et de services de garde	**895**	684	547
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	**887**	756	688
Revenus tirés des fonds communs de placement	**546**	528	479
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	**300**	299	243
Revenus sur cartes	**290**	420	362
Revenus tirés des activités d'assurance	**263**	151	174
Commissions de crédit	**237**	212	189
Revenus tirés de la titrisation	**125**	104	220
Gain (perte) à la vente de valeurs mobilières	**(128)**	(11)	28
Gain tiré de désinvestissements	**445**	–	–
Autres	**605**	187	246
	8 155	6 680	5 491
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines	**5 696**	4 695	4 096
Frais d'occupation	**716**	570	564
Matériel	**713**	664	677
Communications	**679**	695	699
Honoraires	**411**	267	274
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels	**288**	91	70
Autres	**1 138**	646	761
	9 641	7 628	7 141
Bénéfice net avant impôts	**3 892**	3 640	2 707
Charge d'impôts	**1 350**	1 412	974
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	**2 542**	2 228	1 733
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	**107**	20	8
Bénéfice net	**2 435 $**	2 208 $	1 725 $
Dividendes sur actions privilégiées	**135**	134	157
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**2 300 $**	2 074 $	1 568 $
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	**641 516**	606 389	626 158
Bénéfice par action (en dollars)	**3,58 $**	3,42 $	2,50 $
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	**647 216**	609 865	632 305
Bénéfice dilué par action (en dollars)	**3,55 $**	3,40 $	2,48 $

État consolidé de la variation des capitaux propres

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	**2001**	2000	1999
Actions privilégiées			
Solde au début	**2 001 $**	1 973 $	2 110 $
Émises	**250**	–	296
Rachetées aux fins d'annulation	**(295)**	–	(393)
Frais d'émission, déduction faite des impôts s'y rapportant	**(3)**	–	(9)
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	**37**	28	(31)
Solde à la fin	**1 990**	2 001	1 973
Actions ordinaires			
Solde au début	**3 074**	3 063	2 923
Émises	**4 009**	109	192
Frais d'émission, déduction faite des impôts s'y rapportant	**(12)**	–	–
Achetées aux fins d'annulation	**(112)**	(98)	(52)
Solde à la fin	**6 959**	3 074	3 063
Bénéfices non répartis			
Solde au début	**8 314**	7 495	6 803
Bénéfice net	**2 435**	2 208	1 725
Dividendes sur actions privilégiées	**(135)**	(134)	(157)
Dividendes sur actions ordinaires	**(897)**	(689)	(588)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	**(397)**	(562)	(281)
Frais d'émission, déduction faite des impôts s'y rapportant	**(9)**	(4)	(7)
Solde à la fin	**9 311**	8 314	7 495
Autres éléments du résultat global cumulés, déduction faite des impôts s'y rapportant			
Gains et pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente	**190**	(56)	(85)
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	**(38)**	(36)	(38)
Gains et pertes sur les instruments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	**(190)**	–	–
Obligation additionnelle au titre des charges de retraite	**(17)**	–	–
	(55)	(92)	(123)
Capitaux propres à la fin	**18 205 $**	13 297 $	12 408 $

Éléments du résultat global, déduction faite des impôts s'y rapportant			
Bénéfice net	**2 435 $**	2 208 $	1 725 $
Autres éléments du résultat global			
Variation des gains et pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente	**246**	29	(141)
Variation des gains et pertes de change non réalisés	**473**	(2)	(205)
Incidence de la couverture des gains et pertes de change non réalisés	**(475)**	4	201
Incidence cumulative de l'adoption initiale de la norme FAS 133	**60**	–	–
Variation des gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	**(250)**	–	–
Obligation additionnelle au titre des charges de retraite	**(17)**	–	–
Total des éléments du résultat global	**2 472 $**	2 239 $	1 580 $

État consolidé des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	**2001**	2000	1999
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	**2 435 $**	2 208 $	1 725 $
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
Provision pour pertes sur créances	**1 119**	691	760
Amortissement	**387**	369	389
Restructuration	**91**	–	153
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels	**288**	91	70
Gain à la vente de locaux et de matériel	**(42)**	(4)	(95)
Gain tiré de désinvestissements	**(445)**	–	–
Variation des intérêts courus à recevoir et à payer	**(375)**	110	(81)
Perte nette (gain net) à la vente de titres destinés à la vente	**128**	11	(28)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation			
Impôts reportés	**139**	(206)	(27)
Impôts de l'exercice exigibles	**(460)**	(434)	487
Gains non réalisés et montants à recevoir en vertu de contrats de produits dérivés	**(9 299)**	(4 183)	15 262
Pertes non réalisées et montants à payer en vertu de contrats de produits dérivés	**10 872**	3 355	(14 151)
Titres du compte de négociation	**(8 707)**	(13 539)	(5 700)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	**3 009**	(5 867)	(1 748)
Autres	**(4 945)**	(215)	7 877
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	**(5 805)**	(17 613)	4 893
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des prêts	**(950)**	(11 728)	1 077
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à l'échéance	**–**	500	411
Acquisitions de titres détenus jusqu'à l'échéance	**–**	(114)	(405)
Produit tiré de la vente de titres destinés à la vente	**12 542**	11 033	5 163
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres destinés à la vente	**14 021**	16 269	10 428
Acquisitions de titres destinés à la vente	**(28 059)**	(24 885)	(20 208)
Variation des dépôts productifs d'intérêt à d'autres banques	**(116)**	5 125	(6 596)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	**(397)**	(293)	(255)
Produit net tiré de la vente de propriétés immobilières	**57**	–	815
Variation des actifs achetés en vertu de conventions de revente	**(17 474)**	1 969	(365)
Flux de trésorerie nets affectés à l'acquisition de filiales	**(3 120)**	(323)	(129)
Produit net tiré de désinvestissements	**478**	–	–
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	**(23 018)**	(2 447)	(10 064)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Émission de RBC TruCS	**750**	650	–
Augmentation des dépôts au Canada	**2 434**	8 818	5 773
Augmentation des dépôts à l'étranger	**15 690**	9 405	2 119
Émission de débentures subordonnées	**1 025**	1 200	700
Débentures subordonnées échues	**(42)**	(20)	(123)
Débentures subordonnées rachetées	**(538)**	–	–
Émission d'actions privilégiées	**250**	–	287
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	**(295)**	–	(400)
Frais d'émission	**(24)**	(4)	–
Émission d'actions ordinaires	**657**	59	17
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	**(509)**	(660)	(333)
Dividendes versés	**(972)**	(791)	(735)
Variation des titres vendus en vertu de conventions de rachat	**11 629**	(391)	(1 868)
Variation des dettes des filiales	**(387)**	281	(215)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	**29 668**	18 547	5 222
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	**845**	(1 513)	51
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	**947**	2 460	2 409
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	**1 792 $**	947 $	2 460 $
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie			
Intérêts versés durant l'exercice	**11 149 $**	10 698 $	8 989 $
Impôts sur les bénéfices payés durant l'exercice	**1 443 $**	2 007 $	542 $

NOTE 1 Principales conventions comptables

Les présents états financiers consolidés sont libellés en dollars canadiens, soit la monnaie utilisée dans le pays où la Banque a été constituée en société et exerce principalement ses activités. Ces états financiers consolidés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis et selon les pratiques courantes de l'industrie américaine des services bancaires. La Banque a également préparé des états financiers consolidés dressés selon les PCGR du Canada, et ces états ont été fournis aux actionnaires.

Les PCGR exigent que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants présentés dans les états financiers consolidés. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Certains chiffres correspondants ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

Les principales conventions comptables suivies dans la préparation de ces états financiers consolidés sont résumées ci-dessous.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent l'actif et le passif ainsi que les résultats d'exploitation de toutes les filiales, compte tenu de l'élimination des opérations et des soldes intersociétés. La Banque a comptabilisé l'acquisition des filiales selon la méthode de l'acquisition. La méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation est utilisée pour comptabiliser les placements dans des sociétés liées ou des coentreprises sur lesquelles la Banque exerce une influence notable ou sur lesquelles elle exerce un contrôle conjoint, respectivement. Ces placements sont inclus dans le poste Autres actifs. La quote-part de la Banque du bénéfice tiré de ces placements et les gains et les pertes réalisés à l'aliénation de ces placements sont inclus dans la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Conversion des comptes exprimés en devises

L'actif et le passif exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan; les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice.

Les gains et les pertes de change non réalisés sur des placements dans des succursales, des filiales et des sociétés associées étrangères qui utilisent une devise autre que le dollar canadien sont inscrits au poste Autres éléments du résultat global. Au moment de l'aliénation de ces placements, le montant net du gain ou de la perte de change cumulé est porté à la rubrique Revenus autres que d'intérêt. Les autres gains et pertes de change non réalisés (déduction faite des opérations de couverture) sont inclus dans la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont constatées au moment de leur acquisition, selon l'intention de la direction, en tant que titres du compte de négociation, titres destinés à la vente ou titres détenus jusqu'à l'échéance.

Les titres du compte de négociation, qui sont acquis aux fins de revente à court terme, sont comptabilisés à leur valeur marchande courante estimative. Les obligations découlant de la livraison des titres de négociation vendus mais non encore acquis sont comptabilisées à titre de passif et inscrites à leur juste valeur. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés relativement à ces titres sont constatés en tant que revenus tirés des activités de négociation et inclus dans la rubrique Revenus autres que d'intérêt. Les revenus d'intérêt afférents aux titres du compte de négociation sont comptabilisés dans le revenu d'intérêt tiré des valeurs mobilières. Les frais d'intérêt sur les titres portant intérêt et vendus à découvert sont comptabilisés dans les frais d'intérêt.

Les titres destinés à la vente comprennent les valeurs mobilières qui peuvent être vendues pour répondre ou parer à une variation des taux d'intérêt et au risque connexe lié aux paiements anticipés, aux changements des sources de financement ou des conditions ou encore pour répondre aux besoins de liquidités. Ces valeurs mobilières sont constatées à leur valeur marchande courante estimative. Les gains et les pertes non réalisés relativement à ces valeurs mobilières sont constatés, déduction faite des impôts et dans la mesure où ils ne sont pas couverts par des produits dérivés, au poste Autres éléments du résultat global. Les titres destinés à la vente comprennent les titres exonérés d'impôt qui sont des instruments de financement de clients, structurés comme des placements après impôts, plutôt que des prêts ordinaires afin d'offrir aux émetteurs un taux d'emprunt avantageux. Le traitement comptable de ces valeurs mobilières est identique à celui des prêts; au besoin, ces valeurs mobilières sont réduites au moyen d'une provision cumulative pour pertes sur créances.

Les titres détenus jusqu'à l'échéance comprennent les titres de créance que la Banque a, à la fois, l'intention et la possibilité de détenir jusqu'à leur échéance, et sont constatés à leur coût non amorti. Les primes et les escomptes sur les titres détenus jusqu'à l'échéance sont amortis au revenu d'intérêt tiré des valeurs mobilières selon la méthode du rendement effectif jusqu'à l'échéance des titres s'y rapportant.

Les gains et les pertes réalisés au moment de l'aliénation des titres destinés à la vente ou détenus jusqu'à l'échéance, qui sont calculés en fonction d'un coût moyen, ainsi que les réductions de valeur destinées à montrer une perte de valeur autre que temporaire sont inclus dans le poste Gain à la vente de valeurs mobilières, sous la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts et des produits non gagnés, qui comprennent les intérêts non gagnés et les commissions sur prêts non amorties.

Les prêts sont classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés lorsque le plein recouvrement du capital ou des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 90 jours, les prêts, à l'exception des soldes de cartes de crédit et des prêts garantis par le gouvernement canadien, sont classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés, sauf s'ils sont entièrement garantis ou qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement de la dette. Les soldes de cartes de crédit sont radiés lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours. Les prêts garantis par le gouvernement canadien sont classés à titre de prêts douteux lorsqu'ils sont en souffrance depuis 365 jours. Lorsqu'un prêt est classé à titre de prêt à intérêts non comptabilisés, les intérêts cessent d'être cumulés et l'ensemble des intérêts précédemment cumulés mais non payés à l'égard du prêt est porté au débit de la provision pour pertes sur créances. Les intérêts reçus sur les prêts à intérêts non comptabilisés sont portés au crédit de la provision cumulative pour pertes sur prêts à l'égard du prêt en question. Les prêts à intérêts non comptabilisés sont de nouveau inscrits comme des prêts à marche satisfaisante lorsque tous les montants (y compris les intérêts) ont été recouvrés, que toutes les charges liées aux prêts douteux ont été contrepassées et que la qualité du crédit s'est améliorée de telle sorte que le recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues est raisonnablement assuré.

Lorsqu'un prêt a été classé parmi les prêts douteux, la valeur comptable du prêt est ramenée à sa valeur de réalisation estimative, déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus au taux d'intérêt réel inhérent au prêt. Au cours de périodes subséquentes, tout recouvrement de montants précédemment radiés et toute augmentation de la valeur comptable du prêt sont portés, dans le bilan consolidé, au crédit de la provision cumulative pour pertes sur prêts. Lorsqu'une partie du prêt est radiée et que le solde est restructuré, le nouveau prêt est inscrit selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsqu'il n'y a plus de doute raisonnable concernant le recouvrement du capital ou des intérêts, et que les paiements ne sont pas en souffrance depuis 90 jours.

Une garantie est demandée si elle est jugée nécessaire pour la facilité d'emprunt globale du client et ce, d'après une évaluation de la solvabilité du client.

Les actifs acquis en règlement d'un prêt problème sont inscrits à leur juste valeur ou à la valeur comptable du prêt à la date du transfert, selon le moins élevé des deux montants. Tout excédent de la valeur comptable du prêt sur la juste valeur des actifs acquis est porté au débit de la provision cumulative pour pertes sur prêts.

Les commissions perçues à l'égard des nouveaux prêts et des prêts restructurés ou renégociés sont reportées et comptabilisées dans le poste Revenu d'intérêt sur la durée estimative de ces prêts. S'il est probable qu'un prêt en résulte, les commissions d'engagement et de mobilisation sont également incluses sous Revenu d'intérêt sur la durée prévue de ces prêts. Sinon, les commissions sont comptabilisées dans le poste Autres passifs et amorties à la rubrique Revenus autres que d'intérêt pendant la période d'engagement ou de mobilisation.

Provision cumulative pour pertes sur créances

La provision cumulative pour pertes sur créances est maintenue à un niveau que la direction estime adéquat pour absorber les pertes sur créances désignées dans le portefeuille de même que les pertes qui ont été subies, mais ne peuvent encore être déterminées. La provision cumulative est principalement liée aux prêts, mais peut également avoir trait aux dépôts à d'autres banques, aux produits dérivés, aux titres exonérés d'impôt et à d'autres instruments de crédit comme les acceptations, les garanties et les lettres de crédit. La provision cumulative est augmentée par la provision pour pertes sur créances, laquelle est imputée aux résultats et réduite par les radiations, déduction faite des recouvrements.

La provision cumulative est déterminée en fonction de la désignation et de l'évaluation, par la direction, des comptes problèmes, des pertes probables estimatives liées au reste du portefeuille et d'autres facteurs tels que la composition et la qualité du portefeuille et les changements de la conjoncture économique.

Provisions cumulatives spécifiques attribuées
Des provisions cumulatives spécifiques attribuées sont établies afin d'absorber les pertes qui se produisent relativement à des emprunteurs précisément désignés et à des prêts plus homogènes classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés. Les pertes liées aux prêts consentis à de grandes entreprises ou à des gouvernements désignés sont évaluées en fonction de la valeur actualisée des paiements prévus pour chaque compte individuel. Les pertes liées aux autres types de portefeuilles semblables, à l'exclusion des cartes de crédit, sont évaluées en fonction de l'expérience en matière de radiations nettes, au cours d'un cycle économique. Aucune provision cumulative spécifique n'est constituée au titre des cartes de crédit, les soldes étant radiés lorsque aucun paiement n'est reçu dans les 180 jours. Les prêts aux particuliers sont généralement radiés lorsqu'ils sont en souffrance depuis 150 jours. Les autres prêts sont radiés lorsque la possibilité de recouvrer la totalité du montant du prêt est à peu près inexistante.

Provisions cumulatives attribuées à l'égard des risques-pays
Les provisions cumulatives attribuées à l'égard des risques-pays sont établies en fonction du risque représenté par les engagements pris dans certains pays en développement, d'après une évaluation globale des conditions économiques dans ces pays.

Provision cumulative générale attribuée
La provision cumulative générale attribuée reflète la meilleure estimation quant aux pertes probables liées à la tranche du portefeuille de crédit qui n'a pas encore été précisément classée parmi les prêts à intérêts non comptabilisés. Ce montant est établi en appliquant les facteurs de perte prévus aux prêts en cours et aux engagements de crédit. La provision cumulative générale attribuée au titre des prêts et des acceptations de banque liés aux grandes entreprises et aux gouvernements est fondée sur l'application de facteurs de perte et de défaut de paiement prévus, en fonction d'une analyse statistique de l'évolution des pertes selon le type et la cote du prêt. Pour ce qui est des portefeuilles plus homogènes, tels que les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts aux petites et moyennes entreprises, les prêts aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit, la provision cumulative générale attribuée est déterminée en fonction des types de portefeuilles. Les pertes sont déterminées par l'application des ratios de perte établis au moyen d'une analyse statistique de l'évolution des pertes et des tendances en matière de radiation, au cours d'un cycle économique, ajustés pour tenir compte des changements dans les produits offerts et de la qualité de crédit du portefeuille.

Provision cumulative non attribuée
La provision cumulative non attribuée reflète l'estimation par la direction quant aux pertes probables non désignées du portefeuille qui ne sont pas visées par les provisions cumulatives spécifiques attribuées, la provision cumulative attribuée à l'égard des risques-pays et la provision cumulative générale attribuée. Cette évaluation tient compte des conditions économiques et de marché, des exigences des organismes de réglementation qui ont une incidence sur les principales activités de prêt, de l'expérience récente en matière de pertes sur prêts et des tendances en matière de qualité et de concentration du crédit. Cette provision cumulative reflète également le risque lié au modèle et à l'estimation; elle ne représente pas les pertes futures et ne remplace pas les provisions cumulatives attribuées.

Biens achetés en vertu de conventions de revente et biens vendus en vertu de conventions de rachat
La Banque conclut des achats à court terme de valeurs mobilières dans le cadre de conventions de revente et des ventes à court terme de valeurs mobilières en vertu de conventions de rachat. Ces conventions sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assortis de garanties, et sont inscrites au bilan consolidé aux montants d'achat ou de vente initiaux des valeurs mobilières. Les intérêts gagnés sur les conventions de revente et les intérêts payés sur les conventions de rachat sont présentés respectivement à titre de revenu d'intérêt et de frais d'intérêt.

Acceptations
Les acceptations sont des instruments négociables à court terme émis par des clients de la Banque à des tiers et garantis par la Banque. La responsabilité éventuelle au titre des acceptations est comptabilisée comme un passif dans le bilan consolidé. Le recours contre le client, dans le cas où ces engagements devraient être acquittés, est comptabilisé comme un actif de valeur équivalente au poste Prêts. Les commissions gagnées sont comptabilisées à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Produits dérivés
Le 1er novembre 2000, la Banque a adopté la norme FAS (Financial Accounting Standard) 133, *Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities*, telle qu'elle est modifiée par la norme FAS 138.

Les produits dérivés sont utilisés dans les activités de vente et de négociation pour offrir aux clients la possibilité de gérer leurs risques de marché. Les produits dérivés sont également utilisés pour gérer les propres risques de la Banque à l'égard des taux d'intérêt et de change et des autres risques de marché. Les produits dérivés le plus souvent utilisés sont les contrats de change à terme de gré à gré, les swaps de devises et de taux d'intérêt, les contrats à terme standardisés sur devises et sur taux d'intérêt, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les options sur devises et sur taux d'intérêt. Tous les produits dérivés sont inscrits au bilan consolidé à leur juste valeur, y compris les produits dérivés intégrés dans des instruments financiers ou des contrats qui ne sont pas clairement ni étroitement liés aux caractéristiques économiques de l'instrument financier ou du contrat hôte.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés dans le cadre des activités de vente et de négociation, les gains et les pertes réalisés et non réalisés qui en résultent sont constatés à la rubrique Revenus autres que d'intérêt. Les cours du marché sont déterminés au moyen de modèles d'établissement des prix qui intègrent les prix du marché courants et les prix contractuels des instruments sous-jacents, la valeur temporelle de l'argent, les courbes de rendement et les facteurs de volatilité. Une partie de la valeur du marché est reportée et inscrite au poste Montants se rapportant aux produits dérivés, au passif, puis amortie aux revenus sur la durée des instruments pour couvrir le risque de crédit et les frais de service directs futurs. Les gains et les pertes non réalisés sont habituellement inscrits à leur montant brut au poste Montants se rapportant aux produits dérivés, à l'actif et au passif; toutefois, ils sont présentés à leur montant net lorsque la Banque a, à la fois, le droit juridique et l'intention de régler ces montants simultanément. Les dépôts de garantie obligatoires et les primes versées sont également inclus dans le poste Montants se rapportant aux produits dérivés, à l'actif, tandis que les primes reçues sont présentées au poste Montants se rapportant aux produits dérivés, au passif.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés par la Banque pour gérer ses propres risques, la Banque détermine pour chaque produit dérivé si la comptabilité de couverture est appropriée. Si la comptabilité de couverture est appropriée, la relation de couverture est désignée comme couverture de la juste valeur, des flux de trésorerie ou du risque de change lié à l'investissement net à l'étranger. La couverture est documentée à sa mise en place, pour déterminer l'objectif précis de gestion du risque ainsi que la stratégie de couverture. La documentation précise l'actif ou le passif couvert, le risque géré par l'opération de couverture, le type de produit dérivé utilisé et la méthode d'évaluation de l'efficacité qui sera appliquée. Le produit dérivé doit avoir une grande efficacité pour compenser comme prévu la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie découlant du risque couvert, tant au moment de la mise en place de la couverture qu'au cours de sa durée de vie. S'il s'avère qu'un produit dérivé n'est pas hautement efficace à titre de couverture, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée.

Les produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation et qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture sont inscrits au bilan consolidé à leur juste valeur, toute variation de cette juste valeur étant constatée à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Couverture de la juste valeur
Les opérations de couverture de la juste valeur consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt pour couvrir les variations de la juste valeur d'un actif, d'un passif ou d'un engagement ferme. La valeur comptable de l'élément couvert est ajustée en fonction des gains ou des pertes attribuables au risque couvert, lesquels sont constatés à la rubrique Revenus autres que d'intérêt. Ces gains ou pertes non réalisés sont contrebalancés par les variations de la juste valeur du produit dérivé.

S'il s'avère que le produit dérivé ne répond plus aux conditions de couverture efficace, si le produit dérivé est liquidé ou vendu, ou encore si l'élément couvert est vendu ou liquidé avant l'échéance prévue, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur une base prospective. L'élément d'actif ou de passif ayant fait l'objet de la couverture n'est plus ajusté pour refléter les variations de la juste valeur. Les ajustements cumulatifs au titre de la juste valeur de la valeur comptable de l'élément couvert sont amortis au poste Revenu net d'intérêt sur la durée de vie restante de la relation de couverture initiale.

NOTE 1 Principales conventions comptables (suite)

Couverture des flux de trésorerie
Les opérations de couverture des flux de trésorerie consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de variation des flux de trésorerie liés à un actif ou à un passif assorti d'un taux variable. La tranche efficace des variations de la juste valeur du produit dérivé est inscrite à la rubrique Autres éléments du résultat global, tandis que la tranche inefficace est constatée à la rubrique Revenus autres que d'intérêt. Les montants inscrits à la rubrique Autres éléments du résultat global relativement aux couvertures des flux de trésorerie sont reclassés au poste Revenu net d'intérêt au cours des périodes où le revenu net d'intérêt subit l'incidence de la variabilité des flux de trésorerie découlant de l'élément couvert.

Lorsque le produit dérivé ne répond plus aux conditions de couverture efficace ou si le produit dérivé est liquidé ou vendu, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur une base prospective. Les montants inscrits précédemment à la rubrique Autres éléments du résultat global cumulés sont reclassés au poste Revenu net d'intérêt au cours des périodes où le revenu net d'intérêt subit l'incidence de la variabilité des flux de trésorerie découlant de l'élément couvert. Si l'élément couvert est vendu ou liquidé avant l'échéance prévue, les gains et les pertes sont immédiatement reclassés à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Couvertures de l'investissement net libellé en devises dans des filiales
Des contrats de change à terme et des passifs libellés en dollars américains sont utilisés pour réduire au minimum le risque lié aux placements effectués dans des filiales, des succursales ou des sociétés dont les activités sont libellées en devises autres que le dollar canadien. Les gains et les pertes découlant de ces instruments de couverture sont inscrits à la rubrique Autres éléments du résultat global.

Locaux et matériel
Les locaux et le matériel sont constatés au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est essentiellement comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative des actifs : de 25 à 50 ans pour les bâtiments, de 3 à 10 ans pour le matériel informatique, de 3 à 5 ans pour les logiciels, de 7 à 10 ans pour le mobilier, les agencements et le reste du matériel. Pour les améliorations locatives, la durée de vie utile estimative correspond à la durée du bail plus la première option de renouvellement. Les gains et les pertes résultant de l'aliénation sont inscrits à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Écart d'acquisition et autres actifs incorporels
L'écart d'acquisition correspond à l'excédent du coût d'acquisition des filiales sur la juste valeur de l'actif net acquis; il est amorti sur des périodes appropriées allant jusqu'à 20 ans, sauf dans le cas où une réduction de valeur est nécessaire pour refléter une moins-value durable. Les autres actifs incorporels identifiables et mesurables de façon fiable résultant de l'acquisition de filiales, comme les actifs incorporels liés à des dépôts de base et les listes de clients, sont aussi amortis sur des périodes appropriées allant jusqu'à 20 ans. L'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels non amortis font périodiquement l'objet d'un test de dépréciation; le test est fondé sur diverses analyses, notamment celle de la valeur non actualisée des flux de trésorerie; la valeur marchande est aussi considérée si la Banque envisage une vente ou une aliénation.

Impôts sur les bénéfices
La Banque utilise la méthode de l'actif et du passif fiscal, laquelle exige que les impôts sur les bénéfices reflètent l'incidence fiscale future prévue des écarts temporaires entre les valeurs des actifs et des passifs à des fins comptables et à des fins fiscales. Par conséquent, un actif ou un passif d'impôts reportés est déterminé pour chaque écart temporaire en fonction des taux d'imposition qui devraient être en vigueur à la date de réalisation prévue des éléments sous-jacents de revenus et de charges. La charge d'impôts présentée dans l'état consolidé des résultats comprend les impôts de l'exercice et les impôts reportés. Les impôts applicables aux éléments imputés ou crédités aux bénéfices non répartis ou aux autres éléments du résultat global sont déduits de ces premiers éléments.

Les impôts reportés résultant d'écarts temporaires sont inclus dans le poste Autres actifs. La Banque constitue une provision cumulative pour moins-value afin de ramener la valeur des actifs d'impôts reportés au montant estimatif devant être réalisé. De plus, l'état consolidé des résultats comprend des éléments qui sont non imposables ou non déductibles à des fins fiscales et, en conséquence, la charge d'impôts diffère de celle qui serait constituée selon les taux prévus par la loi.

Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite
La Banque offre un certain nombre de régimes de prestations qui fournissent des prestations de retraite et certains autres avantages aux employés admissibles. Ces régimes comprennent les régimes de retraite prévus par la loi, les régimes de retraite complémentaires, les régimes à cotisations déterminées et les régimes d'assurance-maladie, d'assurance-soins dentaires et d'assurance-vie.

La Banque capitalise annuellement ses régimes de retraite prévus par la loi et ses régimes d'assurance-maladie, d'assurance-soins dentaires et d'assurance-vie en fonction des montants déterminés sur une base actuarielle qui sont nécessaires compte tenu du droit à pension des employés en vertu de la législation actuelle relative aux régimes de retraite. Ces régimes fournissent des prestations établies en fonction du nombre d'années de service, des cotisations et du salaire moyen à la retraite.

Les évaluations actuarielles sont effectuées régulièrement afin de déterminer la valeur actualisée des prestations constituées, établie en fonction de la rémunération prévue des employés jusqu'à la retraite. Les placements détenus par les caisses de retraite consistent principalement en des titres de participation, en des obligations et en des débentures. Des valeurs liées au marché sont utilisées pour évaluer l'actif des caisses de retraite.

La charge de retraite correspond au coût des prestations de retraite constituées au titre des services de l'année en cours, aux intérêts débiteurs sur l'obligation, au rendement des investissements prévu sur la valeur marchande de l'actif du régime, à l'amortissement du coût des prestations au titre des services passés reporté et à l'amortissement des gains et des pertes actuariels reportés. L'amortissement est calculé sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des groupes d'employés participant aux régimes.

L'excédent cumulatif des cotisations aux caisses de retraite sur les montants inscrits à titre de charges est constaté comme charge payée d'avance au poste Autres actifs. Les autres avantages postérieurs au départ à la retraite sont constatés sous Autres passifs.

Le coût des régimes à cotisations déterminées est imputé aux résultats au cours de la période où les services connexes sont rendus.

Une obligation additionnelle doit être constatée s'il existe une obligation non capitalisée cumulée au titre des charges de retraite et i) qu'un actif a été constaté à titre de charge de retraite payée d'avance, ii) que l'obligation au titre des charges de retraite prévue est supérieure à la juste valeur de l'actif du régime ou iii) qu'aucune charge de retraite cumulée ou payée d'avance n'a été constatée. Si une obligation additionnelle doit être constatée et qu'elle excède le coût des prestations au titre des services passés non comptabilisé, l'excédent est constaté à titre d'obligation additionnelle au titre des charges de retraite parmi les autres éléments du résultat global.

Biens administrés et biens sous gestion
La Banque administre et gère des biens détenus par des clients, qui ne sont pas inscrits au bilan consolidé. La Banque perçoit des commissions de gestion en contrepartie de ses services de gestion de placements et de fonds communs de placement. La Banque perçoit des commissions d'administration en contrepartie de ses services de fiducie, de gestion de patrimoine et de garde. Les commissions sont constatées et inscrites à la rubrique Revenus autres que d'intérêt à mesure que les services sont fournis.

Titrisation des prêts
Avec prise d'effet le 1er avril 2001, la Banque a adopté la norme FAS 140, *Accounting for Transfers and Servicing of Financial Assets and Extinguishments of Liabilities*.

La Banque effectue périodiquement la titrisation de prêts en vendant des prêts à des structures d'accueil ou à des fiducies indépendantes, lesquelles émettent ensuite des titres aux investisseurs. Ces opérations sont constatées à titre de ventes lorsque la Banque est réputée avoir cédé le contrôle de ces actifs et qu'une contrepartie autre que les droits de bénéficiaire liés aux actifs transférés a été reçue par la Banque. La Banque conserve souvent des droits de bénéficiaire relatifs aux prêts titrisés, tels que des coupons d'intérêts ou des droits liés au service de prêts et, dans certains cas, des comptes de réserve. Les gains découlant de ces opérations sont inscrits à la rubrique Revenus autres que d'intérêt, en fonction notamment de la valeur comptable précédente des prêts visés par la cession, laquelle est répartie entre les prêts cédés et les droits conservés, compte tenu de leurs justes valeurs relatives à la date de cession. Pour établir ces justes valeurs, la Banque utilise les cours des marchés, le cas échéant. De tels cours ne sont généralement pas disponibles pour les droits conservés; dans ce cas, la Banque détermine habituellement la juste valeur en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus, établis selon les estimations les plus probables de la direction quant aux hypothèses clés (lesquelles se rapportent notamment aux taux de paiement, à la marge excédentaire, aux pertes sur créances et aux taux d'actualisation, compte tenu des risques).

La Banque continue généralement d'assumer la responsabilité de la gestion des prêts vendus; par conséquent, elle constate un passif de gestion à la date de cession. Ce passif est amorti aux résultats sur la durée des prêts vendus.

Les droits conservés dans le cadre de titrisations sont constatés parmi les titres destinés à la vente s'ils peuvent faire l'objet d'un paiement contractuel anticipé ou être réglés d'une autre manière qui ne permettrait pas à la Banque de recouvrer la quasi-totalité du placement comptabilisé.

Activités d'assurance

Les primes gagnées, les frais, les sinistres et les variations des provisions techniques sont inclus dans la rubrique Revenus autres que d'intérêt. Les placements sont inclus principalement dans les titres destinés à la vente et les provisions techniques sont incluses dans les Autres passifs. Le revenu de placement est inclus dans le revenu d'intérêt et les frais administratifs sont inclus dans les frais autres que d'intérêt.

Les primes découlant des contrats de longue durée (principalement des contrats d'assurance-vie) sont inscrites aux résultats au moment où elles deviennent payables, sauf en ce qui concerne les contrats d'assurance-vie universelle et les contrats semblables à des placements, pour lesquels les primes sont créditées aux soldes des titulaires de police et constatées au poste Autres passifs. Les primes découlant des contrats de courte durée (principalement des contrats d'assurance IARD) et les frais liés aux services administratifs et aux contrats semblables à des placements sont constatés sur la durée du contrat connexe.

Les provisions techniques représentent l'estimation des obligations au titre des indemnités d'assurance futures. Les provisions techniques liées aux contrats de longue durée, à l'exception des contrats d'assurance-vie universelle et des contrats semblables à des placements, sont déterminées au moyen de la méthode de la prime nivelée nette, laquelle repose sur des hypothèses relatives à la mortalité, à la morbidité, aux polices tombées en déchéance, aux rachats, au rendement des placements, à la participation aux excédents et aux charges d'exploitation. Ces hypothèses sont uniquement revues lorsqu'il est déterminé que les frais d'acquisition reportés existants ne sont pas recouvrables. Pour ce qui est des contrats d'assurance-vie universelle et des contrats semblables à des placements, les provisions techniques sont égales à la valeur des comptes des titulaires de police et comprennent une provision technique selon la méthode de la prime nivelée nette. Les provisions techniques liées aux contrats d'assurance IARD comprennent les primes non acquises (qui représentent la tranche non échue des primes) de même que les provisions estimatives au titre des sinistres déclarés et non déclarés.

Les frais d'acquisition reportés sont inclus dans les Autres actifs et amortis à la rubrique Revenus autres que d'intérêt. L'amortissement de ces frais est fonction du revenu de primes lié aux contrats de longue durée, du bénéfice brut estimatif découlant des contrats d'assurance-vie universelle et des contrats semblables à des placements; pour les contrats de courte durée, l'amortissement est calculé sur la durée du contrat.

La valeur des activités acquises représente la valeur actualisée des flux de trésorerie nets estimatifs intégrés dans les contrats acquis par la Banque, et est incluse dans les Autres actifs. Cette valeur est amortie suivant la même méthode que les frais d'acquisition reportés liés aux contrats d'assurance-vie.

Modifications comptables futures

Le Financial Accounting Standards Board a publié les normes FAS 141, *Business Combinations*, et FAS 142, *Goodwill and Other Intangible Assets*. La Banque adoptera les nouvelles normes le 1er novembre 2001.

En vertu des normes susmentionnées, tous les regroupements d'entreprises devront être comptabilisés selon la méthode de l'acquisition; des critères précis sont également fournis relativement à la constatation séparée des actifs incorporels et des écarts d'acquisition. Les normes prévoient que les écarts d'acquisition ne seront plus amortis, mais plutôt soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année. Au cours de 2002, la Banque effectuera les tests de dépréciation requis sur les écarts d'acquisition inscrits au 1er novembre 2001.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, l'amortissement de l'écart d'acquisition s'est établi à 250 millions de dollars.

NOTE 2 Acquisitions et cessions importantes

Acquisitions

Au cours de l'exercice, la Banque a fait l'acquisition de Liberty Life Insurance Company et Liberty Insurance Services Corporation (Liberty), de Dain Rauscher Corporation (Dain Rauscher), de Centura Banks, Inc. (Centura) et de Tucker Anthony Sutro Corporation (Tucker Anthony Sutro). Les écarts d'acquisition peuvent être ajustés jusqu'à un an après la date de finalisation de l'acquisition, en vue de rectifier les estimations initiales de la juste valeur de l'actif acquis et du passif pris en charge. Le tableau suivant présente des données relatives aux acquisitions.

	Liberty	Dain Rauscher	Centura	Tucker Anthony Sutro
Date d'acquisition	1er novembre 2000	10 janvier 2001	5 juin 2001	31 octobre 2001
Secteurs d'exploitation	Assurance	Gestion de patrimoine et Grande entreprise et marchés des capitaux	Services aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine et Grande entreprise et marchés des capitaux
Participation acquise	100 %	100 %	100 %	100 %
Coût	890 $	1 838 $	3 331 $	943 $
Contrepartie	Les actifs ont été acquis contre un dividende de 70 $ US versé à Liberty Life Insurance Company et un montant de 580 $ US en espèces.	Chaque action ordinaire de Dain Rauscher a été acquise contre 95 $ US en espèces.	Environ 67 millions d'actions ordinaires de RBC Groupe Financier ont été émises, chacune étant évaluée à 49,20 $.	Chaque action ordinaire de Tucker Anthony Sutro a été acquise contre 24 $ US en espèces.
Écart d'acquisition	127 $	1 544 $	1 868 $	692 $

NOTE 2 Acquisitions et cessions importantes (suite)

Juste valeur de l'actif net acquis

	Liberty	Dain Rauscher	Centura	Tucker Anthony Sutro	Total
Juste valeur de l'actif acquis					
Liquidités	7 $	111 $	518 $	54 $	690 $
Valeurs mobilières	1 849	528	4 819	385	7 581
Prêts	–	2 405	12 002	–	14 407
Locaux et matériel	43	74	244	48	409
Actifs incorporels liés à des dépôts de base	–	–	395	–	395
Autres actifs incorporels	–	–	12	–	12
Autres actifs	959	601	687	344	2 591
	2 858 $	3 719 $	18 677 $	831 $	26 085 $
Juste valeur du passif pris en charge					
Dépôts	– $	127 $	11 195 $	4 $	11 326 $
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	–	86	136	8	230
Autres passifs	2 095	3 212	5 883	568	11 758
	2 095 $	3 425 $	17 214 $	580 $	23 314 $
Juste valeur de l'actif net identifiable acquis	763 $	294 $	1 463 $	251 $	2 771 $
Écart d'acquisition	127	1 544	1 868	692	4 231
Total de la contrepartie	890 $	1 838 $	3 331 $	943 $	7 002 $

L'information supplémentaire pro forma non vérifiée qui suit a été préparée pour rendre compte de l'incidence qu'auraient eu ces acquisitions si elles avaient été effectuées au début de l'exercice.

Ces données sont obtenues au moyen d'un calcul qui combine les résultats d'exploitation de la Banque pour les exercices présentés aux résultats d'exploitation de chaque société acquise avant la date d'acquisition, ajustés pour tenir compte de l'amortissement de l'écart d'acquisition, de l'amortissement des actifs incorporels liés à des dépôts de base, des coûts de financement et des éléments importants liés à la fusion, de manière à rendre compte de l'incidence qu'auraient eu les acquisitions si elles avaient été effectuées au début de l'exercice.

Ces résultats d'exploitation combinés condensés, non vérifiés et présentés sur une base pro forma, n'ont pas pour but d'indiquer les résultats d'exploitation qui auraient réellement été obtenus si les acquisitions avaient été effectuées au début de l'exercice, ni les résultats qui pourraient être obtenus ultérieurement.

Résultats d'exploitation combinés non vérifiés – données condensées pro forma

	2001	2000
Revenu net d'intérêt	6 910 $	6 128 $
Provision pour pertes sur créances	1 165	741
Revenus autres que d'intérêt	9 471	9 478
Frais autres que d'intérêt	11 236	10 898
Charge d'impôts	1 394	1 579
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	107	74
Bénéfice net	2 479 $	2 314 $
Dividendes sur actions privilégiées	135	134
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 344 $	2 180 $
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	686 540	677 278
Bénéfice dilué par action (en dollars)	3,41 $	3,22 $

Cessions

Au cours de l'exercice, la Banque a vendu ses services de gestion des actifs institutionnels, lesquels étaient offerts par Gestion Placements TR Inc. Le gain avant impôts tiré de cette cession s'est établi à 313 millions de dollars (251 millions après impôts) et a été inscrit à la rubrique Revenus autres que d'intérêt. Le contrat de vente incluait des clauses relatives à la rétention de la clientèle au cours d'une période de six mois suivant la conclusion du contrat; ces clauses pourraient entraîner une réduction du gain après impôts pouvant atteindre 62 millions de dollars. La Banque a déterminé qu'une telle réduction est improbable.

En outre, la Banque s'est départie de certaines autres activités et a constaté un gain avant impôts de 132 millions de dollars (111 millions après impôts) à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

NOTE 3 Résultats par secteur d'exploitation et par secteur géographique

2001	**Services aux particuliers et aux entreprises**	**Assurance**	**Gestion de patrimoine**	**Grande entreprise et marchés des capitaux**	**Traitement des opérations**	**Total** (1)	**Au Canada**	**À l'étranger** (2)
Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable	**5 347 $**	**206 $**	**384 $**	**429 $**	**150 $**	**6 529 $**	**5 324 $**	**1 205 $**
Majoration au montant imposable équivalent	**6**	**–**	**–**	**21**	**–**	**32**	**26**	**6**
Revenu net d'intérêt	**5 341**	**206**	**384**	**408**	**150**	**6 497**	**5 298**	**1 199**
Provision pour pertes sur créances	**732**	**–**	**2**	**407**	**(2)**	**1 119**	**757**	**362**
Revenu net d'intérêt après provision pour pertes sur créances	**4 609**	**206**	**382**	**1**	**152**	**5 378**	**4 541**	**837**
Revenus autres que d'intérêt	**1 839**	**336**	**3 040**	**2 352**	**563**	**8 155**	**5 210**	**2 945**
Frais autres que d'intérêt	**4 216**	**375**	**2 691**	**1 804**	**476**	**9 641**	**6 355**	**3 286**
Bénéfice net avant impôts	**2 232**	**167**	**731**	**549**	**239**	**3 892**	**3 396**	**496**
Charge d'impôts	**926**	**(6)**	**223**	**200**	**95**	**1 350**	**1 327**	**23**
Part des actionnaires sans contrôle	**10**	**–**	**–**	**–**	**–**	**107**	**97**	**10**
Bénéfice net	**1 296 $**	**173 $**	**508 $**	**349 $**	**144 $**	**2 435 $**	**1 972 $**	**463 $**
Total de l'actif moyen	**143 000 $**	**6 300 $**	**11 300 $**	**159 500 $**	**2 400 $**	**331 600 $**	**207 400 $**	**124 200 $**

2000	Services aux particuliers et aux entreprises	Assurance	Gestion de patrimoine	Grande entreprise et marchés des capitaux	Traitement des opérations	Total (1)	Au Canada	À l'étranger (2)
Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable	4 705 $	84 $	359 $	43 $	160 $	5 307 $	4 796 $	511 $
Majoration au montant imposable équivalent	6	–	–	22	–	28	28	–
Revenu net d'intérêt	4 699	84	359	21	160	5 279	4 768	511
Provision pour pertes sur créances	649	–	(1)	91	(21)	691	703	(12)
Revenu net d'intérêt après provision pour pertes sur créances	4 050	84	360	(70)	181	4 588	4 065	523
Revenus autres que d'intérêt	1 566	163	2 138	2 287	514	6 680	5 277	1 403
Frais autres que d'intérêt	3 684	173	1 846	1 456	459	7 628	6 470	1 158
Bénéfice net avant impôts	1 932	74	652	761	236	3 640	2 872	768
Charge d'impôts	812	(29)	239	259	102	1 412	1 311	101
Part des actionnaires sans contrôle	5	–	–	–	–	20	15	5
Bénéfice net	1 115 $	103 $	413 $	502 $	134 $	2 208 $	1 546 $	662 $
Total de l'actif moyen	129 700 $	2 200 $	8 000 $	131 900 $	1 600 $	284 100 $	200 100 $	84 000 $

1999	Services aux particuliers et aux entreprises	Assurance	Gestion de patrimoine	Grande entreprise et marchés des capitaux	Traitement des opérations	Total (1)	Au Canada	À l'étranger (2)
Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable	4 410 $	47 $	267 $	402 $	168 $	5 152 $	4 402 $	750 $
Majoration au montant imposable équivalent	8	–	–	27	–	35	35	–
Revenu net d'intérêt	4 402	47	267	375	168	5 117	4 367	750
Provision pour pertes sur créances	575	–	–	223	6	760	672	88
Revenu net d'intérêt après provision pour pertes sur créances	3 827	47	267	152	162	4 357	3 695	662
Revenus autres que d'intérêt	1 375	174	1 684	1 588	459	5 491	4 277	1 214
Frais autres que d'intérêt	3 765	133	1 556	1 305	436	7 141	6 054	1 087
Bénéfice net avant impôts	1 437	88	395	435	185	2 707	1 918	789
Charge d'impôts	606	(20)	123	134	78	974	815	159
Part des actionnaires sans contrôle	4	–	–	–	–	8	4	4
Bénéfice net	827 $	108 $	272 $	301 $	107 $	1 725 $	1 099 $	626 $
Total de l'actif moyen	122 500 $	1 400 $	8 900 $	127 300 $	1 800 $	270 000 $	187 900 $	82 100 $

(1) La différence entre le total présenté et la somme des résultats des secteurs d'exploitation ci-dessus se rapporte à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

(2) Comprend des revenus bruts tirés des activités aux États-Unis de 2 882 millions de dollars (832 millions en 2000; 715 millions en 1999).

Aux fins de l'information de gestion, les activités de la Banque sont réparties entre différents secteurs d'exploitation : Services aux particuliers et aux entreprises, Assurance, Gestion de patrimoine, Grande entreprise et marchés des capitaux et Traitement des opérations. La différence entre le total des résultats et la somme des résultats des secteurs d'exploitation présentés ci-dessus se rapporte à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

Les secteurs d'exploitation de la Banque fonctionnent sur une base autonome en ce qui a trait à l'achat et à la vente de services intrasectoriels. La détermination des prix de cession interne des fonds vendus ou achetés, des commissions ou des débits et crédits liés aux services fournis suit généralement les taux du marché.

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, les activités canadiennes des centres des marchés monétaires internationaux sont comprises dans la colonne À l'étranger.

NOTE 4 Valeurs mobilières

	Durée jusqu'à l'échéance (1)					2001	2000
	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Sans échéance précise	Total	Total
Titres du compte de négociation (2)							
Créances du gouvernement canadien (3)	7 396 $	2 909 $	1 436 $	1 283 $	– $	13 024 $	10 095 $
Trésor américain et autres organismes américains	693	249	90	116	–	1 148	2 308
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	1 121	499	607	186	–	2 413	1 140
Titres hypothécaires	11	230	167	281	–	689	68
Titres adossés à des créances	–	–	220	4 208	–	4 428	929
Autres créances	11 867	4 554	2 239	2 125	–	20 785	17 286
Titres de participation	–	–	–	–	15 926	15 926	17 001
	21 088	8 441	4 759	8 199	15 926	58 413	48 827
Titres destinés à la vente (2)							
Créances du gouvernement canadien (3)							
Coût non amorti	3 092	1 309	59	163	–	4 623	2 851
Valeur marchande estimative	3 144	1 341	60	163	–	4 708	2 843
Rendement (4)	4,6 %	5,0 %	6,9 %	7,7 %	–	4,9 %	6,1 %
Trésor américain et autres organismes américains							
Coût non amorti	283	1 418	328	1	–	2 030	87
Valeur marchande estimative	284	1 480	353	1	–	2 118	87
Rendement (4)	3,2 %	5,1 %	4,7 %	6,2 %	–	4,8 %	6,0 %
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE							
Coût non amorti	1 225	303	33	–	–	1 561	1 313
Valeur marchande estimative	1 225	314	34	–	–	1 573	1 312
Rendement (4)	0,3 %	4,3 %	4,7 %	–	–	1,2 %	1,3 %
Titres hypothécaires							
Coût non amorti	220	3 370	442	499	–	4 531	4 091
Valeur marchande estimative	223	3 468	463	522	–	4 676	4 015
Rendement (4)	5,6 %	5,4 %	6,7 %	6,6 %	–	5,6 %	5,3 %
Titres adossés à des créances							
Coût non amorti	3	85	235	91	–	414	–
Valeur marchande estimative	4	88	246	96	–	434	–
Rendement (4)	9,3 %	12,4 %	7,2 %	7,0 %	–	8,2 %	–
Autres créances							
Coût non amorti	2 065	1 865	1 036	2 552	198	7 716	4 802
Valeur marchande estimative	2 043	1 855	1 048	2 616	198	7 760	4 711
Rendement (4)	3,7 %	4,7 %	8,1 %	6,6 %	6,2 %	5,6 %	6,6 %
Titres de participation							
Coût	–	–	–	–	1 382	1 382	889
Valeur marchande estimative	–	–	–	–	1 418	1 418	968
Coût non amorti	6 888	8 350	2 133	3 306	1 580	22 257	14 033
Valeur marchande estimative	6 923	8 546	2 204	3 398	1 616	22 687	13 936
Titres détenus jusqu'à l'échéance (2)							
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE							
Coût non amorti						–	261
Valeur marchande estimative						–	261
Rendement (4)						–	6,3 %
Autres créances							
Coût non amorti						–	437
Valeur marchande estimative						–	444
Rendement (4)						–	6,9 %
Coût non amorti						–	698
Valeur marchande estimative						–	705
Total de la valeur comptable des titres (2)	28 011 $	16 987 $	6 963 $	11 597 $	17 542 $	81 100 $	63 461 $
Total de la valeur marchande estimative des titres	28 011 $	16 987 $	6 963 $	11 597 $	17 542 $	81 100 $	63 468 $

(1) Les échéances réelles pourraient être différentes des échéances contractuelles présentées ci-dessus, car les emprunteurs peuvent avoir le droit de rembourser leur emprunt à l'avance, avec ou sans pénalité pour remboursement anticipé.

(2) Les titres destinés à la vente et les titres du compte de négociation sont constatés à leur valeur marchande courante estimative. Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont constatés à leur coût non amorti.

(3) Les créances du gouvernement canadien sont composées de titres émis ou garantis par les gouvernements fédéral ou provinciaux ou par des municipalités du Canada.

(4) Le rendement moyen pondéré est calculé en fonction de la valeur comptable à la fin de l'exercice pour chacune des catégories de titres.

Gains et pertes non réalisés

	2001				2000			
	Coût non amorti	**Gains bruts non réalisés**	**Pertes brutes non réalisées**	**Valeur marchande estimative**	Coût non amorti	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur marchande estimative
Titres destinés à la vente								
Créances du gouvernement canadien (1)	**4 623 $**	**85 $**	**– $**	**4 708 $**	2 851 $	5 $	(13)$	2 843 $
Trésor américain et autres organismes américains	**2 030**	**88**	**–**	**2 118**	87	–	–	87
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	**1 561**	**15**	**(3)**	**1 573**	1 313	–	(1)	1 312
Titres hypothécaires	**4 531**	**145**	**–**	**4 676**	4 091	2	(78)	4 015
Titres adossés à des créances	**414**	**25**	**(5)**	**434**	–	–	–	–
Autres créances	**7 716**	**169**	**(125)**	**7 760**	4 802	29	(120)	4 711
Titres de participation	**1 382**	**104**	**(68)**	**1 418**	889	102	(23)	968
	22 257 $	**631 $**	**(201)$**	**22 687 $**	14 033 $	138 $	(235)$	13 936 $
Titres détenus jusqu'à l'échéance								
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	**– $**	**– $**	**– $**	**– $**	261 $	1 $	(1)$	261 $
Autres créances	**–**	**–**	**–**	**–**	437	7	–	444
	– $	**– $**	**– $**	**– $**	698 $	8 $	(1)$	705 $

(1) Les créances du gouvernement canadien sont composées de titres émis ou garantis par les gouvernements fédéral ou provinciaux ou par des municipalités du Canada.

Gains et pertes réalisés à la vente de titres destinés à la vente

	2001	2000	1999
Gains réalisés	**106 $**	106 $	94 $
Pertes réalisées	**234**	117	66
Gain (perte) à la vente de titres	**(128)$**	(11)$	28 $

NOTE 5 Prêts

	2001	2000
Au Canada (1)		
Prêts hypothécaires résidentiels	**64 066 $**	61 444 $
Prêts aux particuliers	**27 202**	27 207
Prêts sur cartes de crédit	**4 110**	4 666
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations de banque	**42 575**	47 616
	137 953	140 933
Aux États-Unis (1)		
Prêts hypothécaires résidentiels	**2 666**	845
Prêts aux particuliers	**4 621**	78
Prêts sur cartes de crédit	**128**	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations de banque	**26 883**	13 808
	34 298	14 731
Autres pays (1)		
Prêts hypothécaires résidentiels	**712**	695
Prêts aux particuliers	**688**	734
Prêts sur cartes de crédit	**45**	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations de banque	**7 404**	10 719
	8 849	12 148
Total des prêts (2)	**181 100**	167 812
Provision cumulative pour pertes sur prêts	**(2 278)**	(1 871)
Total des prêts, déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts	**178 822 $**	165 941 $

(1) Les prêts au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays comprennent tous les prêts comptabilisés, sans tenir compte de la devise dans laquelle ils sont libellés ni du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Les prêts sont présentés après déduction d'un produit non gagné de 130 millions de dollars (121 millions en 2000).

NOTE 5 Prêts (suite)

2001 – Durée jusqu'à l'échéance des prêts

	Taux variable	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	Plus de 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensible aux taux	2001 Total
Prêts hypothécaires résidentiels	**6 310 $**	**7 363 $**	**13 250 $**	**39 098 $**	**1 244 $**	**179 $**	**67 444 $**
Prêts aux particuliers	**17 239**	**8 893**	**2 360**	**3 585**	**109**	**325**	**32 511**
Prêts sur cartes de crédit	**–**	**3 543**	**–**	**–**	**–**	**740**	**4 283**
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations de banque	**15 237**	**33 794**	**10 189**	**12 460**	**3 221**	**1 961**	**76 862**
Total des prêts	**38 786 $**	**53 593 $**	**25 799 $**	**55 143 $**	**4 574 $**	**3 205 $**	**181 100**
Provision cumulative pour pertes sur prêts							**(2 278)**
Total des prêts, déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts							**178 822 $**

Prêts à intérêts non comptabilisés

	2001	2000
Prêts hypothécaires résidentiels	**179 $**	199 $
Prêts aux particuliers	**325**	247
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations de banque	**372**	301
	876	747
Prêts individuels douteux – prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations de banque	**1 589**	931
	2 465 $	1 678 $
Provision cumulative pour prêts douteux	**615 $**	439 $
Solde moyen des prêts douteux (1)	**1 190 $**	941 $

(1) Pour l'exercice terminé le 31 octobre 1999, le solde moyen des prêts douteux s'est établi à 1 220 millions de dollars.

Provision cumulative pour pertes sur prêts

	2001	2000	1999
Provision cumulative pour pertes sur créances au début (1)	**1 975 $**	1 900 $	2 066 $
Radiations	**(1 125)**	(839)	(1 072)
Recouvrements	**185**	162	114
Radiations nettes	**(940)**	(677)	(958)
Provision pour pertes sur créances	**1 119**	691	760
Acquisition de Centura Banks, Inc.	**157**	–	–
Autres	**81**	61	32
Provision cumulative pour pertes sur créances à la fin	**2 392**	1 975	1 900
Provision cumulative pour engagements hors bilan et autres (2)	**(109)**	(98)	–
Provision cumulative pour titres exonérés d'impôt	**(5)**	(6)	(16)
Provision cumulative pour pertes sur prêts à la fin	**2 278 $**	1 871 $	1 884 $

(1) Comprend une provision cumulative liée aux titres exonérés d'impôt.
(2) Depuis l'exercice 2000, la provision cumulative pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte et est reclassée au poste Autres passifs. Auparavant, le montant était inclus dans la provision cumulative pour pertes sur prêts.

NOTE 6 Titrisations

Au cours de l'exercice, la Banque a vendu à une fiducie un droit en copropriété dans des prêts sur cartes de crédit, pour un produit en espèces de 1 milliard de dollars; en outre, la Banque a conservé les droits relatifs à des intérêts excédentaires de 10 millions gagnés sur les prêts sur cartes de crédit. Le produit tient compte de la prise en charge d'un passif de gestion de 3 millions de dollars par la Banque et du gain avant impôts de 7 millions sur la vente qui été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation.

Également au cours de l'exercice, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 800 millions de dollars par la création de titres hypothécaires. La Banque a initialement vendu pour 723 millions de dollars de tels titres hypothécaires. Les titres hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres destinés à la vente. La Banque a reçu un produit en espèces net de 720 millions de dollars et a conservé les droits relatifs aux intérêts excédentaires de 25 millions gagnés sur les prêts hypothécaires. Un gain avant impôts de 22 millions de dollars sur la vente (après déduction des frais liés à l'opération) a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation.

Pour les opérations finalisées au cours de l'exercice, les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des prêts cédés et des droits conservés à la date de titrisation s'établissaient comme suit :

Hypothèses clés (1)

	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels
Taux de remboursement	40,17 %	12,00 %
Marge excédentaire (déduction faite des pertes sur créances)	6,57	1,02
Pertes sur créances prévues	1,68	–
Taux d'actualisation	12,50	5,41
Gestion	2,00	0,25

(1) Tous les taux sont annualisés, à l'exception du taux de remboursement lié aux prêts sur cartes de crédit, qui est présenté sur une base mensuelle.

Les pertes sur créances réelles liées à la tranche titrisée du portefeuille de cartes de crédit de la Banque demeurent compatibles avec l'hypothèse du tableau ci-dessus. Les pertes sur créances réelles liées à la tranche titrisée du portefeuille de cartes de crédit de la Banque, déduction faite des recouvrements, se sont établies à 25 millions de dollars en 2001. Au 31 octobre 2001, 97 % du portefeuille de cartes de crédit était courant (c'est-à-dire en souffrance depuis moins de 31 jours).

Le 31 octobre 2001, la Banque avait des droits conservés relatifs à des prêts sur cartes de crédit titrisés de 2,1 milliards de dollars (1,1 milliard au 31 octobre 2000) et à des titres hypothécaires et titres créés par la Banque de 1,4 milliard (1,0 milliard au 31 octobre 2000). Au 31 octobre 2001, les hypothèses clés utilisées et le degré de sensibilité de la juste valeur actuelle de ces droits conservés advenant un changement défavorable de 10 % ou de 20 % des hypothèses clés s'établissaient comme suit :

Sensibilité des hypothèses clés advenant un changement défavorable (1)

	Hypothèses		Incidence sur la juste valeur	
	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels
Taux de remboursement	38,28 %	7,73 %		
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	42,11	8,50	(1,2)$	(0,5)$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	45,94	9,27	(2,4)	(1,0)
Marge excédentaire (déduction faite des pertes sur créances)	6,02	1,11		
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	5,42	1,00	(2,0)	(3,3)
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	4,82	0,89	(3,9)	(6,6)
Pertes sur créances prévues	1,68	–		
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	1,85	–	(0,6)	–
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	2,02	–	(1,2)	–
Taux d'actualisation	12,50	4,65		
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	13,75	5,12	(0,1)	(0,2)
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	15,00	5,58	(0,1)	(0,4)

(1) Tous les taux sont annualisés, à l'exception du taux de remboursement lié aux prêts sur cartes de crédit, qui est présenté sur une base mensuelle.

Ces données relatives à la sensibilité sont fondées sur des hypothèses et devraient être considérées avec prudence. Comme l'indiquent les chiffres du tableau, l'incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur ne peut généralement pas être extrapolée, la relation entre la variation de l'hypothèse et la variation de la juste valeur n'étant pas forcément linéaire. Également, dans le tableau ci-dessus, l'incidence de la variation d'une hypothèse individuelle sur la juste valeur des droits conservés est considérée séparément, sans modification des autres hypothèses. Habituellement, la variation d'un facteur donné pourrait entraîner la variation d'un autre facteur, et donc accroître ou réduire le degré de sensibilité global.

Le tableau ci-dessous présente certains flux de trésorerie provenant de fiducies de titrisation en 2001 :

Flux de trésorerie provenant de titrisations

	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels
Produit tiré de nouvelles titrisations	1 000 $	720 $
Produit réinvesti dans des titrisations à rechargement	6 972	13
Flux de trésorerie découlant des droits conservés dans le cadre de titrisations	60	10

NOTE 7 Locaux et matériel

	2001			2000
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Terrains	**123 $**	**– $**	**123 $**	93 $
Bâtiments	**697**	**283**	**414**	251
Matériel informatique et logiciels	**1 542**	**1 105**	**437**	409
Mobilier, agencements et autre matériel	**858**	**545**	**313**	201
Améliorations locatives	**832**	**521**	**311**	262
	4 052 $	**2 454 $**	**1 598 $**	1 216 $

NOTE 8 Débentures subordonnées

Les débentures sont des obligations non garanties dont le remboursement est subordonné aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Tous les rachats, toutes les annulations et tous les échanges de débentures subordonnées sont assujettis au consentement et à l'approbation du surintendant des institutions financières Canada.

Échéance	Date de rachat la plus rapprochée	Taux			Libellées en devises	2001	2000
31 janvier 2001		11,75 %				**– $**	27 $
15 août 2001		10,75 %				**–**	15
11 janvier 2002	11 janvier 2002	11,00 %				**41**	41
1er mars 2002	1er mars 2002	10,50 %				**60**	60
29 juillet 2005	(1)		(1)	Remboursables par anticipation (2)	350 $ US	**–**	533
3 septembre 2007	3 septembre 2002	5,40 %	(3)	Remboursables par anticipation (4)		**400**	400
3 septembre 2008	3 septembre 2003	5,45 %	(5)	Remboursables par anticipation (4)		**100**	100
12 avril 2009	12 avril 2004	5,40 %	(6)	Remboursables par anticipation (4)		**350**	350
11 juin 2009	11 juin 2004	5,10 %	(7)	Remboursables par anticipation (4)		**350**	350
7 juillet 2009	7 juillet 2004	6,05 %	(8)	Remboursables par anticipation (4)		**175**	175
12 octobre 2009	12 octobre 2004	6,00 %	(9)	Remboursables par anticipation (4)		**150**	150
15 août 2010	15 août 2005	6,40 %	(10)	Remboursables par anticipation (4)		**700**	700
13 février 2011	13 février 2006	5,50 %	(11)	Remboursables par anticipation (12)		**125**	–
26 avril 2011	26 avril 2006	8,20 %	(13)	Remboursables par anticipation (14)		**100**	100
12 septembre 2011	12 septembre 2006	6,50 %	(15)	Remboursables par anticipation (4)		**350**	350
24 octobre 2011	24 octobre 2006	6,75 %	(16)	Remboursables par anticipation (2)	300 $ US	**476**	457
4 juin 2012	4 juin 2007	6,75 %	(17)	Remboursables par anticipation (4)		**500**	500
22 janvier 2013	22 janvier 2008	6,10 %	(18)	Remboursables par anticipation (19)		**500**	–
14 novembre 2014	14 novembre 2014	10,00 %				**200**	200
25 janvier 2015	25 janvier 2010	7,10 %	(20)	Remboursables par anticipation (4)		**500**	500
12 avril 2016	12 avril 2011	6,30 %	(21)			**400**	–
8 juin 2023	8 juin 2023	9,30 %				**110**	110
1er octobre 2083	(22)		(23)	Remboursables par anticipation (24)		**250**	250
6 juin 2085	(22)		(25)	Remboursables par anticipation (2)	300 $ US	**477**	457
						6 314	5 825
Ajustement au titre de la juste valeur (26)						**348**	–
						6 662 $	5 825 $

(1) Portent intérêt au taux LIBOR mensuel en dollars US majoré de 0,0625 %. Rachetées le 31 mai 2001.
(2) Remboursables par anticipation au montant du capital.
(3) Portent intérêt au taux de 5,40 % jusqu'au 3 septembre 2002 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(4) Remboursables par anticipation selon le plus élevé des deux montants suivants : i) le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de 5 points de base, ou ii) le montant du capital.
(5) Portent intérêt au taux de 5,45 % jusqu'au 3 septembre 2003 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(6) Portent intérêt au taux de 5,40 % jusqu'au 12 avril 2004 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(7) Portent intérêt au taux de 5,10 % jusqu'au 11 juin 2004 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(8) Portent intérêt au taux de 6,05 % jusqu'au 7 juillet 2004 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(9) Portent intérêt au taux de 6,00 % jusqu'au 12 octobre 2004 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(10) Portent intérêt au taux de 6,40 % jusqu'au 15 août 2005 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(11) Portent intérêt au taux de 5,50 % jusqu'au 13 février 2006 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(12) Remboursables par anticipation selon le plus élevé des deux montants suivants : i) le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de 8 points de base, ou ii) le montant du capital.
(13) Portent intérêt au taux de 8,20 % jusqu'au 26 avril 2006 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(14) Remboursables par anticipation selon le plus élevé des deux montants suivants : i) le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de 10 points de base, ou ii) le montant du capital.
(15) Portent intérêt au taux de 6,50 % jusqu'au 12 septembre 2006 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(16) Portent intérêt au taux de 6,75 % jusqu'au 24 octobre 2006 et, par la suite, au taux LIBOR semestriel en dollars US majoré de 1,00 %.
(17) Portent intérêt au taux de 6,75 % jusqu'au 4 juin 2007 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(18) Portent intérêt au taux de 6,10 % jusqu'au 22 janvier 2008 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(19) Remboursables par anticipation selon le plus élevé des deux montants suivants : i) le rendement des obligations du gouvernement du Canada, ou ii) le montant du capital.
(20) Portent intérêt au taux de 7,10 % jusqu'au 25 janvier 2010 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(21) Portent intérêt au taux de 6,30 % jusqu'au 12 avril 2011 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(22) Rachetables au gré de la Banque à toute date de paiement des intérêts.
(23) Portent intérêt au taux des acceptations de banque de 30 jours, majoré de 0,40 %.
(24) Remboursables par anticipation à un montant n'excédant pas 100,5 % du montant du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date du rachat.
(25) Portent intérêt au taux LIMEAN trimestriel en dollars US majoré de 0,25 %. En cas de réduction du dividende annuel déclaré par la Banque sur ses actions ordinaires, les intérêts à payer sur les débentures sont réduits au prorata de la réduction du dividende, et le montant de la réduction des intérêts est payable à même le produit tiré de la vente d'actions ordinaires.
(26) L'ajustement au titre de la juste valeur reflète le changement apporté à la valeur comptable des débentures subordonnées faisant l'objet d'une couverture, par suite de l'adoption de la norme FAS 133. Les débentures subordonnées faisant l'objet d'une couverture spécifique viennent à échéance entre le 24 octobre 2011 et le 12 avril 2016.

Tableau des remboursements

L'ensemble des échéances des débentures, selon les dates d'échéance prévues dans les modalités d'émission, s'établissent comme suit :

2002	101 $
2003	–
2004	–
2005	–
2006	–
2007 à 2011	3 328
Par la suite	3 233
	6 662 $

Événement postérieur à la date du bilan

Après la fin de l'exercice, le 8 novembre 2001, la Banque a émis des débentures subordonnées d'un montant de 400 millions de dollars US. Les débentures subordonnées portent intérêt au taux LIBOR trimestriel en dollars US majoré de 0,50 % jusqu'au 8 novembre 2006 et, par la suite, au taux LIBOR trimestriel en dollars US majoré de 1,50 %.

NOTE 9 Capital-actions

Capital-actions autorisé

Actions privilégiées – Un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang et d'actions privilégiées de second rang sans valeur nominale, pouvant être émises en série; la contrepartie globale de la totalité des actions privilégiées de premier et de second rangs pouvant être émises ne peut excéder 10 milliards de dollars et 5 milliards, respectivement.

Actions ordinaires – Un nombre illimité d'actions sans valeur nominale peut être émis.

Capital-actions émis et en circulation

	2001			2000			1999		
	Nombre d'actions (en milliers)	**Montant**	**Dividendes déclarés par action**	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions privilégiées de premier rang									
À dividende non cumulatif, série E	**1 500**	**149 $**	**5,16 $**	1 500	149 $	5,38 $	1 500	149 $	4,69 $
À dividende non cumulatif, série H (1)	**–**	**–**	**1,69**	12 000	295	2,25	12 000	295	2,25
En dollars US, à dividende non cumulatif, série I (1)	**8 000**	**315**	**1,91 US**	8 000	301	1,91 US	8 000	291	1,91 US
À dividende non cumulatif, série J	**12 000**	**294**	**1,78**	12 000	294	1,78	12 000	294	1,78
En dollars US, à dividende non cumulatif, série K	**10 000**	**392**	**1,58 US**	10 000	376	1,58 US	10 000	363	1,58 US
À dividende non cumulatif, série N	**12 000**	**293**	**1,18**	12 000	293	1,18	12 000	293	1,18
À dividende non cumulatif, série O	**6 000**	**145**	**1,38**	6 000	145	1,38	6 000	145	0,58
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	**4 000**	**155**	**1,44 US**	4 000	148	1,44 US	4 000	143	0,61 US
À dividende non cumulatif, série S	**10 000**	**247**	**0,65**	–	–	–	–	–	–
		1 990 $			2 001 $			1 973 $	
Actions ordinaires									
Solde au début	**602 398**	**3 074 $**		617 768	3 063 $		617 581	2 923 $	
Émises	**12 305**	**576**		–	–		–	–	
Émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	**2 819**	**81**		2 700	59		953	17	
Émises lors de l'acquisition de Centura Banks, Inc.	**67 413**	**3 317**		–	–		–	–	
Options octroyées lors de l'acquisition de Dain Rauscher Corporation	**–**	**33**		–	–		–	–	
Émises lors de l'acquisition de Richardson Greenshields Limitée (2)	**13**	**2**		1 667	50		9 580	170	
Émises lors de l'acquisition de RBC Dominion valeurs mobilières Limitée (3)	**–**	**–**		–	–		140	5	
Frais d'émission, déduction faite des impôts s'y rapportant	**–**	**(12)**		–	–		–	–	
Achetées aux fins d'annulation (4)	**(10 927)**	**(112)**		(19 737)	(98)		(10 486)	(52)	
Solde à la fin	**674 021**	**6 959 $**	**1,38 $**	602 398	3 074 $	1,14 $	617 768	3 063 $	0,94 $

(1) Le 24 août 2001, la Banque a racheté les actions privilégiées de premier rang de **série H**. Le 25 septembre 2001, la Banque a annoncé son intention de racheter les actions privilégiées de premier rang de **série I** le 26 novembre 2001.

(2) Au cours de l'exercice, la Banque a échangé 36 527 actions de catégorie B (4 701 actions en 2000; 4 606 341 actions en 1999) et 77 956 actions de catégorie C (8 008 712 en 2000; aucune en 1999) émises par sa filiale en propriété exclusive, Royal Bank DS Holding Inc., lors de l'acquisition de Richardson Greenshields Limitée contre 13 621 actions ordinaires (1 667 334 actions en 2000; 9 579 166 actions en 1999). Le 9 novembre 2001, le reste des actions de catégorie C a été échangé contre 318 154 actions ordinaires.

(3) Le 1er novembre 1998, la Banque a acquis la totalité des actions privilégiées participantes en circulation de RBC Dominion valeurs mobilières Limitée contre 140 000 actions ordinaires.

(4) En vertu d'une offre publique de rachat faite dans le cours normal des activités, en juin 2001 et en mai 1999 (avec modification en février 2000), la Banque a annoncé son intention de racheter jusqu'à 18 000 000 et 18 707 963 actions ordinaires, respectivement, au cours des périodes de 12 mois se terminant le 22 juin 2002 et le 23 juin 2000, respectivement. Les rachats ont été effectués sur le marché libre aux cours du marché par l'intermédiaire des bourses de Toronto et de Montréal et conformément aux exigences des bourses. La Banque a déterminé le montant et la date des rachats. Les primes versées en excédent de la valeur comptable moyenne des actions ordinaires ont été imputées aux bénéfices non répartis. En 2001, 10 927 200 actions ordinaires ont été rachetées (19 736 880 en 2000; 10 485 800 en 1999) au prix de 509 millions de dollars (660 millions en 2000; 333 millions en 1999), ce qui a réduit de 112 millions de dollars (98 millions en 2000; 52 millions en 1999) le capital-actions ordinaire et de 397 millions de dollars (562 millions en 2000; 281 millions en 1999) les bénéfices non répartis.

NOTE 9 Capital-actions (suite)

Conditions liées aux actions privilégiées

	Dividendes par action (1)	Date de rachat (2)	Prix de rachat (3)	Dates de conversion: Au gré de la Banque (2), (4)	Dates de conversion: Au gré du détenteur (5)
Actions privilégiées de premier rang					
À dividende non cumulatif, série E (6)	(6)	2 septembre 2002	100,00 $	Non convertibles	Non convertibles
En dollars US, à dividende non cumulatif, série I	0,476563 US	24 novembre 2001	25,00 US	24 novembre 2001	24 février 2002
À dividende non cumulatif, série J	0,443750	24 mai 2003	25,00	24 mai 2003	24 novembre 2003
En dollars US, à dividende non cumulatif, série K	0,393750 US	24 mai 2003	25,00 US	24 mai 2003	24 novembre 2003
À dividende non cumulatif, série N	0,293750	24 août 2003	26,00	24 août 2003	24 août 2008
À dividende non cumulatif, série O	0,343750	24 août 2004	26,00	24 août 2004	Non convertibles
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	0,359375 US	24 août 2004	26,00 US	24 août 2004	Non convertibles
À dividende non cumulatif, série S	0,38125	24 août 2006	26,00	24 août 2006	Non convertibles

(1) Des dividendes non cumulatifs sur les actions privilégiées de premier rang de **série E** sont payables, selon les modalités et les dates déterminées par le conseil d'administration, le 12 de chaque mois. Des dividendes non cumulatifs sur les actions privilégiées de **séries I, J, K, N, O, P** et **S** sont payables trimestriellement, selon les modalités et les dates déterminées par le conseil d'administration, le 24 de chaque mois de février, mai, août et novembre ou aux environs de ces dates.

(2) Sous réserve du consentement du surintendant des institutions financières Canada et des exigences de la *Loi sur les banques*, la Banque peut, à compter des dates précisées ci-dessus, racheter les actions privilégiées de premier rang. Toutes ces actions privilégiées de premier rang peuvent être rachetées i) en espèces, à un prix égal au prix de rachat indiqué ci-dessus dans le cas des actions privilégiées de premier rang de **séries E, I, J** et **K**; dans le cas des actions de **série N**, à un prix de 26 $ par action si les actions sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 24 août 2003, diminué de 0,25 $ par la suite pour chaque période de douze mois jusqu'à atteindre le prix par action de 25 $ si les actions sont rachetées à compter du 24 août 2007; dans le cas des actions de **séries O** et **P**, à un prix de 26 $ par action si les actions sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 24 août 2004, diminué de 0,25 $ par la suite pour chaque période de douze mois jusqu'à atteindre le prix de 25 $ par action si les actions sont rachetées à compter du 24 août 2008; dans le cas des actions de **série S**, à un prix de 26 $ par action si les actions sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 26 août 2006, diminué de 0,25 $ par la suite pour chaque période de douze mois jusqu'à atteindre le prix de 25 $ par action si les actions sont rachetées à compter du 24 août 2010 ou ii) en convertissant chaque action devant être rachetée, dans le cas des actions de **séries I, J** et **K**, en un nombre d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat alors en vigueur par le plus élevé des montants suivants : 2,50 $ ou 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires en vigueur à la date de l'opération.

(3) Sous réserve du consentement du surintendant des institutions financières Canada et des exigences de la *Loi sur les banques*, la Banque peut racheter aux fins d'annulation les actions privilégiées de premier rang, à un prix n'excédant pas, dans le cas des actions de **séries E, I, J** et **K**, le prix de rachat précisé ci-dessus alors en vigueur, plus tous les dividendes déclarés et non versés et, dans le cas des actions de **séries N, O, P** et **S** au prix ou aux prix les plus bas auxquels, selon le conseil d'administration, ces actions peuvent être obtenues.

(4) Sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, la Banque peut, aux dates précisées ci-dessus, convertir les actions privilégiées de premier rang de **séries N, O, P** et **S** en actions ordinaires de la Banque. Les actions privilégiées de premier rang peuvent être converties en un nombre d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat alors en vigueur par le plus élevé des montants suivants : 2,50 $ ou 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires en vigueur à la date de l'opération.

(5) Sous réserve du droit qu'a la Banque de racheter ses actions ou de trouver d'autres acheteurs, le détenteur peut, à compter des dates précisées ci-dessus, convertir ses actions privilégiées en actions ordinaires de la Banque. Les actions de **séries I, J, K** et **N** peuvent être converties trimestriellement en un nombre d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat alors en vigueur par le plus élevé des montants suivants : 2,50 $ ou 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires en vigueur à la date de l'opération.

(6) En 1997, les droits, privilèges, restrictions et conditions rattachés aux actions privilégiées de premier rang de **série E** ont été modifiés. Les détenteurs sont en droit de recevoir, selon les modalités et les dates déterminées par le conseil d'administration, un dividende en espèces non cumulatif mensuel qui i) varie en fonction des fluctuations du taux préférentiel de la Banque au Canada et ii) est redressé à la hausse ou à la baisse selon les variations du cours du marché. Le taux du dividende annuel d'un mois donné ne sera jamais inférieur à la somme de 0,25 % plus 55 % du taux préférentiel moyen ni supérieur à la somme de 0,25 % plus 75 % du taux préférentiel moyen.

Restrictions relatives au paiement des dividendes

La *Loi sur les banques* (Canada) (la « *Loi* ») interdit à la Banque de déclarer des dividendes sur ses actions privilégiées ou ordinaires si, ce faisant, la Banque contrevient, ou contreviendra, aux règles relatives à la suffisance du capital et aux liquidités ou à toute autre directive de réglementation publiée en vertu de la *Loi*. En outre, la Banque ne peut en aucun cas verser des dividendes sur ses actions ordinaires tant que l'ensemble des dividendes sur ses actions privilégiées n'ont pas été déclarés et versés, ou du moins réservés aux fins du versement.

La Banque a convenu que s'il advenait que Fiducie de capital RBC (une société de fiducie à capital fixe filiale de la Banque) ne soit pas en mesure de verser les distributions requises sur ses titres de fiducie, elle ne verserait aucun dividende de quelque nature que ce soit sur ses actions privilégiées et ordinaires.

Actuellement, aucune des restrictions énoncées ci-dessus ne limite le versement de dividendes sur les actions privilégiées et ordinaires.

Capital réglementaire

La Banque est assujettie à des exigences en matière de capital réglementaire établies par le surintendant des institutions financières Canada (BSIF), exigences qui comprennent l'utilisation des PCGR du Canada. Les ratios de capital ajustés en fonction des risques et le ratio actif/capitaux propres sont deux mesures de la solidité du capital établies par le BSIF en fonction des normes de la Banque des règlements internationaux (BRI).

Le BSIF requiert des banques canadiennes qu'elles maintiennent des ratios minimaux du capital de première catégorie et du capital total de 4 % et de 8 %, respectivement. Cependant, le BSIF a également établi de façon formelle les ratios fondés sur le risque que doivent viser les institutions de dépôt au Canada. Ces cibles sont un ratio du capital de première catégorie d'au moins 7 % et un ratio du capital total d'au moins 10 %. Au 31 octobre 2001, la Banque avait des ratios du capital de première catégorie et du capital total de 8,7 % et de 11,8 $ respectivement (8,6 % et de 12,0 % en 2000).

Pour ce qui est de l'évaluation du ratio actif/capitaux propres, le BSIF précise que l'actif total de la Banque, y compris certains instruments financiers hors bilan, ne peut excéder 23 fois le capital total. Au 31 octobre 2001, le ratio actif/capitaux propres de la Banque était de 17,2 fois (15,3 fois en 2000).

Au 31 octobre 2001, selon les PCGR des États-Unis et les lignes directrices fournies par le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis, la Banque avait des ratios du capital de première catégorie et du capital total de 8,1 % et de 11,2 %, respectivement (7,8 % et de 11,3 % en 2000). Selon les mêmes normes et directives, la Banque avait un ratio de levier de 4,1 % au 31 octobre 2001 (4,2 % en 2000).

Au cours de l'exercice, la Banque a émis des titres de fiducie RBC TruCS, un type innovateur de capital de première catégorie, conformément aux lignes directrices en vigueur au Canada aussi bien qu'aux États-Unis, pour un montant de 750 millions de dollars (650 millions en 2000); ces titres sont inscrits dans le bilan consolidé au poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.

Autres faits

Le 27 octobre 2000, la Banque a signé une convention de cinq ans avec un réassureur dont la cote est AAA, stipulant que celui-ci doit acheter, pour un montant pouvant aller jusqu'à 200 millions de dollars, des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif au cours du marché établi le 27 octobre 2000 dans l'éventualité où la provision cumulative générale (attribuée et non attribuée) pour pertes sur créances devait descendre sous un certain niveau. Si ces actions avaient été émises, elles auraient été admissibles à titre de capital de première catégorie.

Événement postérieur à la date du bilan

Le 25 septembre 2001, la Banque a annoncé son intention de racheter les actions privilégiées de premier rang de série I le 26 novembre 2001.

NOTE 10 Impôts sur les bénéfices

	2001	2000	1999
Charge d'impôts présentée dans les résultats			
De l'exercice			
Au Canada – Fédéral	**845 $**	799 $	580 $
Provinciaux	**360**	349	234
À l'étranger	**103**	258	176
	1 308	1 406	990
Reportés			
Au Canada – Fédéral	**23**	38	(3)
Provinciaux	**4**	9	(3)
À l'étranger	**15**	(41)	(10)
	42	6	(16)
	1 350	1 412	974
Charge (économie) d'impôts présentée dans les capitaux propres			
Gains et pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente, déduction faite des opérations de couverture	**221**	20	(105)
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	**(487)**	(37)	213
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	**(173)**	–	–
Obligation additionnelle au titre des charges de retraite	**(12)**	–	–
	(451)	(17)	108
Total de la charge d'impôts	**899 $**	1 395 $	1 082 $

Impôts reportés (écarts temporaires)

	2001	2000	1999
Actifs d'impôts reportés (1)			
Provision cumulative pour pertes sur créances	**582 $**	514 $	509 $
Montant lié à la rémunération reportée	**190**	78	19
Montant lié aux régimes de retraite	**105**	44	3
Reports prospectifs de pertes fiscales	**84**	72	19
Locaux et matériel	**–**	83	–
Produits reportés	**61**	152	142
Autres	**399**	223	335
	1 421	1 166	1 027
Passifs d'impôts reportés			
Locaux et matériel	**(91)**	–	(29)
Charges reportées	**(149)**	(86)	(30)
Autres	**(134)**	(77)	(171)
	(374)	(163)	(230)
Actifs d'impôts reportés, montant net	**1 047 $**	1 003 $	797 $

(1) La Banque a déterminé qu'il est plus probable qu'improbable que le montant des actifs d'impôts reportés sera réalisé grâce à une combinaison de résorptions futures d'écarts temporaires et de bénéfice imposable.

Rapprochement avec le taux d'imposition prévu par la loi

	2001		2000		1999	
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition canadien prévu par la loi	**1 615 $**	**41,5 %**	1 558 $	42,8 %	1 163 $	43,0 %
Augmentation (diminution) des impôts attribuable à ce qui suit :						
Taux d'imposition moins élevé applicable aux filiales	**(253)**	**(6,5)**	(303)	(8,3)	(199)	(7,1)
Bénéfices tirés des titres exonérés d'impôts	**(7)**	**(0,2)**	(7)	(0,2)	(10)	(0,4)
Autres	**(5)**	**(0,1)**	164	4,5	20	0,5
Charge d'impôts/taux d'imposition effectif	**1 350 $**	**34,7 %**	1 412 $	38,8 %	974 $	36,0 %

Le bénéfice réalisé à l'étranger par certaines filiales serait imposé uniquement au moment de son rapatriement au Canada. Comme la direction de la Banque ne prévoit pas actuellement le rapatriement de ces bénéfices non répartis, aucun passif d'impôts reportés n'a été comptabilisé à leur égard. Selon les estimations, les impôts qui seraient exigibles, si la totalité des bénéfices non répartis accumulés par des filiales à l'étranger était rapatriée, s'élèveraient à 772 millions de dollars au 31 octobre 2001 (737 millions en 2000; 729 millions en 1999).

NOTE 11 Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite

La Banque offre un certain nombre de régimes à cotisations ou à prestations déterminées prévus par la loi qui fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs au départ à la retraite aux employés admissibles. Les cotisations sont passées en charges lorsqu'elles sont effectuées.

Les tableaux qui suivent présentent des données relatives aux régimes d'avantages de la Banque, incluant les montants constatés au bilan consolidé ainsi que les composantes du coût net des prestations de l'exercice.

	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite (1)	
	2001	2000	**2001**	2000
Variation de la juste valeur de l'actif des régimes (2)				
Juste valeur de l'actif des régimes au début	**4 519 $**	4 135 $	**67 $**	68 $
Rendement réel de l'actif des régimes	**123**	326	**7**	3
Cotisations de la Banque	**20**	13	**1**	–
Cotisations des participants	**24**	18	**–**	–
Prestations versées	**(251)**	(197)	**(2)**	(4)
Gain (perte) actuariel	**(599)**	266	**–**	–
Liquidations de régimes	**–**	–	**(72)**	–
Acquisitions d'entreprises	**63**	–	**–**	–
Variation des taux de change	**6**	(12)	**–**	–
Transferts (à) d'autres régimes	**144**	(11)	**–**	–
Autres	**–**	(19)	**–**	–
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin	**4 049 $**	4 519 $	**1 $**	67 $
Variation de l'obligation au titre des prestations constituées				
Obligation au titre des prestations constituées au début	**3 710 $**	3 471 $	**609 $**	574 $
Coût des services rendus	**104**	98	**64**	17
Intérêts débiteurs	**268**	254	**49**	42
Cotisations des participants	**18**	18	**–**	–
Gains (pertes) actuariels	**55**	70	**19**	(7)
Prestations versées	**(251)**	(197)	**(22)**	(17)
Transferts à d'autres régimes	**–**	(4)	**–**	–
Modifications et compressions de régimes	**31**	15	**–**	–
Liquidations de régimes	**–**	–	**(72)**	–
Acquisitions d'entreprises	**117**	–	**35**	–
Variation des taux de change	**(9)**	(15)	**–**	–
Variation des hypothèses	**1**	–	**11**	–
Obligation au titre des prestations constituées à la fin	**4 044 $**	3 710 $	**693 $**	609 $
Capitalisation				
Capitalisation excédentaire (déficitaire) à la fin	**5 $**	809 $	**(692)$**	(542)$
Perte actuarielle nette non comptabilisée (gain)	**32**	(756)	**42**	31
Obligation non comptabilisée à la date de transition	**(24)**	(1)	**207**	226
Coût des prestations au titre des services passés non comptabilisé	**205**	258	**10**	–
Autres	**(48)**	(94)	**1**	–
Charge de retraite payée d'avance (cumulée)	**170 $**	216 $	**(432)$**	(285)$
Hypothèses moyennes pondérées au 31 octobre				
Taux d'actualisation	**7,00 %**	7,25 %	**7,25 %**	7,25 %
Taux de rendement à long terme présumé de l'actif des régimes	**7,0 %**	7,0 %	**4,75 %**	4,75 %
Taux de croissance de la rémunération future	**4,4 %**	4,4 %	**4,4 %**	4,4 %

Coût des prestations de retraite (3)

	2001	2000	1999
Coût des services rendus	**104 $**	98 $	120 $
Intérêts débiteurs	**268**	254	238
Taux de rendement prévu de l'actif des régimes	**(306)**	(291)	(274)
Amortissement de l'actif de transition	**(2)**	(2)	–
Amortissement du coût des services passés	**17**	22	(3)
Amortissement de l'excédent net	**–**	–	(1)
Perte actuarielle nette comptabilisée (gain)	**(45)**	(41)	13
Variation de la provision cumulative pour moins-value	**(14)**	19	(10)
Coût des régimes à prestations déterminées	**22**	59	83
Coût des régimes à cotisations déterminées	**30**	6	6
Coût des prestations de retraite	**52 $**	65 $	89 $

Coût des autres avantages postérieurs au départ à la retraite (1)

	2001	2000	1999
Coût des services rendus	**64 $**	17 $	20 $
Intérêts débiteurs	**49**	42	40
Taux de rendement prévu de l'actif des régimes	**(1)**	(3)	(3)
Amortissement de l'ajustement de transition	**17**	17	17
Perte actuarielle nette comptabilisée	**–**	–	1
Autres	**2**	–	–
Coût des autres avantages postérieurs au départ à la retraite	**131 $**	73 $	75 $

(1) Comprend les avantages postérieurs au départ à la retraite liés à l'assurance-maladie, à l'assurance-soins dentaires et à l'assurance-vie. Les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé pris pour hypothèses à l'égard du prochain exercice étaient de 7,25 % pour les soins médicaux et de 4,75 % pour les soins dentaires; le taux tendanciel final était de 4,5 %. Ces taux servent à évaluer le coût prévu des prestations de retraite visées par les régimes de soins médicaux et d'assurance-vie postérieurs au départ à la retraite. Une hausse de un point de pourcentage des taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé pris pour hypothèses aurait fait augmenter le coût des services rendus et les intérêts débiteurs de 18 millions de dollars et l'obligation, de 85 millions. Une baisse de un point de pourcentage des taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé pris pour hypothèses aurait fait diminuer le coût des services rendus et les intérêts débiteurs de 13 millions de dollars et l'obligation, de 67 millions.
(2) L'actif des régimes comprend les actions ordinaires de la Banque ayant une juste valeur de 43 millions de dollars (38 millions en 2000).
(3) Le coût des prestations de retraite a été établi au moyen d'un taux d'actualisation présumé de 7,0 % (7,25 % en 2000; 6,5 % en 1999).

NOTE 12 Rémunération à base d'actions

Régime d'options d'achat d'actions

La Banque offre un régime d'options d'achat d'actions à certains de ses employés clés et de ses administrateurs qui ne sont pas des employés de la Banque. En vertu de ce régime, des options sont périodiquement octroyées pour acquérir des actions ordinaires à des prix qui ne doivent pas être inférieurs à ceux du marché immédiatement avant la date de l'octroi. Les options sont acquises sur une période de quatre ans par les employés et immédiatement par les administrateurs, et peuvent être levées pour des périodes n'excédant pas dix ans.

Pour toutes les options octroyées avant 2000, la Banque ne constate aucune charge au titre de la rémunération puisque, à la date de l'octroi, le prix de levée des options n'est pas inférieur au cours du marché des actions sous-jacentes. Lorsque les options sont levées, le produit obtenu est crédité aux actions ordinaires.

Depuis 2000, le régime d'options d'achat d'actions a été modifié de façon à inclure des droits à la plus-value des actions. Le régime modifié donne droit à un participant de choisir soit de lever l'option, soit d'exercer le droit à la plus-value des actions correspondant. Les droits à la plus-value des actions peuvent être échangés contre un montant en espèces égal à la différence entre le prix d'exercice et le cours de clôture des actions ordinaires le jour précédant immédiatement la date d'exercice. Jusqu'à 100 % des options acquises peuvent être levées à titre de droits à la plus-value des actions. La Banque prévoit que les participants exerceront leurs droits à la plus-value des actions et, par conséquent, comptabilise ce régime en fonction des modalités des droits à la plus-value des actions plutôt que de celles des options. La charge au titre de la rémunération comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001 relativement à ce régime s'est établie à 23 millions de dollars (52 millions en 2000).

Options d'achat d'actions

	2001		2000		1999	
	Nombre d'options (en milliers)	**Moyenne pondérée du prix de levée**	Nombre d'options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée	Nombre d'options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée
En cours au début	**25 880**	**33,61 $**	20 966	32,42 $	15 422	28,66 $
Options octroyées	**7 949**	**44,46**	8 286	33,09	6 828	39,01
Levées ou exercés – Actions ordinaires	**(2 819)**	**28,77**	(2 700)	22,05	(953)	17,83
– Droits à la plus-value des actions	**(259)**	**33,55**	–	–	–	–
Options annulées	**(593)**	**37,82**	(672)	36,10	(331)	35,50
En cours à la fin	**30 158**	**36,84 $**	25 880	33,61 $	20 966	32,42 $
Options pouvant être levées à la fin	**12 895**	**32,62 $**	8 881	30,29 $	5 988	25,29 $
Options pouvant être octroyées	**20 289**		25 849		8 463	

Prix de levée

	Options en cours			**Options pouvant être levées**	
	Nombre d'options (en milliers)	**Moyenne pondérée du prix de levée**	**Durée de vie contractuelle restante moyenne**	**Nombre d'options (en milliers)**	**Moyenne pondérée du prix de levée**
De 14,46 $ à 15,68 $	**1 392**	**15,59 $**	**4,9**	**1 392**	**15,59 $**
De 24,80 $ à 28,25 $	**3 959**	**25,93**	**7,5**	**3 200**	**25,40**
De 30,00 $ à 39,64 $	**18 845**	**36,81**	**8,1**	**8 213**	**38,18**
De 43,59 $ à 50,72 $	**5 962**	**49,17**	**10,0**	**90**	**46,49**
Total	**30 158**	**36,84 $**	**8,3**	**12 895**	**32,62 $**

Bénéfice net et bénéfice par action pro forma

La norme FAS 123, *Accounting for Stock-Based Compensation*, permet de comptabiliser les frais au titre du régime d'options d'achat d'actions soit selon la méthode de la juste valeur, soit selon la méthode de la valeur intrinsèque, à condition que l'entité présente l'incidence pro forma de l'adoption de la méthode de la juste valeur sur son bénéfice net et sur son bénéfice par action.

La Banque a décidé de présenter l'information pro forma requise comme si elle avait adopté la méthode d'évaluation fondée sur la juste valeur pour les options en cours en 2001, en 2000 et en 1999, comme suit :

	Tel que déclaré			Données pro forma (1)		
	2001	2000	1999	2001	2000	1999
Bénéfice net	2 435 $	2 208 $	1 725 $	2 415 $	2 185 $	1 699 $
Bénéfice par action	3,58	3,42	2,50	3,56	3,38	2,46
Bénéfice par action dilué	3,55	3,40	2,48	3,53	3,36	2,44

(1) Selon la méthode d'évaluation fondée sur la juste valeur, la charge au titre de la rémunération est constatée sur la période d'acquisition des options d'achat d'actions connexes. Par conséquent, les données pro forma obtenues au moyen de cette méthode ne sont peut-être pas représentatives des résultats futurs.

Pour établir les données pro forma présentées ci-dessus, la juste valeur des options octroyées a été estimée à la date de l'octroi au moyen d'un modèle d'établissement des prix des options fondé sur les hypothèses suivantes : i) un taux d'intérêt hors risque de 5,86 % (6,04 % en 2000; 5,10 % en 1999), ii) une durée de vie prévue de dix ans pour les options, iii) une volatilité prévue de 24 % (22 % en 2000; 23 % en 1999) et iv) des dividendes prévus de 2,67 % (2,60 % en 2000; 2,80 % en 1999). La juste valeur de chacune des options octroyées était de 14,78 $ (10,26 $ en 2000; 10,93 $ en 1999).

NOTE 12 Rémunération à base d'actions (suite)

Régimes d'actionnariat des employés

La Banque offre à ses employés un régime d'épargne et d'actionnariat des employés de la Royale (REAER) en vertu duquel elle verse, sous forme d'actions ordinaires, 50 % du montant versé par un employé jusqu'à concurrence de 3 % du salaire de cet employé. En vertu du REAER, la Banque a versé 39 millions de dollars (39 millions en 2000; 40 millions en 1999) pour l'acquisition d'actions ordinaires. Au 31 octobre 2001, un total de 15 329 595 actions ordinaires étaient détenues en vertu du REAER.

La Banque offre un régime d'actions subalternes à certains employés. En vertu de ce régime, des actions ordinaires sont achetées au nom des employés. Ces actions ordinaires sont détenues en fiducie et dévolues sur une période de deux à trois ans. Au 31 octobre 2001, la valeur des actions subalternes s'établissait à 2 millions de dollars.

Régimes d'achat d'actions différé

La Banque offre un régime d'achat d'actions différé aux dirigeants ainsi qu'aux administrateurs qui ne sont pas des employés de la Banque. En vertu de ce régime, chacune de ces personnes peut choisir de recevoir la totalité ou un pourcentage de sa prime de rendement annuelle sous forme d'actions différées. Le choix de participer au régime doit être fait avant le début de l'exercice. En guise de dividendes, les actions différées génèrent, au taux des dividendes sur les actions ordinaires, des actions additionnelles à dividende différé. Les hauts dirigeants et les administrateurs ne peuvent convertir ces actions avant de quitter la Banque ou de prendre leur retraite. La valeur des actions différées, une fois converties en espèces, équivaudra à la valeur marchande des actions ordinaires à la date de conversion. Au 31 octobre 2001, la valeur des actions différées s'établissait à 52 millions de dollars (26 millions en 2000; 20 millions en 1999). La charge au titre de la rémunération comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001 relativement à ce régime s'est établie à 8 millions de dollars.

Un régime de primes différées est offert à certains employés clés de RBC Marchés des Capitaux. En vertu de ce régime, un pourcentage de la prime de rendement annuelle de chacun de ces employés est reporté et génère des dividendes au même taux que celui des actions ordinaires. L'employé touche la prime en trois montants égaux versés à la fin de chacun des trois exercices suivants. La valeur de la prime différée sera égale à la valeur initiale de la prime rajustée en fonction des dividendes et des variations de la valeur marchande des actions ordinaires à la date à laquelle la prime est versée. Au 31 octobre 2001, la valeur du régime de primes différées s'établissait à 128 millions de dollars (89 millions en 2000; 26 millions en 1999). La charge au titre de la rémunération comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001 relativement à ce régime à été réduite de 5 millions de dollars.

La Banque offre des régimes d'achat d'actions différé à certains employés clés de RBC Investissements. En vertu de ces régimes, un pourcentage de la prime de rendement annuelle de chacune de ces personnes est reçu sous forme d'actions différées. Ces actions sont détenues en fiducie et dévolues sur une période de trois ans. Au 31 octobre 2001, la valeur des actions différées s'établissait à 14 millions de dollars.

Régime de stabilité du personnel – RBC Dain Rauscher

Dans le cadre de l'acquisition de Dain Rauscher, la Banque a offert à certains employés clés de cette société des primes de maintien en fonction totalisant 318 millions de dollars et devant être versées uniformément sur une période de service prévue de trois à quatre ans. Les paiements devant être versés aux participants du régime sont indexés à la valeur marchande des actions ordinaires à la date d'acquisition. La charge au titre de la rémunération comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001 relativement à ce régime s'est établie à 143 millions de dollars.

Autre régime

La Banque offre un régime de rémunération à moyen terme à certains de ses hauts dirigeants. En vertu de ce régime, des actions sont attribuées uniformément sur une période de trois ans aux participants au régime. Les paiements effectués en vertu du régime seront versés chaque année en fonction de la valeur marchande des actions ordinaires à la date d'acquisition. Au 31 octobre 2001, la valeur des actions s'établissait à 21 millions de dollars. La charge au titre de la rémunération comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001 relativement à ce régime s'est établie à 8 millions de dollars.

NOTE 13 Frais de restructuration

Au cours de l'exercice, la Banque a constaté des frais de restructuration de 91 millions de dollars à l'état consolidé des résultats par suite de l'acquisition de Centura Banks, Inc. Il n'y a pas eu de frais de restructuration en 2000.

	Solde au début de l'exercice	Augmentation en 2001	Montant utilisé	**Solde à la fin de l'exercice**
Ressources humaines	22 $	22 $	36 $	**8 $**
Frais d'occupation	21	–	17	**4**
Matériel	2	42	43	**1**
Autres frais	4	27	13	**18**
	49 $	91 $	109 $	**31 $**

NOTE 14 Bénéfice par action

	2001	2000	1999
Bénéfice de base par action			
Bénéfice net	**2 435 $**	2 208 $	1 725 $
Dividendes sur actions privilégiées	**(135)**	(134)	(157)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**2 300 $**	2 074 $	1 568 $
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	**641 516**	606 389	626 158
	3,58 $	3,42 $	2,50 $
Bénéfice dilué par action			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**2 300 $**	2 074 $	1 568 $
Incidence des conversions hypothétiques (1)	**1**	2	2
Bénéfice net ajusté en fonction de la dilution	**2 301 $**	2 076 $	1 570 $
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	**641 516**	606 389	626 158
Actions convertibles de catégories B et C (1)	**363**	736	2 708
Options d'achat d'actions (2)	**5 337**	2 740	3 439
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, après dilution	**647 216**	609 865	632 305
	3,55 $	3,40 $	2,48 $

(1) Les actions convertibles comprennent les actions de catégories B et C émises par une filiale en propriété exclusive de la Banque, Royal Bank DS Holding Inc., lors de l'acquisition de Richardson Greenshields Limitée le 1er novembre 1996. Les actions de catégorie B peuvent être échangées contre des actions ordinaires de la Banque Royale du Canada, tandis que les actions de catégorie C sont échangeables en fonction du cours moyen du marché des actions ordinaires de la Banque pour la période de 20 jours qui précède la date de l'échange. Au cours de l'exercice, la Banque a échangé 36 527 actions de catégorie B (4 701 actions en 2000; 4 606 341 actions en 1999) et 77 956 actions ordinaires de catégorie C (8 008 712 actions en 2000; aucune en 1999) contre 13 621 actions ordinaires (1 667 334 actions en 2000; 9 579 166 actions en 1999).

(2) L'incidence de la dilution liée aux options d'achat d'actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Cette méthode permet de calculer le nombre supplémentaire d'actions en présumant que les options d'achat d'actions en cours sont i) levées puis ii) diminuées du nombre présumé d'actions qui seraient rachetées au moyen du produit de l'émission et compte tenu du cours moyen du marché des actions ordinaires de la Banque pour l'exercice. Le calcul du bénéfice dilué par action exclut un nombre moyen de 7 862 options d'achat d'actions en cours ayant un prix de levée de 50,72 $ et un nombre moyen de 1 956 options d'achat d'actions en cours ayant un prix de levée de 49,03 $ (6 153 507 options ayant un prix de levée de 39,64 $, 6 589 464 options ayant un prix de levée de 39,01 $, 2 639 options ayant un prix de levée de 38,22 $ et 393 options ayant un prix de levée de 43,59 $ en 2000; 6 355 830 options ayant un prix de levée de 39,64 $ et 6 237 862 options ayant un prix de levée de 39,01 $ en 1999), car les prix de levée de ces options excédaient le cours moyen du marché des actions ordinaires de la Banque.

NOTE 15 Engagements et éventualités

Instruments financiers dont les montants contractuels représentent le risque de crédit

Le principal objectif de ces engagements est de faire en sorte que le client puisse disposer de fonds au besoin. La politique de la Banque en ce qui a trait aux biens donnés en garantie à l'égard de ces instruments est habituellement la même que celle qui s'applique aux prêts.

Les garanties et les lettres de crédit de soutien, qui constituent un engagement irrévocable de la Banque d'effectuer les paiements d'un client qui ne pourrait pas respecter ses obligations financières envers des tiers, présentent les mêmes risques de crédit que les prêts. Les lettres de crédit documentaire, qui sont des documents émis par la Banque au nom de son client permettant à un tiers de tirer des traites sur la Banque jusqu'à concurrence d'un montant établi en vertu de conditions précises, sont garanties par les livraisons de marchandises auxquelles elles se rapportent.

Dans les opérations ayant trait aux prêts de titres, la Banque agit à titre de mandataire pour le titulaire d'une valeur mobilière qui accepte de prêter la valeur mobilière à un emprunteur moyennant une commission en vertu des modalités d'un contrat préétabli. L'emprunteur doit, en tout temps, garantir intégralement le prêt de titres.

Les engagements de crédit représentent les tranches non utilisées des autorisations de crédit offertes sous forme de prêts, d'acceptations de banque, de garanties ou de lettres de crédit.

Les montants non engagés représentent le crédit que la Banque peut choisir d'accorder à un emprunteur.

Une facilité d'émission d'effets constitue une entente en vertu de laquelle un emprunteur peut émettre des titres de créance à court terme. Une facilité de prise ferme renouvelable est une facilité d'émission d'effets qui peut être utilisée pour une période déterminée.

Instruments financiers dont les montants contractuels représentent le risque de crédit

	2001	2000
Garanties et lettres de crédit de soutien	**13 391 $**	13 658 $
Lettres de crédit documentaire	**750**	456
Prêt de titres	**21 377**	20 333
Engagements de crédit		
Échéance initiale d'un an ou moins	**44 179**	38 853
Échéance initiale supérieure à un an	**39 960**	41 599
Montants non engagés	**53 750**	59 113
Facilités d'émission d'effets/facilités de prise ferme renouvelables	**132**	155
	173 539 $	174 167 $

NOTE 15 Engagements et éventualités (suite)

Engagements en vertu de baux

Les engagements minimaux futurs relatifs à la location de locaux et de matériel en vertu de baux à long terme non résiliables s'établissent de la façon indiquée ci-dessous pour les cinq prochains exercices et par la suite.

Engagements en vertu de baux	
2002	385 $
2003	350
2004	315
2005	268
2006	307
Par la suite	853
Total	2 478 $

Litiges

La Banque et ses filiales font l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de leurs pratiques ou mesures. Plusieurs de ces poursuites ont trait à des prêts et s'élèvent contre les dispositions prises par la Banque et ses filiales pour recouvrer des prêts en souffrance et exercer leurs droits quant aux biens donnés en nantissement de ces prêts. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel s'y rapportant ne sera pas important.

Actifs donnés en garantie

Des valeurs mobilières d'une valeur comptable de 46,4 milliards de dollars (27,1 milliards en 2000) ont été données en garantie pour divers types d'opérations de financement, y compris des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et des engagements afférents à des titres vendus à découvert. Les valeurs mobilières détenues données en garantie qui peuvent être vendues ou redonnées en garantie par la contrepartie sont constatées au bilan consolidé aux postes Titres du compte de négociation (3,6 milliards de dollars) et Titres destinés à la vente (2,6 milliards). Le montant de ces valeurs mobilières données en garantie comprend des actifs d'une valeur comptable de 2,6 milliards de dollars (2,4 milliards en 2000) qui ont été déposés en garantie afin de participer aux systèmes de compensation et de paiement et auprès de dépositaires, ou pour avoir accès aux facilités des banques centrales situées dans des territoires étrangers.

La juste valeur des garanties pouvant être vendues ou redonnées en garantie acceptées par la Banque totalisait 52,9 milliards de dollars. Ces garanties sont généralement obtenues en vertu de conventions de revente et de conventions d'emprunt de titres. De ces garanties, une tranche de 41,9 milliards de dollars a été vendue ou redonnée en garantie, généralement à titre de garantie relative aux conventions de rachat ou aux ventes à découvert.

NOTE 16 Produits dérivés

Les produits dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est tirée d'un instrument sous-jacent ayant trait aux taux d'intérêt, aux taux de change, aux cours des titres de participation, aux prix des marchandises ou aux indices.

Types de produits dérivés

La Banque a recours aux produits dérivés décrits ci-après aux fins de négociation et à des fins autres que de négociation.

Les swaps sont des opérations dans lesquelles deux parties échangent des flux de trésorerie portant sur un capital nominal spécifié pour une période prédéterminée. Dans le cas des swaps de taux d'intérêt, il y a échange de paiements d'intérêt à taux fixe et variable sur un capital nominal. Les swaps sur devises comportent l'échange de paiements d'intérêt à taux fixe ou variable dans une devise contre réception de paiements d'intérêt à taux fixe ou variable dans une autre devise. Les swaps simultanés de taux et de devises comportent l'échange d'intérêt et de capital nominal dans deux devises différentes.

Les contrats à terme de gré à gré et les contrats à terme standardisés sont des engagements contractuels d'acheter ou de vendre un instrument financier à une date ultérieure, à un prix déterminé. Les contrats à terme de gré à gré sont des ententes faites sur mesure qui sont conclues entre des contreparties sur le marché hors cote, tandis que les contrats à terme standardisés sont négociés sur des bourses réglementées.

Les options sont des ententes contractuelles en vertu desquelles le vendeur accorde à l'acheteur le droit, mais ne lui impose pas l'obligation, d'acheter (option d'achat) ou de vendre (option de vente), à une date déterminée, ou avant cette date, un montant établi d'un instrument financier à un prix déterminé d'avance. Le vendeur reçoit une prime de l'acheteur en contrepartie de ce droit.

Produits dérivés détenus ou émis aux fins de négociation

La plupart des opérations liées aux produits dérivés de la Banque résultent de ses activités de vente et de négociation. Les activités de vente comportent la mise sur pied et la mise en marché de produits dérivés à l'intention des clients pour leur permettre de transférer, de modifier ou de réduire les risques courants ou éventuels. Les activités de négociation comprennent la tenue de marché, le positionnement et l'arbitrage. La tenue de marché consiste à transmettre aux autres participants au marché les cours acheteur et vendeur dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et du volume. Le positionnement correspond au fait de gérer les risques du marché dans le but de tirer parti des fluctuations favorables des prix, des taux ou des indices. L'arbitrage consiste à générer des revenus dans le but de tirer parti des écarts détectés dans les cours entre les marchés et les produits. La Banque n'effectue que très peu d'opérations sur produits dérivés avec effet de levier. Ces opérations sont assorties d'un multiplicateur qui, pour un changement donné dans les prix du marché, pourrait entraîner une modification de la juste valeur de l'opération très différente de celle qui aurait lieu pour un produit dérivé similaire en l'absence de ce multiplicateur.

Produits dérivés détenus ou émis à des fins autres que de négociation

La Banque utilise également les produits dérivés pour la gestion de ses propres actifs et passifs, ce qui comprend des opérations de couverture et de placement.

La Banque a recours aux swaps de taux d'intérêt pour ajuster son risque de taux d'intérêt en redéfinissant les caractéristiques relatives à la modification des taux ou à l'échéance des actifs et des passifs actuels ou prévus. Les options sur taux d'intérêt achetées servent à couvrir des dépôts rachetables et d'autres options intégrées dans les produits à la consommation. Dans la gestion de ses actifs et passifs, la Banque a recours à des options vendues lorsque celles-ci sont liées expressément à une option achetée sous la forme d'un tunnel.

L'objectif global de la Banque en matière de gestion du risque d'intérêt est de réduire au minimum l'incidence d'importantes fluctuations imprévues des résultats et des flux de trésorerie imputables à la volatilité des taux d'intérêt. Les fluctuations des taux d'intérêt peuvent accroître ou diminuer la valeur marchande des actifs et des passifs, ainsi qu'entraîner la variabilité des flux de trésorerie. Dans le cadre d'une couverture de la juste valeur, les gains et les pertes sur les produits dérivés qui se rapportent à ces actifs et à ces passifs compenseront dans une grande mesure les gains et les pertes non réalisés. Dans le cadre d'une couverture des flux de trésorerie, les produits dérivés liés aux actifs et aux passifs réduiront la variabilité des flux de trésorerie imputable aux fluctuations des taux d'intérêt.

La Banque peut également utiliser des produits dérivés pour couvrir la valeur économique de certaines stratégies commerciales lorsque ces opérations ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture ou lorsque la Banque juge qu'il est économiquement impossible d'appliquer la comptabilité de couverture. Dans de telles circonstances, la volatilité des taux d'intérêt est reflétée dans la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Adoption de la norme FAS 133

Le 1er novembre 2000, la Banque a adopté la norme FAS 133, *Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities*, telle qu'elle est modifiée par la norme FAS 138, et a inscrit un gain de transition cumulatif de 20 millions de dollars au poste Bénéfice net et de 60 millions au poste Autres éléments du résultat global. L'ajustement au bénéfice net comprenait un montant de 10 millions de dollars au titre de la tranche inefficace de la couverture de la juste valeur, ainsi qu'un montant de 10 millions au titre de la juste valeur des produits dérivés qui ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture. L'ajustement de 60 millions de dollars aux autres éléments du résultat global comprenait un montant de 57 millions au titre de la juste valeur de l'ensemble des produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie, un montant de 4 millions attribuable aux titres auparavant inclus dans les titres détenus jusqu'à l'échéance et reclassés dans les titres destinés à la vente, ainsi qu'une perte de 1 million au titre des produits dérivés désignés comme couverture de l'investissement net libellé en devises. Du montant de 57 millions de dollars inscrit aux autres éléments du résultat global au titre de la couverture des flux de trésorerie, un gain net de 24 millions a été reclassé au bénéfice net au cours de l'exercice 2001.

Couverture de la juste valeur

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, la tranche inefficace constatée à la rubrique Revenus autres que d'intérêt totalisait une perte nette non réalisée de 11 millions de dollars, exclusion faite du gain de transition constaté à l'adoption de la norme FAS 133. Pour chaque produit dérivé, toutes les composantes de la variation de la juste valeur ont été incluses aux fins de l'évaluation de l'efficacité de la couverture de la juste valeur.

La Banque n'a couvert aucun engagement ferme au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001.

Couverture des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, une perte nette non réalisée de 250 millions de dollars, exclusion faite du gain de transition constaté à l'adoption de la norme FAS 133, à été inscrite à la rubrique Autres éléments du résultat global, au titre de la tranche efficace de la variation de la juste valeur des produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie. Les montants constatés à la rubrique Autres éléments du résultat global sont reclassés au bénéfice net des périodes au cours desquelles le bénéfice net a subi l'incidence de la variabilité des flux de trésorerie de l'élément couvert. Du montant de 250 millions de dollars constaté à la rubrique Autres éléments du résultat global, une perte nette de 24 millions a été reclassée au bénéfice net au cours de l'exercice. Une perte nette reportée de 81 millions de dollars incluse dans la rubrique Autres éléments du résultat global au 31 octobre 2001 devrait être reclassée au bénéfice net au cours des 12 prochains mois.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, un gain net non réalisé de 20 millions de dollars a été inscrit à la rubrique Revenus autres que d'intérêt au titre de la tranche inefficace de la couverture des flux de trésorerie. Pour chaque produit dérivé, toutes les composantes de la variation de la juste valeur ont été incluses aux fins de l'évaluation de l'efficacité de la couverture des flux de trésorerie.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, la Banque n'a couvert aucune opération prévue.

Produits dérivés – capitaux nominaux et coût de remplacement brut

Les tableaux de la page suivante indiquent les capitaux nominaux et le coût de remplacement positif brut des produits dérivés de la Banque. Les capitaux nominaux, qui sont présentés hors bilan, servent de point de référence pour le calcul des paiements et sont une mesure courante du volume des affaires. Le coût de remplacement brut des produits dérivés représente la valeur de remplacement actuelle totale de tous les contrats en cours en position de gain, sans tenir compte de l'incidence des accords généraux de compensation.

Risque de crédit lié aux produits dérivés

Le risque de crédit découlant d'une opération sur les produits dérivés résulte de la possibilité que la contrepartie manque à ses obligations contractuelles à un moment où la valeur du marché d'une ou de plusieurs opérations est positive pour la Banque. Cette valeur du marché est appelée coût de remplacement puisqu'elle représente ce qu'il en coûterait à la Banque pour remplacer les opérations aux taux du marché en vigueur advenant un manquement.

Aux fins de la gestion du risque de crédit interne, le risque de crédit découlant d'une opération sur les produits dérivés est défini comme la somme du coût de remplacement et d'une majoration qui correspond à un montant estimatif pour refléter la modification potentielle de la valeur du marché de l'opération jusqu'à l'échéance. Cette majoration est déterminée par des modèles statistiques qui projettent la volatilité prévue de la variable sous-jacente au produit dérivé, qu'il s'agisse du taux d'intérêt, du taux de change, du cours des actions ou du cours des marchandises. Le coût de remplacement et le montant de la majoration sont réévalués constamment au cours de la durée de chaque opération afin de s'assurer que l'on utilise des évaluations du risque de crédit appropriées.

La compensation est une technique utilisée par la Banque qui peut réduire son risque de crédit découlant des produits dérivés; elle est facilitée, en général, par l'utilisation d'accords généraux de compensation. Les deux principales catégories de compensation sont la compensation par liquidation et la compensation des règlements. Aux termes de la clause de compensation par liquidation, en cas de manquement par la contrepartie, la Banque a le droit de mettre fin à toutes les opérations visées par l'accord général à leur valeur du marché courante, puis de faire la somme des valeurs du marché en annulant les valeurs négatives par les valeurs positives pour obtenir un seul montant net à payer soit par la contrepartie, soit par la Banque. Dans la compensation des règlements, tous les paiements et encaissements dans la même monnaie qui doivent se faire le même jour entre des paires d'unités déterminées de la Banque et d'une contrepartie font l'objet d'une compensation, qui génère un paiement unique dans chaque monnaie, à payer soit par l'unité de la Banque, soit par celle de la contrepartie. La Banque insiste beaucoup auprès des contreparties pour qu'elles concluent des accords généraux de compensation. Cependant, la mesure du risque de crédit de la Banque découlant d'opérations sur les produits dérivés n'est pas réduite pour exprimer l'incidence de la compensation, à moins qu'une analyse juridique appropriée ne vienne appuyer le caractère exécutoire de cette compensation, cette analyse étant documentée dans la politique de la Banque.

Toujours dans le but de gérer le risque de crédit découlant des produits dérivés, la Banque conclut des accords renfermant des clauses d'évaluation à la valeur du marché maximale avec certaines contreparties. En vertu de ces clauses, la Banque a le droit de demander que la contrepartie paie ou garantisse la valeur du marché courante de sa position avec la Banque relativement aux produits dérivés. L'utilisation de garanties ne représente pas actuellement une technique d'atténuation du risque de crédit importante pour la Banque dans la gestion du risque de crédit lié aux produits dérivés.

NOTE 16 Produits dérivés (suite)

La Banque gère le risque de crédit lié aux produits dérivés en suivant les mêmes normes en matière d'approbation de crédit, de limites et de surveillance que celles qu'elle applique aux autres opérations de crédit. Cette méthode comprend l'évaluation de la solvabilité des contreparties et la gestion de la taille, de la diversification et de la structure des échéances du portefeuille. L'utilisation du crédit pour tous les produits est comparée de façon continue à des limites établies et fait l'objet de rapports d'exception. La Banque utilise un seul système d'évaluation du crédit interne pour tous les risques de crédit. Dans la plupart des cas, ces évaluations internes se rapprochent des cotes de crédit externes attribuées par les agences d'évaluation du crédit indépendantes. Le tableau présenté ci-dessous indique le coût de remplacement, à la fois avant et après la compensation, des produits dérivés de la Banque selon l'évaluation du risque et le type de contrepartie. En 2001 et en 2000, les pertes sur créances réelles de la Banque découlant d'opérations sur les produits dérivés et le niveau des contrats douteux étaient négligeables.

Coût de remplacement des produits dérivés selon l'évaluation des risques et le type de contrepartie (1)

	Cote d'évaluation des risques (2)					Type de contrepartie (3)			
Au 31 octobre 2001	AAA, AA	A	BBB	BB ou inférieur	Total	Banques	Gouvernements de pays membres de l'OCDE	Autres	Total
Coût de remplacement positif brut (4)	15 558 $	9 981 $	2 541 $	701 $	28 781 $	18 770 $	1 892 $	8 119 $	28 781 $
Incidence des accords généraux de compensation	(11 975)	(5 659)	(1 026)	(172)	(18 832)	(15 118)	–	(3 714)	(18 832)
Coût de remplacement (après les accords de compensation)	3 583 $	4 322 $	1 515 $	529 $	9 949 $	3 652 $	1 892 $	4 405 $	9 949 $
Coût de remplacement (après les accords de compensation) – 2000	4 275 $	4 110 $	1 346 $	334 $	10 065 $	4 029 $	1 846 $	4 190 $	10 065 $

(1) Depuis le 1er novembre 2000, les produits dérivés intégrés dans des instruments financiers, de même que certains bons de souscription et engagements de prêts présentés à titre de produits dérivés, doivent être comptabilisés à leur juste valeur. Le coût de remplacement de 49 millions de dollars n'est pas inclus dans ces montants.
(2) Les cotes d'évaluation des risques de crédit utilisées par la Banque pour les principaux types de contrepartie sont sensiblement les mêmes que celles qui sont utilisées par les agences d'évaluation du crédit indépendantes. Les cotes AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de bonne qualité tandis que les cotes BB ou inférieures représentent des investissements de qualité insatisfaisante.
(3) Le type de contrepartie est défini conformément aux exigences en matière de suffisance du capital du surintendant des institutions financières Canada.
(4) Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain, sans tenir compte de l'incidence des accords généraux de compensation.

Capitaux nominaux des produits dérivés selon l'échéance et le coût de remplacement (1)

	Durée jusqu'à l'échéance				**2001**			2000		
	Moins de 1 an	**1 an à 5 ans**	**Plus de 5 ans** (2)	**Total**	**Négociation**	**Autres que de négociation**	**Coût de remplacement** (3)	Négociation	Autres que de négociation	Coût de remplacement (3)
Contrats hors cote										
Contrats de taux d'intérêt										
Contrats de garantie de taux	**16 700 $**	**75 053 $**	**3 925 $**	**95 678 $**	**95 678 $**	**– $**	**108 $**	16 518 $	– $	7 $
Swaps	**201 031**	**359 441**	**137 430**	**697 902**	**628 735**	**69 167**	**17 568**	477 038	53 614	4 517
Options achetées	**6 549**	**7 838**	**5 514**	**19 901**	**19 787**	**114**	**416**	31 564	131	168
Options vendues	**10 783**	**6 570**	**4 824**	**22 177**	**22 177**	**–**	**–**	32 306	332	–
Contrats de change										
Contrats à terme	**511 102**	**30 982**	**4 352**	**546 436**	**528 467**	**17 969**	**6 839**	540 790	14 077	10 878
Swaps sur devises	**1 064**	**2 934**	**4 620**	**8 618**	**8 618**	**–**	**518**	4 836	452	180
Swaps simultanés de taux et de devises	**17 391**	**28 194**	**20 616**	**66 201**	**63 405**	**2 796**	**1 384**	49 186	8 574	2 456
Options achetées	**45 984**	**3 168**	**2**	**49 154**	**48 542**	**612**	**721**	47 212	188	934
Options vendues	**50 969**	**3 127**	**37**	**54 133**	**54 133**	**–**	**–**	53 275	188	–
Autres contrats (4)	**16 753**	**25 549**	**2 418**	**44 720**	**41 122**	**3 598**	**1 227**	16 415	–	1 423
Contrats négociables en bourse										
Contrats de taux d'intérêt										
Position acheteur	**16 046**	**4 235**	**38**	**20 319**	**20 319**	**–**	**–**	14 544	430	–
Position vendeur	**39 089**	**4 211**	**19**	**43 319**	**43 232**	**87**	**–**	19 949	800	–
Options achetées	**5 615**	**7 737**	**–**	**13 352**	**13 352**	**–**	**–**	12 117	–	–
Options vendues	**11 230**	**849**	**–**	**12 079**	**12 079**	**–**	**–**	18 909	–	–
Contrats de change										
Position acheteur	**348**	**–**	**–**	**348**	**348**	**–**	**–**	535	–	–
Position vendeur	**144**	**–**	**–**	**144**	**144**	**–**	**–**	17	–	–
Autres contrats (4)	**47 270**	**10 860**	**–**	**58 130**	**58 130**	**–**	**–**	49 025	–	–
	998 068 $	**570 748 $**	**183 795 $**	**1 752 611 $**	**1 658 268 $**	**94 343 $**	**28 781**	1 384 236 $	78 786 $	20 563
Incidence des accords généraux de compensation										
Avec l'intention de procéder au règlement sur la base du solde net ou simultanément (5)							**(39)**			(27)
Sans l'intention de procéder au règlement sur la base du solde net ni simultanément (6)							**(18 793)**			(10 471)
							9 949 $			10 065 $

(1) Depuis le 1er novembre 2000, les produits dérivés intégrés dans des instruments financiers, de même que certains bons de souscription et engagements de prêts présentés à titre de produits dérivés, doivent être comptabilisés à leur juste valeur. Le capital nominal de 1 693 millions de dollars et le coût de remplacement de 49 millions ne sont pas inclus dans ces montants.
(2) Comprend les contrats échéant dans plus de dix ans d'une valeur nominale de 19 637 millions de dollars et dont le coût de remplacement positif brut connexe s'établit à 950 millions.
(3) Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain, sans tenir compte des accords généraux de compensation. Les contrats négociables en bourse sont exclus de ce tableau puisque le risque de crédit lié à ces instruments est minime, car ils sont réglés en espèces sur une base quotidienne. Les options vendues sont exclues puisqu'elles représentent des engagements de la Banque et que, à ce titre, elles ne constituent pas un risque de crédit.
(4) Comprend les produits dérivés de crédit et les contrats sur métaux précieux, sur marchandises et sur titres de participation.
(5) Incidence de la compensation des risques de crédit lorsque la Banque détient un accord général de compensation juridiquement exécutoire en vigueur et qu'elle a l'intention de procéder au règlement des contrats soit sur la base du solde net, soit simultanément.
(6) Incidence additionnelle de la compensation des risques de crédit lorsque la Banque détient un accord général de compensation juridiquement exécutoire en vigueur, mais qu'elle n'a pas l'intention de procéder au règlement des contrats ni sur la base du solde net, ni simultanément.

NOTE 17 Concentrations du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit surviennent soit lorsqu'un certain nombre de clients exercent des activités similaires, soit lorsqu'ils sont situés dans le même secteur géographique ou qu'ils ont des caractéristiques économiques à ce point comparables qu'un changement des conditions économiques, politiques ou autres pourrait influer de la même façon sur leur capacité de remplir leurs engagements contractuels. Les concentrations du risque de crédit montrent la sensibilité relative du rendement de la Banque à l'égard de faits nouveaux touchant un type d'industrie ou un secteur géographique en particulier. La direction est d'avis que les concentrations décrites ci-dessous n'ont rien d'inhabituel.

	2001									2000								
	Canada	**%**	**États-Unis**	**%**	**Europe**	**%**	**Autres pays**	**%**	**Total**	Canada	%	États-Unis	%	Europe	%	Autres pays	%	Total
Actifs au bilan																		
Total des prêts (1)	**141 569 $**	**78 %**	**25 944 $**	**14 %**	**7 782 $**	**4 %**	**5 805 $**	**4 %**	**181 100 $**	141 400 $	84 %	13 415 $	8 %	5 871 $	4 %	7 126 $	4 %	167 812 $
Instruments de crédit hors bilan																		
Instruments financiers dont les montants contractuels représentent le risque de crédit																		
Engagements de crédit – montants engagés et non engagés (2)	**76 832 $**	**56 %**	**43 508 $**	**32 %**	**14 465 $**	**10 %**	**3 084 $**	**2 %**	**137 889 $**	68 172 $	49 %	46 539 $	33 %	15 940 $	11 %	8 914 $	7 %	139 565 $
Autres instruments financiers	**20 990**	**59**	**9 893**	**28**	**4 436**	**12**	**331**	**1**	**35 650**	20 975	61	10 505	30	2 705	8	417	1	34 602
	97 822 $	**56 %**	**53 401 $**	**31 %**	**18 901 $**	**11 %**	**3 415 $**	**2 %**	**173 539 $**	89 147 $	51 %	57 044 $	33 %	18 645 $	11 %	9 331 $	5 %	174 167 $
Produits dérivés avant l'incidence des accords généraux de compensation (3), (4)	**6 899 $**	**24 %**	**9 154 $**	**32 %**	**11 741 $**	**41 %**	**987 $**	**3 %**	**28 781 $**	4 515 $	22 %	5 798 $	28 %	8 618 $	42 %	1 632 $	8 %	20 563 $

(1) Les concentrations provinciales les plus importantes au Canada se trouvent en Ontario, 39 % (36 % en 2000) et en Colombie-Britannique, 12 % (15 % en 2000). Aucun type d'industrie ne représente plus de 10 % du total des prêts.
(2) Les concentrations sectorielles les plus importantes au chapitre des engagements de crédit sont les institutions financières (34 %), le secteur des mines et de l'énergie (15 %), le transport (10 %) et la fabrication (10 %) (37 %, 13 %, 11 %, et 10 % en 2000, respectivement).
(3) Représente le coût de remplacement, la plus forte concentration par type de contrepartie se trouvant dans les banques, soit 64 % (61 % en 2000).
(4) Depuis le 1er novembre 2000, les produits dérivés intégrés dans des instruments financiers, de même que certains bons de souscription et engagements de prêts présentés à titre de produits dérivés, doivent être comptabilisés à leur juste valeur. Le coût de remplacement de 49 millions de dollars n'est pas inclus dans ces montants.

NOTE 18 Juste valeur estimative des instruments financiers

La juste valeur estimative a pour objet de déterminer approximativement à quels montants ces instruments financiers pourraient être échangés dans le cadre d'une opération courante entre des parties consentantes. Cependant, il n'y a pas de marché de négociation pour plusieurs de ces instruments financiers. Par conséquent, leur juste valeur est fondée sur des estimations établies à l'aide de la valeur actualisée et d'autres méthodes d'évaluation sur lesquelles influent fortement les hypothèses utilisées quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation qui reflètent divers degrés de risque. En outre, en raison de l'utilisation d'éléments subjectifs et des incertitudes, le montant global de la juste valeur ne saurait être interprété comme un montant réalisable en cas de règlement immédiat des instruments.

La juste valeur estimative présentée ci-dessous ne reflète pas la valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas considérés comme des instruments financiers, tels que les éléments inclus dans le poste Locaux et matériel. Par ailleurs, la valeur d'autres actifs et passifs non financiers, comme la valeur incorporelle des relations avec les clients et des baux, a été exclue.

Instruments financiers

	2001			2000		
	Valeur comptable	**Juste valeur**	**Différence**	Valeur comptable	Juste valeur	Différence
Actifs financiers						
Liquidités (1)	**17 516 $**	**17 535 $**	**19 $**	16 408 $	16 408 $	– $
Valeurs mobilières (2)	**81 100**	**81 100**	**–**	63 461	63 468	7
Biens achetés en vertu de conventions de revente (1)	**35 870**	**35 870**	**–**	18 303	18 303	–
Prêts (3)	**178 822**	**183 186**	**4 364**	165 941	166 846	905
Autres actifs (4)	**40 745**	**40 745**	**–**	26 581	26 689	108
Passifs financiers						
Dépôts (5)	**235 687**	**238 092**	**(2 405)**	206 237	207 727	(1 490)
Acceptations (1)	**9 923**	**9 923**	**–**	11 628	11 628	–
Engagements afférents à des titres vendus à découvert (1)	**16 037**	**16 037**	**–**	12 873	12 873	–
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat (1)	**20 864**	**20 864**	**–**	9 005	9 005	–
Autres passifs (4)	**53 089**	**53 089**	**–**	34 136	34 136	–
Débentures subordonnées (6)	**6 662**	**6 646**	**16**	5 825	5 809	16

(1) En raison de leur échéance à court terme, la valeur comptable de certains instruments financiers présentés au bilan a été présumée correspondre approximativement à leur juste valeur.
(2) La juste valeur estimative des valeurs mobilières est présentée à la note 4 des états financiers consolidés, qui porte sur les valeurs mobilières. Elle repose sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. En l'absence de tels cours, la juste valeur estimative est déterminée à l'aide des cours du marché de valeurs mobilières semblables.
(3) Pour certains prêts à taux variables dont les taux sont fréquemment révisés, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable. La juste valeur des autres prêts est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie aux taux d'intérêt du marché actuellement exigés pour de nouveaux prêts similaires, appliqués aux montants prévus à l'échéance.
(4) La valeur comptable des Autres actifs et des Autres passifs correspond approximativement à leur juste valeur.
(5) La juste valeur des dépôts dont l'échéance n'est pas déterminée est présumée correspondre à leur valeur comptable. La juste valeur estimative des dépôts à taux fixe est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie prévus aux taux d'intérêt actuellement offerts sur le marché pour des dépôts ayant sensiblement la même période à courir jusqu'à l'échéance (ajustés pour tenir compte des remboursements anticipés, s'il y a lieu).
(6) La juste valeur des débentures repose sur les cours du marché pour des émissions similaires ou sur les taux actuellement offerts à la Banque pour ses titres d'emprunt ayant la même période à courir jusqu'à l'échéance.

NOTE 18 Juste valeur estimative des instruments financiers (suite)

Produits dérivés (1), (2)

	2001				2000	
	Juste valeur moyenne pour l'exercice terminé (3)		Juste valeur à la fin de l'exercice		Juste valeur à la fin de l'exercice	
	Positive	Négative	Positive	Négative	Positive	Négative
Produits dérivés détenus ou émis aux fins de négociation						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux	33 $	24 $	108 $	79 $	7 $	4 $
Swaps	7 507	8 311	16 211	16 692	3 845	4 574
Options achetées	258	–	416	–	168	–
Options vendues	–	203	–	325	–	136
	7 798	8 538	16 735	17 096	4 020	4 714
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	9 239	8 339	6 800	5 868	10 683	9 722
Swaps sur devises	265	222	518	315	91	125
Swaps simultanés de taux et de devises	1 770	1 718	1 309	1 975	2 164	1 830
Options achetées	779	–	715	–	934	–
Options vendues	–	731	–	560	–	950
	12 053	11 010	9 342	8 718	13 872	12 627
Autres contrats (4)	1 418	1 667	928	2 651	1 423	1 178
	21 269 $	21 215 $	27 005	28 465	19 315	18 519
Produits dérivés détenus ou émis à des fins autres que de négociation						
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps			1 357	1 104	672	256
Options vendues			–	–	–	7
			1 357	1 104	672	263
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré			39	313	195	310
Swaps sur devises			–	–	89	89
Swaps simultanés de taux et de devises			75	50	292	252
Options achetées			6	–	–	–
			120	363	576	651
Autres contrats (4)			299	51	–	–
			1 776	1 518	1 248	914
Justes valeurs brutes totales avant la compensation			28 781	29 983	20 563	19 433
Incidence des accords généraux de compensation						
Avec l'intention de procéder au règlement, soit sur la base du solde net, soit simultanément (5)			(39)	(39)	(27)	(27)
Sans l'intention de procéder au règlement, ni sur la base du solde net, ni simultanément (6)			(18 793)	(18 793)	(10 471)	(10 471)
Total			9 949 $	11 151 $	10 065 $	8 935 $

(1) La juste valeur des produits dérivés est présentée en chiffres bruts, avant l'incidence des accords généraux de compensation juridiquement exécutoires. La juste valeur des produits dérivés est calculée selon différentes méthodes, dont celles qui sont fondées sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles, sur les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances analogues, et sur l'analyse de la valeur actualisée nette ou tout autre modèle d'établissement des prix.

(2) Depuis le 1er novembre 2000, les produits dérivés intégrés dans des instruments financiers, de même que certains bons de souscription et engagements de prêts présentés à titre de produits dérivés, doivent être comptabilisés à leur juste valeur. La juste valeur de 49 millions de dollars n'est pas incluse dans les montants de ce tableau.

(3) La juste valeur moyenne est calculée en fonction des soldes de fin de mois.

(4) Comprend les produits dérivés de crédit et les contrats sur métaux précieux, sur marchandises et sur titres de participation.

(5) Incidence de la compensation des risques de crédit lorsque la Banque détient un accord général de compensation juridiquement exécutoire en vigueur et qu'elle a l'intention de procéder au règlement des contrats soit sur la base du solde net, soit simultanément.

(6) Incidence additionnelle de la compensation des risques de crédit lorsque la Banque détient un accord général de compensation juridiquement exécutoire en vigueur, mais qu'elle n'a pas l'intention de procéder au règlement des contrats ni sur la base du solde net, ni simultanément.

Bilan consolidé

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	**2001**	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Actif											
Liquidités	**17 516 $**	16 408 $	23 042 $	16 395 $	21 392 $	23 567 $	17 710 $	16 449 $	10 874 $	10 938 $	8 820 $
Valeurs mobilières	**81 100**	63 461	52 736	42 538	33 343	41 261	33 220	27 695	24 011	16 146	13 436
Conventions de revente	**35 870**	18 303	20 272	19 907	18 642	11 446	4 591	5 259	5 304	607	600
Prêts											
Prêts hypothécaires résidentiels	**67 444**	62 984	59 242	56 468	53 369	48 120	45 131	44 109	43 781	32 609	29 105
Prêts aux particuliers	**32 511**	28 019	25 255	22 761	20 864	18 440	16 923	16 508	16 487	15 462	14 775
Prêts sur cartes de crédit	**4 283**	4 666	2 666	1 945	2 324	3 522	3 435	3 321	3 090	2 532	2 571
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations	**76 862**	72 143	66 887	76 218	73 398	63 561	57 800	54 953	58 364	58 239	60 461
	181 100	167 812	154 050	157 392	149 955	133 643	123 289	118 891	121 722	108 842	106 912
Provision cumulative pour pertes sur prêts	**(2 278)**	(1 871)	(1 884)	(2 026)	(1 769)	(1 875)	(2 003)	(2 559)	(4 255)	(3 575)	(1 958)
	178 822	165 941	152 166	155 366	148 186	131 768	121 286	116 332	117 467	105 267	104 954
Autres											
Montants se rapportant aux produits dérivés (1)	**28 642**	19 334	15 151	30 413	14 776	8 598	12 378	–	–	–	–
Locaux et matériel	**1 598**	1 216	1 274	1 872	1 696	1 785	1 870	1 975	2 057	1 914	1 921
Autres actifs	**18 935**	9 391	8 657	14 583	9 044	9 052	5 427	5 385	5 228	3 421	2 621
	49 175	29 941	25 082	46 868	25 516	19 435	19 675	7 360	7 285	5 335	4 542
	362 483 $	294 054 $	273 298 $	281 074 $	247 079 $	227 477 $	196 482 $	173 095 $	164 941 $	138 293 $	132 352 $
Passif et capitaux propres											
Dépôts											
Au Canada	**140 558 $**	138 124 $	129 306 $	123 533 $	122 721 $	118 482 $	114 778 $	106 099 $	103 755 $	85 203 $	80 097 $
À l'étranger	**95 129**	68 113	58 591	56 472	50 508	43 335	28 713	29 716	26 644	27 019	24 925
	235 687	206 237	187 897	180 005	173 229	161 817	143 491	135 815	130 399	112 222	105 022
Autres											
Acceptations	**9 923**	11 628	9 257	10 620	10 561	7 423	6 300	6 205	6 302	5 737	7 210
Titres vendus à découvert	**16 037**	12 873	18 740	20 488	13 062	7 063	7 128	5 569	5 362	3 628	2 650
Conventions de rachat	**20 864**	9 005	9 396	11 264	9 458	16 526	4 090	5 341	2 533	787	641
Montants se rapportant aux produits dérivés (1)	**29 448**	18 574	15 219	29 370	14 732	9 053	12 384	–	–	–	–
Autres passifs	**24 178**	15 912	15 682	12 883	10 644	12 135	10 284	7 986	8 919	5 232	5 913
	100 450	67 992	68 294	84 625	58 457	52 200	40 186	25 101	23 116	15 384	16 414
Débentures subordonnées	**6 662**	5 825	4 596	4 087	4 227	3 602	3 528	3 481	3 410	3 106	3 081
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	**1 479**	703	103	499	531	108	107	93	86	75	73
Capitaux propres											
Capital-actions											
Actions privilégiées	**1 990**	2 001	1 973	2 110	1 757	1 725	1 962	2 233	2 215	1 572	1 636
Actions ordinaires	**6 959**	3 074	3 063	2 923	2 905	2 874	2 908	2 908	2 908	2 908	2 724
Bénéfices non répartis	**9 311**	8 314	7 495	6 803	5 719	4 825	4 194	3 476	2 823	3 041	3 421
Autres éléments du résultat global cumulés	**(55)**	(92)	(123)	22	254	326	106	(12)	(16)	(15)	(19)
	18 205	13 297	12 408	11 858	10 635	9 750	9 170	8 605	7 930	7 506	7 762
	362 483 $	294 054 $	273 298 $	281 074 $	247 079 $	227 477 $	196 482 $	173 095 $	164 941 $	138 293 $	132 352 $

(1) Puisque l'information ne peut être déterminée avec suffisamment de précision, les montants des exercices antérieurs à 1995 n'ont pas été retraités pour tenir compte de la présentation, sur une base brute, des montants se rapportant aux produits dérivés.

État consolidé des résultats

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	**2001**	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Revenu d'intérêt											
Prêts	**12 032 $**	11 538 $	10 386 $	10 426 $	9 354 $	9 490 $	9 820 $	8 693 $	8 156 $	8 957 $	10 670 $
Valeurs mobilières	**3 281**	2 669	2 195	1 962	2 166	2 461	2 179	1 654	1 320	1 037	921
Biens achetés en vertu de conventions de revente (1)	**1 163**	1 078	893	1 169	568	366	237	206	91	–	–
Dépôts à des banques	**831**	824	726	750	983	891	792	454	296	396	588
	17 307	16 109	14 200	14 307	13 071	13 208	13 028	11 007	9 863	10 390	12 179
Frais d'intérêt											
Dépôts	**8 712**	9 057	7 636	7 732	6 548	7 115	7 362	5 477	4 995	5 868	7 940
Autres passifs	**1 693**	1 429	1 161	1 172	1 139	1 126	792	761	567	322	209
Débentures subordonnées	**405**	344	286	339	384	322	335	290	263	272	271
	10 810	10 830	9 083	9 243	8 071	8 563	8 489	6 528	5 825	6 462	8 420
Revenu net d'intérêt	**6 497**	5 279	5 117	5 064	5 000	4 645	4 539	4 479	4 038	3 928	3 759
Provision pour pertes sur créances	**1 119**	691	760	575	380	570	580	820	1 750	2 050	605
Revenu net d'intérêt après provision pour pertes sur créances	**5 378**	4 588	4 357	4 489	4 620	4 075	3 959	3 659	2 288	1 878	3 154
Revenus autres que d'intérêt											
Commissions sur le marché financier	**1 870**	1 810	1 209	1 118	1 172	764	434	567	456	356	258
Revenus tirés des activités de négociation	**1 820**	1 540	1 106	752	606	368	362	345	414	387	238
Commissions de gestion de placements et de services de garde	**895**	684	547	495	404	319	286	278	101	82	69
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	**887**	756	688	664	690	701	681	661	649	654	601
Revenus tirés des fonds communs de placement	**546**	528	479	447	354	241	190	202	64	37	16
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	**300**	299	243	218	211	165	140	134	107	115	101
Revenus sur cartes	**290**	420	362	305	332	282	278	258	203	183	197
Revenus tirés des activités d'assurance	**263**	151	174	113	102	70	104	100	61	32	31
Commissions de crédit	**237**	212	189	183	169	153	156	156	152	152	162
Revenus tirés de la titrisation	**125**	104	220	226	9	–	–	–	–	–	–
Gain (perte) à la vente de valeurs mobilières	**(128)**	(11)	28	343	37	107	17	49	169	14	11
Autres	**1 050**	187	246	133	202	96	90	113	75	90	274
	8 155	6 680	5 491	4 997	4 288	3 266	2 738	2 863	2 451	2 102	1 958
Frais autres que d'intérêt											
Ressources humaines	**5 696**	4 695	4 096	3 688	3 427	2 933	2 581	2 675	2 386	2 170	2 072
Frais d'occupation	**716**	570	564	508	559	507	473	500	593	476	394
Matériel	**713**	664	677	585	605	492	506	460	473	382	335
Communications	**679**	695	699	665	587	523	461	450	377	372	372
Honoraires	**411**	267	274	286	228	165	147	113	86	88	74
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels	**288**	91	70	66	63	38	38	48	35	19	18
Autres	**1 138**	646	761	712	602	509	469	415	465	410	353
	9 641	7 628	7 141	6 510	6 071	5 167	4 675	4 661	4 415	3 917	3 618
Bénéfice net avant impôts	**3 892**	3 640	2 707	2 976	2 837	2 174	2 022	1 861	324	63	1 494
Charge d'impôts	**1 350**	1 412	974	1 128	1 106	795	741	655	(5)	(65)	495
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	**2 542**	2 228	1 733	1 848	1 731	1 379	1 281	1 206	329	128	999
Part des actionnaires sans contrôle	**107**	20	8	76	77	49	23	37	29	21	16
Bénéfice net	**2 435 $**	2 208 $	1 725 $	1 772 $	1 654 $	1 330 $	1 258 $	1 169 $	300 $	107 $	983 $
Dividendes sur actions privilégiées	**135**	134	157	145	131	144	164	168	154	123	103
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**2 300 $**	2 074 $	1 568 $	1 627 $	1 523 $	1 186 $	1 094 $	1 001 $	146 $	(16)$	880 $
Bénéfice (perte) par action											
Non dilué	**3,58 $**	3,42 $	2,50 $	2,64 $	2,46 $	1,89 $	1,74 $	1,59 $	0,23 $	(0,03)$	1,46 $
Dilué	**3,55**	3,40	2,48	2,58	2,42	1,89	1,74	1,59	0,23	(0,03)	1,45

(1) Pour les exercices 1991 et 1992, les montants relatifs aux biens achetés en vertu de conventions de revente sont inclus dans les prêts.

État consolidé de la variation des capitaux propres

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	**2001**	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Actions privilégiées											
Solde au début	**2 001 $**	1 973 $	2 110 $	1 757 $	1 725 $	1 962 $	2 233 $	2 215 $	1 572 $	1 636 $	1 129 $
Émises	**250**	–	296	300	–	–	–	–	612	–	526
Rachetées aux fins d'annulation	**(295)**	–	(393)	–	–	(236)	(267)	–	–	(99)	(5)
Frais d'émission, déduction faite des impôts s'y rapportant	**(3)**	–	(9)	(7)	–	–	–	–	(11)	–	(8)
Gain ou perte de change	**37**	28	(31)	60	32	(1)	(4)	18	42	35	(6)
Solde à la fin	**1 990**	2 001	1 973	2 110	1 757	1 725	1 962	2 233	2 215	1 572	1 636
Actions ordinaires											
Solde au début	**3 074**	3 063	2 923	2 905	2 874	2 908	2 908	2 908	2 908	2 724	2 448
Émises	**4 009**	109	192	18	69	–	–	–	–	184	276
Frais d'émission, déduction faite des impôts s'y rapportant	**(12)**										
Achetées aux fins d'annulation	**(112)**	(98)	(52)	–	(38)	(34)	–	–	–	–	–
Solde à la fin	**6 959**	3 074	3 063	2 923	2 905	2 874	2 908	2 908	2 908	2 908	2 724
Bénéfices non répartis											
Solde au début (1)	**8 314**	7 495	6 803	5 719	4 825	4 194	3 476	2 839	3 041	3 421	2 893
Bénéfice net	**2 435**	2 208	1 725	1 772	1 654	1 330	1 258	1 169	300	107	983
Dividendes – actions privilégiées	**(135)**	(134)	(157)	(145)	(131)	(144)	(164)	(168)	(154)	(123)	(103)
actions ordinaires	**(897)**	(689)	(588)	(543)	(469)	(418)	(371)	(364)	(364)	(361)	(352)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées	**(397)**	(562)	(281)	–	(160)	(136)	–	–	–	–	–
Frais d'émission, déduction faite des impôts s'y rapportant	**(9)**	(4)	(7)	–	–	(1)	(5)	–	–	(3)	–
Solde à la fin	**9 311**	8 314	7 495	6 803	5 719	4 825	4 194	3 476	2 823	3 041	3 421
Autres éléments du résultat global cumulés, déduction faite des impôts s'y rapportant											
Gains et pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente (2)	**190**	(56)	(85)	56	283	349	126				
Gains et pertes de change non réalisés	**(38)**	(36)	(38)	(34)	(29)	(23)	(20)	(12)	(16)	(15)	(19)
Gains et pertes sur les instruments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	**(190)**										
Obligation additionnelle au titre des charges de retraite	**(17)**	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(55)	(92)	(123)	22	254	326	106	(12)	(16)	(15)	(19)
Capitaux propres à la fin	**18 205 $**	13 297 $	12 408 $	11 858 $	10 635 $	9 750 $	9 170 $	8 605 $	7 930 $	7 506 $	7 762 $
Bénéfice global, déduction faite des impôts s'y rapportant											
Bénéfice net	**2 435 $**	2 208 $	1 725 $	1 772 $	1 654 $	1 330 $	1 258 $	1 169 $	300 $	107 $	983 $
Autres éléments du bénéfice global											
Variation des gains et pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente, déduction faite des activités de couverture (2)	**246**	29	(141)	(227)	(66)	223	126				
Variation des gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture (2)	**(2)**	2	(4)	(5)	(6)	(3)	(8)	4	(1)	4	(3)
Incidence cumulative de l'adoption initiale de la norme FAS 133	**60**										
Variation des gains et pertes sur les instruments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	**(250)**										
Obligation additionnelle au titre des charges de retraite	**(17)**										
Total du bénéfice global	**2 472 $**	2 239 $	1 580 $	1 540 $	1 582 $	1 550 $	1 376 $	1 173 $	299 $	111 $	980 $

(1) Les bénéfices non répartis au début de 1994 ont été augmentés de 16 millions de dollars en raison de l'adoption de la norme FAS 109, *Accounting for Income Taxes*.

(2) Depuis 1995, la Banque applique la norme FAS 115, *Accounting for Certain Investments in Debt and Equity Securities*.

Profil de risque

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Prêts à intérêts non comptabilisés											
Au début	**1 678 $**	1 704 $	2 001 $	1 819 $	2 376 $	2 944 $	4 424 $	7 582 $	7 056 $	3 924 $	4 203 $
Montant net des ajouts (retraits)	**1 912**	813	743	628	81	384	(255)	(1 128)	1 643	3 639	909
Radiations et ajustements	**(1 125)**	(839)	(1 040)	(446)	(638)	(952)	(1 225)	(2 030)	(1 117)	(507)	(1 188)
À la fin	**2 465 $**	1 678 $	1 704 $	2 001 $	1 819 $	2 376 $	2 944 $	4 424 $	7 582 $	7 056 $	3 924 $
En pourcentage des prêts (y compris les acceptations)	**1,4 %**	1,0 %	1,1 %	1,3 %	1,2 %	1,8 %	2,4 %	3,7 %	6,2 %	6,5 %	3,7 %
Provision cumulative pour pertes sur créances											
Provisions cumulatives spécifiques attribuées	**951 $**	747 $	786 $	1 176 $	932 $	1 091 $	1 439 $	1 962 $	2 667 $	1 867 $	449 $
Provision cumulative attribuée à l'égard des risques-pays	**31**	28	34	40	436	444	930	940	1 107	1 383	1 509
Provision cumulative générale attribuée (1)	**1 185**	863	790	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Total des provisions cumulatives attribuées (1)	**2 167**	1 638	1 610	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Provision cumulative non attribuée (1)	**225**	337	290	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Total	**2 392 $**	1 975 $	1 900 $	2 066 $	2 118 $	2 235 $	2 669 $	3 202 $	4 324 $	3 575 $	1 958 $
Répartition de la provision cumulative											
Provision cumulative pour pertes sur prêts	**2 278 $**	1 871 $	1 884 $	2 026 $	1 769 $	1 875 $	2 003 $	2 559 $	4 255 $	3 575 $	1 958 $
Provision cumulative pour engagements hors bilan et autres (2)	**109**	98	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Provision cumulative pour titres exonérés d'impôts	**5**	6	16	40	30	34	–	–	–	–	–
Provision cumulative à l'égard des risques-pays (titres)	**–**	–	–	–	319	326	666	643	69	–	–
Total	**2 392 $**	1 975 $	1 900 $	2 066 $	2 118 $	2 235 $	2 669 $	3 202 $	4 324 $	3 575 $	1 958 $
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts (y compris les acceptations)	**1,3 %**	1,1 %	1,2 %	1,3 %	1,2 %	1,4 %	1,6 %	2,2 %	3,5 %	3,3 %	1,8 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts (y compris les acceptations) et des conventions de revente	**1,0**	1,0	1,1	1,1	1,1	1,3	1,6	2,1	3,4	3,3	1,8
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts à intérêts non comptabilisés, en excluant les pays en développement	**93**	112	112	103	94	77	60	52	52	41	18
Provision pour pertes sur créances											
Provisions spécifiques attribuées	**1 049 $**	571 $	530 $	555 $	330 $	470 $	580 $	1 070 $	1 775 $	2 025 $	705 $
Provision attribuée à l'égard des risques-pays	**–**	–	–	(80)	–	(300)	–	–	(250)	(300)	(100)
Provision générale attribuée (3)	**205**	73	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Total de la provision attribuée (3)	**1 254**	644	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Provision non attribuée (3)	**(135)**	47	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Total	**1 119 $**	691 $	760 $	575 $	380 $	570 $	580 $	820 $	1 750 $	2 050 $	605 $
Provisions spécifiques attribuées, en pourcentage de la moyenne des prêts (y compris les acceptations)	**0,61 %**	0,36 %	0,34 %	0,36 %	0,23 %	0,37 %	0,48 %	0,88 %	1,64 %	1,90 %	0,67 %
Provisions spécifiques attribuées, en pourcentage de la moyenne des prêts (y compris les acceptations) et des conventions de revente	**0,52**	0,31	0,30	0,31	0,21	0,36	0,46	0,84	1,60	1,90	0,67
Provision, en pourcentage de la moyenne des prêts (y compris les acceptations)	**0,65**	0,43	0,49	0,37	0,27	0,45	0,48	0,67	1,61	1,93	0,57
Provision, en pourcentage de la moyenne des prêts (y compris les acceptations) et des conventions de revente	**0,55**	0,38	0,43	0,32	0,24	0,43	0,46	0,65	1,58	1,93	0,57
Radiations nettes	**940 $**	677 $	958 $	692 $	528 $	1 001 $	1 105 $	1 979 $	1 187 $	547 $	1 010 $
En pourcentage de la moyenne des prêts	**0,55 %**	0,42 %	0,62 %	0,45 %	0,37 %	0,79 %	0,91 %	1,63 %	1,09 %	0,51 %	0,96 %

(1) La provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative non attribuée totalisaient 850 millions de dollars en 1998, 750 millions en 1997, 700 millions en 1996, 300 millions en 1995, 300 millions en 1994, 550 millions en 1993, 325 millions en 1992 et néant en 1991. Elles n'étaient alors pas séparées en deux composantes. Les montants des exercices antérieurs à 1999 ne reflètent pas la provision cumulative générale attribuée.

(2) Au cours de l'exercice 2000, la provision cumulative pour engagements hors bilan et autres a été reclassée aux Autres passifs. Auparavant, le montant était inclus dans la provision cumulative pour pertes sur prêts.

(3) La provision générale attribuée et la provision non attribuée totalisaient 230 millions de dollars en 1999, 100 millions en 1998, 50 millions en 1997, 400 millions en 1996, néant en 1995, (250) millions en 1994, 225 millions en 1993, 325 millions en 1992 et néant en 1991. Elles n'étaient alors pas séparées en deux composantes.

Faits saillants

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages, selon l'équivalent imposable)	**2001**	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Ratios de rendement											
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**16,6 %**	19,3 %	15,3 %	17,6 %	18,3 %	15,7 %	16,2 %	16,8 %	2,4 %	(0,3)%	15,5 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, selon la comptabilité de caisse (1)	**18,6**	20,2	15,9	18,3	19,1	16,2	16,8	17,6	3,0	–	15,8
Rendement de l'actif	**0,73**	0,78	0,64	0,68	0,69	0,65	0,68	0,70	0,21	0,08	0,76
Rendement de l'actif après dividendes sur actions privilégiées	**0,69**	0,73	0,58	0,62	0,64	0,58	0,59	0,60	0,10	(0,01)	0,68
Marge nette d'intérêt (2)	**1,97**	1,87	1,91	1,95	2,10	2,28	2,49	2,72	2,88	2,93	2,95
Revenus autres que d'intérêt, en pourcentage des revenus bruts	**55,5**	55,7	51,6	49,5	46,0	41,1	37,4	38,7	37,4	34,5	33,8
Soldes moyens et données hors bilan en fin d'exercice											
Moyennes											
Actif (3)	**331 600 $**	284 100 $	270 000 $	261 500 $	239 800 $	205 200 $	183 900 $	166 700 $	142 500 $	136 200 $	130 100 $
Prêts	**172 136**	159 957	155 635	154 954	142 349	126 849	121 069	121 741	108 562	106 376	105 231
Dépôts	**221 419**	196 066	184 796	178 688	166 249	147 391	136 686	133 550	114 835	108 609	102 847
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**13 899**	10 725	10 268	9 255	8 303	7 543	6 749	5 964	6 052	6 313	5 693
Total des capitaux propres	**15 935**	12 703	12 481	11 227	10 044	9 488	8 942	8 233	8 116	7 938	6 913
Biens administrés (4)	**1 337 700**	1 175 200	967 800	829 200	783 300	522 100	407 700	346 800	274 300		
Biens sous gestion (4)	**104 800**	92 300	81 600	73 400	67 700	51 200	40 400	39 100	33 100		
Ratios de capital (Canada) (5)											
Capital de première catégorie	**14 851 $**	13 567 $	12 026 $	11 593 $	10 073 $	9 037 $	8 421 $	7 660 $	6 910 $	6 740 $	6 938 $
Capital total	**20 171**	19 044	16 698	16 480	14 705	12 069	11 913	11 525	10 941	10 483	10 686
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	**171 047**	158 364	149 078	157 064	147 672	128 163	121 350	120 158	117 043	114 298	113 975
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	**9,4 %**	7,3 %	7,1 %	6,2 %	5,8 %	6,0 %	5,8 %	5,3 %	4,9 %	5,2 %	5,4 %
Ratio du capital de première catégorie	**8,7**	8,6	8,1	7,4	6,8	7,0	6,9	6,4	5,9	5,9	6,1
Ratio du capital total	**11,8**	12,0	11,2	10,5	10,0	9,4	9,8	9,6	9,3	9,2	9,4
Ratios de capital (É.-U.) (6)											
Capital de première catégorie	**13 817 $**	12 409 $	11 334 $	10 796 $	9 556 $	8 740 $	8 612 $	7 660 $	6 910 $	6 740 $	6 938 $
Capital total	**19 137**	17 898	15 991	15 990	14 666	12 245	12 399	11 525	10 941	10 483	10 686
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	**171 188**	158 594	149 537	157 720	149 392	128 804	120 593	120 158	117 043	114 298	113 975
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	**9,5 %**	7,2 %	7,0 %	6,1 %	5,8 %	6,0 %	5,9 %	5,3 %	4,9 %	5,2 %	5,4 %
Ratio du capital de première catégorie	**8,1**	7,8	7,6	6,8	6,4	6,8	7,1	6,4	5,9	5,9	6,1
Ratio du capital total	**11,2**	11,3	10,7	10,1	9,8	9,5	10,3	9,6	9,3	9,2	9,4
Information sur les actions ordinaires											
Actions en circulation (en milliers)											
À la fin de l'exercice	**674 021**	602 398	617 768	617 581	616 671	621 059	628 310	628 310	628 310	628 310	612 920
Moyenne (non dilué)	**641 516**	606 389	626 158	617 324	617 812	628 242	628 310	628 310	628 310	621 086	603 614
Moyenne (dilué)	**647 216**	609 865	632 305	633 626	632 052	628 242	628 310	628 310	628 310	621 086	606 530
Dividendes par action	**1,38 $**	1,14 $	0,94 $	0,88 $	0,76 $	0,67 $	0,59 $	0,58 $	0,58 $	0,58 $	0,58 $
Valeur comptable par action	**24,06**	18,75	16,89	15,78	14,40	12,92	11,47	10,14	9,10	9,44	9,99
Cours de l'action – Haut (7)	**53,25**	48,88	42,13	46,10	38,23	22,20	15,69	15,94	14,44	14,50	13,75
Bas (7)	**41,60**	27,25	29,65	28,75	22,00	14,88	12,94	12,57	11,00	10,75	10,25
À la clôture	**46,80**	48,30	31,73	35,55	37,68	22,15	15,07	14,19	13,63	12,07	13,50
Ratio cours/bénéfice (8)	**13,4**	11,2	14,4	14,5	12,4	9,8	8,2	8,9	–	–	8,2
Rendement des actions (9)	**2,9 %**	3,0 %	2,6 %	2,4 %	2,5 %	3,6 %	4,1 %	4,1 %	4,6 %	4,6 %	4,8 %
Ratio de distribution (10)	**39**	33	37	33	31	35	34	36	–	–	40
Renseignements divers											
Employés (11)	**57 568**	49 232	51 891	51 776	48 816	46 205	49 011	49 208	52 745	49 628	50 547
Guichets automatiques bancaires	**4 548**	4 517	4 585	4 317	4 248	4 215	4 079	3 948	3 981	3 828	3 651
Unités de service											
Au Canada	**1 317**	1 333	1 410	1 422	1 453	1 493	1 577	1 596	1 731	1 661	1 645
À l'étranger (12)	**724**	306	99	106	105	103	105	97	95	83	102

(1) Le rendement des capitaux propres selon la comptabilité de caisse est calculé en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels.
(2) Revenu net d'intérêt, exprimé en pourcentage de l'actif moyen.
(3) Puisque l'information ne peut être déterminée avec suffisamment de précision, les montants des exercices antérieurs à 1995 n'ont pas été retraités pour tenir compte de la présentation, sur une base brute, des montants se rapportant aux produits dérivés.
(4) Les montants antérieurs à 1996 sont présentés au 30 septembre. Les soldes des biens administrés et des biens sous gestion ne sont pas présentés pour la période précédant 1993.
(5) Établis selon les lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada et l'information financière préparée conformément aux PCGR du Canada.
(6) Établis selon les lignes directrices fournies par le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et l'information financière préparée conformément aux PCGR des États Unis.
(7) Cours intrajournaliers – haut et bas.
(8) Moyenne des cours extrêmes des actions ordinaires divisée par le bénéfice par action dilué. Les ratios de 1993 et de 1992 ne sont pas pertinents.
(9) Dividendes sur actions ordinaires divisés par la moyenne des cours extrêmes.
(10) Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net moins les dividendes sur actions privilégiées. Les ratios de 1993 et de 1992 ne sont pas pertinents.
(11) Selon l'équivalent de travail à plein temps.
(12) Depuis 1991, les unités de service à l'étranger comprennent les succursales, les centres d'affaires spécialisés, les bureaux de représentation et les agences.

Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages; selon l'équivalent imposable)	2001 T4	2001 T3	2001 T2	2001 T1	2000 T4	2000 T3	2000 T2	2000 T1
État des résultats								
Revenu net d'intérêt	**1 772 $**	**1 715 $**	**1 569 $**	**1 473 $**	1 381 $	1 300 $	1 346 $	1 280 $
Provision pour pertes sur créances	**(425)**	**(236)**	**(210)**	**(248)**	(174)	(172)	(172)	(173)
Revenus autres que d'intérêt	**2 265**	**1 963**	**1 940**	**1 987**	1 720	1 711	1 717	1 532
Frais autres que d'intérêt	**(2 636)**	**(2 598)**	**(2 263)**	**(2 144)**	(2 022)	(1 914)	(1 911)	(1 781)
Charge d'impôts	**(268)**	**(380)**	**(383)**	**(351)**	(323)	(360)	(416)	(341)
Part des actionnaires sans contrôle	**(28)**	**(28)**	**(29)**	**(22)**	(14)	(2)	(2)	(2)
Bénéfice net	**680 $**	**436 $**	**624 $**	**695 $**	568 $	563 $	562 $	515 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) (1)	**803 $**	**518 $**	**674 $**	**726 $**	594 $	586 $	583 $	533 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base (1)	**564 $**	**664 $**	**674 $**	**615 $**	594 $	586 $	583 $	533 $
Bénéfice par action (2)								
Non dilué	**0,95 $**	**0,60 $**	**0,96 $**	**1,09 $**	0,89 $	0,87 $	0,87 $	0,79 $
Dilué	**0,94**	**0,60**	**0,95**	**1,08**	0,88	0,87	0,87	0,78
Dilué (selon la comptabilité de caisse) (1)	**1,12**	**0,72**	**1,03**	**1,13**	0,92	0,91	0,90	0,81
Dilué (selon la comptabilité de caisse) de base (1)	**0,78**	**0,94**	**1,03**	**0,96**	0,92	0,91	0,90	0,81
Ratios de rendement								
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**15,7 %**	**10,8 %**	**19,2 %**	**21,9 %**	19,2 %	19,5 %	20,3 %	18,4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) (1)	**18,6**	**13,1**	**20,8**	**23,0**	20,1	20,3	21,1	19,1
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base (1)	**12,9**	**17,0**	**20,8**	**19,3**	20,1	20,3	21,1	19,1
Rendement de l'actif	**0,78**	**0,50**	**0,78**	**0,89**	0,77	0,79	0,82	0,74
Rendement de l'actif après dividendes sur actions privilégiées	**0,74**	**0,46**	**0,74**	**0,85**	0,72	0,74	0,78	0,69
Marge nette d'intérêt (3)	**2,03**	**1,98**	**1,97**	**1,89**	1,87	1,81	1,95	1,84
Revenus autres que d'intérêt, en pourcentage des revenus bruts	**56,1**	**53,4**	**55,3**	**57,4**	55,5	56,8	56,1	54,5
Bilan								
Actif								
Liquidités et valeurs mobilières	**98 616 $**	**95 684 $**	**87 408 $**	**83 634 $**	79 869 $	78 792 $	72 605 $	71 619 $
Conventions de revente	**35 870**	**25 101**	**26 453**	**21 713**	18 303	15 100	19 419	15 284
Prêts hypothécaires résidentiels	**67 444**	**66 499**	**64 559**	**63 418**	62 984	62 588	60 999	60 035
Prêts aux particuliers	**32 511**	**32 264**	**29 713**	**30 573**	28 019	27 220	26 802	26 213
Prêts sur cartes de crédit	**4 283**	**4 128**	**4 862**	**4 961**	4 666	4 224	3 270	2 690
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**76 862**	**74 732**	**69 723**	**70 023**	72 143	69 492	70 974	68 694
Provision cumulative pour pertes sur prêts	**(2 278)**	**(2 173)**	**(1 951)**	**(1 947)**	(1 871)	(1 845)	(1 869)	(1 937)
Autres actifs	**49 175**	**38 667**	**38 176**	**34 436**	29 941	25 144	27 837	29 296
	362 483 $	**334 902 $**	**318 943 $**	**306 811 $**	294 054 $	280 715 $	280 037 $	271 894 $
Passif et capitaux propres								
Dépôts – au Canada	**140 558 $**	**138 095 $**	**141 000 $**	**135 093 $**	138 124 $	135 830 $	135 472 $	131 025 $
Dépôts – à l'étranger	**95 129**	**87 226**	**73 506**	**71 213**	68 113	64 237	63 517	61 235
Autres passifs	**100 450**	**83 109**	**81 117**	**78 133**	67 992	61 973	63 216	62 037
Débentures subordonnées	**6 662**	**6 457**	**6 992**	**6 447**	5 825	5 091	5 104	5 072
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	**1 479**	**1 453**	**1 481**	**1 453**	703	690	39	103
Capitaux propres	**18 205**	**18 562**	**14 847**	**14 472**	13 297	12 894	12 689	12 422
	362 483 $	**334 902 $**	**318 943 $**	**306 811 $**	294 054 $	280 715 $	280 037 $	271 894 $
Principaux soldes moyens et données hors bilan								
Moyennes								
Actif	**346 300 $**	**344 100 $**	**326 900 $**	**309 000 $**	294 400 $	285 100 $	280 900 $	276 400 $
Prêts	**178 042**	**173 951**	**168 600**	**167 863**	164 882	162 273	158 550	154 086
Dépôts	**232 928**	**224 268**	**215 988**	**210 238**	204 362	197 471	190 649	191 966
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**16 450**	**14 596**	**12 639**	**11 955**	11 092	10 806	10 589	10 428
Total des capitaux propres	**18 497**	**16 725**	**14 648**	**13 952**	13 115	12 823	12 590	12 438
Biens administrés	**1 337 700**	**1 271 800**	**1 198 700**	**1 242 800**	1 175 200	1 147 400	1 099 400	1 027 300
Biens sous gestion	**104 800**	**110 500**	**110 400**	**112 500**	92 300	95 200	94 000	86 400
Provision pour pertes sur créances								
Provisions spécifiques attribuées	**425 $**	**236 $**	**210 $**	**178 $**	134 $	172 $	132 $	133 $
Provision générale attribuée	**108**	**–**	**–**	**97**	8	–	35	30
Total de la provision attribuée	**533**	**236**	**210**	**275**	142	172	167	163
Provision non attribuée	**(108)**	**–**	**–**	**(27)**	32	–	5	10
Total	**425 $**	**236 $**	**210 $**	**248 $**	174 $	172 $	172 $	173 $
Prêts à intérêts non comptabilisés, en pourcentage des prêts (y compris les acceptations)	**1,36 %**	**1.23 %**	**1.18 %**	**1.03 %**	1.00 %	1.06 %	1.03 %	1.02 %
Ratios de capital (Canada)								
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	**9,4 %**	**9,5 %**	**8,0 %**	**7,6 %**	7,3 %	7,2 %	7,1 %	7,1 %
Capital de première catégorie	**8,7**	**9,3**	**8,8**	**8,3**	8,6	8,5	8,0	8,1
Capital total	**11,8**	**12,3**	**12,3**	**11,5**	12,0	11,5	11,1	11,4
Ratios de capital (É.-U.)								
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	**9,5 %**	**9,5 %**	**8,1 %**	**7,7 %**	7,2 %	7,1 %	7,0 %	7,0 %
Capital de première catégorie	**8,1**	**8,5**	**8,4**	**8,0**	7,8	7,9	7,4	7,6
Capital total	**11,2**	**11,6**	**11,9**	**11,1**	11,3	10,9	10,5	10,9
Information sur les actions ordinaires								
Actions en circulation (en milliers)								
À la fin	**674 021**	**683 312**	**616 516**	**616 209**	602 398	601 628	604 723	608 783
Moyenne (non dilué)	**681 758**	**658 296**	**616 365**	**608 824**	602 108	602 494	608 285	612 708
Moyenne (dilué)	**687 334**	**663 996**	**621 907**	**614 686**	606 710	605 833	611 114	618 111
Dividendes par action	**0,36 $**	**0,36 $**	**0,33 $**	**0,33 $**	0,30 $	0,30 $	0,27 $	0,27 $
Valeur comptable par action	**24,06**	**23,87**	**20,82**	**20,26**	18,75	18,14	17,71	17,19
Cours de l'action ordinaire – Haut (4)	**53,25**	**51,50**	**51,25**	**52,80**	48,88	41,13	38,25	34,70
Bas (4)	**41,60**	**42,80**	**42,42**	**45,10**	39,17	34,40	28,38	27,25
À la clôture	**46,80**	**50,96**	**42,95**	**48,20**	48,30	39,65	34,95	29,53
Rendement des actions	**3,0 %**	**3,1 %**	**2,8 %**	**2,7 %**	2,7 %	3,2 %	3,2 %	3,5 %
Ratio de distribution	**38**	**62**	**35**	**31**	34	34	31	34

(1) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse), le bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) sont calculés en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. L'exclusion de l'incidence des éléments exceptionnels permet d'obtenir le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base, le bénéfice par action dilué (selon la comptabilité de caisse) de base et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base.
(2) Le bénéfice par action de l'exercice ne correspond pas nécessairement au total des trimestres.
(3) Revenu net d'intérêt, exprimé en pourcentage de la moyenne de l'actif.
(4) Cours intrajournaliers – haut et bas.

/ Revue financière selon les PCGR du Canada

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, la Banque Royale du Canada fait des déclarations prospectives, verbalement ou par écrit, comprises dans le rapport annuel et dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives sont faites conformément aux dispositions prévoyant des « mesures refuges » de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives aux objectifs de la Banque Royale pour 2002 et à moyen et à long terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs, de même que des déclarations relatives aux opinions, aux projets, aux attentes, aux prévisions, aux estimations et aux intentions de la Banque Royale. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « perspectives », « croire », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer », « projeter » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. La Banque Royale déconseille aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un grand nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la vigueur de l'économie canadienne en général et la vigueur des économies locales des régions du Canada où la Banque Royale exerce ses activités; la vigueur de l'économie américaine et des économies des autres pays où la Banque Royale effectue des opérations importantes; l'incidence des modifications de la politique monétaire et fiscale, notamment les modifications des politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les modifications de la politique en matière de commerce; les effets de la concurrence sur les marchés où la Banque Royale exerce ses activités; l'inflation; les fluctuations des marchés financiers et des marchés des devises; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services par la Banque Royale sur des marchés réceptifs; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements qui réglementent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières); les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; la capacité de la Banque Royale de mener à bien des acquisitions stratégiques et d'intégrer les sociétés ainsi acquises; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs et la mesure dans laquelle la Banque Royale prévoit les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussit à les gérer.

La Banque Royale informe ses lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque Royale doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. La Banque Royale ne s'engage pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, qu'elle peut faire ou qui peut être faite pour son compte à l'occasion.

La présente analyse par la direction a été préparée conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada »). La direction évalue le rendement de la Banque en fonction des résultats déclarés, en fonction des résultats de base, en fonction des résultats selon la comptabilité de caisse, et en fonction des résultats (selon la comptabilité de caisse) de base.

Les éléments présentés en fonction des résultats de base ne tiennent pas compte des éléments exceptionnels qui, selon la direction, ne proviennent pas des opérations effectuées dans le cours normal des activités ou constituent, en raison de leur nature, des opérations exceptionnelles; cette distinction est faite afin de ne pas fausser l'analyse des tendances. Les éléments exceptionnels de l'exercice 2001, qui totalisent 230 millions de dollars, sont présentés au tableau 4, à la page 20A. Ils comprennent des gains sur certaines cessions, une charge au titre de la restructuration des services de détail aux États-Unis, des impôts relatifs à ces éléments ainsi qu'une charge d'impôts résultant de l'entrée en vigueur d'une réduction des taux d'imposition. Aucun élément exceptionnel n'a été constaté en 2000.

Les éléments présentés selon la comptabilité de caisse sont calculés en rajoutant au bénéfice net déclaré le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. L'amortissement de l'écart d'acquisition a réduit le bénéfice dilué par action déclaré de 0,38 $ en 2001 (0,12 $ en 2000), et l'amortissement des actifs incorporels a réduit le bénéfice dilué par action déclaré de 0,05 $ (0,02 $ en 2000). Le 1er novembre 2001, la Banque a adopté les nouvelles normes comptables à l'égard des regroupements d'entreprises en vertu desquelles les écarts d'acquisition ne sont plus amortis, mais les autres actifs incorporels continuent de l'être.

Les éléments présentés en fonction des résultats (selon la comptabilité de caisse) de base excluent les éléments exceptionnels et sont calculés en rajoutant au bénéfice net déclaré le montant après impôts de l'amortissement des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels.

La date de clôture de l'exercice est le 31 octobre pour la Banque. Sauf mention contraire, tous les montants figurant dans l'analyse par la direction sont exprimés en dollars canadiens.

Vue générale

Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Bénéfice net déclaré (1)	6 %	**2 411 $**	2 274 $
Incidence des éléments exceptionnels (2)		**(230)**	–
Bénéfice net de base	(4)%	**2 181 $**	2 274 $
Bénéfice net déclaré (1)	6 %	**2 411 $**	2 274 $
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels (après impôts)	236 %	**282**	84
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	14 %	**2 693**	2 358
Incidence des éléments exceptionnels (2)		**(230)**	–
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base	4 %	**2 463 $**	2 358 $

(1) Selon les chiffres déclarés dans l'état consolidé des résultats.
(2) Les éléments exceptionnels sont présentés au tableau 4, à la page 20A.

Bénéfice dilué par action

(en dollars, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Bénéfice dilué par action déclaré (1)	0 %	**3,52 $**	3,51 $
Incidence des éléments exceptionnels (2)		**(0,36)**	–
Bénéfice dilué par action de base	(10)%	**3,16 $**	3,51 $
Bénéfice dilué par action déclaré (1)	0 %	**3,52 $**	3,51 $
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels (après impôts)	207 %	**0,43**	0,14
Bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse)	8 %	**3,95**	3,65
Incidence des éléments exceptionnels (2)		**(0,36)**	–
Bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) de base	(1)%	**3,60 $**	3,65 $

(1) Selon les chiffres déclarés dans l'état consolidé des résultats.
(2) Les éléments exceptionnels sont présentés au tableau 4, à la page 20A.

Comme l'indiquent les tableaux ci-dessus, le bénéfice net déclaré de l'exercice 2001 a augmenté de 6 % par rapport à l'exercice 2000 (aucune variation du bénéfice par action). En excluant les éléments exceptionnels, le bénéfice net de base a reculé de 4 % (baisse de 10 % par action). En 2001, la Banque a émis 83 millions d'actions ordinaires (72 millions, déduction faite des rachats d'actions ordinaires), dont la plus grande partie est liée à l'acquisition de Centura Banks, Inc., en juin 2001, ce qui explique les taux de croissance plus faibles, voire négatifs, du bénéfice par action comparativement au bénéfice net.

L'analyse qui suit, aux pages 19A à 55A, contient des comparaisons par rapport à l'exercice 2000 qui sont généralement établies à partir des chiffres de base de 2001 (c'est-à-dire sans tenir compte des éléments exceptionnels) ou, lorsqu'il en est fait mention, sur le bénéfice (selon la comptabilité de caisse) de base. Les résultats figurant dans les états financiers consolidés, aux pages 57A à 85A, sont présentés conformément aux PCGR du Canada.

Comme le montre le tableau 1 ci-dessous, les revenus à l'étranger se sont chiffrés à 4,1 milliards de dollars, soit 28 % du total des revenus, en hausse par rapport à 1,9 milliard ou 16 % en 2000. Les acquisitions aux États-Unis se sont traduites par une hausse des revenus aux États-Unis, qui se sont établis à 2,8 milliards de dollars, ou 19 % du total des revenus, contre 0,8 milliard ou 7 % en 2000.

TABLEAU 1 **Bénéfice par secteur géographique**

	2001			2000		
(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	**Au Canada**	**À l'étranger** (1)	**Total**	Au Canada	À l'étranger (1)	Total
Revenu net d'intérêt	**5 343 $**	**1 206 $**	**6 549 $**	4 796 $	511 $	5 307 $
Autres produits	**5 343**	**2 872**	**8 215**	5 311	1 421	6 732
Revenus bruts	**10 686**	**4 078**	**14 764**	10 107	1 932	12 039
Provision pour pertes sur créances	**757**	**362**	**1 119**	703	(12)	691
Frais autres que d'intérêt	**6 469**	**3 286**	**9 755**	6 423	1 158	7 581
Charge d'impôts (2)	**1 476**	**3**	**1 479**	1 387	106	1 493
Bénéfice net	**1 984 $**	**427 $**	**2 411 $**	1 594 $	680 $	2 274 $
Bénéfice net de base (3)	**1 697 $**	**484 $**	**2 181 $**	1 594 $	680 $	2 274 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) (4)	**2 095 $**	**598 $**	**2 693 $**	1 664 $	694 $	2 358 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base (5)	**1 808 $**	**655 $**	**2 463 $**	1 664 $	694 $	2 358 $

(1) Comprend des revenus bruts tirés des activités aux États-Unis de 2 835 millions de dollars (832 millions en 2000).
(2) Comprend la part des actionnaires sans contrôle et la majoration au montant imposable équivalent.
(3) Excluant les éléments exceptionnels de 2001, lesquels sont présentés au tableau 4, à la page 20A. Il n'y a pas eu d'éléments exceptionnels en 2000.
(4) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) est calculé en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels.
(5) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base représente le bénéfice net, selon la comptabilité de caisse, déduction faite des éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 4, à la page 20A. Il n'y a pas eu d'éléments exceptionnels en 2000.

Perspectives

La conjoncture laissant prévoir que le ralentissement économique se poursuivra au premier semestre de l'année civile 2002, la Banque vise une croissance du bénéfice dilué par action selon la comptabilité de caisse et de base de 5 % à 10 %, et un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base de 17 % à 19 % à l'exercice 2002.

Priorités financières

Croissance et diversification des revenus

En 2001, les revenus (d'exploitation) de base ont augmenté de 19 %, soit un résultat considérablement plus élevé que l'objectif de plus de 10 % visé par la Banque. Ce résultat reflète principalement les acquisitions effectuées. En excluant les acquisitions, les revenus d'exploitation ont progressé de 3 %. Une analyse détaillée est présentée aux pages 32A à 35A.

Contrôle des coûts

Les frais autres que d'intérêt de base ont connu une hausse de 27 %, qui reflète les acquisitions effectuées, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et certaines charges importantes. En excluant ces facteurs, les frais autres que d'intérêt de base sont restés inchangés par rapport au dernier exercice. Une description complète est fournie aux pages 36A à 38A.

Gestion du bilan et du capital

Nous avons effectué un nombre important d'activités d'investissement au cours de l'exercice, dont certaines sont liées aux acquisitions. Au 31 octobre 2001, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 8,7 %, en hausse par rapport à 8,6 % l'an dernier, et le ratio du capital total s'établissait à 11,8 %, en baisse par rapport à 12 %. Dans les deux cas, la Banque a atteint son objectif à moyen terme (de trois à cinq ans), soit 8 % pour le capital de première catégorie et de 11 % à 12 % pour le capital total. De plus amples détails sont présentés aux pages 39A à 42A.

Excellence de la qualité du crédit

La détérioration du secteur des télécommunications aux États-Unis a contribué à la hausse des provisions pour pertes sur créances et des prêts douteux au cours de l'exercice. Le ratio des provisions pour pertes sur créances spécifiques s'est établi à 0,53 % en 2001, comparativement à 0,32 % en 2000. Au cours de l'exercice, les radiations nettes se sont chiffrées à 0,47 % de la moyenne des prêts, par rapport à 0,38 % à l'exercice 2000. Une analyse détaillée et des tableaux sont présentés aux pages 43A à 49A.

Profit économique

La Banque mesure le profit économique de ses secteurs d'exploitation et a recours à plusieurs autres mesures traditionnelles, telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et la croissance du bénéfice. Le profit économique mesure le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) de chaque secteur, après déduction d'une charge au titre des ressources en capital utilisées par le secteur.

Le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) représente le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, en excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. La charge au titre des ressources en capital utilisées est calculée en imputant le coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, qui représente le rendement après impôts approximatif que la direction doit fournir aux actionnaires en contrepartie de l'utilisation de leur capital, à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le coût estimatif des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est calculé selon le modèle d'évaluation des actifs financiers (MEDAF); c'est pourquoi ce coût fluctue en même temps que les facteurs qui définissent ce modèle varient eux-mêmes : le taux hors risque, le coefficient bêta de la Banque et la prime de risque du marché. De plus, le coût estimatif des capitaux propres est revu chaque année. En raison du recul du rendement des obligations à long terme depuis la dernière revue, le coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été établi de nouveau à la fin du premier semestre à 12,5 %. La moyenne du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en 2001 correspondait à 12,9 %.

Afin de créer de la valeur pour les actionnaires, le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse), qui est généré doit être supérieur à la charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisés. Un profit économique positif ajoute à la valeur pour les actionnaires, tandis qu'un profit économique négatif amoindrit cette valeur.

Le profit économique mesure les fluctuations de la valeur pour les actionnaires au fil du temps; il constitue un outil de planification efficace pour privilégier les occasions de croissance de la valeur pour les actionnaires. Les objectifs visés sont les suivants :

- augmenter le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) sans immobiliser de capital supplémentaire;
- investir dans des projets qui procurent un rendement économique positif;
- améliorer l'efficience globale du capital investi en réaffectant les fonds utilisés à des fins moins efficientes;
- améliorer le rapport risque-rendement des secteurs d'exploitation.

Le profit économique renforce la gestion des risques, car les capitaux sont affectés aux secteurs d'exploitation en fonction des risques de crédit, des risques de marché, des risques opérationnels et des autres risques de chaque secteur. Cette discipline en matière de gestion des risques a permis d'obtenir une croissance contrôlée et de mettre l'accent sur des rendements proportionnés aux risques. De plus, le profit économique favorise la redistribution des ressources aux secteurs plus performants grâce à la réaffectation de ressources attribuées aux secteurs moins performants.

Comme l'indique le tableau 2 ci-après, la Banque a enregistré un profit économique de 539 millions de dollars en 2001. Le coût des capitaux a augmenté à un taux plus rapide que le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) en partie à cause de l'émission d'actions ordinaires, principalement dans le cadre de l'échange d'actions relatif à l'acquisition de Centura Banks, Inc. Le profit économique des secteurs d'exploitation pour les exercices 2001 et 2000 est présenté aux tableaux des pages 22A, 24A, 26A, 28A et 30A.

TABLEAU 2 **Profit économique** (1)

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	1999	1998	1997
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**2 276 $**	2 140 $	1 600 $	1 679 $	1 548 $
Ajustement au titre des éléments exceptionnels (après impôts)	**(230)**	–	102	3	30
Ajustement au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels (après impôts)	**282**	84	63	62	59
Bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse)	**2 328**	2 224	1 765	1 744	1 637
Ressources en capital utilisées	**1 789**	(1 460)	(1 386)	(1 229)	(1 160)
Profit économique (1)	**539 $**	764 $	379 $	515 $	477 $
Croissance du profit économique	**(29)%**	102 %	(26) %	8 %	81 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**13 843 $**	10 814 $	10 264 $	9 107 $	8 003 $
Coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**12,9 %**	13,5 %	13,5 %	13,5 %	14,5 %

(1) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Résultats par secteur d'exploitation

Vue générale

Le tableau 3 illustre les résultats de la Banque par secteur d'exploitation en 2001. Ces résultats incluent plusieurs éléments exceptionnels présentés au tableau 4 et décrits ci-après. Le tableau 5, à la page 21A, illustre les résultats de base de la Banque (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 4) par secteur d'exploitation en 2001.

TABLEAU 3 Résultats déclarés par secteur d'exploitation

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les montants par action et les pourcentages)	2001 Services aux particuliers et aux entreprises	Assurance	Gestion de patrimoine	Grande entreprise et marchés des capitaux	Traitement des opérations	Total (1)	2000 Total
Revenu net d'intérêt	**5 346 $**	**206 $**	**385 $**	**430 $**	**150 $**	**6 549 $**	5 307 $
Autres produits	**1 976**	**274**	**3 042**	**2 346**	**563**	**8 215**	6 732
Revenus bruts	**7 322**	**480**	**3 427**	**2 776**	**713**	**14 764**	12 039
Provision pour pertes sur créances	**732**	**–**	**2**	**407**	**(2)**	**1 119**	691
Frais autres que d'intérêt	**4 331**	**375**	**2 688**	**1 804**	**476**	**9 755**	7 581
Charge d'impôts	**943**	**(28)**	**224**	**208**	**95**	**1 340**	1 445
Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent	**16**	**–**	**–**	**21**	**–**	**139**	48
Bénéfice net	**1 300 $**	**133 $**	**513 $**	**336 $**	**144 $**	**2 411 $**	2 274 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) (2)	**1 380 $**	**146 $**	**628 $**	**379 $**	**152 $**	**2 693 $**	2 358 $
En pourcentage du total	**51 %**	**5 %**	**23 %**	**14 %**	**6 %**	**100 %**	100 %
Croissance par rapport à l'exercice précédent	**21 %**	**11 %**	**44 %**	**(29)%**	**7 %**	**14 %**	30 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**18,5 %**	**15,0 %**	**27,2 %**	**9,3 %**	**29,4 %**	**16,4 %**	19,8 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) (2)	**19,7 %**	**16,8 %**	**33,6 %**	**10,5 %**	**31,1 %**	**18,5 %**	20,6 %
Profit économique (3)	**448 $**	**30 $**	**101 $**	**(56)$**	**85 $**	**539 $**	764 $
Bénéfice dilué par action						**3,52 $**	3,51 $
Bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) (2)						**3,95 $**	3,65 $

(1) La différence entre le total des résultats et la somme des résultats des secteurs d'exploitation présentés ci-dessus se rapporte à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.
(2) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) et le bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) sont calculés en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels.
(3) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Les éléments exceptionnels constatés en 2001 sont présentés au tableau 4 ci-après. Les éléments exceptionnels ont majoré le bénéfice dilué par action de 0,36 $ en 2001. Trois éléments ont généré une hausse des autres produits : un gain de 89 millions de dollars découlant de la formation, en collaboration avec la Banque de Montréal, de la coentreprise Solutions Moneris, qui offre aux marchands des services de traitement des opérations effectuées par cartes de crédit; un gain de 43 millions découlant de la vente des activités liées à l'administration des régimes de retraite collectifs et un gain de 313 millions découlant de la vente de Gestion Placements TR Inc., une société offrant des services de gestion des investissements institutionnels.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté en raison d'une charge au titre de la restructuration de 91 millions de dollars liée aux activités d'intégration et aux mesures de réduction des coûts dans le secteur des services de détail aux États-Unis. La charge d'impôts a été majorée de 75 millions de dollars, ce qui reflète la réduction de valeur d'actifs d'impôts reportés faisant suite à une réduction des taux d'imposition.

L'analyse des différents secteurs d'exploitation qui figure aux pages 21A à 31A porte sur les résultats de base de 2001, c'est-à-dire exclusion faite des éléments exceptionnels présentés au tableau 4.

TABLEAU 4 Éléments exceptionnels ayant une incidence sur les résultats par secteur d'exploitation en 2001 (1)

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les montants par action)	Services aux particuliers et aux entreprises	Assurance	Gestion de patrimoine	Grande entreprise et marchés des capitaux	Total
Autres produits					
Gain à la formation de la coentreprise Solutions Moneris	**89 $**	**– $**	**– $**	**– $**	**89 $**
Gain à la vente des activités liées aux régimes collectifs de retraite	**7**	**–**	**36**	**–**	**43**
Gain à la vente de Gestion Placements TR	**–**	**–**	**313**	**–**	**313**
	96	**–**	**349**	**–**	**445**
Frais autres que d'intérêt					
Frais de restructuration des activités bancaires aux États-Unis	**91**	**–**	**–**	**–**	**91**
Incidence totale (avant impôts)	**5**	**–**	**349**	**–**	**354**
Charge d'impôts					
Charge (économie) liée aux éléments ci-dessus	**(21)**	**–**	**70**	**–**	**49**
Modification des taux d'imposition (2)	**33**	**(2)**	**5**	**28**	**75**
Incidence totale (après impôts)	**(7)$**	**2 $**	**274 $**	**(28)$**	**230 $**
Incidence sur le bénéfice dilué par action					**0,36 $**

(1) Il n'y a aucun élément exceptionnel dans le secteur Traitement des opérations en 2001, et aucun élément exceptionnel en 2000.
(2) Le total de 75 millions de dollars inclut un montant de 11 millions se rapportant à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

Résultats de base par secteur d'exploitation

Vue générale

Le tableau 5 ci-après présente les résultats de base par secteur d'exploitation pour 2001.

Les Services aux particuliers et aux entreprises ont produit un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base de 19,8 % et généré 56 % du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de la Banque en 2001. Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base a progressé de 22 % par rapport à 2000, comme il est expliqué à la page 22A. RBC Centura (acquise le 5 juin 2001) a inscrit un bénéfice net de base de 11 millions de dollars et un bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de 69 millions en 2001. RBC Prism Mortgage (acquise en avril 2000) a dégagé un bénéfice net de base de 43 millions de dollars, en hausse par rapport à une perte nette de 3 millions en 2000, et un bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de 53 millions, comparativement à un bénéfice (selon la comptabilité de caisse) nul en 2000.

Le secteur Assurance a produit un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, selon la comptabilité de caisse, de 16,6 % et généré 6 % du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de la Banque en 2001. Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base a augmenté de 9 % par rapport à 2000, comme il est expliqué à la page 24A. L'apport de RBC Liberty Insurance (acquise le 1er novembre 2000) a compté pour 5 millions de dollars de la perte nette de base et 8 millions du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base en 2001.

La Gestion de patrimoine a produit un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base de 18,6 % et généré 14 % du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de la Banque en 2001. Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base a chuté de 19 % et la page 26A présente plus de détails à ce sujet. Les activités du groupe Services aux particuliers et des services à revenu fixe de RBC Dain Rauscher (acquises le 10 janvier 2001) ont enregistré une perte nette de base de 72 millions de dollars en 2001, ce qui reflète la faiblesse des volumes de négociation des clients dans le secteur du courtage traditionnel cette année, ainsi que des coûts de rémunération au titre de la rétention de 88 millions et une dotation à l'amortissement de l'écart d'acquisition de 40 millions. La perte nette (selon la comptabilité de caisse) de base s'est chiffrée à 33 millions de dollars.

Le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux a produit un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires (selon la comptabilité de caisse) de base de 11,4 % et généré 17 % du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de la Banque en 2001. Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base a reculé de 23 %, comme il est expliqué à la page 28A. Dain Rauscher Wessels (acquise le 10 janvier 2001) a subi une perte nette de 88 millions de dollars en raison de la faiblesse des marchés financiers en 2001, de coûts de rémunération au titre de la rétention de 88 millions et d'une dotation à l'amortissement de l'écart d'acquisition de 27 millions. La perte nette (selon la comptabilité de caisse) de base s'est établie à 61 millions de dollars.

Le secteur Traitement des opérations a produit un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de 31,1 % et généré 6 % du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base de la Banque en 2001. Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) a progressé de 7 %, comme il est expliqué à la page 30A.

La Banque affecte des capitaux à ses secteurs d'exploitation en se basant sur leurs risques de crédit, risques de marché, risques opérationnels et autres risques. Les capitaux affectés à chaque secteur d'exploitation ont augmenté par rapport à l'an dernier en raison de la hausse des activités de chaque secteur et de plusieurs acquisitions effectuées en 2001. Les hausses des capitaux attribuées aux écarts d'acquisition inscrits relativement aux acquisitions effectuées durant l'exercice ont eu une incidence négative sur le rendement des capitaux propres et le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de tous les secteurs d'exploitation. Les capitaux affectés aux Services aux particuliers et aux entreprises ont augmenté de 1,6 milliard de dollars, ceux affectés au secteur Assurance ont progressé de 0,5 milliard, ceux affectés à la Gestion de patrimoine et au secteur Grande entreprise et marchés des capitaux ont augmenté de 1,0 milliard, respectivement, et ceux affectés au Traitement des opérations ont progressé de 0,1 milliard en 2001.

TABLEAU 5 **Résultats de base par secteur d'exploitation** (1)

	2001						2000
(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les montants par action et les pourcentages)	Services aux particuliers et aux entreprises	Assurance	Gestion de patrimoine	Grande entreprise et marchés des capitaux	Traitement des opérations	Total (2)	Total
Revenu net d'intérêt	5 346 $	206 $	385 $	430 $	150 $	6 549 $	5 307 $
Autres produits	1 880	274	2 693	2 346	563	7 770	6 732
Revenus bruts	7 226	480	3 078	2 776	713	14 319	12 039
Provision pour pertes sur créances	732	–	2	407	(2)	1 119	691
Frais autres que d'intérêt	4 240	375	2 688	1 804	476	9 664	7 581
Charge (économie) d'impôts	931	(26)	149	180	95	1 216	1 445
Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent	16	–	–	21	–	139	48
Bénéfice net	1 307 $	131 $	239 $	364 $	144 $	2 181 $	2 274 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) (3)	1 387 $	144 $	354 $	407 $	152 $	2 463 $	2 358 $
En pourcentage du total	56 %	6 %	14 %	17 %	6 %	100 %	100 %
Croissance par rapport à l'exercice précédent	22 %	9 %	(19)%	(23)%	7 %	4 %	23 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18,6 %	14,8 %	12,2 %	10,1 %	29,4 %	14,8 %	19,8 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) (3)	19,8 %	16,6 %	18,6 %	11,4 %	31,1 %	16,8 %	20,6 %
Profit économique (4)	448 $	30 $	101 $	(56)$	85 $	539 $	764 $
Bénéfice dilué par action						3,16 $	3,51 $
Bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) (3)						3,60 $	3,65 $

(1) Les résultats de base de 2001 excluent les éléments exceptionnels présentés au tableau 4, à la page 20A. Il n'y avait aucun élément exceptionnel en 2000.

(2) La différence entre le total des résultats et la somme des résultats des secteurs d'exploitation présentés ci-dessus se rapporte à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

(3) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) et le bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) sont calculés en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels.

(4) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Services aux particuliers et aux entreprises

Profil

Les Services aux particuliers et aux entreprises comptent une clientèle de plus de 11 millions de particuliers, de PME et de clients du secteur privé au Canada, aux États-Unis, aux Antilles et aux Bahamas. Nos capacités de distribution comprennent un réseau de succursales, de centres de services aux entreprises et d'autres unités de vente, des représentants hors succursales, des guichets automatiques et des services bancaires par téléphone et par Internet. Nous offrons une vaste gamme de services financiers, notamment des comptes de dépôt, des fonds de placement et des fonds communs de placement, des cartes de crédit et de débit, des prêts aux entreprises et aux particuliers et des prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que des conseils financiers relatifs à tous nos services.

Stratégie

L'objectif des Services aux particuliers et aux entreprises est de nouer des relations d'affaires rentables avec chaque client, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une entreprise :

- en offrant des services personnalisés;
- en réduisant les coûts;
- en gérant efficacement le risque et le capital.

Nous comptons atteindre nos objectifs au moyen des stratégies suivantes :

- Accroître les revenus en intensifiant les rapports avec la clientèle et en augmentant l'exclusivité de nos services, en maximisant le maintien de notre clientèle et en tirant parti d'une segmentation basée sur les événements marquants de la vie des clients.
- Accélérer la croissance des revenus et du bénéfice aux États-Unis grâce à l'élargissement continu de nos services aux États-Unis et à l'expansion de nos activités sur des marchés ciblés de services aux particuliers et aux entreprises.
- Maintenir nos mesures de gestion des coûts afin que les augmentations de volume et les nouveaux projets soient contrebalancés par les réductions de coûts.
- Consolider le processus d'atténuation des risques, de manière à accroître le bénéfice et à réduire la volatilité du revenu au moyen des meilleurs processus de gestion du risque d'exploitation et du risque de crédit qui soient.

Rendement financier de base (1)

Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base des Services aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 22 %, et le bénéfice net de base, de 16 %, par rapport à 2000. Cette augmentation est attribuable en partie aux acquisitions de RBC Centura et de RBC Prism Mortgage. En excluant ces acquisitions, le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base et le bénéfice net de base auraient progressé de 11 %.

Les revenus de base ont enregistré une hausse de 15 % et les frais autres que d'intérêt de base ont progressé de 16 % par rapport à l'an dernier. En excluant RBC Centura, les revenus de base auraient augmenté de 9 %, croissance supérieure à celle de 7 % des frais de base. Le ratio d'efficience de base s'est amélioré de 30 points de base, pour s'établir à 58,7 %, et le ratio d'efficience de l'exploitation s'est amélioré de 50 points de base, pour se chiffrer à 58,6 %.

Croissance substantielle des revenus aux États-Unis

Grâce à l'acquisition de RBC Centura et de RBC Prism Mortgage, les revenus des Services aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis ont augmenté sensiblement, passant de 1 % en 2000 à 9 % du total des revenus en 2001.

REVENUS DE BASE PAR SECTEUR GÉOGRAPHIQUE
(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)

Le profit économique s'est élevé à 448 millions de dollars; le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de base et le rendement des capitaux propres de base se sont établis à 19,8 % et à 18,6 %, respectivement. Le profit économique, le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de base et le rendement des capitaux propres de base reflètent le montant de 1,6 milliard de dollars supplémentaires en capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires qui a été affecté au secteur en 2001, dont une tranche de 900 millions était liée à l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de RBC Centura.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenu net d'intérêt	14 %	**5 346 $**	4 705 $
Autres produits	20	**1 880**	1 567
Revenus bruts	15	**7 226**	6 272
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques	23	**662**	539
Provision générale	(36)	**70**	110
Total	13	**732**	649
Frais autres que d'intérêt	16	**4 240**	3 660
Bénéfice net avant impôts	15	**2 254**	1 963
Charge d'impôts	13	**931**	823
Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent	45	**16**	11
Bénéfice net	16 %	**1 307 $**	1 129 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	22 %	**1 387 $**	1 138 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) en pourcentage du bénéfice net total (selon la comptabilité de caisse) de la Banque	800 p.b.	**56 %**	48 %
Rendement des capitaux propres	(210)p.b.	**18,6 %**	20,7 %
Rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse)	(110)p.b.	**19,8 %**	20,9 %
Profit économique	20 %	**448 $**	373 $
Ratio d'efficience	30 p.b.	**58,7 %**	58,4 %
Ratio d'efficience de l'exploitation (2)	50 p.b.	**58,6 %**	58,1 %
Actif moyen	10 %	**143 100 $**	129 700 $
Moyenne des prêts et des acceptations	7	**134 900**	125 600
Moyenne des dépôts	13	**111 400**	98 900
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	31	**6 700**	5 100
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	10	**34 849**	31 610

(1) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 décrits au tableau 4, à la page 20A.
(2) Le ratio d'efficience de l'exploitation est défini à la page 92.

Perspectives pour 2002

Le ralentissement de l'économie aura probablement des répercussions sur les volumes de prêts aux particuliers et aux entreprises et de dépôts en 2002. Toutefois, grâce à l'inclusion des résultats de RBC Centura pour un exercice complet et aux initiatives décrites dans notre stratégie, qui visent à augmenter la croissance des revenus, nous prévoyons obtenir un solide accroissement des revenus en 2002. Nous nous engageons également à poursuivre les mesures de réduction des coûts, qui visent notamment à éliminer le chevauchement des processus et les pratiques inefficientes, à renforcer nos capacités en matière de prestation de services par voie électronique et par d'autres moyens à faible coût, et à optimiser notre réseau de succursales afin de réduire davantage le ratio d'efficience. Notre objectif global est d'atteindre une croissance du bénéfice net, selon la comptabilité de caisse, en 2002. Nous avons également mis de l'avant plusieurs initiatives afin de limiter le risque. Ces initiatives comprennent l'amélioration du système d'évaluation par score du crédit et du comportement, le resserrement des processus de recouvrement et l'optimisation des politiques et des processus de crédit, et nous prévoyons qu'elles limiteront la détérioration de la qualité de l'actif au prochain exercice.

Stratégie par division

Canada

Exploités au Canada sous la bannière RBC Banque Royale, les Services aux particuliers et aux entreprises offrent des services aux particuliers, aux PME et aux clients du secteur privé dans toutes les provinces et tous les territoires. Nous offrons une vaste gamme de services et de conseils financiers, comme il est détaillé à la rubrique Profil de la page 22A, ainsi que des produits et des conseils d'expert dans des domaines spécialisés tels que les opérations de change, le financement en capital de risque et la planification financière.

Nous offrons également aux particuliers et aux entreprises un éventail complet de cartes de crédit Visa, de cartes de débit et de cartes à puce diverses. Par l'intermédiaire de Solutions Moneris, une coentreprise partagée de moitié avec la Banque de Montréal, nous offrons aux marchands des services de traitement des opérations effectuées par cartes de crédit ou de débit, qui comprennent notamment la location de terminaux point-de-vente et des services d'opérations électroniques sécurisées en ligne.

Notre objectif est de développer des relations d'affaires rentables avec chaque particulier et avec chaque entreprise, grâce à notre expertise en matière de gestion des relations-clients, d'entreposage de données et de modélisation des prévisions. Cette façon de faire nous permet d'offrir à nos clients des produits et des conseils financiers sur mesure et d'accroître les revenus grâce à la vente, à l'interdistribution ainsi qu'à la vente de produits d'une gamme supérieure.

Nous continuerons d'éliminer les chevauchements et autres pratiques inefficientes sur le plan des coûts, et nous chercherons des occasions de renforcer nos capacités en matière de prestation de services par voie électronique et par d'autres moyens à faible coût. Nous continuons par ailleurs de mettre l'accent sur la gestion du risque de crédit et du risque d'exploitation.

Rendement financier de base par division

Les activités au pays ont généré une croissance des revenus de base de 5 % par rapport à l'an dernier. La hausse des volumes de dépôts et des écarts relatifs aux prêts et aux cartes de crédit a été en partie contrebalancée par la baisse des écarts relatifs aux dépôts et des volumes de prêts. La moyenne des soldes de prêts hypothécaires résidentiels a progressé de 3 % en 2001, car les réductions des taux d'intérêt enregistrées au cours de l'exercice ont favorisé l'accession à la propriété.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	5 %	**6 315 $**	5 991 $
Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels	3	**64 800**	62 900
Moyenne des prêts aux particuliers	4	**24 500**	23 600
Moyenne des dépôts des particuliers	1	**72 900**	72 500
Moyenne des prêts aux entreprises	(3)	**35 600**	36 800
Moyenne des dépôts des entreprises	26	**28 100**	22 300
Moyenne des soldes de cartes	13	**6 000**	5 300
Volumes des achats sur cartes	4	**26 300**	25 300
Nombre :			
d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	–	**29 558**	29 430
de guichets automatiques	(5)	**4 236**	4 465
de succursales	(1)	**1 125**	1 141
de clients en ligne	48	**1 876 358**	1 264 400

(1) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 décrits au tableau 4, à la page 20A.

États-Unis

Acquise en juin 2001, RBC Centura est le principal moteur de nos services aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis. La société, dont le siège se trouve à Rocky Mount, en Caroline du Nord, fournit des services aux particuliers et aux entreprises du sud-est des États-Unis. Les autres sociétés de services aux particuliers et aux entreprises qui sont situées aux États-Unis et ont des liens avec RBC Centura comprennent RBC Prism Mortgage, une société de montage de prêts hypothécaires située à Chicago, et RBC Builder Finance, une société de financement de Houston qui offre des services aux constructeurs d'habitations et aux promoteurs immobiliers.

Nous désirons accentuer notre présence aux États-Unis, tant par la croissance interne que par des acquisitions dans certains créneaux bien ciblés.

Nos priorités à moyen et à long terme sont les suivantes :

- le lancement accéléré de programmes de vente et de marketing;
- le recours à la segmentation pour accroître notre marché des services aux particuliers et aux entreprises;
- l'expansion de secteurs d'activité nationaux choisis, tels que le financement aux constructeurs d'habitations et les prêts hypothécaires résidentiels;
- l'exploitation des synergies, découlant de l'intégration fonctionnelle et des occasions d'interdistribution au sein de RBC Groupe Financier;
- la conclusion d'acquisitions choisies dans des marchés de produits et des marchés géographiques ciblés.

Le rendement de la division des États-Unis reflète les résultats de RBC Prism Mortgage pour un exercice complet (par rapport aux résultats pour à peine un peu plus d'un semestre en 2000) et l'apport de RBC Centura sur cinq mois. En excluant les résultats de RBC Centura, la croissance des revenus de RBC Prism Mortgage se serait chiffrée à 354 % en 2001, ce qui aurait reflété non seulement l'inclusion des revenus pour un exercice entier, mais aussi la croissance considérable des montages de prêts hypothécaires. La croissance du volume des montages de prêts hypothécaires en 2001 provient d'ailleurs presque entièrement de RBC Prism Mortgage. La croissance des soldes moyens est en grande partie attribuable à l'ajout des résultats de RBC Centura.

Résultats de base

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	976 %	**678 $**	63 $
Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels	433	**1 600**	300
Moyenne des prêts aux particuliers	n.s.	**1 300**	–
Moyenne des dépôts des particuliers	n.s.	**3 900**	200
Moyenne des prêts aux entreprises	n.s.	**3 900**	200
Moyenne des dépôts des entreprises	460	**2 800**	500
Moyenne des soldes de cartes	n.s.	**100**	–
Volumes des achats sur cartes	100	**200**	100
Montages de prêts hypothécaires (en milliards de dollars)	359	**22,5**	4,9
Nombre :			
d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	296	**4 126**	1 041
de guichets automatiques	n.s.	**258**	2
de succursales (1)	n.s.	**242**	2
de clients en ligne	181	**112 481**	40 000

(1) Exclut le nombre de bureaux de vente de RBC Prism Mortgage, qui s'établissait à 264 en 2001 et à 156 en 2000.
n.s. non significatif

Antilles et Bahamas

La division des Antilles et des Bahamas, qui exploite ses activités sous la bannière RBC Banque Royale du Canada, fournit une vaste gamme de produits et de services bancaires aux particuliers et aux entreprises des Bahamas, de la Barbade, des îles Caïmans et des îles de l'est des Antilles par l'intermédiaire d'un réseau de succursales et de guichets automatiques.

Cette division a inscrit une croissance des revenus s'établissant à 7 % par rapport à 2000, résultat qui est en grande partie attribuable à l'élargissement des écarts.

Résultats de base

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	7 %	**233 $**	218 $
Nombre :			
d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	2	**1 165**	1 139
de guichets automatiques	8	**54**	50
de succursales	–	**39**	39

Assurance

Profil

Exploité sous la bannière RBC Assurances, le secteur Assurance offre une vaste gamme de produits et de services d'assurance des créanciers et d'assurances vie, maladie, voyage, habitation et automobile à plus de cinq millions de clients en Amérique du Nord; le secteur offre également des services de réassurance à des entreprises situées partout dans le monde. Ces produits et services sont offerts par l'intermédiaire de divers réseaux de distribution, notamment des services par téléphone, des courtiers indépendants, des agents de voyage, une équipe de vente interne et des services sur Internet.

Stratégie

Notre objectif est de devenir un assureur canadien de premier rang qui exerce des activités sur des marchés choisis aux États-Unis et à l'échelle internationale et offre un vaste éventail de produits et de services efficacement distribués au moyen de multiples réseaux.

Pour ce faire, nous visons :

- à continuer d'accroître notre part de marché au Canada en élargissant nos réseaux de distribution, en proposant de nouveaux produits, en améliorant les produits existants et en offrant les produits par l'intermédiaire des réseaux de distribution existants;
- à créer des débouchés dans des secteurs sélectionnés de la réassurance et à élargir l'infrastructure des entités situées à l'étranger et des activités au Canada, de manière à servir le marché des particuliers jouissant d'un avoir net élevé;
- à continuer d'accroître nos activités aux États-Unis;
- à maximiser l'efficience en intégrant les systèmes, les services et les structures de tous nos secteurs d'activité en Amérique du Nord.

Rendement financier de base (1)

Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base a augmenté de 9 % et le bénéfice net de base a reculé de 1 % par rapport à l'an dernier. N'eût été l'incidence des attaques terroristes du 11 septembre aux États-Unis sur nos activités de réassurance et d'assurance-voyage, le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) et le bénéfice net auraient été plus élevés d'environ 30 millions de dollars à l'exercice 2001. L'importante croissance enregistrée en 2001 est principalement attribuable à l'acquisition de RBC Liberty Insurance, en novembre 2000. Même en excluant cette acquisition, le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) et le bénéfice net auraient progressé de 3 %, résultats qui reflètent les solides rendements enregistrés au Canada dans les secteurs de l'assurance-vie, de l'assurance des créanciers et de l'assurance-voyage.

Des activités bien diversifiées

La répartition de nos produits et de nos services en trois divisions (assurance-vie, assurances autres que l'assurance-vie et services tarifés) nous procure une vaste présence dans l'industrie de l'assurance et aussi une bonne diversification sur le plan géographique.

PRIMES ET DÉPÔTS PAR DIVISION (en millions de dollars)

Les primes et les dépôts ont affiché une hausse de 50 % par rapport à l'exercice 2000, et une hausse de 15 % en excluant les primes et dépôts de 421 millions de dollars attribuables à RBC Liberty Insurance. Les revenus ont augmenté de 68 %, ou de 5 % en excluant l'ajout de RBC Liberty Insurance.

Le profit économique s'est établi à 30 millions de dollars; le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) s'est établi à 16,6 %, et le rendement des capitaux propres, à 14,8 %. Le profit économique, le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) et le rendement des capitaux propres reflètent le montant de 500 millions de dollars supplémentaires en capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires qui a été affecté au secteur en 2001. De ce montant, une tranche de 70 millions de dollars est liée à l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de RBC Liberty Insurance.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Primes et dépôts	50 %	**1 812 $**	1 208 $
Autres produits			
Primes acquises	77	**1 548**	877
Commissions/Autres	983	**130**	12
Moins : Prestations versées aux titulaires de police	97	**1 054**	534
Moins : Coûts d'acquisition des polices	129	**350**	153
	36	**274**	202
Revenu net d'intérêt	145	**206**	84
Revenus bruts	68	**480**	286
Frais autres que d'intérêt	117	**375**	173
Bénéfice net avant impôts	(7)	**105**	113
Charge d'impôts	(37)	**(26)**	(19)
Bénéfice net	(1)%	**131 $**	132 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	9 %	**144 $**	132 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) en pourcentage du bénéfice net total (selon la comptabilité de caisse) de la Banque	– p.b.	**6 %**	6 %
Rendement des capitaux propres	(3 420)p.b.	**14,8 %**	49,0 %
Rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse)	(3 310)p.b.	**16,6 %**	49,7 %
Profit économique	(69)%	**30 $**	96 $
Actif moyen	152	**5 300**	2 100
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	167	**800**	300
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	96	**2 583**	1 318

(1) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 décrits au tableau 4, à la page 20A.

Perspectives pour 2002

Nous prévoyons que la croissance du secteur Assurance se poursuivra à un bon rythme en 2002, car les cycles économiques ont moins de répercussions sur l'industrie de l'assurance que sur les autres industries, et parce que nos gammes de produits et nos réseaux de distribution sont bien diversifiés. Bien que les événements du 11 septembre soient susceptibles d'affaiblir encore les activités de réassurance, une hausse éventuelle des primes pourrait compenser en partie cet affaiblissement.

Stratégie par division

Assurance-vie

Notre division Assurance-vie offre aux particuliers et aux entreprises une vaste gamme de produits individuels et collectifs d'assurance-vie, d'assurance maladie et d'assurance des créanciers au Canada et aux États-Unis, ainsi que des services de rétrocession de contrats d'assurance-vie à l'intention des entreprises situées partout dans le monde.

Au Canada, nos produits d'assurances vie et maladie sont distribués au moyen d'un réseau regroupant plus de 5 000 courtiers indépendants, près de 400 agents exclusifs et une unité de vente directe. Aux États-Unis, la société Liberty Life Insurance Company, dont le siège est à Greenville, en Caroline du Sud, offre des produits d'assurance vie et maladie par l'entremise d'une équipe de vente exclusive qui compte 650 agents; la société offre aussi des produits simplifiés par l'intermédiaire de réseaux de vente directe.

Notre objectif est de poursuivre le développement de nos activités d'assurance-vie grâce à l'élargissement de notre clientèle et à l'expansion de notre gamme de produits et de services. Pour ce faire, nous comptons améliorer nos réseaux de distribution, créer de nouveaux produits offrant une protection complète et examiner les possibilités de pénétration de nouveaux marchés.

Rendement financier de base par division

La croissance de 53 % des primes et des dépôts et celle de 58 % des revenus sont largement attribuables à l'acquisition de RBC Liberty Insurance. Sans les résultats de cette dernière, les primes et les dépôts auraient été en hausse de 7 % et les revenus, de 14 %, reflétant la solide croissance continue des activités canadiennes d'assurance-vie, d'assurance des créanciers et d'assurance-invalidité.

Résultats de base

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Primes et dépôts	53 %	**1 393 $**	912 $
Revenus bruts	58	**388**	246
Actif moyen	153	**4 300**	1 700
Clients			
Nombre de polices d'assurances vie et maladie en vigueur au Canada (en milliers)	7	**2 645**	2 475
Nombre de polices d'assurance-vie aux États-Unis (en milliers)	n.s.	**2 600**	–
Biens sous gestion aux États-Unis	n.s.	**375**	–
Nombre d'agents aux États-Unis	n.s.	**718**	–

n.s. non significatif

Assurances autres que l'assurance-vie

Les assurances autres que l'assurance-vie comprennent les assurances habitation, automobile et voyage, ainsi que les produits de réassurance IARD; elles sont offertes aux particuliers et aux entreprises au Canada, ainsi que sur certains marchés à l'étranger.

Nous offrons aux Canadiens une vaste gamme de produits d'assurance automobile et habitation aux particuliers, aux employés et à certains groupes, par l'intermédiaire de réseaux de vente directe. Les produits d'assurance-voyage, qui sont vendus par l'intermédiaire d'agents de voyage et de banques, comprennent l'assurance-annulation, l'assistance médicale à l'étranger et l'assurance-bagages.

Nous participons au secteur de la réassurance IARD en assumant une part du risque lié aux polices d'assurance de biens et de catastrophes établies par d'autres sociétés d'assurances. La plupart de nos activités dans ce secteur nous proviennent de sociétés d'assurances situées aux États-Unis et en Europe.

Notre objectif est d'accroître les activités de cette division en continuant d'intensifier nos activités d'assurances habitation et automobile au pays et en procédant à une expansion sélective de notre portefeuille de réassurance IARD.

Les primes et les dépôts ont crû de 27 %, tandis que les revenus ont décliné de 34 %, ce qui reflète l'incidence des événements du 11 septembre sur les activités de réassurance IARD et d'assurance-voyage.

Résultats de base

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Primes et dépôts	27 %	**363 $**	286 $
Revenus bruts	(34)	**25**	38
Actif moyen	133	**700**	300
Clients			
Assurances habitation et automobile – polices d'assurance des particuliers en vigueur (en milliers)	70	**68**	40
Assurance-voyage – nombre de couvertures (en milliers)	2	**2 510**	2 471

Activités liées aux services tarifés

Nous participons à un certain nombre d'autres activités d'assurance clés et d'activités connexes qui génèrent des revenus provenant des services tarifés. Ces activités comprennent les services d'assistance aux voyageurs, les services de réassurance structurés et un réseau de distribution exclusif.

Nos services d'assistance aux voyageurs et d'aide en cas d'urgence sont fournis par Assistance aux Assurés Inc., qui coordonne la prestation de soins médicaux et de services d'évacuation et de transport aux clients aux prises avec une urgence durant un voyage.

Aux États-Unis, nos activités liées aux services tarifés comprennent notamment des services d'impartition et des systèmes logiciels et administratifs offerts par l'entremise de Liberty Insurance Services Corporation (LIS). L'unité d'impartition des processus d'affaires de LIS fait la prestation de services comme la prise ferme, la facturation et le recouvrement ainsi que le traitement des demandes de règlement pour près de quatre millions de polices administrées. L'unité des solutions logicielles met au point des applications sur le Web servant à l'administration des assurances vie et maladie, des rentes et de la réassurance. Ensemble, ces deux unités possèdent plus de 200 sites clients et sont au service de sociétés d'assurances nationales, étrangères et multinationales partout dans le monde.

Notre but est de continuer à tirer profit de notre infrastructure et de notre technologie déjà en place et d'améliorer les programmes existants afin de faire progresser les activités de cette division.

Les primes et les dépôts ont enregistré une hausse de 409 % en raison de la croissance des activités de réassurance structurées. Les revenus ont augmenté considérablement, mais exclusion faite des résultats de RBC Liberty Insurance, les revenus auraient plutôt reculé de 10 millions de dollars par rapport à 2000, reflétant les répercussions des événements du 11 septembre sur les activités de réassurance structurées.

Résultats de base

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Primes et dépôts	409 %	**56 $**	11 $
Revenus bruts	n.s.	**67**	3
Actif moyen	200	**300**	100
Clients			
Réseau des agences – Nombre d'agents	14	**455**	400
Assistance aux Assurés – Nombre d'appels (en milliers)	41	**699**	495
Nombre de polices administrées aux États-Unis (en milliers)	n.s.	**4 342**	–

n.s. non significatif

Gestion de patrimoine

Profil

Le secteur Gestion de patrimoine offre aux particuliers au Canada, aux États-Unis et à l'étranger les services suivants : courtage à escompte et traditionnel, planification financière, services-conseils en matière de placement, services fiduciaires, services bancaires de gestion privée, fonds communs de placement et services de gestion des placements. Les produits et les services sont offerts au moyen du réseau de succursales de la Banque au Canada, des bureaux de RBC Investissements, des bureaux de gestion privée et d'autres emplacements situés partout au monde. Ils sont également offerts par Internet et par téléphone. Grâce aux acquisitions effectuées récemment, les clients aux États-Unis bénéficient principalement de services de courtage traditionnel dans 41 États. Nos services sont axés sur la clientèle et nous accordons une grande importance à la gestion de nos relations, de manière à fournir aux clients partout au monde un choix exhaustif de solutions financières exclusives ou offertes par l'entremise de tiers.

En octobre 2001, nous avons restructuré nos réseaux de distribution de manière à mieux servir nos clients en leur offrant des solutions complètes et intégrées, tout en augmentant le rendement pour les actionnaires. La Gestion de patrimoine, qui exerce les activités de planification financière conjointement avec les Services aux particuliers et aux entreprises, regroupera désormais également les services de courtage au Canada et à l'étranger (qui comprennent les services de courtage à escompte et traditionnel), la Gestion privée globale (qui regroupe la Gestion privée globale, RBC Conseils privés, la Gestion privée nationale et les activités fiduciaires destinées aux particuliers au Canada), la Gestion mondiale d'actifs et la Gestion de patrimoine aux États-Unis (y compris RBC Dain Rauscher et Tucker Anthony Sutro, une société acquise récemment).

Stratégie

Nous demeurerons le partenaire de confiance des particuliers qui font affaire avec nous en leur offrant des services financiers personnalisés et exhaustifs. Par ailleurs,

- nous continuerons de définir et de segmenter notre clientèle de manière à personnaliser nos réseaux de distribution et à créer des solutions de placement appropriées;
- nous deviendrons le leader du marché de la planification financière;
- nous protégerons et augmenterons nos activités au pays tout en procédant à l'expansion de nos réseaux de distribution aux États-Unis et au Royaume-Uni;
- nous étendrons nos possibilités de distribution et de placement en tirant parti des pratiques commerciales au sein du secteur et en utilisant la technologie de façon stratégique, de manière à offrir aux clients des services améliorés;
- nous attirerons et garderons à notre emploi les meilleures personnes et leur donnerons la possibilité de s'épanouir professionnellement en créant un environnement stimulant et en leur offrant des avantages concurrentiels;
- nous gérerons l'exposition au risque de façon proactive et encouragerons tous les employés à faire preuve d'un engagement et d'une vigilance accrus.

Accent sur les activités internationales

Grâce à RBC Dain Rauscher, qui nous permet d'intensifier notre présence aux États-Unis, les revenus du secteur Gestion de patrimoine sont encore plus diversifiés.

REVENUS DE BASE PAR DIVISION
(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)

Rendement financier de base (1)

Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base et le bénéfice net de base de la Gestion de patrimoine ont chuté respectivement de 19 % et de 43 %, par rapport à 2000. Ces réductions sont imputables principalement à la faiblesse des marchés financiers et aux charges liées à l'acquisition de RBC Dain Rauscher. En excluant les résultats de RBC Dain Rauscher, dont l'acquisition a eu lieu en janvier 2001, le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base et le bénéfice net de base auraient reculé respectivement de 11 % et de 25 %.

Les revenus de base ont augmenté de 23 %, et les charges, de 46 % par rapport à l'an dernier. L'acquisition de RBC Dain Rauscher a largement contribué à cette croissance. En excluant l'acquisition de RBC Dain Rauscher, les revenus de base et les charges auraient chuté de 10 % et de 4 %, respectivement.

Le profit économique s'est établi à 101 millions de dollars, le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de base s'est chiffré à 18,6 % et le rendement des capitaux propres de base s'est établi à 12,2 %. Les baisses du profit économique, du rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de base et du rendement des capitaux propres de base reflètent les facteurs dont il est fait mention ci-dessus ainsi que le montant de 1,0 milliard de dollars supplémentaires en capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires qui a été affecté au secteur en 2001. De ce montant, une tranche de 540 millions de dollars est liée à l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de RBC Dain Rauscher.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	**2001** (2)	2000
Revenu net d'intérêt	7 %	**385 $**	359 $
Autres produits	26	**2 693**	2 138
Revenus bruts	23	**3 078**	2 497
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques	300	**2**	(1)
Total	300	**2**	(1)
Frais autres que d'intérêt	46	**2 688**	1 838
Bénéfice net avant impôts	(41)	**388**	660
Charge d'impôts	(39)	**149**	244
Bénéfice net	(43)%	**239 $**	416 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	(19)%	**354 $**	437 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) en pourcentage du bénéfice net total (selon la comptabilité de caisse) de la Banque	(500)p.b.	**14 %**	19 %
Rendement des capitaux propres	(3 600)p.b.	**12,2 %**	48,2 %
Rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse)	(3 230)p.b.	**18,6 %**	50,9 %
Profit économique	(67)%	**101 $**	310 $
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	125	**1 800**	800
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	39	**10 512**	7 553

(1) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 décrits au tableau 4, à la page 20A.
(2) Les résultats de 2001 incluent les résultats de RBC Dain Rauscher, une société acquise le 10 janvier 2001, pour une période de moins de 10 mois, mais ils excluent les résultats de Tucker Anthony Sutro, acquise le 31 octobre 2001.

Perspectives pour 2002

L'inclusion des résultats de RBC Dain Rauscher et de Tucker Anthony Sutro, une société acquise récemment, pour un exercice complet alimentera la croissance des revenus en 2002. La vente de Gestion Placements TR Inc. ne devrait avoir qu'une incidence négligeable sur la croissance des revenus. Toutefois, comme la croissance économique ne reprendra probablement pas avant le deuxième semestre de 2002, la Gestion de patrimoine aura de la difficulté à augmenter son bénéfice net (selon la comptabilité de caisse). Afin de réduire la volatilité du bénéfice découlant de la nature imprévisible des marchés financiers, nous continuerons de nous concentrer sur les services tarifés en fonction de la valeur des actifs plutôt que des volumes d'opérations. Nous allons également mettre en œuvre, en 2002, un certain nombre de programmes de compression des coûts qui devraient nous faire réaliser des économies, tout comme les synergies qui découleront de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro et de RBC Dain Rauscher.

Stratégie par division

Groupe canadien des services aux particuliers

Ce groupe comprend Actions en direct (services de courtage à escompte), la division Services aux particuliers (services de courtage traditionnel), la planification financière, RBC Conseils privés et les services fiduciaires aux particuliers. Il constitue le réseau de distribution canadien à l'intention des particuliers qui accumulent et conservent des fortunes, des investisseurs ayant besoin de solutions financières exhaustives fournies par des conseillers, et des investisseurs autonomes. Les services sont offerts par plus de 180 représentants en placement, plus de 1 460 conseillers en placement, 370 planificateurs financiers accrédités, 60 conseillers financiers et 80 administrateurs fiduciaires. Ils sont également fournis par téléphone et par Internet. Nous devons assurer la croissance continue de nos activités au Canada pour tirer parti de nos marchés aux États-Unis, en Amérique latine et en Europe. Notre objectif est de continuer d'améliorer nos relations-clients tout en restructurant nos services de courtage à escompte en fonction du marché actuel. Grâce à nos nouvelles activités de planification financière exercées conjointement avec les Services aux particuliers et aux entreprises, nous serons en mesure de répondre aux besoins de tous les Canadiens en matière de placement, quelle que soit leur situation (nouvellement fortunés, fortunés, avoir net élevé ou avoir net très élevé).

RBC Dain Rauscher

RBC Dain Rauscher, une société de Minneapolis acquise en janvier 2001, aide les particuliers aux États-Unis à déterminer et à atteindre leurs objectifs financiers. Notre but consiste à devenir un partenaire de confiance de particuliers fortunés dans des marchés choisis en leur offrant des services financiers exhaustifs et personnalisés. Le 31 octobre 2001, nous avons finalisé l'acquisition de Tucker Anthony Sutro, une société de Boston, que nous entendons fusionner avec RBC Dain Rauscher, créant ainsi la neuvième maison de courtage traditionnel en importance aux États-Unis, qui offrira des services aux particuliers dans tout le pays par l'entremise de près de 2 100 conseillers en placement. Les charges liées à l'acquisition et au regroupement de RBC Dain Rauscher se sont élevées à 125 millions de dollars en 2001 et devraient s'établir à 60 millions en 2002. Nos objectifs pour 2002 sont d'intégrer les activités de Tucker Anthony Sutro, d'accroître notre part de marché dans des régions géographiques choisies et d'assurer notre croissance interne sur les marchés où la Banque offre déjà des services.

Gestion privée globale

Cette unité à vocation internationale offre des services de gestion privée, des services fiduciaires et des services-conseils en matière de placement à des clients qui disposent d'un avoir net élevé dans plus de 100 pays. Notre objectif de 2002 est d'accroître les revenus en tirant parti des possibilités de distribution de la Banque en Amérique du Nord et en explorant des acquisitions possibles en Europe. Nous annoncions récemment l'intégration des services fiduciaires au Canada, de RBC Conseils privés, des activités de gestion privée au pays et de la Gestion privée globale (l'unité internationale). Cette intégration favorisera la mise en marché de solutions et de produits tant exclusifs que de tierce partie. Elle encouragera aussi la création de services pleinement intégrés à l'échelle internationale et donnera lieu à une synergie sur le plan des coûts en 2002.

Gestion mondiale d'actifs

Cette unité, qui regroupe la Gestion de portefeuilles et Fonds d'investissement Royal, gère plus de 34 milliards de dollars en fonds communs de placement exclusifs et fournit des produits et des services de gestion de placements aux particuliers et aux clients institutionnels situés au Canada et à l'étranger, par l'intermédiaire de RBC Banque Royale et des activités de distribution de RBC Investissements ainsi que par l'entremise de distributeurs externes. Notre gamme de fonds communs de placement et d'autres produits de mise en commun comprend un vaste choix de solutions de placement, notamment des fonds du marché monétaire, des fonds à revenu fixe, des fonds équilibrés et des fonds d'actions, ainsi que d'autres produits de placement. Nos fonds d'actions canadiennes, américaines et internationales offrent des possibilités de placement dans tous les principaux secteurs d'activité au monde. Gestion Placements TR Inc., notre branche de gestion des caisses de retraite institutionnelles, dont les biens sous gestion se chiffraient à 30 milliards de dollars au 31 juillet 2001, a été vendue le 15 août 2001, ce qui nous permet de concentrer nos efforts sur les activités de gestion des biens qui offrent un meilleur potentiel de croissance. Notre objectif de 2002 est d'élargir les réseaux de distribution des services de gestion de placements et des produits de fonds communs de placement.

Rendement financier de base par division

Les revenus de base ont progressé de 23 % par rapport à l'an dernier, en raison de l'acquisition de RBC Dain Rauscher. En excluant les résultats de RBC Dain Rauscher, les revenus de base auraient chuté de 10 % en raison de la baisse des revenus provenant des opérations et des services tarifés, baisse reflétant la faiblesse des marchés financiers en 2001.

Revenus de base

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Groupe canadien des services aux particuliers (1)	(15)%	**1 298 $**	1 527 $
RBC Dain Rauscher (2)	n.s.	**829**	–
Gestion privée globale (3)	–	**392**	391
Gestion mondiale d'actifs (1), (3)	(2)	**550**	563
Autres (4)	(44)	**9**	16
	23 %	**3 078 $**	2 497 $

(1) Les revenus de 2000 ont été retraités pour refléter le reclassement des revenus découlant des services fiduciaires aux particuliers, qui sont maintenant présentés dans le secteur Groupe canadien des services aux particuliers plutôt que dans la Gestion mondiale d'actifs.
(2) L'acquisition de RBC Dain Rauscher a eu lieu le 10 janvier 2001, et celle de Tucker Anthony Sutro, le 31 octobre 2001. Les résultats présentés dans le tableau ci-dessus excluent les revenus attribuables à Tucker Anthony Sutro.
(3) Les résultats de 2000 ont été retraités pour refléter le reclassement des unités opérationnelles effectué en 2001. Les revenus provenant de Gestion Placements TR Inc. ont été inclus dans les résultats jusqu'au 15 août 2001.
(4) Les revenus de 2000 incluent les revenus découlant des activités liées aux régimes collectifs de retraite (vendues en janvier 2001) et des activités de Bull & Bear Securities Inc. (société vendue en juin 2001), ainsi que d'autres revenus divers.
n.s. non significatif

Les biens administrés ont augmenté de 59 % par rapport à l'exercice 2000. L'ajout des biens administrés de RBC Dain Rauscher et de Tucker Anthony Sutro a largement compensé la baisse des biens administrés du Groupe canadien des services aux particuliers et de la Gestion privée globale, baisse imputable à la chute des valeurs du marché. Les biens administrés des institutions ont progressé de 12 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat reflète les nouvelles activités à l'île de Jersey et l'appréciation de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

Biens administrés

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	**2001**	2000 (2)
Particuliers			
Groupe canadien des services aux particuliers	(9)%	**137 300 $**	151 200 $
RBC Dain Rauscher (1)	n.s.	**157 000**	–
Gestion privée globale	(5)	**52 300**	54 900
Total – particuliers	68	**346 600**	206 100
Institutions	12	**47 100**	42 200
	59 %	**393 700 $**	248 300 $

(1) L'acquisition de RBC Dain Rauscher a eu lieu le 10 janvier 2001. Ces résultats incluent Tucker Anthony Sutro, une société acquise le 31 octobre 2001, dont les biens administrés se chiffrent à 70,8 milliards de dollars.
(2) Les résultats de 2000 ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice en cours.
n.s. non significatif

Les biens sous gestion ont connu une croissance de 11 % par rapport à l'an dernier. Cette hausse est attribuable à une augmentation importante des biens sous gestion des particuliers liés à l'acquisition de RBC Dain Rauscher et de Tucker Anthony Sutro. Le recul des biens sous gestion des institutions reflète la vente, en août 2001, de Gestion Placements TR Inc., une société dont les biens sous gestion se chiffraient à 30 milliards de dollars. Les biens sous gestion des fonds communs de placement sont demeurés stables malgré la chute de valeur des biens découlant de la faiblesse des marchés, car l'intérêt des investisseurs pour les fonds du marché monétaire s'est accru.

Biens sous gestion

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Particuliers (1)	139 %	**51 400 $**	21 500 $
Institutions (1), (2)	(54)	**16 950**	36 700
Fonds communs de placement	1	**34 550**	34 100
	11 %	**102 900 $**	92 300 $

(1) L'acquisition de RBC Dain Rauscher a eu lieu le 10 janvier 2001. Ces résultats incluent Tucker Anthony Sutro, une société acquise le 31 octobre 2001. Les biens sous gestion des particuliers attribuables à RBC Dain Rauscher et à Tucker Anthony Sutro s'établissaient à 33,1 milliards de dollars. Les biens sous gestion institutionnels attribuables à RBC Dain Rauscher se chiffraient à 10,6 milliards de dollars.
(2) Gestion Placements TR a été vendue le 15 août 2001.

Grande entreprise et marchés des capitaux

Profil

Exploité sous la bannière RBC Marchés des Capitaux, le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux offre des services aux entreprises, aux gouvernements et aux institutions situés en Amérique du Nord, ainsi que des produits choisis dans des industries ciblées à l'échelle internationale. La société, dont le siège se trouve à Toronto, possède des centres d'expertise clés à Minneapolis, à New York et à Londres, et des bureaux dans 29 autres villes. Le secteur offre des services d'expert destinés aux secteurs de l'énergie, des communications, des soins de santé et de la technologie en Amérique du Nord, ainsi que des services d'expert destinés au secteur des ressources à l'échelle mondiale. Il fournit par ailleurs des services concurrentiels sur le plan international en matière de titres canadiens, de produits dérivés sur actions et de produits dérivés de crédit, de fusions et d'acquisitions d'entreprises, de financement structuré, d'opérations de change et d'euro-obligations.

En 2001, le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux regroupait trois divisions opérationnelles – Banque internationale, Actions internationales et Marchés internationaux – ainsi que Dain Rauscher Wessels (DRW), sa division des marchés des actions aux États-Unis. Nous avons annoncé une restructuration de nos activités, prenant effet le 1er novembre 2001, qui permettra d'assurer notre croissance future sur le continent (voir les points saillants présentés à la page 12).

Stratégie

Voici les stratégies clés du secteur Grande entreprise et marchés des capitaux :

- Développer de solides activités en Amérique du Nord en augmentant notre position dans des secteurs ciblés aux États-Unis, tels que l'énergie, la technologie, la biotechnologie, les soins de santé, les produits de grande consommation et les institutions financières; maintenir notre position de prestataire de services traditionnels sur tous nos marchés canadiens.
- Accroître notre pénétration du marché de titrisation des actifs au moyen d'une structure mondiale incluant des produits à terme, et élargir notre part des marchés des titres d'emprunt à rendement élevé et des actifs non traditionnels aux États-Unis.
- Établir, à l'échelle mondiale, des créneaux à l'égard des activités de négociation, de distribution et de structuration.

Rendement financier de base (1)

Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base du secteur Grande entreprise et marchés des capitaux a diminué de 23 %, et le bénéfice net de base a reculé de 28 % par rapport à l'an dernier. Ce repli reflète l'augmentation de 316 millions de dollars de la provision pour pertes sur créances, qui est imputable principalement au portefeuille des télécommunications aux États-Unis, ainsi que la faiblesse des marchés financiers et l'acquisition de DRW. En excluant les résultats de DRW, le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base et le bénéfice net de base auraient reculé respectivement de 12 % et de 11 %.

Vigueur attribuable à la diversification des revenus

Notre diversification par gamme d'activités et l'acquisition de Dain Rauscher Wessels nous ont permis de réaliser une forte croissance des revenus par rapport à l'an dernier, en dépit de la faiblesse des marchés financiers.

REVENUS DE BASE PAR DIVISION
(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)

2 776 $

Les revenus ont progressé de 19 %, et les charges, de 25 %, par rapport à 2000. En excluant l'acquisition de DRW, les revenus auraient augmenté de 9 %, et les charges auraient reculé de 1 %. Le revenu net d'intérêt s'est relevé par rapport à l'exercice 2000, en raison principalement du solide rendement des activités à revenu fixe et de la baisse des coûts de financement liés aux produits dérivés sur actions; cette dernière baisse est attribuable au recul des activités de négociation et à la baisse des taux d'intérêt en 2001.

Le profit économique s'est établi à (56) millions de dollars en 2001, tandis que le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) de base s'est chiffré à 11,4 %; le rendement des capitaux propres de base, à 10,1 %. Les baisses constatées dans ces éléments sont attribuables aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus ainsi qu'au montant de 1,0 milliard de dollars supplémentaires en capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires qui a été affecté au secteur en 2001. De ce montant, une tranche de 360 millions de dollars est liée à l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de DRW.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenu net d'intérêt	900 %	**430 $**	43 $
Autres produits	3	**2 346**	2 287
Revenus bruts	19	**2 776**	2 330
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques	402	**407**	81
Provision générale	(100)	**–**	10
Total	347	**407**	91
Frais autres que d'intérêt	25	**1 804**	1 445
Bénéfice net avant impôts	(29)	**565**	794
Charge d'impôts	(32)	**180**	264
Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent	(5)	**21**	22
Bénéfice net	(28)%	**364 $**	508 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	(23)%	**407 $**	532 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) en pourcentage du bénéfice net total (selon la comptabilité de caisse) de la Banque	(600)p.b.	**17 %**	23 %
Rendement des capitaux propres	(1 100)p.b.	**10,1 %**	21,1 %
Rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse)	(1 080)p.b.	**11,4 %**	22,2 %
Profit économique	(128)%	**(56)$**	197 $
Actif moyen	19	**156 400**	131 900
Moyenne des prêts et des acceptations	12	**59 600**	53 000
Moyenne des dépôts	14	**70 500**	61 900
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	43	**3 300**	2 300
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	16	**2 954**	2 541

(1) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 décrits au tableau 4, à la page 20A.

Perspectives pour 2002

Étant donné les perspectives économiques, nous nous attendons à une modeste croissance des revenus en 2002. Nous comptons poursuivre nos efforts de compression des coûts ainsi que la restructuration organisationnelle qui vise à améliorer notre service à la clientèle. Nous prévoyons que notre rendement en matière de coûts compensera toute faiblesse des revenus et générera une croissance modérée du bénéfice net (selon la comptabilité de caisse). Le principal risque lié à nos perspectives pour 2002 est une prolongation du ralentissement économique qui pourrait se traduire par une baisse continue des volumes de transactions et par une perte de vitesse des opérations de fusion et d'acquisition, des activités de placement de nouveaux titres et des services de consultation.

Stratégie par division

Rendement financier de base par division

Banque internationale

La division Banque internationale offre une gamme complète de produits de crédit et de produits de financement aux entreprises, y compris des services de prise ferme de titres de participation et de créance, des services de conseils et d'exécution en matière de fusions et d'acquisitions, des services de souscriptions privées, du crédit mezzanine, des prêts consortiaux et des services de titrisation des actifs et de financement structuré.

Les objectifs de 2002 sont les suivants :

- Au sein de la nouvelle division Services des marchés des capitaux (voir les points saillants, à la page 12), continuer d'offrir aux clients des services novateurs et efficaces basés sur notre savoir-faire dans le secteur, sur notre connaissance approfondie des marchés financiers et sur le vaste choix de nos produits.
- Procéder à l'intégration de nos services de banque d'investissement aux États-Unis et au Canada.
- Accroître nos services de financement structuré et de titrisation.
- Poursuivre la gestion serrée et active du risque lié au portefeuille de prêts, qui devrait réduire davantage la taille de notre portefeuille de prêts aux entreprises tout en améliorant la qualité du bénéfice tiré de ce dernier.

Malgré un ralentissement des activités de fusion d'entreprises, la division Banque internationale a généré des revenus pratiquement inchangés par rapport à l'an dernier. La baisse des revenus tirés des regroupements d'entreprises a été compensée par une hausse de 14 % des revenus tirés des prêts aux entreprises, attribuable aux écarts plus élevés, et par une augmentation des autres commissions sur prêts. La provision pour pertes sur créances s'est établie à 407 millions de dollars, en hausse par rapport à 91 millions en 2000. Ce résultat reflète principalement la détérioration des créances dans le secteur des télécommunications aux États-Unis.

Résultats de base

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	–	**855 $**	855 $
Actif moyen	–	**28 400**	28 500

Actions internationales

La division Actions internationales offre aux investisseurs institutionnels au Canada des services complets de recherche, de vente et de négociation relativement aux actions cotées et aux produits connexes, ainsi que des services de placement de nouveaux titres, et elle offre des produits structurés en Amérique du Nord et à l'étranger. Au 1er novembre 2001, nous avons procédé à l'intégration de nos services de recherche, de vente et de négociation et des activités de la division Services des marchés des capitaux.

Notre objectif est de créer en Amérique du Nord une gamme complète de produits structurés et de produits destinés aux secteurs de la technologie, des soins de santé, de l'énergie et de l'exploitation minière, et de tirer parti de l'intégration des activités de Dain Rauscher Wessels au sein des activités des Services des marchés des capitaux.

Les objectifs de 2002 sont les suivants :

- Mettre en œuvre de nouvelles activités de négociation et internationaliser une plus grande part du volume actuel de nos ordres boursiers d'ici la fin du deuxième trimestre.
- Restructurer nos activités de vente et de négociation en Europe.
- Tirer parti des fonds spéculatifs dans le cadre des activités de vente et de négociation.

Les revenus de la division Actions internationales ont chuté de 6 % par rapport à 2000. Cette baisse est imputable aux plus faibles volumes des opérations et à la volatilité réduite du marché des actions. Les activités de vente et de négociation ont subi l'effet défavorable de la faiblesse des marchés financiers, ce qui a entraîné une baisse des commissions d'intermédiaire, du placement de nouveaux titres et des revenus tirés des activités de négociation exclusives et des produits dérivés au pays, par rapport à l'an dernier. Les revenus tirés des produits dérivés de la division Actions internationales, qui ont augmenté de 24 % à l'exercice 2001, ont en partie compensé cette baisse.

Résultats de base

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	(6)%	**684 $**	731 $
Actif moyen	10	**15 700**	14 300

Marchés internationaux

La division Marchés internationaux fournit, 24 heures sur 24, des services de gestion des fonds monétaires des opérations à revenu fixe, des opérations de change et du risque de change et exploite un vaste réseau mondial de bureaux de vente et de négociation à partir de ses plaques tournantes situées à Toronto, Londres, New York et Sydney. Les services sont également fournis au moyen de FX Direct, le service de courtage en ligne de la division. Les services à revenu fixe comprennent les activités de prise ferme, de négociation et de distribution de titres d'emprunt de sociétés et de gouvernements, de produits dérivés de taux d'intérêt et de crédit, d'euro-obligations et d'obligations à rendement élevé.

Nos objectifs de 2002 sont les suivants :

- Poursuivre l'expansion de notre gamme de produits dérivés à l'échelle mondiale.
- Continuer de fournir des solutions de commerce électronique à nos clients.
- Maintenir notre position de chef de file sur les marchés canadiens et notre position concurrentielle partout dans le monde.
- Continuer de tirer parti des possibilités de services exclusifs sur le marché.

Les revenus de la division Marchés internationaux se sont chiffrés à un montant record de près de 1 milliard de dollars à l'exercice 2001, en hausse de 33 % par rapport à l'an dernier. Les revenus de toutes les gammes de produits de la division ont connu une croissance record, en particulier les services à revenu fixe et les opérations de change ont tout particulièrement connu une hausse importante des revenus. Les volumes d'activité de Change en direct, notre système exclusif d'opérations de change en ligne, ont progressé de 54 % par rapport à 2000.

Résultats de base

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	33 %	**991 $**	744 $
Actif moyen	25	**111 600**	89 100

Dain Rauscher Wessels

Les fonctions de recherche de DRW sont à la base du succès que la société a obtenu relativement à ses activités de banque d'investissement, de vente et de négociation. L'accent que DRW met sur les secteurs d'activité vient compléter les domaines d'expertise de RBC Marchés des Capitaux et constitue l'un des nombreux facteurs qui assureront l'expansion des Services des marchés des capitaux en Amérique du Nord, lorsque l'intégration des activités de Dain Rauscher Wessels sera achevée en 2002.

DRW, une société acquise en janvier 2001, a généré des revenus de 246 millions de dollars. De ce montant, 64 % sont attribuables aux activités de vente et de négociation d'actions aux États-Unis, et le reste, aux services de banque d'investissement. DRW a mis en œuvre un certain nombre de mesures de gestion des charges durant l'exercice, et elle prévoit poursuivre ces mesures en 2002.

Résultats de base

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	n.s.	**246 $**	– $
Actif moyen	n.s.	**700**	–

n.s. non significatif

Traitement des opérations

Profil

Ce secteur, qui est exploité sous la bannière RBC Services Internationaux, offre des services spécialisés de traitement des opérations aux clients du secteur privé, aux entreprises et clients institutionnels au Canada et sur des marchés internationaux choisis. Les activités principales incluent les services de garde, de correspondance bancaire et de gestion de trésorerie, ainsi que les services de paiement et le financement des opérations commerciales.

Stratégie

Les stratégies clés du secteur Traitement des opérations sont les suivantes :

- Tirer parti des relations-clients et de notre position de chef de file au Canada pour mettre au point de nouvelles activités sur des marchés choisis au pays et à l'étranger.
- Accroître les activités au moyen d'alliances, d'acquisitions et de partenariats clés.
- Aligner et concevoir de nouveaux produits et services tels que des services d'impartition en matière d'administration des fonds communs de placement.
- Poursuivre l'amélioration de nos activités de traitement et de nos systèmes afin de fournir de nouvelles possibilités et d'améliorer l'efficience, et continuer de favoriser les économies d'échelle.

Accent mis sur la stabilité et les services tarifés

Nos activités de traitement des opérations jouissent d'un bénéfice stable et présentent un énorme potentiel de croissance. Nous continuerons à diversifier davantage nos sources de revenus grâce à la prestation de services à valeur ajoutée.

REVENUS DE BASE PAR DIVISION
(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)

Rendement financier de base (1)

Le secteur Traitement des opérations a enregistré un solide rendement, son bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) et son bénéfice net ayant progressé de 7 % par rapport à l'an dernier. L'apport du secteur continue de représenter 6 % du bénéfice net total (selon la comptabilité de caisse) de la Banque.

La croissance des revenus de 6 % enregistrée en 2001 a excédé la croissance des charges, qui s'est établie à 4 %. La croissance des revenus est en grande partie attribuable à la division Services aux investisseurs.

Le profit économique s'est établi à 85 millions de dollars; le rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse) et le rendement des capitaux propres se sont chiffrés respectivement à 31,1 % et à 29,4 %; les diminutions de ces deux derniers éléments par rapport à 2000 reflètent surtout le montant de 100 millions de dollars supplémentaires en capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires qui a été affecté au secteur pour contrecarrer le risque opérationnel.

Résultats de base (1)

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenu net d'intérêt	(6)%	**150 $**	160 $
Autres produits	10	**563**	514
Revenus bruts	6	**713**	674
Recouvrement de la provision pour pertes sur créances	(90)	**2**	21
Frais autres que d'intérêt	4	**476**	459
Bénéfice net avant impôts	1	**239**	236
Charge d'impôts	7	**95**	102
Bénéfice net	7 %	**144 $**	134 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse)	7 %	**152 $**	142 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) en pourcentage du bénéfice net total (selon la comptabilité de caisse) de la Banque	– p.b.	**6 %**	6 %
Rendement des capitaux propres	(280)p.b.	**29,4 %**	32,2 %
Rendement des capitaux propres (selon la comptabilité de caisse)	(300)p.b.	**31,1 %**	34,1 %
Profit économique	4 %	**85 $**	82 $
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	25	**500**	400
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	24	**2 553**	2 061

(1) Il n'y avait aucun élément exceptionnel en 2000 ni en 2001 pour le secteur Traitement des opérations; par conséquent, les résultats de base sont identiques aux résultats déclarés.

Perspectives pour 2002

Bien que les chutes de taux d'intérêt aient eu des répercussions sur les revenus tirés des dépôts et des soldes de caisse, la plupart de nos activités liées aux services tarifés ne sont pas vraiment touchées par les fluctuations de la conjoncture. Par conséquent, en tenant compte des résultats de Perpetual Fund Services pour un exercice complet et de nos stratégies de croissance, nous prévoyons obtenir un accroissement des revenus supérieur à 10 % en 2002. Le secteur Traitement des opérations continuera de se concentrer sur la vente de services à valeur ajoutée, tels que les prêts de titres et les services-conseils relatifs aux opérations commerciales, de manière à diversifier davantage ses sources de revenus. Nous offrirons également de nouveaux services, tels que des services d'impartition liés à l'administration des fonds communs de placement, et nous tirerons profit de l'acquisition de Perpetual Fund Services.

Stratégie par division

Services aux institutions et aux investisseurs

Les Services aux institutions et aux investisseurs se classent au premier rang pour les services de garde de titres canadiens, selon le volume de biens administrés, et ils sont un prestataire reconnu de services de garde de titres et de services connexes auprès des sociétés et des investisseurs institutionnels à l'échelle mondiale. La division exploite 13 bureaux dans le monde, et son réseau de services de garde internationaux s'étend sur plus de 80 marchés.

Notre objectif consiste à protéger et à étendre nos activités de base au Canada et à fournir des services aux gestionnaires de fonds, aux institutions financières et aux banques offrant des services de gestion privée. Nous tirerons parti de l'acquisition de Perpetual Fund Services, une unité opérationnelle offrant des services traditionnels, pour accélérer notre croissance en Australie et dans la région de l'Asie-Pacifique.

Notre alliance stratégique avec CI Mutual Funds nous aidera à accroître nos relations d'affaires avec les sociétés de fonds de placement, de manière à leur offrir des solutions personnalisées qui leur permettront d'améliorer leur efficience et leur compétitivité sur le marché. Nous prévoyons explorer davantage les possibilités d'offrir des services d'impartition liés à l'administration des fonds communs de placement au cours du prochain exercice.

Rendement financier de base par division

La croissance des revenus de 11 % enregistrée en 2001 provient de la croissance des commissions provenant des nouvelles activités et des services à valeur ajoutée. Les biens administrés ont augmenté de 2 % par rapport à l'exercice 2000. L'acquisition de Perpetual Fund Services a occasionné une augmentation de 60 milliards de dollars des biens administrés en 2001, mais l'incidence de la chute du marché des actions sur les biens administrés annule en grande partie cette augmentation.

Résultats de base

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	11 %	**398 $**	360 $
Biens administrés	2	**936 700**	920 000

Institutions financières

Cette division offre une gamme complète de services de correspondance bancaire aux banques partout au monde et aux maisons de courtage au Canada. Les services comprennent également la gestion de trésorerie, les paiements, la compensation, la négociation, les opérations de change, les prêts de produits dérivés, les prêts de titres, la garde et le règlement des titres, ainsi que le financement structuré.

Nous tirerons profit de nos relations-clients et de notre position de chef de file sur le marché des opérations de compensation effectuées en dollars canadiens, de manière à créer de nouvelles activités sur des marchés ciblés à l'échelle internationale et à offrir à nos clients des services à valeur ajoutée.

Au cours de 2002, nous poursuivrons nos efforts visant à obtenir plus de 50 % des mandats accordés au Canada relativement au système CLS (Continuous Linked Settlement).

Les revenus ont reculé de 4 % par rapport à l'exercice 2000, en raison principalement du reclassement, effectué en 2000, de certains revenus, qui sont maintenant présentés dans le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux plutôt que dans le secteur Traitement des opérations. Hormis ce reclassement, les revenus auraient augmenté de 4 %, résultat qui reflète une croissance des commissions contrebalancée en partie par la réduction des écarts relatifs aux dépôts et aux prêts.

Résultats de base

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	(4)%	**113 $**	118 $
Actif moyen	67	**2 000**	1 200
Moyenne des dépôts	–	**1 700**	1 700

Gestion de trésorerie et commerce

La division Gestion de trésorerie et commerce fournit des services de gestion de trésorerie aux PME ainsi qu'aux clients du secteur privé, aux entreprises et aux clients du secteur public; les services comptent notamment une vaste gamme de solutions de commerce électronique et de technologies basées sur le Web. Notre équipe responsable du commerce offre aux importateurs et exportateurs, tant au Canada qu'à l'étranger, divers produits, services et services-conseils liés aux opérations commerciales. Notre centre de paiements offre un nombre important de services de paiement au pays et à l'étranger pour des clients situés partout dans le monde, et il constitue le plus important centre de traitement de paiements effectués en dollars canadiens au pays.

Nous nous engageons à répondre aux besoins changeants de nos clients commerciaux en leur offrant des produits par l'intermédiaire de divers réseaux. L'un de nos projets clés en cours vise la conception d'une plateforme électronique de gestion de trésorerie sur le Web qui soit solide et extensible et qui permettra le lancement continu de produits et de services électroniques pour nos clients commerciaux.

Nos activités en matière de commerce sont biens positionnées pour que nous puissions profiter des nouvelles tendances en matière d'opérations commerciales et pour tirer parti d'alliances afin de générer de nouvelles sources de revenus en Amérique du Nord et à l'étranger.

Les revenus ont progressé de 3 % par rapport à l'exercice 2000, car la croissance de 11 % des revenus provenant des services tarifés a compensé la chute de 9 % du revenu net d'intérêt. La baisse des taux d'intérêt à court terme en 2001 a influé sur les écarts liés aux soldes de dépôts. Les volumes de paiement ont augmenté de 17 % tandis que le taux d'erreurs de paiement a poursuivi son recul.

Résultats de base

(en millions de dollars, volumes en milliers)	Variation en pourcentage	**2001**	2000
Revenus bruts	3 %	**202 $**	196 $
Moyenne des dépôts	3	**6 000**	5 800
Volumes de paiement	17	**4 900**	4 200
Erreurs de paiement (par tranche de 10 000 paiements)	(1)	**0,81**	0,82

Priorité financière : croissance et diversification des revenus

Points saillants

- Croissance des revenus (d'exploitation) de base de 19 %, qui reflète les acquisitions
- Croissance des revenus d'exploitation de 3 % en excluant les acquisitions
- Revenu net d'intérêt en hausse de 23 %
- Marge nette d'intérêt de 2,00 %, en hausse de 12 points de base
- Autres produits de base en hausse de 15 %
- Autres produits de base représentant 54 % du total des revenus

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a progressé de 23 % par rapport à l'exercice 2000, pour s'établir à 6,5 milliards de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable à l'accroissement des volumes d'actifs productifs d'intérêt, en particulier les prêts de détail et les actifs découlant des acquisitions effectuées au cours de la dernière année. En excluant l'incidence des acquisitions récentes (Centura, Dain Rauscher, Liberty et Prism Financial), le revenu net d'intérêt aurait augmenté de 14 %.

Le revenu net d'intérêt a également progressé en raison de la baisse des coûts de financement liés au portefeuille de produits dérivés sur actions, baisse attribuable à la chute des taux d'intérêt. Les revenus tirés des activités de négociation liées au portefeuille de produits dérivés sur actions sont inscrits dans les autres produits.

Comme l'indique le tableau 6 ci-dessous, la marge nette d'intérêt a augmenté de 12 points de base par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 2,00 %, car les avantages d'une marge nette d'intérêt plus élevée relativement à RBC Centura et la baisse des coûts de financement liés aux produits dérivés sur actions à l'échelle internationale ont largement compensé le resserrement de l'écart moindre entre le taux préférentiel et les coûts de financement liés aux dépôts de base; cet écart découle d'une chute du taux préférentiel moyen au Canada, lequel est passé de 7,05 % à l'exercice 2000 à 6,56 %.

TABLEAU 6 Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	1999
Actif moyen	**327 100 $**	281 900 $	269 900 $
Revenu net d'intérêt (1)	**6 549**	5 307	5 155
Marge nette d'intérêt (2)	**2,00 %**	1,88 %	1,91 %

(1) Selon l'équivalent imposable.
(2) Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable, exprimé en pourcentage de la moyenne du total de l'actif.

Solide croissance des revenus de base

Notre expansion à l'échelle internationale et la diversification de nos activités ont donné lieu à une croissance des revenus de base de 19 % en 2001. Taux de croissance annualisé de 11,7 %.

(1) En excluant les éléments exceptionnels, selon l'équivalent imposable.

Autres produits

Comme l'indique le tableau 9 de la page 35A, les autres produits de base (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 4, à la page 20A) se sont chiffrés à 7,8 milliards de dollars, en hausse de 1,0 milliard, ou 15 %, par rapport à 2000. Ce résultat reflète les acquisitions effectuées. Les autres produits de base ont représenté 54 % du total des revenus de base, en baisse par rapport à 56 % en 2000. Ce résultat est attribuable à l'acquisition de Centura, qui tire du revenu net d'intérêt un pourcentage plus élevé de ses revenus que la Banque.

Les autres produits de base des Services aux particuliers et aux entreprises se sont accrus de 20 %, ceux du secteur Assurance ont augmenté de 36 %, ceux de la Gestion de patrimoine ont progressé de 26 %, et ceux du secteur Grande entreprise et marchés des capitaux ont augmenté de 3 %, résultats qui reflètent en partie les acquisitions effectuées. Les autres produits du secteur Traitement des opérations ont grimpé de 10 %. En excluant l'incidence des acquisitions, les autres produits de base ont chuté de 6 %. Bien que quatre secteurs d'exploitation aient connu une croissance de leurs revenus, cette croissance a été complètement annulée par le recul enregistré par la Gestion de patrimoine, qui a connu une importante baisse du volume des transactions effectuées par les clients, tant en ce qui concerne les services de courtage traditionnel que les services de courtage à escompte.

Toutes les sources d'autres produits de base ont augmenté en 2001, à l'exception de la vente de valeurs mobilières, car la Banque a aussi dévalué certains investissements. Les revenus tirés de la titrisation ont progressé en raison de la titrisation de soldes de cartes de crédit et de soldes hypothécaires effectuée durant l'exercice, et la méthode de comptabilisation des gains a été modifiée au cours de l'exercice (voir la note 1 des notes complémentaires, à la page 64A), tandis que les commissions de crédit ont progressé en raison de l'augmentation des commissions tirées des acceptations de banque. Les revenus tirés des activités d'assurance, les commissions de gestion de placements et de services de garde, les revenus tirés des activités de négociation, les frais bancaires sur les dépôts et les paiements et les revenus sur cartes ont tous augmenté, en raison en partie des acquisitions effectuées. Les commissions sur le marché financier et les revenus tirés des fonds communs de placement ont tous deux connu une modeste hausse de 3 %, qui reflète l'incidence du recul des marchés financiers en 2001. Bien que Fonds d'investissement Royal ait enregistré une croissance de l'actif de plus de 300 millions de dollars en 2001, les clients ont, au cours de l'exercice, délaissé les produits générant des rendements plus élevés en faveur de fonds du marché monétaire produisant des rendements moins élevés. Les autres produits ont connu une hausse importante, en grande partie grâce aux revenus tirés des acquisitions, qui ne sont pas inclus dans les autres catégories des autres produits, de même qu'aux revenus considérablement plus élevés de RBC Prism Mortgage au cours de l'exercice.

En excluant l'incidence des acquisitions, les frais bancaires sur les dépôts et les paiements, les revenus tirés des activités d'assurance, les commissions de gestion de placements et de services de garde, les commissions de crédit et les revenus tirés des fonds communs de placement ont tous progressé par rapport à l'exercice 2000, résultat qui reflète la croissance interne. Les revenus tirés de la titrisation ont également connu une hausse, qui traduit en grande partie les activités dont il est fait mention ci-dessus. Toutefois, en excluant l'incidence des acquisitions, les commissions sur le marché financier et les revenus tirés des activités de négociation ont reculé par rapport à 2000, en raison principalement du repli des marchés des capitaux.

Perspectives

La Banque vise une croissance des revenus de base de 7 % à 10 % à l'exercice 2002. La direction croit que l'ajout des revenus de RBC Centura pour 12 mois (par rapport à leur inclusion pour 5 mois à l'exercice 2001) et la reprise prévue de l'économie au deuxième semestre de 2002 lui permettront d'atteindre cet objectif.

TABLEAU 7 Revenu net d'intérêt sur l'actif et le passif moyens

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Soldes moyens (1)			Intérêt (2)			Taux moyen		
	2001	2000	1999	**2001**	2000	1999	**2001**	2000	1999
Actif									
Dépôts à d'autres banques									
Au Canada	**437 $**	528 $	289 $	**18 $**	22 $	12 $	**4,12 %**	4,17 %	4,15 %
À l'étranger	**17 087**	14 740	15 596	**813**	802	714	**4,76**	5,44	4,58
	17 524	15 268	15 885	**831**	824	726	**4,74**	5,40	4,57
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	**51 429**	38 450	32 333	**2 143**	1 519	1 193	**4,17**	3,95	3,69
Titres du compte de placement	**21 154**	20 142	17 519	**1 125**	1 129	973	**5,32**	5,61	5,55
Titres de substitut de prêt	**463**	495	703	**45**	49	59	**9,72**	9,90	8,39
	73 046	59 087	50 555	**3 313**	2 697	2 225	**4,54**	4,56	4,40
Prêts (3)									
Au Canada									
Prêts hypothécaires résidentiels	**62 448**	59 860	58 176	**4 087**	3 891	3 792	**6,54**	6,50	6,52
Prêts aux particuliers	**28 089**	26 949	24 347	**2 325**	2 290	1 945	**8,28**	8,50	7,99
Prêts sur cartes de crédit	**4 586**	3 559	2 297	**556**	405	226	**12,12**	11,38	9,84
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**32 347**	32 927	32 152	**1 281**	1 506	1 399	**3,96**	4,57	4,35
Biens acquis en vertu de conventions de revente	**14 206**	12 713	12 005	**731**	693	604	**5,15**	5,45	5,03
	141 676	136 008	128 977	**8 980**	8 785	7 966	**6,34**	6,46	6,18
À l'étranger									
Prêts	**32 836**	24 495	27 405	**3 783**	3 446	3 032	**11,52**	14,07	11,06
Biens acquis en vertu de conventions de revente	**15 385**	9 016	9 764	**432**	385	289	**2,81**	4,27	2,96
	48 221	33 511	37 169	**4 215**	3 831	3 321	**8,74**	11,43	8,93
	189 897	169 519	166 146	**13 195**	12 616	11 287	**6,95**	7,44	6,79
Total de l'actif productif d'intérêt	**280 467**	243 874	232 586	**17 339**	16 137	14 238	**6,18**	6,62	6,12
Dépôts non productifs d'intérêt à d'autres banques	**267**	162	341						
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	**9 890**	10 281	9 508						
Autres actifs	**36 476**	27 583	27 465						
Total de l'actif	**327 100 $**	281 900 $	269 900 $	**17 339 $**	16 137 $	14 238 $	**5,30 %**	5,72 %	5,28 %
Passif et capitaux propres									
Dépôts (4)									
Au Canada	**110 228 $**	107 533 $	104 919 $	**4 712 $**	5 060 $	4 480 $	**4,27 %**	4,71 %	4,27 %
À l'étranger	**89 629**	70 575	66 498	**4 000**	3 997	3 156	**4,46**	5,66	4,75
	199 857	178 108	171 417	**8 712**	9 057	7 636	**4,36**	5,09	4,45
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	**16 509**	14 195	15 015	**654**	656	554	**3,96**	4,62	3,69
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	**19 892**	11 873	12 169	**894**	653	532	**4,49**	5,50	4,37
Débentures subordonnées	**6 723**	5 129	4 499	**405**	344	286	**6,02**	6,71	6,36
Autres passifs portant intérêt	**3 124**	3 042	5 574	**125**	120	75	**4,00**	3,94	1,35
Total du passif portant intérêt	**246 105**	212 347	208 674	**10 790**	10 830	9 083	**4,38**	5,10	4,35
Dépôts ne portant pas intérêt	**18 568**	15 654	13 379						
Acceptations	**9 890**	10 281	9 508						
Autres passifs	**36 621**	30 829	25 864						
	311 184	269 111	257 425	**10 790**	10 830	9 083	**3,47**	4,02	3,53
Capitaux propres									
Actions privilégiées	**2 073**	1 975	2 211						
Actions ordinaires	**13 843**	10 814	10 264						
Total du passif et des capitaux propres	**327 100 $**	281 900 $	269 900 $	**10 790 $**	10 830 $	9 083 $	**3,30 %**	3,84 %	3,37 %
Revenu net d'intérêt, en pourcentage du total de l'actif moyen	**327 100 $**	281 900 $	269 900 $	**6 549 $**	5 307 $	5 155 $	**2,00 %**	1,88 %	1,91 %
Revenu net d'intérêt, en pourcentage du total de l'actif productif d'intérêt moyen									
Au Canada	**182 892 $**	176 781 $	167 435 $	**5 343 $**	4 796 $	4 405 $	**2,92 %**	2,71 %	2,63 %
À l'étranger	**97 575**	67 093	65 151	**1 206**	511	750	**1,24**	0,76	1,15
Total	**280 467 $**	243 874 $	232 586 $	**6 549 $**	5 307 $	5 155 $	**2,34 %**	2,18 %	2,22 %

(1) Calculé sur une base quotidienne.

(2) Le revenu d'intérêt comprend des commissions sur prêts de 328 millions de dollars en 2001 (274 millions en 2000; 250 millions en 1999). La majoration au montant imposable équivalent est basée sur le taux d'imposition canadien prévu par la loi de 41,5 % en 2001 (42,8 % en 2000; 43,0 % en 1999) et le taux d'imposition fédéral américain de 39,5 %.

(3) Les soldes moyens comprennent les prêts douteux et sont présentés déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur créances.

(4) Les dépôts comprennent les dépôts d'épargne, lesquels avaient des soldes moyens de 38 milliards de dollars (34 milliards en 2000; 33 milliards en 1999), des frais d'intérêt de 0,6 milliard (0,7 milliard en 2000; 0,6 milliard en 1999) ainsi que des taux moyens de 1,58 % (2,06 % en 2000; 1,82 % en 1999). Les dépôts comprennent également les dépôts à terme, lesquels avaient des soldes moyens de 44 milliards de dollars (38 milliards en 2000; 37 milliards en 1999), des frais d'intérêt de 2,0 milliards (2,0 milliards en 2000 et en 1999) ainsi que des taux moyens de 4,55 % (5,26 % en 2000; 5,41 % en 1999).

TABLEAU 8 Variation du revenu net d'intérêt

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	**2001 sur 2000 Facteurs d'augmentation (de diminution)**			2000 sur 1999 Facteurs d'augmentation (de diminution)		
	Volume moyen (1)	**Taux moyen** (1)	**Variation nette**	Volume moyen (1)	Taux moyen (1)	Variation nette
Actif						
Dépôts à d'autres banques						
Au Canada	**(4)$**	**– $**	**(4)$**	10 $	– $	10 $
À l'étranger	**119**	**(108)**	**11**	(41)	129	88
Valeurs mobilières						
Titres du compte de négociation	**537**	**87**	**624**	237	89	326
Titres du compte de placement	**55**	**(59)**	**(4)**	147	9	156
Titres de substitut de prêt	**(3)**	**(1)**	**(4)**	(19)	9	(10)
Prêts						
Au Canada						
Prêts hypothécaires résidentiels	**169**	**27**	**196**	109	(10)	99
Prêts aux particuliers	**95**	**(60)**	**35**	216	129	345
Prêts sur cartes de crédit	**123**	**28**	**151**	139	40	179
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**(26)**	**(199)**	**(225)**	34	73	107
Biens acquis en vertu de conventions de revente	**79**	**(41)**	**38**	37	52	89
À l'étranger						
Prêts	**1 035**	**(698)**	**337**	(347)	761	414
Biens acquis en vertu de conventions de revente	**209**	**(162)**	**47**	(24)	120	96
Total du revenu d'intérêt	**2 388 $**	**(1 186)$**	**1 202 $**	498 $	1 401 $	1 899 $
Passif						
Dépôts						
Au Canada	**124 $**	**(472)$**	**(348)$**	114 $	466 $	580 $
À l'étranger	**951**	**(948)**	**3**	203	638	841
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	**99**	**(101)**	**(2)**	(32)	134	102
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	**377**	**(136)**	**241**	(13)	134	121
Débentures subordonnées	**99**	**(38)**	**61**	42	16	58
Autres passifs portant intérêt	**4**	**1**	**5**	(47)	92	45
Total des frais d'intérêt	**1 654**	**(1 694)**	**(40)**	267	1 480	1 747
Revenu net d'intérêt	**734 $**	**508 $**	**1 242 $**	231 $	(79)$	152 $

(1) L'écart de volume ou de taux est attribué en fonction du pourcentage des variations de soldes et de taux par rapport au total de la variation nette du revenu net d'intérêt selon l'équivalent imposable.

TABLEAU 9 Autres produits

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2001	2000	1999	2001 sur 2000 Augmentation (diminution)	
Commissions sur le marché financier	**1 870 $**	1 810 $	1 209 $	**60 $**	**3 %**
Revenus tirés des activités de négociation	**1 820**	1 540	1 106	**280**	**18**
Commissions de gestion de placements et de services de garde	**895**	684	547	**211**	**31**
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	**887**	756	688	**131**	**17**
Revenus tirés de fonds communs de placement	**546**	528	479	**18**	**3**
Revenus sur cartes	**458**	420	362	**38**	**9**
Revenus de change autres que de négociation	**312**	299	243	**13**	**4**
Commissions de crédit	**237**	212	189	**25**	**12**
Revenus tirés des activités d'assurance	**201**	191	161	**10**	**5**
Revenus tirés de la titrisation	**123**	115	222	**8**	**7**
Gain (perte) résultant de l'aliénation de locaux et de matériel	**22**	(16)	(5)	**38**	**238**
Gain (perte) à la vente de valeurs mobilières	**(128)**	(11)	18	**(117)**	**n.s.**
Autres	**527**	204	156	**323**	**158**
Total des autres produits de base	**7 770**	6 732	5 375	**1 038**	**15**
Éléments exceptionnels (1)	**445**	–	105	**445**	**n.s.**
Total	**8 215 $**	6 732 $	5 480 $	**1 483 $**	**22 %**

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 4, à la page 20A. Les éléments exceptionnels de 105 millions de dollars en 1999 comprenaient un gain de 95 millions à la vente de propriétés immobilières et un gain de 28 millions à la vente de valeurs mobilières, contrebalancés en partie par une réduction de valeur de 18 millions de certains placements.

n.s. non significatif

TABLEAU 10 Revenus tirés des activités de négociation

(en millions de dollars)	2001	2000	1999
Revenu net d'intérêt (1)	**(68)$**	(365)$	5 $
Autres produits (2)	**1 820**	1 540	1 106
Total	**1 752 $**	1 175 $	1 111 $
Par type de produit			
Titres de participation	**684 $**	495 $	325 $
Titres à revenu fixe et instruments du marché monétaire (3)	**726**	378	492
Contrats de change (4)	**340**	301	290
Contrats sur marchandises et sur métaux précieux	**2**	1	4
Total	**1 752 $**	1 175 $	1 111 $

(1) Comprend l'intérêt gagné sur les titres de négociation et les autres instruments monétaires détenus dans les portefeuilles de titres de négociation, moins les coûts de financement associés aux produits dérivés de négociation et aux positions de négociation.

(2) Comprend principalement les gains et les pertes réalisés et non réalisés associés aux titres de négociation, aux produits dérivés et aux contrats de change.

(3) Comprend des titres du gouvernement canadien, des titres d'emprunt de sociétés, des swaps, des options sur taux d'intérêt, des contrats à terme standardisés sur taux d'intérêt, des contrats de garantie de taux d'intérêt et des instruments monétaires connexes utilisés pour couvrir les portefeuil de produits dérivés de négociation.

(4) Comprend les opérations de change au comptant, les contrats à terme de gré à gré, les contrats à terme standardisés et les options de change.

Revenus tirés des activités de négociation

Les revenus tirés des activités de négociation comprennent les gains et les pertes sur les valeurs mobilières et les produits dérivés que la Banque négocie activement, ou qu'elle prévoit détenir pour de brèves périodes, et qui sont évalués chaque jour à la valeur du marché. Les notes 1 et 2 du tableau 10 présenté ci-dessus décrivent les revenus tirés des activités de négociation compris dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt.

À l'exercice 2001, le total des revenus tirés des activités de négociation a augmenté de 577 millions de dollars, ou 49 %, hausse qui est partiellement attribuable aux acquisitions effectuées au cours de la dernière année. La Banque continue d'éviter de détenir d'importantes positions de négociation pour son propre compte et effectue la majorité de ses activités de négociation à la demande de clients dans les principales devises et sur les principaux marchés des pays du G7. Les revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt ont augmenté de 297 millions de dollars en 2001, des montants de 118 millions et de 28 millions, respectivement, étant attribuables au portefeuille des produits dérivés sur actions et aux acquisitions effectuées au cours de l'exercice. Ces deux derniers facteurs ont compté pour (63) millions de dollars et 318 millions, respectivement, de l'augmentation de 280 millions des revenus tirés des activités de négociation incluses dans les autres produits. Comme il est mentionné à la page 32A, les coûts de financement découlant du portefeuille de dérivés internationaux sont inclus dans le revenu net d'intérêt, et les revenus sont constatés dans les autres produits.

En excluant les acquisitions, les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les autres produits ont reculé de 38 millions de dollars par rapport à l'exercice 2000, résultat qui reflète principalement le recul des marchés financiers en 2001.

Pour ce qui est des produits offerts, comme le montre le tableau 10 ci-dessus, les revenus tirés des contrats sur titres de participation ont progressé de 38 %, en raison principalement de la chute des coûts de financement liés aux produits dérivés sur actions. Les revenus tirés des titres de créance ont augmenté de 92 % en raison de l'aplatissement de la courbe de rendement des instruments à revenu fixe, et les revenus tirés des activités de négociation provenant des contrats de change ont progressé de 13 %.

Priorité financière : contrôle des coûts

Points saillants

- Frais autres que d'intérêt de base en hausse de 27 % par rapport à l'exercice 2000
- Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation, en excluant les acquisitions, en hausse de 2 % par rapport à l'exercice 2000

Rendement

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les frais autres que d'intérêt de base (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 4, à la page 20A) ont augmenté de 2,1 milliards de dollars, ou 27 %, par rapport à l'exercice 2000.

Les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 4, à la page 20A, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et certains frais d'acquisitions tels que les frais de rémunération au titre de la rétention) ont progressé de 26 % en 2001, un montant de 176 millions de dollars en frais de rémunération au titre de la rétention étant attribuable à l'acquisition de Dain Rauscher, et les coûts liés aux droits à la plus-value des actions s'étant chiffrés à 23 millions, par rapport à 52 millions en 2000. Les droits à la plus-value des actions ont initialement été octroyés en vertu du régime d'options d'achat d'actions en novembre 1999, et leurs coûts sont déterminés trimestriellement en fonction de la variation du cours des actions de la Banque et de leur calendrier d'acquisition, qui s'étale dans le temps.

Les frais autres que d'intérêt liés aux acquisitions récentes (en incluant les coûts d'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels) se sont établis à 1 823 millions de dollars en 2001, en hausse par rapport à 63 millions en 2000. En excluant ces coûts, les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation ont augmenté de 2 % par rapport à 2000.

À l'exercice 2001, certains régimes de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi ont fait l'objet de révisions. Ces révisions ont donné lieu à des modifications des hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations futures et, par conséquent, des coûts supplémentaires de 87 millions de dollars au titre des avantages sociaux ont été comptabilisés.

Les secteurs Grande entreprise et marchés des capitaux et Gestion de patrimoine ont pour leur part intensifié les efforts de rationalisation de leurs activités liées aux marchés financiers en raison de la détérioration des conditions de ceux-ci, qui s'est aggravée par suite des attentats terroristes commis le 11 septembre aux États-Unis. Ces mesures ont entraîné des charges de 57 millions de dollars, qui reflètent principalement les coûts de licenciement de personnel.

Une moins-value de 38 millions de dollars de l'écart d'acquisition relatif à Connor Clark Limited a par ailleurs été inscrite et incluse dans le total de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels, dans le cadre des activités de restructuration de la Gestion privée globale dont il est fait mention à la page 26A. Connor Clark, une société qui offre des services de gestion privée aux particuliers ayant un avoir net élevé, a été acquise en 1999.

En excluant les coûts relatifs aux avantages sociaux, aux efforts de rationalisation et à la moins-value de l'écart d'acquisition, ainsi que les frais autres que d'intérêt comptabilisés au cours de l'exercice relativement aux acquisitions récentes, les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation rajustés auraient diminué de 6 millions de dollars, comme il est indiqué dans le tableau ci-après. La Gestion de patrimoine aurait affiché une baisse de 134 millions de dollars ou 7 %, le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux, une baisse de 38 millions ou 3 %, et les Services aux particuliers et aux entreprises, une augmentation de 123 millions ou 3 %, tandis que le Traitement des opérations aurait connu une hausse de 17 millions ou 4 %, et le secteur Assurance, une augmentation de 23 millions ou 14 %. Les hausses des frais des secteurs Services aux particuliers et aux entreprises, Traitement des opérations et Assurance reflètent la croissance des activités de ces secteurs. Les baisses relatives à la Gestion de patrimoine et au secteur Grande entreprise et marchés des capitaux reflètent principalement les mesures de contrôle des coûts et le moins grand nombre de régimes de rémunération variable offerts dans les marchés financiers affaiblis.

Sur la même base (c.-à-d. en excluant tous les coûts mentionnés ci-dessus), les coûts relatifs aux ressources humaines auraient chuté de 6 %, les frais d'occupation auraient progressé de 9 %, les honoraires versés à des professionnels auraient augmenté de 21 %, l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels aurait connu une hausse de 19 %, et les autres coûts auraient grimpé de 52 %. L'importante augmentation des autres coûts traduit principalement une modification de la participation dans Symcor (un fournisseur de services d'impartition), effectuée au début de 2001. Puisque Symcor est désormais comptabilisée comme une participation, un montant de 303 millions de dollars des charges liées à Symcor a été inclus en 2001 dans les frais autres que d'intérêt. En 2000, une tranche de 264 millions de dollars des charges liées à Symcor avait été inscrite dans diverses catégories de frais, principalement les postes Communications, Ressources humaines et Matériel.

Frais autres que d'intérêt rajustés

Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation rajustés, en excluant les acquisitions, inchangés par rapport à l'exercice 2000 (en millions de dollars, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	**2001 sur 2000 Augmentation (diminution)**	
Frais autres que d'intérêt	**9 755 $**	7 581 $	**2 174 $**	**29 %**
Moins : Éléments exceptionnels (1)	**(91)**	–	**(91)**	
Frais autres que d'intérêt de base	**9 664**	7 581	**2 083**	**27**
Moins : Coûts liés aux droits à la plus-value des actions	**(23)**	(52)	**29**	
Frais de rémunération au titre de la rétention – RBC Dain Rauscher	**(176)**	–	**(176)**	
Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation	**9 465**	7 529	**1 936**	**26**
Moins : Frais autres que d'intérêt liés aux acquisitions récentes (2)	**(1 823)**	(63)	**(1 760)**	
Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation, en excluant les acquisitions	**7 642**	7 466	**176**	**2**
Moins : Charges importantes constatées à l'exercice 2001 (3)	**(182)**	–	**(182)**	
Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation rajustés, en excluant les acquisitions	**7 460 $**	7 466 $	**(6)$**	**–**

(1) Présenté au tableau 4, à la page 20A.
(2) Représente les frais autres que d'intérêt engagés par les sociétés acquises récemment (Centura, Liberty, Dain Rauscher et Prism Financial), et exclut les frais de rémunération au titre de la rétention et les charges au titre des mesures de réduction des coûts déjà déduits aux fins du calcul des frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation.
(3) Comprend 87 millions de dollars de coûts relatifs aux avantages sociaux, 57 millions de charges au titre des mesures de réduction des coûts, et une moins-value de 38 millions de l'écart d'acquisition, tous éléments qui sont décrits ci-dessus.

Perspectives

À l'exercice 2002, la Banque s'attend à ce que la croissance des charges d'exploitation soit inférieure à celle des revenus d'exploitation.

TABLEAU 11 Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2001	2000	1999	2001 sur 2000 Augmentation (diminution)	
Ressources humaines					
Salaires	**3 083 $**	2 496 $	2 594 $	**587 $**	**24 %**
Rémunération variable	**1 897**	1 662	927	**235**	**14**
Avantages sociaux	**721**	493	428	**228**	**46**
	5 701	4 651	3 949	**1 050**	**23**
Frais d'occupation					
Location des locaux, montant net	**561**	384	262	**177**	**46**
Réparations et entretien des locaux	**55**	68	88	**(13)**	**(19)**
Amortissement	**91**	81	92	**10**	**12**
Taxes foncières	**6**	15	41	**(9)**	**(60)**
Services publics	**11**	22	33	**(11)**	**(50)**
	724	570	516	**154**	**27**
Matériel					
Location et entretien du matériel informatique et de bureau	**431**	376	376	**55**	**15**
Amortissement	**298**	289	297	**9**	**3**
	729	665	673	**64**	**10**
Communications					
Télécommunications	**290**	225	225	**65**	**29**
Marketing et relations publiques	**180**	173	182	**7**	**4**
Affranchissement et messageries	**108**	170	157	**(62)**	**(36)**
Papeterie et impression	**108**	127	129	**(19)**	**(15)**
	686	695	693	**(9)**	**(1)**
Honoraires	**391**	267	274	**124**	**46**
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels	**284**	87	66	**197**	**226 %**
Autres					
Taxes d'affaires et taxes sur le capital	**171**	134	114	**37**	**28**
Assurance-dépôts	**30**	30	71	**–**	**–**
Déplacements et relocalisation	**121**	85	90	**36**	**42**
Formation des employés	**43**	38	48	**5**	**13**
Dons	**35**	26	29	**9**	**35**
Autres	**749**	333	343	**416**	**125 %**
	1 149	646	695	**503**	**78**
Total des frais autres que d'intérêt de base	**9 664**	7 581	6 866	**2 083**	**27**
Éléments exceptionnels (1)	**91**	–	194	**91**	**n.s.**
Total	**9 755 $**	7 581 $	7 060 $	**2 174 $**	**29 %**

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 4, à la page 20A. Les éléments exceptionnels de 194 millions de dollars en 1999 comprennent des charges de 153 millions liées à la restructuration et d'autres charges totalisant 41 millions.

n.s. non significatif

Accent sur le contrôle des coûts

La Banque continue d'accorder la priorité au contrôle des coûts et maintiendra, en 2002 et en 2003, un certain nombre des mesures de réduction des coûts mises en œuvre dans chaque secteur d'exploitation en 2001.

Les Services aux particuliers et aux entreprises prévoient maintenir le niveau des frais autres que d'intérêt en compensant les charges liées à la hausse des volumes et aux nouvelles activités par la mise en place de mesures de réduction des coûts. Cette stratégie comporte quatre volets :

- Éliminer le chevauchement des processus et les autres pratiques inefficientes. Ainsi, en août 2001, les activités de cartes de crédit ont été intégrées aux produits et activités de vente des Services aux particuliers et aux entreprises.
- Consolider les capacités en matière de prestation de services par voie électronique et par d'autres moyens à faible coût.
- Optimiser le réseau de succursales traditionnelles. Depuis 1993, les Services aux particuliers et aux entreprises ont rationalisé leur réseau de succursales traditionnelles, et éliminé plus de 400 unités de service. Ils ont également mis en œuvre une stratégie visant l'établissement de succursales en milieu urbain, suburbain et rural, et ouvert des guichets automatiques dans certains magasins, ainsi que des succursales dans des réserves autochtones en vertu de contrats d'agence, de manière à répondre aux besoins des différents marchés.
- Poursuivre les activités d'impartition/de regroupement de ressources et de désinvestissement. Au premier trimestre de 2001, les Services aux particuliers et aux entreprises ont confié à NCR leurs activités de guichets automatiques, et ils ont également constitué Solutions Moneris, une coentreprise formée conjointement avec la Banque de Montréal qui offre aux marchands des services de traitement d'opérations effectuées par cartes.

Par ailleurs, RBC Centura, une société acquise en 2001, prévoit poursuivre ses mesures de réduction des coûts à l'égard des services de détail aux États-Unis. RBC Centura vise, à moyen terme (de trois à cinq ans), une croissance des charges se situant entre 3 % et 4 %, soit un taux inférieur à la croissance des revenus projetée de 6 % à 8 %. La Banque prévoit réaliser des économies annuelles de 70 millions de dollars US en 2002 grâce au regroupement des activités des centres d'appel et des services de soutien de Security First Network Bank avec les activités de RBC Centura, effectué à la mi-août 2001, et grâce au pouvoir d'achat de la Banque et au regroupement dans un seul centre des unités fonctionnelles des ressources humaines, de la finance et du marketing de RBC Centura, de RBC Prism Mortgage et de RBC Builder Finance.

Le secteur Assurance concentre une bonne partie de ses efforts sur l'intégration des systèmes et des processus opérationnels au Canada et aux États-Unis. Les possibilités d'intégration touchent principalement la technologie. Le secteur utilise déjà les capacités de commerce électronique pour accroître ses revenus tout en réduisant ses coûts, en offrant en ligne de l'assurance-voyage ainsi que des services de tarification en matière d'assurances habitation et automobile et d'assurance individuelle contre les accidents à sa clientèle canadienne.

RBC Liberty Insurance, aux États-Unis, s'efforce de réduire ses charges et a mis sur pied des mesures visant à centraliser ses infrastructures en matière de technologies de l'information, à consolider ses logiciels d'application et à réduire ses coûts indirects.

Les mesures de compression des coûts de la Gestion de patrimoine, mises en œuvre en 2001 pour compenser la faiblesse du marché, se poursuivront à l'exercice 2002. En octobre 2001, le secteur a regroupé les activités de RBC Conseils privés, les services fiduciaires et services de gestion privée destinés aux particuliers au Canada et les activités de la Gestion privée globale afin d'offrir aux clients des services plus intéressants et d'assurer l'efficacité des opérations. Par ailleurs, les activités d'Actions en direct (services de courtage à escompte) ont été rajustées en fonction des conditions actuelles du marché. Le secteur vise maintenant à réduire ses coûts en matière de technologie, de marketing et d'opérations dans toutes les unités opérationnelles et il continue d'examiner d'autres moyens de réduire les frais autres que d'intérêt de façon permanente.

RBC Dain Rauscher, l'unité de gestion de patrimoine aux États-Unis, procède à l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro, dont l'acquisition a été finalisée le 31 octobre 2001. Des réductions de coûts annuelles de plus de 60 millions de dollars US sont projetées; plus de la moitié de ces réductions devraient se produire en 2002, et le reste en 2003. Diverses initiatives ont été mises de l'avant pour que ces réductions se concrétisent, notamment l'élimination des postes qui se chevauchent et l'exploitation des économies d'échelle qui existent déjà au sein des activités de RBC Dain Rauscher.

Le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux continue d'accorder la priorité au contrôle des coûts. Ainsi, son effectif est demeuré inchangé de 1998 à 2000, même si près de 120 personnes supplémentaires ont été affectées aux nouvelles activités. L'ajout de 413 personnes à l'effectif en 2001 reflète principalement les acquisitions. Au cours des deux derniers trimestres de 2001, le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux a commencé à réduire les coûts, et il a accéléré ses efforts par suite des événements du 11 septembre. Ces mesures de réduction des coûts viseront tous les niveaux de l'organisation, mais elles permettront principalement de rationaliser les activités des Services des marchés des capitaux.

Le Traitement des opérations, dont les coûts fixes sont relativement élevés, est axé sur les économies d'échelle et il vise une amélioration continue de l'efficience de l'exploitation. Pour ce faire, il compte notamment poursuivre les investissements en matière de technologie et accroître les revenus. Des volumes plus élevés devraient découler de la croissance des revenus interne et de la conclusion d'acquisitions choisies, qui devraient également générer une réduction des coûts grâce à l'intégration.

TABLEAU 12 **Impôts et autres taxes**

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	1999
Charge d'impôts			
État consolidé des résultats	**1 340 $**	1 445 $	1 015 $
Majoration au montant imposable équivalent	**32**	28	35
	1 372	1 473	1 050
Autres taxes			
Taxe sur les produits et services et taxes de vente	**221**	208	187
Cotisations sociales	**237**	188	176
Taxes provinciales sur le capital	**146**	108	98
Taxes foncières (1)	**6**	16	55
Taxes d'affaires	**25**	26	16
Taxes sur les primes d'assurance	**21**	11	6
	656	557	538
Total	**2 028 $**	2 030 $	1 588 $
Taux d'imposition effectif sur les bénéfices (2)	**34,7 %**	38,6 %	36,5 %
Taux d'imposition effectif total (3)	**44,6 %**	46,9 %	47,4 %

(1) Comprend les montants portés en déduction des autres produits concernant les placements en biens immobiliers.
(2) Charge d'impôts présentée dans l'état consolidé des résultats en pourcentage du bénéfice net avant impôts sur les bénéfices.
(3) Le total de la charge d'impôts et des autres taxes est exprimé en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts et les autres taxes selon l'équivalent imposable.

Charge d'impôts et autres taxes

La charge d'impôts et les autres taxes présentées au tableau 12 ci-dessus ont totalisé 2,0 milliards de dollars à l'exercice 2001, soit 1 372 millions pour la charge d'impôts (y compris une majoration au montant imposable équivalent) et 656 millions pour les autres taxes. La charge d'impôts a chuté de 101 millions de dollars par rapport à 2000, en raison surtout de la baisse des taux d'imposition. Les autres taxes ont augmenté de 99 millions de dollars en raison de la hausse de la TPS, des taxes de vente, des cotisations sociale et des taxes provinciales sur le capital.

Comme il est indiqué ci-dessus, le taux d'imposition effectif sur les bénéfices a diminué, passant de 38,6 % en 2000 à 34,7 % en 2001. Ce résultat reflète une réduction des taux d'imposition fédéral et provinciaux au Canada ainsi qu'une baisse des taux d'imposition applicables aux éléments exceptionnels dont il est fait mention au tableau 4, à la page 20A.

En plus de la charge d'impôts et des autres taxes présentées dans l'état consolidé des résultats, la Banque a constaté une économie d'impôts de 644 millions de dollars à l'exercice 2001 (37 millions à l'exercice 2000) dans les capitaux propres, comme l'indique la note 10 des états financiers consolidés.

Priorité financière : gestion du bilan et du capital

Points saillants

- Forte croissance des prêts à la consommation, en hausse de 9 %
- Augmentation des dépôts de 15 %, attribuable en partie à l'acquisition de Centura Banks, Inc.
- Émission de 3,9 milliards de dollars d'actions ordinaires et rachat de 500 millions de dollars d'actions ordinaires
- Émission de 250 millions de dollars d'actions privilégiées et rachat de 300 millions de dollars d'actions privilégiées
- Émission de 1 milliard de dollars de débentures subordonnées et rachat de 350 millions de dollars US de débentures subordonnées
- Émission de 750 millions de dollars en capital innovateur de première catégorie (RBC TruCS[MC])
- Capitaux autogénérés de 1,4 milliard de dollars

Le total de l'actif se chiffrait à 359 milliards de dollars au 31 octobre 2001, en hausse de 70 milliards, ou 24 %, par rapport au 31 octobre 2000; de cette hausse, 22 milliards sont attribuables à RBC Centura (acquise en juin 2001).

Le total des prêts et des acceptations (avant déduction de la provision cumulative pour pertes sur prêts) a progressé de 31,0 milliards de dollars, ou 17 %, comparativement au 31 octobre 2000, et le total des prêts à la consommation (prêts hypothécaires résidentiels, prêts aux particuliers et prêts sur cartes de crédit) a augmenté de 8,6 milliards, ou 9 %; de cette augmentation, 4,3 milliards sont attribuables à RBC Centura. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 4,5 milliards de dollars, ou 7 % (déduction faite d'un montant de 800 millions en prêts hypothécaires titrisés au cours de l'exercice), et les prêts aux particuliers ont connu une hausse de 4,5 milliards, ou 16 %. De ces augmentations, 1,2 milliard de dollars et 3,0 milliards, respectivement, sont attribuables à RBC Centura. Les soldes de cartes de crédit ont reculé de 380 millions de dollars, ou 8 %, car la titrisation de 1,0 milliard de soldes de cartes de crédit a largement contrebalancé la croissance de 620 millions, y compris les soldes de cartes de 130 millions de RBC Centura. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les acceptations ont progressé de 4,9 milliards de dollars, ou 7 %, mais ils ont diminué de 3,4 milliards, ou 5 %, en excluant RBC Centura, résultat qui reflète principalement la baisse des portefeuilles de prêts aux petites entreprises au Canada et de prêts aux entreprises aux États-Unis. Les actifs acquis en vertu de conventions de revente ont augmenté de 17,5 milliards de dollars.

Le total des dépôts s'est élevé à 233 milliards de dollars, en hausse de 30,6 milliards, ou 15 %, par rapport au 31 octobre 2000; de cette hausse, 11,6 milliards sont attribuables à RBC Centura. Les dépôts productifs d'intérêt ont progressé de 27,9 milliards de dollars, et les dépôts non productifs d'intérêt, de 2,7 milliards (18,1 milliards et 864 millions, respectivement, en excluant RBC Centura). Les dépôts des particuliers ont augmenté de 11,7 milliards de dollars, ou 13 %, et les dépôts des entreprises et des gouvernements ont connu une hausse de 13,5 milliards, ou 14 % (3,5 milliards ou 4 %, et 10,1 milliards ou 11 %, respectivement, en excluant RBC Centura). De plus amples renseignements sur les dépôts sont fournis au tableau 24, à la page 55A.

Fiducie de capital RBC, une fiducie à capital limité, a émis, pour un montant de 750 millions de dollars, une deuxième série de titres de fiducie transférables (RBC TruCS) en 2001, portant à 1,4 milliard la valeur totale des titres de fiducie en circulation. Les titres de fiducie RBC TruCS sont constatés au poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales figurant au bilan consolidé, et ils sont inclus au capital de première catégorie suivant les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Le total du capital figurant au bilan, qui inclut les capitaux propres et les débentures subordonnées, se chiffrait à 24,5 milliards de dollars au 31 octobre 2001, en hausse de 5,1 milliards, ou 26 %, par rapport à l'an dernier. Cette augmentation par rapport à 2000 s'explique surtout par des apports en capitaux externes nets de 3,9 milliards de dollars et par les capitaux autogénérés de 1,4 milliard en 2001.

Gestion du capital

La gestion du capital exige l'établissement d'un équilibre entre la volonté de maintenir de solides ratios de capital, le désir de conserver des cotes de crédit élevées et la ferme détermination de fournir également des rendements concurrentiels aux actionnaires. Pour parvenir à cet équilibre, la Banque doit tenir compte des niveaux prévus de l'actif ajusté en fonction des risques et des actifs au bilan, des projets d'investissement futurs ainsi que des coûts et des modalités liés aux émissions de capitaux actuelles et éventuelles.

La Banque s'est engagée à maintenir d'excellents ratios de capital en continuant de générer des capitaux à l'interne, en émettant des instruments de capital, lorsque cela est approprié, et en assurant une croissance contrôlée de l'actif ajusté en fonction des risques. Le tableau des activités importantes de gestion du capital présenté à la page 40A expose en détail les activités de la Banque en matière de capital au cours de l'exercice. Ces activités ont été entreprises pour gérer la structure du capital de la Banque durant la mise en œuvre des stratégies.

Capital réglementaire

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux (BRI) et sur l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada.

Le capital réglementaire, qui diffère du capital figurant au bilan consolidé, est composé de deux catégories. Le capital de première catégorie comprend les éléments de capital plus permanents que ceux de deuxième catégorie. Les composantes des deux catégories sont présentées au tableau 13, à la page 41A.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés en divisant le capital de première catégorie et le capital total par l'actif ajusté en fonction des risques. L'actif ajusté en fonction des risques présenté au tableau 14, à la page 42A, est déterminé en appliquant des coefficients de pondération des risques aux actifs figurant au bilan et aux instruments financiers hors bilan en fonction du risque de crédit relatif de la contrepartie. L'actif ajusté en fonction des risques comprend également un montant au titre du risque de marché lié au portefeuille de négociation de la Banque.

La Banque a pour politique de demeurer bien capitalisée afin de fournir un filet de sécurité pour les divers risques auxquels elle est exposée dans le cours de ses affaires. En 1999, le BSIF a établi des objectifs officiels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. Cet objectif est d'au moins 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et d'au moins 10 % pour le ratio du capital total. Au 31 octobre 2001, les ratios du capital de première catégorie et du capital total de la Banque s'établissaient respectivement à 8,7 % et à 11,8 %. Ces ratios étaient de 8,6 % et de 12,0 % au 31 octobre 2000. Malgré les 7,0 milliards de dollars payés pour les acquisitions effectuées aux États-Unis en 2001 (voir la note 2 des notes complémentaires, aux pages 65A et 66A), la Banque a maintenu des ratios de capital conformes à ses objectifs à moyen terme (présentés à la page 6). Les ratios de capital de la Banque selon les règles américaines, calculés selon les lignes directrices transmises aux banques américaines par le Board of Governors of the Federal Reserve System et selon l'information financière établie en vertu des PCGR des États-Unis, sont présentés au tableau 13, à la page 41A.

Événements à venir

En 1999, la BRI a proposé un nouveau cadre de référence pour la suffisance du capital visant à remplacer l'ancien *Accord sur les fonds propres* de 1988 aux termes duquel la Banque est réglementée actuellement. La proposition de la BRI n'en est qu'à l'étape de la discussion, par suite de la publication d'un deuxième document de consultation en janvier 2001. Il est actuellement difficile d'évaluer l'incidence des modifications proposées sur les exigences réglementaires en matière de capital qui s'appliqueront à la Banque. Il est peu probable que la mise en œuvre des propositions finales ait lieu avant 2005.

Activités importantes de gestion du capital à l'exercice 2001 (1)

(en millions de dollars)	
Activités sur les marchés des capitaux	
Actions ordinaires	
Décembre 2000 – émission d'actions ordinaires	**576 $**
Juin 2001 – émission d'actions ordinaires en contrepartie de la totalité des actions en circulation de Centura Banks, Inc.	**3 317**
Juin 2001 – début du programme de rachat d'actions ordinaires (2)	**(509)**
Actions privilégiées (3)	
Juin 2001 – émission d'actions privilégiées perpétuelles de premier rang de série S à dividende non cumulatif	**250**
Août 2001 – rachat de la totalité des actions privilégiées de premier rang de série H à dividende non cumulatif	**(300)**
Débentures subordonnées (4)	
Janvier 2001 – émission de débentures subordonnées	**500**
Février 2001 – émission de débentures subordonnées	**125**
Avril 2001 – émission de débentures subordonnées	**400**
Mai 2001 – rachat d'un montant de 350 millions de dollars US de débentures à taux variable	**(538)**
Capital innovateur de première catégorie (RBC TruCS)	
Décembre 2000 – émission d'une deuxième série de titres de fiducie RBC TruCS	**750**
	4 571 $

Autres activités

Capital-actions

Au deuxième trimestre, le plafond de la contrepartie globale des actions ordinaires pouvant être émises a été supprimé, et le plafond de la contrepartie globale des actions privilégiées de premier rang pouvant êtres émises est passé de 5 milliards de dollars à 10 milliards. Le plafond de la contrepartie globale des actions privilégiées de second rang pouvant être émises est toujours de 5 milliards de dollars.

(1) Montants bruts avant les frais d'émission.
(2) En vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, la Banque peut racheter jusqu'à 18 millions de ses actions ordinaires. Au 31 octobre 2001, la Banque avait racheté 10,9 millions d'actions ordinaires. Le programme, qui est entré en vigueur le 22 juin 2001, durera un an.
(3) Le 26 novembre 2001, la Banque a racheté pour un montant de 200 millions de dollars US d'actions privilégiées de premier rang de série I à dividende non cumulatif.
(4) Le 8 novembre 2001, la Banque a émis pour un montant de 400 millions de dollars US de débentures subordonnées dans le cadre de son programme européen de billets à moyen terme.

TABLEAU 13 **Ratios de capital** (1)

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	1999
Capital de première catégorie			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**16 141 $**	11 504 $	10 606 $
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	**2 024**	2 037	2 009
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales			
RBC TruCS	**1 400**	650	–
Autres	**28**	23	22
Écart d'acquisition	**(4 742)**	(647)	(611)
	14 851	13 567	12 026
Capital de deuxième catégorie			
Débentures subordonnées permanentes	**477**	457	441
Autres débentures subordonnées (2)	**5 935**	5 138	4 040
Provision cumulative générale (3)	**1 410**	1 188	1 080
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	–	1	2
	7 822	6 784	5 563
Participations dans des filiales d'assurance	**(2 107)**	(960)	(672)
Autres participations importantes	**(387)**	(342)	(219)
Protection de premier niveau contre les pertes	**(8)**	(5)	–
Capital total	**20 171 $**	19 044 $	16 698 $
Actif ajusté en fonction des risques	**171 047 $**	158 364 $	149 078 $
Ratios de capital (4)			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	**9,4 %**	7,3 %	7,1 %
Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques	**8,7 %**	8,6 %	8,1 %
Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques	**11,8 %**	12,0 %	11,2 %
Coefficient actif–capital (5)	**17,2**	15,3	16,5
En vertu des règles des États-Unis (4), (6)			
Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques	**8,1 %**	7,8 %	7,6 %
Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques	**11,2 %**	11,3 %	10,7 %
Ratio capitaux propres–actif (7)	**5,3 %**	4,5 %	4,6 %
Ratio de levier–capital de première catégorie (8)	**4,1 %**	4,2 %	4,1 %

(1) Établi selon les lignes directrices fournies par le surintendant des institutions financières Canada et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada, sauf en ce qui concerne les éléments visés par la note 6 ci-dessous.

(2) Les débentures subordonnées dont l'échéance survient dans moins de cinq ans doivent être amorties selon la méthode linéaire sur l'échéance résiduelle jusqu'à leur élimination et sont, par conséquent, incluses dans ce tableau à leur valeur non amortie.

(3) La provision cumulative générale pour pertes sur créances peut être incluse dans le capital de deuxième catégorie jusqu'à concurrence de 0,875 % (0,75 % en 2000 et en 1999) de l'actif ajusté en fonction des risques. Le 27 octobre 2000, la Banque a conclu une entente de cinq ans avec un réassureur coté AAA. Aux termes de cette entente, le réassureur devra, si la provision cumulative générale pour pertes sur créances baisse en deçà d'un niveau déterminé, acheter jusqu'à 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif au cours du marché du 27 octobre 2000. Si ces actions avaient été émises aujourd'hui, elles auraient été admissibles à titre de capital de première catégorie.

(4) Le 26 novembre 2001, la Banque a racheté pour un montant de 200 millions de dollars US d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série I; cette opération réduira le capital de première catégorie du même montant. Le 8 novembre 2001, la Banque a émis des débentures subordonnées d'un montant de 400 millions de dollars US; cette opération fait augmenter le capital total du même montant. Si ces opérations avaient été effectuées en date du 31 octobre 2001, les ratios de capital pro forma auraient été les suivants : ratio du capital de première catégorie – 8,5 %; ratio du capital total – 12,0 %. Selon les lignes directrices du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis, les ratios de capital pro forma auraient été les suivants : ratio du capital de première catégorie – 7,9 % et ratio du capital total – 11,4 %.

(5) Total de l'actif et des instruments financiers hors bilan désignés, conformément aux lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada, divisé par le capital total.

(6) Établi selon les lignes directrices du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis.

(7) Moyenne du total des capitaux propres divisée par la moyenne du total de l'actif.

(8) Capital de première catégorie divisé par l'actif moyen ajusté, déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur créances (comprend les montants bruts se rapportant aux produits dérivés, l'écart d'acquisition et les actifs d'impôts reportés).

TABLEAU 14 Actif ajusté en fonction des risques (1)

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Montant au bilan	Taux de pondération des principaux risques (2)	Solde ajusté en fonction des risques 2001	Solde ajusté en fonction des risques 2000
Actif au bilan				
Liquidités	17 535 $	20 %	**1 515 $**	2 763 $
Valeurs mobilières				
Émises ou garanties par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE	25 559	0 %	**–**	28
Autres	54 948	100 %	**7 341**	4 081
Prêts hypothécaires résidentiels (3)				
Assurés	32 012	0 %	**383**	375
Ordinaires	35 381	50 %	**18 511**	17 008
Autres prêts et acceptations de banque (3)				
Émis ou garantis par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE	14 134	0 %	**1 810**	1 221
Autres	133 376	100 %	**97 553**	89 523
Autres actifs	46 315	0 %	**6 114**	4 664
	359 260 $		**133 227 $**	119 663 $

	Montant contractuel	Facteur de conversion de crédit	Équivalent-crédit			
Instruments financiers hors bilan						
Instruments de crédit						
Garanties et lettres de crédit de soutien						
Financières	10 548 $	100 %	10 548 $	100 %	**8 629 $**	8 758 $
Non financières	2 843	50 %	1 422	100 %	**1 422**	1 626
Lettres de crédit documentaire	750	20 %	150	100 %	**148**	86
Prêts de titres	21 377	100 %	21 377	0 %	**393**	417
Engagements de crédit						
Échéance initiale d'un an ou moins	44 179	0 %	–	0 %	**–**	–
Échéance initiale supérieure à un an	39 960	50 %	19 980	100 %	**18 821**	18 856
Montants non engagés	53 750	0 %	–	0 %	**–**	–
Facilités d'émission d'effets/Facilités de prise ferme renouvelables	132	50 %	66	100 %	**66**	77
	173 539 $		53 543 $		**29 479 $**	29 820 $

	Capital nominal	Coût de remplacement brut positif (4)	Équivalent-crédit (5)			
Produits dérivés (6)						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux	95 678 $	108 $	543 $	20 %	**114 $**	3 $
Swaps	697 902	17 568	21 390	20 %	**5 617**	1 892
Options achetées	19 901	416	538	20 %	**123**	61
	813 481	18 092	22 471		**5 854**	1 956
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	546 436	6 839	12 977	20 %	**3 881**	4 741
Swaps	74 819	1 902	5 536	20 %	**1 261**	1 198
Options achetées	49 154	721	1 339	20 %	**441**	452
	670 409	9 462	19 852		**5 583**	6 391
Autres contrats (7)	37 071	1 227	3 264	50 %	**986**	772
Total des produits dérivés avant compensation	1 520 961 $	28 781	45 587		**12 423**	9 119
Incidence des accords généraux de compensation		(18 832)	(24 450)		**(6 339)**	(3 713)
Total des produits dérivés après compensation		9 949 $	21 137		**6 084**	5 406
Total des instruments financiers hors bilan			74 680 $		**35 563 $**	35 226 $
Risque de marché général					**2 257**	3 475
Total de l'actif ajusté en fonction des risques					**171 047 $**	158 364 $

(1) Établi selon les lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada et l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.
(2) Représente le principal taux de pondération des risques de contrepartie pour cette catégorie.
(3) Les montants sont présentés déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts.
(4) Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain.
(5) Comprend i) le total de la valeur de remplacement positive de tous les contrats en cours et ii) un montant représentant une évaluation du risque de crédit éventuel.
(6) Les contrats à terme standardisés et certaines options achetées sont négociés sur des bourses et sont assujettis à des dépôts de garantie obligatoires quotidiens. Ces instruments sont exclus du calcul de l'actif ajusté en fonction des risques, car ils sont réputés ne présenter aucun risque de crédit supplémentaire.
(7) Comprend les produits dérivés de crédit et les contrats sur titres de participation, sur marchandises et sur métaux précieux.

Priorité financière : excellence de la qualité du crédit

Points saillants

- Prêts douteux s'établissant à 2,5 milliards de dollars, en hausse de 47 %
- Prêts douteux correspondant à 0,08 % du total des prêts, en hausse par rapport à (0,11) % en 2000
- Provision pour pertes sur créances correspondant à 1,1 milliard de dollars, en hausse de 62 %
- Ratio des provisions spécifiques de 0,53 %, en hausse par rapport à 0,32 % en 2000
- Ratio des radiations nettes de 0,47 %, comparativement à 0,38 % à l'exercice 2000
- Provision cumulative pour pertes sur créances de 2,4 milliards de dollars, en hausse de 417 millions, ou 21 %

Prêts douteux

Les prêts sont généralement classés à titre de prêts douteux, c'est-à-dire que les intérêts sur ces prêts ne sont plus comptabilisés, lorsque les conditions précisées à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 62A, sont réunies.

Comme il est indiqué au tableau 15 ci-dessous, les prêts douteux bruts ont augmenté de 787 millions de dollars par rapport à 2000, pour s'établir à 2 465 millions au 31 octobre 2001. Cette augmentation traduit des ajouts nets de 1 912 millions de dollars, ainsi que des radiations et des ajustements totalisant 1 125 millions.

Comme l'illustre le tableau 20 à la page 49A, les prêts douteux bruts aux États-Unis ont augmenté de 481 millions de dollars, dont une tranche de 442 millions est attribuable aux prêts aux entreprises et aux gouvernements. De ce dernier montant, 272 millions de dollars concernent des prêts accordés à six entreprises du secteur des télécommunications aux États-Unis. Le secteur immobilier commercial et celui des technologies de l'information aux États-Unis ont eux aussi subi une hausse des prêts douteux, compensée en partie par une baisse dans le secteur des produits industriels aux États Unis. Les prêts douteux bruts aux entreprises et aux gouvernements attribuables à RBC Centura se sont établis à 103 millions de dollars.

Comme l'illustre le tableau 16, à la page 45A, les prêts douteux bruts au Canada ont progressé de 254 millions de dollars, soit une hausse de 234 millions des prêts aux entreprises et aux gouvernements (principalement aux entreprises du secteur du transport et de l'environnement et aux exploitations agricoles) et une augmentation de 20 millions des prêts à la consommation. Cette augmentation traduit une hausse de 63 millions de dollars dans le portefeuille des prêts aux particuliers et une chute de 43 millions dans le portefeuille des prêts hypothécaires résidentiels.

Les prêts internationaux douteux bruts (en excluant les prêts consentis aux États-Unis dont il est fait mention ci-dessus) se sont établis à 216 millions de dollars, en hausse de 52 millions par rapport à l'an dernier. Cette hausse est principalement attribuable au secteur du transport et de l'environnement.

Exprimés en pourcentage des prêts connexes (déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts), les prêts douteux nets se sont établis à 0,08 %, en hausse par rapport à (0,11) % à l'exercice 2000.

Perspectives

Nous nous attendons à ce que l'économie nord-américaine demeure faible au premier semestre de l'année civile 2002, mais à ce qu'elle commence à se rétablir au deuxième semestre. En nous basant sur cette prévision, nous prévoyons que le niveau des prêts douteux n'augmentera pas de façon importante en 2002.

TABLEAU 15 **Variation du montant brut des prêts douteux**

(en millions de dollars)	**2001**	2000	1999	1998	1997
Montant brut des prêts douteux au début	**1 678 $**	1 704 $	2 001 $	1 819 $	2 376 $
Ajouts	**2 067**	1 146	990	1 271	705
Retraits	**(155)**	(333)	(247)	(643)	(624)
	1 912	813	743	628	81
Radiations et ajustements	**(1 125)**	(839)	(1 040)	(446)	(638)
Montant brut des prêts douteux à la fin	**2 465 $**	1 678 $	1 704 $	2 001 $	1 819 $

Prêts douteux nets

La croissance des prêts à intérêts non comptabilisés est principalement attribuable aux prêts aux entreprises et aux gouvernements.

Prêts à la consommation (en millions de dollars)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements (en millions de dollars)
Prêts à intérêts non comptabilisés, exprimés en pourcentage du total des prêts (en incluant les acceptations)

Provision cumulative pour pertes sur créances

Ratio de couverture près du ratio de 1997.

Provision cumulative pour pertes sur créances (en millions de dollars)
Provision cumulative pour pertes sur prêts, exprimée en pourcentage du total des prêts à intérêts non comptabilisés (ratio de couverture), excluant les pays en développement

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances imputée aux résultats représente le montant qui est nécessaire pour porter la provision cumulative pour pertes sur créances à un niveau jugé approprié par la direction, comme il est expliqué à la rubrique Provision cumulative pour pertes sur créances, présentée ci-dessous.

La provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 1 119 millions de dollars à l'exercice 2001, en hausse de 428 millions, ou 62 %, par rapport à l'exercice 2000, comme l'indique le tableau 17, à la page 46A.

Comme l'indique le tableau 20, à la page 49A, les provisions spécifiques aux États-Unis ont augmenté de 278 millions de dollars, bien plus de 90 % de cette augmentation étant attribuable au portefeuille des prêts aux entreprises et aux gouvernements et touchant six entreprises du secteur des télécommunications aux États-Unis. Le secteur immobilier commercial aux États-Unis a lui aussi connu une hausse, et les secteurs du transport et de l'environnement et des produits industriels aux États-Unis ont enregistré des baisses.

Comme l'indique le tableau 17, à la page 46A, les provisions spécifiques pour pertes sur créances au Canada ont progressé de 163 millions de dollars. Une hausse de 168 millions de dollars des provisions attribuables aux prêts aux entreprises et aux gouvernements découle des hausses enregistrées dans les secteurs des petites entreprises, de l'industrie forestière, de l'énergie et des biens immobiliers commerciaux, qui ont largement compensé le repli du secteur du transport et de l'environnement. Une baisse nette de 5 millions de dollars des provisions au titre des prêts à la consommation est attribuable à une diminution des provisions au titre des prêts aux particuliers, compensée en partie par de légères hausses des provisions au titre des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit.

Les provisions spécifiques se sont chiffrées à 0,53 % de la moyenne des prêts (y compris les conventions de revente) et des acceptations de banque, en hausse par rapport à 0,32 % à l'exercice 2000 et comparativement à l'objectif visé pour 2001, soit entre 0,30 % et 0,40 %.

Perspectives

En raison de la faiblesse de l'économie prévue au premier semestre de l'année civile 2002, la Banque prévoit que le ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts et des acceptations de banque se situera entre 0,45 % et 0,55 % à l'exercice 2002.

Provision cumulative pour pertes sur créances

La provision cumulative pour pertes sur créances est maintenue à un niveau suffisant pour absorber les pertes probables des portefeuilles de prêts et d'opérations hors bilan. Les composantes individuelles ainsi que la provision cumulative globale sont évaluées trimestriellement en fonction des évaluations continues des comptes problèmes, des pertes subies récemment et de l'évolution d'autres facteurs, dont la composition et la qualité du portefeuille, la conjoncture économique et les exigences de la réglementation. La provision cumulative est augmentée de la provision pour pertes sur créances, qui est imputée aux résultats, et réduite du montant des radiations, déduction faite des recouvrements.

Le calcul de la provision cumulative pour pertes sur créances est basé sur des estimations fondées sur une analyse historique et ajustées en fonction de l'estimation faite par la direction à l'égard des hypothèses actuelles. Par conséquent, la provision cumulative pour pertes sur créances différera nécessairement des pertes réelles subies dans l'avenir. Afin de réduire ces écarts, la direction évalue régulièrement la méthodologie et toutes les hypothèses importantes.

Comme l'indique le tableau 18, à la page 47A, la provision cumulative pour pertes sur créances a augmenté de 417 millions de dollars entre 2000 et 2001.

Les radiations nettes ont augmenté de 263 millions de dollars, pour s'établir à 940 millions à l'exercice 2001. Cette hausse est attribuable aux augmentations de 88 millions de dollars et de 175 millions, respectivement, enregistrées au Canada et à l'étranger. Ces augmentations résultent principalement des radiations effectuées dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements au Canada et à l'étranger.

La provision cumulative pour pertes sur créances comporte quatre composantes – les provisions cumulatives spécifiques, les provisions cumulatives à l'égard des risques-pays, la provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative non attribuée, qui sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 63A.

Provisions cumulatives spécifiques

Les provisions cumulatives spécifiques sont établies afin d'absorber les pertes les plus probables sur les prêts qui sont devenus des prêts douteux. Les provisions spécifiques pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements sont établies par emprunteur. Les provisions spécifiques pour les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts aux particuliers et les prêts aux petites entreprises sont calculées sur une base de portefeuille d'après les pertes historiques liées aux prêts douteux. Aucune provision spécifique n'est comptabilisée pour les cartes de crédit, puisque ces soldes sont radiés lorsqu'ils sont en souffrance depuis plus de 180 jours.

Provisions cumulatives à l'égard des risques-pays

Des provisions cumulatives à l'égard des risques-pays sont maintenues à l'égard de risques ayant trait à certains pays en développement d'après une évaluation générale du risque en cours et de la conjoncture économique dans ces pays.

Provision cumulative générale attribuée

La provision cumulative générale attribuée exprime la meilleure estimation possible des pertes probables dans la tranche du portefeuille qui n'a pas encore été désignée précisément comme celle des prêts douteux. Le calcul de cette provision se fonde sur l'application de facteurs statistiques de pertes prévues aux facilités impayées et inutilisées. Les facteurs de pertes prévues sont calculés au moyen de l'évaluation de l'évolution statistique des pertes ajustées de façon à exprimer l'estimation faite par la direction quant aux éléments qui influent sur la qualité du portefeuille.

Provision cumulative générale non attribuée

La provision cumulative non attribuée est déterminée par l'évaluation faite par la direction des pertes probables dans le portefeuille mais qui ne sont pas prises en compte adéquatement dans le calcul des provisions cumulatives spécifiques attribuées, des provisions cumulatives à l'égard des risques-pays et de la provision cumulative générale attribuée. Cette évaluation tient compte de la conjoncture économique et commerciale courante et des exigences de la réglementation touchant les principales activités de crédit. Elle exprime également la reconnaissance par la direction des éléments imprécis et subjectifs que comporte la modélisation des risques de crédit.

Outre les provisions cumulatives dont il est fait mention ci-dessus, la Banque a conclu en octobre 2000 une entente quinquennale avec un réassureur coté AAA, aux termes de laquelle des capitaux seront fournis à la Banque si cette dernière subit des pertes exceptionnelles dans son portefeuille de prêts. Selon l'entente, le réassureur sera tenu d'acheter jusqu'à concurrence de 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif au cours en vigueur au 27 octobre 2000, si la provision cumulative générale pour pertes sur créances recule sous un seuil donné. D'après la direction, si ces actions avaient été émises maintenant, elles seraient considérées comme du capital de première catégorie selon les lignes directrices actuelles en matière de réglementation. La vente de titres réduirait l'incidence des pertes sur prêts sur le capital de base de la Banque en reconstituant le capital.

TABLEAU 16 Prêts douteux

	2001		2000		1999	1998	1997
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	**Montant brut**	**Montant net** (1)	Montant brut	Montant net (1)	Montant net (1)	Montant net (1)	Montant net (1)
Au Canada							
Provinces de l'Atlantique	**124 $**	**67 $**	115 $	65 $	37 $	24 $	30 $
Québec	**282**	**204**	198	121	158	142	185
Ontario	**621**	**330**	572	287	190	80	203
Provinces des Prairies	**143**	**71**	129	57	109	64	278
Colombie-Britannique	**453**	**335**	355	266	287	350	45
Total au Canada	**1 623**	**1 007**	1 369	796	781	660	741
Particuliers							
Prêts hypothécaires résidentiels	**142**	**118**	185	157	131	116	114
Prêts aux particuliers	**310**	**129**	247	51	66	61	61
	452	**247**	432	208	197	177	175
Entreprises et gouvernements							
Petites et moyennes entreprises (2)	**261**	**132**	248	141	134	43	42
Exploitations agricoles (2)	**111**	**86**	53	39	49	31	34
Services publics	**27**	**9**	–	–	32	5	2
Services financiers	**7**	**2**	20	7	1	(1)	1
Prêts hypothécaires commerciaux	**22**	**5**	16	–	7	5	22
Biens de consommation	**11**	**5**	37	23	19	29	32
Secteur immobilier commercial	**95**	**44**	90	41	109	69	184
Produits industriels	**45**	**26**	28	18	6	1	33
Transport et environnement	**274**	**222**	185	120	12	3	218
Médias et câblodistribution	**43**	**15**	36	17	30	23	2
Industrie forestière	**195**	**184**	184	180	197	285	6
Industrie automobile	**18**	**5**	5	4	–	–	–
Technologies de l'information	**11**	**7**	8	(2)	2	8	7
Autres	**51**	**18**	27	–	(14)	(18)	(17)
	1 171	**760**	937	588	584	483	566
Total au Canada	**1 623**	**1 007**	1 369	796	781	660	741
À l'étranger							
États-Unis	**626**	**375**	145	69	25	15	24
Europe	**79**	**35**	46	7	12	24	21
Antilles	**55**	**39**	48	26	28	31	39
Amérique latine	**14**	**5**	9	3	3	1	13
Asie	**37**	**22**	33	2	35	54	15
	811	**476**	281	107	103	125	112
Pays en développement	**31**	**–**	28	–	–	–	–
Total à l'étranger	**842**	**476**	309	107	103	125	112
Particuliers							
Prêts hypothécaires résidentiels	**37**	**35**	14	5	6	7	6
Prêts aux particuliers	**15**	**8**	–	–	–	–	–
	52	**43**	14	5	6	7	6
Entreprises et gouvernements							
Services publics	**3**	**–**	14	(2)	3	4	9
Services financiers	**83**	**24**	41	(2)	22	15	9
Biens de consommation	**19**	**7**	2	–	2	34	29
Secteur immobilier commercial	**81**	**49**	4	1	4	10	15
Produits industriels	**10**	**(2)**	83	38	15	21	(6)
Transport et environnement	**91**	**58**	56	25	–	1	2
Industrie automobile	**33**	**25**	–	–	–	–	–
Télécommunications	**272**	**122**	–	–	–	–	–
Technologies de l'information	**76**	**70**	–	–	–	–	–
Autres	**122**	**80**	95	42	51	33	48
	790	**433**	295	102	97	118	106
Total à l'étranger	**842**	**476**	309	107	103	125	112
Total avant la provision cumulative générale	**2 465**	**1 483**	1 678	903	884	785	853
Provision cumulative générale		**(1 301)**		(1 102)	(1 080)	(850)	(750)
Total (3), (4)	**2 465 $**	**182 $**	1 678 $	(199)$	(196)$	(65)$	103 $
Montant net des prêts douteux, en pourcentage des prêts et des acceptations s'y rapportant (5)							
Au Canada							
Prêts hypothécaires résidentiels		**0,18 %**		0,26 %	0,22 %	0,21 %	0,22 %
Prêts aux particuliers		**0,48**		0,19	0,27	0,28	0,30
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations		**1,17**		0,99	1,05	0,86	0,96
		0,63		0,52	0,55	0,48	0,55
À l'étranger		**0,85**		0,33	0,32	0,31	0,33
Total avant la provision cumulative générale pour pertes sur prêts		**0,69 %**		0,49 %	0,51 %	0,44 %	0,51 %
Total après la provision cumulative générale pour pertes sur prêts		**0,08 %**		(0,11)%	(0,11)%	(0,04)%	0,06 %

(1) Déduction faite des provisions cumulatives spécifiques.
(2) Comprend la tranche des prêts douteux qui est garantie par les gouvernements; cette tranche s'élève à 95 millions de dollars pour 2001 (101 millions en 2000; 79 millions en 1999) pour ce qui est des petites et moyennes entreprises et à 6 millions (6 millions en 2000; 5 millions en 1999) pour les exploitations agricoles. Au cours des exercices précédents, seule la tranche non garantie était incluse dans les prêts douteux.
(3) Les prêts douteux comprennent des biens saisis de 37 millions de dollars en 2001 (20 millions en 2000; 26 millions en 1999; 28 millions en 1998; 45 millions en 1997).
(4) Des prêts en souffrance de 245 millions de dollars pour 2001 ne sont pas inclus dans les prêts douteux.
(5) Les prêts au Canada comprennent tous les prêts comptabilisés au Canada, peu importe la devise dans laquelle ils sont libellés ou le lieu de résidence de l'emprunteur.

TABLEAU 17 Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	1999	1998	1997
Au Canada					
Provinces de l'Atlantique	**63 $**	58 $	32 $	35 $	37 $
Québec	**43**	22	71	63	149
Ontario	**398**	342	52	144	13
Provinces des Prairies	**81**	64	95	53	29
Colombie-Britannique	**104**	40	192	132	37
Total au Canada	**689**	526	442	427	265
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	**8**	–	4	9	12
Prêts aux particuliers	**265**	301	172	171	114
Prêts sur cartes de crédit	**125**	102	55	28	65
	398	403	231	208	191
Entreprises et gouvernements					
Petites et moyennes entreprises	**164**	105	113	48	51
Exploitations agricoles	**20**	4	2	4	1
Services publics	**17**	(8)	12	1	(1)
Services financiers	**(9)**	–	5	113	1
Prêts hypothécaires commerciaux	**7**	2	8	6	18
Biens de consommation	**2**	7	11	23	(29)
Secteur immobilier commercial	**15**	(17)	9	(30)	(78)
Produits industriels	**14**	2	(10)	(6)	12
Transport et environnement	**13**	56	7	(27)	(9)
Médias et câblodistribution	**13**	12	8	4	4
Industrie forestière	**7**	(36)	81	76	86
Industrie automobile	**17**	–	–	–	–
Télécommunications	**–**	(1)	(32)	(29)	–
Technologies de l'information	**3**	8	8	5	1
Autres	**8**	(11)	(11)	31	17
	291	123	211	219	74
Total au Canada	**689**	526	442	427	265
À l'étranger					
États-Unis	**377**	99	45	(7)	(8)
Europe	**(1)**	(9)	21	10	(24)
Antilles	**(6)**	3	–	3	7
Amérique latine	**5**	2	2	(2)	7
Asie	**(19)**	(50)	20	124	83
Australie et Nouvelle-Zélande	**4**	–	–	–	–
Total à l'étranger	**360**	45	88	128	65
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	**–**	–	1	1	–
Prêts aux particuliers	**5**	–	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	**2**	–	–	–	–
	7	–	1	1	–
Entreprises et gouvernements					
Services publics	**(8)**	(2)	–	21	4
Services financiers	**(3)**	(21)	2	36	(2)
Biens de consommation	**–**	(7)	(10)	(5)	46
Secteur immobilier commercial	**65**	1	2	(2)	(1)
Produits industriels	**3**	34	31	9	5
Transport et environnement	**8**	42	–	(1)	1
Médias et câblodistribution	**3**	–	–	–	–
Industrie automobile	**7**	(8)	(2)	29	–
Télécommunications	**272**	–	–	–	–
Technologies de l'information	**7**	–	3	–	–
Autres	**(1)**	6	61	40	12
	353	45	87	127	65
Total à l'étranger	**360**	45	88	128	65
Total des provisions spécifiques	**1 049**	571	530	555	330
Provision à l'égard des risques-pays	**–**	–	–	(80)	–
Provision générale attribuée (1)	**205**	73	s.o.	s.o.	s.o.
Provision générale non attribuée (1)	**(135)**	47	s.o.	s.o.	s.o.
Total de la provision générale (1)	**70**	120	230	100	50
Total	**1 119 $**	691 $	760 $	575 $	380 $
Exprimé en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations s'y rapportant					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	**0,01 %**	– %	0,01 %	0,02 %	0,02 %
Prêts aux particuliers	**0,94**	1,12	0,71	0,76	0,59
Prêts sur cartes de crédit	**2,73**	2,87	2,39	1,39	1,84
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**0,52**	0,22	0,40	0,37	0,14
	0,45	0,36	0,32	0,31	0,21
À l'étranger	**0,74**	0,13	0,23	0,31	0,22
Total des provisions spécifiques	**0,53 %**	0,32 %	0,30 %	0,31 %	0,21 %
Total de la provision pour pertes sur créances	**0,56 %**	0,38 %	0,43 %	0,32 %	0,25 %

(1) Avant le 1er novembre 1999, la provision générale n'était pas séparée en provision générale attribuée et en provision générale non attribuée.

TABLEAU 18 Provision cumulative pour pertes sur créances

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	1999	1998	1997
Provision cumulative au début	**1 975 $**	1 900 $	2 066 $	2 118 $	2 235 $
Provision pour pertes sur créances	**1 119**	691	760	575	380
Radiations					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	**(15)**	(11)	(14)	(17)	(34)
Prêts aux particuliers	**(394)**	(372)	(236)	(163)	(138)
Prêts sur cartes de crédit	**(169)**	(150)	(65)	(52)	(98)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**(296)**	(225)	(524)	(250)	(361)
	(874)	(758)	(839)	(482)	(631)
À l'étranger, excluant les pays en développement					
Prêts hypothécaires résidentiels	**(9)**	–	–	–	–
Prêts aux particuliers	**(7)**	–	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	**(2)**	–	–	–	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**(233)**	(81)	(229)	(29)	(28)
Risques à l'égard des pays en développement	**–**	–	(4)	(325)	(10)
	(251)	(81)	(233)	(354)	(38)
	(1 125)	(839)	(1 072)	(836)	(669)
Recouvrements					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	**–**	–	2	6	9
Prêts aux particuliers	**66**	44	31	26	21
Prêts sur cartes de crédit	**44**	48	10	24	32
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**58**	48	66	80	62
	168	140	109	136	124
À l'étranger, excluant les pays en développement					
Prêts aux particuliers	**1**	**–**	–	–	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**16**	22	5	8	17
	17	22	5	8	17
	185	162	114	144	141
Radiations nettes	**(940)**	(677)	(958)	(692)	(528)
Acquisition de Centura Banks, Inc.	**157**				
Ajustements	**81**	61	32	65	31
Provision cumulative à la fin	**2 392 $**	1 975 $	1 900 $	2 066 $	2 118 $
Radiations nettes (excluant les pays en développement), en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	**0,47 %**	0,38 %	0,54 %	0,21 %	0,34 %
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	**0,47 %**	0,38 %	0,55 %	0,39 %	0,34 %
Attribution de la provision cumulative (1)					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	**45 $**	46 $	53 $	50 $	52 $
Prêts aux particuliers	**447**	403	344	156	92
Prêts sur cartes de crédit	**147**	88	60	–	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**791**	664	748	604	562
	1 430	1 201	1 205	810	706
À l'étranger, excluant les pays en développement					
Prêts hypothécaires résidentiels	**4**	11	9	7	6
Prêts aux particuliers	**33**	–	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	**5**	–	–	–	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**581**	322	380	359	307
	623	333	389	366	313
Provision cumulative attribuée pour pertes sur prêts (2)	**2 053**	1 534	1 594	s.o.	s.o.
Provision cumulative générale non attribuée pour pertes sur prêts (2)	**225**	337	290	s.o.	s.o.
Total de la provision cumulative pour pertes sur prêts	**2 278**	1 871	1 884	2 026	1 769
Provision cumulative pour engagements hors bilan et autres (3)	**109**	98	–	–	–
Provision cumulative pour titres de substitut de prêt	**5**	6	16	40	30
Provision cumulative à l'égard des risques-pays (titres)	**–**	–	–	–	319
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	**2 392 $**	1 975 $	1 900 $	2 066 $	2 118 $
Répartition de la provision cumulative					
Provisions cumulatives spécifiques, y compris la provision cumulative pour titres de substitut de prêt	**951 $**	747 $	786 $	1 176 $	932 $
Provision cumulative à l'égard des risques-pays	**31**	28	34	40	436
Provision cumulative générale attribuée pour pertes sur créances (4)	**1 185**	863	790	s.o.	s.o.
Provision cumulative générale non attribuée pour pertes sur créances	**225**	337	290	s.o.	s.o.
Total de la provision cumulative générale pour pertes sur créances	**1 410**	1 200	1 080	850	750
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	**2 392 $**	1 975 $	1 900 $	2 066 $	2 118 $
Pourcentage des prêts par rapport au total des prêts					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	**30 %**	33 %	34 %	32 %	32 %
Prêts aux particuliers	**12**	15	14	12	12
Prêts sur cartes de crédit	**2**	2	1	1	1
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**30**	32	32	32	35
	74	82	81	77	80
À l'étranger	**26**	18	19	23	20
Total	**100 %**	100 %	100 %	100 %	100 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du total des prêts (y compris les conventions de revente) et des acceptations	**1,1 %**	1,0 %	1,1 %	1,2 %	1,1 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du montant brut des prêts douteux (ratio de couverture), excluant les pays en développement	**93 %**	112 %	112 %	103 %	94 %

(1) En raison d'un changement de méthode adopté en 1999, la provision cumulative pour pertes sur prêts en 2001, en 2000 et en 1999 comprend les montants de la provision cumulative générale attribuée, qui ont été répartis entre les catégories de prêts. Ces montants totalisent 1 076 millions de dollars (765 millions en 2000; 790 millions en 1999) et ont été répartis comme suit : au Canada – prêts hypothécaires résidentiels, 21 millions de dollars (18 millions en 2000; 11 millions en 1999); prêts aux particuliers, 266 millions (207 millions en 2000; 174 millions en 1999); prêts sur cartes de crédit, 147 millions (88 millions en 2000; 60 millions en 1999); prêts aux entreprises et aux gouvernements, 385 millions (321 millions en 2000; 370 millions en 1999); à l'étranger – prêts hypothécaires résidentiels, 2 millions de dollars (néant en 2000 et en 1999); prêts aux particuliers, 26 millions (néant en 2000 et en 1999); prêts sur cartes de crédit, 5 millions (néant en 2000 et en 1999); prêts aux entreprises et aux gouvernements, 224 millions (131 millions en 2000; 175 millions en 1999). Les montants antérieurs à 1999 ne comprennent pas la provision cumulative générale attribuée.

(2) La provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative générale non attribuée totalisaient 850 millions de dollars en 1998 et 750 millions en 1997; avant le 31 octobre 1999, elles n'étaient pas séparées en deux composantes.

(3) Depuis l'exercice 2000, la provision cumulative pour engagements hors bilan et autres est constatée au poste Autres passifs. Au cours des exercices précédents, ce montant était inclus dans la provision cumulative générale attribuée pour pertes sur prêts.

(4) Comprend la provision cumulative pour engagements hors bilan et autres.

TABLEAU 19 Prêts et acceptations (1)

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2001	2000	1999	1998	1997	2001	1997
Au Canada							
Provinces de l'Atlantique	**9 654 $**	9 690 $	8 840 $	8 052 $	7 714 $	**4,4 %**	4,6 %
Québec	**13 863**	16 191	14 936	14 066	14 758	**6,4**	8,8
Ontario	**92 966**	73 124	67 120	64 566	65 538	**42,8**	38,9
Provinces des Prairies	**25 192**	29 402	25 521	23 288	22 150	**11,6**	13,1
Colombie-Britannique	**22 696**	25 118	23 141	22 295	21 646	**10,5**	12,8
Total au Canada	**164 371**	153 525	139 558	132 267	131 806	**75,7**	78,2
À l'étranger							
États-Unis	**29 879**	15 939	17 247	17 728	12 968	**13,7**	7,7
Europe, Moyen-Orient et Afrique	**16 860**	9 782	9 642	16 822	13 341	**7,8**	7,9
Antilles	**1 856**	2 059	1 502	1 573	1 274	**0,9**	0,7
Amérique latine	**1 680**	1 842	2 309	3 875	3 493	**0,8**	2,1
Asie	**1 328**	1 781	2 417	4 550	5 372	**0,6**	3,2
Australie et Nouvelle-Zélande	**1 207**	1 218	1 693	1 085	343	**0,5**	0,2
Total à l'étranger	**52 810**	32 621	34 810	45 633	36 791	**24,3**	21,8
Total des prêts et des acceptations	**217 181**	186 146	174 368	177 900	168 597	**100,0 %**	100,0 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts	**(2 278)**	(1 871)	(1 884)	(2 026)	(1 769)		
Total	**214 903 $**	184 275 $	172 484 $	175 874 $	166 828 $		
Au Canada							
Particuliers							
Prêts hypothécaires résidentiels	**64 066 $**	61 444 $	58 524 $	56 437 $	52 835 $	**29,5 %**	31,3 %
Prêts aux particuliers	**27 202**	27 207	24 353	21 814	20 214	**12,5**	12,0
Prêts sur cartes de crédit	**4 110**	4 666	2 666	1 945	2 324	**1,9**	1,4
	95 378	93 317	85 543	80 196	75 373	**43,9**	44,7
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations							
Petites et moyennes entreprises (2)	**9 788**	11 701	10 334	8 452	7 325	**4,5**	4,3
Exploitations agricoles	**4 758**	4 931	4 217	3 851	3 479	**2,2**	2,1
Services publics	**4 293**	3 754	3 350	3 442	3 845	**2,0**	2,3
Services financiers	**3 010**	2 218	1 567	1 718	1 976	**1,4**	1,2
Prêts hypothécaires commerciaux	**2 635**	2 961	2 635	2 434	2 392	**1,2**	1,4
Biens de consommation	**2 447**	2 874	2 086	2 802	2 787	**1,1**	1,7
Secteur immobilier commercial	**2 325**	2 594	2 400	2 523	2 872	**1,1**	1,6
Produits industriels	**2 174**	2 470	2 301	2 241	2 137	**1,0**	1.3
Transport et environnement	**2 138**	1 519	1 562	1 392	1 481	**1,0**	0,9
Gouvernements	**1 597**	1 385	2 105	1 951	1 575	**0,7**	0,9
Médias et câblodistribution (3)	**1 510**	1 120	1 135	959	–	**0,7**	–
Industrie forestière	**1 275**	1 362	1 151	1 728	1 976	**0,6**	1,2
Industrie automobile	**864**	673	611	698	787	**0,4**	0,5
Télécommunications	**677**	1 008	525	361	–	**0,3**	–
Technologies de l'information	**203**	210	191	204	1 340	**0,1**	0,8
Autres	**6 439**	7 334	5 495	5 327	5 640	**3,0**	3,3
	46 133	48 114	41 665	40 083	39 612	**21,3**	23,5
Conventions de revente	**22 860**	12 094	12 350	11 988	16 821	**10,5**	10,0
Total au Canada	**164 371**	153 525	139 558	132 267	131 806	**75,7**	78,2
À l'étranger							
Particuliers							
Prêts hypothécaires résidentiels	**3 376**	1 540	718	632	534	**1,6**	0,3
Prêts aux particuliers	**5 309**	812	902	947	650	**2,4**	0,4
Prêts sur cartes de crédit	**173**	–	–	–	–	**0,1**	**–**
	8 858	2 352	1 620	1 579	1 184	**4,1**	0,7
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations							
Services publics	**2 994**	3 051	3 887	4 702	3 877	**1,4**	2,3
Services financiers	**9 347**	7 912	6 937	10 896	11 359	**4,3**	6,7
Biens de consommation	**1 699**	1 111	1 411	2 756	2 365	**0,8**	1,4
Secteur immobilier commercial	**4 082**	271	464	862	926	**1,8**	0,5
Produits industriels	**2 116**	1 749	1 325	1 881	2 589	**1,0**	1,5
Transport et environnement	**1 571**	1 487	1 975	2 296	1 762	**0,7**	1,0
Gouvernements	**128**	167	773	492	622	**0,1**	0,4
Médias et câblodistribution (3)	**1 380**	2 033	1 909	2 270	–	**0,6**	–
Industrie forestière	**385**	468	549	609	609	**0,2**	0,4
Industrie automobile	**527**	513	878	2 264	1 771	**0,2**	1,1
Télécommunications	**1 558**	2 244	1 206	1 756	–	**0,7**	–
Technologies de l'information	**396**	433	709	1 212	4 722	**0,2**	2,8
Autres	**4 759**	2 621	3 245	4 139	3 184	**2,2**	1,9
	30 942	24 060	25 268	36 135	33 786	**14,2**	20,0
Conventions de revente	**13 010**	6 209	7 922	7 919	1 821	**6,0**	1,1
Total à l'étranger	**52 810**	32 621	34 810	45 633	36 791	**24,3**	21,8
Total des prêts et acceptations	**217 181**	186 146	174 368	177 900	168 597	**100,0 %**	100,0 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts	**(2 278)**	(1 871)	(1 884)	(2 026)	(1 769)		
Total	**214 903 $**	184 275 $	172 484 $	175 874 $	166 828 $		

(1) La répartition est fonction du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Les prêts aux petites et moyennes entreprises en 2001 se rapportent aux secteurs d'activité suivants : prêts de 1 788 millions de dollars liés au secteur immobilier commercial; prêts de 1 665 millions liés au secteur des biens de consommation; prêts de 916 millions liés au secteur des produits industriels; prêts de 605 millions liés aux secteurs du transport et de l'environnement; prêts de 434 millions liés au secteur de l'industrie automobile; prêts de 296 millions liés au secteur de l'industrie forestière; prêts de 157 millions liés au secteur des services publics; prêts de 133 millions liés au secteur des technologies de l'information; prêts de 96 millions liés au secteur des services financiers; prêts de 84 millions liés aux secteurs des médias et de la câblodistribution; prêts de 45 millions liés au secteur des télécommunications; prêts de 3 569 millions liés aux autres secteurs.

(3) Comprend des prêts liés au secteur de la câblodistribution de 330 millions de dollars au Canada en 2001 (262 millions en 2000; 169 millions en 1999; 164 millions en 1998; néant en 1997), et de 625 millions de dollars à l'étranger en 2001 (1 321 millions en 2000; 850 millions en 1999; 1 221 millions en 1998, néant en 1997).

TABLEAU 20 Prêts aux États-Unis et données relatives à la qualité de ces prêts (1)

(en millions de dollars)	Solde des prêts 2001	Solde des prêts 2000	Montant brut des prêts douteux 2001	Montant brut des prêts douteux 2000	Montant net des prêts douteux 2001	Montant net des prêts douteux 2000	Provision pour pertes sur créances 2001	Provision pour pertes sur créances 2000
Particuliers								
Prêts hypothécaires résidentiels	**2 664 $**	845 $	**24 $**	– $	**22 $**	– $	**8 $**	– $
Prêts aux particuliers	**4 621**	78	**15**	–	**8**	–	**5**	–
Prêts sur cartes de crédit	**128**	–	**–**	–	**–**	–	**2**	–
	7 413	923	**39**	–	**30**	–	**15**	–
Prêts et acceptations liés aux entreprises et aux gouvernements								
Services publics	**1 613**	1 582	**–**	–	**–**	–	**–**	–
Services financiers	**4 104**	4 521	**30**	–	**23**	–	**7**	–
Biens de consommation	**1 172**	435	**9**	–	**7**	–	**2**	–
Secteur immobilier commercial	**3 773**	44	**81**	4	**49**	1	**66**	2
Produits industriels	**1 513**	1 107	**8**	68	**(1)**	34	**3**	40
Transport et environnement	**788**	469	**48**	56	**26**	25	**(4)**	42
Gouvernements	**23**	–	**–**	–	**–**	–	**–**	–
Médias et câblodistribution (2)	**1 038**	1 782	**–**	–	**–**	–	**3**	–
Industrie forestière	**98**	181	**–**	–	**–**	–	**–**	–
Industrie automobile	**408**	221	**33**	–	**25**	–	**6**	–
Télécommunications	**835**	1 131	**272**	–	**122**	–	**272**	–
Technologies de l'information	**299**	374	**76**	–	**70**	–	**7**	–
Autres	**3 134**	645	**30**	17	**24**	9	**–**	15
	18 798	12 492	**587**	145	**345**	69	**362**	99
Conventions de revente	**3 668**	2 524	**–**	–	**–**	–	**–**	–
	29 879 $	15 939 $	**626 $**	145 $	**375 $**	69 $	**377 $**	99 $

(1) En fonction du lieu de résidence de l'emprunteur.
(2) Comprend des prêts de 455 millions de dollars liés au secteur de la câblodistribution (1 162 millions en 2000).

TABLEAU 21 Encours à l'étranger (1)

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2001	2001 Pourcentage de l'actif total	2000	2000 Pourcentage de l'actif total	1999	1999 Pourcentage de l'actif total
États-Unis – Banques	**7 186 $**		5 462 $		4 208 $	
Gouvernement	**3 834**		889		486	
Autres	**49 172**		30 034		23 865	
	60 192	**16,75 %**	36 385	12,56 %	28 559	10,55 %
Europe de l'Ouest						
Royaume-Uni – Banques	**6 275**		4 347		4 960	
Gouvernement	**153**		26		79	
Autres	**5 256**		5 791		4 308	
	11 684	**3,25**	10 164	3,51	9 347	3,45
France – Banques	**2 378**		2 379		2 082	
Gouvernement	**68**		45		57	
Autres	**1 176**		1 552		784	
	3 622	**1,01**	3 976	1,37	2 923	1,08
Allemagne – Banques	**5 952**		5 471		5 608	
Gouvernement	**173**		1		291	
Autres	**559**		643		268	
	6 684	**1,86**	6 115	2,11	6 167	2,28
Pays-Bas	**2 218**	**0,62**	1 300	0,45	2 060	0,76
Suisse	**1 362**	**0,38**	1 687	0,58	2 044	0,76
Autres	**5 244**	**1,46**	4 305	1,49	4 309	1,59
	30 814	**8,58**	27 547	9,51	26 850	9,92
Europe centrale, Europe de l'Est, Moyen-Orient et Afrique	**469**	**0,13**	645	0,22	769	0,28
Amérique latine						
Argentine	**193**	**0,06**	324	0,11	437	0,16
Brésil	**71**	**0,02**	75	0,02	160	0,06
Chili	**836**	**0,23**	751	0,26	640	0,24
Mexique	**696**	**0,19**	343	0,12	665	0,24
Autres	**174**	**0,05**	212	0,08	272	0,10
	1 970	**0,55**	1 705	0,59	2 174	0,80
Antilles						
Bahamas	**1 520**	**0,42**	1 549	0,54	1 674	0,62
Autres	**1 902**	**0,53**	1 952	0,67	1 236	0,46
	3 422	**0,95**	3 501	1,21	2 910	1,08
Asie						
Japon – Banques	**53**		634		390	
Gouvernement	**1 663**		1 599		625	
Autres	**988**		1 000		1 256	
	2 704	**0,75**	3 233	1,12	2 271	0,84
Singapour	**217**	**0,06**	336	0,11	411	0,15
République de Corée	**449**	**0,13**	338	0,11	462	0,17
Autres	**145**	**0,04**	188	0,07	755	0,29
	3 515	**0,98**	4 095	1,41	3 899	1,45
Australie et Nouvelle-Zélande	**2 335**	**0,65**	1 775	0,61	2 444	0,90
Provision cumulative pour pertes sur prêts (2)	**(728)**	**(0,20)**	(441)	(0,15)	(389)	(0,14)
Total	**101 989 $**	**28,39 %**	75 212 $	25,96 %	67 216 $	24,84 %

(1) Comprend les actifs suivants, liés à des clients situés dans un pays étranger : les prêts, les intérêts courus, les acceptations, les dépôts productifs d'intérêt à d'autres banques, les valeurs mobilières, les autres placements productifs d'intérêt et les autres actifs monétaires, y compris les gains nets de réévaluation sur les contrats de change et les produits dérivés. Les encours libellés en monnaie locale, qu'ils soient ou non couverts ou financés par des emprunts libellés en monnaie locale, sont compris dans les encours du pays en question. Les encours à l'étranger sont présentés en fonction de la région de risque ultime.
(2) La provision cumulative pour pertes sur prêts comprend la provision à l'égard des risques-pays et la tranche relative à l'étranger de la provision cumulative spécifique et de la provision cumulative générale.

Gestion des risques

Vue générale

La Banque gère le risque stratégiquement afin d'accroître la valeur pour les actionnaires. La pierre angulaire d'une gestion des risques efficace à la Banque consiste en une solide culture de gestion des risques, qui est étayée par de nombreux processus d'élaboration de stratégies et de politiques, dirigés conjointement par les spécialistes de la gestion des risques et par les unités. Ce partenariat vise à garantir que la Banque demeure axée stratégiquement sur les questions touchant les activités, les risques et les ressources.

Bien que le partenariat soit important, l'indépendance de la Gestion des risques du Groupe est essentielle. Le membre du Directoire et chef de la gestion des risques, qui relève directement du président et chef de la direction, dirige une fonction globale structurée de façon à tenir compte des besoins changeants et des initiatives stratégiques de l'organisation. Le processus de gestion des risques bénéficie de la supervision des comités de direction et du Conseil. En 2001, les responsabilités du chef de la conformité à la réglementation ont été étendues, et le Comité de déontologie et de conformité à la réglementation a été ajouté à la structure des comités de gestion des risques :

Comité de vérification du Conseil d'administration
- Supervise le processus de présentation de l'information financière
- Examine les procédés de contrôle interne et de vérification

Comité des politiques en matière de risque et de révision du Conseil d'administration
- S'assure de la conformité des politiques et des procédés aux dispositions relatives aux délits d'initiés de la *Loi sur les banques* et au processus de gestion des risques
- Examine les tendances du profil de risque
- Examine les principales politiques en matière de risque et les principaux risques par contrepartie, par pays et par secteur

Comité de la politique de prêt
- Fournit des directives stratégiques
- Examine les politiques et les stratégies globales en matière de risque
- Présidé par le président et chef de la direction

Comité de déontologie et de conformité à la réglementation
- Fournit un aperçu des politiques et des systèmes de gestion afin d'assurer la conformité aux principes directeurs et au Code de conduite du Groupe
- Sert de point de référence pour établir les politiques en matière de déontologie et de conformité à la réglementation
- Présidé par le membre du Directoire et chef de la gestion des risques

Comité de gestion des risques
- Approuve des politiques, des processus et des systèmes pour la gestion des risques dans tout le Groupe
- Approuve les principales stratégies en matière de risque par pays et par secteur
- Examine l'incidence de l'évolution de la conjoncture sur les activités commerciales ou le profil de risque
- Surveille la qualité du portefeuille
- Présidé par le membre du Directoire et chef de la gestion des risques

Comité actif-passif
- Supervise le risque de marché dans les opérations autres que de négociation, le risque de liquidité et la gestion du capital
- Évalue les stratégies ayant trait au bilan afin de maximiser la valeur pour les actionnaires
- Présidé par le membre du Directoire et chef des finances

Comité du risque de taux d'intérêt
- Supervise la gestion du risque de taux d'intérêt pour les opérations autres que de négociation

La pyramide de risque est le principal outil d'évaluation des risques au sein de la Banque. Elle donne à l'organisation une langue commune qui lui permet d'évaluer les risques liés aux examens d'entreprises, aux nouvelles activités, aux nouveaux produits, aux nouvelles initiatives, aux acquisitions ou aux alliances. La pyramide sert également à fournir une optique organisationnelle des rôles et des responsabilités assumés par le Conseil et la direction afin d'assurer une gestion des risques efficace au sein de la Banque. Elle a initialement été élaborée comme un outil de communication et elle continue d'être utilisée à cette fin.

Les spécialistes de la Gestion des risques travaillent en collaboration avec les unités opérationnelles et fonctionnelles à la détection des risques, puis à leur évaluation, à leur surveillance et à leur gestion. Suivant une méthode de gestion de portefeuille appliquée à l'échelle du Groupe, ils utilisent des techniques d'analyse de portefeuille afin d'optimiser le rapport risque-rendement et de garantir une répartition efficiente du capital au sein de la Banque.

Pyramide de risque

Pyramide de risque : optique organisationnelle

Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit correspond habituellement au risque de perte causée par l'incapacité ou le refus d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. La distinction par rapport au risque de marché n'est cependant pas évidente, car le risque de crédit peut également être attribuable à la diminution de la valeur marchande causée par la détérioration de la situation financière d'une contrepartie. Un processus de gestion disciplinée du risque de crédit préserve l'indépendance et l'intégrité dans l'évaluation des risques, tout en étant intégré aux processus de gestion des activités. Des politiques et des procédés, qui sont communiqués à toute l'organisation, guident la gestion quotidienne du risque de crédit et constituent une partie essentielle de la culture de l'entreprise.

Sous réserve du principe absolu de la diversification du portefeuille, la Banque met l'accent sur :

- des relations stratégiques et profitables avec les clients, autant actuelles qu'éventuelles;
- des secteurs d'activité dans lesquels les sociétés canadiennes jouissent d'un avantage concurrentiel particulier ou dans lesquels la Banque a acquis des compétences spéciales;
- des secteurs axés sur les activités qui génèrent un rendement attrayant compte tenu du risque (petites entreprises, secteur public, exploitations agricoles).

Au Canada, la Banque offre une gamme complète de services à des clients de tous les secteurs d'activité. À l'échelle internationale, elle poursuit ses activités dans les secteurs où elle a acquis de l'expertise (exploration minière, énergie, télécommunications et médias, et services financiers). Elle met de plus en plus l'accent sur le rapport risque-rendement des opérations individuelles et sur l'incidence de ces opérations sur la diversification du portefeuille, et elle prête une attention particulière à l'équilibre approprié entre la « nouvelle économie » et « l'économie traditionnelle ». Lorsque l'économie a commencé à ralentir au début de l'été, la Banque a évalué de façon proactive le risque lié aux secteurs cycliques tels que ceux des biens de consommation, du commerce de détail et de la fabrication d'automobiles. Elle a par ailleurs continué de suivre de près le secteur des produits forestiers. En 2001, le portefeuille de prêts consentis aux entreprises de ce secteur a chuté de 170 millions de dollars, ou 9 %, pour s'établir à 1,7 milliard, en baisse par rapport à 2,6 milliards au 31 octobre 1997.

Au 31 octobre 2001, les prêts consentis aux entreprises des secteurs des télécommunications et de la câblodistribution s'élevaient à 3,2 milliards de dollars (4,8 milliards au 31 octobre 2000), et 47 % de ces prêts étaient assortis d'une cote de solvabilité élevée. Les prêts dans le secteur des télécommunications s'établissaient à 2,2 milliards de dollars, dont 41 % étaient assortis d'une cote de solvabilité élevée.

Au 31 octobre 2001, les prêts consentis aux entreprises du secteur du transport et de l'environnement s'établissaient à 3,7 milliards de dollars (3,0 milliards au 31 octobre 2000), et 62 % de ces prêts étaient assortis d'une cote de solvabilité élevée. En 2001, le secteur de l'aviation commerciale, en particulier, a été touché par un ralentissement cyclique et par l'incidence des attentats terroristes perpétrés le 11 septembre aux États-Unis. Au 31 octobre 2001, les prêts consentis aux transporteurs aériens s'élevaient à 0,9 milliard de dollars, et 67 % de ces prêts étaient assortis d'une cote de solvabilité élevée.

L'acquisition de RBC Centura a permis à la Banque d'élargir son portefeuille de prêts aux entreprises du secteur immobilier, mais la séparation géographique du portefeuille de RBC Centura et des marchés canadiens traditionnels de la Banque est considérée comme un facteur atténuant. Nonobstant cette diversification, la Banque prévoit, au cours des deux prochaines années, réduire de 1 milliard de dollars environ le total de son encours relatif aux entreprises du secteur immobilier, qui se chiffrait à 6,4 milliards à la fin de l'exercice.

La Banque a maintenu le cap de la réduction du risque lié aux marchés naissants. Elle a continué de réduire son risque de crédit lié aux marchés naissants de l'Asie, de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, du Moyen-Orient et de l'Afrique, mais le rythme de cette réduction accuse maintenant un ralentissement. Son risque dans ces marchés concerne principalement des filiales de multinationales et de banques étrangères, et des sociétés qui exercent d'importantes activités en Amérique du Nord et offrent des possibilités de services tarifés dans leur marché intérieur. C'est particulièrement le cas en Amérique latine, où le risque est principalement lié au secteur privé et concerne surtout le financement de projets donnés, le risque lié directement au gouvernement étant négligeable.

Parmi les produits qui composent le portefeuille, les prêts traditionnels occupent de moins en moins de place, surtout en ce qui concerne les activités bancaires internationales. L'accent est davantage mis sur des activités de négociation, par exemple les opérations de change, les swaps, les options, les produits dérivés sur actions et les produits à revenu fixe. Les opérations sont effectuées par des équipes spécialisées à Toronto, New York, Londres et Sydney. Des services administratifs indépendants sur place veillent à ce que les lignes directrices en matière de risque soient respectées. La Gestion des risques à Toronto doit approuver les nouveaux produits ou les nouvelles structures après avoir fait une analyse des risques et une évaluation des facteurs de stress. Il y a deux niveaux de contrôle du risque des produits de négociation. Premièrement, les marges de crédit individuelles doivent être approuvées pour chaque contrepartie. Deuxièmement, le niveau global des marges approuvées est limité par groupe de produits, par emplacement de la contrepartie ou par secteur. Ces limites sont particulièrement importantes dans le secteur financier, les banques représentant environ 35 % et les institutions financières autres que les banques représentant 15 % de toutes les autorisations de crédit commercial de la Banque.

Services aux particuliers et aux entreprises

Une gestion des risques spécialisée à l'égard de toutes les activités des Services aux particuliers et aux entreprises demeure un objectif clé pour 2002. Pour ce qui est des marchés des consommateurs et des petites entreprises, la Gestion des risques et les Services aux particuliers et aux entreprises ont uni leurs efforts afin d'améliorer notre système d'évaluation du crédit par score et nos stratégies relatives aux activités de montage, d'examen des comptes et de perception. Les avantages de ce projet devraient commencer à se matérialiser en 2002. Par ailleurs, la Gestion des risques, en collaboration avec les Marchés commerciaux, continue d'acquérir de l'expertise dans le secteur et d'accroître ses capacités de gestion de portefeuille. Dans le marché milieu de gamme, la mise en œuvre du logiciel Conseiller financier de Moody (un logiciel conçu par les Services de gestion des risques de Moody et utilisé pour effectuer une analyse financière de l'information financière des clients aux fins du processus d'ouverture de crédit pour les clients du secteur privé et les entreprises) en 2002 aidera les directeurs de comptes à effectuer une analyse du crédit et à comprendre les besoins financiers de leurs entreprises clientes.

La Gestion des risques améliore continuellement les systèmes d'information de gestion afin d'accroître les capacités de gestion de portefeuille et d'améliorer les processus liés au crédit.

Grande entreprise et marchés des capitaux

En ce qui concerne les grandes entreprises clientes, la Banque aborde la gestion des risques selon une approche stratégique. Cette approche intègre des techniques exhaustives de gestion de portefeuille et des limites stratégiques prévisionnelles pour des secteurs et sous-secteurs, des pays et des clients fondées sur l'analyse des risques, les occasions d'affaires et le degré de risque que la Banque désire assumer. Le portefeuille d'actifs est géré d'une façon continue au moyen d'examens officiels – périodiques et liés aux événements – du rapport risque-rendement de la clientèle actuelle et des occasions potentielles, ainsi que d'un processus exhaustif de modélisation de portefeuille, qui rééquilibre les risques de la Banque ayant trait aux secteurs internationaux et aux divers pays. Au cours de l'exercice, nous avons augmenté la fréquence et la profondeur de l'analyse des cotes de crédit de nos emprunteurs et de nos contreparties.

Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation correspond au risque de subir une perte directe ou indirecte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, de la technologie, de facteurs humains ou de faits externes. L'incidence peut être une perte financière, une atteinte à la réputation, la perte d'une position concurrentielle ou une réprobation d'ordre réglementaire.

Bien qu'il soit impossible d'éliminer totalement le risque d'exploitation, la Banque s'efforce de le réduire au minimum en s'assurant que l'infrastructure, les contrôles, les systèmes et le personnel formé et compétent appropriés sont en place pour tout le Groupe. Des spécialistes chevronnés sont chargés de repérer et de mettre en œuvre les meilleures pratiques, selon la Banque, de l'industrie dans le domaine de la gestion du risque d'exploitation.

La Banque élabore et met en œuvre de façon proactive de nouvelles méthodes pour la détection, l'évaluation et la gestion du risque d'exploitation. En 2001, un grand nombre d'autoévaluations approfondies du risque d'exploitation ont été effectuées dans tous les secteurs, et ces derniers ont adopté des plans d'action afin de gérer leurs risques de façon plus proactive. Du capital ayant égard au risque d'exploitation a été réparti dans toutes les principales unités opérationnelles, en fonction d'une évaluation du risque de chacune.

En 2002, la Banque mettra en place des outils et des processus d'autoévaluation du risque d'exploitation dans toute l'organisation, et elle continuera d'élaborer des méthodes de quantification du risque d'exploitation et d'adopter les meilleures pratiques en matière de gestion des risques.

Risque lié aux affaires électroniques

Les affaires électroniques regroupent différentes cultures, pratiques commerciales et chaînes de valeurs complexes, ainsi que différents processus et talents. Innovation, réinvention et regroupement sont le propre des affaires électroniques, et la Banque se tient au courant des faits nouveaux et de la rapidité avec laquelle les affaires électroniques évoluent. Nous accordons une importance primordiale à la communication des meilleures pratiques en matière de gestion des risques liés aux affaires électroniques, et désirons mettre en place des outils de gestion des risques et de diligence raisonnable dans toute l'organisation.

La sécurité, la confidentialité et la gestion de la technologie sont les risques le plus souvent mentionnés en matière d'affaires électroniques, et les tendances à cet égard au sein de la Banque font l'objet d'une surveillance et d'une gestion attentives. Parmi les risques uniques et susceptibles d'être élevés sur lesquels nous nous concentrons, on compte la planification stratégique/commerciale, la continuité des affaires, la gestion du changement, le recrutement et la rétention de ressources humaines ayant des compétences spécialisées, et la gestion du savoir. En établissant un centre d'expertise en matière de risque lié aux affaires électroniques, la Banque est devenue un chef de file et un modèle en matière de gestion du risque lié aux affaires électroniques.

Gestion du risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, des cours des actions et des cours des marchandises entraînent des pertes.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond à l'incidence défavorable potentielle des fluctuations des taux d'intérêt sur les résultats et la valeur économique de la Banque. Les principales sources du risque de taux d'intérêt auquel la Banque est exposée sont le risque de décalage dans la modification des taux, le risque d'écart de taux, le risque de base et le risque lié aux options. Le risque de décalage dans la modification des taux survient lorsqu'il y a des décalages ou des écarts dans les montants des actifs et des passifs et des instruments hors bilan dont les échéances ou les dates de modification des taux d'intérêt surviennent au cours d'une période donnée. Ces décalages découlent principalement des préférences des clients en matière d'échéance. Le risque d'écart de taux survient lorsque l'écart de taux est modifié en raison de l'évolution de la perception par le marché de la qualité et de la liquidité du crédit, qu'elles soient générales ou spécifiques. Le risque de base survient lorsque les différentiels de prix entre les divers indices en fonction desquels la Banque établit le prix de ses produits changent. Le risque lié aux options découle de l'incidence des mouvements des taux d'intérêt et du degré de volatilité sur la valeur marchande des options détenues dans les portefeuilles de la Banque.

Risque de change

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations des cours du change sur les résultats et la valeur économique de la Banque. La Banque est exposée au risque de change à la fois sur le marché des opérations de change au comptant et sur celui des contrats de change à terme ainsi que sur le marché des options. Le risque de change sur le marché au comptant survient lorsque la valeur actualisée totale de l'actif dans une devise donnée n'est pas égale à la valeur actualisée totale du passif dans cette même devise. Le risque découlant des contrats de change à terme survient lorsque, pour une devise donnée, le profil des échéances des contrats de change achetés diffère de celui des contrats de change vendus. Le risque lié aux options découle de l'incidence des mouvements des taux d'intérêt et de change ainsi que du taux de volatilité sur la valeur marchande des options faisant partie des portefeuilles de la Banque.

Risque sur actions

Le risque sur actions correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations du cours de certaines actions ou de l'évolution générale de la valeur du marché boursier sur les résultats de la Banque. La Banque est exposée au risque sur actions en raison de ses opérations d'achat et de vente d'actions à titre de contrepartiste dans ses activités de courtage. Le risque sur actions découle également des activités de négociation de la Banque, y compris la conclusion d'opérations de bourse sur mesure concernant les produits dérivés sur actions pour ses clients, les opérations d'arbitrage et la négociation pour son propre compte.

Risque sur marchandises

Le risque sur marchandises correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations des prix des marchandises sur les résultats et la valeur économique de la Banque. Le risque sur marchandises de la Banque touche principalement le portefeuille de négociation de la Banque et découle de son exposition aux variations des cours des métaux précieux. Toutefois, le risque sur marchandises auquel est exposé le portefeuille de négociation de la Banque est minime, car la Banque n'a habituellement pas de positions non couvertes pour ce portefeuille.

Le niveau du risque de marché auquel la Banque est exposée varie constamment, selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et du marché et la composition des portefeuilles de négociation et autres que de négociation de la Banque. La Banque établit, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels elle surveille et limite l'exposition au risque de marché découlant de ses activités de négociation et de gestion de l'actif et du passif.

Activités de négociation

Le risque de marché associé aux activités de négociation découle des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des devises, des taux d'intérêt, des actions et des marchandises. Le groupe des opérations sur titres de la Banque joue un rôle de premier plan dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de ses clients et le transfert des risques de marché à l'ensemble du marché des capitaux. La Banque agit également à titre de contrepartiste et adopte des positions exclusives de risque de marché en respectant les autorisations accordées par le Conseil. Ce risque est géré principalement au moyen d'une méthodologie de la valeur à risque (VAR).

La VAR est un concept de mesure du risque généralement reconnu qui utilise des modèles statistiques et des informations sur les prix du marché historiques pour calculer, selon un niveau de confiance donné, la perte maximale de valeur marchande que la Banque subirait dans ses portefeuilles de négociation par suite de mouvements défavorables des taux et des cours du marché pendant une journée. La VAR de la Banque est fondée sur un niveau de confiance de 99 % et représente une estimation de la perte maximale que pourrait subir la Banque dans ses portefeuilles de négociation 99 jours sur 100. La Banque utilise une simulation historique des scénarios des 500 jours de négociation précédents pour calculer la VAR de son portefeuille de négociation. Le graphique de la page 53A illustre le rapprochement des revenus de négociation nets quotidiens et des montants de la VAR globale de négociation pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001. Le revenu de négociation net correspond à la somme des ajustements à la valeur du marché comptabilisée pour les positions de négociation et du revenu net d'intérêt accumulé attribuable aux actifs de négociation. Au cours de l'exercice 2001, la Banque a enregistré seulement deux jours où des pertes de négociation se sont produites, et elle n'a pas enregistré un seul jour où les pertes de négociation ont dépassé l'estimation de la VAR pour cette journée.

TABLEAU 22 Évaluation des risques de marché – activités de négociation (1)

	2001				2000			
(en millions de dollars)	**À la fin**	**Haut**	**Moyenne**	**Bas**	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
VAR globale par catégorie de risque important								
Titres de participation	**8 $**	**16 $**	**10 $**	**6 $**	14 $	22 $	13 $	6 $
Change et marchandises	**2**	**6**	**3**	**1**	4	11	5	2
Taux d'intérêt	**3**	**9**	**4**	**2**	7	9	5	3
VAR globale (2)	**8 $**	**18 $**	**11 $**	**6 $**	18 $	24 $	16 $	10 $

(1) Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VAR quotidienne à un niveau de confiance de 99 %.
(2) La VAR globale reflète la corrélation entre chacune des catégories de risque important et la diversification.

Au cours de l'exercice, la Banque a élargi sa gamme de produits sur taux d'intérêt afin d'y inclure les produits dérivés de crédit. Ces produits permettent de négocier le risque de crédit indépendamment d'un instrument sous-jacent. Par exemple, le risque de crédit d'une société peut être acquis ou désinvesti au moyen d'un produit dérivé de crédit, sans qu'il soit nécessaire de détenir un prêt ou une obligation de la société. Les produits dérivés de crédit sont l'un des produits de négociation hors cote à la croissance la plus rapide. Ces produits sont offerts aux entreprises clientes et aux clients institutionnels, et ils sont également utilisés par la Banque aux fins de la gestion de son portefeuille de prêts.

Le tableau 22 ci-dessus indique la VAR par catégorie de risque important à la fin de l'exercice (haut, moyenne et bas) pour les activités de négociation regroupées de la Banque pour les exercices terminés les 31 octobre 2001 et 2000. Le tableau indique également la VAR globale de la Banque, qui intègre l'incidence de la corrélation dans les mouvements des taux d'intérêt, des cours du change, des cours des actions et des cours des marchandises et les avantages résultant de la diversification au sein du portefeuille de négociation de la Banque. Comme l'indique le tableau, la VAR moyenne de la Banque a chuté en 2001 pour s'établir à 11 millions de dollars, par rapport à 16 millions en 2000. Ce résultat traduit une baisse du risque auquel est exposé le portefeuille de négociation d'actions.

La Banque effectue également une analyse des pertes de négociation potentielles causées par des événements engendrant un stress à titre de contrôle supplémentaire de son risque de marché. À cette fin, elle applique des scénarios historiques et élaborés à l'interne aux positions de négociation quotidiennes afin de surveiller l'incidence de mouvements extrêmes du marché sur la valeur de son portefeuille.

L'unité fonctionnelle de Gestion des risques du Groupe, qui est indépendante des activités de négociation, est responsable de la surveillance quotidienne du risque de négociation global. L'unité fonctionnelle utilise la méthodologie VAR de la Banque pour comparer les risques réels aux limites établies, évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement et signaler à la haute direction les tendances ou les positions défavorables. L'unité fonctionnelle établit également et met en œuvre des politiques de mesure du risque et des plafonds détaillés qui s'appliquent aux activités de négociation.

La direction reconnaît que la VAR ne constitue pas une mesure absolue du risque de marché et que son usage est restreint, car elle se base sur de l'information historique uniquement. La direction établit donc d'autres plafonds pour contrôler les risques de liquidité du marché, l'écart de la position nette, l'échéance et le volume pour tous les produits. Ce cadre de référence global pour la gestion du risque de marché est conçu de manière à assurer une diversification appropriée des risques grâce à l'adoption de politiques globales.

REVENUS DE NÉGOCIATION NETS QUOTIDIENS PAR RAPPORT À LA VAR GLOBALE DE NÉGOCIATION
(en millions de dollars)

VAR GLOBALE PAR CATÉGORIE DE RISQUE IMPORTANT
(en millions de dollars)

HISTOGRAMME – REVENUS DE NÉGOCIATION NETS QUOTIDIENS
(nombre de jours)

Activités de gestion de l'actif et du passif – portefeuille autre que de négociation de la Banque

Les activités bancaires de base, telles que l'acceptation de dépôts et le crédit, exposent la Banque au risque de marché, surtout sous la forme du risque de taux d'intérêt. Le risque est géré en fonction des plafonds relatifs au risque sur actions lié à la valeur économique et au risque lié au revenu net d'intérêt approuvés par le Comité des politiques en matière de risque et de révision du Conseil d'administration. Les plafonds de risque sont fondés sur un mouvement parallèle immédiat et soutenu de 200 points de base des taux pour toutes les échéances. Le risque lié à la valeur économique mesure l'incidence défavorable nette sur la valeur actualisée de l'actif et du passif et des instruments financiers hors bilan. Le plafond établi pour le risque sur actions lié à la valeur économique est de 1,5 milliard de dollars, soit environ 10 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Banque. Ce résultat, qui traduit une hausse du plafond de 400 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, est attribuable à l'émission d'un montant net de 3,4 milliards de dollars d'actions ordinaires. Le risque lié au revenu net d'intérêt mesure l'incidence défavorable sur le revenu net d'intérêt au cours des douze mois suivants. Le plafond établi pour le risque lié au revenu net d'intérêt est de 300 millions de dollars.

L'unité de Trésorerie générale surveille et gère activement les portefeuilles autres que de négociation canadien et américain. En outre, elle supervise un nombre limité d'unités autorisées qui gèrent leur risque de taux d'intérêt à un niveau décentralisé, conformément aux plafonds établis pour ce qui est du risque.

L'objectif de la gestion des portefeuilles autres que de négociation canadien et américain consiste à réaliser un équilibre entre l'accroissement du revenu net d'intérêt et la réduction de l'incidence des mouvements défavorables des taux d'intérêt. Afin d'atteindre cet objectif, on ajuste le profil de risque du portefeuille au moyen de produits dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, en tenant compte de la forme de la courbe de rendement, des variations prévues du niveau des taux d'intérêt et du niveau actuel de risque assumé. S'il y a lieu, la Banque achète également des options afin de couvrir certaines des options intégrées inhérentes à certains produits bancaires de dépôt et de prêt. Les options intégrées permettent aux clients de la Banque de modifier le profil des échéances de leurs dépôts ou de leurs prêts. Les options intégrées les plus courantes sont les clauses de rachat anticipé de certains produits de dépôt à terme et les options de remboursement anticipé de certains produits de prêt.

La principale technique analytique utilisée par la Banque pour mesurer le risque sur actions lié à la valeur économique et le risque lié au revenu net d'intérêt et pour gérer le risque de taux d'intérêt applicable au portefeuille autre que de négociation est l'analyse au moyen de scénarios et l'analyse de la position de départ. L'analyse au moyen de scénarios est prospective et permet à la Banque de prévoir le revenu net d'intérêt et d'analyser l'incidence suivant de nombreux scénarios portant sur l'économie et les taux d'intérêt. Elle englobe des hypothèses touchant les stratégies en matière d'établissement des taux, le volume et la composition des nouvelles activités, l'évolution prévue du niveau des taux d'intérêt, celle de la courbe de rendement et d'autres facteurs, tels que l'incidence des options intégrées. L'analyse de la position de départ fournit le cadre de référence pour la mesure du risque lié à la valeur économique et du risque lié au revenu net d'intérêt en fonction de plafonds à un moment dans le temps. Les résultats de l'analyse au moyen de scénarios et de l'analyse de la position de départ aident à déterminer les compromis risque-rendement des stratégies potentielles en matière de couverture et d'optimisation. Cela permet à la Banque de réaliser un équilibre entre l'accroissement du revenu net d'intérêt et l'atténuation du risque de diminution du bénéfice par suite de mouvements défavorables des taux d'intérêt.

Le tableau 23 ci-dessous présente l'incidence potentielle d'une augmentation et d'une diminution de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt touchant le portefeuille autre que de négociation sur la valeur économique et les résultats actuels de la Banque. Ces mesures sont fondées sur la position de la Banque en matière de sensibilité aux taux d'intérêt au 31 octobre 2001, y compris toutes les hypothèses relatives à la modification des taux. Ces mesures présument qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée et que les taux de tous les actifs et passifs sont modifiés selon les montants définis. La Banque définit un bilan indifférent au risque comme un bilan dans lequel le montant net des actifs résiduels qui représentent des actions est investi uniformément sur une période de cinq ans. Par conséquent, le profil de risque des taux d'intérêt de la Banque est légèrement sensible à l'actif, quoique la durée des investissements liés aux actions soit de 2,5 ans environ. Cette caractéristique est propre à une banque utilisant une « zone de sécurité » à l'égard des taux d'intérêt, en fonction de laquelle les mesures du risque lié à la valeur économique et du risque lié au revenu net d'intérêt se déplacent en sens opposés lorsqu'un mouvement parallèle de la courbe de rendement se produit. Dans la zone de sécurité, le revenu net d'intérêt diminue et la valeur économique augmente lorsqu'il y a une chute des taux d'intérêt, et l'inverse se produit lorsque les taux d'intérêt augmentent.

La position en matière de sensibilité aux taux d'intérêt au 31 octobre 2001, compte tenu de toutes les hypothèses relatives à la modification des taux, exprime un point de vue sur les mouvements futurs des taux d'intérêt par rapport à la courbe de rendement actuelle. L'écart a été et est actuellement géré activement de façon à refléter les faibles taux d'intérêt que l'on constate depuis le milieu de septembre. La Banque est d'avis que bien qu'une nouvelle baisse des taux d'intérêt à court terme soit possible, les taux d'intérêt à moyen et à long terme se maintiendront aux niveaux actuels jusqu'à ce qu'une reprise économique soit évidente. Bien qu'une certaine volatilité à très court terme soit possible, la Banque prévoit des taux d'intérêt relativement stables jusqu'au début de l'année civile 2002.

Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt décrites dans la présente section sont fondées sur les risques de taux d'intérêt de la Banque à un moment précis. L'exposition aux risques fluctue continuellement suivant les activités commerciales courantes de la Banque et ses initiatives en matière de gestion du risque.

TABLEAU 23 **Évaluation des risques de marché – activités autres que de négociation**

	2001		2000	
(en millions de dollars)	**Risque lié à la valeur économique des capitaux propres** (1)	**Risque lié au evenu net d'intérêt** (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres (1)	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
Augmentation de 100 p.b.	**(390)$**	**96 $**	(306)$	71 $
Diminution de 100 p.b.	**256**	**(108)**	241	(84)
Augmentation de 200 p.b.	**(842)$**	**179 $**	(628)$	129 $
Diminution de 200 p.b.	**466**	**(294)**	473	(170)

(1) Les montants sont présentés avant impôts au 31 octobre.

Risque de liquidité

La gestion des liquidités a pour objectif de garantir que la Banque peut obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à ses obligations. La gestion des liquidités est essentielle pour protéger le capital de la Banque, maintenir la confiance du marché et garantir que la Banque peut profiter des possibilités d'expansion rentables.

Le cadre de gestion des liquidités de la Banque comprend des politiques à l'égard de plusieurs éléments clés, comme le niveau minimal d'actifs liquides devant être maintenu en tout temps. La Banque a recours à des actifs liquides et à des conventions de rachat et de revente pour gérer ses liquidités à court terme. Les actifs liquides et les actifs achetés en vertu de conventions de revente (avant la remise en gage – voir le paragraphe suivant) totalisaient 136,3 milliards de dollars ou 38 % du total de l'actif au 31 octobre 2001, comparativement à 97,5 milliards ou 34 % du total de l'actif au 31 octobre 2000. Les actifs liquides en dollars canadiens sont principalement composés de valeurs mobilières négociables, et une grande partie des actifs liquides en devises de la Banque sont confiés à des banques étrangères très bien cotées.

La Banque a également adopté des politiques visant à garantir qu'elle est en mesure de satisfaire aux exigences de remise en gage qui peuvent survenir. Au 31 octobre 2001, des actifs d'une valeur de 9,5 milliards de dollars avaient été remis en gage à titre de garantie, en plus d'engagements de 20,9 milliards et de 16,4 milliards, respectivement, afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et à des titres vendus à découvert. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la note 15 des états financiers consolidés.

Un autre élément clé du cadre de gestion des liquidités est la gestion des flux de trésorerie. Ce cadre comprend des limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités pour des périodes données, surtout pour certaines périodes à court terme importantes. Une analyse au moyen de scénarios est effectuée périodiquement, simulant le comportement présumé des flux de trésorerie en fonction de différentes conditions, afin d'évaluer les besoins de financement, et elle est mise à jour pour tenir compte de l'évolution de la conjoncture, le cas échéant.

Le cadre de référence de la Banque comporte également l'établissement d'un plan d'urgence afin d'évaluer la nature et la volatilité des sources de financement et de déterminer des solutions de rechange à ces sources en cas de problème. Ce plan d'urgence serait appliqué afin de s'assurer que la Banque est en mesure de respecter ses engagements de financement en cas de perturbation générale du marché ou de conditions économiques défavorables. Le plan est revu et actualisé au moins une fois par an.

De solides ratios du capital et un vigoureux bénéfice de base, ainsi qu'une excellente qualité du crédit, sont nécessaires au maintien de cotes de crédit élevées et, par le fait même, à un accès avantageux au financement. Ces facteurs, de même que d'autres indicateurs, font l'objet d'une surveillance continue dans le cadre du processus de gestion du risque de liquidité.

La diversification du financement est un autre élément clé de la gestion des liquidités. Elle consiste à varier de façon stratégique le type et le pays d'origine des déposants, les emplacements géographiques et les entités juridiques, les échéances, les marchés et les instruments. Les dépôts de base, qui proviennent principalement de consommateurs, et le capital sont des sources de première importance de diversification. Des informations sur la gestion du capital sont fournies aux pages 39A à 42A. Les autres sources incluent les fonds du marché monétaire, le financement à terme et la titrisation d'actifs.

Comme il est indiqué au tableau 24 ci-dessous, les dépôts des consommateurs ont constitué environ 43 % du total des dépôts, et ils ont connu une hausse de 11,7 milliards de dollars, ou 13 %, par rapport au 31 octobre 2000, qui inclut un montant de 8,2 milliards attribuable à RBC Centura. Les dépôts des entreprises et des gouvernements exprimés en pourcentage du total des dépôts sont demeurés inchangés à 46 %. Les dépôts des entreprises et des gouvernements ont augmenté de 13,5 milliards de dollars, ou 14 %, sur douze mois, dont un montant de 3,4 milliards attribuable à RBC Centura. Les dépôts des consommateurs représentent la principale source de dépôts en dollars canadiens, tandis que les dépôts en devises sont principalement effectués par de grandes sociétés et des banques étrangères, y compris des banques centrales.

En 2001, la Banque a continué d'accroître sa capacité de financement à terme, en émettant, dans diverses devises et sur divers marchés, des billets de dépôts de premier rang totalisant 2,1 milliards de dollars. Elle a également émis des débentures subordonnées totalisant 1,0 milliard de dollars, du capital innovateur de première catégorie totalisant 750 millions de dollars et des actions privilégiées totalisant 250 millions de dollars, comme il est expliqué à la page 40A. La titrisation de créances sur cartes de crédit financées par des billets à moyen terme a généré un financement de 1,0 milliard de dollars durant l'exercice.

En octobre, la Banque a procédé au placement de billets subordonnés totalisant 400 millions de dollars US. Le placement s'est terminé le 8 novembre 2001. L'émission a été libellée en dollars US et effectuée sur le marché européen afin que la Banque puisse mieux aligner la composition en devises de son capital sur celle de ses actifs, et diversifier davantage sa clientèle d'investisseurs pour ce type de titres.

La Banque a également diversifié son financement en participant au nouveau programme d'obligations hypothécaires du Canada de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Au cours de l'exercice, la Banque a titrisé 800 millions de dollars de prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement et elle a initialement vendu 723 millions de dollars de ces titres.

Ces activités diverses ont renforcé la présence de la Banque au Canada et à l'étranger. Leur utilisation future et l'utilisation de nouvelles sources de financement continueront d'être évaluées à la lumière de leur incidence sur les sources de financement traditionnelles et avantages connexes.

TABLEAU 24 **Dépôts**

				2001	2000	1999
(en millions de dollars)	Dépôts à vue	Dépôts à préavis	Dépôts à terme fixe	**Total**	Total	Total
Particuliers	10 835 $	28 945 $	61 601 $	**101 381 $**	89 632 $	87 359 $
Entreprises et gouvernements	28 754	12 122	66 265	**107 141**	93 618	86 223
Banques	2 070	411	22 444	**24 925**	19 646	14 315
	41 659 $	41 478 $	150 310 $	**233 447 $**	202 896 $	187 897 $
Dépôts non productifs d'intérêt						
Canada				**20 501 $**	19 431 $	16 876 $
États-Unis				**1 918**	151	–
Autres pays				**543**	712	666
Dépôts productifs d'intérêt						
Canada				**118 161**	116 113	112 430
États-Unis				**24 825**	10 847	9 451
Autres pays				**67 499**	55 642	48 474
				233 447 $	202 896 $	187 897 $

Comparaison des exercices 2000 et 1999

Le texte qui suit constitue une comparaison des résultats d'exploitation de la Banque pour les exercices terminés les 31 octobre 2000 et 1999. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes complémentaires des pages 57A à 85A. Cette partie de l'Analyse par la direction porte sur les résultats déclarés dans les états financiers consolidés et elle n'exclut pas les éléments exceptionnels.

Résultats par secteur d'exploitation

Le bénéfice net des Services aux particuliers et aux entreprises a progressé de 31 %, pour s'établir à 1 129 millions de dollars en 2000, par rapport à 865 millions en 1999. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a augmenté de 200 points de base, pour s'établir à 20,7 %. Le ratio d'efficience a progressé de 550 points de base pour correspondre à 58,4 % en 2000, en raison d'un programme très efficace de réduction des coûts.

Le bénéfice net du secteur Assurance a grimpé de 45 %, pour s'établir à 132 millions de dollars en 2000. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a augmenté, passant de 47,9 % à 49,0 %.

Le bénéfice net de la Gestion de patrimoine a grimpé de 49 % par rapport à 1999, pour s'établir à 416 millions de dollars. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a diminué de 1 140 points de base, s'établissant à 48,2 %, en raison de la hausse des capitaux affectés pour couvrir les risques opérationnels et autres risques.

Le bénéfice net du secteur Grande entreprise et marchés des capitaux a progressé de 65 % en 2000, pour s'établir à 508 millions de dollars. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est fixé à 21,1 %, soit une amélioration de 550 points de base.

Le bénéfice net du Traitement des opérations a augmenté de 25 %, pour s'établir à 134 millions de dollars. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a progressé de 450 points de base, pour se fixer à 32,2 %.

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 3 % pour s'établir à 5,3 milliards de dollars en 2000, par rapport à 5,1 milliards en 1999. Cette augmentation est partiellement attribuable aux volumes plus élevés d'actifs productifs d'intérêt, en particulier les prêts aux entreprises du secteur de détail.

Autres produits

Les autres produits ont progressé de 23 % en 2000, pour s'établir à 6,7 milliards de dollars, et ils ont représenté 56 % du total des revenus bruts.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 7 % pour se chiffrer à 7,6 milliards de dollars.

Charge d'impôts

La charge d'impôts de la Banque pour 2000 s'est élevée à 1,4 milliard de dollars, soit un taux d'imposition effectif de 38,6 %. La charge d'impôts pour 1999 s'était élevée à 1,0 milliard de dollars tandis que le taux d'imposition effectif s'était établi à 36,5 %.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances a fléchi de 9 % et est passée de 760 millions de dollars en 1999 à 691 millions en 2000. Le total de la provision cumulative pour pertes sur prêts s'est établi à 1,9 milliard de dollars ou 1,0 % du total des prêts (y compris les acceptations), contre 1,1 % en 1999.

Information financière trimestrielle

Un sommaire des résultats des huit plus récents trimestres complets est présenté à la page 90A.

/ États financiers consolidés

Responsabilité de la direction dans la préparation des états financiers

Les présents états financiers consolidés de la Banque Royale du Canada ont été préparés par la direction, qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information présentée, y compris plusieurs montants qui doivent nécessairement être fondés sur le jugement et des estimations. Ces états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables prescrites par le surintendant des institutions financières Canada. L'information financière contenue dans ce rapport annuel est en accord avec ces états financiers consolidés. La direction a également préparé les états financiers consolidés de la Banque Royale du Canada selon les principes comptables généralement reconnus des États Unis, et ces états financiers consolidés ont aussi été fournis aux actionnaires.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers consolidés et des systèmes comptables qui les produisent, la direction maintient les systèmes de contrôles internes requis et conçus pour s'assurer que toutes les opérations sont dûment autorisées, que l'actif de la Banque est bien sauvegardé et que des registres adéquats sont tenus. Les contrôles en place comprennent les normes de qualité à l'égard de l'embauche et de la formation du personnel, les politiques et les manuels de procédures, le code de déontologie de la Banque et la responsabilisation des employés quant à leur rendement selon des sphères de responsabilité appropriées et bien définies.

Les systèmes de contrôles internes sont de plus renforcés par une fonction de conformité à la réglementation qui assure que la Banque et ses employés se conforment à la législation sur les valeurs mobilières et aux règles portant sur les conflits d'intérêts, et par une équipe de vérificateurs internes qui effectue une revue périodique de tous les secteurs d'activité de la Banque.

Le Conseil d'administration voit à ce que la direction assume sa responsabilité en matière d'information financière par l'entremise d'un Comité de vérification composé uniquement d'administrateurs n'appartenant ni à la direction ni au personnel de la Banque. Ce comité revoit les états financiers consolidés de la Banque et recommande au Conseil de les approuver. Le Comité de vérification assume d'autres responsabilités importantes, étant notamment chargé de revoir les procédés de contrôles internes actuels de la Banque ainsi que les révisions prévues de ces procédés, et de conseiller les administrateurs en matière de vérification et de présentation de l'information financière. Le responsable de la conformité à la réglementation et le vérificateur interne en chef de la Banque peuvent consulter librement et en tout temps le Comité de vérification.

Au moins une fois l'an, le surintendant des institutions financières Canada effectue les examens et enquêtes concernant les opérations de la Banque qu'il juge nécessaires pour s'assurer, d'une part, que la Banque respecte fidèlement les dispositions de la *Loi sur les banques* concernant la protection des déposants et des actionnaires et, d'autre part, que la situation financière de la Banque est saine.

Les vérificateurs indépendants Deloitte & Touche, s.r.l. et PricewaterhouseCoopers s.r.l., nommés par les actionnaires sur recommandation du Comité de vérification, ont effectué une vérification indépendante des états financiers consolidés de la Banque et ont présenté le rapport qui suit. Les vérificateurs peuvent en tout temps s'entretenir avec le Comité de vérification de tous les aspects de leur mandat de vérification et de tous les points soulevés dans le cadre de leur travail.

Gordon M. Nixon
Président et chef de la direction

Peter W. Currie
Membre du Directoire et chef des finances

Toronto, le 20 novembre 2001

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de la Banque Royale du Canada

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Banque Royale du Canada aux 31 octobre 2001 et 2000 et les états consolidés des résultats, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2001. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque aux 31 octobre 2001 et 2000 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2001 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables prescrites par le surintendant des institutions financières Canada.

Également, le 20 novembre 2001, nous avons présenté aux actionnaires de la Banque un rapport des vérificateurs sans restriction par suite de notre vérification, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, des états financiers consolidés des 31 octobre 2001 et 2000 dressés selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis.

Deloitte & Touche, s.r.l.
PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Toronto, le 20 novembre 2001

Bilan consolidé

Au 31 octobre (en millions de dollars)	**2001**	2000
Actif		
Liquidités		
Encaisse et dépôts à des banques	**1 792 $**	947 $
Dépôts productifs d'intérêt à d'autres banques	**15 743**	15 461
	17 535	16 408
Valeurs mobilières		
Titres du compte de négociation (incluant un montant de 3 649 $ nanti en 2001)	**58 192**	45 477
Titres du compte de placement (incluant un montant de 2 559 $ nanti en 2001)	**21 877**	14 266
Titres de substitut de prêt	**438**	465
	80 507	60 208
Prêts		
Prêts hypothécaires résidentiels	**67 442**	62 984
Prêts aux particuliers	**32 511**	28 019
Prêts sur cartes de crédit	**4 283**	4 666
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**67 152**	60 546
Biens achetés en vertu de conventions de revente	**35 870**	18 303
	207 258	174 518
Provision cumulative pour pertes sur prêts	**(2 278)**	(1 871)
	204 980	172 647
Autres		
Montants se rapportant aux produits dérivés	**27 240**	19 155
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	**9 923**	11 628
Locaux et matériel	**1 602**	1 249
Écart d'acquisition	**4 919**	648
Autres actifs incorporels	**619**	208
Autres actifs	**11 935**	7 589
	56 238	40 477
	359 260 $	289 740 $
Passif et capitaux propres		
Dépôts		
Particuliers	**101 381 $**	89 632 $
Entreprises et gouvernements	**107 141**	93 618
Banques	**24 925**	19 646
	233 447	202 896
Autres		
Acceptations	**9 923**	11 628
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	**16 443**	13 419
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	**20 864**	9 005
Montants se rapportant aux produits dérivés	**28 646**	18 574
Autres passifs	**23 979**	14 149
	99 855	66 775
Débentures subordonnées	**6 314**	5 825
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	**1 479**	703
Capitaux propres		
Capital-actions		
Actions privilégiées	**2 024**	2 037
Actions ordinaires (émises et en circulation – 674 020 927 et 602 397 936)	**6 973**	3 076
Bénéfices non répartis	**9 168**	8 428
	18 165	13 541
	359 260 $	289 740 $

Gordon M. Nixon
Président et chef de la direction

Robert B. Peterson
Administateur

État consolidé des résultats

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)	**2001**	2000	1999
Revenu d'intérêt			
Prêts	**13 195 $**	12 616 $	11 287 $
Valeurs mobilières	**3 281**	2 669	2 190
Dépôts à d'autres banques	**831**	824	726
	17 307	16 109	14 203
Frais d'intérêt			
Dépôts	**8 712**	9 057	7 636
Autres passifs	**1 673**	1 429	1 161
Débentures subordonnées	**405**	344	286
	10 790	10 830	9 083
Revenu net d'intérêt	**6 517**	5 279	5 120
Autres produits			
Commissions sur le marché financier	**1 870**	1 810	1 209
Revenus tirés des activités de négociation	**1 820**	1 540	1 106
Commissions de gestion de placements et de services de garde	**895**	684	547
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	**887**	756	688
Revenus tirés des fonds communs de placement	**546**	528	479
Revenus sur cartes	**458**	420	362
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	**312**	299	243
Commissions de crédit	**237**	212	189
Revenus tirés des activités d'assurance	**201**	191	161
Revenus tirés de la titrisation	**123**	115	222
Gain (perte) à la vente de valeurs mobilières	**(128)**	(11)	28
Gain tiré de désinvestissements	**445**	–	–
Autres	**549**	188	246
	8 215	6 732	5 480
Revenus bruts	**14 732**	12 011	10 600
Provision pour pertes sur créances	**1 119**	691	760
	13 613	11 320	9 840
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines	**5 723**	4 651	4 013
Frais d'occupation	**724**	570	564
Matériel	**771**	665	677
Communications	**686**	695	699
Honoraires	**412**	267	298
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels	**284**	87	66
Autres	**1 155**	646	743
	9 755	7 581	7 060
Bénéfice net avant impôts	**3 858**	3 739	2 780
Charge d'impôts	**1 340**	1 445	1 015
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	**2 518**	2 294	1 765
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	**107**	20	8
Bénéfice net	**2 411 $**	2 274 $	1 757 $
Dividendes sur actions privilégiées	**135**	134	157
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**2 276 $**	2 140 $	1 600 $
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	**641 516**	606 389	626 158
Bénéfice par action (en dollars)	**3,55 $**	3,53 $	2,55 $
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	**647 216**	609 865	632 305
Bénéfice dilué par action (en dollars)	**3,52 $**	3,51 $	2,53 $

État consolidé de la variation des capitaux propres

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)	**2001**	2000	1999
Actions privilégiées			
Solde au début	**2 037 $**	2 009 $	2 144 $
Émises	**250**	–	296
Rachetées aux fins d'annulation	**(300)**	–	(400)
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	**37**	28	(31)
Solde à la fin	**2 024**	2 037	2 009
Actions ordinaires			
Solde au début	**3 076**	3 065	2 925
Émises	**4 009**	109	192
Achetées aux fins d'annulation	**(112)**	(98)	(52)
Solde à la fin	**6 973**	3 076	3 065
Bénéfices non répartis			
Solde au début	**8 428**	7 541	6 823
Bénéfice net	**2 411**	2 274	1 757
Dividendes sur actions privilégiées	**(135)**	(134)	(157)
Dividendes sur actions ordinaires	**(897)**	(689)	(588)
Incidence cumulative de l'adoption initiale de la norme comptable « Avantages sociaux futurs », déduction faite des impôts s'y rapportant	**(221)**	–	–
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	**(397)**	(562)	(281)
Frais d'émission, déduction faite des impôts s'y rapportant	**(19)**	(4)	(9)
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture et des impôts s'y rapportant	**(2)**	2	(4)
Solde à la fin	**9 168**	8 428	7 541
Capitaux propres à la fin	**18 165 $**	13 541 $	12 615 $

État consolidé des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)	**2001**	2000	1999
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	**2 411 $**	2 274 $	1 757 $
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
Provision pour pertes sur créances	**1 119**	691	760
Amortissement	**389**	370	389
Restructuration	**91**	–	153
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels	**284**	87	66
Gain à la vente de locaux et de matériel	**(42)**	(4)	(95)
Gain tiré de désinvestissements	**(445)**	–	–
Variation des intérêts courus à recevoir et à payer	**(142)**	78	(81)
Perte nette (gain net) à la vente de titres de placement	**128**	11	(28)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation			
Impôts reportés	**(165)**	(193)	127
Impôts de l'exercice exigibles	**(460)**	(434)	487
Gains non réalisés et montants à recevoir en vertu de contrats de produits dérivés	**(8 076)**	(4 004)	15 262
Pertes non réalisées et montants à payer en vertu de contrats de produits dérivés	**10 070**	3 355	(14 151)
Titres du compte de négociation	**(11 836)**	(12 493)	(4 437)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	**2 869**	(4 466)	3 481
Autres	**(3 398)**	399	782
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	**(7 203)**	(14 329)	4 472
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des prêts	**(1 130)**	(11 713)	1 632
Produit tiré de la vente de titres de placement	**12 503**	10 947	5 163
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres de placement	**14 021**	16 769	10 839
Acquisitions de titres de placement	**(27 578)**	(24 953)	(20 921)
Diminution des titres de substitut de prêt	**27**	70	224
Variation des dépôts productifs d'intérêt à d'autres banques	**(135)**	5 125	(6 596)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	**(370)**	(281)	(301)
Produit net tiré de la vente de propriétés immobilières	**57**	–	815
Variation des actifs achetés en vertu de conventions de revente	**(17 474)**	1 969	(365)
Flux de trésorerie nets affectés à l'acquisition de filiales	**(3 120)**	(323)	(133)
Produit net tiré de désinvestissements	**478**	–	–
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	**(22 721)**	(2 390)	(9 643)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Émission de RBC TruCS	**750**	650	–
Augmentation des dépôts	**19 225**	14 882	7 892
Émission de débentures subordonnées	**1 025**	1 200	700
Débentures subordonnées échues	**(42)**	(20)	(123)
Débentures subordonnées rachetées	**(538)**	–	–
Émission d'actions privilégiées	**250**	–	296
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	**(300)**	–	(400)
Frais d'émission	**(19)**	(4)	(9)
Émission d'actions ordinaires	**657**	59	17
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	**(509)**	(660)	(333)
Dividendes versés	**(972)**	(791)	(735)
Variation des titres vendus en vertu de conventions de rachat	**11 629**	(391)	(1 868)
Variation des dettes des filiales	**(387)**	281	(215)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	**30 769**	15 206	5 222
Variation nette de l'encaisse et des dépôts à des banques	**845**	(1 513)	51
Encaisse et dépôts à des banques au début	**947**	2 460	2 409
Encaisse et dépôts à des banques à la fin	**1 792 $**	947 $	2 460 $
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie			
Intérêts versés durant l'exercice	**11 149 $**	10 698 $	8 989 $
Impôts sur les bénéfices payés durant l'exercice	**1 443 $**	2 007 $	542 $

NOTE 1 Principales conventions comptables

Aux termes de la *Loi sur les banques*, les présents états financiers consolidés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, y compris les exigences comptables du surintendant des institutions financières Canada. La Banque a également préparé des états financiers consolidés dressés selon les PCGR des États-Unis, et ces états ont aussi été fournis aux actionnaires. La note 20 des états financiers consolidés décrit et concilie les différences entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

Les PCGR exigent que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants présentés dans les états financiers consolidés. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Certains chiffres correspondants ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

Les principales conventions comptables suivies dans la préparation de ces états financiers consolidés sont résumées ci-dessous.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent l'actif et le passif ainsi que les résultats d'exploitation de toutes les filiales, compte tenu de l'élimination des opérations et des soldes intersociétés. La Banque a comptabilisé l'acquisition des filiales selon la méthode de l'acquisition. La méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation est utilisée pour comptabiliser les placements dans des sociétés liées sur lesquelles la Banque exerce une influence notable. Ces placements sont inclus dans le poste Autres actifs. La quote-part de la Banque du bénéfice tiré de ces placements et les gains et les pertes réalisés à l'aliénation de ces placements sont inclus dans la rubrique Autres produits. La méthode de la consolidation proportionnelle est utilisée pour comptabiliser les placements sur lesquels la Banque exerce un contrôle conjoint; selon cette méthode, la banque consolide la quote-part qui lui revient de chacun des actifs, des passifs, des revenus et des charges.

Conversion des comptes exprimés en devises

L'actif et le passif exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan; les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice.

Les gains et les pertes de change non réalisés (déduction faite des opérations de couverture et des impôts s'y rapportant) sur des placements dans des succursales, des filiales et des sociétés associées étrangères qui utilisent une devise autre que le dollar canadien sont inscrits à la rubrique Bénéfices non répartis. Au moment de l'aliénation de ces placements, le montant net du gain ou de la perte de change cumulé est porté sous Autres produits. Les autres gains et pertes de change non réalisés (déduction faite des opérations de couverture) sont inclus dans la rubrique Autres produits.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont constatées au moment de leur acquisition, selon l'intention de la direction, en tant que titres des comptes de négociation ou de placement.

Les titres du compte de négociation, qui sont acquis aux fins de revente à court terme, sont présentés à leur valeur marchande courante estimative. Les obligations découlant de la livraison des titres de négociation vendus mais non encore acquis sont comptabilisées à titre de passif et inscrites à leur juste valeur. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés relativement à ces titres sont constatés en tant que revenus tirés des activités de négociation et inclus dans la rubrique Autres produits. Les revenus d'intérêt afférents au compte de titres de négociation sont comptabilisés dans le revenu d'intérêt tiré des valeurs mobilières. Les frais d'intérêt sur les titres portant intérêt et vendus à découvert sont comptabilisés dans les frais d'intérêt.

Les titres du compte de placement comprennent les valeurs mobilières qui peuvent être vendues pour répondre ou parer à une variation des taux d'intérêt et au risque connexe lié aux paiements anticipés ou aux changements des sources de financement ou des conditions ou encore pour répondre aux besoins de liquidités. Les titres de participation du compte de placement sont comptabilisés au coût et les titres de créance du compte de placement, au coût non amorti. Les primes et les escomptes sur les titres de créance sont amortis au revenu d'intérêt tiré des valeurs mobilières selon la méthode du rendement effectif jusqu'à l'échéance des titres s'y rapportant. Les gains et les pertes réalisés au moment de l'aliénation des titres, qui sont calculés en fonction d'un coût moyen, ainsi que les réductions de valeur destinées à montrer une perte de valeur autre que temporaire sont inclus dans la rubrique Autres produits, sous Gain à la vente de valeurs mobilières.

Les titres de substitut de prêt sont des instruments de financement de clients, structurés comme des placements après impôts, plutôt que des prêts ordinaires afin d'offrir aux émetteurs un taux d'emprunt avantageux. Le traitement comptable de ces valeurs mobilières est identique à celui des prêts et, lorsque cela est nécessaire, une réduction est apportée au moyen d'une provision cumulative pour pertes sur créances.

Prêts

Les prêts sont présentés déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts et des produits non gagnés, qui comprennent les intérêts non gagnés et les commissions sur prêts non amorties.

Les prêts sont classés à titre de prêts douteux lorsque le plein recouvrement du capital ou des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 90 jours, les prêts, à l'exception des soldes de cartes de crédit et des prêts garantis par le gouvernement canadien, sont classés à titre de prêts douteux, sauf s'ils sont entièrement garantis ou qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement de la dette. Les soldes de cartes de crédit sont radiés lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours. Les prêts garantis par le gouvernement canadien sont classés à titre de prêts douteux lorsqu'ils sont en souffrance depuis 365 jours. Lorsqu'un prêt est classé à titre de prêt douteux, les intérêts cessent d'être cumulés et l'ensemble des intérêts précédemment cumulés mais non payés à l'égard du prêt est porté au débit de la provision pour pertes sur créances. Les intérêts reçus sur les prêts douteux sont portés au crédit de la provision cumulative pour pertes sur prêts à l'égard du prêt en question. Les prêts douteux sont de nouveau inscrits comme des prêts à marche satisfaisante lorsque tous les montants (y compris les intérêts) ont été recouvrés, que toutes les charges liées aux prêts douteux ont été contrepassées et que la qualité du crédit s'est améliorée de telle sorte que le recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues est raisonnablement assuré.

Lorsqu'un prêt a été classé parmi les prêts douteux, la valeur comptable du prêt est ramenée à sa valeur de réalisation estimative, déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus au taux d'intérêt réel inhérent au prêt. Au cours de périodes subséquentes, tout recouvrement de montants précédemment radiés et toute augmentation de la valeur comptable du prêt sont portés, à l'état des résultats, au crédit de la provision pour pertes sur créances. Lorsqu'une partie du prêt est radiée et que le solde est restructuré, le nouveau prêt est inscrit selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsqu'il n'y a plus de doute raisonnable concernant le recouvrement du capital et des intérêts, et que les paiements ne sont pas en souffrance depuis 90 jours.

Une garantie est demandée si elle est jugée nécessaire pour la facilité d'emprunt globale du client et ce, d'après une évaluation de la solvabilité du client.

Les actifs acquis en règlement d'un prêt problème sont inscrits à leur juste valeur ou à la valeur comptable du prêt à la date du transfert, selon le moins élevé des deux montants. Tout excédent de la valeur comptable du prêt sur la juste valeur des actifs acquis est porté au débit de la provision pour pertes sur prêts.

Les commissions perçues à l'égard des nouveaux prêts et des prêts restructurés ou renégociés sont reportées et comptabilisées dans le poste Revenu d'intérêt sur la durée estimative de ces prêts. S'il est probable qu'un prêt en résulte, les commissions d'engagement et de mobilisation sont également incluses sous Revenu d'intérêt sur la durée prévue de ces prêts. Sinon, les commissions sont inscrites comme Autres passifs et amorties à la rubrique Autres produits pendant la période d'engagement ou de mobilisation.

Provision cumulative pour pertes sur créances

La provision cumulative pour pertes sur créances est maintenue à un niveau que la direction estime adéquat pour absorber les pertes sur créances désignées dans le portefeuille de même que les pertes qui ont été subies, mais ne peuvent encore être déterminées. La provision cumulative est principalement liée aux prêts, mais peut également avoir trait aux dépôts à d'autres banques, aux produits dérivés, aux titres de substitut de prêt et à d'autres instruments de crédit comme les acceptations, les garanties et les lettres de crédit. La provision cumulative est augmentée par la provision pour pertes sur créances, laquelle est imputée aux résultats et réduite par les radiations, déduction faite des recouvrements.

La provision cumulative est déterminée en fonction de la désignation et de l'évaluation, par la direction, des comptes problèmes, des pertes probables estimatives liées au reste du portefeuille et d'autres facteurs tels que la composition et la qualité du portefeuille et les changements de la conjoncture économique.

Provisions cumulatives spécifiques

Des provisions cumulatives spécifiques sont établies afin d'absorber les pertes qui se produisent relativement à des emprunteurs précisément désignés et à des prêts plus homogènes classés à titre de prêts douteux. Les pertes liées aux prêts consentis à de grandes entreprises ou à des gouvernements désignés sont évaluées en fonction de la valeur actualisée des paiements prévus pour chaque compte individuel. Les pertes liées aux autres types de portefeuilles semblables, à l'exclusion des cartes de crédit, sont évaluées en fonction de l'expérience en matière de radiations nettes, au cours d'un cycle économique. Aucune provision cumulative spécifique n'est constituée au titre des cartes de crédit, les soldes étant radiés lorsque aucun paiement n'est reçu dans les 180 jours. Les prêts aux particuliers sont généralement radiés lorsqu'ils sont en souffrance depuis 150 jours. Les autres prêts sont radiés lorsque la possibilité de recouvrer la totalité du montant du prêt est à peu près inexistante.

Provisions cumulatives à l'égard des risques-pays

Les provisions cumulatives à l'égard des risques-pays sont établies en fonction du risque représenté par les engagements pris dans certains pays en développement, d'après une évaluation globale des conditions économiques dans ces pays.

Provision cumulative générale attribuée

La provision cumulative générale attribuée reflète la meilleure estimation quant aux pertes probables liées à la tranche du portefeuille de crédit qui n'a pas encore été précisément classée parmi les prêts douteux. Ce montant est établi en appliquant les facteurs de perte prévus aux prêts en cours et aux engagements de crédit. La provision cumulative générale attribuée au titre des prêts et des acceptations liés aux grandes entreprises et aux gouvernements est fondée sur l'application de facteurs de perte et de défaut de paiement prévus, en fonction d'une analyse statistique de l'évolution des pertes selon le type et la cote du prêt. Pour ce qui est des portefeuilles plus homogènes, tels que les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts aux petites et moyennes entreprises, les prêts aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit, la provision cumulative générale attribuée est déterminée en fonction des types de portefeuilles. Les pertes sont déterminées par l'application des ratios de perte établis au moyen d'une analyse statistique de l'évolution des pertes et des tendances en matière de radiation, au cours d'un cycle économique, ajustés pour tenir compte des changements dans les produits offerts et de la qualité de crédit du portefeuille.

Provision cumulative générale non attribuée

La provision cumulative générale non attribuée reflète l'estimation par la direction quant aux pertes probables non désignées du portefeuille qui ne sont pas visées par les provisions cumulatives spécifiques, la provision cumulative à l'égard des risques-pays et la provision cumulative générale attribuée. Cette évaluation tient compte des conditions économiques et de marché, des exigences des organismes de réglementation qui ont une incidence sur les principales activités de prêt, de l'expérience récente en matière de pertes sur prêts et des tendances en matière de qualité et de concentration du crédit. Cette provision cumulative reflète également le risque lié au modèle et à l'estimation; elle ne représente pas les pertes futures et ne remplace pas d'autres provisions cumulatives.

Biens achetés en vertu de conventions de revente et biens vendus en vertu de conventions de rachat

La Banque conclut des achats à court terme de valeurs mobilières dans le cadre de conventions de revente et des ventes à court terme de valeurs mobilières en vertu de conventions de rachat. Ces conventions sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assortis de garanties, et sont inscrites au bilan consolidé aux montants d'achat ou de vente initiaux des valeurs mobilières. Les intérêts gagnés sur les conventions de revente et les intérêts payés sur les conventions de rachat sont présentés respectivement à titre de revenu d'intérêt et de frais d'intérêt.

Acceptations

Les acceptations sont des instruments négociables à court terme émis par des clients de la Banque à des tiers et garantis par la Banque. La responsabilité éventuelle au titre des acceptations est comptabilisée comme un passif dans le bilan consolidé. Le recours contre le client, dans le cas où ces engagements devraient être acquittés, est comptabilisé comme un actif de valeur équivalente au poste Autres actifs. Les commissions gagnées sont comptabilisées à la rubrique Autres produits.

Produits dérivés

Les produits dérivés sont utilisés dans les activités de vente et de négociation pour offrir aux clients la possibilité de gérer leurs risques de marché. Les produits dérivés sont également utilisés pour contrôler les propres risques de la Banque à l'égard des taux d'intérêt, des devises et des autres risques de marché. Les produits dérivés le plus souvent utilisés sont les contrats de change à terme de gré à gré, les swaps de devises et de taux d'intérêt, les contrats à terme standardisés sur devises et sur taux d'intérêt, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les options sur devises et sur taux d'intérêt.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés dans le cadre des activités de vente et de négociation, les gains et les pertes réalisés et non réalisés qui en résultent sont constatés à la rubrique Autres produits. Les cours du marché sont déterminés au moyen de modèles d'établissement des prix qui intègrent les prix du marché courants et les prix contractuels des instruments sous-jacents, la valeur temporelle de l'argent, les courbes de rendement et les facteurs de volatilité. Une partie de la valeur du marché est reportée et inscrite au poste Montants se rapportant aux produits dérivés, au passif, puis amortie aux produits sur la durée des instruments pour couvrir le risque de crédit et les frais de service directs futurs. Les gains et les pertes non réalisés sont habituellement inscrits à leur montant brut au poste Montants se rapportant aux produits dérivés, à l'actif et au passif; toutefois, ils sont présentés à leur montant net lorsque la Banque a, à la fois, le droit juridique et l'intention de régler ces montants simultanément. Les exigences de couvertures et les primes versées sont également incluses dans le poste Montants se rapportant aux produits dérivés, à l'actif, tandis que les primes reçues sont présentées au poste Montants se rapportant aux produits dérivés, au passif.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés pour gérer les propres risques de la Banque, les produits ou les charges sont constatés sur la durée de l'opération à titre d'ajustement au revenu d'intérêt ou aux frais d'intérêt. Lorsque les produits dérivés ont été désignés et utilisés efficacement par la Banque aux fins de couverture, les gains et les pertes réalisés sont reportés et amortis sur la durée des actifs et des passifs couverts à titre d'ajustements au revenu d'intérêt ou aux frais d'intérêt.

Locaux et matériel

Les locaux et le matériel sont constatés au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est essentiellement comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative des actifs : de 25 à 50 ans pour les bâtiments, de 3 à 10 ans pour le matériel informatique, de 3 à 5 ans pour les logiciels, de 7 à 10 ans pour le mobilier, les agencements et le reste du matériel. Pour les améliorations locatives, la durée de vie utile estimative correspond à la durée du bail plus la première option de renouvellement. Les gains et les pertes résultant de l'aliénation sont inscrits à la rubrique Autres produits.

NOTE 1 Principales conventions comptables (suite)

Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

L'écart d'acquisition correspond à l'excédent du coût d'acquisition des filiales sur la juste valeur de l'actif net acquis; il est amorti sur des périodes appropriées allant jusqu'à 20 ans, sauf dans le cas où une réduction de valeur est nécessaire pour refléter une moins-value durable. Les autres actifs incorporels identifiables et mesurables de façon fiable résultant de l'acquisition de filiales, comme les actifs incorporels liés à des dépôts de base et les listes de clients, sont aussi amortis sur des périodes appropriées allant jusqu'à 20 ans. L'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels non amortis font périodiquement l'objet d'un test de dépréciation; le test est fondé sur diverses analyses, notamment celle de la valeur non actualisée des flux de trésorerie; la valeur marchande est aussi considérée si la Banque envisage une vente ou une aliénation.

Impôts sur les bénéfices

La Banque utilise la méthode de l'actif et du passif fiscal, laquelle exige que les impôts sur les bénéfices reflètent l'incidence fiscale future prévue des écarts temporaires entre les valeurs des actifs et des passifs à des fins comptables et à des fins fiscales. Par conséquent, un actif ou un passif d'impôts reportés est déterminé pour chaque écart temporaire en fonction des taux d'imposition qui devraient être en vigueur à la date de réalisation prévue des éléments sous-jacents de revenus et de charges. La charge d'impôts présentée dans l'état consolidé des résultats comprend les impôts de l'exercice et les impôts reportés. Les impôts applicables aux éléments imputés ou crédités aux bénéfices non répartis sont déduits de ces éléments.

Les impôts reportés résultant d'écarts temporaires sont inclus dans le poste Autres actifs. La Banque constitue une provision cumulative pour moins-value afin de ramener la valeur des actifs d'impôts reportés au montant estimatif devant être réalisé. De plus, l'état consolidé des résultats comprend des éléments qui sont non imposables ou non déductibles à des fins fiscales et, en conséquence, la charge d'impôts diffère de celle qui serait constituée selon les taux prévus par la loi.

Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite

Le 1er novembre 2001, la Banque a adopté la nouvelle norme publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), intitulée « Avantages sociaux futurs », et constaté une charge cumulative après impôts de 221 millions de dollars aux bénéfices non répartis. La Banque offre un certain nombre de régimes de prestations qui fournissent des prestations de retraite et certains autres avantages aux employés admissibles. Ces régimes comprennent les régimes de retraite prévus par la loi, les régimes de retraite complémentaires, les régimes à cotisations déterminées et les régimes d'assurance-maladie, d'assurance-soins dentaires et d'assurance-vie.

La Banque capitalise annuellement ses régimes de retraite prévus par la loi et ses régimes d'assurance-maladie, d'assurance-soins dentaires et d'assurance-vie en fonction des montants déterminés sur une base actuarielle qui sont nécessaires compte tenu du droit à pension des employés en vertu de la législation actuelle relative aux régimes de retraite. Ces régimes fournissent des prestations établies en fonction du nombre d'années de service, des cotisations et du salaire moyen à la retraite.

Les évaluations actuarielles sont effectuées régulièrement afin de déterminer la valeur actualisée des prestations constituées, établie en fonction de la rémunération prévue des employés jusqu'à la retraite. Les placements détenus par les caisses de retraite consistent principalement en des titres de participation, en des obligations et en des débentures. Des valeurs liées au marché sont utilisées pour évaluer l'actif des caisses de retraite.

La charge de retraite correspond au coût des prestations de retraite constituées au titre des services de l'année en cours, aux intérêts débiteurs sur l'obligation, au rendement des investissements prévu sur la valeur marchande de l'actif du régime, à l'amortissement du coût des prestations au titre des services passés reporté et à l'amortissement des gains et des pertes actuariels reportés. L'amortissement est calculé sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des groupes d'employés participant aux régimes.

L'excédent cumulatif des cotisations aux caisses de retraite sur les montants inscrits à titre de charges est constaté comme charge payée d'avance au poste Autres actifs. Les autres avantages postérieurs au départ à la retraite sont constatés sous Autres passifs.

Le coût des régimes à cotisations déterminées est imputé aux résultats au cours de la période où les services connexes sont rendus.

Biens administrés et biens sous gestion

La Banque administre et gère des biens détenus par des clients, qui ne sont pas inscrits au bilan consolidé. La Banque perçoit des commissions de gestion en contrepartie de ses services de gestion de placements et de fonds communs de placement. La Banque perçoit des commissions d'administration en contrepartie de ses services de fiducie, de gestion de patrimoine et de garde. Les commissions sont constatées et inscrites à la rubrique Autres produits à mesure que les services sont fournis.

Titrisation des prêts

Avec prise d'effet le 1er avril 2001, la Banque a adopté la note d'orientation 12 concernant la comptabilité de l'ICCA, intitulée « Cessions de créances ».

La Banque effectue périodiquement la titrisation de prêts en vendant des prêts à des structures d'accueil ou à des fiducies indépendantes, lesquelles émettent ensuite des titres aux investisseurs. Ces opérations sont constatées à titre de ventes lorsque la Banque est réputée avoir cédé le contrôle de ces actifs et qu'une contrepartie autre que les droits de bénéficiaire liés aux actifs transférés a été reçue par la Banque. La Banque conserve souvent des droits de bénéficiaire relatifs aux prêts titrisés, tels que des coupons d'intérêts ou des droits liés au service de prêts et, dans certains cas, des comptes de réserve. Les gains découlant de ces opérations sont inscrits à la rubrique Autres produits, en fonction notamment de la valeur comptable précédente des prêts visés par la cession, laquelle est répartie entre les prêts cédés et les droits conservés, compte tenu de leurs justes valeurs relatives à la date de cession. Pour établir ces justes valeurs, la Banque utilise les cours des marchés, le cas échéant. De tels cours ne sont généralement pas disponibles pour les droits conservés; dans ce cas, la Banque détermine habituellement la juste valeur en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus, établis selon les estimations les plus probables de la direction quant aux hypothèses clés (lesquelles se rapportent notamment aux taux de remboursement, à la marge excédentaire, aux pertes sur créances et aux taux d'actualisation, compte tenu des risques).

La Banque continue généralement d'assumer la responsabilité de la gestion des prêts vendus; par conséquent, elle constate un passif de gestion à la date de cession. Ce passif est amorti aux résultats sur la durée à l'échéance des prêts vendus.

Les droits conservés dans le cadre de titrisations sont constatés parmi les titres du compte de placement s'ils peuvent faire l'objet d'un paiement contractuel anticipé ou être réglés d'une autre manière qui ne permettrait pas à la Banque de recouvrer la quasi-totalité du placement comptabilisé.

Activités d'assurance

Les primes gagnées, les frais, les sinistres et les variations des provisions techniques sont inclus dans la rubrique Autres produits. Les placements sont inclus principalement dans les titres du compte de placement et les provisions techniques sont incluses dans les Autres passifs. Le revenu de placement est inclus dans le revenu d'intérêt et les frais administratifs sont inclus dans les frais autres que d'intérêt.

Les primes découlant des contrats de longue durée (principalement des contrats d'assurance-vie) sont inscrites aux résultats au moment où elles deviennent payables. Les primes découlant des contrats de courte durée (principalement des contrats d'assurance IARD) et les frais liés aux services administratifs sont constatés sur la durée du contrat connexe.

Les provisions techniques représentent l'estimation des obligations au titre des indemnités d'assurance futures. Les provisions techniques liées aux contrats d'assurance-vie sont déterminées au moyen de la méthode de la prime commerciale, laquelle repose sur des hypothèses relatives à la mortalité, à la morbidité, aux polices tombées en déchéance, aux rachats, au rendement des placements, à la participation aux excédents, aux charges d'exploitation, aux frais d'administration des polices et à la provision pour détérioration des résultats. Ces hypothèses sont revues de manière à refléter les résultats des plus récents tests empiriques. Les provisions techniques liées aux contrats d'assurance IARD comprennent les primes non acquises, lesquelles représentent la tranche non courue des primes, ainsi que les provisions estimatives au titre des sinistres survenus déclarés et non déclarés.

Les gains et les pertes réalisés à la cession de placements soutenant les obligations d'assurance-vie sont reportés et amortis sur une période maximale de 20 ans. Les écarts entre la valeur marchande et le coût de détention ajusté des titres de participation et des placements immobiliers sont réduits de 15 % et de 10 % chaque année, respectivement.

Pour ce qui est de l'assurance-vie, les frais d'acquisition reportés sont constatés implicitement dans les provisions techniques, conformément à la méthode de la prime commerciale. Dans le cas de l'assurance IARD, ces frais sont constatés au poste Autres actifs et amortis sur la durée des contrats.

Modifications comptables futures

L'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié deux nouvelles normes, intitulées « Regroupements d'entreprises » et « Écarts d'acquisitions et autres actifs incorporels ». La Banque adoptera les nouvelles normes le 1er novembre 2001.

En vertu des normes susmentionnées, tous les regroupements d'entreprises devront être comptabilisés selon la méthode de l'acquisition; des critères précis sont également fournis relativement à la constatation séparée des actifs incorporels et des écarts d'acquisition. Les normes prévoient que les écarts d'acquisition ne seront plus amortis, mais plutôt soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année. Au cours de 2002, la Banque effectuera les tests de dépréciation requis sur les écarts d'acquisition inscrits au 1er novembre 2001.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, l'amortissement de l'écart d'acquisition dans les résultats s'est établi à 246 millions de dollars.

NOTE 2 Acquisitions et cessions importantes

Acquisitions

Au cours de l'exercice, la Banque a fait l'acquisition de Liberty Life Insurance Company et Liberty Insurance Services Corporation (Liberty), de Dain Rauscher Corporation (Dain Rauscher), de Centura Banks, Inc. (Centura) et de Tucker Anthony Sutro Corporation (Tucker Anthony Sutro). Les écarts d'acquisition peuvent être ajustés jusqu'à un an après la date de finalisation de l'acquisition, en vue de rectifier les estimations initiales de la juste valeur de l'actif acquis et du passif pris en charge. Le tableau suivant présente des données relatives aux acquisitions.

	Liberty	Dain Rauscher	Centura	Tucker Anthony Sutro
Date d'acquisition	1er novembre 2000	10 janvier 2001	5 juin 2001	31 octobre 2001
Secteurs d'exploitation	Assurance	Gestion de patrimoine et Grande entreprise et marchés des capitaux	Services aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine et Grande entreprise et marchés des capitaux
Participation acquise	100 %	100 %	100 %	100 %
Coût	890 $	1 838 $	3 331 $	943 $
Contrepartie	Les actifs ont été acquis contre un dividende de 70 $ US versé à Liberty Life Insurance Company et un montant de 580 $ US en espèces.	Chaque action ordinaire de Dain Rauscher a été acquise contre 95 $ US en espèces.	Environ 67 millions d'actions ordinaires de RBC Groupe Financier ont été émises, chacune étant évaluée à 49,20 $.	Chaque action ordinaire de Tucker Anthony Sutro a été acquise contre 24 $ US en espèces.
Écart d'acquisition	189 $	1 544 $	1 868 $	692 $

NOTE 2 Acquisitions et cessions importantes (suite)

Juste valeur de l'actif net acquis

	Liberty	Dain Rauscher	Centura	Tucker Anthony Sutro	Total
Juste valeur de l'actif acquis					
Liquidités	7 $	111 $	518 $	54 $	690 $
Valeurs mobilières	1 816	528	4 819	385	7 548
Prêts	–	2 405	12 002	–	14 407
Locaux et matériel	43	74	244	48	409
Actifs incorporels liés aux dépôts de base	–	–	395	–	395
Autres actifs incorporels	–	–	12	–	12
Autres actifs	218	601	687	344	1 850
	2 084 $	3 719 $	18 677 $	831 $	25 311 $
Juste valeur du passif pris en charge					
Dépôts	– $	127 $	11 195 $	4 $	11 326 $
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	–	86	136	8	230
Autres passifs	1 383	3 212	5 883	568	11 046
	1 383 $	3 425 $	17 214 $	580 $	22 602 $
Juste valeur de l'actif net identifiable acquis	701 $	294 $	1 463 $	251 $	2 709 $
Écart d'acquisition	189	1 544	1 868	692	4 293
Total de la contrepartie	890 $	1 838 $	3 331 $	943 $	7 002 $

L'information supplémentaire pro forma non vérifiée qui suit a été préparée pour rendre compte de l'incidence qu'auraient eu ces acquisitions si elles avaient été effectuées au début de l'exercice.

Ces données sont obtenues au moyen d'un calcul qui combine les résultats d'exploitation de la Banque pour les exercices présentés aux résultats d'exploitation de chaque société acquise avant la date d'acquisition, ajustés pour tenir compte de l'amortissement de l'écart d'acquisition, de l'amortissement des actifs incorporels liés aux dépôts de base, des coûts de financement et des éléments importants liés à la fusion, de manière à rendre compte de l'incidence qu'auraient eu les acquisitions si elles avaient été effectuées au début de l'exercice.

Ces résultats d'exploitation combinés condensés, non vérifiés et présentés sur une base pro forma, n'ont pas pour but d'indiquer les résultats d'exploitation qui auraient réellement été obtenus si les acquisitions avaient été effectuées au début de l'exercice, ni les résultats qui pourraient être obtenus ultérieurement.

Résultats d'exploitation combinés non vérifiés – données condensées pro forma

	2001	2000
Revenu net d'intérêt	6 930 $	6 128 $
Autres produits	9 531	9 530
Revenus bruts	16 461	15 658
Provision pour pertes sur créances	1 165	741
Frais autres que d'intérêt	11 350	10 855
Charge d'impôts	1 384	1 612
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	107	74
Bénéfice net	2 455 $	2 376 $
Dividendes sur actions privilégiées	135	134
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 320 $	2 242 $
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	686 540	677 278
Bénéfice dilué par action (en dollars)	3,38 $	3,31 $

Cessions

Au cours de l'exercice, la Banque a vendu ses services de gestion des actifs institutionnels, lesquels étaient offerts par Gestion Placements TR Inc. Le gain avant impôts tiré de cette vente s'est établi à 313 millions de dollars (251 millions après impôts) et a été inscrit à la rubrique Autres produits. Le contrat de vente incluait des clauses relatives à la rétention de la clientèle au cours d'une période de six mois suivant la conclusion du contrat; ces clauses pourraient entraîner une réduction du gain après impôts pouvant atteindre 62 millions de dollars. La Banque a déterminé qu'une telle réduction est improbable.

En outre, la Banque s'est départie de certaines autres activités et a constaté un gain avant impôts de 132 millions de dollars (111 millions après impôts) à la rubrique Autres produits.

NOTE 3 Résultats par secteur d'exploitation et par secteur géographique

2001	**Services aux particuliers et aux entreprises**	**Assurance**	**Gestion de patrimoine**	**Grande entreprise et marchés des capitaux**	**Traitement des opérations**	**Total** (1)	**Au Canada**	**À l'étranger** (2)
Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable	**5 346 $**	**206 $**	**385 $**	**430 $**	**150 $**	**6 549 $**	**5 343 $**	**1 206 $**
Majoration au montant imposable équivalent	**6**	**–**	**–**	**21**	**–**	**32**	**26**	**6**
Revenu net d'intérêt	**5 340**	**206**	**385**	**409**	**150**	**6 517**	**5 317**	**1 200**
Autres produits	**1 976**	**274**	**3 042**	**2 346**	**563**	**8 215**	**5 343**	**2 872**
Revenus bruts	**7 316**	**480**	**3 427**	**2 755**	**713**	**14 732**	**10 660**	**4 072**
Provision pour pertes sur créances	**732**	**–**	**2**	**407**	**(2)**	**1 119**	**757**	**362**
Frais autres que d'intérêt	**4 331**	**375**	**2 688**	**1 804**	**476**	**9 755**	**6 469**	**3 286**
Bénéfice net avant impôts	**2 253**	**105**	**737**	**544**	**239**	**3 858**	**3 434**	**424**
Charge d'impôts	**943**	**(28)**	**224**	**208**	**95**	**1 340**	**1 353**	**(13)**
Part des actionnaires sans contrôle	**10**	**–**	**–**	**–**	**–**	**107**	**97**	**10**
Bénéfice net	**1 300 $**	**133 $**	**513 $**	**336 $**	**144 $**	**2 411 $**	**1 984 $**	**427 $**
Total de l'actif moyen	**143 100 $**	**5 300 $**	**11 200 $**	**156 400 $**	**2 400 $**	**327 100 $**	**203 700 $**	**123 400 $**

2000	Services aux particuliers et aux entreprises	Assurance	Gestion de patrimoine	Grande entreprise et marchés des capitaux	Traitement des opérations	Total (1)	Au Canada	À l'étranger (2)
Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable	4 705 $	84 $	359 $	43 $	160 $	5 307 $	4 796 $	511 $
Majoration au montant imposable équivalent	6	–	–	22	–	28	28	–
Revenu net d'intérêt	4 699	84	359	21	160	5 279	4 768	511
Autres produits	1 567	202	2 138	2 287	514	6 732	5 311	1 421
Revenus bruts	6 266	286	2 497	2 308	674	12 011	10 079	1 932
Provision pour pertes sur créances	649	–	(1)	91	(21)	691	703	(12)
Frais autres que d'intérêt	3 660	173	1 838	1 445	459	7 581	6 423	1 158
Bénéfice net avant impôts	1 957	113	660	772	236	3 739	2 953	786
Charge d'impôts	823	(19)	244	264	102	1 445	1 344	101
Part des actionnaires sans contrôle	5	–	–	–	–	20	15	5
Bénéfice net	1 129 $	132 $	416 $	508 $	134 $	2 274 $	1 594 $	680 $
Total de l'actif moyen	129 700 $	2 100 $	8 000 $	131 900 $	1 600 $	281 900 $	197 900 $	84 000 $

1999	Services aux particuliers et aux entreprises	Assurance	Gestion de patrimoine	Grande entreprise et marchés des capitaux	Traitement des opérations	Total (1)	Au Canada	À l'étranger (2)
Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable	4 410 $	47 $	267 $	402 $	168 $	5 155 $	4 405 $	750 $
Majoration au montant imposable équivalent	8	–	–	27	–	35	35	–
Revenu net d'intérêt	4 402	47	267	375	168	5 120	4 370	750
Autres produits	1 376	160	1 684	1 588	459	5 480	4 284	1 196
Revenus bruts	5 778	207	1 951	1 963	627	10 600	8 654	1 946
Provision pour pertes sur créances	575	–	–	223	6	760	672	88
Frais autres que d'intérêt	3 699	133	1 540	1 295	436	7 060	5 973	1 087
Bénéfice net avant impôts	1 504	74	411	445	185	2 780	2 009	771
Charge d'impôts	635	(17)	131	138	78	1 015	856	159
Part des actionnaires sans contrôle	4	–	–	–	–	8	4	4
Bénéfice net	865 $	91 $	280 $	307 $	107 $	1 757 $	1 149 $	608 $
Total de l'actif moyen	122 400 $	1 400 $	8 900 $	127 300 $	1 800 $	269 900 $	187 800 $	82 100 $

(1) La différence entre le total des résultats et la somme des résultats des secteurs d'exploitation présentés ci-dessus se rapporte à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

(2) Comprend des revenus bruts tirés des activités aux États-Unis de 2 835 millions de dollars (832 millions en 2000; 715 millions en 1999).

Aux fins de l'information de gestion, les activités de la Banque sont réparties entre différents secteurs d'exploitation : Services aux particuliers et aux entreprises, Assurance, Gestion de patrimoine, Grande entreprise et marchés des capitaux et Traitement des opérations. La différence entre le total des résultats et la somme des résultats des secteurs d'exploitation présentés ci-dessus se rapporte à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

Les secteurs d'exploitation de la Banque fonctionnent sur une base autonome en ce qui a trait à l'achat et à la vente de services intrasectoriels. La détermination des prix de cession interne des fonds vendus ou achetés, des commissions ou des débits et crédits liés aux services fournis suit généralement les taux du marché.

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, les activités canadiennes des centres des marchés monétaires internationaux sont comprises dans la colonne À l'étranger.

NOTE 4 Valeurs mobilières

	Durée jusqu'à l'échéance (1)						
	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Sans échéance précise	2001 Total	2000 Total
Titres du compte de négociation (2)							
Créances du gouvernement canadien (3)	7 172 $	3 179 $	1 481 $	1 200 $	– $	13 032 $	10 294 $
Trésor américain et autres organismes américains	525	236	105	87	–	953	2 004
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	1 121	499	607	186	–	2 413	1 140
Titres hypothécaires	11	230	167	281	–	689	68
Titres adossés à des créances	–	–	220	4 208	–	4 428	929
Autres créances	12 278	4 517	2 310	2 147	–	21 252	17 255
Titres de participation	–	–	–	–	15 425	15 425	13 787
	21 107	8 661	4 890	8 109	15 425	58 192	45 477
Titres du compte de placement (2)							
Créances du gouvernement canadien (3)							
Coût non amorti	3 092	1 309	59	163	–	4 623	2 851
Valeur marchande estimative	3 144	1 341	60	163	–	4 708	2 843
Rendement (4)	4,6 %	5,0 %	6,9 %	7,7 %	–	4,9 %	6,1 %
Trésor américain et autres organismes américains							
Coût non amorti	283	1 418	328	1	–	2 030	87
Valeur marchande estimative	284	1 480	353	1	–	2 118	87
Rendement (4)	3,2 %	5,1 %	4,7 %	6,2 %	–	4,8 %	6,0 %
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE							
Coût non amorti	1 225	303	33	–	–	1 561	1 574
Valeur marchande estimative	1 225	314	34	–	–	1 573	1 573
Rendement (4)	0,3 %	4,3 %	4,7 %	–	–	1,2 %	2,1 %
Titres hypothécaires							
Coût non amorti	220	3 370	442	499	–	4 531	4 091
Valeur marchande estimative	223	3 468	463	522	–	4 676	4 015
Rendement (4)	5,6 %	5,4 %	6,7 %	6,6 %	–	5,6 %	5,3 %
Titres adossés à des créances							
Coût non amorti	3	85	235	91	–	414	–
Valeur marchande estimative	4	88	246	96	–	434	–
Rendement (4)	9,3 %	12,4 %	7,2 %	7,0 %	–	8,2 %	–
Autres créances							
Coût non amorti	2 017	1 756	814	2 552	192	7 331	4 774
Valeur marchande estimative	1 995	1 746	826	2 616	192	7 375	4 689
Rendement (4)	3,7 %	4,7 %	8,0 %	6,6 %	6,2%	5,5 %	6,5 %
Titres de participation							
Coût	–	–	–	–	1 387	1 387	889
Valeur marchande estimative	–	–	–	–	1 423	1 423	968
Coût non amorti	6 840	8 241	1 911	3 306	1 579	21 877	14 266
Valeur marchande estimative	6 875	8 437	1 982	3 398	1 615	22 307	14 175
Titres de substitut de prêt (5)	54	141	237	–	6	438	465
Total de la valeur comptable des titres (2)	28 001 $	17 043 $	7 038 $	11 415 $	17 010 $	80 507 $	60 208 $
Total de la valeur marchande estimative des titres	28 036 $	17 239 $	7 109 $	11 507 $	17 046 $	80 937 $	60 117 $

(1) Les échéances réelles pourraient être différentes des échéances contractuelles présentées ci-dessus, car les emprunteurs peuvent avoir le droit de rembourser leur emprunt à l'avance, avec ou sans pénalité pour remboursement anticipé.
(2) Les titres du compte de négociation sont constatés à leur valeur marchande courante estimative. Les titres du compte de placement sont constatés à leur coût non amorti pour ce qui est des titres de créance, et constatés à la valeur d'acquisition pour ce qui est des titres de participation.
(3) Les créances du gouvernement canadien sont composées de titres émis ou garantis par les gouvernements fédéral ou provinciaux ou par des municipalités du Canada.
(4) Le rendement moyen pondéré est calculé en fonction de la valeur comptable à la fin de l'exercice pour chacune des catégories de titres.
(5) La valeur marchande des titres de substitut de prêt se rapproche de la valeur comptable.

Gains et pertes non réalisés sur les titres du compte de placement

	2001				2000			
	Coût non amorti	**Gains bruts non réalisés**	**Pertes brutes non réalisées**	**Valeur marchande estimative**	Coût non amorti	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur marchande estimative
Créances du gouvernement canadien (1)	**4 623 $**	**85 $**	**– $**	**4 708 $**	2 851 $	5 $	(13)$	2 843 $
Trésor américain et autres organismes américains	**2 030**	**88**	**–**	**2 118**	87	–	–	87
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	**1 561**	**15**	**(3)**	**1 573**	1 574	1	(2)	1 573
Titres hypothécaires	**4 531**	**145**	**–**	**4 676**	4 091	2	(78)	4 015
Titres adossés à des créances	**414**	**25**	**(5)**	**434**	–	–	–	–
Autres créances	**7 331**	**169**	**(125)**	**7 375**	4 774	36	(121)	4 689
Titres de participation	**1 387**	**104**	**(68)**	**1 423**	889	102	(23)	968
	21 877 $	**631 $**	**(201)$**	**22 307 $**	14 266 $	146 $	(237)$	14 175 $

(1) Les créances du gouvernement canadien sont composées de titres émis ou garantis par les gouvernements fédéral ou provinciaux ou par des municipalités du Canada.

Gains et pertes réalisés à la vente de titres du compte de placement

	2001	2000	1999
Gains réalisés	**106 $**	106 $	94 $
Pertes réalisées	**234**	117	66
Gain (perte) à la vente de titres	**(128)$**	(11)$	28 $

NOTE 5 Prêts

	2001	2000
Au Canada (1)		
Prêts hypothécaires résidentiels	**64 066 $**	61 444 $
Prêts aux particuliers	**27 202**	27 207
Prêts sur cartes de crédit	**4 110**	4 666
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**32 682**	36 200
Biens acquis en vertu de conventions de revente	**22 860**	12 094
	150 920	141 611
Aux États-Unis (1)		
Prêts hypothécaires résidentiels	**2 664**	845
Prêts aux particuliers	**4 621**	78
Prêts sur cartes de crédit	**128**	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**22 397**	12 457
Biens acquis en vertu de conventions de revente	**3 668**	2 524
	33 478	15 904
Autres pays (1)		
Prêts hypothécaires résidentiels	**712**	695
Prêts aux particuliers	**688**	734
Prêts sur cartes de crédit	**45**	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**12 073**	11 889
Biens acquis en vertu de conventions de revente	**9 342**	3 685
	22 860	17 003
Total des prêts (2)	**207 258**	174 518
Provision cumulative pour pertes sur prêts	**(2 278)**	(1 871)
Total des prêts, déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts	**204 980 $**	172 647 $

(1) Les prêts au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays comprennent tous les prêts comptabilisés, sans tenir compte de la devise dans laquelle ils sont libellés ni du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Les prêts sont présentés après déduction d'un produit non gagné de 130 millions de dollars (121 millions en 2000).

NOTE 5 Prêts (suite)

2001 – Durée jusqu'à l'échéance des prêts

	Taux variable	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	Plus de 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensible aux taux	2001 Total
Prêts hypothécaires résidentiels	6 310 $	7 361 $	13 250 $	39 098 $	1 244 $	179 $	67,442 $
Prêts aux particuliers	17 239	8 893	2 360	3 585	109	325	32 511
Prêts sur cartes de crédit	–	3 543	–	–	–	740	4 283
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	15 237	24 084	10 189	12 460	3 221	1 961	67 152
Biens acquis en vertu de conventions de revente	–	35 870	–	–	–	–	35 870
Total des prêts	38 786 $	79 751 $	25 799 $	55 143 $	4 574 $	3 205 $	207 258
Provision cumulative pour pertes sur prêts							(2 278)
Total des prêts, déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts							204 980 $

Prêts douteux

	2001					2000
	Montant brut	Provisions cumulatives spécifiques	Provision cumulative à l'égard des risques-pays	Provisions cumulatives générales	Montant net	Montant net
Prêts hypothécaires résidentiels	179 $	(26)$	– $	– $	153 $	162 $
Prêts aux particuliers	325	(188)	–	–	137	51
Prêts aux entreprises et aux gouvernements (1)	1 961	(737)	(31)	–	1 193	690
Provision cumulative générale pour pertes sur prêts	–	–	–	(1 301)	(1 301)	(1 102)
	2 465 $	(951)$	(31)$	(1 301)$	182 $	(199)$

(1) Comprend des provisions cumulatives spécifiques se rapportant à des titres de substitut de prêt de 5 millions de dollars (6 millions en 2000).

Provision cumulative pour pertes sur prêts

	2001							2000
	Solde au début	Radiations	Recouvrements	Provision pour pertes sur créances	RBC Centura à la date d'acquisition	Autres	Solde à la fin	Solde à la fin
Prêts hypothécaires résidentiels	57 $	(24)$	– $	12 $	2 $	2 $	49 $	57 $
Prêts aux particuliers	403	(401)	67	334	27	50	480	403
Prêts sur cartes de crédit	88	(171)	44	186	4	1	152	88
Prêts aux entreprises et aux gouvernements (1)	1 090	(529)	74	722	102	27	1 486	1 090
Provision cumulative générale non attribuée	337	–	–	(135)	22	1	225	337
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	1 975 $	(1 125)$	185 $	1 119 $	157 $	81 $	2 392 $	1 975 $
Provisions cumulatives spécifiques	747 $	(1 125)$	185 $	1 049 $	22 $	73 $	951 $	747 $
Provisions cumulatives à l'égard des risques-pays	28	–	–	–	–	3	31	28
Provision cumulative générale								
Provision cumulative générale attribuée	863	–	–	205	113	4	1 185	863
Provision cumulative générale non attribuée	337	–	–	(135)	22	1	225	337
Total de la provision cumulative générale pour pertes sur créances	1 200	–	–	70	135	5	1 410	1 200
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	1 975 $	(1 125)$	185 $	1 119 $	157 $	81 $	2 392 $	1 975 $
Provision cumulative pour engagements hors bilan et autres (2)							(109)	(98)
Provision cumulative pour titres de substitut de prêt							(5)	(6)
Total de la provision cumulative pour pertes sur prêts							2 278 $	1 871 $

(1) Comprend un montant de 5 millions de dollars (6 millions en 2000) se rapportant à des titres de substitut de prêt et un montant de 109 millions (98 millions en 2000) se rapportant aux engagements hors bilan et à d'autres engagements.

(2) Depuis l'exercice 2000, la provision cumulative pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte et est reclassée au poste Autres passifs. Auparavant, le montant était inclus dans la provision cumulative pour pertes sur prêts.

NOTE 6 Titrisations

Au cours de l'exercice, la Banque a vendu à une fiducie un droit en copropriété dans des prêts sur cartes de crédit, pour un produit en espèces de 1 milliard de dollars; en outre, la Banque a conservé les droits relatifs à des intérêts excédentaires de 10 millions gagnés sur les prêts sur cartes de crédit. Le produit tient compte de la prise en charge d'un passif de gestion de 3 millions de dollars par la Banque et du gain avant impôts de 7 millions sur la vente qui été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation.

Également au cours de l'exercice, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 800 millions de dollars par la création de titres hypothécaires. La Banque a initialement vendu pour 723 millions de dollars de tels titres hypothécaires. Les titres hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres du compte de placement. La Banque a reçu un produit en espèces net de 720 millions de dollars et a conservé les droits relatifs aux intérêts excédentaires de 25 millions gagnés sur les prêts hypothécaires. Un gain avant impôts de 22 millions de dollars sur la vente (après déduction des frais liés à l'opération) a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation.

Pour les opérations finalisées au cours de l'exercice, les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des prêts cédés et des droits conservés à la date de titrisation s'établissaient comme suit :

Hypothèses clés (1)

	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels
Taux de remboursement	40,17 %	12,00 %
Marge excédentaire (déduction faite des pertes sur créances)	6,57	1,02
Pertes sur créances prévues	1,68	–
Taux d'actualisation	12,50	5,41
Gestion	2,00	0,25

(1) Tous les taux sont annualisés, à l'exception du taux de remboursement lié aux prêts sur cartes de crédit, qui est présenté sur une base mensuelle.

Les pertes sur créances réelles liées à la tranche titrisée du portefeuille de cartes de crédit de la Banque demeurent compatibles avec l'hypothèse du tableau ci-dessus. Les pertes sur créances réelles liées à la tranche titrisée du portefeuille de cartes de crédit de la Banque, déduction faite des recouvrements, se sont établies à 25 millions de dollars en 2001. Au 31 octobre 2001, 97 % du portefeuille de cartes de crédit était courant (c'est-à-dire en souffrance depuis moins de 31 jours).

Le 31 octobre 2001, la Banque avait des droits conservés relatifs à des prêts sur cartes de crédit titrisés de 2,1 milliards de dollars (1,1 milliard au 31 octobre 2000) et à des titres hypothécaires créés et vendus par la Banque de 1,4 milliard (1,0 milliard au 31 octobre 2000). Au 31 octobre 2001, les hypothèses clés utilisées et le degré de sensibilité de la juste valeur actuelle de ces droits conservés advenant un changement défavorable de 10 % ou de 20 % des hypothèses clés s'établissaient comme suit :

Sensibilité des hypothèses clés advenant un changement défavorable (1)

	Hypothèses		Incidence sur la juste valeur	
	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels
Taux de remboursement	38,28 %	7,73 %		
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	42,11	8,50	(1,2)$	(0,5)$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	45,94	9,27	(2,4)	(1,0)
Marge excédentaire (déduction faite des pertes sur créances)	6,02	1,11		
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	5,42	1,00	(2,0)	(3,3)
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	4,82	0,89	(3,9)	(6,6)
Pertes sur créances prévues	1,68	–		
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	1,85	–	(0,6)	–
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	2,02	–	(1,2)	–
Taux d'actualisation	12,50	4,65		
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	13,75	5,12	(0,1)	(0,2)
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	15,00	5,58	(0,1)	(0,4)

(1) Tous les taux sont annualisés, à l'exception du taux de remboursement lié aux prêts sur cartes de crédit, qui est présenté sur une base mensuelle.

Ces données relatives à la sensibilité sont fondées sur des hypothèses et devraient être considérées avec prudence. Comme l'indiquent les chiffres du tableau, l'incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur ne peut généralement pas être extrapolée, la relation entre la variation de l'hypothèse et la variation de la juste valeur n'étant pas forcément linéaire. Également, dans ce tableau, l'incidence de la variation d'une hypothèse individuelle sur la juste valeur des droits conservés est considérée séparément, sans modification des autres hypothèses. Habituellement, la variation d'un facteur donné pourrait entraîner la variation d'un autre facteur, et donc accroître ou réduire le degré de sensibilité global.

Le tableau ci-dessous présente certains flux de trésorerie provenant de fiducies de titrisation en 2001 :

Flux de trésorerie provenant de titrisations

	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels
Produit tiré de nouvelles titrisations	1 000 $	720 $
Produit réinvesti dans des titrisations à rechargement	6 972	13
Flux de trésorerie découlant des droits conservés dans le cadre de titrisations	60	10

NOTE 7 Locaux et matériel

	2001			2000
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Terrains	**123 $**	**– $**	**123 $**	93 $
Bâtiments	**697**	**283**	**414**	251
Matériel informatique et logiciels	**1 563**	**1 122**	**441**	436
Mobilier, agencements et autre matériel	**858**	**545**	**313**	205
Améliorations locatives	**832**	**521**	**311**	264
	4 073 $	**2 471 $**	**1 602 $**	1 249 **$**

NOTE 8 Débentures subordonnées

Les débentures sont des obligations non garanties dont le remboursement est subordonné aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Tous les rachats, toutes les annulations et tous les échanges de débentures subordonnées sont assujettis au consentement et à l'approbation du surintendant des institutions financières Canada.

Échéance	Date de rachat la plus rapprochée	Taux			Libellées en devises	2001	2000
31 janvier 2001		11,75 %				**– $**	27 $
15 août 2001		10,75 %				**–**	15
11 janvier 2002	11 janvier 2002	11,00 %				**41**	41
1er mars 2002	1er mars 2002	10,50 %				**60**	60
29 juillet 2005	(1)		(1)	Remboursables par anticipation (2)	350 $ US	**–**	533
3 septembre 2007	3 septembre 2002	5,40 %	(3)	Remboursables par anticipation (4)		**400**	400
3 septembre 2008	3 septembre 2003	5,45 %	(5)	Remboursables par anticipation (4)		**100**	100
12 avril 2009	12 avril 2004	5,40 %	(6)	Remboursables par anticipation (4)		**350**	350
11 juin 2009	11 juin 2004	5,10 %	(7)	Remboursables par anticipation (4)		**350**	350
7 juillet 2009	7 juillet 2004	6,05 %	(8)	Remboursables par anticipation (4)		**175**	175
12 octobre 2009	12 octobre 2004	6,00 %	(9)	Remboursables par anticipation (4)		**150**	150
15 août 2010	15 août 2005	6,40 %	(10)	Remboursables par anticipation (4)		**700**	700
13 février 2011	13 février 2006	5,50 %	(11)	Remboursables par anticipation (12)		**125**	–
26 avril 2011	26 avril 2006	8,20 %	(13)	Remboursables par anticipation (14)		**100**	100
12 septembre 2011	12 septembre 2006	6,50 %	(15)	Remboursables par anticipation (4)		**350**	350
24 octobre 2011	24 octobre 2006	6,75 %	(16)	Remboursables par anticipation (2)	300 $ US	**476**	457
4 juin 2012	4 juin 2007	6,75 %	(17)	Remboursables par anticipation (4)		**500**	500
22 janvier 2013	22 janvier 2008	6,10 %	(18)	Remboursables par anticipation (19)		**500**	–
14 novembre 2014	14 novembre 2014	10,00 %				**200**	200
25 janvier 2015	25 janvier 2010	7,10 %	(20)	Remboursables par anticipation (4)		**500**	500
12 avril 2016	12 avril 2011	6,30 %	(21)			**400**	–
8 juin 2023	8 juin 2023	9,30 %				**110**	110
1er octobre 2083	(22)		(23)	Remboursables par anticipation (24)		**250**	250
6 juin 2085	(22)		(25)	Remboursables par anticipation (2)	300 $ US	**477**	457
						6 314 $	5 825 $

(1) Portent intérêt au taux LIBOR mensuel en dollars US majoré de 0,0625 %. Rachetées le 31 mai 2001.
(2) Remboursables par anticipation au montant du capital.
(3) Portent intérêt au taux de 5,40 % jusqu'au 3 septembre 2002 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(4) Remboursables par anticipation selon le plus élevé des deux montants suivants : i) le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de 5 points de base, ou ii) le montant du capital.
(5) Portent intérêt au taux de 5,45 % jusqu'au 3 septembre 2003 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(6) Portent intérêt au taux de 5,40 % jusqu'au 12 avril 2004 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(7) Portent intérêt au taux de 5,10 % jusqu'au 11 juin 2004 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(8) Portent intérêt au taux de 6,05 % jusqu'au 7 juillet 2004 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(9) Portent intérêt au taux de 6,00 % jusqu'au 12 octobre 2004 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(10) Portent intérêt au taux de 6,40 % jusqu'au 15 août 2005 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(11) Portent intérêt au taux de 5,50 % jusqu'au 13 février 2006 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(12) Remboursables par anticipation selon le plus élevé des deux montants suivants : i) le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de 8 points de base, ou ii) le montant du capital.
(13) Portent intérêt au taux de 8,20 % jusqu'au 26 avril 2006 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(14) Remboursables par anticipation selon le plus élevé des deux montants suivants : i) le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de 10 points de base, ou ii) le montant du capital.
(15) Portent intérêt au taux de 6,50 % jusqu'au 12 septembre 2006 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(16) Portent intérêt au taux de 6,75 % jusqu'au 24 octobre 2006 et, par la suite, au taux LIBOR semestriel en dollars US majoré de 1,00 %.
(17) Portent intérêt au taux de 6,75 % jusqu'au 4 juin 2007 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(18) Portent intérêt au taux de 6,10 % jusqu'au 22 janvier 2008 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(19) Remboursables par anticipation selon le plus élevé des deux montants suivants : i) le rendement des obligations du gouvernement du Canada ou ii) le montant du capital.
(20) Portent intérêt au taux de 7,10 % jusqu'au 25 janvier 2010 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(21) Portent intérêt au taux de 6,30 % jusqu'au 12 avril 2011 et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.
(22) Rachetables au gré de la Banque à toute date de paiement des intérêts.
(23) Portent intérêt au taux des acceptations de banque de 30 jours, majoré de 0,40 %.
(24) Remboursables par anticipation à un montant n'excédant pas 100,5 % du montant du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date du rachat.
(25) Portent intérêt au taux LIMEAN trimestriel en dollars US majoré de 0,25 %. En cas de réduction du dividende annuel déclaré par la Banque sur ses actions ordinaires, les intérêts à payer sur les débentures sont réduits au prorata de la réduction du dividende, et le montant de la réduction des intérêts est payable à même le produit tiré de la vente d'actions ordinaires.

Tableau des remboursements

L'ensemble des échéances des débentures, selon les dates d'échéance prévues dans les modalités d'émission, s'établissent comme suit :

2002	101 $
2003	–
2004	–
2005	–
2006	–
2007 à 2011	3 276
Par la suite	2 937
	6 314 $

Événement postérieur à la date du bilan

Après la fin de l'exercice, le 8 novembre 2001, la Banque a émis des débentures subordonnées d'un montant de 400 millions de dollars US. Les débentures subordonnées portent intérêt au taux LIBOR trimestriel en dollars US majoré de 0,50 % jusqu'au 8 novembre 2006 et, par la suite, au taux LIBOR trimestriel en dollars US majoré de 1,50 %.

NOTE 9 Capital-actions

Capital-actions autorisé

Actions privilégiées – Un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang et d'actions privilégiées de second rang sans valeur nominale, pouvant être émises en série; la contrepartie globale de la totalité des actions privilégiées de premier et de second rangs pouvant être émises ne peut excéder 10 milliards de dollars et 5 milliards, respectivement.

Actions ordinaires – Un nombre illimité d'actions sans valeur nominale peut être émis.

Capital-actions émis et en circulation

	2001			2000			1999		
	Nombre d'actions (en milliers)	**Montant**	**Dividendes déclarés par action**	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions privilégiées de premier rang									
À dividende non cumulatif, série E	**1 500**	**150 $**	**5,16 $**	1 500	150 $	5,38 $	1 500	150 $	4,69 $
À dividende non cumulatif, série H (1)	**–**	**–**	**1,69**	12 000	300	2,25	12 000	300	2,25
En dollars US, à dividende non cumulatif, série I (1)	**8 000**	**318**	**1,91 US**	8 000	304	1,91 US	8 000	294	1,91 US
À dividende non cumulatif, série J	**12 000**	**300**	**1,78**	12 000	300	1,78	12 000	300	1,78
En dollars US, à dividende non cumulatif, série K	**10 000**	**397**	**1,58 US**	10 000	381	1,58 US	10 000	368	1,58 US
À dividende non cumulatif, série N	**12 000**	**300**	**1,18**	12 000	300	1,18	12 000	300	1,18
À dividende non cumulatif, série O	**6 000**	**150**	**1,38**	6 000	150	1,38	6 000	150	0,58
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	**4 000**	**159**	**1,44 US**	4 000	152	1,44 US	4 000	147	0,61 US
À dividende non cumulatif, série S	**10 000**	**250**	**0,65**	–	–	–	–	–	–
		2 024 $			2 037 $			2 009 $	
Actions ordinaires									
Solde au début	**602 398**	**3 076 $**		617 768	3 065 $		617 581	2 925 $	
Émises	**12 305**	**576**		–	–		–	–	
Émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	**2 819**	**81**		2 700	59		953	17	
Émises lors de l'acquisition de Centura Banks, Inc.	**67 413**	**3 317**		–	–		–	–	
Options octroyées lors de l'acquisition de Dain Rauscher Corporation	**–**	**33**		–	–		–	–	
Émises lors de l'acquisition de Richardson Greenshields Limitée (2)	**13**	**2**		1 667	50		9 580	170	
Émises lors de l'acquisition de RBC Dominion valeurs mobilières Limitée (3)	**–**	**–**		–	–		140	5	
Achetées aux fins d'annulation (4)	**(10 927)**	**(112)**		(19 737)	(98)		(10 486)	(52)	
Solde à la fin	**674 021**	**6 973 $**	**1,38 $**	602 398	3 076 $	1,14 $	617 768	3 065 $	0,94 $

(1) Le 24 août 2001, la Banque a racheté les actions privilégiées de premier rang de **série H**. Le 25 septembre 2001, la Banque a annoncé son intention de racheter les actions privilégiées de premier rang de **série I** le 26 novembre 2001.

(2) Au cours de l'exercice, la Banque a échangé 36 527 actions de catégorie B (4 701 actions en 2000; 4 606 341 actions en 1999) et 77 956 actions de catégorie C (8 008 712 en 2000; aucune en 1999) émises par sa filiale en propriété exclusive, Royal Bank DS Holding Inc., lors de l'acquisition de Richardson Greenshields Limitée contre 13 621 actions ordinaires (1 667 334 actions en 2000; 9 579 166 actions en 1999). Le 9 novembre 2001, le reste des actions de catégorie C a été échangé contre 318 154 actions ordinaires.

(3) Le 1er novembre 1998, la Banque a acquis la totalité des actions privilégiées participantes en circulation de RBC Dominion valeurs mobilières Limitée contre 140 000 actions ordinaires.

(4) En vertu d'une offre publique de rachat faite dans le cours normal des activités, en juin 2001 et en mai 1999 (avec modification en février 2000), la Banque a annoncé son intention de racheter jusqu'à 18 000 000 et 18 707 963 actions ordinaires, respectivement, au cours des périodes de 12 mois se terminant le 22 juin 2002 et le 23 juin 2000, respectivement. Les rachats ont été effectués sur le marché libre aux cours du marché par l'intermédiaire des bourses de Toronto et de Montréal et conformément aux exigences des bourses. La Banque a déterminé le montant et la date des rachats. Les primes versées en excédent de la valeur comptable moyenne des actions ordinaires ont été imputées aux bénéfices non répartis. La Banque a racheté 10 927 200 actions ordinaires (19 736 880 en 2000; 10 485 800 en 1999) au prix de 509 millions de dollars (660 millions en 2000; 333 millions en 1999), ce qui a réduit de 112 millions de dollars (98 millions en 2000; 52 millions en 1999) le capital-actions ordinaire et de 397 millions (562 millions en 2000; 281 millions en 1999) les bénéfices non répartis.

NOTE 9 Capital-actions (suite)

Conditions liées aux actions privilégiées

	Dividendes par action (1)	Date de rachat (2)	Prix de rachat (3)	Dates de conversion: Au gré de la Banque (2), (4)	Dates de conversion: Au gré du détenteur (5)
Actions privilégiées de premier rang					
À dividende non cumulatif, série E (6)	(6)	2 septembre 2002	100,00 $	Non convertibles	Non convertibles
En dollars US, à dividende non cumulatif, série I	0,476563 US	24 novembre 2001	25,00 US	24 novembre 2001	24 février 2002
À dividende non cumulatif, série J	0,443750	24 mai 2003	25,00	24 mai 2003	24 novembre 2003
En dollars US, à dividende non cumulatif, série K	0,393750 US	24 mai 2003	25,00 US	24 mai 2003	24 novembre 2003
À dividende non cumulatif, série N	0,293750	24 août 2003	26,00	24 août 2003	24 août 2008
À dividende non cumulatif, série O	0,343750	24 août 2004	26,00	24 août 2004	Non convertibles
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	0,359375 US	24 août 2004	26,00 US	24 août 2004	Non convertibles
À dividende non cumulatif, série S	0,38125	24 août 2006	26,00	24 août 2006	Non convertibles

(1) Des dividendes non cumulatifs sur les actions privilégiées de premier rang de **série E** sont payables, selon les modalités et les dates déterminées par le conseil d'administration, le 12 de chaque mois. Des dividendes non cumulatifs sur les actions privilégiées de **séries I**, **J**, **K**, **N**, **O**, **P** et **S** sont payables trimestriellement, selon les modalités et les dates déterminées par le conseil d'administration, le 24 de chaque mois de février, mai, août et novembre ou aux environs de ces dates.

(2) Sous réserve du consentement du surintendant des institutions financières Canada et des exigences de la *Loi sur les banques*, la Banque peut, à compter des dates précisées ci-dessus, racheter les actions privilégiées de premier rang. Toutes ces actions privilégiées de premier rang peuvent être rachetées i) en espèces, à un prix égal au prix de rachat indiqué ci-dessus dans le cas des actions privilégiées de premier rang de **séries E**, **I**, **J** et **K**; dans le cas des actions de **série N**, à un prix de 26 $ par action si les actions sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 24 août 2003, diminué de 0,25 $ par la suite pour chaque période de douze mois jusqu'à atteindre le prix par action de 25 $ si les actions sont rachetées à compter du 24 août 2007; dans le cas des actions de **séries O** et **P**, à un prix de 26 $ par action si les actions sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 24 août 2004, diminué de 0,25 $ par la suite pour chaque période de douze mois jusqu'à atteindre le prix de 25 $ par action si les actions sont rachetées à compter du 24 août 2008; dans le cas des actions de **série S**, à un prix de 26 $ par action si les actions sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 26 août 2006, diminué de 0,25 $ par la suite pour chaque période de douze mois jusqu'à atteindre le prix de 25 $ par action si les actions sont rachetées à compter du 24 août 2010 ou ii) en convertissant chaque action devant être rachetée, dans le cas des actions de **séries I**, **J** et **K**, en un nombre d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat alors en vigueur par le plus élevé des montants suivants : 2,50 $ ou 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires en vigueur à la date de l'opération.

(3) Sous réserve du consentement du surintendant des institutions financières Canada et des exigences de la *Loi sur les banques*, la Banque peut racheter aux fins d'annulation les actions privilégiées de premier rang, à un prix n'excédant pas, dans le cas des actions de **séries E**, **I**, **J** et **K**, le prix de rachat précisé ci-dessus alors en vigueur, plus tous les dividendes déclarés et non versés et, dans le cas des actions de **séries N**, **O**, **P** et **S** au prix ou aux prix les plus bas auxquels, selon le conseil d'administration, ces actions peuvent être obtenues.

(4) Sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, la Banque peut, aux dates précisées ci-dessus, convertir les actions privilégiées de premier rang de **séries N**, **O**, **P** et **S** en actions ordinaires de la Banque. Les actions privilégiées de premier rang peuvent être converties en un nombre d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat alors en vigueur par le plus élevé des montants suivants : 2,50 $ ou 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires en vigueur à la date de l'opération.

(5) Sous réserve du droit qu'a la Banque de racheter ses actions ou de trouver d'autres acheteurs, le détenteur peut, à compter des dates précisées ci-dessus, convertir ses actions privilégiées en actions ordinaires de la Banque. Les actions de **séries I**, **J**, **K** et **N** peuvent être converties trimestriellement en un nombre d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat alors en vigueur par le plus élevé des montants suivants : 2,50 $ ou 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires en vigueur à la date de l'opération.

(6) En 1997, les droits, privilèges, restrictions et conditions rattachés aux actions privilégiées de premier rang de **série E** ont été modifiés. Les détenteurs sont en droit de recevoir, selon les modalités et les dates déterminées par le conseil d'administration, un dividende en espèces non cumulatif mensuel qui i) varie en fonction des fluctuations du taux préférentiel de la Banque au Canada et ii) est redressé à la hausse ou à la baisse selon les variations du cours du marché. Le taux du dividende annuel d'un mois donné ne sera jamais inférieur à la somme de 0,25 % plus 55 % du taux préférentiel moyen ni supérieur à la somme de 0,25 % plus 75 % du taux préférentiel moyen.

Restrictions relatives au paiement des dividendes

La *Loi sur les banques* (Canada) (la « *Loi* ») interdit à la Banque de déclarer des dividendes sur ses actions privilégiées ou ordinaires si, ce faisant, la Banque contrevient, ou contreviendra, aux règles relatives à la suffisance du capital et aux liquidités ou à toute autre directive de réglementation publiée en vertu de la *Loi*. En outre, la Banque ne peut en aucun cas verser des dividendes sur ses actions ordinaires tant que l'ensemble des dividendes sur ses actions privilégiées n'ont pas été déclarés et versés, ou du moins réservés aux fins du versement.

La Banque a convenu que s'il advenait que Fiducie de capital RBC (une société de fiducie à capital fixe filiale de la Banque) ne soit pas en mesure de verser les distributions requises sur ses titres de fiducie, elle ne verserait aucun dividende de quelque nature que ce soit sur ses actions privilégiées ou ordinaires.

Actuellement, aucune des restrictions énoncées ci-dessus ne limite le versement de dividendes sur les actions privilégiées ou ordinaires.

Capital réglementaire

La Banque est assujettie à des exigences en matière de capital réglementaire établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF), exigences qui comprennent l'utilisation des PCGR du Canada. Les ratios de capital ajustés en fonction des risques et le ratio actif/capitaux propres sont deux mesures de la solidité du capital établies par le BSIF en fonction des normes de la Banque des règlements internationaux (BRI).

Le BSIF requiert des banques canadiennes qu'elles maintiennent des ratios minimaux du capital de première catégorie et du capital total de 4 % et de 8 %, respectivement. Cependant, le BSIF a également établi de façon formelle les ratios fondés sur le risque que doivent viser les institutions de dépôt au Canada. Ces cibles sont un ratio du capital de première catégorie d'au moins 7 % et un ratio du capital total d'au moins 10 %. Au 31 octobre 2001, la Banque avait des ratios du capital de première catégorie et du capital total de 8,7 % et de 11,8 % respectivement (8,6 % et de 12,0 % en 2000).

Pour ce qui est de l'évaluation du ratio actif/capitaux propres, le BSIF précise que l'actif total de la Banque, y compris certains instruments financiers hors bilan, ne peut excéder 23 fois le capital total. Au 31 octobre 2001, le ratio actif/capitaux propres de la Banque était de 17,2 fois (15,3 fois en 2000).

Au cours de l'exercice, la Banque a émis des titres de fiducie RBC TruCS, un type innovateur de capital de première catégorie, conformément aux lignes directrices en vigueur au Canada aussi bien qu'aux États-Unis, pour un montant de 750 millions de dollars (650 millions en 2000); ces titres sont inscrits dans le bilan consolidé au poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.

Autres faits

Le 27 octobre 2000, la Banque a signé une convention de cinq ans avec un réassureur dont la cote est AAA, stipulant que celui-ci doit acheter, pour un montant pouvant aller jusqu'à 200 millions de dollars, des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif au cours du marché établi le 27 octobre 2000 dans l'éventualité où la provision cumulative générale pour pertes sur créances devait descendre sous un certain niveau. Si ces actions avaient été émises, elles auraient été admissibles à titre de capital de première catégorie.

Événement postérieur à la date du bilan

Le 25 septembre 2001, la Banque a annoncé son intention de racheter les actions privilégiées de premier rang de série I le 26 novembre 2001.

NOTE 10 Impôts sur les bénéfices

	2001	2000	1999
Charge d'impôts présentée dans les résultats			
De l'exercice			
Au Canada – Fédéral	**845 $**	799 $	580 $
Provinciaux	**360**	349	234
À l'étranger	**103**	258	176
	1 308	1 406	990
Reportés			
Au Canada – Fédéral	**16**	60	38
Provinciaux	**1**	20	(3)
À l'étranger	**15**	(41)	(10)
	32	39	25
	1 340	1 445	1 015
Charge (économie) d'impôts présentée dans les capitaux propres			
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	**(487)**	(37)	213
Incidence cumulative de l'adoption initiale de la norme comptable « Avantages sociaux futurs »	**(157)**	–	–
	(644)	(37)	213
Total de la charge d'impôts	**696 $**	1 408 $	1 228 $

Impôts reportés (écarts temporaires)

	2001	2000	1999
Actifs d'impôts reportés (1)			
Provision cumulative pour pertes sur créances	**582 $**	514 $	509 $
Montant lié à la rémunération reportée	**190**	78	19
Montant lié aux régimes de retraite	**93**	–	–
Reports prospectifs de pertes fiscales	**84**	72	19
Locaux et matériel	**–**	83	–
Produits reportés	**61**	81	62
Autres	**399**	223	335
	1 409	1 051	944
Passifs d'impôts reportés			
Locaux et matériel	**(91)**	–	(29)
Charges reportées	**(88)**	(59)	–
Montant lié aux régimes de retraite	**–**	(119)	(141)
Autres	**(134)**	(77)	(171)
	(313)	(255)	(341)
Actifs d'impôts reportés, montant net	**1 096 $**	796 $	603 $

(1) La Banque a déterminé qu'il est plus probable qu'improbable que le montant des actifs d'impôts reportés sera réalisé grâce à une combinaison de résorptions futures d'écarts temporaires et de bénéfice imposable.

Rapprochement avec le taux d'imposition prévu par la loi

	2001		2000		1999	
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition canadien prévu par la loi	**1 601 $**	**41,5 %**	1 600 $	42,8 %	1 194 $	43,0 %
Augmentation (diminution) des impôts attribuable à ce qui suit :						
Taux d'imposition moins élevé applicable aux filiales	**(253)**	**(6,5)**	(311)	(8,3)	(199)	(7,1)
Bénéfices tirés des titres exonérés d'impôts	**(7)**	**(0,2)**	(7)	(0,2)	(10)	(0,4)
Autres	**(1)**	**(0,1)**	163	4,3	30	1,0
Charge d'impôts/taux d'imposition effectif	**1 340 $**	**34,7 %**	1 445 $	38,6 %	1 015 $	36,5 %

Le bénéfice réalisé à l'étranger par certaines filiales serait imposé uniquement au moment de son rapatriement au Canada. Comme la direction de la Banque ne prévoit pas actuellement le rapatriement de ces bénéfices non répartis, aucun passif d'impôts reportés n'a été comptabilisé à leur égard. Selon les estimations, les impôts qui seraient exigibles, si la totalité des bénéfices non répartis accumulés par des filiales à l'étranger était rapatriée, s'élèveraient à 772 millions de dollars au 31 octobre 2001 (737 millions en 2000; 729 millions en 1999).

NOTE 11 Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite

La Banque offre un certain nombre de régimes à cotisations ou à prestations déterminées qui fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs au départ à la retraite aux employés admissibles. Les cotisations sont passées en charges lorsqu'elles sont effectuées.

Les tableaux qui suivent présentent des données relatives aux régimes d'avantages de la Banque, incluant les montants constatés au bilan consolidé ainsi que les composantes du coût net des prestations de l'exercice.

	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite (1)	
	2001	2000 (2)	**2001**	2000 (2)
Variation de la juste valeur de l'actif des régimes (3)				
Juste valeur de l'actif des régimes au début	**4 519 $**	4 135 $	**67 $**	68 $
Rendement réel de l'actif des régimes	**123**	326	**7**	3
Cotisations de la Banque	**20**	13	**1**	–
Cotisations des participants	**24**	18	**–**	–
Prestations versées	**(251)**	(197)	**(2)**	(4)
Gain (perte) actuariel	**(599)**	266	**–**	–
Liquidations de régimes	**–**	–	**(72)**	–
Acquisitions d'entreprises	**63**	–	**–**	–
Variation des taux de change	**6**	(12)	**–**	–
Transferts (à) d'autres régimes	**144**	(11)	**–**	–
Autres	**–**	(19)	**–**	–
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin	**4 049 $**	4 519 $	**1 $**	67 $
Variation de l'obligation au titre des prestations constituées				
Obligation au titre des prestations constituées au début	**3 710 $**	3 471 $	**609 $**	574 $
Coût des services rendus	**104**	98	**64**	17
Intérêts débiteurs	**268**	254	**49**	42
Cotisations des participants	**18**	18	**–**	–
Gains (pertes) actuariels	**55**	70	**19**	(7)
Prestations versées	**(251)**	(197)	**(22)**	(17)
Transferts à d'autres régimes	**–**	(4)	**–**	–
Modifications et compressions de régimes	**31**	15	**–**	–
Liquidations de régimes	**–**	–	**(72)**	–
Acquisitions d'entreprises	**117**	–	**35**	–
Variation des taux de change	**(9)**	(15)	**–**	–
Variation des hypothèses	**1**	–	**11**	–
Obligation au titre des prestations constituées à la fin	**4 044 $**	3 710 $	**693 $**	609 $
Capitalisation				
Capitalisation excédentaire (déficitaire) à la fin	**5 $**	809 $	**(692)$**	(542)$
Perte actuarielle nette non comptabilisée (gain)	**32**	(756)	**42**	31
Obligation non comptabilisée à la date de transition	**(24)**	(1)	**207**	226
Coût des prestations au titre des services passés non comptabilisé	**205**	258	**10**	–
Autres	**(48)**	(94)	**1**	–
Charge de retraite payée d'avance (cumulée)	**170 $**	216 $	**(432)$**	(285)$
Hypothèses moyennes pondérées au 31 octobre				
Taux d'actualisation	**7,00 %**	7,25 %	**7,25 %**	7,25 %
Taux de rendement à long terme présumé de l'actif des régimes	**7,0 %**	7,0 %	**4,75 %**	4,75 %
Taux de croissance de la rémunération future	**4,4 %**	4,4 %	**4,4 %**	4,4 %

Coût des prestations de retraite (4)

	2001	2000	1999
Coût des services rendus	**104 $**	98 $	120 $
Intérêts débiteurs	**268**	254	238
Taux de rendement prévu de l'actif des régimes	**(306)**	(291)	(274)
Amortissement de l'actif de transition	**(2)**	(2)	–
Amortissement du coût des services passés	**17**	22	(3)
Amortissement de l'excédent net	**–**	–	(1)
Perte actuarielle nette comptabilisée (gain)	**(45)**	(41)	13
Variation de la provision cumulative pour moins-value	**(14)**	19	(10)
Coût des régimes à prestations déterminées	**22**	59	83
Coût des régimes à cotisations déterminées	**30**	6	6
Coût des prestations de retraite	**52 $**	65 $	89 $

Coût des autres avantages postérieurs au départ à la retraite (1)

	2001	2000	1999
Coût des services rendus	**64 $**	17 $	20 $
Intérêts débiteurs	**49**	42	40
Taux de rendement prévu de l'actif des régimes	**(1)**	(3)	(3)
Ajustement au titre de l'amortissement de l'actif de transition	**17**	17	17
Perte actuarielle nette comptabilisée	**–**	–	1
Autres	**2**	–	–
Coût des autres avantages postérieurs au départ à la retraite	**131 $**	73 $	75 $

(1) Comprend les avantages postérieurs au départ à la retraite liés à l'assurance-maladie, à l'assurance-soins dentaires et à l'assurance-vie. Les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé pris pour hypothèses à l'égard du prochain exercice étaient de 7,25 % pour les soins médicaux et de 4,75 % pour les soins dentaires; le taux tendanciel final était de 4,5 %. Ces taux servent à évaluer le coût prévu des prestations de retraite visées par les régimes de soins médicaux et d'assurance-vie postérieurs au départ à la retraite. Une hausse de un point de pourcentage des taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé pris pour hypothèses aurait fait augmenter le coût des services rendus et les intérêts débiteurs de 18 millions de dollars et l'obligation, de 85 millions. Une baisse de un point de pourcentage des taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé pris pour hypothèses aurait fait diminuer le coût des services rendus et les intérêts débiteurs de 13 millions de dollars et l'obligation, de 67 millions.

(2) Les chiffres comparatifs ont été retraités par suite de l'adoption de la nouvelle norme de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, « Avantages sociaux futurs ».

(3) L'actif des régimes comprend les actions ordinaires de la Banque ayant une juste valeur de 43 millions de dollars (38 millions en 2000).

(4) Le coût des prestations de retraite a été établi au moyen d'un taux d'actualisation présumé de 7,0 % (7,25 % en 2000; 6,5 % en 1999).

NOTE 12 Rémunération à base d'actions

Régime d'options d'achat d'actions

La Banque offre un régime d'options d'achat d'actions à certains de ses employés clés et de ses administrateurs qui ne sont pas des employés de la Banque. En vertu de ce régime, des options sont périodiquement octroyées pour acquérir des actions ordinaires à des prix qui ne doivent pas être inférieurs à ceux du marché immédiatement avant la date de l'octroi. Les options sont acquises sur une période de quatre ans par les employés et immédiatement par les administrateurs, et peuvent être levées pour des périodes n'excédant pas dix ans.

Pour toutes les options octroyées avant 2000, la Banque ne constate aucune charge au titre de la rémunération puisque, à la date de l'octroi, le prix de levée des options n'est pas inférieur au cours du marché des actions sous-jacentes. Lorsque les options sont levées, le produit obtenu est crédité aux actions ordinaires.

Depuis 2000, le régime d'options d'achat d'actions a été modifié de façon à inclure des droits à la plus-value des actions. Le régime modifié donne droit à un participant de choisir soit de lever l'option, soit d'exercer le droit à la plus-value des actions correspondant. Les droits à la plus-value des actions peuvent être échangés contre un montant en espèces égal à la différence entre le prix d'exercice et le cours de clôture des actions ordinaires le jour précédant immédiatement la date d'exercice. Jusqu'à 100 % des options acquises peuvent être levées à titre de droits à la plus-value des actions. La Banque prévoit que les participants exerceront leurs droits à la plus-value des actions et, par conséquent, comptabilise ce régime en fonction des modalités des droits à la plus-value des actions plutôt que de celles des options. La charge au titre de la rémunération comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001 relativement à ce régime s'est établie à 23 millions de dollars (52 millions en 2000).

Options d'achat d'actions

	2001		2000		1999	
	Nombre d'options (en milliers)	**Moyenne pondérée du prix de levée**	Nombre d'options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée	Nombre d'options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée
En cours au début	**25 880**	**33,61 $**	20 966	32,42 $	15 422	28,66 $
Options octroyées	**7 949**	**44,46**	8 286	33,09	6 828	39,01
Levées ou exercés – Actions ordinaires	**(2 819)**	**28,77**	(2 700)	22,05	(953)	17,83
– Droits à la plus-value des actions	**(259)**	**33,55**	–	–	–	–
Options annulées	**(593)**	**37,82**	(672)	36,10	(331)	35,50
En cours à la fin	**30 158**	**36,84 $**	25 880	33,61 $	20 966	32,42 $
Options pouvant être levées à la fin	**12 895**	**32,62 $**	8 881	30,29 $	5 988	25,29 $
Options pouvant être octroyées	**20 289**		25 849		8 463	

Prix de levée

	Options en cours			**Options pouvant être levées**	
	Nombre d'options (en milliers)	**Moyenne pondérée du prix de levée**	**Durée de vie contractuelle restante moyenne**	**Nombre d'options (en milliers)**	**Moyenne pondérée du prix de levée**
De 14,46 $ à 15,68 $	**1 392**	**15,59 $**	**4,9**	**1 392**	**15,59 $**
De 24,80 $ à 28,25 $	**3 959**	**25,93**	**7,5**	**3 200**	**25,40**
De 30,00 $ à 39,64 $	**18 845**	**36,81**	**8,1**	**8 213**	**38,18**
De 43,59 $ à 50,72 $	**5 962**	**49,17**	**10,0**	**90**	**46,49**
Total	**30 158**	**36,84 $**	**8,3**	**12 895**	**32,62 $**

Régimes d'actionnariat des employés

La Banque offre à ses employés un régime d'épargne et d'actionnariat des employés de la Royale (REAER), en vertu duquel elle verse, sous forme d'actions ordinaires, 50 % du montant versé par un employé jusqu'à concurrence de 3 % du salaire de cet employé. En vertu du REAER, la Banque a versé 39 millions de dollars (39 millions en 2000; 40 millions en 1999) pour l'acquisition d'actions ordinaires. Au 31 octobre 2001, un total de 15 329 595 actions ordinaires étaient détenues en vertu du REAER.

La Banque offre un régime d'actions subalternes à certains employés clés. En vertu de ce régime, des actions ordinaires sont octroyées aux employés. Ces actions ordinaires sont détenues en fiducie et dévolues sur une période de deux à trois ans. Au 31 octobre 2001, la valeur des actions subalternes s'établissait à 2 millions de dollars.

Régimes d'achat d'actions différé

La Banque offre un régime d'achat d'actions différé aux dirigeants ainsi qu'aux administrateurs qui ne sont pas des employés de la Banque. En vertu de ce régime, chacune de ces personnes peut choisir de recevoir la totalité ou un pourcentage de sa prime de rendement annuelle sous forme d'actions différées. Le choix de participer au régime doit être fait avant le début de l'exercice. En guise de dividendes, les actions différées génèrent, au taux des dividendes sur les actions ordinaires, des actions additionnelles à dividende différé. Les hauts dirigeants et les administrateurs ne peuvent convertir ces actions avant de quitter la Banque ou de prendre leur retraite. La valeur des actions différées, une fois converties en espèces, équivaudra à la valeur marchande des actions ordinaires à la date de conversion. Au 31 octobre 2001, la valeur des actions différées s'établissait à 52 millions de dollars (26 millions en 2000; 20 millions en 1999). La charge au titre de la rémunération comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001 relativement à ce régime s'est établie à 8 millions de dollars.

Un régime de primes différées est offert à certains employés clés de RBC Marchés des Capitaux. En vertu de ce régime, un pourcentage de la prime de rendement annuelle de chacun de ces employés est reporté et génère des dividendes au même taux que celui des actions ordinaires. L'employé touche la prime en trois montants égaux versés à la fin de chacun des trois exercices suivants. La valeur de la prime différée sera égale à la valeur initiale de la prime rajustée en fonction des dividendes et des variations de la valeur marchande des actions ordinaires à la date à laquelle la prime est versée. Au 31 octobre 2001, la valeur du régime de primes différées s'établissait à 128 millions de dollars (89 millions en 2000; 26 millions en 1999). La charge au titre de la rémunération comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001 relativement à ce régime a été réduite de 5 millions de dollars.

La Banque offre des régimes d'achat d'actions différé à certains employés clés de RBC Investissements. En vertu de ces régimes, un pourcentage de la prime de rendement annuelle de chacune de ces personnes est reçu sous forme d'actions différées. Ces actions sont détenues en fiducie et dévolues sur une période de trois ans. Au 31 octobre 2001, la valeur des actions différées s'établissait à 14 millions de dollars.

NOTE 12 Rémunération à base d'actions (suite)

Régime de stabilité du personnel – RBC Dain Rauscher

Dans le cadre de l'acquisition de Dain Rauscher, la Banque a offert à certains employés clés de cette société des primes de maintien en fonction totalisant 318 millions de dollars et devant être versées uniformément sur une période de service prévue de trois à quatre ans. Les paiements devant être versés aux participants du régime sont indexés à la valeur marchande des actions ordinaires à la date d'acquisition. La charge au titre de la rémunération comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001 relativement à ce régime s'est établie à 143 millions de dollars.

Autre régime

La Banque offre un régime de rémunération à moyen terme à certains de ses hauts dirigeants. En vertu de ce régime, des actions sont attribuées uniformément sur une période de trois ans aux participants au régime. Les paiements effectués en vertu du régime seront versés chaque année en fonction de la valeur marchande des actions ordinaires à la date d'acquisition. Au 31 octobre 2001, la valeur des actions s'établissait à 21 millions de dollars. La charge au titre de la rémunération comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001 relativement à ce régime s'est établie à 8 millions de dollars.

NOTE 13 Frais de restructuration

Au cours de l'exercice, la Banque a constaté des frais de restructuration de 91 millions de dollars à l'état consolidé des résultats par suite de l'acquisition de Centura Banks, Inc. Il n'y a pas eu de frais de restructuration en 2000.

	Solde au début de l'exercice	Augmentation en 2001	Montant utilisé	**Solde à la fin de l'exercice**
Ressources humaines	22 $	22 $	36 $	**8 $**
Frais d'occupation	21	–	17	**4**
Matériel	2	42	43	**1**
Autres frais	4	27	13	**18**
	49 $	91 $	109 $	**31 $**

NOTE 14 Bénéfice par action

	2001	2000	1999
Bénéfice de base par action			
Bénéfice net	**2 411 $**	2 274 $	1 757 $
Dividendes sur actions privilégiées	**(135)**	(134)	(157)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**2 276 $**	2 140 $	1 600 $
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	**641 516**	606 389	626 158
	3,55 $	3,53 $	2,55 $
Bénéfice dilué par action			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**2 276 $**	2 140 $	1 600 $
Incidence des conversions hypothétiques (1)	**1**	2	2
Bénéfice net ajusté en fonction de la dilution	**2 277 $**	2 142 $	1 602 $
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	**641 516**	606 389	626 158
Actions convertibles de catégories B et C (1)	**363**	736	2 708
Options d'achat d'actions (2)	**5 337**	2 740	3 439
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, après dilution	**647 216**	609 865	632 305
	3,52 $	3,51 $	2,53 $

(1) Les actions convertibles comprennent les actions de catégories B et C émises par une filiale en propriété exclusive de la Banque, Royal Bank DS Holding Inc., lors de l'acquisition de Richardson Greenshields Limitée le 1er novembre 1996. Les actions de catégorie B peuvent être échangées contre des actions ordinaires de la Banque Royale du Canada, tandis que les actions de catégorie C sont échangeables en fonction du cours moyen du marché des actions ordinaires de la Banque pour la période de 20 jours qui précède la date de l'échange. Au cours de l'exercice, la Banque a échangé 36 527 actions de catégorie B (4 701 actions en 2000; 4 606 341 actions en 1999) et 77 956 actions ordinaires de catégorie C (8 008 712 actions en 2000; aucune en 1999) contre 13 621 actions ordinaires (1 667 334 actions en 2000; 9 579 166 actions en 1999).

(2) L'incidence de la dilution liée aux options d'achat d'actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Cette méthode permet de calculer le nombre supplémentaire d'actions en présumant que les options d'achat d'actions en cours sont i) levées puis ii) diminuées du nombre présumé d'actions qui seraient rachetées au moyen du produit de l'émission et compte tenu du cours moyen du marché des actions ordinaires de la Banque pour l'exercice. Le calcul du bénéfice dilué par action exclut un nombre moyen de 7 862 options d'achat d'actions en cours ayant un prix de levée de 50,72 $ et un nombre moyen de 1 956 options d'achat d'actions en cours ayant un prix de levée de 49,03 $ (6 153 507 options ayant un prix de levée de 39,64 $, 6 589 464 options ayant un prix de levée de 39,01 $, 2 639 options ayant un prix de levée de 38,22 $ et 393 options ayant un prix de levée de 43,59 $ en 2000; 6 355 830 options ayant un prix de levée de 39,64 $ et 6 237 862 options ayant un prix de levée de 39,01 $ en 1999), car les prix de levée de ces options excédaient le cours moyen du marché des actions ordinaires de la Banque.

NOTE 15 Engagements et éventualités

Instruments financiers dont les montants contractuels représentent le risque de crédit

Le principal objectif de ces engagements est de faire en sorte que le client puisse disposer de fonds au besoin. La politique de la Banque en ce qui a trait aux biens donnés en garantie à l'égard de ces instruments est habituellement la même que celle qui s'applique aux prêts.

Les garanties et les lettres de crédit de soutien, qui constituent un engagement irrévocable de la Banque d'effectuer les paiements d'un client qui ne pourrait pas respecter ses obligations financières envers des tiers, présentent les mêmes risques de crédit que les prêts. Les lettres de crédit documentaire, qui sont des documents émis par la Banque au nom de son client permettant à un tiers de tirer des traites sur la Banque jusqu'à concurrence d'un montant établi en vertu de conditions précises, sont garanties par les livraisons de marchandises auxquelles elles se rapportent.

Dans les opérations ayant trait aux prêts de titres, la Banque agit à titre de mandataire pour le titulaire d'une valeur mobilière qui accepte de prêter la valeur mobilière à un emprunteur moyennant une commission en vertu des modalités d'un contrat préétabli. L'emprunteur doit, en tout temps, garantir intégralement le prêt de titres.

Les engagements de crédit représentent les tranches non utilisées des autorisations de crédit offertes sous forme de prêts, d'acceptations de banque, de garanties ou de lettres de crédit.

Les montants non engagés représentent le crédit que la Banque peut choisir d'accorder à un emprunteur.

Une facilité d'émission d'effets constitue une entente en vertu de laquelle un emprunteur peut émettre des titres de créance à court terme. Une facilité de prise ferme renouvelable est une facilité d'émission d'effets qui peut être utilisée pour une période déterminée.

Instruments financiers dont les montants contractuels représentent le risque de crédit

	2001	2000
Garanties et lettres de crédit de soutien	**13 391 $**	13 658 $
Lettres de crédit documentaire	**750**	456
Prêt de titres	**21 377**	20 333
Engagements de crédit		
Échéance initiale d'un an ou moins	**44 179**	38 853
Échéance initiale supérieure à un an	**39 960**	41 599
Montants non engagés	**53 750**	59 113
Facilités d'émission d'effets/facilités de prise ferme renouvelables	**132**	155
	173 539 $	174 167 $

Engagements en vertu de baux

Les engagements minimaux futurs relatifs à la location de locaux et de matériel en vertu de baux à long terme non résiliables s'établissent de la façon indiquée ci-dessous pour les cinq prochains exercices et par la suite.

Engagements en vertu de baux

2002	385 $
2003	350
2004	315
2005	268
2006	307
Par la suite	853
Total	2 478 $

Litiges

La Banque et ses filiales font l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de leurs pratiques ou mesures. Plusieurs de ces poursuites ont trait à des prêts et s'élèvent contre les dispositions prises par la Banque et ses filiales pour recouvrer des prêts en souffrance et exercer leurs droits quant aux biens donnés en nantissement de ces prêts. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel s'y rapportant ne sera pas important.

Actifs donnés en garantie

Des valeurs mobilières d'une valeur comptable de 46,8 milliards de dollars (27,6 milliards en 2000) ont été données en garantie pour divers types d'opérations de financement, y compris des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et des engagements afférents à des titres vendus à découvert. Les valeurs mobilières détenues et données en garantie qui peuvent être vendues ou redonnées en garantie par la contrepartie sont constatées au bilan consolidé aux postes Titres du compte de négociation (3,6 milliards de dollars en 2001) et Titres du compte de placement (2,6 milliards de dollars en 2001). Le montant de ces valeurs mobilières données en garantie comprend des actifs d'une valeur comptable de 2,6 milliards de dollars (2,4 milliards en 2000) qui ont été déposés en garantie afin de participer aux systèmes de compensation et de paiement et auprès de dépositaires, ou pour avoir accès aux facilités des banques centrales situées dans des territoires étrangers.

La juste valeur des garanties acceptées par la Banque totalisait 52,9 milliards de dollars. Ces garanties sont généralement obtenues en vertu de conventions de revente et de conventions d'emprunt de titres. De ces garanties, une tranche de 41,9 milliards de dollars a été vendue ou redonnée en garantie, généralement à titre de garantie relative aux conventions de rachat ou aux ventes à découvert.

NOTE 16 Produits dérivés

Les produits dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est tirée d'un instrument sous-jacent ayant trait aux taux d'intérêt, aux taux de change, aux cours des titres de participation, aux prix des marchandises ou aux indices.

Types de produits dérivés

La Banque a recours aux produits dérivés décrits ci-après aux fins de négociation et à des fins autres que de négociation.

Les swaps sont des opérations dans lesquelles deux parties échangent des flux de trésorerie portant sur un capital nominal spécifié pour une période prédéterminée. Dans le cas des swaps de taux d'intérêt, il y a échange de paiements d'intérêt à taux fixe et variable sur un capital nominal. Les swaps sur devises comportent l'échange de paiements d'intérêt à taux fixe ou variable dans une devise contre réception de paiements d'intérêt à taux fixe ou variable dans une autre devise. Les swaps simultanés de taux et de devises comportent l'échange d'intérêt et de capital nominal dans deux devises différentes.

Les contrats à terme de gré à gré et les contrats à terme standardisés sont des engagements contractuels d'acheter ou de vendre un instrument financier à une date ultérieure, à un prix déterminé. Les contrats à terme de gré à gré sont des ententes faites sur mesure qui sont conclues entre des contreparties sur le marché hors cote, tandis que les contrats à terme standardisés sont négociés sur des bourses réglementées.

Les options sont des ententes contractuelles en vertu desquelles le vendeur accorde à l'acheteur le droit, mais ne lui impose pas l'obligation, d'acheter (option d'achat) ou de vendre (option de vente), à une date déterminée, ou avant cette date, un montant établi d'un instrument financier à un prix déterminé d'avance. Le vendeur reçoit une prime de l'acheteur en contrepartie de ce droit.

Produits dérivés détenus ou émis aux fins de négociation

La plupart des opérations liées aux produits dérivés de la Banque résultent de ses activités de vente et de négociation. Les activités de vente comportent la mise sur pied et la mise en marché de produits dérivés à l'intention des clients pour leur permettre de transférer, de modifier ou de réduire les risques courants ou éventuels. Les activités de négociation comprennent la tenue de marché, le positionnement et l'arbitrage. La tenue de marché consiste à transmettre aux autres participants au marché les cours acheteur et vendeur dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et du volume. Le positionnement correspond au fait de gérer les risques du marché dans le but de tirer parti des fluctuations favorables des prix, des taux ou des indices. L'arbitrage consiste à générer des revenus dans le but de tirer parti des écarts détectés dans les cours entre les marchés et les produits. La Banque n'effectue que très peu d'opérations sur produits dérivés avec effet de levier. Ces opérations sont assorties d'un multiplicateur qui, pour un changement donné dans les prix du marché, pourrait entraîner une modification de la juste valeur de l'opération très différente de celle qui aurait lieu pour un produit dérivé similaire en l'absence de ce multiplicateur.

Produits dérivés détenus ou émis à des fins autres que de négociation

La Banque utilise également les produits dérivés pour la gestion de ses propres actifs et passifs, ce qui comprend des opérations de couverture et de placement.

La Banque a recours aux swaps de taux d'intérêt pour ajuster son risque de taux d'intérêt en redéfinissant les caractéristiques relatives à la modification des taux ou à l'échéance des actifs et des passifs actuels ou prévus. Au 31 octobre 2001, le niveau des produits dérivés relatifs aux taux d'intérêt visant à couvrir des opérations prévues, et comptabilisés à titre de couvertures, n'était pas important. Les options sur taux d'intérêt achetées servent à couvrir des dépôts rachetables et d'autres options intégrées dans les produits à la consommation. Dans la gestion de ses actifs et passifs, la Banque a recours à des options vendues lorsque celles-ci sont liées expressément à une option achetée sous la forme d'un tunnel. Le montant des gains et des pertes reportés de la Banque associés aux produits dérivés et devant servir de couverture à des opérations prévues n'était pas important.

Produits dérivés – capitaux nominaux et coût de remplacement brut

Les tableaux de la page suivante indiquent les capitaux nominaux et le coût de remplacement positif brut des produits dérivés de la Banque. Les capitaux nominaux, qui sont présentés hors bilan, servent de point de référence pour le calcul des paiements et sont une mesure courante du volume des affaires. Le coût de remplacement brut des produits dérivés représente la valeur de remplacement actuelle totale de tous les contrats en cours en position de gain, sans tenir compte de l'incidence des accords généraux de compensation.

Risque de crédit lié aux produits dérivés

Le risque de crédit découlant d'une opération sur les produits dérivés résulte de la possibilité que la contrepartie manque à ses obligations contractuelles à un moment où la valeur du marché d'une ou de plusieurs opérations est positive pour la Banque. Cette valeur du marché est appelée coût de remplacement puisqu'elle représente ce qu'il en coûterait à la Banque pour remplacer les opérations aux taux du marché en vigueur advenant un manquement.

Aux fins de la gestion du risque de crédit interne, le risque de crédit découlant d'une opération sur les produits dérivés est défini comme la somme du coût de remplacement et d'une majoration qui correspond à un montant estimatif pour refléter la modification potentielle de la valeur du marché de l'opération jusqu'à l'échéance. Cette majoration est déterminée par des modèles statistiques qui projettent la volatilité prévue de la variable sous-jacente au produit dérivé, qu'il s'agisse du taux d'intérêt, du taux de change, du cours des actions ou du cours des marchandises. Le coût de remplacement et le montant de la majoration sont réévalués constamment au cours de la durée de chaque opération afin de s'assurer que l'on utilise des évaluations du risque de crédit appropriées.

La compensation est une technique utilisée par la Banque qui peut réduire son risque de crédit découlant des produits dérivés; elle est facilitée, en général, par l'utilisation d'accords généraux de compensation. Les deux principales catégories de compensation sont la compensation par liquidation et la compensation des règlements. Aux termes de la clause de compensation par liquidation, en cas de manquement par la contrepartie, la Banque a le droit de mettre fin à toutes les opérations visées par l'accord général à leur valeur du marché courante, puis de faire la somme des valeurs du marché en annulant les valeurs négatives par les valeurs positives pour obtenir un seul montant net à payer soit par la contrepartie, soit par la Banque. Dans la compensation des règlements, tous les paiements et encaissements dans la même monnaie qui doivent se faire le même jour entre des paires d'unités déterminées de la Banque et d'une contrepartie font l'objet d'une compensation, qui génère un paiement unique dans chaque monnaie, à payer soit par l'unité de la Banque, soit par celle de la contrepartie. La Banque insiste beaucoup auprès des contreparties pour qu'elles concluent des accords généraux de compensation. Cependant, la mesure du risque de crédit de la Banque découlant d'opérations sur les produits dérivés n'est pas réduite pour exprimer l'incidence de la compensation, à moins qu'une analyse juridique appropriée ne vienne appuyer le caractère exécutoire de cette compensation, cette analyse étant documentée dans la politique de la Banque.

Toujours dans le but de gérer le risque de crédit découlant des produits dérivés, la Banque conclut des accords renfermant des clauses d'évaluation à la valeur du marché maximale avec certaines contreparties. En vertu de ces clauses, la Banque a le droit de demander que la contrepartie paie ou garantisse la valeur du marché courante de sa position avec la Banque relativement aux produits dérivés. L'utilisation de garanties ne représente pas actuellement une technique d'atténuation du risque de crédit importante pour la Banque dans la gestion du risque de crédit lié aux produits dérivés.

La Banque gère le risque de crédit lié aux produits dérivés en suivant les mêmes normes en matière d'approbation de crédit, de limites et de surveillance que celles qu'elle applique aux autres opérations de crédit. Cette méthode comprend l'évaluation de la solvabilité des contreparties et la gestion de la taille, de la diversification et de la structure des échéances du portefeuille. L'utilisation du crédit pour tous les produits est comparée de façon continue à des limites établies et fait l'objet de rapports d'exception. La Banque utilise un seul système d'évaluation du crédit interne pour tous les risques de crédit. Dans la plupart des cas, ces évaluations internes se rapprochent des cotes de crédit externes attribuées par les agences d'évaluation du crédit indépendantes. Le tableau présenté ci-dessous indique le coût de remplacement, à la fois avant et après la compensation, des produits dérivés de la Banque selon l'évaluation du risque et le type de contrepartie. En 2001 et en 2000, les pertes sur créances réelles de la Banque découlant d'opérations sur les produits dérivés et le niveau des contrats douteux étaient négligeables.

Coût de remplacement des produits dérivés selon l'évaluation des risques et le type de contrepartie

	Cote d'évaluation des risques (1)					Type de contrepartie (2)			
Au 31 octobre 2001	AAA, AA	A	BBB	BB ou inférieur	Total	Banques	Gouvernements de pays membres de l'OCDE	Autres	Total
Coût de remplacement positif brut (3)	15 558 $	9 981 $	2 541 $	701 $	28 781 $	18 770 $	1 892 $	8 119 $	28 781 $
Incidence des accords généraux de compensation	(11 975)	(5 659)	(1 026)	(172)	(18 832)	(15 118)	–	(3 714)	(18 832)
Coût de remplacement (après les accords de compensation)	3 583 $	4 322 $	1 515 $	529 $	9 949 $	3 652 $	1 892 $	4 405 $	9 949 $
Coût de remplacement (après les accords de compensation) – 2000	4 275 $	4 110 $	1 346 $	334 $	10 065 $	4 029 $	1 846 $	4 190 $	10 065 $

(1) Les cotes d'évaluation des risques de crédit utilisées par la Banque pour les principaux types de contrepartie sont sensiblement les mêmes que celles qui sont utilisées par les agences d'évaluation du crédit indépendantes. Les cotes AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de bonne qualité tandis que les cotes BB ou inférieures représentent des investissements de qualité insatisfaisante.
(2) Le type de contrepartie est défini conformément aux exigences en matière de suffisance du capital du Surintendant des institutions financières Canada.
(3) Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain, sans tenir compte de l'incidence des accords généraux de compensation.

Capitaux nominaux des produits dérivés selon l'échéance et le coût de remplacement

	Durée jusqu'à l'échéance				**2001**			2000		
	Moins de 1 an	**1 an à 5 ans**	**Plus de 5 ans** (1)	**Total**	**Négociation**	**Autres que de négociation**	**Coût de remplacement** (2)	Négociation	Autres que de négociation	Coût de remplacement (2)
Contrats hors cote										
Contrats de taux d'intérêt										
Contrats de garantie de taux	**16 700 $**	**75 053 $**	**3 925 $**	**95 678 $**	**95 678 $**	**– $**	**108 $**	16 518 $	– $	7 $
Swaps	**201 031**	**359 441**	**137 430**	**697 902**	**628 735**	**69 167**	**17 568**	477 038	53 614	4 517
Options achetées	**6 549**	**7 838**	**5 514**	**19 901**	**19 787**	**114**	**416**	31 564	131	168
Options vendues	**10 783**	**6 570**	**4 824**	**22 177**	**22 177**	**–**	**–**	32 306	332	–
Contrats de change										
Contrats à terme	**511 102**	**30 982**	**4 352**	**546 436**	**528 467**	**17 969**	**6 839**	540 790	14 077	10 878
Swaps sur devises	**1 064**	**2 934**	**4 620**	**8 618**	**8 618**	**–**	**518**	4 836	452	180
Swaps simultanés de taux et de devises	**17 391**	**28 194**	**20 616**	**66 201**	**63 405**	**2 796**	**1 384**	49 186	8 574	2 456
Options achetées	**45 984**	**3 168**	**2**	**49 154**	**48 542**	**612**	**721**	47 212	188	934
Options vendues	**50 969**	**3 127**	**37**	**54 133**	**54 133**	**–**	**–**	53 275	188	–
Autres contrats (3)	**16 753**	**25 549**	**2 418**	**44 720**	**41 122**	**3 598**	**1 227**	16 415	–	1 423
Contrats négociables en bourse										
Contrats de taux d'intérêt										
Position acheteur	**16 046**	**4 235**	**38**	**20 319**	**20 319**	**–**	**–**	14 544	430	–
Position vendeur	**39 089**	**4 211**	**19**	**43 319**	**43 232**	**87**	**–**	19 949	800	–
Options achetées	**5 615**	**7 737**	**–**	**13 352**	**13 352**	**–**	**–**	12 117	–	–
Options vendues	**11 230**	**849**	**–**	**12 079**	**12 079**	**–**	**–**	18 909	–	–
Contrats de change										
Position acheteur	**348**	**–**	**–**	**348**	**348**	**–**	**–**	535	–	–
Position vendeur	**144**	**–**	**–**	**144**	**144**	**–**	**–**	17	–	–
Autres contrats (3)	**47 270**	**10 860**	**–**	**58 130**	**58 130**	**–**	**–**	49 025	–	–
	998 068 $	**570 748 $**	**183 795 $**	**1 752 611 $**	**1 658 268 $**	**94 343 $**	**28 781**	1 384 236 $	78 786 $	20 563
Incidence des accords généraux de compensation										
Avec l'intention de procéder au règlement sur la base du solde net ou simultanément (4)							**(39)**			(27)
Sans l'intention de procéder au règlement sur la base du solde net ni simultanément (5)							**(18 793)**			(10 471)
							9 949 $			10 065 $

(1) Comprend les contrats échéant dans plus de dix ans d'une valeur nominale de 19 637 millions de dollars et dont le coût de remplacement positif brut connexe s'établit à 950 millions.
(2) Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain, sans tenir compte des accords généraux de compensation. Les contrats négociables en bourse sont exclus de ce tableau puisque le risque de crédit lié à ces instruments est minime, car ils sont réglés en espèces sur une base quotidienne. Les options vendues sont exclues puisqu'elles représentent des engagements de la Banque et que, à ce titre, elles ne constituent pas un risque de crédit.
(3) Comprend les produits dérivés de crédit et les contrats sur métaux précieux, sur marchandises et sur titres de participation.
(4) Incidence de la compensation des risques de crédit lorsque la Banque détient un accord général de compensation juridiquement exécutoire en vigueur et qu'elle a l'intention de procéder au règlement des contrats soit sur la base du solde net, soit simultanément.
(5) Incidence additionnelle de la compensation des risques de crédit lorsque la Banque détient un accord général de compensation juridiquement exécutoire en vigueur, mais qu'elle n'a pas l'intention de procéder au règlement des contrats ni sur la base du solde net, ni simultanément.

NOTE 17 Concentrations du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit surviennent soit lorsqu'un certain nombre de clients exercent des activités similaires, soit lorsqu'ils sont situés dans le même secteur géographique ou qu'ils ont des caractéristiques économiques à ce point comparables qu'un changement des conditions économiques, politiques ou autres pourrait influer de la même façon sur leur capacité de remplir leurs engagements contractuels. Les concentrations du risque de crédit montrent la sensibilité relative du rendement de la Banque à l'égard de faits nouveaux touchant un type d'industrie ou un secteur géographique en particulier. La direction est d'avis que les concentrations décrites ci-dessous n'ont rien d'inhabituel.

	2001									2000								
	Canada	**%**	**États-Unis**	**%**	**Europe**	**%**	**Autres pays**	**%**	**Total**	Canada	%	États-Unis	%	Europe	%	Autres pays	%	Total
Actifs au bilan																		
Total des prêts (1)	**164 371 $**	**76 %**	**29 879 $**	**14 %**	**16 724 $**	**8 %**	**6 207 $**	**2 %**	**217 181 $**	153 525 $	82 %	15 939 $	9 %	9 109 $	5%	7 573 $	4 %	186 146 $
Instruments de crédit hors bilan																		
Instruments financiers dont les montants contractuels représentent le risque de crédit																		
Engagements de crédit – montants engagés et non engagés (2)	**76 832 $**	**56 %**	**43 508 $**	**32 %**	**14 465 $**	**10 %**	**3 084 $**	**2 %**	**137 889 $**	68 172 $	49 %	46 539 $	33 %	15 940 $	11 %	8 914 $	7 %	139 565 $
Autres instruments financiers	**20 990**	**59**	**9 893**	**28**	**4 436**	**12**	**331**	**1**	**35 650**	20 975	61	10 505	30	2 705	8	417	1	34 602 $
	97 822 $	**56 %**	**53 401 $**	**31 %**	**18 901 $**	**11 %**	**3 415 $**	**2 %**	**173 539 $**	89 147 $	51 %	57 044 $	33 %	18 645 $	11 %	9 331 $	5 %	174 167 $
Produits dérivés avant l'incidence des accords généraux de compensation (3)	**6 899 $**	**24 %**	**9 154 $**	**32 %**	**11 741 $**	**41 %**	**987 $**	**3 %**	**28 781 $**	4 515 $	22 %	5 798 $	28 %	8 618 $	42 %	1 632 $	8 %	20 563 $

(1) Les concentrations provinciales les plus importantes au Canada se trouvent en Ontario, 43 % (39 % en 2000) et en Colombie-Britannique, 11 % (14 % en 2000). Aucun type d'industrie ne représente plus de 10 % du total des prêts.
(2) Les concentrations sectorielles les plus importantes au chapitre des engagements de crédit sont les institutions financières (34 %), le secteur des mines et de l'énergie (15 %), le transport (10 %) et la fabrication (10 %) (37 %, 13 %, 11 %, et 10 % en 2000, respectivement).
(3) Représente le coût de remplacement, la plus forte concentration par type de contrepartie se trouvant dans les banques, soit 64 % (61 % en 2000).

NOTE 18 Juste valeur estimative des instruments financiers

La juste valeur estimative a pour objet de déterminer approximativement à quels montants ces instruments financiers pourraient être échangés dans le cadre d'une opération courante entre des parties consentantes. Cependant, il n'y a pas de marché de négociation pour plusieurs de ces instruments financiers. Par conséquent, leur juste valeur est fondée sur des estimations établies à l'aide de la valeur actualisée et d'autres méthodes d'évaluation sur lesquelles influent fortement les hypothèses utilisées quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation qui reflètent divers degrés de risque. En outre, en raison de l'utilisation d'éléments subjectifs et des incertitudes, le montant global de la juste valeur ne saurait être interprété comme un montant réalisable en cas de règlement immédiat des instruments.

La juste valeur estimative présentée ci-dessous ne reflète pas la valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas considérés comme des instruments financiers, tels que les éléments inclus dans le poste Locaux et matériel. Par ailleurs, la valeur d'autres actifs et passifs non financiers, comme la valeur incorporelle des relations avec les clients et des baux, a été exclue.

Instruments financiers

	2001			2000		
	Valeur comptable	**Juste valeur**	**Différence**	Valeur comptable	Juste valeur	Différence
Actifs financiers						
Liquidités (1)	**17 535 $**	**17 535 $**	**– $**	16 408 $	16 408 $	– $
Valeurs mobilières (2)	**80 507**	**80 937**	**430**	60 208	60 117	(91)
Prêts (3)	**204 980**	**209 133**	**4 153**	172 647	173 552	905
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations (1)	**9 923**	**9 923**	**–**	11 628	11 628	–
Autres actifs (4)	**37 865**	**37 915**	**50**	25 680	25 788	108
Passifs financiers						
Dépôts (5)	**233 447**	**236 196**	**(2 749)**	202 896	204 386	(1 490)
Acceptations (1)	**9 923**	**9 923**	**–**	11 628	11 628	–
Engagements afférents à des titres vendus à découvert (1)	**16 443**	**16 443**	**–**	13 419	13 419	–
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat (1)	**20 864**	**20 864**	**–**	9 005	9 005	–
Autres passifs (4)	**52 117**	**52 117**	**–**	32 723	32 723	–
Débentures subordonnées (6)	**6 314**	**6 646**	**(332)**	5 825	5 809	16

(1) En raison de leur échéance à court terme, la valeur comptable de certains instruments financiers présentés au bilan a été présumée correspondre approximativement à leur juste valeur.
(2) La juste valeur estimative des valeurs mobilières est présentée à la note 4 des états financiers consolidés, qui porte sur les valeurs mobilières. Elle repose sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. En l'absence de tels cours, la juste valeur estimative est déterminée à l'aide des cours du marché de valeurs mobilières semblables.
(3) Pour certains prêts à taux variables dont les taux sont fréquemment révisés, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable. La juste valeur des autres prêts est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie aux taux d'intérêt du marché actuellement exigés pour de nouveaux prêts similaires, appliqués aux montants prévus à l'échéance.
(4) La valeur comptable des Autres actifs et des Autres passifs correspond approximativement à leur juste valeur, à l'exception des montants se rapportant aux produits dérivés détenus ou émis à des fins autres que de négociation. L'excédent de la juste valeur nette sur la valeur comptable pour ces produits est indiqué au poste Autres actifs.
(5) La juste valeur des dépôts dont l'échéance n'est pas déterminée est présumée correspondre à leur valeur comptable. La juste valeur estimative des dépôts à taux fixe est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie prévus aux taux d'intérêt actuellement offerts sur le marché pour des dépôts ayant sensiblement la même période à courir jusqu'à l'échéance (ajustés pour tenir compte des remboursements anticipés, s'il y a lieu).
(6) La juste valeur des débentures repose sur les cours du marché pour des émissions similaires ou sur les taux actuellement offerts à la Banque pour ses titres d'emprunt ayant la même période à courir jusqu'à l'échéance.

Produits dérivés (1)

	2001				2000	
	Juste valeur moyenne pour l'exercice terminé (2)		**Juste valeur à la fin de l'exercice**		Juste valeur à la fin de l'exercice	
	Positive	**Négative**	**Positive**	**Négative**	Positive	Négative
Produits dérivés détenus ou émis aux fins de négociation						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux	**33 $**	**24 $**	**108 $**	**79 $**	7 $	4 $
Swaps	**7 507**	**8 311**	**16 211**	**16 692**	3 845	4 574
Options achetées	**258**	**–**	**416**	**–**	168	–
Options vendues	**–**	**203**	**–**	**325**	–	136
	7 798	**8 538**	**16 735**	**17 096**	4 020	4 714
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	**9 239**	**8 339**	**6 800**	**5 868**	10 683	9 722
Swaps sur devises	**265**	**222**	**518**	**315**	91	125
Swaps simultanés de taux et de devises	**1 770**	**1 718**	**1 309**	**1 975**	2 164	1 830
Options achetées	**779**	**–**	**715**	**–**	934	–
Options vendues	**–**	**731**	**–**	**560**	–	950
	12 053	**11 010**	**9 342**	**8 718**	13 872	12 627
Autres contrats (3)	**1 418**	**1 667**	**928**	**2 651**	1 423	1 178
	21 269 $	**21 215 $**	**27 005**	**28 465**	19 315	18 519
Produits dérivés détenus ou émis à des fins autres que de négociation						
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps			**1 357**	**1 104**	672	256
Options vendues			**–**	**–**	–	7
			1 357	**1 104**	672	263
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré			**39**	**313**	195	310
Swaps sur devises			**–**	**–**	89	89
Swaps simultanés de taux et de devises			**75**	**50**	292	252
Options achetées			**6**	**–**	–	–
			120	**363**	576	651
Autres contrats (3)			**299**	**51**	–	–
			1 776	**1 518**	1 248	914
Justes valeurs brutes totales avant la compensation			**28 781**	**29 983**	20 563	19 433
Incidence des accords généraux de compensation						
Avec l'intention de procéder au règlement soit sur la base du solde net, soit simultanément (4)			**(39)**	**(39)**	(27)	(27)
Sans l'intention de procéder au règlement ni sur la base du solde net, ni simultanément (5)			**(18 793)**	**(18 793)**	(10 471)	(10 471)
Total			**9 949 $**	**11 151 $**	10 065 $	8 935 $

(1) La juste valeur des produits dérivés est présentée en chiffres bruts, avant l'incidence des accords généraux de compensation juridiquement exécutoires. La juste valeur des produits dérivés est calculée selon différentes méthodes, dont celles qui sont fondées sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles, sur les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances analogues, et sur l'analyse de la valeur actualisée nette ou tout autre modèle d'établissement des prix.

(2) La juste valeur moyenne est calculée en fonction des soldes de fin de mois.

(3) Comprend les produits dérivés de crédit et les contrats sur métaux précieux, sur marchandises et sur titres de participation.

(4) Incidence de la compensation des risques de crédit lorsque la Banque détient un accord général de compensation juridiquement exécutoire en vigueur et qu'elle a l'intention de procéder au règlement des contrats soit sur la base du solde net, soit simultanément.

(5) Incidence additionnelle de la compensation des risques de crédit lorsque la Banque détient un accord général de compensation juridiquement exécutoire en vigueur, mais qu'elle n'a pas l'intention de procéder au règlement des contrats ni sur la base du solde net, ni simultanément.

NOTE 19 Dates contractuelles de modification des taux ou des échéances

Le tableau ci-dessous illustre l'exposition de la Banque au risque de taux d'intérêt de la façon prescrite dans le chapitre 3860, « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation », du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés*. Les instruments financiers figurant au bilan et hors bilan sont présentés d'après leur date d'échéance ou de modification des taux, selon la date la plus rapprochée. En outre, les taux d'intérêt réels sont indiqués, s'il y a lieu. Les taux réels indiqués représentent les taux historiques pour les instruments à taux fixe comptabilisés au coût non amorti et les taux du marché courants pour les instruments à taux variable ou les instruments comptabilisés à la juste valeur.

Le tableau ci-dessous ne tient pas compte des hypothèses de la direction relativement aux événements futurs lorsque les dates d'échéance ou de modification des taux prévues diffèrent sensiblement de celles qui sont stipulées par contrat. La Banque tient compte de ces hypothèses dans la gestion de son exposition au risque de taux d'intérêt. Ces hypothèses comprennent la modification prévue des taux de certains prêts et dépôts et des instruments de négociation. La prise en compte de ces hypothèses dans le tableau consolidé relatif à la modification des taux ou des échéances au 31 octobre 2001 aurait une incidence sur l'écart sur moins d'un an, lequel passerait de (35,3) milliards de dollars à (19,1) milliards (de (27,8) milliards à (12,1) milliards en 2000).

Valeur comptable en fonction des dates contractuelles de modification des taux ou des échéances, selon la date la plus rapprochée

	Immédiatement sensible aux taux d'intérêt	Moins de 3 mois	3 à 6 mois	Plus de 6 à 12 mois	Plus de 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensible aux taux d'intérêt	Total
Actif								
Liquidités	– $	11 260 $	2 376 $	2 762 $	119 $	– $	1 018 $	17 535 $
Taux d'intérêt réel		4,19 %	3,11 %	3,42 %	2,61 %			
Valeurs mobilières								
Compte de placement et substitut de prêt	–	15 848	5 210	5 621	8 353	7 735	15 425	58 192
Taux d'intérêt réel		2,50 %	2,47 %	3,04 %	4,05 %	5,17 %		
Compte de négociation	–	4 066	1 764	4 141	8 195	2 564	1 585	22 315
Taux d'intérêt réel		2,88 %	3,23 %	4,21 %	4,51 %	5,62 %		
Prêts	38 786	78 427	9 312	14 099	59 275	4 894	187	204 980
Taux d'intérêt réel		3,93 %	5,27 %	5,87 %	6,61 %	6,84 %		
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	56 238	56 238
	38 786	109 601	18 662	26 623	75 942	15 193	74 453	359 260
Passif								
Dépôts	64 837	106 175	16 753	19 651	24 022	1 978	31	233 447
Taux d'intérêt réel		2,56 %	3,63 %	3,75 %	5,03 %	5,41 %		
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	664	288	706	4 594	6 136	4 055	16 443
Taux d'intérêt réel		2,58 %	4,98 %	2,69 %	3,69 %	5,33 %		
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	–	19 509	734	464	50	–	107	20 864
Taux d'intérêt réel		2,62 %	2,35 %	2,63 %	3,69 %			
Autres passifs	–	–	–	–	–	–	62 548	62 548
Taux d'intérêt réel								
Débentures subordonnées	–	767	60	400	2 400	2 687	–	6 314
Taux d'intérêt réel		3,10 %	10,50 %	5,40 %	6,02 %	6,86 %		
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	–	–	–	–	–	1 400	79	1 479
Taux d'intérêt réel						7,23 %		
Capitaux propres	150	–	–	–	700	300	17 015	18 165
Taux d'intérêt réel					6,40 %	5,89 %		
	64 987	127 115	17 835	21 221	31 766	12 501	83 835	359 260
Écart au bilan	(26 201)	(17 514)	827	5 402	44 176	2 692	(9 382)	–
Instruments financiers hors bilan (1)								
Produits dérivés utilisés aux fins de la gestion de l'actif et du passif								
Swaps – tranches à payer	–	(33 271)	(1 481)	(3 091)	(22 409)	(4 011)	–	(64 263)
Taux d'intérêt réel		3,56 %	6,58 %	5,70 %	5,60 %	5,94 %		
Swaps – tranches à recevoir	–	35 815	3 056	4 513	13 805	7 074	–	64 263
Taux d'intérêt réel		4,09 %	5,34 %	4,88 %	5,57 %	6,13 %		
Produits dérivés utilisés aux fins de négociation	–	22 574	(14 223)	(11 744)	7 124	1 928	(5 659)	–
Taux d'intérêt réel		2,61 %	2,35 %	2,36 %	3,69 %	5,29 %		
	–	25 118	(12 648)	(10 322)	(1 480)	4 991	(5 659)	–
Écart total	(26 201)$	7 604 $	(11 821)$	(4 920)$	42 696 $	7 683 $	(15 041)$	– $
Dollars canadiens	(8 064)	(786)	(7 292)	(4 784)	38 156	1 759	(24 598)	(5 609)
Devises	(18 137)	8 390	(4 529)	(136)	4 540	5 924	9 557	5 609
Écart total	(26 201)$	7 604 $	(11 821)$	(4 920)$	42 696 $	7 683 $	(15 041)$	– $
Dollars canadiens – 2000	(18 165)	(1 998)	4 484	(636)	32 951	2 649	(14 437)	4 848
Devises – 2000	(12 620)	15 191	(5 635)	(8 436)	1 431	1 512	3 709	(4 848)
Écart total – 2000	(30 785)$	13 193 $	(1 151)$	(9 072)$	34 382 $	4 161 $	(10 728)$	– $

(1) Représente le montant net du capital nominal.

NOTE 20 Conciliation des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Les présents états financiers consolidés sont préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, y compris les exigences comptables du surintendant des institutions financières Canada. Comme l'exige la Securities and Exchange Commission des États-Unis, les différences importantes entre les PCGR du Canada et des États-Unis sont décrites ci-après.

Résumé de la conciliation avec les PCGR des États-Unis

	2001			2000			1999		
	Bénéfice net	**Capitaux propres**	**Actif**	Bénéfice net	Capitaux propres	Actif	Bénéfice net	Capitaux propres	Actif
PCGR du Canada	**2 411 $**	**18 165 $**	**359 260 $**	2 274 $	13 541 $	289 740 $	1 757 $	12 615 $	270 650 $
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	**(1)**	**(191)**	**1 235**	–	–	–	–	–	–
Reclassement des titres (2)	**–**	**199**	**199**	–	(56)	(46)	–	(85)	(85)
Avantages complémentaires de retraite (3)	**–**	**–**	**–**	(35)	(163)	123	(37)	(128)	97
Prestations de retraite (3)	**–**	**–**	**–**	–	(27)	(27)	(6)	(27)	(27)
Comptabilisation à la date de transaction (4)	**–**	**–**	**(1 464)**	–	–	419	–	–	2 327
Coûts passés en charges au titre de la fusion (5)	**–**	**–**	**–**	–	–	–	14	–	–
Comptabilisation des activités d'assurance (6)	**41**	**19**	**1 290**	(29)	(13)	416	16	16	283
Obligation additionnelle au titre des charges de retraite (7)	**–**	**(17)**	**12**	–	–	–	–	–	–
Modification de taux d'imposition pratiquement en vigueur (8)	**(16)**	**–**	**–**	16	16	16	–	–	–
Autres (9)	**–**	**30**	**1 951**	(18)	(1)	3 413	(19)	17	53
PCGR des États-Unis	**2 435 $**	**18 205 $**	**362 483 $**	2 208 $	13 297 $	294 054 $	1 725 $	12 408 $	273 298 $
Bénéfice par action	**3,58 $**			3,42 $			2,50 $		
Bénéfice dilué par action	**3,55 $**			3,40 $			2,48 $		

(1) Selon les PCGR des États-Unis, tous les produits dérivés sont inscrits au bilan à leur juste valeur. La variation de la juste valeur des produits dérivés est comptabilisée dans le bénéfice net ou, si le produit dérivé est désigné comme couverture des flux de trésorerie et dans la mesure où il s'avère efficace à cet égard, parmi les autres éléments du résultat global, sous la rubrique Capitaux propres. Pour ce qui est des produits dérivés désignés comme couvertures de la juste valeur, la variation inscrite au bénéfice net est généralement compensée par la variation de la juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque visé par la couverture. Les changements comptabilisés parmi les autres éléments du résultat global sont subséquemment reclassés au bénéfice net afin de compenser l'incidence de la variabilité des flux de trésorerie de l'élément couvert. Selon les PCGR du Canada, seuls les produits dérivés utilisés aux fins de vente et de négociation sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, la comptabilisation des produits dérivés et des opérations de couverture selon les PCGR des États-Unis aurait entraîné une diminution de 1 million de dollars du bénéfice net, de même qu'une augmentation de 53 millions des valeurs mobilières, une augmentation de 1 412 millions des autres actifs, une augmentation de 344 millions des dépôts, une augmentation de 734 millions des autres passifs, une augmentation de 348 millions des débentures subordonnées, une diminution de 19 millions des liquidités, une diminution de 211 millions des prêts et une diminution de 191 millions des capitaux propres au 31 octobre 2001.

(2) En vertu des PCGR des États-Unis, les valeurs mobilières sont classées en tant que titres du compte de négociation (constatés à leur valeur marchande estimative courante), titres destinés à la vente (constatés à leur valeur marchande estimative courante) ou titres détenus jusqu'à l'échéance (constatés à leur coût non amorti). Les gains et pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente, en excluant les impôts s'y rapportant, sont comptabilisés sous Autres éléments du résultat global, dans les capitaux propres, sauf lorsque la variation de la juste valeur est efficacement couverte par des produits dérivés. Ces gains ou ces pertes non réalisés ayant fait l'objet d'une couverture sont constatés au bénéfice net, où ils sont généralement contrebalancés par les variations de la juste valeur des produits dérivés connexes. Selon les PCGR du Canada, les valeurs mobilières sont classées comme des titres du compte de placement (constatés au coût non amorti) ou des titres du compte de négociation (constatés à leur valeur marchande estimative courante). Si la Banque avait classé les valeurs mobilières conformément aux PCGR des États-Unis, les valeurs mobilières auraient augmenté de 339 millions de dollars, les impôts reportés s'y rapportant inclus dans les autres actifs auraient diminué de 140 millions, et les capitaux propres auraient augmenté de 199 millions au 31 octobre 2001.

(3) La Banque a adopté la nouvelle norme publiée par l'ICCA relativement aux avantages sociaux futurs, laquelle exige que la Banque cumule l'obligation au titre de tous les avantages postérieurs au départ à la retraite sur la durée de la carrière active des employés, plutôt que d'imputer les charges aux résultats lorsqu'elles sont engagées (ce que requérait l'ancien traitement). La nouvelle norme nécessite également un changement du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des avantages sociaux futurs, lequel sera fondé sur un taux du marché plutôt que sur un taux estimatif à long terme. L'adoption de la nouvelle norme, le 1er novembre 2000, a eu pour résultat d'éliminer les différences qui subsistaient entre les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis en matière de comptabilisation des avantages sociaux futurs, à l'exception de ce qui est expliqué à la note 7 ci-contre.

(4) En vertu des PCGR des États-Unis, la méthode de la comptabilisation des valeurs mobilières à la date de transaction est utilisée à la fois dans le bilan consolidé et dans l'état consolidé des résultats. Conformément aux PCGR du Canada, la pratique de la Banque consiste à comptabiliser les valeurs mobilières à la date de règlement dans le bilan consolidé, et à la date de transaction dans l'état consolidé des résultats. Si la Banque avait utilisé la méthode de la comptabilisation à la date de transaction dans le bilan consolidé, les valeurs mobilières auraient diminué de 1 611 millions de dollars, les autres passifs auraient diminué de 1 464 millions et les autres actifs auraient augmenté de 147 millions au 31 octobre 2001.

(5) En vertu des PCGR des États-Unis, les coûts passés en charges au titre d'une fusion sont constatés à mesure qu'ils sont engagés selon la méthode de la fusion d'intérêts communs. Par conséquent, conformément aux PCGR des États-Unis, les coûts de 24 millions de dollars engagés en 1998 au titre de la fusion projetée avec la Banque de Montréal auraient été imputés au bénéfice de 1998. En vertu des PCGR du Canada, ces coûts ont été reportés parmi les autres actifs en vue d'être portés en déduction des bénéfices non répartis une fois la fusion effectuée. Par suite du rejet du projet de fusion par le ministre des Finances, en décembre 1998, les coûts reportés de 24 millions de dollars et des coûts additionnels de 12 millions ont été imputés au bénéfice de 1999 conformément aux PCGR du Canada. Ce montant de 36 millions de dollars imputé au bénéfice en vertu des PCGR du Canada excédait de 24 millions le montant de 12 millions qui aurait, selon les PCGR des États-Unis, été imputé au bénéfice de 1999. Par conséquent, le bénéfice net en vertu des PCGR des États-Unis aurait compté 14 millions de dollars de plus pour l'exercice terminé le 31 octobre 1999.

(6) Il existe des différences entre les PCGR des États-Unis et du Canada en ce qui concerne les primes d'assurance-vie, la comptabilisation des placements et la constitution de provisions techniques. Ces différences entraînent des écarts temporaires dans l'inscription des provisions techniques aux résultats ou leur reprise ainsi que dans la constatation des gains et des pertes sur les placements. L'application aux activités d'assurance de la Banque des PCGR des États-Unis ferait augmenter le bénéfice net de 41 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001. De plus, si l'on exclut l'incidence du reclassement des valeurs mobilières qui sont incluses dans la note 2 ci-contre, les autres actifs et les autres passifs seraient augmentés de 1 326 millions de dollars et de 1 271 millions respectivement, les impôts reportés afférents feraient diminuer les autres actifs de 36 millions de plus, et les capitaux propres seraient augmentés de 19 millions au 31 octobre 2001.

(7) Pour ce qui est des régimes de retraite à prestations déterminées, les PCGR des États-Unis exigent que l'excédent de l'obligation non capitalisée cumulée au titre des charges de retraite sur le coût des prestations au titre des services passés non constaté soit inscrit parmi les autres éléments du résultat global. La constatation de cette obligation additionnelle au titre des charges de retraite aurait entraîné une augmentation de 29 millions de dollars des autres passifs; en outre, les impôts reportés s'y rapportant auraient fait augmenter les autres actifs de 12 millions et les capitaux propres auraient diminué de 17 millions au 31 octobre 2001.

(8) Selon les PCGR des États-Unis, l'incidence de la variation du taux d'imposition sur les impôts reportés est constatée une fois que le nouveau taux d'imposition a été promulgué. Selon les PCGR du Canada, cette incidence est constatée lorsque le nouveau taux d'imposition est pratiquement en vigueur. Les réductions du taux d'imposition des sociétés annoncées au cours de l'année civile 2000, et alors considérées comme pratiquement en vigueur, ont été promulguées. L'ajustement pour refléter ces changements du taux d'imposition conformément aux PCGR des États-Unis aurait entraîné une diminution du bénéfice net de 16 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001.

(9) Les autres différences entre les PCGR des États-Unis et du Canada ont trait au droit de compensation, à la comptabilisation des coentreprises et à d'autres éléments relativement peu importants. En vertu des PCGR du Canada, les placements dans des coentreprises sont constatés selon la méthode de la consolidation proportionnelle, alors que conformément aux PCGR des États-Unis, ils sont comptabilisés à la valeur de consolidation. La comptabilisation de ces placements selon les PCGR des États-Unis n'aurait pas d'incidence sur le bénéfice net. La valeur nette de ces éléments, en vertu des PCGR des États-Unis, entraînerait une augmentation des capitaux propres de 30 millions de dollars, une augmentation des actifs de 1 951 millions et une augmentation des passifs de 1 921 millions au 31 octobre 2001.

Bilan consolidé

Au 31 octobre (en millions de dollars)	**2001**	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Actif											
Liquidités	**17 535 $**	16 408 $	23 042 $	16 395 $	21 392 $	23 567 $	17 710 $	16 449 $	10 874 $	10 938 $	8 820 $
Valeurs mobilières	**80 507**	60 208	50 559	41 399	33 037	43 490	32 705	27 695	24 011	16 146	13 436
Prêts											
Prêts hypothécaires résidentiels	**67 442**	62 984	59 242	57 069	53 369	48 120	45 131	44 109	43 781	32 609	29 105
Prêts aux particuliers	**32 511**	28 019	25 255	22 761	20 864	18 440	16 923	16 508	16 487	15 462	14 775
Prêts sur cartes de crédit	**4 283**	4 666	2 666	1 945	2 324	3 522	3 435	3 321	3 090	2 532	2 571
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**67 152**	60 546	57 676	65 598	62 837	56 138	51 500	48 748	52 062	52 502	53 251
Conventions de revente	**35 870**	18 303	20 272	19 907	18 642	11 446	4 591	5 259	5 304	607	600
	207 258	174 518	165 111	167 280	158 036	137 666	121 580	117 945	120 724	103 712	100 302
Provision cumulative pour pertes sur prêts	**(2 278)**	(1 871)	(1 884)	(2 026)	(1 769)	(1 875)	(2 003)	(2 559)	(4 255)	(3 575)	(1 958)
	204 980	172 647	163 227	165 254	156 267	135 791	119 577	115 386	116 469	100 137	98 344
Autres											
Montants se rapportant aux produits dérivés (1)	**27 240**	19 155	15 151	30 413	14 776	12 994	12 378	–	–	–	–
Acceptations	**9 923**	11 628	9 257	10 620	10 561	7 423	6 300	6 205	6 302	5 737	7 210
Locaux et matériel	**1 602**	1 249	1 320	1 872	1 696	1 785	1 870	1 975	2 057	1 914	1 921
Autres actifs	**17 473**	8 445	8 094	8 446	7 045	6 448	5 490	5 369	5 228	3 421	2 621
	56 238	40 477	33 822	51 351	34 078	28 650	26 038	13 549	13 587	11 072	11 752
	359 260 $	289 740 $	270 650 $	274 399 $	244 774 $	231 498 $	196 030 $	173 079 $	164 941 $	138 293 $	132 352 $
Passif et capitaux propres											
Dépôts											
Particuliers	**101 381 $**	89 632 $	87 359 $	85 910 $	86 106 $	90 774 $	89 929 $	85 214 $	84 696 $	67 648 $	64 332 $
Entreprises et gouvernements	**107 141**	93 618	86 223	76 107	64 368	47 799	39 900	36 422	33 781	30 245	29 740
Banques	**24 925**	19 646	14 315	17 988	22 755	23 244	13 662	14 179	11 922	14 329	10 950
	233 447	202 896	187 897	180 005	173 229	161 817	143 491	135 815	130 399	112 222	105 022
Autres											
Acceptations	**9 923**	11 628	9 257	10 620	10 561	7 423	6 300	6 205	6 302	5 737	7 210
Titres vendus à découvert	**16 443**	13 419	17 885	14 404	11 152	8 331	7 128	5 569	5 362	3 628	2 650
Conventions de rachat	**20 864**	9 005	9 396	11 264	9 458	16 526	4 090	5 341	2 533	787	641
Montants se rapportant aux produits dérivés (1)	**28 646**	18 574	15 219	29 370	14 732	13 449	12 384	–	–	–	–
Autres passifs	**23 979**	14 149	13 682	12 258	10 494	10 828	9 970	7 986	8 919	5 232	5 913
	99 855	66 775	65 439	77 916	56 397	56 557	39 872	25 101	23 116	15 384	16 414
Débentures subordonnées	**6 314**	5 825	4 596	4 087	4 227	3 602	3 528	3 481	3 410	3 106	3 081
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	**1 479**	703	103	499	531	108	107	93	86	75	73
Capitaux propres											
Capital-actions											
Actions privilégiées	**2 024**	2 037	2 009	2 144	1 784	1 752	1 990	2 266	2 248	1 594	1 661
Actions ordinaires	**6 973**	3 076	3 065	2 925	2 907	2 876	2 910	2 910	2 910	2 910	2 726
Bénéfices non répartis	**9 168**	8 428	7 541	6 823	5 699	4 786	4 132	3 413	2 772	3 002	3 375
	18 165	13 541	12 615	11 892	10 390	9 414	9 032	8 589	7 930	7 506	7 762
	359 260 $	289 740 $	270 650 $	274 399 $	244 774 $	231 498 $	196 030 $	173 079 $	164 941 $	138 293 $	132 352 $

(1) Puisque l'information ne peut être déterminée avec suffisamment de précision, les montants des exercices antérieurs à 1995 n'ont pas été retraités pour tenir compte de la présentation, sur une base brute, des montants se rapportant aux produits dérivés.

État consolidé des résultats

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars, sauf les montants par action)	**2001**	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Revenu d'intérêt											
Prêts	**13 195 $**	12 616 $	11 287 $	11 643 $	9 922 $	9 856 $	10 057 $	8 899 $	8 247 $	8 957 $	10 670 $
Valeurs mobilières	**3 281**	2 669	2 190	1 914	2 166	2 461	2 179	1 654	1 320	1 037	921
Dépôts à des banques	**831**	824	726	750	983	891	792	454	296	396	588
	17 307	16 109	14 203	14 307	13 071	13 208	13 028	11 007	9 863	10 390	12 179
Frais d'intérêt											
Dépôts	**8 712**	9 057	7 636	7 732	6 548	7 115	7 362	5 477	4 995	5 868	7 940
Autres passifs	**1 673**	1 429	1 161	1 172	1 139	1 126	792	761	567	322	209
Débentures subordonnées	**405**	344	286	339	384	322	335	290	263	272	271
	10 790	10 830	9 083	9 243	8 071	8 563	8 489	6 528	5 825	6 462	8 420
Revenu net d'intérêt	**6 517**	5 279	5 120	5 064	5 000	4 645	4 539	4 479	4 038	3 928	3 759
Autres produits											
Commissions sur le marché financier	**1 870**	1 810	1 209	1 118	1 172	764	434	567	456	356	258
Revenus tirés des activités de négociation	**1 820**	1 540	1 106	748	606	368	362	345	414	387	238
Commissions de gestion de placements et de services de garde	**895**	684	547	495	404	319	286	278	101	82	69
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	**887**	756	688	664	690	701	681	661	649	654	601
Revenus tirés des fonds communs de placement	**546**	528	479	447	354	241	190	202	64	37	16
Revenus sur cartes	**458**	420	362	305	332	282	278	258	203	183	197
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	**312**	299	243	218	211	165	140	134	107	115	101
Commissions de crédit	**237**	212	189	183	169	153	156	156	152	152	162
Revenus tirés des activités d'assurance	**201**	191	161	113	102	70	104	100	61	32	31
Revenus tirés de la titrisation	**123**	115	222	218	–	–	–	–	–	–	–
Gain (perte) à la vente de valeurs mobilières	**(128)**	(11)	28	343	37	107	17	49	169	14	11
Autres	**994**	188	246	133	202	96	90	113	75	90	274
	8 215	6 732	5 480	4 985	4 279	3 266	2 738	2 863	2 451	2 102	1 958
Revenus bruts	**14 732**	12 011	10 600	10 049	9 279	7 911	7 277	7 342	6 489	6 030	5 717
Provision pour pertes sur créances	**1 119**	691	760	575	380	440	580	820	1 750	2 050	605
	13 613	11 320	9 840	9 474	8 899	7 471	6 697	6 522	4 739	3 980	5 112
Frais autres que d'intérêt											
Ressources humaines	**5 723**	4 651	4 013	3 594	3 365	2 851	2 563	2 675	2 386	2 170	2 072
Frais d'occupation	**724**	570	564	508	559	507	473	500	593	476	394
Matériel	**771**	665	677	585	605	492	506	460	473	382	335
Communications	**686**	695	699	665	587	523	461	450	377	372	372
Honoraires	**412**	267	298	262	228	165	147	113	86	88	74
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels	**284**	87	66	62	59	38	38	48	35	19	18
Autres	**1 155**	646	743	723	650	536	469	415	465	410	353
	9 755	7 581	7 060	6 399	6 053	5 112	4 657	4 661	4 415	3 917	3 618
Bénéfice net avant impôts	**3 858**	3 739	2 780	3 075	2 846	2 359	2 040	1 861	324	63	1 494
Charge d'impôts	**1 340**	1 445	1 015	1 175	1 090	880	755	655	(5)	(65)	495
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	**2 518**	2 294	1 765	1 900	1 756	1 479	1 285	1 206	329	128	999
Part des actionnaires sans contrôle	**107**	20	8	76	77	49	23	37	29	21	16
Bénéfice net	**2 411 $**	2 274 $	1 757 $	1 824 $	1 679 $	1 430 $	1 262 $	1 169 $	300 $	107 $	983 $
Dividendes sur actions privilégiées	**135**	134	157	145	131	144	164	168	154	123	103
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**2 276 $**	2 140 $	1 600 $	1 679 $	1 548 $	1 286 $	1 098 $	1 001 $	146 $	(16)$	880 $
Bénéfice (perte) par action											
Non dilué	**3,55 $**	3,53 $	2,55 $	2,72 $	2,50 $	2,05 $	1,75 $	1,60 $	0,23 $	(0,03)$	1,46 $
Dilué	**3,52**	3,51	2,53	2,67	2,46	2,05	1,75	1,60	0,23	(0,03)	1,45

État consolidé de la variation des capitaux propres

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)	**2001**	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Actions privilégiées											
Solde au début	**2 037 $**	2 009 $	2 144 $	1 784 $	1 752 $	1 990 $	2 266 $	2 248 $	1 594 $	1 661 $	1 146 $
Émises	**250**	–	296	300	–	–	–	–	612	–	526
Rachetées aux fins d'annulation	**(300)**	–	(400)	–	–	(237)	(272)	–	–	(102)	(5)
Gain ou perte de change	**37**	28	(31)	60	32	(1)	(4)	18	42	35	(6)
Solde à la fin	**2 024**	2 037	2 009	2 144	1 784	1 752	1 990	2 266	2 248	1 594	1 661
Actions ordinaires											
Solde au début	**3 076**	3 065	2 925	2 907	2 876	2 910	2 910	2 910	2 910	2 726	2 450
Actions émises et options octroyées à l'acquisition d'une filiale	**4 009**	109	192	18	69	–	–	–	–	184	276
Achetées aux fins d'annulation	**(112)**	(98)	(52)	–	(38)	(34)	–	–	–	–	–
Solde à la fin	**6 973**	3 076	3 065	2 925	2 907	2 876	2 910	2 910	2 910	2 910	2 726
Bénéfices non répartis											
Solde au début (1)	**8 428**	7 541	6 823	5 699	4 786	4 057	3 413	2 772	3 002	3 375	2 858
Bénéfice net	**2 411**	2 274	1 757	1 824	1 679	1 430	1 262	1 169	300	107	983
Dividendes – actions privilégiées	**(135)**	(134)	(157)	(145)	(131)	(144)	(164)	(168)	(154)	(123)	(103)
actions ordinaires	**(897)**	(689)	(588)	(543)	(469)	(418)	(371)	(364)	(364)	(361)	(352)
Incidence cumulative de l'adoption initiale de la norme comptable « Avantages sociaux futurs », déduction faite des impôts s'y rapportant (2)	**(221)**	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prime versée sur les actions ordinaires achetées	**(397)**	(562)	(281)	–	(160)	(136)	–	–	–	–	–
Frais d'émission (2)	**(19)**	(4)	(9)	(7)	–	–	–	–	(11)	–	(8)
Gains et pertes de change non réalisés (2)	**(2)**	2	(4)	(5)	(6)	(3)	(8)	4	(1)	4	(3)
Solde à la fin	**9 168**	8 428	7 541	6 823	5 699	4 786	4 132	3 413	2 772	3 002	3 375
Capitaux propres à la fin	**18 165 $**	13 541 $	12 615 $	11 892 $	10 390 $	9 414 $	9 032 $	8 589 $	7 930 $	7 506 $	7 762 $

(1) Les bénéfices non répartis au début de 1996 ont été réduits de 75 millions de dollars en raison de l'adoption de la norme comptable relative aux prêts douteux.
(2) Déduction faite des impôts s'y rapportant.

Profil de risque

Au 31 octobre (en millions de dollars, sauf les pourcentages)	**2001**	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Montant brut des prêts douteux											
Au début	**1 678 $**	1 704 $	2 001 $	1 819 $	2 376 $	2 944 $	4 424 $	7 582 $	7 056 $	3 924 $	4 203 $
Montant net des ajouts (retraits)	**1 912**	813	743	628	81	384	(255)	(1 128)	1 643	3 639	909
Radiations et ajustements	**(1 125)**	(839)	(1 040)	(446)	(638)	(952)	(1 225)	(2 030)	(1 117)	(507)	(1 188)
À la fin	**2 465 $**	1 678 $	1 704 $	2 001 $	1 819 $	2 376 $	2 944 $	4 424 $	7 582 $	7 056 $	3 924 $
En pourcentage des prêts (y compris les conventions de revente) et des acceptations	**1,1 %**	0,9 %	1,0 %	1,1 %	1,1 %	1,6 %	2,3 %	3,6 %	6,0 %	6,4 %	3,7 %
Provision cumulative pour pertes sur créances											
Provisions cumulatives spécifiques	**951 $**	747 $	786 $	1 176 $	932 $	1 091 $	1 439 $	1 962 $	2 667 $	1 867 $	449 $
Provision cumulative à l'égard des risques-pays	**31**	28	34	40	436	444	930	940	1 107	1 383	1 509
Provision cumulative générale (1)											
Provision cumulative générale attribuée (1)	**1 185**	863	790	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Provision cumulative générale non attribuée (1)	**225**	337	290	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Total de la provision cumulative générale (1)	**1 410**	1 200	1 080	850	750	700	300	300	550	325	–
Total	**2 392 $**	1 975 $	1 900 $	2 066 $	2 118 $	2 235 $	2 669 $	3 202 $	4 324 $	3 575 $	1 958 $
Répartition de la provision cumulative											
Provision cumulative pour pertes sur prêts	**2 278 $**	1 871 $	1 884 $	2 026 $	1 769 $	1 875 $	2 003 $	2 559 $	4 255 $	3 575 $	1 958 $
Provision cumulative pour engagements hors bilan et autres (2)	**109**	98	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Provision cumulative pour titres de substitut de prêt	**5**	6	16	40	30	34	–	–	–	–	–
Provision cumulative à l'égard des risques-pays (titres)	**–**	–	–	–	319	326	666	643	69	–	–
Total	**2 392 $**	1 975 $	1 900 $	2 066 $	2 118 $	2 235 $	2 669 $	3 202 $	4 324 $	3 575 $	1 958 $
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts (y compris les conventions de revente) et des acceptations	**1,1 %**	1,0 %	1,1 %	1,2 %	1,1 %	1,3 %	1,6 %	2,1 %	3,5 %	3,4 %	1,9 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du montant brut des prêts douteux, en excluant les pays en développement	**93**	112	112	103	94	77	60	52	52	41	18
Montant net des prêts douteux	**182 $**	(199)$	(196)$	(65)$	103 $	524 $	1 148 $	2 093 $	3 258 $	3 481 $	2 016 $
En pourcentage des prêts (y compris les conventions de revente) et des acceptations	**0,1 %**	(0,1)%	(0,1)%	– %	0,1 %	0,4 %	0,9 %	1,7 %	2,7 %	3,3 %	1,9 %
Provision pour pertes sur créances											
Provisions spécifiques	**1 049 $**	571 $	530 $	555 $	330 $	340 $	580 $	1 070 $	1 775 $	2 025 $	705 $
Provision à l'égard des risques-pays		–	–	(80)	–	(300)	–	–	(250)	(300)	(100)
Provision générale (3)											
Provision générale attribuée (3)	**205**	73	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Provision générale non attribuée (3)	**(135)**	47	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Total de la provision générale	**70**	120	230	100	50	400	–	(250)	225	325	–
Total	**1 119 $**	691 $	760 $	575 $	380 $	440 $	580 $	820 $	1 750 $	2 050 $	605 $
Provisions spécifiques, en pourcentage de la moyenne des prêts (y compris les conventions de revente) et des acceptations	**0,53 %**	0,32 %	0,30 %	0,31 %	0,21 %	0,26 %	0,48 %	0,88 %	1,64 %	1,90 %	0,67 %
Provision, en pourcentage de la moyenne des prêts (y compris les conventions de revente) et des acceptations	**0,56**	0,38	0,43	0,32	0,25	0,34	0,48	0,67	1,61	1,93	0,57
Radiations nettes	**940 $**	677 $	958 $	692 $	528 $	1 001 $	1 105 $	1 979 $	1 187 $	547 $	1 010 $
En pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	**0,47 %**	0,38 %	0,55 %	0,39 %	0,34 %	0,77 %	0,91 %	1,63 %	1,09 %	0,51 %	0,96 %

(1) Avant le 31 octobre 1999, la provision cumulative générale n'était pas séparée en provision cumulative générale attribuée et non attribuée.
(2) Au cours de l'exercice 2000, la provision cumulative pour engagements hors bilan et autres a été reclassée aux Autres passifs. Auparavant, le montant était inclus dans la provision cumulative pour pertes sur prêts.
(3) Avant le 1er novembre 1999, la provision générale n'était pas séparée en provision générale attribuée et non attribuée.

Faits saillants

(en millions de dollars, sauf les montants par action et les pourcentages, selon l'équivalent imposable)	**2001**	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Ratios de rendement											
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**16,4 %**	19,8 %	15,6 %	18,4 %	19,3 %	17,6 %	16,6 %	16,8 %	2,4 %	(0,3)%	15,5 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, selon la comptabilité de caisse (1)	**18,5**	20,6	16,2	19,1	20,1	18,1	17,1	17,6	3,0	–	15,8
Rendement de l'actif	**0,74**	0,81	0,65	0,70	0,70	0,70	0,69	0,70	0,21	0,08	0,76
Rendement de l'actif après dividendes sur actions privilégiées	**0,70**	0,76	0,59	0,64	0,65	0,63	0,60	0,60	0,10	(0,01)	0,68
Marge nette d'intérêt (2)	**2,00**	1,88	1,91	1,95	2,10	2,28	2,49	2,72	2,88	2,93	2,95
Autres produits, en pourcentage des revenus bruts	**55,6**	55,9	51,5	49,4	46,0	41,1	37,4	38,7	37,4	34,5	33,8
Soldes moyens et données hors bilan en fin d'exercice											
Moyennes											
Actif (3)	**327 100 $**	281 900 $	269 900 $	261 300 $	239 500 $	204 900 $	183 800 $	166 700 $	142 500 $	136 200 $	130 100 $
Prêts et acceptations	**199 787**	179 800	175 654	177 984	154 412	130 378	121 459	121 741	108 562	106 376	105 231
Dépôts	**218 425**	193 762	184 796	178 688	166 249	147 391	136 686	133 550	114 835	108 609	102 847
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**13 843**	10 814	10 264	9 107	8 003	7 320	6 627	5 964	6 052	6 313	5 693
Total des capitaux propres	**15 916**	12 789	12 475	11 078	9 744	9 265	8 820	8 233	8 116	7 938	6 913
Biens administrés (4)	**1 337 700**	1 175 200	967 800	829 200	783 300	522 100	407 700	346 800	274 300		
Biens sous gestion (4)	**104 800**	92 300	81 600	73 400	67 700	51 200	40 400	39 100	33 100		
Ratios de capital											
Capital de première catégorie	**14 851 $**	13 567 $	12 026 $	11 593 $	10 073 $	9 037 $	8 421 $	7 660 $	6 910 $	6 740 $	6 938 $
Capital total	**20 171**	19 044	16 698	16 480	14 705	12 069	11 913	11 525	10 941	10 483	10 686
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	**171 047**	158 364	149 078	157 064	147 672	128 163	121 350	120 158	117 043	114 298	113 975
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	**9,4 %**	7,3 %	7, 1%	6, 2%	5,8 %	6,0 %	5,8 %	5,3 %	4,9 %	5,2 %	5,4 %
Ratio du capital de première catégorie	**8,7**	8,6	8,1	7,4	6,8	7,0	6,9	6,4	5,9	5,9	6,1
Ratio du capital total	**11,8**	12,0	11,2	10,5	10,0	9,4	9,8	9,6	9,3	9,2	9,4
Information sur les actions ordinaires											
Actions en circulation (en milliers)											
À la fin de l'exercice	**674 021**	602 398	617 768	617 581	616 671	621 059	628 310	628 310	628 310	628 310	612 920
Moyenne (non dilué)	**641 516**	606 389	626 158	617 324	617 812	628 242	628 310	628 310	628 310	621 086	603 614
Moyenne (dilué)	**647 216**	609 865	632 305	633 626	632 052	628 624	628 310	628 310	628 310	621 086	606 530
Dividendes par action	**1,38 $**	1,14 $	0,94 $	0,88 $	0,76 $	0,67 $	0,59 $	0,58 $	0,58 $	0,58 $	0,58 $
Valeur comptable par action	**23,95**	19,10	17,17	15,78	13,96	12,34	11,21	10,07	9,05	9,41	9,96
Cours de l'action – Haut (5)	**53,25**	48,88	42,13	46,10	38,23	22,20	15,69	15,94	14,44	14,50	13,75
Bas (5)	**41,60**	27,25	29,65	28,75	22,00	14,88	12,94	12,57	11,00	10,75	10,25
À la clôture	**46,80**	48,30	31,73	35,55	37,68	22,15	15,07	14,19	13,63	12,07	13,50
Ratio cours/bénéfice (6)	**13,5**	11,0	14,3	14,1	12,3	9,1	8,2	8,9	–	–	8,2
Rendement des actions (7)	**2,9 %**	3,0 %	2,6 %	2,4 %	2,5 %	3,6 %	4,1 %	4,1 %	4,6 %	4,6 %	4,8 %
Ratio de distribution (8)	**39**	32	37	32	30	33	34	36	–	–	40
Renseignements divers											
Employés (9)	**57 568**	49 232	51 891	51 776	48 816	46 205	49 011	49 208	52 745	49 628	50 547
Guichets automatiques bancaires	**4 548**	4 517	4 585	4 317	4 248	4 215	4 079	3 948	3 981	3 828	3 651
Unités de service											
Au Canada	**1 317**	1 333	1 410	1 422	1 453	1 493	1 577	1 596	1 731	1 661	1 645
À l'étranger (10)	**724**	306	99	106	105	103	105	97	95	83	102

(1) Le rendement des capitaux propres selon la comptabilité de caisse est calculé en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels.
(2) Revenu net d'intérêt, exprimé en pourcentage de l'actif moyen.
(3) Puisque l'information ne peut être déterminée avec suffisamment de précision, les montants des exercices antérieurs à 1995 n'ont pas été retraités pour tenir compte de la présentation, sur une base brute, des montants se rapportant aux produits dérivés.
(4) Les montants antérieurs à 1996 sont présentés au 30 septembre. Les soldes des biens administrés et des biens sous gestion ne sont pas présentés pour la période précédant 1993.
(5) Cours extrêmes intrajournaliers des actions.
(6) Moyenne des cours extrêmes des actions ordinaires divisée par le bénéfice par action dilué. Les ratios de 1993 et de 1992 ne sont pas pertinents.
(7) Dividendes sur actions ordinaires divisés par la moyenne des cours extrêmes.
(8) Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net moins les dividendes sur actions privilégiées. Les ratios de 1993 et de 1992 ne sont pas pertinents.
(9) Selon l'équivalent de travail à plein temps.
(10) Les unités de service à l'étranger comprennent les succursales, les centres d'affaires spécialisés, les bureaux de représentation et les agences.

Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action et les pourcentages, selon l'équivalent imposable)	2001 T4	2001 T3	2001 T2	2001 T1	2000 T4	2000 T3	2000 T2	2000 T1
État des résultats								
Revenu net d'intérêt	**1 784 $**	**1 719 $**	**1 580 $**	**1 466 $**	1 381 $	1 300 $	1 346 $	1 280 $
Autres produits	**2 255**	**2 008**	**1 924**	**2 028**	1 753	1 717	1 724	1 538
Provision pour pertes sur créances	**(425)**	**(236)**	**(210)**	**(248)**	(174)	(172)	(172)	(173)
Frais autres que d'intérêt	**(2 668)**	**(2 638)**	**(2 287)**	**(2 162)**	(2 020)	(1 902)	(1 900)	(1 759)
Charge d'impôts	**(262)**	**(333)**	**(376)**	**(401)**	(331)	(367)	(418)	(357)
Part des actionnaires sans contrôle	**(28)**	**(28)**	**(29)**	**(22)**	(14)	(2)	(2)	(2)
Bénéfice net	**656 $**	**492 $**	**602 $**	**661 $**	595 $	574 $	578 $	527 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) (1)	**778 $**	**573 $**	**651 $**	**691 $**	620 $	596 $	598 $	544 $
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base (1)	**539 $**	**660 $**	**651 $**	**613 $**	620 $	596 $	598 $	544 $
Bénéfice par action (2)								
Non dilué	**0,92 $**	**0,69 $**	**0,92 $**	**1,03 $**	0,93 $	0,90 $	0,89 $	0,81 $
Dilué	**0,91**	**0,68**	**0,92**	**1,02**	0,93	0,89	0,89	0,80
Dilué (selon la comptabilité de caisse) (1)	**1,09**	**0,81**	**1,00**	**1,07**	0,97	0,93	0,92	0,83
Dilué (selon la comptabilité de caisse) de base (1)	**0,74**	**0,94**	**1,00**	**0,95**	0,97	0,93	0,92	0,83
Ratios de rendement								
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**15,2 %**	**12,5 %**	**18,7 %**	**20,8 %**	20,0 %	19,7 %	20,8 %	18,7 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) (1)	**18,1**	**14,7**	**20,3**	**21,7**	20,9	20,6	21,5	19,3
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base (1)	**12,3**	**17,1**	**20,3**	**19,2**	20,9	20,6	21,5	19,3
Rendement de l'actif	**0,76**	**0,58**	**0,77**	**0,86**	0,81	0,81	0,84	0,76
Rendement de l'actif après dividendes sur actions privilégiées	**0,72**	**0,53**	**0,72**	**0,82**	0,77	0,76	0,80	0,71
Marge nette d'intérêt (3)	**2,07**	**2,01**	**2,01**	**1,91**	1,89	1,83	1,96	1,85
Autres produits, en pourcentage des revenus bruts	**55,8**	**53,9**	**54,9**	**58,0**	55,9	56,9	56,2	54,6
Bilan								
Actif								
Liquidités et valeurs mobilières	**98 042 $**	**93 569 $**	**86 075 $**	**80 712 $**	76 616 $	75 940 $	69 360 $	71 038 $
Prêts hypothécaires résidentiels	**67 442**	**66 497**	**64 557**	**63 418**	62 984	62 588	60 999	60 035
Prêts aux particuliers	**32 511**	**32 264**	**29 713**	**30 573**	28 019	27 220	26 802	26 213
Prêts sur cartes de crédit	**4 283**	**4 128**	**4 862**	**4 961**	4 666	4 224	3 270	2 690
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	**67 152**	**65 309**	**60 053**	**60 273**	60 546	58 244	60 834	59 629
Biens acquis en vertu de conventions de revente	**35 870**	**25 101**	**26 453**	**21 713**	18 303	15 100	19 419	15 284
Provision cumulative pour pertes sur prêts	**(2 278)**	**(2 173)**	**(1 951)**	**(1 947)**	(1 871)	(1 845)	(1 869)	(1 937)
Autres actifs	**56 238**	**45 279**	**43 962**	**42 207**	40 477	35 602	37 042	37 058
	359 260 $	**329 974 $**	**313 724 $**	**301 910 $**	289 740 $	277 073 $	275 857 $	270 010 $
Passif et capitaux propres								
Dépôts des particuliers	**101 381 $**	**98 970 $**	**93 010 $**	**90 778 $**	89 632 $	88 900 $	88 777 $	87 467 $
Autres dépôts	**132 066**	**123 321**	**118 326**	**112 344**	113 264	107 845	106 855	103 293
Autres passifs	**99 855**	**81 460**	**79 321**	**76 704**	66 775	61 427	62 194	61 440
Débentures subordonnées	**6 314**	**6 296**	**6 836**	**6 275**	5 825	5 091	5 104	5 072
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	**1 479**	**1 453**	**1 481**	**1 453**	703	690	39	103
Capitaux propres	**18 165**	**18 474**	**14 750**	**14 356**	13 541	13 120	12 888	12 635
	359 260 $	**329 974 $**	**313 724 $**	**301 910 $**	289 740 $	277 073 $	275 857 $	270 010 $
Principaux soldes moyens et données hors bilan								
Moyennes								
Actif	**342 200 $**	**339 000 $**	**321 900 $**	**304 400 $**	291 200 $	282 000 $	278 600 $	275 600 $
Prêts et acceptations	**205 275**	**205 241**	**197 328**	**191 231**	184 690	181 507	180 302	172 725
Dépôts	**230 292**	**221 167**	**212 813**	**206 975**	201 030	194 132	188 591	191 216
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**16 349**	**14 466**	**12 496**	**11 983**	11 174	10 880	10 670	10 528
Total des capitaux propres	**18 433**	**16 633**	**14 541**	**14 016**	13 197	12 897	12 671	12 530
Biens administrés	**1 337 700**	**1 271 800**	**1 198 700**	**1 242 800**	1 175 200	1 147 400	1 099 400	1 027 300
Biens sous gestion	**104 800**	**110 500**	**110 400**	**112 500**	92 300	95 200	94 000	86 400
Provision pour pertes sur créances								
Provisions spécifiques	**425 $**	**236 $**	**210 $**	**178 $**	134 $	172 $	132 $	133 $
Provision générale								
Provision générale attribuée	**108**	**–**	**–**	**97**	8	–	35	30
Provision générale non attribuée	**(108)**	**–**	**–**	**(27)**	32	–	5	10
Total de la provision générale	**–**	**–**	**–**	**70**	40	–	40	40
Total	**425 $**	**236 $**	**210 $**	**248 $**	174 $	172 $	172 $	173 $
Montant net des prêts douteux, en pourcentage des prêts et des acceptations	**0,08 %**	**0,01 %**	**0,02 %**	**(0,11)%**	(0,11)%	(0,06)%	(0,12)%	(0,20)%
Ratios de capital								
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	**9,4 %**	**9,5 %**	**8,0 %**	**7,6 %**	7,3 %	7,2 %	7,1 %	7,1 %
Capital de première catégorie	**8,7**	**9,3**	**8,8**	**8,3**	8,6	8,5	8,0	8,1
Capital total	**11,8**	**12,3**	**12,3**	**11,5**	12,0	11,5	11,1	11,4
Information sur les actions ordinaires								
Actions en circulation (en milliers)								
À la fin	**674 021**	**683 312**	**616 516**	**616 209**	602 398	601 628	604 723	608 783
Moyenne (non dilué)	**681 758**	**658 296**	**616 365**	**608 824**	602 108	602 494	608 285	612 708
Moyenne (dilué)	**687 334**	**663 996**	**621 907**	**614 686**	606 710	605 833	611 114	618 111
Dividendes par action	**0,36 $**	**0,36 $**	**0,33 $**	**0,33 $**	0,30 $	0,30 $	0,27 $	0,27 $
Valeur comptable par action	**23,95**	**23,68**	**20,61**	**20,01**	19,10	18,45	17,98	17,48
Cours de l'action ordinaire – Haut (4)	**53,25**	**51,50**	**51,25**	**52,80**	48,88	41,13	38,25	34,70
Bas (4)	**41,60**	**42,80**	**42,42**	**45,10**	39,17	34,40	28,38	27,25
À la clôture	**46,80**	**50,96**	**42,95**	**48,20**	48,30	39,65	34,95	29,53
Rendement des actions	**3,0 %**	**3,1 %**	**2,8 %**	**2,7 %**	2,7 %	3,2 %	3,2 %	3,5 %
Ratio de distribution	**39**	**54**	**36**	**32**	32	33	30	33

(1) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse), le bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) sont calculés en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. L'exclusion de l'incidence des éléments exceptionnels permet d'obtenir le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base, le bénéfice par action dilué (selon la comptabilité de caisse) de base et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base.

(2) Le bénéfice par action de l'exercice ne correspond pas nécessairement au total des trimestres.

(3) Revenu net d'intérêt en pourcentage de l'actif moyen.

(4) Cours extrêmes intrajournaliers des actions.

/ Glossaire

À l'étranger
Dans ce rapport annuel, cette expression se rapporte aux activités et aux clients de RBC Groupe Financier à l'extérieur du Canada.

Acceptation de banque
Lettre de change ou instrument négociable tiré sur une banque par un emprunteur qui s'engage à effectuer le paiement à l'échéance. L'acceptation représente une garantie de paiement par la banque et est négociable sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la banque reçoit une commission d'acceptation.

Actif ajusté en fonction des risques
Donnée utilisée dans le calcul des ratios du capital en fonction des risques. La valeur nominale des actifs est actualisée au moyen de facteurs de pondération des risques en vue d'obtenir un risque par dollar comparable pour tous les types d'actifs. Le risque inhérent aux instruments hors bilan est également reflété, d'abord par l'ajustement des valeurs théoriques en fonction des montants équivalents au bilan (ou des montants en équivalent-crédit), puis par l'application des facteurs pertinents de pondération des risques.

Bénéfice de base par action
Bénéfice net après déduction des dividendes sur actions privilégiées, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation.

Bénéfice dilué par action
Bénéfice net après déduction des dividendes sur actions privilégiées, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation et ajusté pour tenir compte de l'effet de dilution des options d'achat d'actions et des autres titres convertibles.

Bêta
Mesure de la volatilité d'une valeur mobilière en fonction d'un indice boursier.

Biens administrés
Biens administrés par une institution financière qui sont la propriété effective des clients de cette institution et qui, par conséquent, ne sont pas présentés au bilan consolidé. Les services fournis relativement aux biens administrés sont de nature administrative, et comprennent notamment les services de garde, le recouvrement des revenus de placement, le règlement des opérations de vente et d'achat et la tenue de registres.

Biens sous gestion
Biens gérés par une institution financière qui sont la propriété effective des clients de cette institution et qui, par conséquent, ne sont pas présentés au bilan consolidé. Services fournis relativement aux biens sous gestion qui comprennent le choix des placements et les services-conseils en matière d'investissement. Les biens sous gestion peuvent également être administrés par l'institution financière.

Capital nominal
Montant contractuel de référence utilisé pour calculer les paiements relatifs aux produits dérivés.

Charge de retraite payée d'avance
Excédent cumulatif du montant contribué à un régime de retraite sur le montant constaté au titre de la charge de retraite.

Charges d'exploitation
Frais autres que d'intérêt après déduction des éléments exceptionnels, du coût lié aux droits à la plus-value des actions et de certains frais d'acquisition, comme la rémunération pour maintien en fonction.

Contrats à terme standardisés
Type de contrat comportant l'obligation d'acheter ou de vendre une devise ou un instrument financier à une date ultérieure donnée et à un cours stipulé d'avance sur une bourse de marchandises.

Contrats de change au comptant et contrats de change à terme
Contrat de change à terme : produit dérivé en vertu duquel les parties s'engagent à échanger une quantité donnée d'une monnaie contre une autre monnaie à une date ultérieure donnée et à un cours stipulé d'avance. Contrat de change au comptant : produit dérivé en vertu duquel les parties s'engagent à échanger une quantité donnée d'une monnaie contre une autre monnaie dans les deux jours ouvrables suivant la date du contrat.

Contrats de garantie de taux d'intérêt
Type de contrat en vertu duquel deux parties s'engagent à régler en espèces, à une date ultérieure donnée et en fonction d'un capital nominal, la différence entre un taux d'intérêt convenu et le taux d'intérêt courant.

Convention de rachat
Prévoit à la fois la vente de titres contre espèces à une date de valeur rapprochée et le rachat de ces titres contre valeur à une date ultérieure.

Convention de revente
Prévoit à la fois l'achat de titres contre espèces à une date de valeur rapprochée et la vente de ces titres contre valeur à une date ultérieure.

Coût du capital
Estimation, par la direction, du coût moyen pondéré des capitaux propres et des capitaux d'emprunt.

Couverture
Technique de gestion du risque visant à mettre les résultats financiers à l'abri des risques de marché, d'intérêt ou de change (l'« exposition au risque ») liés aux opérations bancaires courantes. L'élimination ou la réduction du risque est obtenue en prenant des positions compensatoires. Par exemple, des actifs libellés dans une devise peuvent être couverts au moyen de passifs libellés dans cette même devise ou au moyen de diverses opérations de couverture de change (comme les contrats à terme standardisés, les options sur devises et les contrats de change à terme).

Droits à la plus-value des actions
Droits rattachés à des options d'achat d'actions et qui peuvent être échangés contre un montant en espèces correspondant à la différence entre le prix d'exercice et le cours de clôture des actions ordinaires le jour précédant immédiatement la date d'exercice.

Écart d'acquisition/Amortissement de l'écart d'acquisition
Jusqu'à la fin de 2001, l'écart d'acquisition représente l'excédent du prix payé pour acquérir les filiales sur la juste valeur de l'actif net acquis, et est amorti sur des périodes appropriées pouvant atteindre 20 ans, sauf dans les cas de perte de valeur durable où une réduction de valeur doit être apportée. Avec prise d'effet le 1er novembre 2001, par suite de l'adoption d'une nouvelle norme comptable, l'écart d'acquisition ne sera plus amorti, mais plutôt soumis à un test de dépréciation sur une base périodique au niveau des unités d'exploitation.

Éléments exceptionnels
Éléments qui, de l'avis de la direction, ne font pas partie des activités commerciales courantes ou présentent un caractère inhabituel, et qui pourraient avoir une incidence sur le calcul des tendances effectué par la direction.

Engagements à accorder du crédit
Facilités de crédit offertes aux clients, sous la forme de prêts, d'acceptations de banque ou d'autres types de financement au bilan, ou encore d'instruments hors bilan tels que les garanties et les lettres de crédit.

Évaluation à la valeur du marché
Évaluation des valeurs mobilières et des produits dérivés détenus aux fins de négociation établie en fonction des taux du marché à la date du bilan.

Garanties et lettres de crédit de soutien
Représentent principalement des garanties de paiement irrévocables par une banque dans le cas où un client serait incapable d'honorer ses obligations financières envers des tiers. Certaines autres garanties (comme les cautionnements de soumission et les garanties de bonne exécution) sont de nature non financière.

Instruments financiers hors bilan
Divers types de produits offerts aux clients, qui correspondent à l'une ou l'autre de ces catégories : i) les ententes de crédit, qui fournissent habituellement aux clients une protection relativement aux liquidités, et ii) les produits dérivés (définis plus loin dans le présent glossaire).

Lettres de crédit documentaire
Engagements écrits pris par une banque au nom d'un client (p. ex. un importateur) permettant à un tiers (p. ex. un exportateur) de tirer des traites sur la banque jusqu'à concurrence d'un montant prédéterminé, sous réserve de conditions précises. De tels engagements sont conclus afin de faciliter le commerce international.

Majoration au montant imposable équivalent
Montant ajouté au revenu d'intérêt pour calculer le montant brut du revenu exonéré d'impôts gagné sur certains titres (principalement les titres de substitut de prêt) et obtenir le montant qui, s'il avait été assujetti au taux prescrit par la loi, aurait correspondu au bénéfice net après impôts présenté dans les états financiers. La majoration de ce bénéfice au montant équivalent imposable rend possible la mesure et la comparaison uniforme du revenu net d'intérêt.

Marge nette d'intérêt
Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable, divisé par la moyenne de l'actif productif d'intérêts. Cette mesure révèle avec quelle efficacité une société utilise son actif productif d'intérêts compte tenu de ses sources de financement.

Modèle d'évaluation des actifs financiers (MEDAF)
Modèle financier servant à évaluer les actifs, basé sur la relation existant entre le risque et le rendement. La Banque utilise le MEDAF afin d'établir le coût de ses capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Options (sur devises ou sur taux d'intérêt)
Type de contrat en vertu duquel le vendeur donne à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter (option d'achat) ou de vendre (option de vente) un montant en devises prédéterminé ou un instrument financier à un prix déterminé, à une date donnée ou au plus tard à une date donnée.

PCGR des États-Unis
Principes comptables généralement reconnus des États-Unis.

PCGR du Canada
Principes comptables généralement reconnus du Canada.

Point de base (p.b.)
Un centième pour cent (0,01 %).

Prêt de titres
Opération dans le cadre de laquelle une banque agit à titre d'agent pour le propriétaire des titres, lequel accepte de prêter ses titres en contrepartie d'une commission aux termes d'un contrat prénégocié avec l'emprunteur. Le prêt de titres doit être entièrement garanti par l'emprunteur en tout temps. Il existe deux types d'ententes de prêt de titres, soit les ententes prévoyant une indemnité au titre du risque de crédit ou de marché et les ententes ne prévoyant pas une telle indemnité. Dans le cadre d'un prêt de titres sans indemnité, la banque n'est pas exposée à un risque de perte. Un tel risque existe pour un prêt de titres avec indemnité, en cas de défaillance par l'emprunteur combinée à une perte de valeur de la garantie.

Prêts à intérêts non comptabilisés/ Prêts douteux
Les prêts sont classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés (ou, selon les PCGR du Canada, à titre de prêts douteux) lorsque la direction juge que le recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 90 jours, les prêts, à l'exception des soldes de cartes de crédit et des prêts garantis par des gouvernements, sont automatiquement classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés – sauf s'ils sont adéquatement garantis ou qu'un processus de recouvrement est en cours.

Produit dérivé
Contrat dont la valeur « dérive » des taux d'intérêt, des taux de change, du cours des actions ou du prix des marchandises. L'utilisation de produits dérivés permet le transfert, la modification ou la réduction des risques actuels et futurs, y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les autres risques du marché. Les produits dérivés le plus souvent utilisés sont les swaps de devises et de taux d'intérêt, les contrats de change à terme de gré à gré, les contrats à terme standardisés sur devises et sur taux d'intérêt, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les options sur devises et sur taux d'intérêt.
Les produits dérivés sont négociés sur les marchés organisés ou négociés hors bourse.

Profit économique
Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments non récurrents et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels) après déduction d'une charge au titre du coût estimatif des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Provision cumulative pour pertes sur créances
Montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes sur créances identifiées et probables liées au portefeuille de prêts, d'acceptations de banque, de garanties, de lettres de soutien, de dépôts à d'autres banques et de produits dérivés. La provision cumulative comprend également la provision pour pertes sur créances, laquelle est imputée aux résultats et réduite en fonction du montant des radiations, après déduction des recouvrements.

Provision pour pertes sur créances
Montant imputé aux résultats en vue de porter la provision cumulative pour pertes sur créances au niveau jugé approprié par la direction.

Ratio d'efficience
Frais autres que d'intérêt, exprimés en pourcentage du revenu brut (lequel comprend le revenu net d'intérêt et les revenus autres que d'intérêt). Cette mesure de la productivité permet d'évaluer le rendement par rapport aux concurrents.

Ratio d'efficience de l'exploitation
Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation, exprimés en pourcentage des revenus d'exploitation.

Ratio de distribution
Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net après déduction des dividendes sur actions privilégiées.

Ratio du capital (règles américaines)
L'actif ajusté en fonction des risques par rapport aux capitaux, exprimé en pourcentage, suivant les lignes directrices établies par le Board of Governors of the Federal Reserve System à l'intention des banques aux États-Unis, et selon l'information financière préparée en vertu des principes comptables généralement reconnus des États-Unis.

Ratio du capital (règles canadiennes)
L'actif ajusté en fonction des risques par rapport aux capitaux, exprimé en pourcentage, suivant les lignes directrices établies par le surintendant des institutions financières Canada, lesquelles sont fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux (BRI), et selon l'information financière préparée en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada.

Rendement des actions
Dividendes par action ordinaire divisés par la moyenne des cours extrêmes.

Rendement des capitaux propres
Bénéfice net, déduction faite des dividendes sur actions privilégiées, exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Résultats et ratios selon la comptabilité de caisse
Selon la comptabilité de caisse, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, le bénéfice par action, le bénéfice dilué par action et le bénéfice net sont calculés en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels.

Revenu net d'intérêt
Écart entre le montant gagné sur les actifs (tels que les prêts et les titres) et le montant versé au titre des passifs (tels que les dépôts et les débentures subordonnées).

Revenus d'exploitation
Revenus après déduction des éléments exceptionnels.

Risques
Les institutions financières sont exposées à un certain nombre de risques pouvant entraîner des pertes. Ces risques comprennent notamment le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque lié aux activités d'assurance et le risque opérationnel.

Surintendant des institutions financières (BSIF)
Principal organisme de réglementation des institutions financières constituées sous le régime d'une loi fédérale canadienne et des régimes de retraite administrés par le gouvernement fédéral canadien. Le BSIF a pour mission de protéger les titulaires de police, les déposants et les participants aux régimes de retraite contre les pertes indues.

Swap (de devises ou de taux d'intérêt)
Type de contrat qui oblige deux parties à échanger des devises ou les flux d'intérêts connexes liés à un capital nominal pendant une période déterminée (en échangeant un taux fixe contre un taux variable, par exemple).

Titres de fiducie (RBC TruCS)
Type innovateur de capital de première catégorie. Ces titres de fiducie sont constatés au bilan consolidé au poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.

Titres vendus à découvert
Opération dans le cadre de laquelle une partie vend des titres dont elle n'est pas propriétaire. Dans un premier temps, le vendeur emprunte les titres pour les céder à l'acheteur. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés.

Titrisation
Opération dans le cadre de laquelle un certain nombre d'actifs de haute qualité (principalement des prêts et des prêts hypothécaires) sont regroupés et convertis en titres standardisés, lesquels peuvent ensuite être négociés.

Valeur exposée au risque (VAR)
Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur marchande maximale que subiraient les portefeuilles de négociation de la Banque en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché sur une période d'un jour.

/ Administrateurs et haute direction

Administrateurs

W. Geoffrey Beattie (2001)
Toronto
Président
The Woodbridge Company Limited
Vice-président du Conseil
The Thomson Corporation

George A. Cohon,
O.C., O.Ont. (1988)
Toronto
Fondateur et premier
président du Conseil
Les restaurants McDonald
du Canada limitée

G.N. (Mel) Cooper,
C.M., O.B.C. (1992)*
Victoria
Président du Conseil et
chef de la direction
Seacoast Communications
Group Inc.

Douglas T. Elix (2000)
Ridgefield, Connecticut
Vice-président principal et
chef de la direction de groupe
IBM Global Services
IBM Corporation

John T. Ferguson, F.C.A. (1990)
Edmonton
Président du Conseil
Princeton Developments Ltd.
Président du Conseil
TransAlta Corporation

L. Yves Fortier, C.C., C.R. (1992)
Montréal
Président du Conseil
Ogilvy Renault

L'hon. Paule Gauthier,
C.P., O.C., O.Q., C.R. (1991)
Québec
Associée principale
Desjardins Ducharme
Stein Monast

Brandt C. Louie, F.C.A. (2001)**
West Vancouver
Président et chef de la direction
H.Y. Louie Co. Limited
Président du Conseil et
chef de la direction
London Drugs Limited

J. Edward Newall, O.C. (1984)
Calgary
Président du Conseil
NOVA Chemicals Corporation
Président du Conseil
Canadien Pacifique Limitée

Gordon M. Nixon (2001)
Toronto
Président et chef de la direction
Banque Royale du Canada

David P. O'Brien (1996)
Calgary
Président du Conseil
et chef de la direction
PanCanadian Energy Corporation

Charlotte R. Otto (2000)
Cincinnati, Ohio
Chef des relations externes
internationales
The Procter & Gamble Company

Robert B. Peterson (1992)
Toronto
Président du Conseil,
président et chef de la direction
Compagnie Pétrolière
Impériale Limitée

J. Pedro Reinhard (2000)
Midland, Michigan
Vice-président directeur et
chef des finances
The Dow Chemical Company

Hartley T. Richardson (1996)
Winnipeg
Président et chef de la direction
James Richardson & Fils, Ltée

Kenneth C. Rowe, F.C.I.S. (1985)
Halifax
Président du Conseil et
chef de la direction
I.M.P. Group International Inc.

Guy Saint-Pierre, O.C. (1990)
Montréal
Président du Conseil
d'administration
Banque Royale du Canada
Président du Conseil
d'administration
Groupe SNC–Lavalin Inc.

Cecil W. Sewell, Jr. (2001)
Raleigh, Caroline du Nord
Président émérite du Conseil
d'administration
RBC Centura Banks, Inc.

Robert T. Stewart (1988)*
West Vancouver
Administrateur de sociétés

Allan R. Taylor, O.C. (1983)*
Toronto
Ancien président du Conseil
et chef de la direction
Banque Royale du Canada

Kathleen P. Taylor (2001)**
Toronto
Présidente, exploitation
internationale
Four Seasons Hotels, Inc.

Victor L. Young, O.C. (1991)
St. John's
Administrateur de sociétés

La date précisée entre parenthèses à la suite du nom de chaque administrateur indique la date de nomination au titre d'administrateur. Le mandat de chaque administrateur se termine à la fin de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires qui aura lieu le 22 février 2002.

* Ne sera pas candidat à l'élection du Conseil le 22 février 2002.
** Nommé le 20 novembre 2001.

Haute direction – Directoire

Peter W. Currie
Membre du Directoire et
chef des finances

Suzanne B. Labarge
Membre du Directoire et
chef de la gestion des risques

Martin J. Lippert
Membre du Directoire et
chef de l'information

W. Reay Mackay
Membre du Directoire
Gestion de patrimoine

Gordon M. Nixon
Président et chef de la direction

James T. Rager
Membre du Directoire
Services aux particuliers
et aux entreprises

Irving Weiser
Président du Conseil et
chef de la direction
RBC Dain Rauscher

W. James Westlake
Président du Conseil et
chef de la direction
RBC Assurances

Charles M. Winograd
Membre du Directoire
Grande entreprise et marchés
des capitaux

/ Régie interne

Les politiques en matière de régie interne de la Banque Royale du Canada visent à renforcer la capacité de son Conseil d'administration de superviser la direction et d'améliorer la valeur à long terme pour les actionnaires.

Le Comité de régie interne du Conseil examine et évalue ces politiques de façon continue, et les adapte en fonction de l'évolution des besoins et de la situation. L'objectif du Comité de régie interne est de maintenir des normes rigoureuses et de travailler à l'amélioration continue de l'efficacité du Conseil.

Le système de régie de la Banque est conforme aux lignes directrices de la Bourse de Toronto concernant l'efficacité de la régie interne. La circulaire de la direction sollicitant des procurations produite relativement à l'assemblée annuelle de 2002 fait la comparaison de chacune des lignes directrices avec les procédés de régie de la Banque.

Responsabilités : Le Conseil précise les questions sur lesquelles il doit se prononcer et confie la responsabilité d'autres questions à la direction. Parmi les fonctions importantes du Conseil, mentionnons la planification de la relève, la sélection de la haute direction, l'évaluation du rendement et de l'efficacité de la direction, l'examen de la stratégie et des principales décisions d'entreprise, la détermination des risques et l'évaluation de l'intégrité et de l'efficacité des contrôles internes et des systèmes de gestion intégrés de la Banque.

Composition : La force du Conseil repose sur les connaissances, la diversité, les qualités, les compétences et l'expérience de ses membres. En collaboration avec des conseillers externes, le Comité de régie interne recommande certains candidats au Conseil. Ces derniers sont choisis en fonction, notamment, de leur jugement, de leur intégrité, de leur expérience des affaires ou de leur compétence professionnelle, de leur expérience internationale, du lieu de leur domicile et de leur connaissance des secteurs géographiques présentant un intérêt stratégique pour la Banque.

Au 20 novembre 2001, il y avait 22 administrateurs. Au cours de l'assemblée annuelle de 2002, 19 administrateurs seront choisis. Le Comité de régie interne examine la composition et les mandats des cinq comités du Conseil. Les éléments importants des mandats et des activités des comités du Conseil sont décrits à la page 95.

Indépendance : Afin de garantir l'indépendance du Conseil à l'égard de la direction, un administrateur externe, M. Guy Saint-Pierre, assume les fonctions de président du Conseil et de président du Comité de régie interne. Au terme des réunions du Conseil, il préside une réunion restreinte à laquelle n'assistent que des administrateurs externes.

La politique du Conseil limite à deux le nombre d'administrateurs provenant de la direction. Actuellement, seulement deux administrateurs, soit le président et chef de la direction de la Banque et le président émérite du Conseil d'administration de RBC Centura Banks, appartiennent à la direction.

La Banque se conforme aux dispositions de la *Loi sur les banques* et aux lignes directrices de la Bourse de Toronto concernant les administrateurs faisant partie du « groupe » de la Banque ou « reliés » à la Banque. Trois administrateurs seulement font partie du « groupe » de la Banque et uniquement trois administrateurs sont « reliés » à la Banque. Dans les deux cas, il s'agit d'un nombre nettement inférieur aux limites imposées par la *Loi sur les banques* et suggérées dans les lignes directrices des bourses.

Tous les comités du Conseil sont composés exclusivement d'administrateurs externes, dont la majorité ne sont pas reliés à la Banque.

Afin de renforcer l'indépendance, le Comité des ressources humaines et le Conseil évaluent, une fois l'an, le chef de la direction. En collaboration avec des conseillers externes, ils déterminent la rémunération du chef de la direction et des autres membres de la haute direction.

Information : Le Conseil a accès rapidement à l'information dont il a besoin pour remplir ses fonctions. Les administrateurs aident à déterminer l'ordre du jour des réunions du Conseil et des comités, reçoivent un dossier d'information complet avant chaque réunion du Conseil et des comités, et assistent à une séance annuelle de planification stratégique de la Banque. En outre, après chaque réunion d'un comité, l'ensemble du Conseil reçoit un rapport sur le travail du comité en question. Un guide de l'administrateur, centré sur les rôles et les responsabilités des membres du Conseil, est remis aux administrateurs, qui bénéficient également d'un programme de formation permanent.

Comportement éthique : La Banque dispose d'un code de déontologie et de politiques en matière de conformité qui sont tous examinés par le Conseil. Ce code et ces politiques établissent des normes rigoureuses relativement au comportement éthique à l'échelle de l'organisation.

Le code de déontologie fournit à l'ensemble des employés un cadre de référence unique au moyen duquel gérer les situations de nature délicate ou complexe. Il comporte notamment des lignes directrices relatives au respect de la loi, à la confidentialité, à l'intégrité et à la responsabilité individuelle; il établit également la responsabilité des employés en cas de manquement aux normes déontologiques.

Le Conseil a approuvé la création et le mandat d'un Comité de déontologie et de conformité à la réglementation composé de membres de la haute direction. Ce comité est responsable de veiller à ce que les politiques et systèmes de gestion de la Banque soient mis en œuvre de manière appropriée, de façon à assurer le respect des principes énoncés dans le code de déontologie.

Communications : La Banque préconise l'ouverture, l'excellence et la rapidité des communications. Le personnel affecté aux relations avec les investisseurs fournit des renseignements aux investisseurs actuels et éventuels et répond à leurs questions. La Banque a pour principe de faire examiner rapidement par un de ses dirigeants toute question soumise par un actionnaire. Des hauts dirigeants, y compris le président et chef de la direction, le chef des finances et la première vice-présidente, Relations avec les investisseurs, rencontrent périodiquement des analystes financiers et des investisseurs institutionnels. Les conférences téléphoniques sur les bénéfices trimestriels de la Banque avec des analystes et des investisseurs institutionnels sont diffusées en direct et archivées sur Internet et sont rendues accessibles en direct et en différé, par téléphone, aux épargnants, aux médias et aux gens du public intéressés. Les allocutions présentées à l'occasion de conférences d'investisseurs sont rapidement rendues accessibles au public sur Internet ou par téléphone. La Banque met également d'importants documents d'information à la disposition du public sur son site Web consacré aux relations avec les investisseurs à l'adresse suivante : *rbc.com/investisseurs*

Mandats et activités des comités du Conseil

Le Conseil d'administration de la Banque Royale délègue une partie de son travail à des comités. Ainsi les comités peuvent analyser les problèmes en profondeur, et l'ensemble du Conseil dispose de plus de temps pour discuter des questions à l'ordre du jour. Chacun des comités évalue, une fois l'an, son efficacité dans l'exécution de son mandat.

Comité de vérification

- Comme l'exige la *Loi sur les banques*, le Comité de vérification examine notamment les états financiers annuels et trimestriels et certains rapports spécifiés par le Bureau du surintendant des institutions financières (Canada).
- À l'occasion de rencontres distinctes avec les vérificateurs externes, la vérificatrice interne en chef et la haute direction de la Banque, le Comité discute d'éléments qu'il juge importants.
- Il demande à la direction de mettre en œuvre et de maintenir des systèmes de contrôle interne appropriés et, de concert avec la vérificatrice interne en chef et la haute direction, il évalue la pertinence et l'efficacité de ces systèmes.
- Il révise les placements et les opérations qui pourraient avoir des répercussions sur l'équilibre de la Banque.
- Il révise les rapports portant sur d'importantes questions en matière de litiges et de conformité aux règlements.
- Il révise les prospectus se rapportant à l'émission de titres de la Banque.
- Il analyse les fonctions, les responsabilités, le plan annuel de vérification interne et la dotation en personnel du service de vérification interne, et il participe à la nomination du vérificateur interne en chef.
- Il rencontre la vérificatrice interne en chef pour analyser des questions importantes soumises à la haute direction et les réponses de cette dernière à ces questions.
- Conjointement avec le Conseil, il sélectionne et évalue les vérificateurs externes devant être nommés par les actionnaires.
- Il révise avec les vérificateurs externes le plan de vérification externe, les résultats de la vérification ainsi que l'indépendance et l'objectivité des vérificateurs externes, incluant les énoncés écrits délimitant les relations entre les vérificateurs externes et la Banque qui pourraient avoir une incidence sur l'indépendance et l'objectivité; il recommande des mesures que devrait prendre le Conseil pour s'assurer de l'indépendance des vérificateurs externes.
- Il examine et approuve les politiques et les programmes de gestion des liquidités et du capital afin d'en garantir la conformité au *Code de pratiques commerciales et financières saine*s de la Société d'assurance-dépôts du Canada (le *code* de la SADC) et examine les mesures adoptées par la Banque afin de se conformer aux normes de contrôle interne de la SADC.

  Membres : G.N. Cooper, J.E. Newall, R.B. Peterson (président), J.P. Reinhard, R.T. Stewart, A.R. Taylor, K.P. Taylor*, V.L. Young

Comité de révision et de la politique du risque

- Le Comité examine les procédés adoptés par la Banque afin de se conformer aux règles de la *Loi sur les banques* concernant les « parties liées ».
- Il établit et contrôle les procédés régissant l'utilisation restreinte de données confidentielles, le règlement des plaintes, la communication de renseignements aux clients et les conflits d'intérêts.
- Il approuve les principes en matière de risque et examine d'autres politiques, normes et procédés en matière d'investissement, de prêt et de crédit à l'égard d'un portefeuille de prêts, du risque lié aux positions, des placements, du risque de change, du risque de taux d'intérêt et d'autres risques de crédit.
- Il examine le montant, la nature, les caractéristiques, la concentration et la qualité du portefeuille de crédit de la Banque, ainsi que tous les risques de crédit importants et la suffisance des provisions pour pertes sur créances de la Banque.
- Il examine les prêts qui sont accordés à des administrateurs ou à des entités au sein desquelles ces derniers sont associés, administrateurs ou dirigeants.
- Il vérifie si les prêts octroyés dépassent les pouvoirs délégués à la direction.
- Il examine et approuve les politiques et les procédés en matière de risque recommandés par la direction de la Banque et examine, une fois l'an, les politiques et programmes de gestion du risque de crédit, de l'évaluation immobilière, de gestion du portefeuille de valeurs mobilières et de gestion des risques de change et des risques de taux d'intérêt afin d'en garantir la conformité au *code* de la SADC.

  Membres : J.T. Ferguson (président), P. Gauthier, B.C. Louie*, H.T. Richardson, K.C. Rowe, R.T. Stewart, V.L. Young

Comité de régie interne

- Le Comité de régie interne formule des recommandations concernant l'efficacité du système de régie interne, y compris le programme du Conseil et l'ordre du jour à long terme, déterminant les points à discuter aux réunions du Conseil et des comités au cours de l'année, la fréquence et le contenu des réunions et la nécessité de tenir des réunions extraordinaires, le processus de communication entre le Conseil et la direction, les mandats des comités du Conseil, et les politiques régissant la taille ainsi que la composition du Conseil.
- Il évalue la performance du Conseil et de ses comités et surveille le rendement des administrateurs; dans le cadre de ce processus, les administrateurs sont appelés à évaluer périodiquement la performance du Conseil et de ses comités, évaluation dont les données sont analysées par un conseiller externe indépendant.
- Il étudie les qualifications des administrateurs candidats à la réélection.
- Il identifie et recommande au Conseil les candidats qui conviennent pour les postes d'administrateurs, en collaboration avec des conseillers externes indépendants, s'il y a lieu.
- Il examine les propositions des actionnaires et recommande au Conseil la réponse que doit formuler la Banque.
- Il conseille la direction sur la planification de l'assemblée annuelle stratégique des administrateurs et des cadres supérieurs.
- Il examine la rémunération des administrateurs et recommande les redressements voulus en se fondant sur le rapport d'un conseiller indépendant.

  Membres : L.Y. Fortier, J.E. Newall, D.P. O'Brien, K.C. Rowe, G. Saint-Pierre (président), S.D. Whittaker**

Comité des ressources humaines

- Le Comité des ressources humaines examine et approuve les principes régissant le recrutement, l'engagement, la formation, la rémunération et l'évaluation du personnel.
- Il examine les plans de relève des cadres supérieurs.
- Il étudie les principales politiques de rémunération et recommande au Conseil les programmes de rémunération au rendement.
- En consultation avec le Comité de régie interne, il évalue, sur une base annuelle, le président du Conseil non membre de la direction.
- Il examine la description de poste du président et chef de la direction, et évalue chaque année la performance du président et chef de la direction par rapport aux objectifs qu'a approuvés le Conseil.
- Il recommande au Conseil la rémunération du président et chef de la direction et de certains autres membres de la haute direction.
- Il examine le rendement et la capitalisation du régime de retraite de la Banque.

  Membres : W.G. Beattie, G.A. Cohon, D.T. Elix, L.Y. Fortier (président), P. Gauthier, D.P. O'Brien, R.B. Peterson, G. Saint-Pierre

Comité des affaires publiques

- Le Comité des affaires publiques s'assure que la Banque s'acquitte de ses responsabilités déontologiques et sociales.
- Il supervise la politique des communications, y compris les méthodes de communication avec les clients, les employés, les actionnaires et les collectivités.
- Il examine les politiques visant à projeter une image positive de la Banque.
- Il revoit la politique et le budget de la Banque relativement aux contributions politiques.
- Il supervise la politique des dons aux œuvres de bienfaisance et le budget à cet égard.

  Membres : G.A. Cohon (président), G.N. Cooper, J.T. Ferguson, C.R. Otto, H.T. Richardson, A.R. Taylor, S.D. Whittaker**

* Nommé le 20 novembre 2001.
** A quitté le comité le 1er octobre 2001.

/ Principales filiales

Principales filiales (1)	Adresse du bureau principal (2)	Valeur comptable des actions avec droit de vote que détient la Banque (3)
Société d'Hypothèques de la Banque Royale (4)	Montréal, Canada	816 $
Société Trust Royal du Canada (4)	Toronto, Canada	758
Compagnie Trust Royal	Montréal, Canada	398
Fonds d'investissement Royal Inc.	Toronto, Canada	2
Fiducie de capital RBC	Toronto, Canada	294
Connor Clark Limited	Toronto, Canada	64
Actions en direct Banque Royale Inc.	Richmond Hill, Canada	116
RBC Technologie Capital de Risque, Inc.	Toronto, Canada	27
Banque Royale Holding Inc.	Toronto, Canada	10 553
Gestion Assurances RBC Inc.	Mississauga, Canada	
Compagnie d'assurance-vie RBC	Mississauga, Canada	
Royal Bank DS Holding Inc.	Toronto, Canada	
RBC Dominion valeurs mobilières Limitée	Toronto, Canada	
RBC Dominion valeurs mobilières Inc.	Toronto, Canada	
RBC Alternative Assets, Inc. (2)	New York (New York), États-Unis	
RBC Alternative Assets, L.P. (2)	New York (New York), États-Unis	
RBC Dominion Securities Corporation (5)	New York (New York), États-Unis	
R.B.C. Holdings (Bahamas) Limited	Nassau, Bahamas	
Royal Bank of Canada Reinsurance (Cayman) Limited	George Town, Grand Cayman	
Royal Bank of Canada Insurance Company Ltd.	St. Michael, La Barbade	
Finance Corporation of Bahamas Limited	Nassau, Bahamas	
Investment Holdings (Cayman) Ltd.	George Town, Grand Cayman	
Royal Bank of Canada (Barbados) Ltd.	St. Michael, La Barbade	
Royal Bank of Canada (Caribbean) Corporation	St. Michael, La Barbade	
RBC Holdings (USA) Inc. (2)	New York (New York), États-Unis	4 040
RBC Dain Rauscher Corp. (2)	Minneapolis (Minnesota), États-Unis	
RBC Insurance Holdings (USA) Inc. (2)	Wilmington (Delaware), États-Unis	
Liberty Life Insurance Co.	Greenville (Caroline du Sud), États-Unis	
RBC Holdings (Delaware) Inc.	Wilmington (Delaware), États-Unis	
Prism Financial Corporation	Chicago (Illinois), États-Unis	
RBC Centura Banks, Inc.	Rocky Mount (Caroline du Nord), États-Unis	3 514
RBC Centura Bank	Rocky Mount (Caroline du Nord), États-Unis	
RBC Capital Investment Holdings (USA) Inc.	Wilmington (Delaware), États-Unis	68
Royal Bank of Canada Financial Corporation	St. Michael, La Barbade	4
Atlantis Holdings Limited	St. Michael, La Barbade	489
RBC Finance B.V.	Amsterdam, Pays-Bas	2 390
Royal Bank of Canada Holdings (U.K.) Limited	Londres, Angleterre	
Royal Bank of Canada (Europe) Ltd.	Londres, Angleterre	
RBC Holdings (Channel Islands) Ltd.	Guernesey, îles Anglo-Normandes	
Royal Bank of Canada (Channel Islands) Limited	Guernesey, îles Anglo-Normandes	
RBC Investment Management (Asia) Ltd.	Hong Kong, Chine	4
RBC Global Services Australia Pty Ltd.	Sydney, Australie	43

(1) La Banque détient la totalité des actions avec droit de vote de chaque filiale, à l'exception de Finance Corporation of Bahamas Limited (75 %).
(2) Toutes les filiales sont constituées sous le régime des lois de l'État ou du pays dans lequel se trouve leur bureau principal, à l'exception de RBC Alternative Assets, Inc., de RBC Alternative Assets, L.P., de RBC Holdings (USA) Inc., de RBC Dain Rauscher Corp. et de Prism Financial Corporation, constituées sous le régime des lois de l'État du Delaware, aux États-Unis.
(3) La valeur comptable (en millions de dollars) des actions avec droit de vote correspond à la participation de la Banque dans ces placements.
(4) Les filiales ont des actions sans droit de vote en circulation, que la Banque détient, directement ou indirectement, en totalité.
(5) RBC Dominion valeurs mobilières Limitée détient 45 % de RBC Dominion Securities Corporation.

/ Renseignements aux actionnaires

Bureau central
Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : (416) 974-5151
Télécopieur : (416) 955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5

Site Web :
rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Computershare Trust
Company of Canada

Adresse :
1800, av. McGill College
Montréal (Québec)
Canada H3A 3K9
Téléphone : (514) 982-7555
ou 1 800 564-6253
Télécopieur : (514) 982-7635

Pour toute correspondance :
C.P. 1900, Succursale B
Montréal (Québec)
Canada H3B 3L6

Site Web :
computershare.com

Co-agent des transferts (États-Unis)
The Bank of New York
101 Barclay Street
New York, N.Y.
États-Unis 10286

Co-agent des transferts (Royaume-Uni)
Computershare Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgewater Road, Bristol
BS99 7NH Angleterre

Inscriptions en bourse
(Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque
Canada : Bourse de Toronto (TSE)
États-Unis : Bourse de New York (NYSE)
Suisse : Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation
Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire de la Banque, au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 $ l'action. Ce prix a été redressé pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation des actions ordinaires de la Banque.

Communication avec les actionnaires
Pour communiquer tout changement d'adresse, les actionnaires sont priés de s'adresser à l'agent des transferts de la Banque, Computershare Trust Company of Canada, par écrit à son adresse postale. Pour obtenir des renseignements sur les dividendes et les transferts de succession, les actionnaires sont priés de téléphoner à l'agent des transferts au (514) 982-7555 ou au 1 800 564-6253.

Toute autre demande peut être adressée par écrit au service Relations avec les investisseurs, au 123 Front Street West, 6th Floor, Toronto (Ontario) Canada M5J 2M2, ou par le site Web : *rbc.com/investisseurs* ou par téléphone au (416) 955-7806.

Assemblée annuelle
L'assemblée annuelle des actionnaires se tiendra le vendredi 22 février 2002 à 9 h (heure normale de l'Est) au Théâtre John W.H. Bassett du Centre des congrès de Toronto, au 255 Front Street West, Toronto (Ontario) Canada.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2002

Premier trimestre	22 février
Deuxième trimestre	22 mai
Troisième trimestre	20 août
Quatrième trimestre	19 novembre

Service de dépôt direct
Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires peuvent faire déposer directement leurs dividendes au crédit de leur compte de toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à Computershare Trust Company of Canada, à son adresse postale.

Investisseurs institutionnels, courtiers et analystes en valeurs mobilières
Les investisseurs institutionnels, courtiers et analystes en valeurs mobilières qui désirent des renseignements financiers sur la Banque sont priés de communiquer par écrit avec la première vice-présidente, Relations avec les investisseurs, au 123 Front Street West 6th Floor, Toronto (Ontario) Canada M5J 2M2, ou encore par téléphone au (416) 955-7803 ou par télécopieur au (416) 955-7800.

Rachat d'actions ordinaires
La Banque a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an débutant le 22 juin 2001 et se terminant le 21 juin 2002, la Banque pourra racheter jusqu'à 18 millions de ses actions sur le marché libre, aux cours du marché. La Banque déterminera le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de l'avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à l'adresse postale torontoise de la Banque.

Dates de paiement des dividendes pour 2002
Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Date de clôture des registres	Date de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries J, K, N, O, P et S	24 janvier 24 avril 24 juillet 23 octobre	22 février 24 mai 23 août 22 novembre
Actions privilégiées de série E	Dernier jour de négociation de chaque mois	12e jour du mois suivant

Royal Bank's Annual Report is also published in English.

Dépôt légal, 4e trimestre 2001
Bibliothèque nationale du Québec

Ce rapport annuel est imprimé avec de l'encre végétale sur du papier sans acide. Le document est entièrement recyclable, et la colle de la reliure est récupérable.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport annuel ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport annuel. Dans ce rapport annuel, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans ce rapport comprennent l'emblème du **LION et du GLOBE TERRESTRE**, **BANQUE ROYALE DU CANADA**, **RBC**, **RBC GROUPE FINANCIER**, **RBC BANQUE ROYALE DU CANADA**, **RBC BANQUE ROYALE**, **RBC INVESTISSEMENTS**, **RBC MARCHÉS DES CAPITAUX**, **RBC SERVICES INTERNATIONAUX**, **RBC ASSURANCES**, **RBC LIBERTY INSURANCE**, **RBC CENTURA**, **RBC PRISM MORTGAGE**, **RBC DAIN RAUSCHER**, **RBC BUILDER FINANCE**, **RBC.COM**, **BANQUEROYALE.COM**, **ASSURANCESRBC.COM**, **RBCPRIVATEBANKING.COM**, **AVION**, **FX DIRECT**, **VIEWFINDER**, **ACTIONS EN DIRECT**, **FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL**, **FONDS RBC CONSEILLERS**, **RBC CONSEILS PRIVÉS**, **FIDUCIE DE CAPITAL RBC** et **RBC TruCS** sont des marques de commerce de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada et/ou ses filiales. Toute autre marque de commerce mentionnée dans ce rapport est la propriété d'un tiers détenteur, y compris, mais sans limiter le caractère général de ce qui précède, les marques de commerce Visa, MasterCard, Moneris, Survey of Bank Fees, etc.

Interbrand Tudhope, Toronto

#81105 (12/01)